

**Expertise «Droit pénal de l'environnement» sur mandat de  
l'OFEV**

**Marianne Johanna Hilf, prof. / Hans Vest, prof.**

Septembre 2016

## **Impressum**

**Auftraggeber:** Bundesamt für Umwelt (BAFU), CH-3003 Bern

Das BAFU ist ein Amt des Eidgenössischen Departements für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK).

## **Auftragnehmerin:**

Universität Bern

## **Autoren:**

Marianne Johanna Hilf, prof.

Hans Vest, prof.

## **Begleitung BAFU:**

Florian Wild

Siegfried Lagger

Sibylle Dillon

**Hinweis:** Das Gutachten „Umweltstrafrecht“ wurde im Auftrag des Bundesamtes für Umwelt (BAFU) verfasst.

Für den Inhalt ist allein die Auftragnehmerin verantwortlich.

# Table des matières

## Section 1. Introduction

- A. Objectif
- B. Méthode
- C. Structure

## Section 2. Dispositions de droit pénal de l'environnement – Généralités

- A. Etats des lieux : statistiques des dispositions de droit pénal de l'environnement
- B. Emplacement dans l'ordre juridique et typage de l'illicéité
  - I. Principes de droit constitutionnel
  - II. Emplacement dans l'ordre juridique
    - 1. CP
    - 2. Droit pénal accessoire
    - 3. Conséquences liées à l'emplacement
    - 4. Compétence en matière de poursuite pénale
    - 5. Droit pénal administratif et droit des amendes d'ordre
  - III. Loi sur les amendes d'ordre
    - 1. Révision des dispositions matérielles
    - 2. Procédure
      - a. Principes généraux
      - b. Secteurs problématiques
    - 3. Qualité des actes législatifs concernant l'environnement pour la procédure des amendes d'ordre
      - a. Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)
      - b. Loi fédérale du 24 juin 1991 sur la protection des eaux (LEaux)
      - c. Loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA)
      - d. Loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN)
      - e. Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo)
      - f. Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP)
      - g. Loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP)
  - IV. Catégorisation de l'illicéité dans la loi
    - 1. Infractions de pure activité et de résultat
    - 2. Infractions de lésion et de mise en danger
    - 3. Excursus : « Mise en danger en tant que fait punissable »
    - 4. Types de l'infraction de mise en danger
      - a. Infractions de mise en danger concrète
      - b. Infractions de mise en danger abstraite
      - c. Infractions d'aptitude (infraction de mise en danger potentielle)
      - d. Infractions de mise en danger collective
    - 5. Clauses générales
    - 6. Infractions communes et infractions propres

### **C. Biens juridiques protégés**

### **D. Accessoirité administrative**

- I. Typologie de l'accessoirité administrative
- II. Ampleur et portée de la force obligatoire du droit pénal
  - 1. Analyse des décisions administratives
  - 2. Autres conditions des ordonnances accessoires à un acte administratif
  - 3. Décisions favorables
  - 4. Agissement sans autorisation, illégalité et cas d'erreur
  - 5. Abus de droit
  - 6. Accessoirité de droit administratif

### **E. Principe de précision**

- I. Jurisprudence du Tribunal fédéral
  - 1. Nulla poena sine lege
  - 2. Principe de précision et interprétation
  - 3. (Sous)-délégation et normes en blanc
  - 4. Casuistique
  - 5. Conclusions
- II. CourEDH
- III. Littérature
- IV. Bilan

### **F. Responsabilité de droit pénal des (et dans) les entreprises**

- I. Remarque préliminaire
- II. Art. 102, al. 1, CP – punissabilité des entreprises
- III. Art. 7 DPA – condamnation de l'entreprise à payer une amende individuelle
- IV. Relation entre art. 102 CP et art. 7 DPA
- V. Punissabilité individuelle dans l'entreprise
- VI. Standard international
- VII. Bilan

### **G. Droits de partie des autorités compétentes en matière d'environnement**

- I. Droits de partie dans la procédure pénale en matière de contraventions selon art. 17 en lien avec art. 357 CPP
- II. Droits de partie basés sur l'art. 104, al. 2, CPP en général
  - 1. Bases de droit fédéral pour les droits de partie selon art. 104, al. 2, CPP
  - 2. Base de droit cantonal pour les droits de partie selon art. 104, al. 2, CPP
    - a. Canton BE – droits spécifiques dans des lois spéciales
    - b. Canton SG – droits spécifiques dans une loi d'organisation générale
    - c. Canton FR – renoncement à des droits
    - d. Canton ZH – droits généraux dans une loi d'organisation générale : art. 154 GOG (ZH)
- III. Droits de partie devant le Tribunal fédéral ?
- IV. Bilan et recommandations

### **H. Obligation de dénoncer**

- I. Obligation de dénoncer des autorités pénales selon art. 302, al. 1, CPP
  - 1. Conditions matérielles
  - 2. Conséquences en cas de violation
- II. Obligation de dénoncer des autres autorités selon art. 302, al. 2, CPP



1. Conditions matérielles
2. Conséquences en cas de violation
  - a. Punissabilité selon le droit pénal de l'environnement
  - b. Punissabilité pour entrave à l'action pénale
- III. De lege ferenda
  1. Arguments contre l'obligation de dénoncer dans le domaine de l'environnement
  2. Arguments pour l'introduction/l'extension de l'obligation de dénoncer dans le domaine de l'environnement
  3. Considérations sur une modification possible
- IV. Bilan

## Section 3. Dispositions du droit pénal de l'environnement – détail

### A. Remarques préliminaires

### B. Loi sur la protection de l'environnement (LPE)

- I. Généralités
  1. Loi-cadre transversale
  2. Infractions d'aptitude vs infractions de mise en danger abstraite
  3. Sait ou doit savoir
  4. Utilisation et mise dans le commerce
  5. Compétence et applicabilité de la partie générale (CP, DPA)
- II. Les dispositions pénales en détail
  1. Délits : art. 60 LPE
    - a. Art. 60, al. 1, let. a LPE
    - b. Art. 60, al. 1, let. b LPE
    - c. Art. 60, al. 1, let. d LPE
    - d. Art. 60, al. 1, let. e LPE
    - e. Art. 60, al. 1, let. f LPE
    - f. Art. 60, al. 1, let. g LPE
    - g. Art. 60, al. 1, let. h LPE
    - h. Art. 60, al. 1, let. i LPE
    - i. Art. 60, al. 1, let. j LPE
    - j. Art. 60, al. 1, let. k LPE
    - k. Art. 60, al. 1, let. m LPE
    - l. Art. 60, al. 1, let. n LPE
    - m. Art. 60, al. 1, let. o LPE
    - n. Art. 60, al. 1, let. p LPE
    - o. Art. 60, al. 1, let. q LPE
  2. Contraventions : art. 61 LPE
    - a. Art. 61, al. 1, let. a LPE
    - b. Art. 61, al. 1, let. b LPE
    - c. Art. 61, al. 1, let. c LPE
    - d. Art. 61, al. 1, let. d LPE
    - e. Art. 61, al. 1, let. e LPE

- f. Art. 61, al. 1, let. f LPE
- g. Art. 61, al. 1, let. g LPE
- h. Art. 61, al. 1, let. h LPE
- i. Art. 61, al. 1, let. i LPE
- j. Art. 61, al. 1, let. k LPE
- k. Art. 61, al. 1, let. l LPE
- l. Art. 61, al. 1, let. m LPE
- m. Art. 61, al. 1, let. n LPE
- n. Art. 61, al. 1, let. o LPE
- o. Art. 61, al. 1, let. p LPE

3. art. 61 a LPE

- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Lacunes de punissabilité (et incohérences systémiques)
  - 1. LPE
  - 2. CP
  - 3. Dispositions pénales à créer
- V. Cadre pénal (et contradictions de classification)

**C. Loi sur la protection des eaux**

- I. Remarques préliminaires
- II. Généralités
  - 1. Systématique et typage des normes pénales
  - 2. Compétence et applicabilité de la partie générale (CP, DPA)
- III. Les normes pénales en détail
  - 1. Délits : art. 70 LEaux
    - a. Art. 70, al. 1, let. a LEaux
    - b. Art. 70, al. 1, let. b LEaux
    - c. Art. 70, al. 1, let. c LEaux
    - d. Art. 70, al. 1, let. d, e LEaux
    - e. Art. 70, al. 1, let. f LEaux
    - f. Nouvel énoncé de fait: art. 70, al. 1, let. g (nouveau !) LEaux
    - g. Art. 70, al. 1, let g (nouvellement let. h) LEaux
  - 2. Contraventions: art. 71 LEaux
    - a. Art. 71, al. 1, let. a LEaux
    - b. Art. 71, al. 1, let. b LEaux
- IV. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- V. Lacune de punissabilité (et incohérences systémiques)
  - 1. LEaux
  - 2. CP

**D. Loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées**

- I. Généralités
- II. Les dispositions pénales en détail
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Résumé

**E. Loi sur les forêts**

- I. Généralités
- II. Les dispositions pénales en détail

1. Délits : art. 42 LFo
  - a. Art. 42, al. 1, let. a LFo
  - b. Art. 42, al. 1, let. b LFo
  - c. Art. 42, al. 1, let. c LFo
2. Contraventions : art. 43 LFo
  - a. Art. 43, al. 1, let. a LFo
  - b. Art. 43, al. 1, let. b LFo
  - c. Art. 43, al. 1, let. c LFo
  - d. Art. 43, al. 1, let. d LFo
  - e. Art. 43, al. 1, let. e LFo
  - f. Art. 43, al. 1, let. f LFo
  - g. Art. 43, al. 1, let. g LFo
  - h. Art. 43, al. 1, let. h LFo
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Lacune de punissabilité (et incohérences systémiques)
- V. Cadre pénal (et contradictions de classification)

#### **F. Loi sur la chasse**

- I. Notions générales
- II. Les dispositions pénales en détail
  1. Délits : art. 17 LChP
    - a. Art. 17, al. 1, let. a LChP
    - b. Art. 17, al. 1, let. b LChP
    - c. Art. 17, al. 1, let. c LChP
    - d. Art. 17, al. 1, let. d LChP
    - e. Art. 17, al. 1, let. e LChP
    - f. Art. 17, al. 1, let. f LChP
    - g. Art. 17, al. 1, let. g LChP
    - h. Art. 17, al. 1, let. h et i LChP
  2. Contraventions: art. 18 LChP
    - a. Art. 18, chapeau
    - b. Art. 18, al. 1, let. a LChP
    - c. Art. 18, al. 1, let. b LChP
    - d. Art. 18, al. 1, let. c LChP
    - e. Art. 18, al. 1, let. d LChP
    - f. Art. 18, al. 1, let. e LChP
    - g. Art. 18, al. 1, let. f LChP
    - h. Art. 18, al. 1, let. g LChP
    - i. Art. 18, al. 1, let. h LChP
    - j. Art. 18, al. 4 LChP
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Lacune de punissabilité (et incohérences systémiques)
- V. Cadre pénal (et contradictions de classification)

#### **G. Loi sur le génie génétique**

- I. Remarques préliminaires
- II. Généralités
  1. Types d'infraction et technique législative

2. Organismes génétiquement modifiés
3. Mise dans le commerce et utilisation
4. Sanctions et compétences
- III. Les dispositions pénales en détail
  1. Art. 35, al. 1, LGG
    - a. Art. 35, al. 1, let. a LGG
    - b. Art. 35, al. 1, let. b LGG
    - c. Art. 35, al. 1, let. c LGG
    - d. Art. 35, al. 1, let. d LGG
    - e. Art. 35, al. 1, let. e LGG
    - f. Art. 35, al. 1, let. f LGG
    - g. Art. 35, al. 1, let. g LGG
    - h. Art. 35, al. 1, let. h LGG
    - i. Art. 35, al. 1, let. i LGG
    - j. Art. 35, al. 1, let. j LGG
  2. Art. 35, al. 3 LGG
- IV. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- V. Lacune de punissabilité (et incohérences systémiques)
- VI. Cadre pénal (et contradictions de classification)

## **H. Loi sur le CO<sub>2</sub>**

- I. Généralités
  1. Types d'infraction
  2. Taxe sur le CO<sub>2</sub>
  3. Objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pour les véhicules privés
  4. Compétences et concurrences
- II. Les dispositions pénales en détail
  1. Art. 42 Soustraction à la taxe sur le CO<sub>2</sub>
  2. Mise en péril de la taxe sur le CO<sub>2</sub>
    - a. Art. 43, al. 1, let. a Loi sur le CO<sub>2</sub>
    - b. Art. 43, al. 1, let. b Loi sur le CO<sub>2</sub>
    - c. Art. 43, al. 1, let. c Loi sur le CO<sub>2</sub>
    - d. Art. 43, al. 1, let. d Loi sur le CO<sub>2</sub>
    - e. Art. 43, al. 1, let. e Loi sur le CO<sub>2</sub>
    - f. Art. 43, al. 1, let. f Loi sur le CO<sub>2</sub>
  3. Art. 44 Fausses déclarations concernant les voitures
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Résumé

## **I. Loi sur l'aménagement des cours d'eau**

- I. Généralités
- II. Dispositions pénales cantonales sur l'aménagement des cours d'eau
  1. Enoncé de fait légal de base
  2. Qualifications
  3. Privilèges
- III. Jurisprudence cantonale

## **J. Loi sur le Parc national**

- I. Généralités

- II. Dispositions pénales en détail
- III. Résumé

#### **K. Loi sur la pêche**

- I. Généralités
- II. Dispositions pénales en détail
  - 1. Délits : art. 16 LFSP
    - a. Art. 16, al. 1, let. a LFSP
    - b. Art. 16, al. 1, let. b LFSP
    - c. Art. 16, al. 1, let. c et d LFSP
  - 2. Contraventions: art. 17 LFSP
    - a. Art. 17, al. 1, let. a LFSP
    - b. Art. 17, al. 1, let. b LFSP
    - c. Art. 17, al. 1, let. c LFSP
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Contradictions de classification
- V. Résumé

#### **L. Loi sur la protection de la nature et du paysage**

- I. Généralités
- II. Dispositions pénales en détail
  - 1. Délits : art. 24 LPN
    - a. Sans autorisation
    - b. Dommage sérieux
    - c. Art. 24, al. 1, let. a LPN
    - d. Art. 24, al. 1, let. b LPN
    - e. Art. 24, al. 1, let. c LPN
  - 2. Contraventions : art. 24a LPN
    - a. Généralités
    - b. Art. 24a, al. 1, let. a LPN
    - c. Art. 24a, al. 1, let. b LPN
    - d. Art. 24a, al. 1, let. c LPN
    - e. Art. 24a, al. 2 LPN
- III. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- IV. Lacune de punissabilité (et incohérences systémiques)
- V. Cadre pénal (et contradictions de classification)

#### **M. Synthèse récapitulative**

- I. Généralités
  - 1. Maintien en principe de la réglementation législative spéciale du droit pénal de l'environnement
  - 2. Complément par des délits de mise en danger collective dans le CP
- II. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale
- III. Lacunes de punissabilité et incohérences systémiques
  - 1. CP
  - 2. Actes législatifs concernant l'environnement
- IV. Contradictions de classification

## **Section 4. Dispositions pénales comparables de lois ne concernant pas l'environnement**

### **A. Généralités**

- I. Critères de sélection
- II. Particularités

### **B. En détail**

- I. Loi sur les produits chimiques
  - 1. Sanctions
  - 2. Dispositions pénales
  - 3. Points communs et différences
- II. Loi sur les denrées alimentaires
  - 1. Sanctions
  - 2. Dispositions pénales
  - 3. Points communs et différences
- III. Loi sur l'agriculture
  - 1. Sanctions
  - 2. Dispositions pénales
  - 3. Points communs et différences

### **C. Synthèse récapitulative**

- I. Sanctions
- II. Dispositions pénales
- III. Bilan

## **Section 5. Dispositions cantonales de droit pénal de l'environnement**

### **A. Introduction**

### **B. Directives constitutionnelles**

- I. Berne
- II. Fribourg
- III. St-Gall

### **C. Actes législatifs concernant l'environnement et dispositions pénales**

- I. Généralités
  - 1. Berne
  - 2. Fribourg
  - 3. St-Gall
- II. Protection contre les accidents
  - 1. Suisse
  - 2. Berne
  - 3. Fribourg
  - 4. St-Gall
- III. Flore et faune
  - 1. Zones protégées

- a. Suisse
    - b. Berne
    - c. Fribourg
    - d. St-Gall
  - 2. Organismes vivants
    - a. Suisse
    - b. Berne
    - c. Fribourg
    - d. St-Gall
  - 3. Forêt
    - a. Berne
    - b. Fribourg
    - c. St-Gall
- IV. Déchets
  - 1. Suisse
  - 2. Berne
  - 3. Fribourg
  - 4. St-Gall
- V. Eaux
  - 1. Suisse
  - 2. Berne
  - 3. Fribourg
  - 4. St-Gall
- VI. Air
  - 1. Suisse
  - 2. Berne
  - 3. Fribourg
  - 4. St-Gall
- VII. Sol
  - 1. Suisse
  - 2. Berne
  - 3. Fribourg
  - 4. St-Gall
- D. Résumé**
  - I. Suisse
  - II. Zones protégées
    - 1. Berne
    - 2. St-Gall

## Section 6. Droit pénal européen de l'environnement

### A. Internationalisation du droit pénal de l'environnement

### B. Droit pénal de l'environnement au niveau européen

- I. Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal
  - 1. Comportements punissables

- 2. Responsabilité des personnes morales
  - 3. Sanctions
  - 4. Droits de partie
- II. Directive de l'UE 2008/99/CE sur la protection de l'environnement par le droit pénal
  - 1. Comportements punissables
  - 2. Responsabilité des personnes morales
  - 3. Sanctions

### C. Bilan

## Section 7. Conclusions et mesures recommandées

### A. Généralités

- I. Loi sur les amendes d'ordre (section 2/B.III.)
- II. Abus de droit (section 2 /D.II.5.)
- III. Principe de précision (section 2/E.)
- IV. Révision de la punissabilité des entreprises (section 2/F.)
- V. Droits de partie des autorités compétentes en matière d'environnement (section 2/G.)
- VI. Obligation de dénoncer (section 2/H.)

### B. Dispositions pénales

- I. Crimes contre l'environnement (sections 3/B.IV. et 3/C.V.2.)
- II. Principe de précision de la base légale
  - 1. Généralités (section 3/B.-L.)
  - 2. Cas d'insoumission
- III. Lacunes de punissabilité et incohérences systémiques
  - 1. Lacunes de punissabilité (section 3/M.III.2)
  - 2. Dépénalisation
- IV. Contradictions de classification
  - 1. Conversion des infractions ordinaires en infractions spéciales (section 3/B.II. et 3/IV.)
  - 2. Art. 26, al. 1, LCITES
  - 3. Prescriptions d'étiquetage selon art. 35, al. 1, let. g-i LGG

### C. Eventail des peines

### D. Tentative et complicité

### E. Confiscation

### F. Bilan

## Bibliographie



---

|                    |                                                                                                                       |
|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Annexe I:</b>   | <b>Tableau synoptique des lois</b>                                                                                    |
| <b>Annexe II:</b>  | <b>Rapport général Obligations de dénoncer</b>                                                                        |
| <b>Annexe III:</b> | <b>Droit pénal de l'environnement en Allemagne</b>                                                                    |
| <b>Annexe IV:</b>  | <b>Droit pénal de l'environnement en Autriche</b>                                                                     |
| <b>Annexe V:</b>   | <b>Aperçu du droit pénal allemand et autrichien<br/>de l'environnement (avec excursus dans le<br/>droit français)</b> |

## Abréviations

|    |              |                                                                                                                                                        |
|----|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | NJW          | Neue Juristische Wochenschrift                                                                                                                         |
| 1  | LTEI (BE)    | Loi du 4 novembre 1992 sur le travail, les entreprises et les installations (RSB 832.01)                                                               |
| 2  | LD (BE)      | Loi du 18 juin 2003 sur les déchets (RSB 822.1)                                                                                                        |
| 3  | AbfG (ZH)    | Abfallgesetz vom 25. September 1994 (LS 712.1)                                                                                                         |
| 4  | OD (BE)      | Ordonnance du 11 février 2004 sur les déchets (RSB 822.111)                                                                                            |
| 5  | LGD (FR)     | Loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (RSF 810.2)                                                                                         |
| 6  | AE-air (FR)  | Arrêté d'exécution de dispositions fédérales sur la protection de l'air du 23 juin 1992 (RSF 813.11)                                                   |
| 7  | RGD (FR)     | Règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RSF 810.21)                                                                                   |
| 8  | AE-OPAM (FR) | Arrêté d'exécution de dispositions fédérales sur la protection contre les accidents majeurs du 23 juin 1992 (RSF 810.14)                               |
| 9  | OBat         | Ordonnance du 15 juin 2001 sur la protection des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale (ordonnance sur les batraciens, RS 451.34) |
| 10 | LDAI         | Loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (loi sur les denrées alimentaires, RS 817.0), (état au 1.10.2013)     |
| 11 | LSites (FR)  | Loi du 7 septembre 2011 sur les sites pollués (RSF 810.3)                                                                                              |
| 12 | RSites (FR)  | Règlement du 4 juin 2013 sur les sites pollués (RSF 810.31)                                                                                            |
| 13 | OSites       | Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, RS 814.680)                                    |
| 14 | LAO          | Loi du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre (RS 741.03)                                                                                                |
| 15 | AuenV        | Ordonnance du 28 octobre 1992 sur la protection des zones alluviales d'importance nationale (ordonnance sur les zones alluviales, RS 451.31)           |
| 16 | OSurv (FR)   | Ordonnance du 16 décembre 2003 sur la surveillance de la faune et de la flore, de la chasse et de la pêche (RSF 922.21)                                |
| 17 | LEtr         | Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (RS 142.20)                                                                                         |
| 18 | PA           | proposition alternative                                                                                                                                |
| 19 | AVIV         | Ordonnance du 31 août 1983 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (ordonnance sur l'assurance-chômage, RS 837.02)   |
| 20 | BauG (SG)    | Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Baugesetz, sGS 731.1)                                                                        |

|    |                            |                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 21 | OEDS                       | Ordonnance du 15 octobre 2003 sur la taxe d'incitation sur l'essence et l'huile diesel d'une teneur en soufre supérieure à 0,001 % (RS 814.020)                                                                                     |
| 22 | LStup                      | Loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, RS 812.121)                                                                                                             |
| 23 | LCITES                     | Loi fédérale du 16 mars 2012 sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (loi sur les espèces protégées, RS 453)                                                                                                  |
| 24 | LFSP                       | Loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (RS 923.0)                                                                                                                                                                                |
| 25 | BGHSt                      | Entscheidungen des Bundesgerichtshofs in Strafsachen (D)                                                                                                                                                                            |
| 26 | OFJ                        | Office fédéral de la justice                                                                                                                                                                                                        |
| 27 | LPers                      | Loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (RS 172.220.1)                                                                                                                                                             |
| 28 | OSol (FR)                  | Ordonnance du 20 août 2002 sur la protection des sols (RSF 811.11)                                                                                                                                                                  |
| 29 | BSK                        | Basler Kommentar                                                                                                                                                                                                                    |
| 30 | Cst.                       | Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (RS 101)                                                                                                                                                          |
| 31 | BVerfGE                    | Cour constitutionnelle allemande (D)                                                                                                                                                                                                |
| 32 | CartV                      | Ordonnance du 3 novembre 2004 sur les mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés (ordonnance de Cartagena, RS 814.912.21)                                                                                     |
| 33 | LChim                      | Loi fédérale du 15 décembre 2000 sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (loi sur les produits chimiques, RS 813.1)                                                                                 |
| 34 | ORRChim                    | Ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, RSR 814.81) |
| 35 | OChim                      | Ordonnance du 18 mai 2005 sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (ordonnance sur les produits chimiques, RS 813.11)                                                                                |
| 36 | CITES                      | Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (RS 0.453)                                                                                                  |
| 37 | O sur les contrôles CITES  | Ordonnance du DFI sur le contrôle de la circulation des espèces de faune et de flore protégées (ordonnance sur les contrôles CITES, RS 453.1)                                                                                       |
| 38 | Loi sur le CO <sub>2</sub> | Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO <sub>2</sub> (RS 641.71)                                                                                                                                      |
| 39 | OLen                       | Ordonnance du DEFR sur la mise en circulation des engrais du 16 novembre 2007 (ordonnance sur le Livre des engrais, RS 916.171.1)                                                                                                   |
| 40 | OEng                       | Ordonnance du 10 janvier 2001 sur la mise en circulation des engrais (ordonnance sur les engrais, RS 916.171)                                                                                                                       |
| 41 | OPD                        | Ordonnance du 23 octobre 2013 sur les paiements directs versés dans                                                                                                                                                                 |

|    |                      |                                                                                                                                                                           |
|----|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |                      | l'agriculture (ordonnance sur les paiements directs, RS 910.13)                                                                                                           |
| 42 | EG GSchG (ZH)        | Einführungsgesetz zum Gewässerschutzgesetz vom 8. Dezember 1974 (LS 711.1)                                                                                                |
| 43 | LiCPM (BE)           | Loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (RSB 271.1) |
| 44 | CourEDH              | Cour européenne des droits de l'homme                                                                                                                                     |
| 45 | LACP (FR)            | Loi d'application du code pénal du 6 octobre 2006 (RSF 31.1)                                                                                                              |
| 46 | EG-StPO (SG)         | Einführungsgesetz zur Schweizerischen Straf- und Jugendstrafprozessordnung vom 3. August 2010 (sGS 962.1)                                                                 |
| 47 | EG-USG (SG)          | Einführungsgesetz zur eidgenössischen Umweltschutzgesetzgebung vom 19. April 2011 (sGS 672.1)                                                                             |
| 48 | EG-USG-V (SG)        | Verordnung zum Einführungsgesetz zur eidgenössischen Umweltschutzgesetzgebung vom 13. Dezember 2011 (sGS 672.11)                                                          |
| 49 | EG-WaldG (SG)        | Einführungsgesetz zur eidgenössischen Waldgesetzgebung vom 29. November 1998 (sGS 651.1)                                                                                  |
| 50 | EG-WaldG-V (SG)      | Verordnung zum Einführungsgesetz zur eidgenössischen Waldgesetzgebung vom 7. Dezember 2009 (sGS 651.11)                                                                   |
| 51 | CEDH                 | Convention (européenne) de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (RS 0.101)                                                   |
| 52 | OUC                  | Ordonnance du 9 mai 2012 sur l'utilisation des organismes en milieu confiné (ordonnance sur l'utilisation confinée, RS 814.912)                                           |
| 53 | OiOPAM (BE)          | Ordonnance d'introduction de l'ordonnance fédérale sur les accidents majeurs du 22 septembre 1993 (RSB 820.131)                                                           |
| 54 | LPê (BE)             | Loi du 21 juin 1995 sur la pêche (RSB 923.11)                                                                                                                             |
| 55 | LPêche (FR)          | Loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1)                                                                                                                               |
| 56 | FiG (SG)             | Gesetz über die Fischerei sowie den Schutz der im Wasser lebenden Tiere und deren Lebensgrundlagen vom 10. Juni 2008 (sGS 854.1)                                          |
| 57 | FiG (ZH)             | Gesetz über die Fischerei vom 5. Dezember 1976 (LS 923.1)                                                                                                                 |
| 58 | LFINMA               | Loi du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers, RS 956.1)                             |
| 59 | OPê (BE)             | Ordonnance du 20 septembre 1995 sur la pêche (RSB 923.111)                                                                                                                |
| 60 | FiV (SG)             | Fischereiverordnung vom 2. Dezember 2008 (sGS 854.11)                                                                                                                     |
| 61 | O sur les bas-marais | Ordonnance du 7 septembre 1994 sur la protection des bas-marais d'importance nationale (ordonnance sur les bas-marais, RS 451.33)                                         |
| 62 | ODE                  | Ordonnance du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement (ordonnance sur la dissémination dans l'environnement, RS                             |

814.911)

|    |                        |                                                                                                                                                                  |
|----|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 63 | GA                     | Goltdammer's Archiv für Strafrecht                                                                                                                               |
| 64 | GC                     | Grand Chamber                                                                                                                                                    |
| 65 | GeschR (SG)            | Geschäftsreglement der Regierung und der Staatskanzlei vom 7. Dezember 1951 (sGS 141.3)                                                                          |
| 66 | LCEaux (FR)            | Loi sur les eaux du 18 décembre 2009 (RSF 812.1)                                                                                                                 |
| 67 | RCEaux (FR)            | Règlement sur les eaux du 21 juin 2011 (RSF 812.11)                                                                                                              |
| 68 | GNG (SG)               | Gesetz über die Gewässernutzung vom 5. Dezember 1960 (sGS 751.1)                                                                                                 |
| 69 | GNG-V (SG)             | Vollzugsverordnung zum Gesetz über die Gewässernutzung vom 1. November 1961 (sGS 751.11)                                                                         |
| 70 | GOG (ZG)               | Gesetz über die Organisation der Zivil- und Strafrechtspflege vom 26. August 2010 (BGS 161.1)                                                                    |
| 71 | GOG (ZH)               | Gesetz über die Gerichts- und Behördenorganisation im Zivil- und Strafprozess vom 10. Mai 2010 (LS 211.1)                                                        |
| 72 | LEaux                  | Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20)                                                                                           |
| 73 | OEaux                  | Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201)                                                                                            |
| 74 | LOJM (BE)              | Loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (RSB 161.1)                                                              |
| 75 | LGG                    | Loi fédérale du 21 mars 2003 sur l'application du génie génétique au domaine non humain (loi sur le génie génétique, RS 814.91)                                  |
| 76 | LAIm (BE)              | Loi du 9 juin 2010 sur l'assurance immobilière (BSG 873.11)                                                                                                      |
| 77 | OHEL                   | Ordonnance du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur l'huile de chauffage «extra-légère» d'une teneur en soufre supérieure à 0,1 % (RS 814.019)           |
| 78 | LRH                    | Loi fédérale du 30 septembre 2011 relative à la recherche sur l'être humain (RS 810.30)                                                                          |
| 79 | LPTh                   | Loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques, RS 812.21)                                |
| 80 | O sur les hauts-marais | Ordonnance du 21 janvier 1991 sur la protection des hauts-marais et des marais de transition d'importance nationale (ordonnance sur les hauts-marais, RS 451.32) |
| 81 | LCha (FR)              | Loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (RSF 922.1)                                     |
| 82 | JaG (ZH)               | Gesetz über Jagd und Vogelschutz vom 12. Mai 1929 (LS 922.1)                                                                                                     |
| 83 | RCha (FR)              | Règlement du 20 juin 2000 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (RSF 922.11)                                  |

|     |             |                                                                                                                                              |
|-----|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 84  | OCh (BE)    | Ordonnance du 26 février 2003 sur la chasse (RSB 922.111)                                                                                    |
| 85  | LI (FR)     | Loi du 31 mai 2010 sur la justice (RSF 130.1)                                                                                                |
| 86  | JG (SG)     | Gesetz über die Jagd, den Schutz der wildlebenden Säugetiere und Vögel sowie deren Lebensräume vom 17. November 1994 (Jagdgesetz, sGS 853.1) |
| 88  | JV (SG)     | Jagdverordnung vom 19. Mai 2015 (sGS 853.11)                                                                                                 |
| 88  | LChP        | Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi sur la chasse, RS 922.0)                 |
| 89  | LCh (BE)    | Loi du 25 mars 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (RSB 922.11)                                                          |
| 90  | LENu        | Loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire (RS 732.1)                                                                                       |
| 91  | LCPE (BE)   | Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur la protection des eaux (RSB 821.0)                                                                     |
| 92  | KGSchV (ZH) | Verordnung über den Gewässerschutz vom 22. Januar 1975 (LS 711.11)                                                                           |
| 93  | OPE (BE)    | Ordonnance cantonale du 24 mars 1999 sur la protection des eaux Kantonale (RSB 821.1)                                                        |
| 94  | OCAO (BE)   | Ordonnance cantonale du 18 septembre 2002 sur les amendes d'ordre (RSB 324.111)                                                              |
| 95  | LDPén (BE)  | Loi du 9 avril 2009 sur le droit pénal cantonal (RSB 311.1)                                                                                  |
| 96  | LCPA (FR)   | Loi du 20 mars 2012 sur la protection des animaux (RSF 725.1)                                                                                |
| 97  | KTschG (ZH) | Kantonales Tierschutzgesetz vom 2. Juni 1991 (LS 554.1)                                                                                      |
| 98  | KTschV (ZH) | Kantonale Tierschutzverordnung vom 11. März 1992 (LS 554.11)                                                                                 |
| 99  | ConstC-BE   | Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (RSB 101.1)                                                                                   |
| 100 | ConstC-FR   | Constitution du canton de Fribourg du 16 avril 2004 (RSF 10.1)                                                                               |
| 101 | KV-SG       | Verfassung des Kantons St. Gallen vom 10. Juni 2001 (sGS 111.1)                                                                              |
| 102 | LCFo (BE)   | Loi cantonale sur les forêts du 5 mai 1997 (RSB 921.11)                                                                                      |
| 103 | OCFo (BE)   | Ordonnance cantonale sur les forêts du 29 octobre 1997 (RSB 921.111)                                                                         |
| 104 | ODAIous     | Ordonnance du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (RS 817.02)                                                 |
| 105 | LPAir (BE)  | Loi du 16 novembre 1989 sur la protection de l'air (RSB 823.1)                                                                               |
| 106 | LK          | Leipziger Kommentar zum Strafgesetzbuch                                                                                                      |
| 107 | LDAI        | Loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (loi sur les denrées alimentaires, RS 817.0)                |
| 108 | OPAir       | Ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (RS 814.318.142.1)                                                                 |

|     |                            |                                                                                                                                                                                    |
|-----|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 109 | OPB                        | Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41)                                                                                                       |
| 110 | LAP                        | Loi fédérale du 8 octobre 1982 sur l'approvisionnement économique du pays (loi sur l'approvisionnement du pays, RS 531)                                                            |
| 111 | LAgr                       | Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (loi sur l'agriculture, RS 910.1)                                                                                                  |
| 112 | Limpmin                    | Loi du 21 juin 1996 sur l'imposition des huiles minérales (RS 641.61)                                                                                                              |
| 113 | O sur les sites marécageux | Ordonnance du 1 <sup>er</sup> mai 1996 sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (ordonnance sur les sites marécageux, RS 451.35) |
| 114 | MüKo                       | Münchener Kommentar zum Strafgesetzbuch, hrsg. von W. Joecks et al., 2. Aufl., München 2011 ff. (3. Aufl. online)                                                                  |
| 115 | LTVA                       | Loi fédérale du 12 juin 2009 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (loi sur la TVA, RS 641.20)                                                                                   |
| 116 | LPNat (FR)                 | Loi du 12 septembre 2012 sur la protection de la nature et du paysage (RSF 721.0.1)                                                                                                |
| 117 | RPNat (FR)                 | Règlement du 27 mai 2014 sur la protection de la nature et du paysage (RSF 721.0.11)                                                                                               |
| 118 | LPN                        | Loi fédérale du 1 <sup>er</sup> juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (RS 451)                                                                                 |
| 119 | OPN                        | Ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (RS 451.1)                                                                                              |
| 120 | ORNI                       | Ordonnance du 23 décembre 1999 sur la protection contre le rayonnement non ionisant (RS 814.710)                                                                                   |
| 121 | NK                         | Nomos Kommentar zum Strafgesetzbuch                                                                                                                                                |
| 122 | Loi sur le Parc national   | Loi fédérale du 19 décembre 1980 sur le Parc national suisse dans le canton des Grisons (RS 454)                                                                                   |
| 123 | NPO (GR)                   | Verordnung über den Schutz des Schweizerischen Nationalparks vom 23. Februar 1983 (Nationalparkordnung, BR 498.200)                                                                |
| 124 | LPN (BE)                   | Loi du 15 septembre 1992 sur la protection de la nature (RSB 426.11)                                                                                                               |
| 125 | OPN (BE)                   | Ordonnance du 10 novembre 1993 sur la protection de la nature (RSB 426.111)                                                                                                        |
| 126 | NSV (SG)                   | Verordnung über den Schutz wildwachsender Pflanzen und freilebender Tiere vom 17. Juni 1975 (sGS 674.1)                                                                            |
| 127 | LAO                        | Loi du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre (FF 2016, 1867 ss)                                                                                                                     |
| 128 | OAo                        | Ordonnance du 4 mars 1996 sur les amendes d'ordre (RS 741.031)                                                                                                                     |
| 129 | OwiG (Allemagne)           | Gesetz über Ordnungswidrigkeiten vom 24. Mai 1968                                                                                                                                  |

|     |            |                                                                                                                                                                 |
|-----|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 130 | POG (ZH)   | Polizeiorganisationsgesetz vom 29. November 2004 (LS 551.1)                                                                                                     |
| 131 | PolG (ZH)  | Polizeigesetz vom 23. April 2007 (LS 550.1)                                                                                                                     |
| 132 | OPPh       | Ordonnance du 12 mai 2010 <sup>1</sup> sur la mise en circulation des produits phytosanitaires (ordonnance sur les produits phytosanitaires, RS 916.161)        |
| 133 | OPV        | Ordonnance du 27 octobre 2010 sur la protection des végétaux (RS 916.20)                                                                                        |
| 134 | SG-Komm.BV | St. Galler Kommentar zur Schweizerischen Bundesverfassung                                                                                                       |
| 135 | SK         | Systematischer Kommentar zum Strafgesetzbuch                                                                                                                    |
| 136 | OSLa       | Ordonnance du 28 février 2007 sur la protection contre les nuisances sonores et les rayons laser lors de manifestations (ordonnance son et laser, RS 814.49)    |
| 137 | SS         | Kommentar zum Strafgesetzbuch von Schönke/Schröder                                                                                                              |
| 138 | OPAM       | Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (ordonnance sur les accidents majeurs, RS 814.012)                                 |
| 139 | CP         | Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)                                                                                                                |
| 140 | LPers (FR) | Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1)                                                                                                |
| 141 | CPP        | Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (code de procédure pénale, RS 312.0)                                                                          |
| 142 | StPV (SG)  | Strafprozessordnung vom 23. November 2010 (sGS 962.11)                                                                                                          |
| 143 | LSu        | Loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (loi sur les subventions, RS 616.1)                                                  |
| 144 | LCR        | Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (RS 741.01)                                                                                        |
| 145 | LETC       | Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce (RS 946.51)                                                                              |
| 146 | OPAC (BE)  | Ordonnance du 21 janvier 2009 sur la protection des animaux et les chiens (RSB 916.812)                                                                         |
| 147 | LPA        | Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (RS 455)                                                                                         |
| 148 | OLED       | Ordonnance du 10 décembre 1990 sur la limitation et l'élimination des déchets (ordonnance sur les déchets, RS 814.600), abrogée le 1 <sup>er</sup> janvier 2016 |
| 149 | OPPPS      | Ordonnance du 13 janvier 2010 sur la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale (ordonnance sur les prairies sèches, RS 451.37)           |
| 150 | UeStG (SG) | Übertretungstrafgesetz vom 13. Dezember 1984 (sGS 921.1)                                                                                                        |
| 151 | DEAT       | droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire                                                                                                      |
| 152 | DEP        | droit de l'environnement en pratique                                                                                                                            |



|     |                   |                                                                                                                                       |
|-----|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 153 | LPE               | Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, RS 814.01)             |
| 154 | OTAS              | Ordonnance du 26 septembre 2008 relative à la taxe pour l'assainissement des sites contaminés (RS 814.681)                            |
| 155 | OSol              | Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols (RS 814.12)                                             |
| 156 | OLF               | Ordonnance du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche (RS 923.01)                                                    |
| 157 | LPAF (BE)         | Loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (RSB 913.1)                                           |
| 158 | OPAF (BE)         | Ordonnance du 5 novembre 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (RSB 913.111)                               |
| 159 | OCITES            | Ordonnance du 4 septembre 2013 sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (RS 453.0)                               |
| 160 | ODF               | Ordonnance du 30 septembre 1991 concernant les districts francs fédéraux (RS 922.31)                                                  |
| 161 | AP-LAO            | Avant-projet de loi sur les amendes d'ordre (FF 2015, 943 ss)                                                                         |
| 162 | OMoD              | Ordonnance du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets (RS 814.610)                                                                 |
| 163 | VG-GSchG (SG)     | Vollzugsgesetz zur eidgenössischen Gewässerschutzgesetzgebung vom 11. April 1996 (sGS 752.2)                                          |
| 164 | VG-GSchG-V (SG)   | Verordnung zum Vollzugsgesetz zur eidgenössischen Gewässerschutzgesetzgebung vom 21. Januar 1997 (sGS 752.21)                         |
| 165 | OEB               | Ordonnance du 5 juillet 200 sur les emballages pour boissons (RS 814.621)                                                             |
| 166 | ODAIGM            | Ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (RS 817.022.51)                            |
| 167 | VKO (ZH)          | Verordnung über das kantonale rechtliche Ordnungsbussenverfahren vom 14. Oktober 1992 (LS 321.2)                                      |
| 168 | OCOV              | Ordonnance du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (RS 814.018)                             |
| 169 | Ordonnance VOSTRA | Ordonnance du 29 septembre 2006 sur le casier judiciaire (RS 331)                                                                     |
| 170 | OREA              | Ordonnance du 14 janvier 1998 sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (RS 814.620) |
| 171 | CPJA (FR)         | Code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991 (RSF 150.1)                                                         |
| 172 | LPJA (BE)         | Loi sur la procédure et la juridiction administratives du 23 mai 1989 (RSB 155.21)                                                    |
| 173 | DPA               | Loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif (RS 313.0)                                                              |

|     |             |                                                                                                                                    |
|-----|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 174 | Vts (SG)    | Vollzugsverordnung zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz vom 21. September 1982 (sGS 645.1)                                   |
| 175 | OLED        | Ordonnance du 4 décembre 2015 sur la limitation et l'élimination des déchets (RS 814.600)                                          |
| 176 | PA          | Loi fédérale sur la procédure administrative du 20 décembre 1968 (RS 172.021)                                                      |
| 177 | VZGÜ (ZH)   | Verordnung über die Zuständigkeit der Gemeinden im Übertretungsstrafrecht vom 3. Oktober 2010 (LS 321.1)                           |
| 178 | WaG (ZH)    | Kantonales Waldgesetz vom 7. Juni 1998 (LS 921.1)                                                                                  |
| 179 | LFo         | Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (loi sur les forêts, RS 921.0)                                                       |
| 180 | OFo         | Ordonnance du 30 novembre 1992 sur les forêts (RS 921.01)                                                                          |
| 181 | LAE (BE)    | Loi di 14 février 1982 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (RSB 751.11)                                                  |
| 182 | WBG (SG)    | Wasserbaugesetz vom 17. Mai 2009 (sGS 734.1)                                                                                       |
| 183 | LACE        | Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100)                                                        |
| 184 | OAE (BE)    | Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE 751.111.1)                                                          |
| 185 | WBV (SG)    | Wasserbauverordnung vom 10. November 2009 (sGS 734.11)                                                                             |
| 186 | OACE        | Ordonnance du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100.1)                                                     |
| 187 | Wegweiser   | s. Jenni H.P. (Literaturverzeichnis)                                                                                               |
| 188 | LArm        | Loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (loi sur les armes, RS 514.54)                |
| 189 | LFH         | Loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques (loi sur les forces hydrauliques, RS 721.80)            |
| 190 | LFCN (FR)   | Loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.1)                                  |
| 191 | RFCN (FR)   | Règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.11)                      |
| 192 | WTSchV (BE) | Verordnung über den Wildtierschutz vom 26. Februar 2003 (BSG 922.63)                                                               |
| 193 | OROEM       | Ordonnance du 21 janvier 1991 sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrants d'importance internationale et nationale (RS 922.32) |
| 194 | LD          | Loi du 18 mars 2005 sur les douanes (RS 631.0)                                                                                     |
| 195 | CC          | Code civil suisse du 10 décembre 1907 (SR 210)                                                                                     |

- 196 ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik
- 197 ZStW Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft

## Section 1. Introduction

---

### A. Objectif

Conformément à l'art. 74 de la Constitution fédérale suisse, la protection de l'être humain et de son environnement naturel relève d'une tâche étatique. Cette garantie constitutionnelle traduit l'importance majeure que revêt la protection de l'environnement et une conscience marquée pour l'environnement en Suisse. Il convient en conséquence de se doter d'une législation la plus efficace et efficiente possible, qui inclut la poursuite pénale des infractions substantielles.

Le développement économique et technique soutenu en Suisse, allié à la connaissance des tenants et aboutissants écologiques qui en découlent, a favorisé une expansion constante, mais souvent divergente et peu coordonnée de la législation (pénale) suisse en matière d'environnement. A titre d'exemple, on mentionnera la loi sur la chasse, qui date de 1925 (totalement révisée en 1985), et la loi sur le génie génétique, entrée en vigueur en 2003. Cette genèse fragmentée laisse déjà en soi imaginer les possibles incohérences dans le droit pénal matériel de l'environnement, eu égard notamment aux exigences requises pour une mise en œuvre pratique efficace.

La présente expertise constitue une analyse des dispositions pénales de tous les actes législatifs considérés comme relevant du droit de l'environnement, à savoir la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE), la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux), la loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (LCITES), la loi fédérale sur la forêt (LFo), la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP), la loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (LGG), la loi fédérale sur la réduction de émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>), la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (LACE), la loi fédérale sur le Parc national suisse (loi sur le Parc national), la loi fédérale sur la pêche (LFSP) et la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN).

L'analyse tient en un état des lieux et une étude des dispositions pénales de ces lois en comparaison avec les dispositions pénales d'actes législatifs qui ne concernent pas directement l'environnement mais qui protègent les mêmes biens juridiques que le droit de l'environnement ou qui couvrent des modes de comportement semblables tels que la commercialisation de produits toxiques. A la demande du donneur d'ordre, les actes pris en considération dans ce cadre sont la loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (loi sur les produits chimiques, LChim), la nouvelle loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (loi sur les denrées alimentaires, LDAI) ainsi que la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr). En outre, les dispositions pénales sises dans la législation des cantons de Berne, Fribourg et St-Gall sur la protection de l'environnement, sur la protection des eaux, sur les forêts, sur la chasse, sur l'aménagement des cours d'eau, sur la protection de la nature et du paysage et sur la pêche sont examinées à des fins de comparaison et de recoupement avec le droit fédéral.

L'analyse et la systématique des dispositions pénales en vigueur dans les lois fédérales relevant du droit de l'environnement et dans les autres lois prises en compte se base sur les critères suivants :

- emplacement (notamment loi fédérale ; mais aussi compléments par ou recoupements avec le CP),
- type d'infraction (crime, délit, contravention),

- bien juridique protégé,
- particularités liées à l’auteur (notamment art. 6 et 7 DPA; punissabilité des entreprises selon art. 102 CP),
- forme de l’infraction (infraction de résultat, infraction de pure activité, infraction de lésion, variantes de l’infraction de mise en danger),
- conception technique de l’énoncé de fait pénal (p. ex. accessoirité d’acte administratif, clauses générales, normes en blanc)

L’objectif est d’examiner si les dispositions pénales mentionnées satisfont quant au contenu, à la forme et à la sanction aux exigences attendues aujourd’hui d’un droit pénal de l’environnement moderne, si ces dispositions doivent être révisées (totalement ou partiellement) et, le cas échéant, comment le faire au mieux également du point de vue de l’unité de l’ordre juridique. En détail, il s’agit ainsi de vérifier que :

- tout comportement punissable est couvert et qu’il n’existe aucune contradiction de classification ni lacune de punissabilité ;
- les menaces de sanction sont adaptées à chaque comportement retenu (y compris au niveau de l’éventail des sanctions : maxima ou év. minima) et qu’il n’existe entre elles aucune contradiction de classification;
- les exigences du principe de précision de la base légale fixé à l’art. 1 CP sont remplies.

En outre, la nécessité de mesures d’amélioration au niveau de la poursuite pénale (notamment droits des parties et obligation de dénoncer) est aussi examinée.

Les enseignements tirés de l’expertise débouchent ensuite sur des conclusions et permettent de proposer des mesures utiles à l’attention du législateur en droit pénal. Dans les cas où la révision de certaines normes pénales en matière d’environnement est jugée nécessaire, il est tenu compte aussi bien du principe de l’Etat de droit que de l’applicabilité. L’idée directrice est là de promouvoir une exécution plus efficace et plus efficiente du droit pénal de l’environnement.

## **B. Méthode**

Partant de l’objectif décrit, l’élaboration du résultat a suivi une *méthodique* faite de trois complexes (les explications ci-après ne correspondent pas à la structure ni à la présentation choisies finalement pour l’expertise en tant que rapport, mais décrivent la méthode suivie pour atteindre l’objectif défini) :

### **I. Recherche et analyse comparative des dispositions pénales du droit suisse de l’environnement.**

Cette phase permet d’établir un état des lieux sur les plans juridiques aussi bien concret que dogmatique des éléments et problèmes principaux propres au droit pénal de l’environnement. S’ensuit une systématisation des dispositions pénales actuelles de droit de l’environnement sous l’angle juridico-dogmatique. L’examen du droit pénal suisse de l’environnement quant à la cohérence, l’efficacité et l’applicabilité des dispositions concernées implique aussi une analyse comparative qui tienne compte des quatre références suivantes :

**1. Comparaison interne à chaque acte législatif concernant l’environnement.** Tout d’abord, les prescriptions pénales sont examinées quant à leur cohérence au niveau des comportements déclarés punissables et des sanctions prévues dans l’acte lui-même (p. ex. art.60 LPE et art. 61 LPE).

**2. Comparaison entre elles des prescriptions pénales présentes dans les différents actes législatifs concernant l'environnement.** Deuxièmement, une confrontation les unes aux autres des prescriptions pénales contenues dans les différents actes législatifs concernant l'environnement permet de comparer transversalement la manière dont la teneur de l'interdit est transcrite et quel est l'éventail des peines prévues, puis de repérer les éventuelles incohérences et les contradictions de classification (p. ex. art. 70 LEaux, art. 16 LFSP et art. 17 LChP).

**3. Comparaison des prescriptions pénales présentes dans les actes législatifs concernant l'environnement avec des prescriptions comparables présentes dans d'autres actes législatifs.** En troisième lieu, il s'agit de vérifier l'existence d'incohérences avec des dispositions pénales comparables présentes dans des actes législatifs qui ne concernent pas l'environnement. Ceci implique tout d'abord de désigner les normes pénales qui peuvent servir à la comparaison. L'élément déterminant à ce titre est que la norme sanctionne un même mode de comportement ou vise à protéger un même bien juridique.

**4. Comparaison avec le CP et la loi sur les amendes d'ordre.** Finalement, la quatrième référence porte sur la cohérence des dispositions pénales du droit de l'environnement avec la loi sur les amendes d'ordre et le CP.

La comparaison des éventails des peines doit, pour la limite supérieure, intégrer les dispositions du CP pertinentes en termes de comportements liés à l'environnement (lésion corporelle, danger de mort, faits constitutifs d'un danger collectif, mise à mort) ; pour la limite inférieure, on se réfère aux contraventions en lien avec les amendes prévues de la loi sur les amendes d'ordre.

**II. Identification des problématiques centrée sur le principe de précision.** L'analyse des dispositions pénales en matière d'environnement, présentée ci-avant, sert de base au traitement des problématiques qui ressortent notamment de la confrontation entre le droit pénal primaire répressif et le droit administratif de l'environnement préventif. Mises à part les contradictions de classification qui pourraient apparaître dans ce cadre, il s'agit aussi de questions liées aux conséquences de l'accessoirité administrative et au respect du principe de précision de la base légale.

**III. Droit comparé avec trois Etats membres de l'UE.** L'étape suivante consiste à comparer les dispositions pénales en matière d'environnement enregistrées ou non enregistrées ainsi que l'éventail des peines prévues avec les prescriptions correspondantes en Allemagne, en France et en Autriche. Compte tenu des aspects transfrontaliers de la protection de l'environnement, le choix de pays riverains et de leur droit se prête particulièrement bien à une comparaison juridique. L'Allemagne, la France et l'Autriche, tous trois Etats membres de l'UE, ont récemment déjà mis en œuvre la directive de l'UE 2008/99/EG relative à la protection de l'environnement par le droit pénal. L'Allemagne assume un rôle de précurseur en matière de droit de l'environnement transfrontalier. La France de son côté est leader dans le domaine de la dogmatique administrative. Quant au Lichtenstein, ce dernier a repris dans son CP l'essentiel des dispositions du droit pénal de l'environnement de l'Autriche.

Mentionnons ici que l'OFEV ainsi qu'un groupe d'accompagnement composé d'experts et expertes ont été associés aux travaux durant toute la phase du projet, et que des experts et expertes étrangers ont été consultés dans le cadre d'un atelier international.

### **C. Structure**

L'expertise elle-même suit la structure qui ressort de la table des matières, laquelle sert à donner une vue d'ensemble claire et complète permettant de situer facilement les différentes problématiques traitées.

Les trois rapports nationaux accompagnés d'une analyse de droit comparé se trouvent en annexe, de même qu'un tableau synoptique des dispositions pénales en vigueur et proposées qui permet de comparer faciellement les modifications suggérées par rapport au droit actuel.

## Teil 2. Strafbestimmungen des Umweltstrafrechts – Allgemein

### A. Bestandsaufnahme: Statistiken zu den Umweltstraferlassen

Die Statistiken, die zu Verurteilungen und Fallzahlen im Bereich des Umweltstrafrechts vorliegen, sind relativ karg und daher auch nur bedingt aussagekräftig. Betreffend die einschlägig zu analysierenden Umwelterlasse liegen lediglich Statistiken des Bundesamts für Statistik (BfS) in Bezug auf Verurteilungen von Erwachsenen im Zeitraum zwischen 1984 und 2014 für Verstösse gegen das Gewässerschutzgesetz, das Jagdgesetz, das Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz (NHG), das Waldgesetz und das Umweltschutzgesetz vor.<sup>1</sup> Insbesondere zu berücksichtigen ist, dass neben (Verbrechen und) Vergehen zwar auch Übertretungen im Strafregister verzeichnet werden, aber grds. nur wenn sie mit einer Busse von mehr als SFr. 5'000 sanktioniert worden sind (Art. 3 Abs. 1 lit. a VOSTRA-Verordnung). Diese Statistiken unterscheiden jedoch nicht nach einzelnen Umweltstrafrechtstatbeständen, sondern geben die Zahlen lediglich gesamthaft wieder.

Im Einzelnen gab es laut BfS im Zeitraum von 1984 bis 2014 pro Jahr zwischen 279 (Jahr 2008) und 502 (Jahr 1989) Verurteilungen wegen Verstössen gegen das Gewässerschutzgesetz, zuletzt 335 Verurteilungen im Jahr 2014. Im Bereich des Jagdgesetzes gab es im gleichen Zeitraum pro Jahr zwischen 46 (Jahr 2013) und 108 (Jahr 1984) Verurteilungen, zuletzt 64 im Jahr 2014. Beim NHG lagen die Verurteilungen bei einer (in den Jahren 1984, 1985, 1989, 2002) bis 17 Verurteilungen (Jahr 2006) pro Jahr, zuletzt 5 Verurteilungen im Jahr 2014. Die Zahl der Verurteilungen wegen Verstössen gegen das Umweltschutzgesetz betrug im Zeitraum von 1986 bis 2014 zwischen einer (Jahr 1986) und 179 Verurteilungen (Jahr 2011) pro Jahr, zuletzt 148 Verurteilungen (im Jahr 2014). Schliesslich lagen für das Waldgesetz im Zeitraum von 1993 bis 2014 die Verurteilungen pro Jahr bei drei (Jahr 1993) bis 23 (Jahr 2009), zuletzt bei 22 Verurteilungen für das Jahr 2014.

**Tabelle 1: Verurteilungen (Erwachsene)**

| Jahr | GSchG | JSG | USG | Waldgesetz | NHG |
|------|-------|-----|-----|------------|-----|
| 1984 | 381   | 108 | -   | -          | 1   |
| 1985 | 415   | 73  | -   | -          | 1   |
| 1986 | 454   | 66  | 1   | -          | 3   |
| 1987 | 474   | 72  | 6   | -          | 4   |
| 1988 | 461   | 76  | 31  | -          | 6   |
| 1989 | 502   | 100 | 42  | -          | 1   |
| 1990 | 407   | 81  | 44  | -          | 9   |
| 1991 | 347   | 71  | 39  | -          | 15  |
| 1992 | 415   | 59  | 46  | -          | 6   |
| 1993 | 419   | 76  | 67  | 3          | 9   |
| 1994 | 439   | 80  | 75  | 13         | 7   |
| 1995 | 463   | 67  | 105 | 15         | 5   |
| 1996 | 435   | 59  | 107 | 10         | 7   |
| 1997 | 441   | 63  | 133 | 7          | 5   |
| 1998 | 386   | 75  | 132 | 16         | 12  |
| 1999 | 376   | 68  | 98  | 7          | 12  |

<sup>1</sup> Bundesamt für Statistik, Strafurteilsstatistik Zeitraum 1984-2014, aufrufbar unter: <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/19/03/03/key/ueberblick/01.html>.



|      |     |    |     |    |    |
|------|-----|----|-----|----|----|
| 2000 | 329 | 82 | 112 | 18 | 7  |
| 2001 | 367 | 75 | 125 | 8  | 3  |
| 2002 | 363 | 68 | 137 | 14 | 1  |
| 2003 | 324 | 82 | 111 | 9  | 10 |
| 2004 | 300 | 75 | 115 | 14 | 6  |
| 2005 | 316 | 69 | 85  | 13 | 2  |
| 2006 | 350 | 58 | 140 | 22 | 17 |
| 2007 | 291 | 58 | 98  | 16 | 6  |
| 2008 | 279 | 88 | 88  | 21 | 3  |
| 2009 | 329 | 77 | 167 | 23 | 8  |
| 2010 | 326 | 74 | 153 | 21 | 2  |
| 2011 | 357 | 54 | 179 | 18 | 5  |
| 2012 | 345 | 47 | 162 | 17 | 5  |
| 2013 | 400 | 46 | 157 | 22 | 7  |
| 2014 | 382 | 64 | 148 | 22 | 5  |

Quelle: Bundesamt für Statistik

Bei vergleichbaren Straftaten des StGB (Titel 7 „gemeingefährliche Vergehen“ und Titel 8 „öffentliche Gesundheit“) liegen für die Gefährdung durch Kernenergie, Radioaktivität und ionisierende Strahlen gem. Art. 226<sup>bis</sup> StGB, die strafbare Vorbereitungshandlung gem. Art. 226<sup>ter</sup> StGB und die Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen gem. Art. 230<sup>bis</sup> StGB bei Erwachsenen keine Verurteilungen für den Zeitraum von 1984-2015 vor; für das Herstellen von gesundheitsschädlichem Futter gem. Art. 235 StGB lediglich eine Verurteilung (1988). Verurteilungen wegen des Verstosses gegen die Beseitigung oder Nichtanbringung von Sicherheitsvorrichtungen gem. Art. 230 StGB lagen zwischen keiner Verurteilung (1991, 1995 und 2006) und maximal neun Verurteilungen (1986) im gleichen Zeitraum; zuletzt bei einer Verurteilung in 2015. Wegen der Verunreinigung von Trinkwasser gem. Art. 234 StGB wurden im Zeitraum von 1984-2014 jährlich zwischen null (2008) und 18 (1986) Verurteilungen gegen Erwachsene registriert, zuletzt drei im Jahre 2015.

**Tabelle 2: Verurteilungen (Erwachsene)**

| Jahr | Art. 226 <sup>bis</sup><br>StGB | Art. 226 <sup>ter</sup><br>StGB | Art. 230<br>StGB | Art. 230 <sup>bis</sup><br>StGB | Art. 234<br>StGB | Art. 235<br>StGB |
|------|---------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| 1984 | -                               | -                               | 1                | -                               | 12               | 0                |
| 1985 | -                               | -                               | 2                | -                               | 9                | 0                |
| 1986 | -                               | -                               | 9                | -                               | 18               | 0                |
| 1987 | -                               | -                               | 3                | -                               | 6                | 0                |
| 1988 | -                               | -                               | 2                | -                               | 4                | 1                |
| 1989 | -                               | -                               | 3                | -                               | 10               | 0                |
| 1990 | -                               | -                               | 2                | -                               | 5                | 0                |
| 1991 | -                               | -                               | 0                | -                               | 7                | 0                |
| 1992 | -                               | -                               | 1                | -                               | 4                | 0                |
| 1993 | -                               | -                               | 4                | -                               | 7                | 0                |
| 1994 | -                               | -                               | 5                | -                               | 6                | 0                |
| 1995 | -                               | -                               | 0                | -                               | 3                | 0                |
| 1996 | -                               | -                               | 2                | -                               | 4                | 0                |
| 1997 | -                               | -                               | 2                | -                               | 7                | 0                |
| 1998 | -                               | -                               | 2                | -                               | 4                | 0                |
| 1999 | -                               | -                               | 4                | -                               | 4                | 0                |

|      |   |   |   |   |   |   |
|------|---|---|---|---|---|---|
| 2000 | - | - | 4 | - | 4 | 0 |
| 2001 | - | - | 3 | - | 2 | 0 |
| 2002 | - | - | 3 | - | 7 | 0 |
| 2003 | - | - | 5 | - | 4 | 0 |
| 2004 | - | - | 4 | 0 | 1 | 0 |
| 2005 | 0 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| 2006 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 |
| 2007 | 0 | 0 | 6 | 0 | 1 | 0 |
| 2008 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 2009 | 0 | 0 | 7 | 0 | 1 | 0 |
| 2010 | 0 | 0 | 3 | 0 | 7 | 0 |
| 2011 | 0 | 0 | 3 | 0 | 2 | 0 |
| 2012 | 0 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 |
| 2013 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 |
| 2014 | 0 | 0 | 5 | 0 | 7 | 0 |
| 2015 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 0 |

Quelle: Bundesamt für Statistik

Neben den Verurteilungsstatistiken des BfS sind darüber hinaus Angaben zu *Fallzahlen* des BAFU für die Jahre 2007 bis 2009 vorhanden.<sup>2</sup> Im Jahr 2007 wurden insgesamt 822 Fälle von Verdacht auf Umweltkriminalität an das BAFU *gemeldet*. Zahlenmässig am bedeutendsten sind dabei die Bereiche Wasser (266 Fälle), Luft (190 Fälle), Abfall (188 Fälle) und Jagd/Fischerei (127 Fälle). Von diesen insgesamt 822 Fällen führten 436 Fälle zu einer Sanktion von unter 500 SFr. und 295 Fälle zu einer Sanktion von über 500 SFr. Für 2008 belief sich die Gesamtfallzahl auf 757. Zahlenmässig am bedeutendsten waren wiederum die Bereiche Wasser (241 Fälle), Luft (197 Fälle), Abfall (189 Fälle) und Jagd/Fischerei (87 Fälle). Insgesamt führten 420 Fälle zu einer Sanktion von unter 500 SFr. und 219 Fälle zu einer höheren Sanktion. Im Jahr 2009 wurden insgesamt 454 Fälle an das BAFU gemeldet. Auch im Jahr 2009 waren die Bereiche Abfall (106 Fälle), Luft (85 Fälle), Wasser (165 Fälle) und Jagd/Fischerei (71 Fälle) zahlenmässig am bedeutendsten. Von den insgesamt 454 Fällen in 2009 führten 205 Fälle zu Sanktion von weniger als 500 SFr. und 137 Fälle zu Sanktionen von über 500 SFr.

Schliesslich liegt auch eine Auswertung der an das BAFU *gemeldeten Strafentscheide* zum Umweltschutzgesetz, Gewässerschutzgesetz, Waldgesetz, Jagdgesetz und dem Gesetz über den Natur- und Heimatschutz für das Jahr 2010 vor.<sup>3</sup> Dabei ist ersichtlich, dass die dem BAFU gemeldeten Strafentscheide stark von Kanton zu Kanton schwanken. Aus dem Kanton Aargau wurden insgesamt 189 Fälle, aus Bern 171 Fälle, aus Zürich 85 Fälle und aus Glarus, Neuchâtel, Basel, Genf, Nidwalden jeweils nur ein Fall gemeldet. In Appenzell Inneroden gab es mit Abstand die meisten Fälle pro 10'000 Einwohner (insgesamt 10.19).

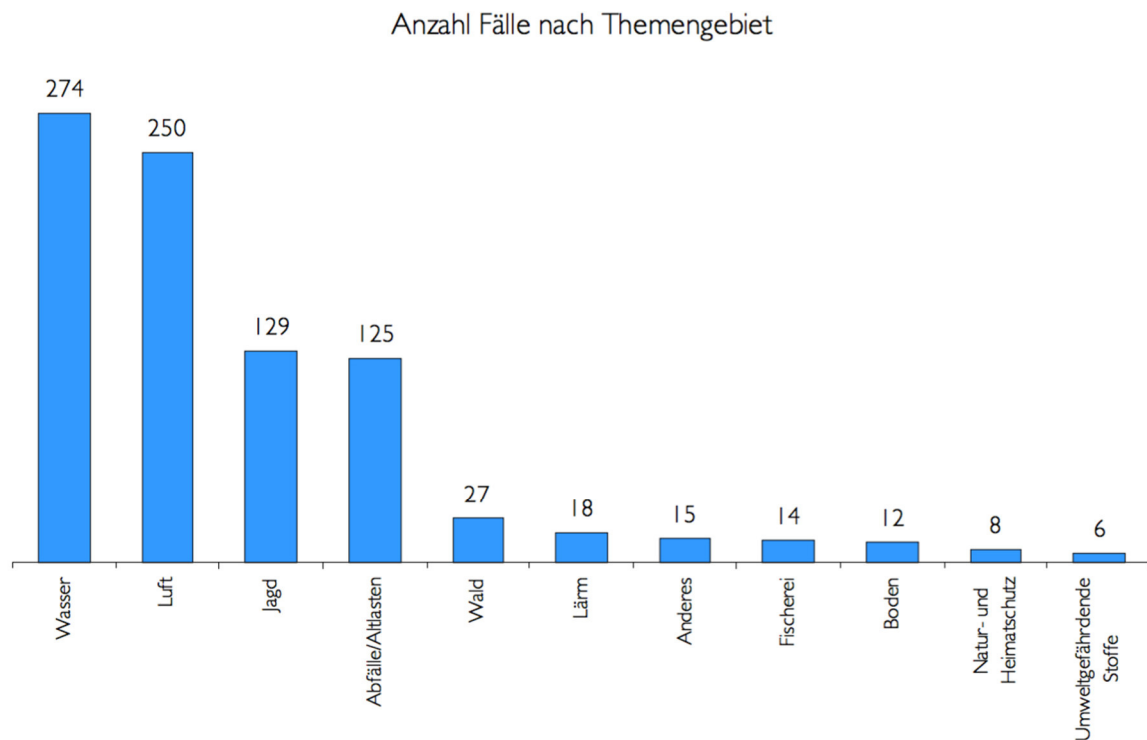
Der grösste Teil der Strafentscheide stammt auch hier aus dem Bereich Gewässer (274 Fälle), häufig betreffend unsachgemässen Umgang mit Gülle oder Treibstoff. Verstösse gegen die Luftreinhaltvorschriften (250 Fälle) bilden eine zweite grosse Gruppe, oftmals im Zusammenhang mit dem unzulässigen Verbrennen von Materialien. Dies führt Rider/Iselin auch zur Vermutung, dass sichtbare Ereignisse wie z.B. Rauchbildung, Fischsterben, Verfärbung von Wasser – über Anzeigen oder amtliche Wahrnehmung – besonders häufig zu Strafentscheiden führen.<sup>4</sup> Bei den weiteren grösseren Fall-

<sup>2</sup> Vgl. BAFU, Information on Sanctions for Environmental Offences, NEPA final questionnaire, 15.11.2011.

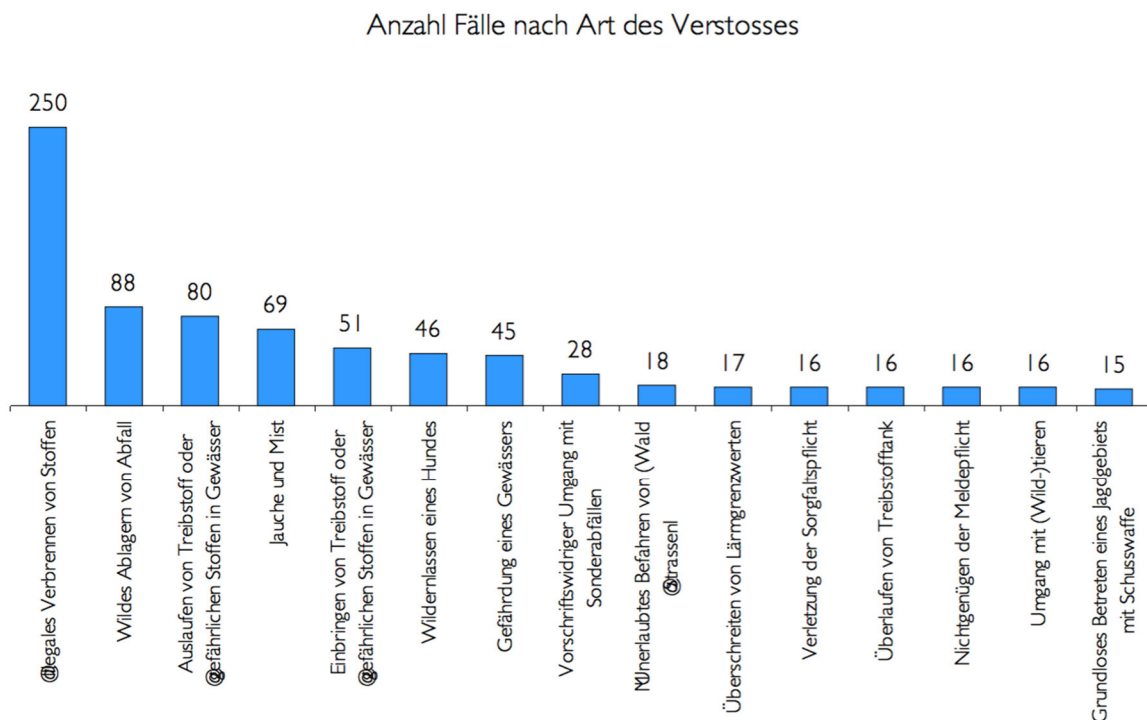
<sup>3</sup> Rieder/Iselin, Auswertung von Strafentscheiden im Umweltbereich, 2012.

<sup>4</sup> Rieder/Iselin, Auswertung von Strafentscheiden im Umweltbereich, 2012, 9.

gruppen handelt es sich um solche in Bezug auf die Jagd (129 Fälle) und in Bezug auf Abfälle oder/und Altlasten (125 Fälle).



Quelle: Darstellung entnommen aus INTERFACE, Auswertung von Strafsentscheiden im Umweltbereich, Ergebnisse einer explorativen statistischen Auswertung für das Jahr 2010, Darstellung 1.



Quelle: Darstellung entnommen aus INTERFACE, Auswertung von Strafsentscheiden im Umweltbereich, Ergebnisse einer explorativen statistischen Auswertung für das Jahr 2010, Darstellung 2.

Insgesamt bestätigt sich der Praktikern des Umweltstrafrechts bereits geläufige Eindruck, dass Verstösse mit durchschnittlich eher geringfügigen Bussen geahndet werden.<sup>5</sup> Verfahrens- und Anwaltskosten dürften insoweit deutlich höher zu Buche schlagen. Statistisch nicht erfasst wird leider das wichtige Instrument der Gewinneinziehung gem. Art. 70 StGB, dessen Einsatz jedoch kantonal unterschiedlich gehandhabt zu werden scheint. Die Einziehungsforderung kann sich dabei schnell einmal auf ein paar 10'000 SFr. belaufen und in Einzelfällen auch die Hunderttausend überschreiten.<sup>6</sup> Es spricht nichts dagegen, die Einziehung konsequent einzusetzen.

## B. Regelungsort und Unrechtstypisierung

### I. Verfassungsrechtliche Vorgaben

Die Kompetenz für die Strafgesetzgebung im Bereich des materiellen Strafrechts ruht seit Annahme von Art. 64<sup>bis</sup> aBV 1874 in der Volksabstimmung 1898 beim Bund. Art. 64<sup>bis</sup> aBV 1874 und Art. 123 Abs. 1 BV ermöglichen damit dem Bund, die Gesetzgebung für das materielle und seit der Justizreform auch für das formelle Strafrecht zu vereinheitlichen.

Art. 123 Abs. 1 BV begründet eine konkurrierende Zuständigkeit mit nachträglich derogatorischer Wirkung.<sup>7</sup> Damit verlieren die Kantone ihre Zuständigkeit, sobald die Bundesgesetzgebung abschliessend ist oder Ausschliesslichkeit beansprucht.<sup>8</sup> Nach herrschender Auslegung ist der Bund zumindest insoweit zur Regelung des Strafrechts autorisiert, wie es sich um herkömmlich in einem Strafgesetzbuch kodifizierte Materien zum Schutz klassischer Rechtsgüter handelt. Der Bundesgesetzgeber ist frei, ob er eine Regelung im Strafgesetzbuch (Kernstrafrecht oder gemeines Strafrecht) oder spezialgesetzlich im sog. „Nebenstrafrecht“ regelt, sofern er für den entsprechenden Sachbereich zuständig ist.<sup>9</sup> Der Bereich des *Umweltschutzes* ist nach Art. 74 BV Bundessache (vgl. auch Art. 73 sowie Art. 75-80 BV).<sup>10</sup> Der Bereich des *Umweltrechts* folgt keiner einheitlichen Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, sondern ist vielmehr historisch gewachsen.<sup>11</sup> Im Bereich der Rechtsetzungskompetenz sind die Art. 74 ff. BV massgebend; für die Vollzugskompetenz – angesichts des Vorbehalts abweichender gesetzlicher Regelungen gem. Art. 46 Abs. 1 BV – dagegen auch die einzelnen einschlägigen Bundesgesetze.<sup>12</sup>

Im Einzelnen statuiert Art. 74 BV für den Bereich des *Umweltschutzes* eine umfassende Rechtsetzungskompetenz und einen verpflichtenden Rechtsetzungsauftrag des *Bundes*.<sup>13</sup> Dieser umfasst Vorschriften über den Schutz des Menschen und seiner natürlichen Umwelt vor schädlichen oder lästigen Einwirkungen und entspricht dem in Art. 2 Abs. 2 BV festgeschriebenen Staatszweck der dauer-

---

<sup>5</sup> Schmid, Workshop-Bericht, 679.

<sup>6</sup> Schmid, Workshop-Bericht, 679 f.

<sup>7</sup> Vgl. Art. 335 StGB.

<sup>8</sup> SG-Komm.BV-Vest, Art. 123 N 2.

<sup>9</sup> SG-Komm.BV-Vest, Art. 123 N 2.

<sup>10</sup> Vgl. zu Art. 24<sup>septies</sup> aBV 1874 Heine, URP 1985, 345; Noll, 393.

<sup>11</sup> Vgl. Griffel, Umweltrecht, 11.

<sup>12</sup> Vgl. Griffel, Umweltrecht, 11.

<sup>13</sup> Vgl. zu Art. 24<sup>septies</sup> aBV 1874 Heine, URP 1985, 345; Noll, 393.

haften Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlage.<sup>14</sup> Die Zuständigkeit des Bundes ist jedoch nicht ausschliesslich sondern *konkurrierend*, d.h. die Kantone sind und bleiben zuständig, soweit der Bund von seiner Kompetenz nicht abschliessend Gebrauch macht: sog. nachträgliche derogatorische Wirkung.<sup>15</sup> Für den Vollzug sind gem. Art. 74 Abs. 3 BV grds. die Kantone zuständig, soweit die Vollzugskompetenz gesetzlich nicht dem Bund übertragen wird (in Übereinstimmung mit Art. 46 Abs. 1 BV).<sup>16</sup> Auch im Bereich des *Gewässerschutzes* räumt Art. 76 Abs. 3 BV dem Bund eine umfassende Rechtsetzungskompetenz mit nachträglicher derogatorischer Wirkung ein.<sup>17</sup> In Bezug auf den *Schutz des Waldes* begründet Art. 77 Abs. 2 BV eine Grundsatzgesetzgebungskompetenz des Bundes.<sup>18</sup> Die Rechtsetzung des Bundes bzgl. des *Klimaschutzes* basiert auf der umfassenden Rechtsetzungskompetenz des Art. 74 BV sowie der Grundsatzgesetzgebungs- bzw. fragmentarischen Kompetenz gem. Art. 89 Abs. 2, 3 BV (Energiepolitik).<sup>19</sup> Im Bereich des *Natur- und Heimatschutzes* ist die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen dagegen *uneinheitlich*.<sup>20</sup> Grds. sind die Kantone gem. Art. 78 Abs. 1 BV für den Natur- und Heimatschutz zuständig.<sup>21</sup> Betreffend des *Landschafts-, Ortsbildes und Denkmalschutzes* überträgt Art. 78 Abs. 2 BV auch keine zusätzlichen Kompetenzen an den Bund.<sup>22</sup> Dieser ist jedoch bei der Erfüllung seiner Aufgaben dazu verpflichtet, Rücksicht auf die Anliegen des Natur- und Heimatschutzes zu nehmen (im Sinne einer Selbstverpflichtung).<sup>23</sup> Im Bereich des *Biotop- und Artenschutzes* besteht gem. Art. 78 Abs. 4 BV dagegen eine umfassende Rechtsetzungskompetenz mit nachträglicher derogatorischer Wirkung,<sup>24</sup> wobei der Schutz von Pflanzen und Tieren im Rahmen des *Gentechnikrechts* durch die umfassende Bundeskompetenz gem. Art. 120 Abs. 2 BV erfolgt.<sup>25</sup> Darüber hinaus bestimmt Art. 78 Abs. 5 BV, dass bei *Mooren und Moorlandschaften von besonderer Schönheit und gesamtschweizerischen Bedeutung* ein unmittelbar anwendbarer Schutzauftrag des Bundes besteht. Dieser umfasst auch die Befugnis, Regelungen zu dessen Konkretisierung und Umsetzung zu erlassen.<sup>26</sup>

Nach traditionellem Verständnis galten Straftaten gem. StGB als von grundsätzlich anderer (Unrechts-)Qualität als solche des „Nebenstrafrechts“.<sup>27</sup> Diese Unterscheidung ist veraltet und wurde in der Strafrechtswissenschaft denn auch aufgegeben. Über die politische Entscheidung der Einstellung ins StGB oder das „Nebenstrafrecht“ entscheidet nicht primär allein die Unrechtsschwere, sondern vielfach auch der spezifische Sachzusammenhang.<sup>28</sup> Nicht nur die Nebenstrafgesetzgebung des Bundes enthält mitunter (äusserst) schwerwiegende Strafbestimmungen wie z.B. Art. 49 Abs. 2 und 4

<sup>14</sup> Art. 73 Abs. 1 BV; vgl. auch zu Art. 24<sup>septies</sup> Abs. 1 aBV 1874 *Vallender/Morell*, Umweltrecht, § 4 N 10; *Fürst*, S. 189.

<sup>15</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Morell/Vallender*, Art. 74 N 10. Die Bundeskompetenz im Bereich des Umweltschutzes ist als Querschnittskompetenz ausgestaltet und überschreitet sich mit einer Reihe von anderen Bundeskompetenzen, ebenda N 11.

<sup>16</sup> Vgl. dazu auch Art. 36 und Art. 41 USG.

<sup>17</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 76 N 17; *Griffel*, Umweltrecht, 12.

<sup>18</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 77 N 6; *Griffel*, Umweltrecht, 13.

<sup>19</sup> Vgl. *Griffel*, Umweltrecht, 12. In Bezug auf internationale Klimaabkommen ergibt sich die Bundeskompetenz aus Art. 54 Abs. 1 BV.

<sup>20</sup> Vgl. *Griffel*, Umweltrecht, 13.

<sup>21</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 78 N 4 f.

<sup>22</sup> Vgl. *Griffel*, Umweltrecht, 13.

<sup>23</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 78 N 6.

<sup>24</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 78 N 15; *Griffel*, Umweltrecht, 14.

<sup>25</sup> Vgl. SG-Komm.BV-*Marti*, Art. 78 N 17; SG-Komm.BV-*Schweizer/Errass*, Art. 120 N 15.

<sup>26</sup> Vgl. *Griffel*, Umweltrecht, 14.

<sup>27</sup> *Aubert/Mahon*, Petit Comm., Art. 123 N 8.

<sup>28</sup> SG-Komm.BV-*Vest*, Art. 123 N 2.

ChemG oder Art. 88 Abs. 2 und 89 Abs. 2 KEG<sup>29</sup>; das StGB kennt seinerseits auch zahlreiche Übertretungstatbestände wie z.B. Art. 126, 150<sup>bis</sup>, 323 ff. StGB.<sup>30</sup> Der Unrechtsgehalt ist somit für jede einzelne Strafvorschrift unabhängig von ihrem Standort zu bestimmen.

## II. Regelungsort

1973 hatte der Strafrechtler *Peter Noll* ein gesetzestechnisches Modell des umwelt(straf)rechtlichen Schutzes auf *drei Stufen* entworfen:

„1. Sicherung der Gefahrenquelle durch vorgeschriebene Schutzvorrichtungen; 2. Schutz dieser Schutzvorrichtungen vor Beschädigung; 3. Schutz des Rechtsguts durch Statuierung der Pflicht, die Schutzvorrichtungen in betriebsfähigem Zustand zu halten und tatsächlich zu benutzen, also zum Beispiel keine Abwässer unter Umgehung der Reinigungsanlagen in die Gewässer oder in den Boden zu leiten. Diese grundlegenden Normen gehören, abgefasst als Tatbestände von Verletzungs- oder konkreten Gefährdungsdelikten, ins Strafgesetzbuch. Alle Normen über die einzelnen Gefahrenquellen und die ihnen entsprechenden Schutznormen sind in das betreffende Spezialgesetz einzuordnen, und soweit dort Strafbestimmungen erforderlich sind, wird es sich naturgemäss um abstrakte Gefährdungsdelikte handeln...“.<sup>31</sup>

Es liesse sich im Einzelnen prüfen, ob dieses nicht allein umweltstrafrechtliche, sondern das Umweltverwaltungsrecht integrierende Modell bei der Analyse des Schweizer Umweltstrafrechts, wie es sich *de lege lata* präsentiert, von Nutzen ist. Ein solch ambitioniertes Unterfangen erscheint jedoch nicht notwendig und auch nicht sinnvoll, da der Gutachtensauftrag enger gefasst ist. Immerhin ist festzuhalten, dass Nolls Modell Stufen und Sachgesichtspunkte miteinander vermengt. Zumindest insoweit handelt es sich eben gerade nicht um ein rein umweltstrafrechtliches Modell, auch wenn mit den Begriffen „Gefahrenquelle“ und „Rechtsgut“ typisch strafrechtliche Terminologie enthalten ist. Strafrechtlich ist auch die Zuordnung verschiedener Deliktstypen zu bestimmten rechtsgutsrelevanten Verhaltensweisen.

### 1. StGB

Der Besondere Teil des StGB kennt keinen eigenen Titel zum Umweltstrafrecht. Dennoch enthält das StGB, wenn auch in geringem und unsystematischem Ausmass Straftatbestände, die Umweltanliegen *betreffen oder sich beschränkt dafür instrumentalisieren* lassen. Diese entstammen zu einem Teil dem StGB von 1937 und sind klassische Gemeingefährungsdelikte, für die der Schutz einzelner Umweltmedien ein „Nebenprodukt“ ist.<sup>32</sup> Dies gilt etwa für Art. 223 („Verursachung einer Explosion“ durch Gas, Benzin, Petroleum und andere Stoffe), die Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase<sup>33</sup> gem. Art. 224 ff. oder Art. 230 („Beseitigung oder Nichtanbringen von Sicherheitsvorkehrungen“)<sup>34</sup> im 7. Titel („Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen“) und für Art. 232—236 im 8. Titel („Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit“). Die Rechtsgüter orientieren sich im Sinne der damaligen „Naturkrafttheorie“ an der Bannung einer durch entfesselte Naturkräfte wie Feuer, Wasser, explosionsgefährliche Stoffe, aber auch Sprengstoffe oder Gase drohenden Gemein-

<sup>29</sup> Vgl. auch schon *Noll*, 395 f., 398 f.

<sup>30</sup> Ohnehin ist die Strafsanktion als alleiniges Kriterium für den Regelungsort untauglich; *Noll*, 395.

<sup>31</sup> *Noll*, 398 ff.

<sup>32</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 2; vgl. auch N 36; *Heine*, URP 1985, 348.

<sup>33</sup> Allerdings ist schon strittig, ob jegliches Gas genügt oder nur eigentliches Giftgas; *Stratenwerth/Bommer*, BT II, § 29 N 15 Fn. 10 m.H.

<sup>34</sup> Dabei ging es zumindest historisch primär um „Sicherheitsvorrichtungen zur Unfallverhütung in Fabriken“; BSK StGB II-Roelli/Fleischanderl, Art. 230 N 7.

gefahr. Dies gilt mit dem Schutz der Voraussetzungen der Gesundheit von Mensch und Tier auch für die Vorschriften des 8. Titels.<sup>35</sup> Allerdings werden nicht Tiere schlechthin, sondern nur Haustiere „als dem Menschen gehörende Sachen“<sup>36</sup> geschützt (Art. 232, 234-236). Am ehesten entsprechen noch Art. 233 („Verbreiten von Schädlingen“) und 234 („Verunreinigung von Trinkwasser“)<sup>37</sup> modernen Vorstellungen. Zeitgemässe Umweltstrafvorschriften sind Art. 226<sup>bis, ter</sup> („Gefährdung durch Kernenergie, Radioaktivität und ionisierende Strahlen“ sowie Vorbereitungshandlungen dazu)<sup>38</sup> im 7. Titel und Art. 230<sup>bis</sup> („Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen“)<sup>39</sup> im 8. Titel.

## 2. Nebenstrafrecht

Im Kern ist das schweizerische Umweltstrafrecht jedoch *spezialgesetzlich* geregelt. In systematischer Betrachtung gruppieren sich um die Strafbestimmungen des, dem Vorsorge-, Abwehr-, Verursacher- und Kooperationsprinzip<sup>40</sup> verpflichteten, zentralen Umweltschutzgesetzes (USG), das mehrere Umweltbereiche abdeckt, weitere Strafvorschriften spezieller Umweltgesetze wie das BGCites, BGF, BG über den Wasserbau, CO-2-Gesetz, GTG, JSG, NPG, NHG, GSchG und WaG. Umweltrechtliche Bestimmungen enthalten überdies weitere Gesetze wie z.B. das ChemG, das LMG, das LwG oder das KEG, um nur diese anzuführen.<sup>41</sup> Alle diese Gesetze enthalten „strafrechtliche Annexvorschriften zu verwaltungsrechtlichen Spezialgesetzen“<sup>42</sup> und gehören zum, in der Praxis wenigstens in quantitativer Hinsicht überaus wichtigen, sog. Nebenstrafrecht des Bundes. Typischerweise umfassen die Umwelt-erlasse des Bundes Strafbestimmungen auf Vergehens- und auf Übertretungsstufe. Mitunter begegnen aber auch Gesetze, die nur Vergehensbestimmungen (z.B. GTG) oder aber nur Übertretungsbestimmungen (z.B. NPG) enthalten.

Soweit der Bund nicht abschliessend oder ausschliesslich reguliert, bleibt (auch) im Umweltbereich Raum für kantonales Übertretungsstrafrecht gem. Art. 335 Abs. 1 StGB. Ob dem so ist oder ob der Bund ein geschlossenes System von Normen geschaffen hat, ist im Einzelfall zu prüfen.<sup>43</sup> Mit Bezug auf Widerhandlungen gegen das *kantonale* Verwaltungs- und Prozessrecht sind die Kantone gem. Art. 335 Abs. 2 StGB auch befugt, i.S.e. Vergehens Freiheitsstrafe anzudrohen.<sup>44</sup> Die Kantone machen von der ihnen verbliebenen Strafgesetzgebungskompetenz gem. Art. 335 StGB auch im Umweltbereich durchaus Gebrauch. Das Gesamtsystem des schweizerischen Umweltstrafrechts lässt sich demnach, wenn man von internationalen Vorgaben absieht<sup>45</sup>, durch die übereinander gelagerten Ebenen

---

<sup>35</sup> Art. 232 („Verbreiten von Tierseuchen“), Art. 233 („Verbreiten von Schädlingen“), Art. 234 („Verunreinigung von Trinkwasser“), Art. 235 („Herstellen von gesundheitsschädlichem Futter“), Art. 236 („Inverkehrbringen von gesundheitsschädlichem Futter“).

<sup>36</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 2.

<sup>37</sup> Erfasst wird nach BGE 98 IV 204 auch Wasser, von dem vorzusehen ist, „dass es in absehbarer Zeit als Trinkwasser verwendet werden könnte“; s. auch BGE 102 IV 186, andererseits aber auch BGE 78 IV 177.

<sup>38</sup> Eingefügt durch das KEG, in Kraft seit 1.2.2005, s. Roelli, 208 ff.

<sup>39</sup> Eingefügt durch das GTG, in Kraft seit 1.1.2004; s. BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 1 ff.

<sup>40</sup> Heine, URP 1985, 345.

<sup>41</sup> Heine äusserte 1985 das „vorsichtige“ Résumé, es dränge sich „der Eindruck einer aussergewöhnlichen Rechtszersplitterung“ auf; URP 1985, 350.

<sup>42</sup> Heine, URP 1985, 347.

<sup>43</sup> BSK StGB II-Wiprächtiger, Art. 335 N 7 ff.; Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 3, 8 ff m.z.H.

<sup>44</sup> S. Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 12 ff.

<sup>45</sup> Vgl. zu der von der Schweiz nicht ratifizierten Konvention des Europarats über Umweltschutz durch Strafrecht vom 4.11.1998 Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 3 f.

Bund und Kantone und die Regelungsorte des als „Kernstrafrecht“ verstandenen StGB und des „Nebenstrafrechts“ charakterisieren.

### 3. Konsequenzen der Standortfrage

Wenn hier davon ausgegangen wird, dass sich der Standort einer Regelung letztlich einer politischen Entscheidung verdankt, soll dies jedoch keineswegs heissen, dass es sich dabei um eine unwichtige, gleichsam nur technische Frage handelt. Im Gegenteil und in den Worten von *Noll*:

„Der systematische Ort eines Rechtssatzes kann dessen faktische Wirksamkeit erhöhen oder auch beeinträchtigen, nicht nur, weil von ihm die Auffindbarkeit und Erkennbarkeit der Norm abhängen kann, auch der Zugang zum allgemeinen Rechtsbewusstsein wird vom systematischen Zusammenhang und gesetzlichen Kontext bestimmt, in welchem sich die Norm befindet. Schon der geläufige Ausdruck „Nebengesetze“, mit dem fast alle neueren gesetzgeberischen Problemlösungen bedacht werden, lässt auf die Tatsache schliessen, dass zumindest im Bewusstsein der Juristen die daselbst eingeordneten Normen eine weniger zentrale Stellung einnehmen als die in den Monumentalkodifikationen wie Strafgesetzbuch und Zivilgesetzbuch enthaltenen Rechtssätze.“ Eine solche Abstellung ins Nebenstrafrecht kann zur „Abschwächung der Geltungskraft von Strafnormen“ führen, die dann mitunter gar „leicht als Kavaliersdelikte“ gelten.<sup>46</sup>

Der Beitrag des Strafrechts zum Umweltschutz wird gerade bspw. auch mit Bezug auf das USG in einer „Verstärkung des Vollzugs“ gesehen, während die Verhaltenssteuerung primär durch das c1 erfolgt.<sup>47</sup> Kritik erfährt diese (verwaltungsakzessorische) Ausgestaltung der Strafbestimmungen des USG in erster Linie dadurch, dass sie als nicht praktikabel bewertet wird.<sup>48</sup> Zu beachten ist, dass diese Kritik *Ettlers*, der eine „Vereinfachung des komplizierten Regelwerks“ befürwortet, insb. die Schwierigkeiten der Rechtsdurchsetzung durch „mit dem Umweltrecht normalerweise nicht besonders vertraute Untersuchungsbehörden“ und Private in den Blick nimmt.<sup>49</sup> Es lässt sich in der Tat nicht bestreiten, dass die im USG verwendete Technik der Strafgesetzgebung den Durch- und Überblick im Gesamten erschwert.<sup>50</sup> Allerdings hat diese Gesetzgebungstechnik auch Vorteile, wenn einmal der sachlich anwendbare Umwelterlass bestimmt ist.<sup>51</sup> Will man mit der bisherigen Gesetzgebung auf einen flexiblen und weitgehend flächendeckenden Einsatz des Strafrechts *nicht* verzichten, erscheint diese Art von Vollzugs- bzw. Durchsetzungsproblematik ohnehin kaum vermeidbar, da eine „praktikable Alternative“ nicht in Sicht ist.<sup>52</sup> Abhilfe schaffen lässt sich wohl nur durch verbesserte Ausbildung, Aufstockung oder Umwidmung von Beamten des law enforcement und durch vermehrte Zusammenarbeit zwischen den beteiligten Behörden.<sup>53</sup>

Die Entscheidung zur Frage des Standorts einer Strafnorm besitzt durchaus eine relevante Auswirkung auf deren Rezeption und Durchsetzung. Insoweit steht der Gesetzgeber vor einem Dilemma:

---

<sup>46</sup> *Noll*, 394 f.; *Jenny/Kunz*, 12 f.; Komm.USG-*Ettler*, Vorbem. zu Art. 60-62 N 10 *in fine* hält es für eine Eigenheit des schweizerischen Vollzugs, dass „Anzeigen nur sehr zurückhaltend“ erstattet würden. *Heine* stellt für Deutschland gar die nicht unproblematische Tendenz fest, dass gerade bei schwerwiegenden Fällen die sonst nicht seltene Anzeige an die Staatsanwaltschaft zugunsten einer Verhandlungslösung unterbleibt; NJW 1990, 2427 f.

<sup>47</sup> Komm.USG-*Ettler*, Vorbem. zu Art. 60-62 N 15 f.

<sup>48</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 60 N 177, Art. 61 N 141.

<sup>49</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 60 N 177.

<sup>50</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 61 N 141 f., 144. Dies gilt (aber) etwa auch für §§ 324 ff dStGB; SS-*Heine/Hecker*, Vorbem. §§ 324 ff. N 4.

<sup>51</sup> *Jenny/Kunz*, 51.

<sup>52</sup> SK2016-*Schall*, Vor § 324 N 67.

<sup>53</sup> Komm.USG-*Ettler*, Vorbem. zu Art. 60-62 N 14; vgl. N 44 f., 48 f.



Der Wert eines kollektiven Rechtsguts lässt sich durch Aufnahme ins StGB demonstrieren und mit der Hoffnung verbinden, dass sich eine „unter generalpräventiven Gesichtspunkten erwünschte Plakativwirkung“ einstellt. Zudem werden gemeinhin „Verletzungen und konkrete Gefährdungen von Rechtsgütern im Strafgesetzbuch, bloss abstrakte Gefährdungen“ im Nebenstrafrecht poenalisiert. Gegen den Standort StGB mag sprechen, „Verbote, die in einem engen Zusammenhang mit komplizierten, vorwiegend technischen Einzelregelungen stehen, nicht aus diesem Zusammenhang“ mit dem jeweiligen Spezialgesetz herauszureissen.<sup>54</sup> Genau diesen Weg hat die Umweltstrafgesetzgebung mit dem Erlass spezieller Umwelterlasse beschritten. Die dort enthaltenen Strafnormen sind überwiegend abstrakte Gefährdungsdelikte und schlichte Tätigkeitsdelikte. Die Umwelt und ihre Medien Boden, Wasser und Luft schützen sie i.d.R. indirekt über eine bloss *Schadensvorsorge*.<sup>55</sup> Der *direkte Schutz selbständiger Rechtsgüter*, zu denen heute unstrittig auch die genannten Umweltgüter zählen, gehört nicht zuletzt aufgrund der erheblichen Sozialschädlichkeit der Taten dagegen ins StGB.<sup>56</sup>

Bei der Entscheidung der Standortfrage geht es *nicht allein oder primär* um die Wahrnehmung durch das Publikum oder den Kreis der Normadressaten von Sonderdelikten, sondern vor allem auch um die *Rechtsdurchsetzenden*. Diese Konsequenzen der Standortfrage für die Tätigkeit der mit der Rechtsdurchsetzung beauftragten Juristinnen und Juristen des sog. Rechtsstabes hat schon *Noll* angesprochen. Der Vollzug von Strafgesetzen hängt, neben dem Anzeigeverhalten der betroffenen Bevölkerung, nämlich insb. bei „opferlosen“ oder „opferverdünnten“ Delikten gegen Kollektivinteressen – und dies trifft auf das Umweltstrafrecht zu – primär davon ab, ob die Polizei oder andere Vollzugsorgane als erste Instanz der strafrechtlichen Sozialkontrolle entsprechende Verstösse in ihr Wahrnehmungsraster aufnehmen oder nicht. Ein auch nur oberflächlicher Vergleich mit Einzelbereichen des StGB (Diebstahl vs. Wirtschaftsdelinquenz) und des Nebenstrafrechts (SVG, BetmG, AuG vs. Umweltstrafrecht) macht klar, dass insoweit grosse Differenzen bestehen. Es macht einen Unterschied, ob einem Verhalten das Etikett „Straftat“ gleichsam auf die Stirn geschrieben steht oder nicht. Natürlich wird bei einer sicht-, riech- oder sonst einfach wahrnehmbaren Umweltschädigung wie toten Fischen in einem Bach oder einer beissend-stinkenden Gas- oder Rauchwolke auch von Privat wohl Anzeige erstattet. Aber zahlreiche Verstösse entbehren dieser Merkmale. Insoweit wäre wichtig, dass neben der Umweltpolizei und den Organen des Vollzugs des Umweltrechts auch die allgemeine Polizei für die Anliegen des Umweltstrafrechts sensibilisiert würde. Ohne dass man dies überschätzen sollte, wäre ein kleiner Schritt in Richtung der Überwindung der von verschiedener Seite angesprochenen Vollzugskrise im Umweltstrafrecht eine prominentere Stellung des Umweltstrafrechts im StGB. In den Nachbarstaaten Deutschland, Österreich, Liechtenstein) hat man in den letzten Jahrzehnten diesen Weg beschritten. Wenn auch Wunder naturgemäss ausgeblieben sind, hat sich das bewährt, wurde dadurch die Bedeutung des strafrechtlichen Umweltschutzes insgesamt gestärkt.<sup>57</sup>

Die Gutachter nehmen zur Kenntnis, dass einzelne Mitglieder der Begleitgruppe die Platzierung etwaiger Verbrechen als Qualifikationen der Vergehenstatbestände in den einschlägigen Spezialerlassen des Nebenstrafrechts zu favorisieren scheinen.<sup>58</sup> Die gerade genannten Umstände sprechen für eine *vernetzte Gesamtlösung*, die Vorteile zu optimieren und mögliche Nachteile zu vermeiden trachtet.

---

<sup>54</sup> *Noll*, 396, 398. S. auch *Müller-Stahel*, 584.

<sup>55</sup> *Kindhäuser*, 280.

<sup>56</sup> *Noll*, 398, 404 f.; *Müller-Stahel*, 584 f. Vgl. Teil 3/B.IV.2-3.

<sup>57</sup> Für *Jenny/Kunz*, 57, erschien die Standortfrage dagegen eher zweitrangig.

<sup>58</sup> Die Nachteile einer solchen Lösung werden in Teil 3/B.IV.2. skizziert.

Die bisherigen Regelungen auf Stufe der nebenstrafrechtlichen Umwelterlasse sind *beizubehalten*, jedoch soweit erforderlich zu ergänzen sowie zu verbessern. Gleichzeitig ist die allgemeine Bedeutung des strafrechtlichen Umweltschutzes zumindest durch die Aufnahme schwerster Umweltstraftaten *in Form von Gemeingefährdungstatbeständen auf der Stufe Verbrechen in das StGB* zu verdeutlichen.<sup>59</sup> Die klassischen Tötungs- und Körperverletzungsdelikte des StGB, auf die in verschiedenen bundesrätlichen Botschaften zur Umweltgesetzgebung hingewiesen wird, reichen als Schutz- und Sicherheitsnetz bei Grosskatastrophen nicht aus. Das hat man beim Erlass der Kernenergiegedelikte von Art. 226<sup>bis, ter</sup> StGB erkannt. Umfälle mit Chemikalien, Gasen etc. besitzen bei tragischem Verlauf gleichfalls ein überaus beunruhigendes Schädigungspotential für Mensch und Umwelt. Dass zu schaffende Strafnormen wie viele der bestehenden Gemeingefährdungsdelikte selten oder bestenfalls nie anzuwenden sind, ist zu hoffen, aber nicht wirklich sicher. Zudem hat die Verankerung von Umweltkernverbrechen im StGB über die – mitunter gerade von (möglicherweise kostentreibenden Umweltschutzbestimmungen kritisch gegenüber stehenden) Gewerbe- und Wirtschaftskreisen behauptete, angeblich rein – symbolische Bedeutung<sup>60</sup> hinaus auch die Funktion, das Bewusstsein der Bevölkerung und der allgemeinen Strafverfolgungsbehörden über die Notwendigkeit des bestehenden allgemeinen strafrechtlichen Umweltschutzes im Bereich der Spezialgesetzgebung zu stärken. Im seltenen, aber wichtigen Fall von Umweltgrosstkatastrophen à la Seveso (Hoffmann La Roche) oder Sandoz-Schweizerhalle, welche die Bevölkerung massiv bedrohen und entsprechend grosse Furcht hervorrufen, werden solche Umweltkernverbrechen auch direkt strafverfolgungsrelevant. Fehlen sie, so werden die Politiker dieses Manko in einem solchen Fall den Betroffenen erklären müssen.

#### 4. Zuständigkeit für Strafverfolgung

Die Regelung eines Straftatbestands im StGB führt, soweit nicht ausnahmsweise Bundesgerichtsbarkeit gem. Art. 23 f. StPO vorliegt, zur Verfolgung und Beurteilung von Straftaten des Bundesrechts durch die kantonalen Strafbehörden (Art. 22 StPO). Auch nebenstrafrechtliche Strafbestimmungen werden überwiegend durch die kantonalen Strafbehörden verfolgt und beurteilt, wo dies das entsprechende Spezialgesetz ausdrücklich anordnet oder bei Stillschweigen gestützt auf Art. 22 StPO.

In bestimmten Erlassen des Nebenstrafrechts wird die Strafverfolgung für *sämtliche* (z.B. CO<sub>2</sub>-Gesetz) oder *einzelne* (USG) Strafnormen den verfahrensrechtlichen Bestimmungen des VStrR<sup>61</sup> unterstellt. In letzterem Zusammenhang lässt sich von einer gespaltenen Zuständigkeit sprechen.<sup>62</sup> Nach Art. 1 VStrR ist das Verwaltungsstrafrecht auch anwendbar, wenn die Verfolgung bestimmter Formen der Widerhandlung einer Bundesbehörde zugewiesen wird. Gleichgültig ist hierbei, ob ein ausdrücklicher Verweis auf das VStrR erfolgt (z.B. Art. 62 Abs. 2 USG, Art. 45 CO<sub>2</sub>-Gesetz) oder nicht (Art. 20 Abs. 2 BGF). So ist die Eidg. Zollverwaltung zuständig für die Verfolgung von Verstössen gegen die Lenkungsabgaben (Art. 62 Abs. 2 USG), Widerhandlungen gegen die Strafbestimmungen des CO<sub>2</sub>-

---

<sup>59</sup> Der Tatbestand von Art. 129 StGB ist nur bei direktvorsätzlicher und skrupelloser unmittelbarer Lebensgefährdung anwendbar.

<sup>60</sup> Strafvorschriften haben immer auch eine symbolische Bedeutung – und sollen diese i.S.d. Entwicklung des entsprechenden Normbewusstseins auch besitzen. *Hassemer*, 1010 ff. spricht insoweit vom notwendig kommunikativen Strafrecht. Letztenends entscheidet über Erfolg und Misserfolg von Änderungen und Revisionen insb. auch die Aufnahme seitens der Strafbehörden und die dort dafür eingesetzten Ressourcen. Heutzutage geht es dem Gesetzgeber mitunter offenbar gerade um diese Symbolwirkung, wofür *pars pro toto* die schon bisher (nach Art. 122 Abs. 2 StGB) mit der gleichen Strafandrohung belegte Genitalverstümmelung gem. Art. 124 StGB als Bsp. stehen mag. Zum Umweltstrafrecht weiterführend *Hefendehl*, 310 ff.

<sup>61</sup> S. Art. 19 ff. VStrR und hierzu *Eicker/Frank/Achermann*, 137 ff.

<sup>62</sup> *Eicker/Frank/Achermann*, 22 f.

Gesetzes (Art. 45 CO<sub>2</sub>-Gesetz), das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen für solche nach dem BGCITES (Art. 27 Abs. 1 BGCITES) sowie betreffend Straftaten bei der Einfuhr nach dem BGF (Art. 20 Abs. 2 BGF).<sup>63</sup> Liegt bei den beiden zuletzt genannten Erlassen gleichzeitig ein Verstoß gegen das Zollgesetz oder das Mehrwertsteuergesetz vor, so ist die Eidg. Zollverwaltung zuständig (Art. 27 Abs. 1 BGCITES, Art. 20 Abs. 2 BGF).

#### Strafverfolgungskompetenz

| Umwelterlasse           | Kanton | VStrR                                              |
|-------------------------|--------|----------------------------------------------------|
| USG                     |        | 61a i.V.m. 62 II (EZV)                             |
| GSchG                   |        |                                                    |
| BGCITES                 |        | 27 (BLV)                                           |
| WaG                     | 45     |                                                    |
| JSG                     | 21     |                                                    |
| GTG                     |        |                                                    |
| CO <sub>2</sub> -Gesetz |        | 45 (EZV)                                           |
| WBG                     |        |                                                    |
| NPG/NPO                 | 8 II   |                                                    |
| BGF                     | 20 I   | 20 II (bei Einfuhr, BLV)                           |
| NHG                     | 24d    |                                                    |
| Nicht-Umwelterlasse     | Kanton | VStrR                                              |
| ChemG                   | 52 I   | 61a i.V.m. 62 II (EZV)                             |
| LMG                     | 66 I   | 66 III (bei Ein-, Aus- und Durchfuhr, EZV und BLV) |
| LwG                     | 175 I  | 175 II (bei Ein-, Aus- und Durchfuhr, EZV)         |

#### Legende:

|     |                                                         |
|-----|---------------------------------------------------------|
| BLV | Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen |
| EZV | Eidgenössische Zollverwaltung                           |
|     | Kein ausdrücklicher Hinweis im Gesetz                   |

<sup>63</sup> S. betr. Nicht-Umwelterlasse die Tabelle.

## 5. Verwaltungsstrafrecht und Ordnungsbussenrecht

Der Begriff des Verwaltungsstrafrechts nimmt die – die Entwicklung zum modernen Wohlfahrts- und Lenkungsstaat begleitende – Proliferation der nebenstrafrechtlichen Strafgesetzgebung auf.<sup>64</sup> Zu Recht ist darauf hingewiesen worden, dass es durchaus rational ist, die den modernen Staat kennzeichnende Verwaltungstätigkeit „möglichst gleichmässig und vollständig durchzusetzen“ und dabei auch auf das Mittel der Strafe als einer scheinbar besonders effektiven Zwangsmassnahme zurückzugreifen.<sup>65</sup>

Eine einheitliche und konsentierende Terminologie zur Abgrenzung von Verwaltungs-<sup>66</sup> und Kriminalstrafrecht existiert *nicht*.<sup>67</sup> Im Kern geht es bei der Debatte darum, dass der Verstoss gegen Ordnungsvorschriften als solcher allein den Einsatz der Kriminalstrafe im herkömmlichen Sinn nur schwerlich rechtfertigt. Sog. blosser Verwaltungsungehorsam wiegt durchschnittlich deutlich leichter als der (auch nur mittelbare) Verstoss gegen öffentliche und private Interessen. Die früher verfochtene Annahme klarer begrifflicher oder (auch bloss bzw. gerade) sozialetischer<sup>68</sup> Differenzen zwischen Verwaltungs- und Kriminalunrecht lässt sich indessen nicht halten.<sup>69</sup> Ausmachen lassen sich allenfalls *graduelle* Unterschiede.<sup>70</sup> Auch die Differenzierung zwischen repressiven Strafen und exekutorischem<sup>71</sup>, ggf. präventivem Verwaltungszwang führt im konkreten Einzelfall vielfach nicht weiter. Denn sobald Verwaltungszwang auch repressive Zwecke verfolgt, geht es bereits um (verwaltungsrechtliches) Strafrecht.<sup>72</sup> Beinahe idealtypisch erscheinen insoweit die Art. 292 StGB nachgebildeten Ungehorsamsstrafen<sup>73</sup>, die bei Versagen des Verwaltungszwangs eingreifen. Verwaltungsstrafen verfolgen auch über diesen Fall hinaus zumindest in aller Regel repressive Zwecke und haben dann poenalen Charakter.<sup>74</sup>

Das neuere Schrifttum nähert sich somit zumindest im Ergebnis weitgehend der *Einheitstheorie*: Verwaltungsstrafrechtliche Bestimmungen tragen *strafrechtlichen* Charakter, auch wenn sie bspw. (sehr häufig) als Übertretungen die niedrigste Stufe strafbaren Unrechts verkörpern. In dieser Sichtweise bildet das Verwaltungsstrafrecht, wie im VStrR<sup>75</sup> auch angelegt, ein formelles Unterscheidungskriterium.<sup>76</sup> Zu dieser vereinheitlichenden Entwicklung beigetragen hat im Übrigen insb. auch die Rechtsprechung des EGMR zum in Art. 6 Abs. 1 EMRK enthaltenen Begriff der strafrechtlichen Anklage.<sup>77</sup>

---

<sup>64</sup> S. Pfund, 143 ff.

<sup>65</sup> Stratenwerth, AT I, § 2 N 40.

<sup>66</sup> Vgl. zur historischen Genese des Begriffs Eicker/Frank/Achermann, 3.

<sup>67</sup> S. Eicker/Frank/Achermann, 4 ff., der (auch für die Schweiz) die Trennungs- und die Einheitstheorie unterscheidet.

<sup>68</sup> Sehr kritisch Niggli/Riedo, 97, 102 ff.

<sup>69</sup> Niggli/Riedo, 96 f.; Niggli/Maeder, 43, 52; Eicker/Frank/Achermann, 7 f. m.w.H.

<sup>70</sup> Stratenwerth, AT I, § 2 N 41.

<sup>71</sup> Eicker/Frank/Achermann, 10 f.

<sup>72</sup> Niggli/Riedo, 94.

<sup>73</sup> Eicker/Frank/Achermann, 11 f.

<sup>74</sup> Eicker/Frank/Achermann, 12.

<sup>75</sup> Art. 2 VStrR verweist übrigens auf die Anwendung der Normen des Allgemeinen Teils des StGB. Zudem enthält es in den Art. 14 ff. Verbrechens- und Vergehenstatbestände.

<sup>76</sup> Eicker/Frank/Achermann, 16 f. m.H.

<sup>77</sup> Niggli/Riedo, 97.

Art. 3 VStrR definiert eine vom Gesetz als solche bezeichnete oder eine mit Ordnungsbusse bedrohte Übertretung als sog. *Ordnungswidrigkeit*.<sup>78</sup> Demgegenüber bezeichnet Art. 1 des Ordnungsbussengesetzes (OBG) die im vereinfachten Verfahren des sog. Ordnungsbussenverfahrens auferlegte Sanktion für eine Übertretung als *Ordnungsbusse*. In diesem Bereich ergeben sich noch am ehesten Zweifel am sozialetischen Unwerturteil der Sanktion.<sup>79</sup> In der Tat wird man etwa bei Parkbussen und mit Blick auf die heutige Bussenbewirtschaftung zu Gunsten der Staatskasse eine sozialschädliche Rechtsgutsverletzung verneinen müssen. Spätestens hier ist man bei der Bestrafung blossen Ungehorsams ohne Schädigungspotential angekommen.

### III. Ordnungsbussengesetz

Das Ordnungsbussengesetz vom 24. Juni 1970<sup>80</sup> (aOBG) regelt die Bestrafung im vereinfachten Verfahren (Ordnungsbussenverfahren). Es trat am 1. Januar 1973 in Kraft und ist gem. Art. 1 Abs. 1 auf Übertretungen<sup>81</sup> des SVG und seiner bundesrätlichen Vollziehungsverordnungen anwendbar. Unter den Voraussetzungen von Art. 2 aOBG ist das Ordnungsbussenverfahren ausgeschlossen.

#### 1. Revision der materiellen Bestimmungen

Gemäss Art. 335 StGB bleibt den Kantonen die Gesetzgebung über das Übertretungsstrafrecht insoweit vorbehalten, als es nicht Gegenstand der Bundesgesetzgebung ist (Abs. 1). Die Kantone sind befugt, Widerhandlungen gegen das kantonale Verwaltungs- und Prozessrecht mit Sanktionen zu bedrohen (Abs. 2). Die Kantone können zudem das Verfahren für die Verfolgung und Beurteilung von Delikten gegen kantonale und kommunale Strafbestimmungen regeln (z.B. nächtliche Ruhestörung).<sup>82</sup>

Die Tatsache, dass einige Kantone hierbei von der Möglichkeit von Ordnungsbussen Gebrauch gemacht haben, zeigt das Bedürfnis, auch andere Bagatellwiderhandlungen auf einfache Weise zu ahnden.<sup>83</sup>

Mit einer Motion<sup>84</sup> wurde 2010 eine Prüfung der Frage verlangt, welche einfachen Verstösse gegen die Rechtsordnung mit Ordnungsbussen geahndet werden können. Gestützt darauf arbeitete das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement einen Vorentwurf zur Totalrevision des aOBG aus, mit einem Vorschlag zur Ausweitung des Ordnungsbussenverfahrens auf eine grössere Anzahl von Spezialgesetzen.<sup>85</sup>

Nach Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens hat der Bundesrat am 17. Dezember 2014 dem Parlament Botschaft und Entwurf zu einer Totalrevision des Ordnungsbussengesetzes vorgelegt. In der Wintersession 2015 wurde der Entwurf für ein neues Ordnungsbussengesetz vom Ständerat als Erstrat behandelt. Die Vorlage war in der Kommission für Rechtsfragen weitgehend unbestritten. In der Debatte im Ständerat wurde einzig die Ausklammerung des Personenbeförderungsgesetzes vom

---

<sup>78</sup> Nicht zu verwechseln mit dem deutschen OWiG.

<sup>79</sup> Eicker/Frank/Achermann, 17; diese Zweifel bejahend Stratenwerth, AT I, § 2 N 44.

<sup>80</sup> SR 741.03

<sup>81</sup> Vgl. die Ausnahmen in Art. 2 OBG.

<sup>82</sup> Botschaft zum Ordnungsbussengesetz vom 17.12.2014, BBl 2015, 963.

<sup>83</sup> BBl 2015, 963 m.w.H.

<sup>84</sup> Motion 10.3747 zur Erweiterung des Ordnungsbussensystems zur Entlastung der Strafbehörden und der Bürgerinnen und Bürger, eingereicht am 29.9.2010

<sup>85</sup> BBl 2015, 964.

Ordnungsbussenverfahren angesprochen. Sonst wurde die Vorlage diskussionslos angenommen.<sup>86</sup> Die Geschäftsbehandlung im Nationalrat während der Frühjahrssession 2016 erbrachte grösstenteils Zustimmung zum Beschluss des Ständerates. Diskutiert wurde der Gesetzeskatalog in Art. 1 OBG, wobei insbesondere die Aufnahme des BetmG sowie des WaG umstritten war. Die Strafbestimmungen des letztgenannten Erlasses würden naturgemäss weitergehende Sachverhaltsabklärungen erfordern.<sup>87</sup> In der nationalrätlichen Abstimmung wurde der Gesetzeskatalog jedoch unverändert übernommen. Änderungen erfolgten einzig in Art. 6 OBG, wobei in Abs. 1 das „Antreffen“ und die „Anhaltung“ der beschuldigten Person anlässlich der strafbaren Handlung durch den allgemeineren Begriff der „Identifizierung“ ersetzt wurde.<sup>88</sup> Die beiden Begriffe wurden auch in Art. 6 Abs. 5 OBG gestrichen und ersetzt durch: „Ist nicht bekannt, wer die strafbare Handlung begangen hat, so wird ein ordentliches Strafverfahren durchgeführt“. In den Schlussabstimmungen wurde der Entwurf im Nationalrat mit 182 resp. im Ständerat mit 45 Stimmen angenommen.<sup>89</sup>

Zweck der Revision war es, Gesetze aufzunehmen, deren Übertretungen geringfügig sind, grds. vor Ort festgestellt und in einem einfachen und raschen Verfahren abgewickelt werden können. Ein weiteres, allerdings untergeordnetes Kriterium für die Aufnahme ist die zu erwartende Häufigkeit der Übertretungen.<sup>90</sup>

Das erweiterte Ordnungsbussenverfahren dient der Ergänzung der StPO für Übertretungen im Bagatellbereich, bildet aber einen von diesem unabhängigen Erlass. Es werden nur die *Gesetze*, für die das Ordnungsbussenverfahren eingeführt werden soll, nicht aber einzelne Tatbestände aufgeführt. Straftaten, welche die Behörden heute nicht nach den Regeln der StPO verfolgen und beurteilen, werden nicht in die Revision einbezogen. Dies ist insbesondere bei Delikten der Fall, deren Beurteilung den Verwaltungsbehörden des Bundes obliegt und nach VStrR erfolgt. Das Ordnungsbussenverfahren ist nur anwendbar, wenn der Übertretungsstraftatbestand in eine vom Bundesrat erstellte – und aufgrund der Ausweitung des Geltungsbereichs zu erweiternde – Liste aufgenommen wird (Art. 1 Abs. 2 i.V.m. Art. 15 OBG).<sup>91</sup> Diese Delegation wird mit der Vielzahl von Übertretungen gerechtfertigt, womit auf Veränderungen rasch reagiert werden können soll.<sup>92</sup> Die blosse Aufzählung der Gesetze, in denen das Ordnungsbussenverfahren zur Anwendung kommt, und das Vorsehen der einzelnen Tatbestände in einer Verordnung, genügt gem. Botschaft den Anforderungen des Legalitätsprinzips.<sup>93</sup>

## 2. Verfahren

Das bisherige abgekürzte Verfahren für Ordnungsbussen im Strassenverkehr wird beibehalten. Zusätzlich führt Art. 1 Abs. 1 OBG *16 weitere Erlasse* an, aus denen der Bundesrat Übertretungen dem Ordnungsbussenverfahren unterstellen kann (Art. 1 Abs. 2 und Art. 15 OBG). Der Bundesrat listet die Übertretungstatbestände, die durch Ordnungsbussen zu ahnden sind, nach Anhörung der Kantone auf und bestimmt den Bussenbetrag. Der Ausdruck „auflisten“ bedeutet, dass der Bundesrat eine oder mehrere Ordnungsbussenlisten erstellen kann. Mit der Delegation dieser Kompetenz an den Bundes-

<sup>86</sup> Ständerat, Wintersession 2015, Fünfte Sitzung (07.12.2015), Geschäft 14.099.

<sup>87</sup> AB 2016 N 141, Votum Schwander.

<sup>88</sup> Diese Begriffswahl scheint in Abgrenzung zur strafprozessualen Anhaltung gem. Art. 215 StPO insbesondere im Hinblick auf privates Sicherheitspersonal vorzugswürdig. Sie schafft zumindest im Gesetzestext einen klaren Unterschied zu Art. 7 Abs. 1 OBG, wo „angetroffen oder angehalten“ beibehalten worden ist.

<sup>89</sup> AB 2016 N 145 ff.

<sup>90</sup> BBl 2015, 974.

<sup>91</sup> BBl 2015, 965.

<sup>92</sup> BBl 2015, 993 f.

<sup>93</sup> BBl 2015, 970.

rat, dies auf dem Verordnungsweg zu regeln, können Anpassungen rasch vorgenommen und es kann auf konkrete Gegebenheiten reagiert werden.<sup>94</sup>

#### **a. Allgemeine Grundsätze**

Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen. Ihnen fliessen auch die Einnahmen aus dem Ordnungsbussenverfahren zu. Die zur Erhebung von Ordnungsbussen zuständigen Polizeiorgane *und Behörden (!)*<sup>95</sup> sind von den Kantonen zu bezeichnen (Art. 2 Abs. 1 Satz 2 OBG). Soweit die Eidg. Zollverwaltung im AuG Kontrollkompetenzen besitzt, kann sie nach Art. 2 Abs. 2 OBG auch Ordnungsbussen erheben. Die Ausdehnung auf weitere Gesetze führt zu einer Zunahme der Anzahl von Ordnungsbussenverfahren und damit auch zu einer höheren Belastung der zuständigen kantonalen Behörden. Gleichzeitig sollten aber jene kantonalen Behörden entlastet werden, die für das ordentliche Strafverfahren zuständig sind, da ein ordentliches Strafverfahren nur durchgeführt werden muss, wenn eine Person die Ordnungsbusse nicht bezahlt, das Ordnungsbussenverfahren ablehnt oder dieses aus den in Art. 3-5 OBG genannten Gründen ausser Betracht fällt.

Das Ordnungsbussenverfahren ist anwendbar, wenn der Vertreter des zuständigen Organs die Widerhandlung *selbst festgestellt* hat (Art. 3 Abs. 1 OBG; s. auch Art. 2 lit. b aOBG). Der beschuldigten Person ist mitzuteilen, dass sie das Ordnungsbussenverfahren ablehnen kann (Art. 13 Abs. 1 OBG). Sie hat die Möglichkeit, die Busse sofort oder innerhalb einer Bedenkfrist von 30 Tagen zu bezahlen (Art. 6 Abs. 1 OBG). Beahlt sie sofort, wird eine Quittung ohne ihren Namen ausgestellt (Art. 6 Abs. 2 OBG). Die beschuldigte Person bleibt in diesem Fall anonym. Beahlt sie nicht sofort, so werden ihre Personalien aufgenommen und es wird ein Bedenkfristformular sowie ein Einzahlungsschein ausgehändigt (Art. 6 Abs. 3 OBG). Entscheidet sich die beschuldigte Person, die Ordnungsbusse zu bezahlen, so werden ihr keine zusätzlichen Kosten auferlegt (Art. 12 OBG). Lehnt sie hingegen die Ordnungsbusse ab, so führt dies zur Einleitung des ordentlichen Strafverfahrens (Art. 6 Abs. 4, 13 Abs. 2 OBG). Art. 7 OBG enthält eine Spezialregelung zur ordnungsbussenrechtlichen Haftung des Fahrzeuglenkers.

Vorleben und persönliche Verhältnisse der beschuldigten Person werden nicht berücksichtigt (Art. 1 Abs. 5 OBG). Der Sachverhalt muss klar erstellt sein, da keine weitergehende rechtliche Würdigung stattfindet. Dies bedingt, wie bereits erwähnt, dass die Strafverfolgungsbehörden das Delikt direkt vor Ort selbst feststellen (Art. 3 Abs. 1 OBG). Eine Ausnahme besteht bezüglich der automatischen Überwachungsanlagen bei Verstössen gegen das SVG (vgl. Art. 3 Abs. 2 OBG).<sup>96</sup>

Sind bei einer Übertretung sowohl die vorsätzliche als auch die fahrlässige Begehungsweise strafbar, so kann sie, falls für die beiden Tatformen *keine* unterschiedlichen Rechtsfolgen vorgesehen sind wie z.B. im Fall von Art. 90 SVG, im Ordnungsbussenverfahren beurteilt werden. Sind die Rechtsfolgen *unterschiedlich*, wie wenn das Vorsatzdelikt ein Vergehen bildet, entfällt das Ordnungsbussenverfahren. Die Botschaft nennt insoweit nur den Fall dass das Vorsatzdelikt ein Vergehen ist, das Fahrlässigkeitsdelikt aber eine Übertretung.<sup>97</sup> Im Umweltstrafrecht begegnen indessen häufig *innerhalb* der Übertretungen *unterschiedliche Bussenmaxima für die vorsätzliche bzw. fahrlässige Bege-*

---

<sup>94</sup> BBI 2015, 990 f.

<sup>95</sup> Offensichtlich denkt man (auch) an privates Sicherheitspersonal, s. BBI 2015, 983 (dazu näher sogleich unten); zu Recht krit. *Mohler*, Jusletter 10. August 2015 Rz. 13 ff. Ganz übersehen wurde insoweit die Problematik der ggf. zum Zweck der Bussenausstellung oder zur Identifizierung erforderlichen Anhaltung (Art. 6 E-OBG).

<sup>96</sup> BBI 2015, 985.

<sup>97</sup> BBI 2015, 974.

ungsweise. Auch dies ist ein rechtlich relevanter Unterschied, den die Botschaft indes leider nicht thematisiert. Bestehen ggf. sogar Zweifel, ob eine Person zumindest fahrlässig gehandelt hat, so müsste das Ordnungsbussenverfahren ausscheiden, da der subjektive Tatbestand eben gerade nicht eruiert werden kann.<sup>98</sup>

Die Ordnungsbusse beträgt höchstens 300 SFr. (Art. 1 Abs. 4 OBG), die kumulierte Busse beträgt höchstens 600 SFr. (Art. 5 Abs. 2 OBG *e contrario*).<sup>99</sup> Es muss sich also um Bagatellfälle handeln.

Gemäss Art. 8 Abs. 1 OBG sollen Gegenstände und Vermögenswerte eingezogen werden können. Dazu wird auf die Bestimmungen der Artikel 69 und 70 StGB verwiesen. Die Einziehung ist insbesondere denkbar für Fische, die kleiner sind als das Mindestfangmass, sowie für geschützte Pflanzen, Blumen oder Pilze, die sich jemand durch eine Übertretung angeeignet hat. Dabei ist das Prinzip der Verhältnismässigkeit zu beachten.<sup>100</sup>

## **b. Problembereiche**

Nach derzeit noch geltendem Recht wird die Busse mit der Bezahlung rechtskräftig (Art. 8 aOBG). Vorbehalten bleibt, dass der Richter auf Veranlassung eine Missachtung von Art. 2 aOBG feststellt und in der Folge die Ordnungsbusse aufhebt und das ordentliche Verfahren anwendet (Art. 11 Abs. 2 aOBG). Liegt keine solche Ausnahme vor und erwächst die Busse in Rechtskraft, so soll gemäss Bundesgericht eine erneute Beurteilung auf dem Weg der Revision ausgeschlossen sein. Dies mit der Begründung, dass Art. 8 aOBG jeden ordentlichen Rechtsmittelweg ausschliesse, was ein Indiz dafür sei, dass es nicht dem Willen des Gesetzgebers entspreche, den Richter mit solchen Bagatellfällen zu befassen. Zudem mache die Ausnahmebestimmung des Art. 11 Abs. 2 aOBG deutlich, dass im Regelfall die Angelegenheit mit der Bezahlung der Busse endgültig erledigt sei und nicht mehr aufgegriffen werden könne.<sup>101</sup>

Der neue Art. 11 OBG sieht ebenfalls vor, dass mit der Bezahlung oder Verrechnung die Busse rechtskräftig wird. Der noch geltende Art. 11 Abs. 2 aOBG wird ersatzlos gestrichen. Akzeptiere die beschuldigte Person die Ordnungsbusse, so seien das Verfahren und die Strafe anerkannt und die Angelegenheit damit abgeschlossen. Aus Gründen der Rechtssicherheit und der verfahrensrechtlichen Besonderheiten bestehe kein Anlass, auf ein rechtskräftig abgeschlossenes Ordnungsbussenverfahren zurückzukommen. Die ursprüngliche Annahme des Bundesrates, die Verletzung der Vorschriften der Art. 1-3 VE-OBG führe zur Nichtigkeit der Ordnungsbusse, wurde im Entwurf nicht berücksichtigt.<sup>102</sup> Dies könnte bedeuten, dass eine Missachtung von Art. 4 OBG nicht zu einer Aufhebung der Ordnungsbusse und der Anwendung des ordentlichen Verfahrens führt. Dies wäre mit Blick auf die Rechtsweggarantie gemäss Art. 29a BV und den Anspruch auf richterliche Überprüfung nach Art. 6 EMRK fragwürdig. MOHLER plädiert deshalb zu Recht dafür, es müsse ein Rechtsmittel geben, um nachträglich eine allfällige Nichtigkeit richterlich festzustellen zu lassen.<sup>103</sup> Der Bundesrat erachtet jedoch die Voraussetzungen von Art. 6 EMRK als eingehalten, da eine Person, die sich wegen einer im

---

<sup>98</sup> Es ist davon auszugehen, dass von der Rechtsprechung mitunter auch als grobe Verkehrsregelverletzung qualifizierte Fälle teilweise im Ordnungsbussenverfahren erledigt werden, da keine Abklärungen vorgenommen werden, *Niggli/Fiolka*, 136 ff.

<sup>99</sup> Art. 1 Abs. 2 und 3a OBG.

<sup>100</sup> BBl 2015, 989.

<sup>101</sup> BGE 106 IV 205 E. 3.

<sup>102</sup> BBl 2015, 990.

<sup>103</sup> Vgl. m.w.H. Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 48 ff.



Ordnungsbussenverfahren zu behandelnden Übertretung strafbar mache, das ordentliche Verfahren verlangen könne.<sup>104</sup>

Gem. Art. 4 Abs. 1 aOBG bezeichnen die Kantone und Gemeinden die zuständigen Polizeiorgane – gleiches ergibt sich aus dem bundesrechtlichen funktionellen Beamtenbegriff von Art. 110 Abs. 3 StGB. Die Bussenerhebung auf der Strasse setzt nach Art. 4 Abs. 2 aOBG – mit der Möglichkeit kantonaler Ausnahmen für die Kontrolle des ruhenden Verkehrs und für Kontrollen in ländlichen Gebieten – das Tragen der Dienstuniform voraus. In der Praxis werden zur Ordnungsbussenerhebung bei ruhendem Verkehr auch Private, so etwa die Securitas, eingesetzt. Das neue OBG ermöglicht auch den Einsatz von *privatem Sicherheitspersonal* für die Auferlegung von Ordnungsbussen. Dabei geht es gemäss Botschaft nicht um die Übertragung einer staatlichen Aufgabe an Private, da es sich um eine untergeordnete Funktion handele, die von staatlichem Personal eng kontrolliert werde.<sup>105</sup> Dass dem Sicherheitspersonal (und der Polizei) kein eigener Handlungsspielraum zukommen soll, dürfte *in praxi* jedoch nicht der Wirklichkeit entsprechen: Im Anhang I bereits der geltenden OBV<sup>106</sup> sind in Bezug auf das Strassenverkehrsrecht über 400 Tatbestände aufgelistet, welche mit Bussen zwischen 10 und 260 SFr. zu ahnden sind. Diese Zahl wird in der neu zu erlassenden OBV deutlich erhöht werden. Auch bei auszusprechenden Ordnungsbussen wegen Verstössen gegen die Umwelterlasse dürfte – obwohl der sachliche Anwendungsbereich des OBG naturgemäss auf ein vereinfachtes Verfahren beschränkt ist – mit der Entscheidungsmacht ein erhebliches Ermessen einhergehen.<sup>107</sup> Die in der Botschaft hervorgehobene Kontrolle durch das staatliche Personal erscheint als Zweckoptimismus: Würde staatlicherseits wirklich eng kontrolliert, so wäre das Outsourcing auf privates Sicherheitspersonal kaum ressourcenschonend. Im Übrigen erschiene jeder Versuch einer starren Grenzziehung zwischen strafrechtlichen Sanktionen und Ordnungsbussen, die keine strafrechtlichen Sanktionen sein sollen, verfassungsrechtlich und rechtsdogmatisch unhaltbar. Beim gleichen Straftatbestand oberhalb von 300 bzw. 600 SFr. eine strafrechtliche Sanktion anzunehmen, darunter etwas davon prinzipiell Unterscheidbares, funktioniert nicht.<sup>108</sup> Nach der Praxis des EGMR und des Bundesgerichts gelten Ordnungsbussen, mit welchen für die ganze Bevölkerung geltende Verhaltensvorschriften auch repressiv durchgesetzt werden sollen, grds. als strafrechtlich im Sinne von Art. 6 EMRK.<sup>109</sup> Die im Entwurf des Ordnungsbussengesetzes vorgesehenen Delikte, stellen für die ganze Bevölkerung geltende Verhaltensvorschriften dar, weshalb sie als strafrechtliche Sanktionen zu qualifizieren sind. Auch das Schrifttum lehnt eine solche graduelle Unterscheidung ab und qualifiziert Ordnungsbussen als Strafen und ihre Verfolgung und Ahndung somit folgerichtig als staatliche Aufgabe.<sup>110</sup>

Nicht völlig unproblematisch erscheint auch die Sicherstellung und Einziehung gem. Art. 8 OBG, der auf Art. 69 und 70 StGB verweist. Nach Art. 8 Abs. 2 OBG gelten die sichergestellten Gegenstände und Vermögenswerte als eingezogen. Diese *Zustimmungsfiktion* soll offenbar die Anforderungen an einen Entscheid über zivilrechtliche Ansprüche i.S.v. Art. 6 Abs. 1 EMRK erfüllen. In der Botschaft wird

---

<sup>104</sup> BBl 2015, 993

<sup>105</sup> Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 30 ff.

<sup>106</sup> Ordnungsbussenverordnung vom 4.3.1997 (SR 741.031).

<sup>107</sup> Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 33 f.

<sup>108</sup> Vgl. Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 14, 30 ff. Beim Erlass des aOBG von 1970 anerkannte man die Ordnungsbussen noch als echte Strafe, BBl 1970 I, (1090) 1093. Dies gilt selbst noch für den Vorentwurf zum neuen OBG, Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 15 f. Vor diesem Hintergrund ist die Erwähnung von Art. 178 Abs. 3 BV inkonsequent: Die Bestimmung ermöglicht zwar die Übertragung von Verwaltungsaufgaben an Private, was die Botschaft aber explizit negiert; ebd., Rz. 24, 32.

<sup>109</sup> BGE 121 I 379 E. 3 3c/aa, 381; ausführlich hierzu Grabenwarter/Pabel, § 24, N 18ff. m.H.

<sup>110</sup> Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 15 f.

diesbezüglich eine Kompetenzübertragung an Private nicht ausgenommen.<sup>111</sup> Das Argument des fehlenden Handlungsspielraums des Privaten ist gerade im Bereich der Sicherstellung und Einziehung nicht stringent, ist doch die Einziehung gem. Art. 69 und 70 StGB ein Ermessensentscheid, bei dem die Beantwortung schwieriger Fragen ansteht: Gefährden z.B. allenfalls einzuziehende Gegenstände die öffentliche Sicherheit (Art. 69 StGB) oder greifen obligatorische resp. fakultative Ausnahmen zur Einziehung (Art. 70 StGB)? Diese Fragen lassen sich kaum an Ort und Stelle beantworten, weshalb die Bestimmung nicht nur in Bezug auf privates Sicherheitspersonal, sondern vielmehr bezüglich des Ordnungsbussenverfahrens *allgemein* fraglich erscheint.<sup>112</sup> Generell dürfte die Praxis gut beraten sein, die Bestimmung nur bei „wasserdichten“ Verhältnissen anzuwenden und ansonsten das Verzei- gungsverfahren einzuschlagen.

Problematisch ist ebenso – ginge man schlussendlich von einer Übertragung einer Verwaltungsaufgabe aus – dass die Aufzählung der Verwaltungsgesetze in Art. 1 Abs. 1 lit. a OBG dem Gesetzesvorbehalt in Art. 178 Abs. 3 BV nicht gerecht würde, da dieser eine bereichsspezifische Nennung in den *einzelnen Bundesgesetzen* verlangt.<sup>113</sup> Die kritischen Bemerkungen ändern jedoch nichts daran, dass die Erstreckung des Ordnungsbussenverfahrens auf Umweltverstösse Sinn machen und die Vollzugsbehörden in Bagatellfällen zu entlasten versprechen.<sup>114</sup>

### **3. Eignung der Umwelterlasse für das Ordnungsbussenverfahren**

Die Teilnehmer der durchgeführten Vernehmlassung bezüglich des neuen Ordnungsbussengesetzes fassten den Vorschlag positiv auf. Einer der seltenen Kritikpunkte war die Auswahl der Gesetze. Der Gesetzeskatalog wurde in der Folge modifiziert.<sup>115</sup>

#### **a. Bundesgesetz über den Umweltschutz vom 7. Oktober 1983 (USG)**

Einzelne Teilnehmer der Vernehmlassung sprachen sich für die Aufnahme des USG im Ordnungsbussengesetz aus. Das USG eignet sich hingegen selbst bspw. beim an sich leicht feststellbaren Verbrennen von Abfällen ausserhalb von Anlagen (Art. 30c Abs. 2 i.V.m. Art. 61 Abs. 1 lit. f) sowie dem Ablagern von Abfällen ausserhalb von Deponien (Art. 30e Abs. 1 i.V.m. Art. 61 Abs. 1 lit. g) nur bedingt für das Ordnungsbussenverfahren, da die entsprechenden Handlungen wohl eher selten von den Behörden direkt beobachtet werden und die Feststellung der Täterschaft damit Probleme verursacht. Bei Art. 61 Abs. 1 lit. f USG i.V.m. Art. 26b LRV müsste zusätzlich die Rechtsfrage entschieden werden müsste, ob übermässige Immissionen entstanden sind. Eine nachträgliche Erhebung der Deponie- oder Kehrrechtgebühr im Ordnungsbussenverfahren wäre ausgeschlossen, da die Daten nach Bezahlung der Ordnungsbusse vernichtet werden.

Die geringfügigen Verstösse, welche die gestützt auf das USG erlassene Schall- und Laserverordnung vom 28. Februar 2007 betreffen, können jedoch einfach und formlos im Ordnungsbussenverfahren geahndet werden.<sup>116</sup>

---

<sup>111</sup> BBl 2015, 983.

<sup>112</sup> Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 41 ff.

<sup>113</sup> Mohler, Jusletter 10. August 2015, Rz. 26 f.

<sup>114</sup> In der Praxis zu klären wäre allerdings das Verhältnis zwischen Ordnungsbussen und Einstellung gem. Art. 52 StGB.

<sup>115</sup> BBl 2015, 966.

<sup>116</sup> Botschaft zum Ordnungsbussengesetz vom 17.12.2014, BBl 2015, 979.

**b. Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer vom 24. Januar 1991 (GSchG)**

Die im GSchG aufgeführten Übertretungen eignen sich gem. Botschaft nicht für die Beurteilung im Ordnungsbussenverfahren. Die Strafbestimmungen von Art. 70 GSchG bilden Vergehen, da sie mit Freiheitsstrafe oder Geldstrafe sanktioniert werden (vgl. Art. 10 Abs. 3 StGB). Aufgrund der Strafan drohung fallen sie für das Ordnungsbussenverfahren von vornherein ausser Betracht.<sup>117</sup>

**c. Tierschutzgesetz vom 16. Dezember 2005 (TSchG)**

Aus mehreren Gründen eignen sich die Verfolgung und Beurteilung von Übertretungen gegen das Tierschutzgesetz nicht für eine Aufnahme im Ordnungsbussengesetz. Erstens werden Übertretungen nach Art. 1 Abs. 1 Bst. b der Verordnung vom 4. April 2007 über die Strafkompetenzen der Eidgenössischen Zollverwaltung in Verbindung mit Art. 31 Abs. 2 TSchG von der eidgenössischen Zollverwaltung nach VStrR verfolgt. Zweitens erfordern die weiteren Übertretungen gegen das TSchG oftmals weitere Abklärung und drittens fällt das Verschulden bei der Bemessung der Strafe ins Gewicht, was beim OBG *ex lege* unzulässig wäre.

**d. Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz vom 1. Juli 1966 (NHG)**

Art. 24a Abs. 1 Bst. b NHG enthält Übertretungen, die sich für eine Aufnahme im Ordnungsbussengesetz eignen könnten. Mit dieser Bestimmung werden Verstösse gegen andere Artikel des NHG unter Strafe gestellt.

Andererseits ist das Nichterfüllen einer Bewilligung oder Auflage, die unter Hinweis auf die Strafbestimmung an die Gewährung des Bundesbeitrags geknüpft wurde (Art. 24a Abs. 1 Bst. a NHG), nicht geeignet für das Ordnungsbussenverfahren, da die zuständigen Polizeibehörden, um eine Widerhandlung ohne Weiteres vor Ort feststellen zu können, über den Inhalt der entsprechenden Bewilligung oder Auflage Bescheid wissen müssten.

**e. Bundesgesetz über den Wald vom 4. Oktober 1991 (WaG)**

Im WaG sind verschiedene Fahrverbote verankert (vgl. bspw. Art. 43 Abs. 1 Bst. c und d WaG), die gleich wie beim SVG von der Polizei vor Ort festgestellt und mittels einer Ordnungsbusse geahndet werden. Andererseits wird nicht mit einer hohen Anzahl Fällen gerechnet. Die Analogie zum SVG überwiegt aber und spricht für die Aufnahme des WaG im Ordnungsbussenverfahren.

**f. Bundesgesetz über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel vom 20. Juni 1986 (JSG)**

Verschiedene Übertretungen gegen das JSG können direkt vor Ort festgestellt und gebüsst werden. Die Vorschriften regeln die Benutzung von Jagdbanngebieten, ähnlich dem SVG zur Benutzung der Strassen. Die Widerhandlungen werden von kantonalen Organen festgestellt, die für den Vollzug des JSG zuständig sind. Diesen wird die Eigenschaft von Beamten der gerichtlichen Polizei verliehen (Art. 26 JSG).

**g. Bundesgesetz über die Fischerei vom 21. Juni 1991 (BGF)**

Das BGF stellt die Missachtung der Schonbestimmungen unter Strafe (Art. 17 Abs. 1 Bst. a BGF). Diese Übertretung wird von der zuständigen kantonalen Fischereiaufsicht festgestellt (Art. 23 BGF). Die Schonbestimmungen enthalten Vorschriften über die Schonzeiten und die Fangmindestmasse (Art. 4 Abs. 1 Bst. a und b BGF). In Artikel 2 der Verordnung vom 24. November 1993 zum Bundesgesetz

---

<sup>117</sup> BBl 2015, 969 f.

über die Fischerei (VBGF) sind die Fangmindestmasse geregelt. Die Schonzeiten bedürfen einer Konkretisierung durch die Kantone (Art. 1 Abs. 2 VBGF). Fängt jemand einen Fisch, der unter dem Fangmindestmass liegt, so kann dies durch die kantonale Fischereiaufsicht vor Ort festgestellt und im Ordnungsbussenverfahren geahndet werden. Das BGF ist deshalb in den Katalog des E-OBG aufzunehmen.

## IV. Gesetzliche Unrechtstypisierung

### 1. Tätigkeits- und Erfolgsdelikte

Strafnormen werden mit Bezug auf ihre technische Ausgestaltung und Formulierung üblicherweise als Tätigkeits- oder als Erfolgsdelikte bezeichnet.<sup>118</sup> Bei dieser Einteilung interessiert „die *Ereignisstruktur* – unabhängig davon, ob das Angriffsobjekt in Mitleidenschaft gezogen wird oder nicht.“<sup>119</sup> Während bei ersteren, die z.T. auch als schlichte *Tätigkeitsdelikte* bezeichnet werden, der Tatbestand mit dem Vollzug der Tathandlung vollendet ist, braucht es bei den *Erfolgsdelikten* eine *vom Vollzug der Handlung räumlich und zeitlich abgetrennte Konsequenz* eben dieser Handlung.<sup>120</sup> Diese Konsequenz, der sog. Erfolg, kann auf unterschiedliche Art umschrieben werden, so etwa in Form eines Zustandes, eines Geschehensablaufs oder einer Handlung. Der Erfolg muss dabei kausal und objektiv zurechenbar auf die Tathandlung zurückzuführen sein. Erfolgsdelikte sind daher i.d.R. beweisrechtlich anspruchsvoller. Die Differenzierung in Tätigkeits- und Erfolgsdelikte ist mit der im Folgenden skizzierten Unterscheidung in Verletzungs- und Gefährdungsdelikte „beliebig kombinierbar.“<sup>121</sup>

### 2. Verletzungs- und Gefährdungsdelikte

Nicht mehr allein um eine Frage der Ausformulierung (mit erheblichen Auswirkungen auf die beweismässige Handhabung), sondern um einen *inhaltlich-konzeptionellen* Aspekt geht es bei der Unterscheidung zwischen *Verletzungs- und Gefährdungsdelikten*. Sie fragt danach, „wie die Tat auf das Angriffsobjekt“ wirkt<sup>122</sup> und orientiert sich damit am *Gesichtspunkt des geschützten Rechtsguts*.<sup>123</sup> Der Begriff Rechtsgut verweist auf den positiv bewerteten Zustand oder Prozess, dem der berechtigte strafrechtliche Schutz gilt. Rechtsgüter haben z.T. ein körperliches Substrat, wie z.B. bei den Aneignungsdelikten gem. Art. 137 ff. StGB die dem Täter ggü. fremde Sache, die das Angriffsobjekt (Synonym: Tatobjekt) bildet. Bei einem Diebstahl (Art. 139 StGB) wird die aus dem Eigentumsrecht fließende Verfügungsmacht über diese Sache (=Rechtsgut) verletzt. Andere Rechtsgüter haben kein materielles Substrat – bspw. schützen die Ehrverletzungsdelikte (Art. 173 ff. StGB) den berechtigten Anspruch auf Achtung. Neben solchen Individualrechtsgütern schützt das Strafrecht auch Rechtsgüter der Allgemeinheit. Zu diesen *Kollektivinteressen*<sup>124</sup> gehören, unabhängig von der Frage, ob sie um ihrer oder um des Menschen willen geschützt werden<sup>125</sup>, auch *Umweltmedien* wie der in unserer Betrachtung natürliche, Leben ermöglichende Zustand der Elementarressourcen Wasser oder

<sup>118</sup> Vgl. nur Stratenwerth, AT I, § 9 N 8 ff.

<sup>119</sup> LK-Walter, Vor § 13 N 66; Schulenburg, in: Hefendehl/von Hirsch/Wohlers, (244) 246.

<sup>120</sup> NK-Kargl, Vor §§ 306 ff. N 13 f.

<sup>121</sup> LK-Walter, Vor § 13 N 66 m.Bsp.

<sup>122</sup> LK-Walter, Vor § 13 N 66; Schulenburg, in: Hefendehl/von Hirsch/Wohlers, (244) 246.

<sup>123</sup> Ackermann/Schröder, 11.

<sup>124</sup> Noll, 394, nannte sie seinerzeit „biologische Gemeinschaftsgüter“.

<sup>125</sup> Indem der Mensch seine Umwelt schützt, „schützt er sich selbst“; Noll, 393.

Luft.<sup>126</sup> Kollektive Rechtsgüter sind vielfach bereits schwierig zu systematisieren<sup>127</sup>, erst recht aber zu bestimmen und zu konkretisieren. Diese Schwierigkeiten können sich – und allein darauf kommt es im vorliegenden Zusammenhang an – auch auf die *Typisierung der jeweiligen Deliktsstruktur bzw. -kategorie* auswirken, so bspw. bei der Feststellung des Charakters als Verletzungs-, konkretes oder abstraktes Gefährdungsdelikt.<sup>128</sup>

### 3. Exkurs: „Gefährdung als Straftat“<sup>129</sup>

Gefährdungsdelikten wird in ihrer theoretischen Begründung nach h.L. *kein* eigenständiger Zweck i.S. eines selbständigen Schadenscharakters zuerkannt: Konkrete und abstrakte Gefährdungsdelikte sollen vielmehr dem Schutz derselben Rechtsgüter wie Verletzungsdelikte dienen; damit bilden sie *bloße Vorstufen* einer Rechtsgutsverletzung. In gedanklicher Konsequenz dieser Annahme müssen deshalb auch sie über den Zweck der „Vermeidung von Rechtsgutsverletzungen“ legitimiert werden.<sup>130</sup> Während bei Verletzungsdelikten Normzweck und Verhaltensnorm (z.B. gem. Art. 111 StGB nicht zu töten) logisch miteinander verknüpft sind, erfassen Gefährdungsdelikte nach h.L., aus deren Sicht sie wie gesagt gleichfalls Rechtsgutsverletzungen verhindern sollen, jedoch der Rechtsgutsverletzung *vorgelagerte* – bloss (abstrakt oder konkret) gefährdende – Verhaltensweisen.<sup>131</sup> Solche Gefährdungen können das geschützte Rechtsgut beeinträchtigen, müssen das aber keineswegs. Z.B. hängt die Gefährlichkeit des Überfahrens der Sicherheitslinie oder Überholens in einer unübersichtlichen Kurve von der konkreten Verkehrssituation ab – auf einer Skala von brandgefährlich bis völlig ungefährlich mangels Gegenverkehr zum gegebenen Zeitpunkt am gegebenen Ort.<sup>132</sup> In der deutschen<sup>133</sup> Strafrechtsdogmatik, die sich insoweit auf das abstrakte Gefährdungsdelikt konzentriert hat, ist es trotz zahlreicher, z.T. überaus anspruchsvoller (monographischer) Untersuchungen bisher nicht gelungen, das *abstrakte* Gefährdungsdelikt konsistent als Vorstufe der Rechtsgutsverletzung zu begründen.<sup>134</sup> Das Problem stellt sich, wenn auch beim vollendeten Delikt infolge der Notwendigkeit des Eintritts eines Gefährdungserfolgs weniger augenfällig, auch beim *konkreten* Gefährdungsdelikt.<sup>135</sup>

Die dogmatischen Probleme beginnen bereits bei der Konzeption des Gefahrbegriffs, weil vielfach verkannt wird, dass „Gefahr“ i.S.d. Gefährdungsdelikte nicht als theoretischer Wahrscheinlichkeitsbegriff<sup>136</sup>, sondern als *praktischer (Dispositions-)Begriff* zu verstehen ist. Als solcher gibt er keine Antwort auf die Frage, „wie die Dinge in der Welt beschaffen sind und wie sie sich zueinander verhalten“, sondern auf die ganz andere „Frage, was die Dinge in der Welt und die Relationen zwischen ihnen dem Mensch als Handelnden bedeuten und wie er sich ihnen gegenüber verhalten soll.“ Auf diese Weise ist der Gefahrbegriff „in einen Zweck-Mittel-Zusammenhang eingebettet“.<sup>137</sup> Einfacher formuliert, (Straf)Normen richten sich an Menschen und wollen deren Verhalten steuern. In dieser praktischen Sicht ist „die Gefahr ... eine bestimmte Hypothese über die Vermeidbarkeit eines Scha-

<sup>126</sup> Noll, 398 ff.; Vest/Ronzani, 442 ff.; weiterführend Hefendehl, 306 ff. Zur Rechtsgutsproblematik unten Teil 2/C.

<sup>127</sup> Hefendehl, 116 ff., 238 ff.

<sup>128</sup> Hefendehl, 3, 107 f., 147 ff.; Schulenburg, in: Hefendehl/von Hirsch/Wohlers, (244) 251 f.

<sup>129</sup> Titel der Monographie von Kindhäuser.

<sup>130</sup> Kindhäuser, 3 ff.

<sup>131</sup> Ausführliche Diskussion der betreffenden Monographien bei Kindhäuser, 189 ff., 225 ff.

<sup>132</sup> Kindhäuser, 290 f.

<sup>133</sup> In der Schweiz fehlen entsprechende Untersuchungen vollständig.

<sup>134</sup> Kindhäuser, 225 ff.

<sup>135</sup> Kindhäuser, 189 ff.

<sup>136</sup> I.S.e. *statistischen Hypothese* über die *generelle Verletzungsrelevanz* eines Verhaltens; Kindhäuser, 231 ff.

<sup>137</sup> Kindhäuser, 201 f.

dens unter gegebenen Bedingungen“. Diese Hypothese, die bestätigt oder verworfen werden muss, ist „teleologisch-praktischer Natur“.<sup>138</sup> Aus Sicht des Täters ist ein Verhalten *konkret* gefährlich, wenn er „nicht in der Lage ist, die Möglichkeit des Eintritts einer schadensrelevanten Bedingung mit (entscheidungserheblicher) Gewissheit auszuschliessen“, was etwa durch eine „gezielte Abschirmung der Schadensrelevanz“ der Gefahr möglich ist.<sup>139</sup> Eine solche (rationale) Gefahrschirmung kann unter den konkreten Umständen ggf. auch dem Opfer möglich sein. Aus der Perspektive des geschützten Rechtsguts ist dessen Existenz dann „erschüttert, wenn die Schadensrelevanz eines Verhaltens nicht gezielt abgeschirmt werden kann. Ein unmittelbarer Schaden ist die Gefährdung insoweit, als mit der Unfähigkeit zur Existenzsicherung des Gutes dessen Wert als Mittel zur freien Entfaltung des einzelnen gemindert wird.“<sup>140</sup> Dieser Schaden setzt ersichtlich *keine* Verletzung des Rechtsguts voraus und liefert damit eine von dieser unabhängige Begründung der Strafbarkeit.

Um auf das *abstrakte* Gefährdungsdelikt zurückzukommen: Die zahlreichen, zu seiner Rechtfertigung als (weiter entfernte) Vorstufe zu einer Rechtsgutsverletzung vorgelegten, Konzepte (wie z.B. generelle oder abstrakte Verletzungseignung, Risikoerhöhung<sup>141</sup>) dürften einer kritischen Beurteilung auf Konsistenz und Widerspruchsfreiheit nicht standhalten.<sup>142</sup> Aus Sicht von Kindhäuser werden die abstrakten Gefährdungsdelikte durch den Zweck der Vermeidung eines angeblichen – im jeweiligen Tatbestand aber nicht einmal angetönten – Verletzungserfolgs *missverstanden*. Ihr Zweck liegt nicht im Schutz des berechtigten Vertrauens auf die Existenz eines Gutes, sondern auf die Existenz der „Gefahrlosigkeit“ eines „Inbegriff(s) von Gütern“.<sup>143</sup> In dieser Sicht bezieht sich die abstrakte Gefährdung nicht wie die konkrete auf die Haupthandlung der Schadensabwehr, sondern „auf eine Hilfs handlung, eine Handlung der Schadensvorsorge.“ D.h. es geht um *Sicherheit aus der Perspektive einer nicht begrenzten Vielzahl abstrakt möglicher Opfer* i.S.d. Vertrauens auf den „dem über Güter Verfügenden rechtlich garantierten Zustand, dass hinreichend vorgesorgt ist.“<sup>144</sup> Abstrakte Gefährdungsdelikte gewährleisten damit *mittelbar* Sicherheit durch „gefahrlose Verfügung über Güter“, wobei auch „die Vermeidung nicht erwiesener unschädlicher Verhaltenseffekte“ angestrebt werden kann<sup>145</sup> – ein für die Rechtfertigung von Umweltverhaltensnormen nicht unwichtiger Aspekt.

Der Vorzug der skizzierten Konzeption, die eine *eigenständige (d.h. von der Vorstufe zur Verletzung des Rechtsguts unabhängige) Begründung* und in sich konsistente „Integration der Gefährdungsdelikte in eine allgemeine Straftatlehre“ und die darin begründete erleichterte Legitimation<sup>146</sup> aufweist, ist möglicherweise zugleich ein Schwachpunkt. Dies deshalb, weil mit dem Argument des Vertrauens auf sorglose Verfügung über Güter wohl beinahe jede Norm gerechtfertigt werden könnte – und der Gesetzgeber dieser Versuchung angesichts der grossen Popularität des Einsatzes des Strafrechts als

<sup>138</sup> Kindhäuser, 204. Natürliche Vorgänge können aber zumindest in bestimmten (sich angesichts des technischen Fortschritts laufend erweiternden) Grenzen durch den Menschen gesteuert werden – und an diese Fähigkeit knüpfen strafrechtliche Verhaltensgebote an, vom Mord bis zum Strassenverkehrs- oder Umweltstrafrecht.

<sup>139</sup> Kindhäuser, 205 f., 211 f. (mit nachfolgendem Hinweis auf den insoweit exemplarischen Fall des Tatbestands der Aussetzung, dessen Opfer definitionsgemäss nicht zu dieser Abschirmung fähig ist. Dieser Gedanke lässt sich direkt auf den schweizerischen Tatbestand von Art. 127 StGB übertragen), 277.

<sup>140</sup> Kindhäuser, 210.

<sup>141</sup> Kindhäuser, 229 ff., 238 ff., 247 ff.

<sup>142</sup> Kindhäuser, 270 ff.

<sup>143</sup> Kindhäuser, 276. Z.B. Sicherheit von Menschen und Sachen im Strassenverkehr.

<sup>144</sup> Kindhäuser, 280 (2. Zitat im Original kursiv). Ob es „im Einzelfall zu einer Rechtsgutsverletzung bzw. konkreten Gefährdung“ kommt oder nicht, ist damit bedeutungslos (336 f.), zumal zufällig (293). Staatliche Vorsorge (durch Strafnormen) setzt hierbei voraus, dass Selbstvorsorge nicht möglich oder zumutbar ist (288 f.).

<sup>145</sup> Kindhäuser, 294, 283. Sicherheit lässt sich objekt- oder subjektbezogen definieren, 311 ff.

<sup>146</sup> Kuhlen, Rezension von Kindhäuser, Gefährdung als Straftat, GA 1990, (477) 480.

Allzweckwaffe nicht immer widersteht.<sup>147</sup> *Kindhäuser* räumt denn auch ein, dass sich die Legitimationsproblematik auf die Frage verschiebt, ob und ggf. inwieweit die Missachtung solcher Normen mit Kriminalstrafe geahndet werden darf – und wo nur als Ordnungswidrigkeit i.S.d. deutschen Rechts.<sup>148</sup> In der Realität hat der Schweizer Gesetzgeber die kaum noch überblickbare Vermehrung von (abstrakten) Gefährdungsdelikten allerdings schon vor langer Zeit und auch ohne die Berücksichtigung bzw. Bezugnahme auf dieses Argument in Gang gesetzt. Ein gerade für den Bereich des Umweltstrafrechts wesentlicher Umstand liegt darin, dass abstrakte Gefährdungsdelikte auch dem Zweck dienen, die Geltung von Genehmigungsvorbehalten zu untermauern.<sup>149</sup> Zumindest in diesem Punkt sind sie wohl weitgehend unverzichtbar.

#### 4. Typen des Gefährdungsdelikt

Während *Verletzungsdelikte* das geschützte Rechtsgut verletzen (z.B. Art. 232 und 233 StGB), gefährden es Gefährdungsdelikte lediglich (z.B. Art. 226<sup>bis, ter</sup>, 234-236 StGB). Gefährdungsdelikte sind nach herrschendem Verständnis eine Vorstufe zur Verletzung des Rechtsguts. Dass dieses Verständnis problematisch erscheint und die besseren Gründe für eine von der Vorstufe zur Rechtsgutsverletzung losgelöste, *selbständige Bedeutung der Gefährdungsdelikte* sprechen, ist gezeigt worden<sup>150</sup>. Der entsprechende Ertrag sei hiermit bezüglich der Deliktstypen rekapituliert, wobei die notwendige Differenzierung der Opferperspektive folgt. Vom abstrakten über das konkrete Gefährdungsdelikt zum Verletzungsdelikt geht es „um die schrittweise Entwertung der Nutzbarkeit des Gutes als Mittel der freien Entfaltung [...] – nämlich von der Verunsicherung bei der Güterdisposition über den Verlust der Verfügungsgewalt über das Gut bis zum (zumindest partiellen) Entzug des Gutes durch substantielle Beeinträchtigung.“<sup>151</sup>

Unabhängig davon ist natürlich unbestritten, dass Gefährdungsdelikte den Strafrechtsschutz ausdehnen. Üblicher- und sinnvollerweise wird zwischen konkreten und abstrakten Gefährdungsdelikten unterschieden.<sup>152</sup>

##### a. Konkrete Gefährdungsdelikte

*Konkrete Gefährdungsdelikte* erfordern den *Eintritt eines Erfolgs*, d.h. das geschützte Rechtsgut muss tatsächlich gefährdet worden sein; sie sind deswegen i.d.R. schwer(-er) nachweisbar (als abstrakte Gefährdungsdelikte).<sup>153</sup> Das Bundesgericht nimmt eine konkrete Gefährdung bzw. Gefahr an, wenn nach dem gewöhnlichen Lauf der Dinge die Wahrscheinlichkeit oder nahe Möglichkeit der Verletzung des geschützten Rechtsguts besteht (BGE 123 IV 128 E. 2a, 130).<sup>154</sup> Konkrete Gefährdungsdelikte sind deshalb *gleichzeitig* Erfolgsdelikte.<sup>155</sup> Vorsätzliche konkrete Gefährdungsdelikte setzen demnach zusätzlich auch voraus, dass der Täter den Gefährdungserfolg vorsätzlich herbeigeführt hat.

<sup>147</sup> *Wohlers*, 295 f., 302 ff., 305 ff.

<sup>148</sup> *Kindhäuser*, 339 ff. Das deutsche OWiG ist am ehesten mit dem schweizerischen Übertretungsstrafrecht zu vergleichen.

<sup>149</sup> S. unten Teil 3/B.II.1.j.

<sup>150</sup> *Oben* Teil 2/B.IV.3.

<sup>151</sup> *Kindhäuser*, 337 f.

<sup>152</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 30; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 9.

<sup>153</sup> *Heine*, NJW 1990, 2428.

<sup>154</sup> Krit. zur letztlich nicht möglichen präzisen Abgrenzung der erforderlichen Wahrscheinlichkeit *Ackermann/Schröder*, 14 ff. m.H., die Wahrscheinlichkeit dann annehmen, „wenn das Ausbleiben einer Verletzung nur vom Zufall abhängt“ (16).

<sup>155</sup> *Ackermann/Schröder*, 13; LK-Walter, Vor § 13 N 65; NK-Kargl, Vor §§ 306 ff. N 19.

## b. Abstrakte Gefährdungsdelikte

*Abstrakte Gefährdungsdelikte* kriminalisieren typischerweise gefährliches Verhalten, ohne dass es auf den konkreten Eintritt der Gefahr ankommt.<sup>156</sup> Insoweit ist die generelle Gefährlichkeit<sup>157</sup> nur das Motiv für die gesetzgeberische Entscheidung zum Erlass einer entsprechend gefassten Vorsorge-norm.<sup>158</sup> „Die Gefährlichkeit der Tathandlung findet im objektiven Tatbestand selbst keinen Niederschlag“.<sup>159</sup> Das verbotene Verhalten ist stets strafbar, unabhängig davon, ob es in der jeweiligen Situation zu irgendeiner Art von Gefährdung gekommen ist oder eine solche überhaupt nicht bestanden hat. Mit Bezug auf letztere Situation könnte man an sich behaupten, dass abstrakte Gefährdungsdelikte „eigentlich *keine Gefährdungsdelikte*“ sind; dagegen wendet jedoch *Walter* ein, dass das Schutzgut „im Regelfall oder wenigstens (allzu) häufig auch konkret“ gefährdet wird.<sup>160</sup> Ob diese Einschätzung zutrifft, ist strittig. In legitimatorischer Hinsicht erscheinen insb. „Verhaltensweisen, die gegen irgendwelche formalen Begrenzungen verstossen, welche im Vorfeld bestimmter Rechtsgüter zu deren formalisiertem Schutz errichtet“ worden sind, problematisch, so etwa die Pönalisierung des „Handeln(s) ohne erforderliche Genehmigung“ im Umweltstrafrecht.<sup>161</sup>

## c. Eignungsdelikte

Eine besondere Art von abstraktem Gefährdungsdelikt bildet das im Umweltstrafrecht<sup>162</sup> verhältnismässig häufige sog. *Eignungsdelikt*, bei dem die konkrete Tathandlung – lediglich, aber immerhin – *grundsätzlich bzw. typisch geeignet* sein muss, eine bestimmte Gefährdung zu bewirken.<sup>163</sup> Dazu braucht nicht zwingend der Ausdruck „geeignet“ verwendet worden zu sein (so aber bspw. im Tatbestand der Geldwäscherei gem. Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 1 StGB). Auch wenn das Gesetz von „gefährden können“ spricht wie etwa in Art. 60 Abs. 1 lit. b und d USG, liegt die Existenz eines Eignungsdelikts nahe. In der deutschen Dogmatik sind Diskussionen über die Benennung, Struktur und/oder die Berechtigung (der Konzeption und der Eigenständigkeit ggü. dem abstrakten Gefährdungsdelikt) des Eignungsdelikts (dort vielfach als sog. *potentielles Gefährdungsdelikt* bezeichnet) endemisch.<sup>164</sup>

Darauf ist hier nicht einzugehen. Jedenfalls ist i.S.e. Arbeitsdefinition am Begriff des Eignungsdelikts festzuhalten, um gewisse Abweichungen vom allgemeineren Begriff des abstrakten Gefährdungsdelikts festzumachen. Mit der Formulierung als *Eignungsdelikt* werden nämlich wenigstens bestimmte Verhaltensweisen, so vielfach etwa auch blosser Bagatellfälle, aus der Verbotsmaterie ausgeschieden, weil sie grds. *nicht* geeignet erscheinen, überhaupt eine (relevante) Gefährdung begründen zu können. In Deutschland wird insoweit auch von „abstrakt-konkretem“ oder „potentiellem“ Gefährdungsdelikt gesprochen. (Stets) Gemeint ist, dass konkrete Umstände einer Art festgestellt werden müssen, welche die typische Gefahreignung grds. zu einer konkreten Gefährdung verdichten könnten.<sup>165</sup> Nach bundesgerichtlicher Praxis ist bspw. die Einzahlung von Erlös aus einem Verbrechen auf das dem üblichen Zahlungsverkehr dienende Bankkonto am Wohnort *keine* zur Vereitelung der Einziehung geeignete Handlung gem. Art. 305<sup>bis</sup> StGB, weil dieses Bankkonto im Strafverfahren ohne

<sup>156</sup> Heine, URP 1985, 349.

<sup>157</sup> SS-Eisele, Stree/Bosch, Vorbem. §§ 13 ff. N 129; NK-Kargl, Vor §§ 306 ff. N 24.

<sup>158</sup> Ackermann/Schröder, 13 m.H.

<sup>159</sup> NK-Kargl, Vor §§ 306 ff. N 24.

<sup>160</sup> LK-Walter, Vor § 13 N 65.

<sup>161</sup> Frisch, in: Hefendehl/von Hirsch/Wohlers, (215) 234.

<sup>162</sup> Häufig in der Formulierung „gefährden kann bzw. können“.

<sup>163</sup> NK-Kargl, Vor §§ 306 ff. N 24.

<sup>164</sup> S. nur Hefendehl, 156 ff., insb. 159 ff.; Wohlers, 297 ff.

<sup>165</sup> Ebenso für das österreichische Strafrecht Kienapfel/Höpfel/Kert, N 37.



irgendwelche Schwierigkeiten festgestellt werden kann (BGE 124 IV 274 E. 4a, 278 f.). Wohl aber gelten die Einmalanlage in einer Lebensversicherung (BGE 119 IV 242 E 1d, 244 f.) oder der Transfer ins Ausland (BGE 127 IV 20 E. 3b, 26 f.) als zur Vereitelung der Einziehung geeignete Handlungen, da sie schwierig festzustellen sind.

Der schon theoretisch *feine* Unterschied zwischen den Eignungsdelikten und den anderen, der Grundform der abstrakten Gefährdungsdelikte entsprechenden Strafvorschriften ohne vergleichbares Tatbestandselement, scheint in der Praxis allerdings relativ *gering* zu sein, zumal die Rechtsprechung dazu neigt, die Gefährdungseignung *eher zu unterstellen als zu belegen*.<sup>166</sup> Bei abstrakten Gefährdungsdelikten ist die Tathandlung im Einzelfall auch ohne entsprechende Gefährdungseignung erfüllt, da letztere nur den Beweggrund für die gesetzliche Regelung abgibt<sup>167</sup>, die ein bestimmtes Verhalten generell verbietet (BGE 104 IV 135 E. 1c, 138 f.). Beim herkömmlichen abstrakten Gefährdungsdelikte soll es gerade nicht auf eine (potentielle) konkrete Gefährdung und den ggf. komplizierten und schwer nachweisbaren Kausalzusammenhang ankommen.<sup>168</sup> *Mit Bezug auf letzteres* macht es deshalb wenig Sinn, kategorial zwischen abstrakten Gefährdungsdelikten und schlichten Tätigkeitsdelikten zu trennen.<sup>169</sup> Es sind dies nur zwei verschiedene Bezeichnungen für dieselbe Deliktskonzeption, die unterschiedliche Akzente (Abgrenzung zu Verletzungsdelikten bzw. zu Erfolgsdelikten) setzen. *Andererseits* werden dadurch aber zwei Typisierungsformen von Delikten miteinander vermengt, was gleichfalls nicht befriedigt. Qualitative Kriterien der Differenzierung zwischen Verhaltensweisen, die dem Gesetzgeber abstrakt gefährlich erscheinen und solchen, die aus sonstigen Gründen bestraft werden, sind jedoch nicht ersichtlich. Abgrenzbar dürfte jedenfalls in bestimmten Fällen jedoch die *Bestrafung blossen Ungehorsams* sein. Diese Kategorie markiert demnach Tätigkeitsdelikte, die (mangels ausreichendem Rechtsgutsbezug) *keine* abstrakten Gefährdungsdelikte bilden.

#### **d. Gemeingefährdungsdelikte**

Die klassischen *Gemeingefährdungsdelikte* des 7. Titels des StGB weisen eine spezifische Grundstruktur auf, die sich z.B. an Art. 221 f. StGB („Brandstiftung“ und „Verursachung einer Feuersbrunst“) exemplifizieren lässt: Eine Grundhandlung von typischer Gefährlichkeit (Verursachung einer Feuersbrunst<sup>170</sup>) muss zu einem bestimmten Gefährdungserfolg führen, der eine Gemeingefahr bildet. Es handelt sich i.d.R. um *konkrete Gefährdungsdelikte*. Der Begriff der Gemeingefahr wird nur in Art. 221 Abs. 1 und Art. 222 Abs. 1 StGB erwähnt. Jedoch setzen auch die Art. 223 ff. und die Vorschriften des 8. Titels (Art. 230<sup>bis</sup> ff. StGB) der Sache nach durchwegs eine Gemeingefahr voraus. Der Begriff ist in besonderem Masse interpretationsbedürftig und deshalb Gegenstand von Kontroversen. Im Zeitpunkt des Erlasses des StGB wurde das Konzept der Gemeingefahr von der sog. Naturkraft-Theorie beherrscht, der die Entfesselung unbeherrschbarer Naturgewalten wie eine Feuersbrunst, Überschwemmung, ein Bergsturz oder eine Lawine etc. zugrunde liegt. Dieses Verständnis greift in-

---

<sup>166</sup> Nachgerade „klassisch“ der Fall des Versenkens eines Stahltesors, dessen Beschaffenheit (rostfrei oder nicht?) nicht überprüft worden ist, in einem Gewässer nach Aneignungsdelikte; BGE 104 IV 43 E. 2, 44 f.; vgl. 104 IV 135 E. 1c, 138.; 101 IV 419; *Heine*, URP 1985, 349 f.; *Ders.*, URP 1987, 284 mit Fn. 31 und 36; *Ders.*, ZStW 1989, 741.

<sup>167</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 180 spricht i.E. zu Recht von einem „präsumierten Gefährdungspotenzial“.

<sup>168</sup> *Noll*, 395 f.

<sup>169</sup> So aber Komm.USG-Ettler, Vorbem. Zu Art. 60-62 N 30, der Art. 60 Abs. 1 lit. a-q USG und Art. 61 Abs. 1 lit. e USG ersteren und die übrigen Vorschriften von Art. 61 USG letzteren zuordnet; korrekt *Wagner Peifer*, N 1985.

<sup>170</sup> Alternativ „zum Schaden eines andern“. Insoweit ist Art. 221 Abs. 1 eine qualifizierte Sachbeschädigung und Art. 222 Abs. 1 eine fahrlässige Sachbeschädigung.

dessen zu kurz, wie die Explosions- und Sprengstoffdelikte von Art. 223 ff. StGB zeigen. Erst recht wäre natürlich der Einsatz von Massenvernichtungswaffen wie z.B. sog. ABC-Waffen gemeingefährlich. Das Bundesgericht umschreibt Gemeingefahr als Zustand, „der die Verletzung von Rechtsgütern in einem nicht zum voraus bestimmten und abgegrenzten Umfange wahrscheinlich macht“ (BGE 85 IV 130 E. 1, 132; 117 IV 285 f.; 123 IV 128 E. 2a, 130). Diese Definition ist mangelhaft, weil bspw. ein Bombenattentat auf ein Flugzeug selbstverständlich gemeingefährlich ist, obwohl die damit angegriffenen Passagiere und Besatzungsmitglieder zahlenmässig genau begrenzt und individuell bestimmt sind. In solchen Situationen definiert das Bundesgericht Gemeingefahr dadurch, dass „eine Mehrzahl von Personen der nahen Möglichkeit ausgesetzt“ werde, „getötet oder verletzt oder am Eigentum geschädigt zu werden“ (BGE 80 IV 181 f.).

Während für das Bundesgericht i.E. schon die konkrete Gefährdung *bestimmter* Einzelner genügt (BGE 103 IV 241 E. I.1, 243; 123 IV 128 E. 2a, 130)<sup>171</sup>, orientiert sich das Schrifttum am Kriterium, ob sich der Täter mit seiner Tathandlung gegen Rechtsgüter (Leben, Leib, Gesundheit, Eigentum) richtet, die *im Verhältnis zu ihm die Allgemeinheit* repräsentieren. Nach dieser sog. *Repräsentationstheorie* müssen hierbei *ex ante* mehrere vom Zufall ausgewählte Repräsentanten der Allgemeinheit gefährdet werden.<sup>172</sup> Unter dieser Voraussetzung spielt es keine Rolle, wenn schliesslich z.B. nur eine Person tatsächlich in Gefahr gebracht worden ist. Die skizzierte Grundstruktur der Gemeingefährungsdelikte weist auch Art. 226<sup>bis</sup> StGB (Gefährdung durch Kernenergie etc.) auf. Sie findet sich aber auch bei Vorschriften des 8. Titels wie Art. 230 und 230<sup>bis</sup> StGB. Während die Art. 226<sup>bis</sup> - <sup>ter</sup> StGB die Gesundheit von Menschen oder fremdes Eigentum von erheblichem Wert schützen, erweitert Art. 230<sup>bis</sup> Abs. 1 lit. b StGB betr. gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen den Strafschutz echt ökologisch auf die schwere Gefährdung der „natürliche(n) Zusammensetzung der Lebensgemeinschaften von Tieren und Pflanzen oder deren Lebensräume“.

## 5. Auffangtatbestände

Ein Auffangtatbestand ist kein besonderer Typus von Delikt, er zeigt vielmehr eine *Relation* zu einem anderen Straftatbestand an, die durch weniger anforderungsreiche tatbestandsmässige Voraussetzungen bestimmt ist.

In diesem Sinne ist, *ceteris paribus*, ein konkretes *Gefährdungsdelikt* Auffangtatbestand zu einem Verletzungsdelikt (z.B. Lebensgefährdung gem. Art. 129 StGB ggü. vorsätzlicher Tötung gem. Art. 111 StGB) oder ein *abstraktes* Gefährdungsdelikt Auffangtatbestand zu einem entsprechenden konkreten Gefährdungsdelikt (z.B. Unterlassung der Nothilfe gem. Art. 128 StGB ggü. Gefährdung des Lebens gem. Art. 129 StGB).<sup>173</sup> Auch ein gewöhnliches abstraktes Gefährdungsdelikt erweist sich ggü. einem Eignungsdelikt als Auffangtatbestand, weil bei ihm die potentielle Gefährdung nicht nachgewiesen werden muss. Erst recht steht natürlich eine Übertretung in Form eines schlichten Tätigkeitsdelikts gem. Art. 24a Abs. 1 lit. c NHG dem Verletzungsdelikt von Art. 24 NHG ggü. in einer Auffangfunktion.<sup>174</sup> Als Auffangtatbestände lassen sich aber auch Strafvorschriften bezeichnen, die – obwohl kategorial gleich klassifiziert – mit Bezug auf die Anforderungen an das tatbestandsmässige Verhalten in einem Verhältnis des Weniger-zu-Mehr stehen (z.B. das Fällen von Bäumen gem. Art. 43 Abs. 1 lit. e

<sup>171</sup> BSK StGB II-Roelli/Fleischanderl, Vor Art. 221 N 10.

<sup>172</sup> BSK StGB II-Roelli/Fleischanderl, Vor Art. 221 N 11; BSK StGB II-Niggli/Maeder, Vor Art. 230<sup>bis</sup>-236 N 2; Roelli, 212. Der Begriff der Repräsentation bezieht sich auf die gefährdeten Rechtsgüter, seien dies personelle oder Sachgüter.

<sup>173</sup> Vest, Beweisfunktion, 79 ff.

<sup>174</sup> Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. Art. 24-24e N 10.

WaG ggü. der Rodung gem. Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG<sup>175</sup>). Die entsprechenden Auffangvorschriften sind i.d.R., aber nicht notwendig, mit geringerer Strafe bedroht.

Von Auffangstraftatbeständen spricht man *nicht* deshalb, weil rein tatbestandstechnisch eine Relation des Weniger-zu-Mehr besteht. Dafür massgeblich ist vielmehr eine beweisrechtliche Perspektive auf das materielle Strafrecht.<sup>176</sup> Nach ihr kann bei Scheitern des Nachweises des tatbestandsmässig anspruchsvolleren Tatbestandes auf den weniger anforderungsreichen ausgewichen werden. Misslingt bspw. der Nachweis einer konkreten Gefährdung, so wird auf die als abstraktes Gefährdungsdelikt ausgestaltete Auffangvorschrift zurückgegriffen. Diese Auffangfunktion besteht vielfach auch bei Instituten des Allgemeinen Teils, so z.B. in Bezug auf Fahrlässigkeit und Vorsatz.<sup>177</sup>

## 6. Allgemein- und Sonderdelikte

Den Adressatenkreis einer Strafnorm betrifft die Differenzierung zwischen (all-)gemeinen Delikten, die sich an alle richten, und Sonderdelikten, die täterschaftlich nur von Personen begangen werden können, denen eine besondere Pflicht obliegt. Die meisten Straftaten und sehr viele Umweltstraftaten, so z.B. alle diejenigen des StGB, die in diesem Abschnitt aufgeführt wurden, sind *gemeine Delikte* bzw. *Allgemeindelikte*. Das einzige *Sonderdelikt* ist Art. 230 Ziff. 1 Abs. 2 StGB (Abs. 1 richtet sich wiederum an jedermann), wonach sich strafbar macht, wer vorsätzlich eine Sicherheitsvorrichtung i.S.v. Abs. 1 nicht anbringt. Die entsprechende Pflicht ruht auf der nach der Betriebsorganisation zuständigen Person und kann sich aus Gesetz, Vertrag oder Ingerenz ergeben.

## C. Geschützte Rechtsgüter

Die folgenden Überlegungen sind rein systematisch rechtsgutsbezogen und befassen sich nicht mit der Frage, wie weit der Schutzbereich in Abwägung unterschiedlicher Interessen (durch das Verwaltungsrecht und verwaltungsakzessorische Strafrecht) gezogen wird bzw. werden soll. Dies ergibt sich vielmehr aus den Ausführungen zu den einzelnen Umwelterlassen bzw. Umweltstraftatbeständen in Teil 3.

Im Übrigen wird davon ausgegangen, dass Strafrecht dem Rechtsgüterschutz dient und es daher einer (möglichst präzisen) Umschreibung des Schutzgutes bedarf, in dessen Licht der jeweilige Straftatbestand (teleologisch) auszulegen ist; die Diskussion um das Rechtsgutskonzept an sich soll hier nicht aufgenommen werden, ebensowenig daher die angloamerikanische Herangehensweise über das „harm principle“.<sup>178</sup>

Während es einen allgemeinen Konsens zu geben scheint, (rein begrifflich) von „Umweltdelikten“ oder auch „Umweltstrafrecht“ zu sprechen, so wird die Lage etwas diffiziler, wenn man daraus konsequentermassen schliessen möchte, dass es also ein Schutzgut und damit Rechtsgut „Umwelt“ gibt bzw. führt eine vom *Rechtsgut* ausgehende Betrachtung rascher zu der Erkenntnis, dass es sich zum einen nicht um ein homogenes Schutzgut handelt, sondern sich aus vielfältigen Aspekten bzw. Berei-

<sup>175</sup> Typischer-, aber nicht notwendigerweise auch Art. 61 Abs. 1 lit. g USG in Beziehung zu Art. 60 Abs. 1 lit. m USG.

<sup>176</sup> Vest, Beweisfunktion, 62 ff. und passim.

<sup>177</sup> Die Fahrlässigkeit ist zwar ein *aliud* zum Vorsatz, ihre Voraussetzungen sind jedoch geringer. I.S.e. Faustregel lässt sich formulieren, dass i.d.R. dann eine Auffangmöglichkeit bestehen kann, wenn konkurrenzrechtlich *Subsidiarität* (Stratenwerth, AT I, § 18 N 7 f.) vorliegt.

<sup>178</sup> Siehe nur von Hirsch, Der Rechtsgutsbegriff und das „Harm Principle“, in: Hefendehl et al., 13 ff.

chen zusammensetzt und dass sich zum andern die Frage nach der Reichweite bzw. Eingrenzung desselben stellt.<sup>179</sup>

Im Gegensatz etwa zur österreichischen und deutschen Rechtsordnung, die – neben einer im Übrigen ebenfalls zersplitterten Umweltnebenstrafgesetzgebung – jeweils einen eigenen Abschnitt im StGB betreffend strafbare Handlungen gegen die „Umwelt“ kennen, trifft ebendies auf die Schweizer Strafgesetzgebung nicht zu. Im österreichischen StGB finden sich die Kernumweltdelikte im siebenten Abschnitt über „Gemeingefährliche strafbare Handlungen und strafbare Handlungen gegen die Umwelt“ wieder (§§ 169 ff., konkret 180 ff.), das deutsche StGB enthält einen eigenen neunundzwanzigsten Abschnitt über „Straftaten gegen die Umwelt“ (§§ 324 ff.). Insofern lassen diese beiden Strafgesetzbücher zumindest keinen Zweifel über die grundsätzliche Anerkennung eines spezifischen kollektiven Rechtsgutes in Gestalt der „Umwelt“ an sich sowie dessen wesentliche Aspekte bzw. Inhalte und dessen Stellenwert (eben durch Aufnahme ins StGB) aufkommen. Die einzelnen Aspekte werden jedoch jeweils unterschiedlich zusammengefasst bzw. betitelt. Während das österreichische StGB zwar unter der generellen Abschnittsüberschrift „Umwelt“-Straftaten, jedoch unter dem spezifischen Tatbestandstitel „Umwelt“-Beeinträchtigungen lediglich solche in Bezug auf Gewässer, Boden und Luft nennt, dortselbst aber auch zugleich zusammenfasst und daneben als einzelne Tatbestände Beeinträchtigungen durch Lärm, Abfall, umweltgefährdendes Anlagenbetreiben und Beeinträchtigungen des Tier- und Pflanzenbestands sowie von Lebensräumen in geschützten Gebieten normiert, nennt das deutsche StGB kein einzelnes Delikt insgesamt „Beeinträchtigung der Umwelt“, sondern handelt die einzelnen Medien bzw. Aspekte in einzelnen Tatbeständen ab (Gewässerverunreinigung, Bodenverunreinigung, Luftverunreinigung, Lärm, Abfall, unerlaubtes Anlagenbetreiben, schutzbedürftige Gebiete), folgt dabei allerdings im Wesentlichen derselben Systematik wie das österreichische StGB, nimmt jedoch radioaktive und andere gefährliche Stoffe und Güter sowie Gifte explizit unter die Umweltstraftaten auf, während diese in Österreich unter die „allgemeinen“ gemeingefährlichen Straftaten, wenngleich ohnehin im selben Abschnitt des StGB, fallen. Im Übrigen unterscheidet sich die Regelungssystematik innerhalb der einzelnen Tatbestände, was jedoch nicht Untersuchungsgegenstand dieses Kapitels ist (siehe dazu im Anhang die Länderberichte sowie den rechtsvergleichenden Querschnitt).

Das Schweizer StGB, das keinen eigenen Titel über Umweltstraftaten kennt, allerdings (einige wenige einschlägige) Tatbestände insbes. unter den gemeingefährlichen Straftaten sowie jenen gegen die öffentliche Gesundheit regelt (siehe dazu oben Teil 2/B.II.1.), lässt einen mit der Frage nach der Anerkennung und in weiterer Folge den wesentlichen Aspekten eines Rechtsgutes „Umwelt“ im Wesentlichen allein, lässt aber zumindest deutlich erkennen, dass der Stellenwert der „Umwelt“ nach Auffassung des Gesetzgebers keine Aufnahme in das Kernstrafrecht erfordert.

Freilich wird die Frage nach dem Inhalt des Rechtsgutes Umwelt auch in Österreich und Deutschland insofern nicht vollständig geklärt als die im StGB enthaltenen Umweltdelikte keinesfalls abschließenden Charakter beanspruchen. Die prominente Platzierung, eben im StGB, ist allerdings nicht zu unterschätzen (siehe dazu auch Teil 2/B.II.3. sowie Teil 2/D.I.).

Ganz grundsätzlich geht die überwiegende Auffassung (im deutschsprachigen Rechtsraum) von einem „ökologisch-anthropozentrische[n] Rechtsgutskonzept im Umweltstrafrecht“ aus, welches „die

---

<sup>179</sup> Siehe jüngst zum Rechtsgut „Umwelt“ auch *Ackermann/Eggli*, Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht: Rechtsgüter – Normkonzepte – Sanktionen.

Funktionalisierung der Umweltrechtsgüter<sup>180</sup> vom Individuum her“ verdeutlicht.<sup>181</sup> Es ist in diesem Sinne davon auszugehen, dass es ein (sehr wohl) eigenständiges (d.h. insbesondere von Leib/Leben/Gesundheit, nicht jedoch von menschlichen Interessen insgesamt (!) losgelöstes, also nur auf sich selbst bezogenes) Rechtsgut „Umwelt“ gibt, das so (weit) auszulegen ist, dass es sämtliche Elemente des Ökosystems erfasst und somit in den Schutzbereich miteinbezieht, „die für die Qualität menschlichen Lebens konstitutiv sind, auch wenn noch keine unmittelbare Gefährdung der menschlichen Gesundheit eingetreten ist.“<sup>182</sup> Es geht um den Schutz der „Funktion [der Umwelt] als Lebensgrundlage für die jetzt und zukünftig lebenden Menschen“.<sup>183</sup> Soweit die Umwelt demgegenüber „um ihrer selbst willen“ geschützt wird, geht es in Wahrheit nicht um Umwelt-, sondern um *Naturschutz*, doch werden diese klaren Grenzen nicht zuletzt durch jüngere internationale Rechtsakte aufgelöst.<sup>184</sup>

Auch wenn man der Umwelt einen „vom Menschen unabhängigen Eigenwert“ zuspricht bzw. zusprechen möchte, so kann dieser – mit Ausnahme des reinen Aspekts des Naturschutzes<sup>185</sup> – dennoch niemals losgelöst von menschlichen Interessen gesehen werden, da es nun einmal (auch und jedenfalls) um die menschlichen Lebensgrundlagen geht.<sup>186</sup> Und selbst beim Naturschutz stehen letztlich notwendigerweise menschliche Interessen dahinter, was die gesamte Debatte zur Scheindebatte werden lässt, da es letztlich nur um graduelle Unterschiede geht, ebenso wie beim Tierschutz. Dies zeigt auch Art. 230<sup>bis</sup> Abs. 1 lit. b StGB, wo es um die natürliche Zusammensetzung der Lebensgemeinschaften von Tieren und Pflanzen oder deren Lebensräume geht, somit um das Schutzgut „Interesse der Allgemeinheit [sic!] an der Biodiversität im Bereich Tiere und Pflanzen“.<sup>187</sup> Im Lichte der Frage nach den Rechtsgutsträgern leuchtet dies umso mehr ein: Rechtsgutsträger sind die (betroffenen) Menschen, die Allgemeinheit, mit dem für Kollektivrechtsgüter typischen Effekt der sog. Opferverdünnung (zuweilen gar als Opferlosigkeit umschrieben). Insofern soll hier auf die in der strafrechtlichen Diskussion um das Rechtsgut Umwelt geführte diesbezügliche Kontroverse<sup>188</sup> nicht weiter eingegangen werden.

Es handelt sich somit um ein kollektives Rechtsgut, das *Hefendehl*<sup>189</sup> sachgerecht als „gesellschaftliche Kontingente in Gestalt der natürlichen Umweltressourcen“ umschreibt und durch deren Beschränktheit, Aufzehrbarkeit und dennoch Nicht-Distributivität sowie unmittelbare Erfassbarkeit (konkret der einzelnen Umweltmedien als „im Kern natürliche Tatsachen“, im Gegensatz zu normativen Konstrukten) charakterisiert.

In diesem Sinne geht etwa die österreichische Doktrin überwiegend davon aus, dass sich das Rechtsgut Umwelt aus den folgenden „Aspekten des Ökosystems“ zusammensetzt: allgemein geht es um die natürlichen Lebensgrundlagen sowie Tiere (so Art. 20a dGG), konkreter um Boden, Wasser, Luft und Ruhe (so das österr. BVG über den umfassenden Umweltschutz) sowie die klimatischen Verhält-

---

<sup>180</sup> Sic! Gemeint wohl Umweltmedien als Elemente des Rechtsgutes Umwelt.

<sup>181</sup> *Hefendehl*, 306 m.w.N.

<sup>182</sup> *Reindl-Krauskopf/Salimi*, 9 N 7.

<sup>183</sup> *Reindl-Krauskopf/Salimi*, 9 N 7; *Hefendehl*, 307 m.w.N.; vgl. auch *Jenny/Kunz*, 48 f.

<sup>184</sup> *Reindl-Krauskopf/Salimi*, 9 N 8.

<sup>185</sup> Und selbst hier stehen letztlich notwendigerweise menschliche Interessen dahinter, was die gesamte Debatte zur Scheindebatte werden lässt, da es letztlich nur um graduelle Unterschiede geht, ebenso wie beim Tierschutz.

<sup>186</sup> Vgl. *Noll*, 393.

<sup>187</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 3.

<sup>188</sup> Siehe die Nachweise bei BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 3.

<sup>189</sup> *Hefendehl*, 132 f.

nisse, einschliesslich der Ozonschicht, und die Tier- und Pflanzenwelt.<sup>190</sup> Einzelne Umweltdelikte schützen – je nach Ausgestaltung – daher etwa die Reinheit des Bodens, der Gewässer, der Luft, zuweilen (auch) Leib und Leben bzw. Gesundheit oder den Tier- und Pflanzenbestand oder die nachhaltige Qualität einzelner Umweltmedien sowie in gewissem Ausmass Vermögen und Naturdenkmäler. Vergleichbares gilt für die im deutschen StGB normierten Umweltdelikte.

Auch für das derzeit ausschliesslich im Nebenstrafrecht normierte Schweizer Umweltstrafrecht erscheint es sachgerecht und sinnvoll, von den eben skizzierten Grundlinien auszugehen, d.h. zum einen den aktuellen Bestand an Straftatbeständen nach den genannten Kriterien zum Bereich des Umweltstrafrechts zu zählen sowie zum anderen die Frage nach dem ausreichenden Schutz des umschriebenen Gutes Umwelt zu stellen. Wesentlich ist dabei die bestimmte und klare Umschreibung von Tathandlung, allenfalls Tatobjekt und Art der Gefährdung bzw. des Erfolgs im Lichte eines ebenso klar definierten Schutzgutes bzw. Schutzaspekts).<sup>191</sup>

Eine solche Betrachtung des relevanten *Rechtsgutes* weist der „Umwelt“ bzw. ihren einzelnen Medien oder Elementen freilich zugleich die Rolle eines (im menschlichen Interesse geschützten) (*Tat-Objekts*) zu.

#### **D. Verwaltungsakzessorietät**

Während die wenigen Umweltstraftatbestände des StGB die Verbotsmaterie direkt umschreiben – was, wie man am Beispiel Österreichs oder Deutschlands sieht, nicht zwingend ist –, erfolgt die spezialgesetzliche Regelung des Umweltstrafrechts im sog. Nebenstrafrecht des Bundes<sup>192</sup> verwaltungsabhängig und damit *akzessorisch*. Das Umweltverwaltungsrecht entwickelt „differenzierte Schutzdispositive“, schafft „Risikoschwellen und Toleranzgrenzen“ und definiert „Kontroll- und Interventionsmechanismen“. An diese knüpft das Umweltstrafrecht an, wobei die Strafnormen „an die zu verwaltungsrechtlichen Vorschriften und Erlassen geronnenen Schutz-Standards“ anbinden.<sup>193</sup>

##### **I. Arten der Verwaltungsakzessorietät**

Strafrechtliche Verwaltungsakzessorietät kann sowohl nach ihrer Form als auch nach ihrem Umfang typisiert werden, um hier nur diese Möglichkeit zu benennen. Konsentiert ist die Unterscheidung zwischen Verwaltungsrechtsakzessorietät und Verwaltungsaktsakzessorietät (i.w.S.), welche die Form betrifft. Während im ersten Fall das Verhalten deshalb strafbar erklärt wird, weil es einer *generellen* Rechtsvorschrift des Verwaltungsrechts zuwiderläuft<sup>194</sup>, widerspricht es im zweiten einem *konkreten* behördlichen Verwaltungsakt, etwa einer erteilten oder verweigerten Genehmigung.<sup>195</sup> Die Kehrseite der Medaille besteht darin, dass eine erteilte und nicht widerrufenen Genehmigung bei Handeln im von ihr gesteckten Rahmen die Strafbarkeit ausschliesst.<sup>196</sup> Verwaltungsakt steht hier als *pars pro toto* für jeden konkreten Anwendungsakt, sei dies ein vollziehbarer Verwaltungsakt (Verwaltungsaktakzessorietät i.e.S.), eine gerichtliche Entscheidung (Verwaltungsjudikatsakzessorietät) oder ein

<sup>190</sup> Reindl-Krauskopf/Salimi, 9 N 7.

<sup>191</sup> Zum vorverlagerten Rechtsgüterschutz siehe eingehend A. II. 4. c. und d.

<sup>192</sup> Ebenso für Deutschland Kloepfer/Heger, N 76 ff.

<sup>193</sup> Jenny/Kunz, 50 f.; s. auch Vest/Ronzani, 399, 447; grds. SK2016-Schall, Vor § 324 N 49 f.

<sup>194</sup> Kemme, 149 ff.

<sup>195</sup> Jenny/Kunz, 58 f.; Kloepfer/Heger, N 76; SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff N 62a; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 11 f.; s. auch Vest/Ronzani, 447 f.;

<sup>196</sup> Jenny/Kunz, 59.

öffentlich-rechtlicher Vertrag (Verwaltungsvertragsakzessorietät).<sup>197</sup> Möglich ist ferner auch eine Auflage.<sup>198</sup>

Bzgl. des Umfangs lassen sich *absolut* verwaltungsabhängiges, *relativ verwaltungsabhängiges* und *absolut verwaltungsunabhängiges* Strafrecht unterscheiden. Absolut verwaltungsakzessorisch sind Annexstrafnormen zu Verwaltungsbestimmungen, insb. sofern sie verwaltungsakzessorisch ausgestaltet sind, relativ verwaltungsakzessorisch demgegenüber Strafbestimmungen, die Verwaltungsrechtswidrigkeit fordern, sei es, dass sie ein potentiell umweltgefährdendes Verhalten voraussetzen oder die abstrakte Gefährlichkeit lediglich Beweggrund für den Erlass der Strafnorm ist. Absolut verwaltungsunabhängig sind bspw. besonders gravierende Störungen, die einer Erlaubnis auch im Ausnahmefall nicht mehr zugänglich sind.<sup>199</sup> Mit Bezug auf die häufig verwendete Kategorie der relativ verwaltungsakzessorischen Umweltstrafgesetzgebung ist zwischen Straftatbeständen mit ausdrücklichen Verweisungen auf Verwaltungsnormen und solchen zu unterscheiden, bei denen die Verbotsmaterie nur allgemein auf den Verstoß gegen verwaltungsrechtliche Pflichten Bezug nimmt.<sup>200</sup> Die verwaltungsakzessorische Ausgestaltung des Umweltstrafrechts *erleichtert* einen weitgehend lückenlosen Strafrechtsschutz auf der Ebene von Vergehen und insb. Übertretungen, der sich leicht an veränderte Standards anpassen lässt.<sup>201</sup>

Gegen eine verwaltungsakzessorische Ausgestaltung des Umweltstrafrechts spricht, dass strafrechtliches Unrecht in der Wahrnehmung von Umweltbehörden und Privaten zu bloßem Verwaltungsungehorsam tendiert.<sup>202</sup> Eine solche instrumentalisierende Sichtweise würde jedoch dem Stellenwert der strafrechtlichen Kriminalisierung umweltschädlichen Verhaltens jedenfalls auf der Stufe Vergehen und Verbrechen nicht entsprechen.<sup>203</sup> Der Technik der Sanktionierung durch Annexbestimmungen wird auch vorgeworfen, dass sie nicht-spezialisierten Strafverfolgungsbehörden den Überblick erschwere, was kaum von der Hand zu weisen sein dürfte.<sup>204</sup> Versteht man den strafrechtlichen Umweltschutz mit dem Schweizer Gesetzgeber als Absicherung des Vollzugs des Umweltverwaltungsrechts als primäres Steuerungsinstrument<sup>205</sup>, so ist diese Konzeption jedoch in sich folgerichtig. Darunter leidet auf der anderen Seite logischerweise die Plakativwirkung der Strafnormen<sup>206</sup> und mit ihr wohl auch die vom Gesetzgeber mit dem Einsatz des Strafrechts postulierte Androhungsprävention.<sup>207</sup> Diesem Anliegen kann nur entsprochen werden, „wenn Schutzgüter und Schutzzwecke *demonstrativ ins Zentrum* der Tatbestandsumschreibung gerückt und dort *allgemeinverständlich ver- typt* werden.“<sup>208</sup>

Eine moderne Umweltstrafgesetzgebung kommt jedoch, wie auch der vorgenommene Ländervergleich mit Deutschland, Frankreich und Österreich zeigt<sup>209</sup>, nicht umhin, sich jedenfalls *auch* der

---

<sup>197</sup> Kemme, 376 ff.

<sup>198</sup> Vgl. die Aufzählung in § 330 d Nr. 4 deutschesStGB.

<sup>199</sup> Heine, NJW 1990, 2426 ff.; vgl. Dens., ZStW 1989, 728 ff.; s. auch Alkalay, 9 f.

<sup>200</sup> Kloepfer/Heger, N 93 f.; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 12 ff.

<sup>201</sup> Vgl. Jenny/Kunz, 15, 51.

<sup>202</sup> Heine, URP 1985, 348 f.

<sup>203</sup> Jenny/Kunz, 51 f.

<sup>204</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 177, Art. 61 N 141.

<sup>205</sup> Jenny/Kunz, 15; Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 15 f.

<sup>206</sup> Jenny/Kunz, 15 f.

<sup>207</sup> Vgl. Heine, GA 1986, 67.

<sup>208</sup> Jenny/Kunz, 16.

<sup>209</sup> S. unten im Anhang.

Technik der verwaltungsakzessorischen Straftatbestände zu bedienen. Es geht somit nicht um die Frage des „Ob oder ob nicht“ bzw. des „Entweder-oder“, sondern um die Frage, *auf welcher Stufe und in welchem Masse* welche spezifischen Akzessorietätstechniken eingesetzt werden sollten – und, umgekehrt gewendet, wo dies unangemessen wäre.<sup>210</sup> So empfiehlt etwa auch *Heine*, die „Abhängigkeit des Strafrechts von behördlichen Verfügungen“ prinzipiell beizubehalten – allerdings mit dem Vorbehalt, die Problematik der Bindungswirkung solcher Verfügungen zu thematisieren.<sup>211</sup> Noch zentraler ist sein Monitum, durch eine Revision des StGB gravierende Umweltbelastungen mit gefährlichen Auswirkungen im StGB zu kriminalisieren, wozu die Konzeption im Bericht und Vorentwurf von Jenny/Kunz nach wie vor „als Diskussionsgrundlage dienen“ könne.<sup>212</sup>

## II. Umfang und Reichweite der Bindung des Strafrechts

Die Problematik einer möglichen Bindungswirkung des Umweltverwaltungsrechts auf das Umweltstrafrecht ist getrennt für *Verwaltungsakte* und Verwaltungserlasse zu behandeln, wobei mit der schwierigen Frage der möglichen Bindungswirkung der Verwaltungsaktsakzessorietät zu beginnen ist.

Verwaltungszwang und Strafverfolgung sind grds. unabhängig voneinander, können aber parallel eingesetzt werden.<sup>213</sup> Von Verfassung wegen besteht jedenfalls *keine* zwangsläufige Bindung irgendeiner Art.<sup>214</sup> Auch auf gesetzlicher Stufe ist keine entsprechende Regelung ersichtlich. Das Nebeneinander von Verwaltungsrecht und Strafrecht wird durch die rechtsanwendenden Behörden gelöst, wobei hier insb. (straft-)gerichtliche Entscheidungen interessieren. Auf nachgerade klassische Weise stellt(e) sich die Frage der Bindungswirkung von *belastenden* verwaltungs- und zivilrechtlichen Akten auf die Strafgerichte beim Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen gem. Art. 292 StGB.<sup>215</sup> Dort ist sie vom Bundesgericht denn auch in grundsätzlicher, wenn auch nicht unumstrittener Weise entschieden worden – mit *direkter Ausstrahlungswirkung* auf die verwaltungsaktakzessorischen (Ungehorsams-)Tatbestände des Neben- und hier insb. auch des *Umweltstrafrechts*. Konkret stellt sich die Frage, ob nicht bloss rechtmässige, sondern auch rechtswidrige Verfügungen strafrechtlich geschützt sind und wenn ja, in welchem Ausmass. Dogmatisch spricht man insoweit von der „Tatbestandswirkung von Verwaltungsverfügungen“.<sup>216</sup> Die Überlegungen zu Art. 292 StGB gelten daher grds. auch für die verwaltungsaktakzessorischen Vorschriften des Umweltstrafrechts.

### 1. Überprüfung von Verwaltungsverfügungen

Stets zu prüfen ist vom Strafgericht, ob die Verfügung formell *nichtig* ist, z.B. weil sie von einer dafür örtlich, sachlich oder funktionell nicht zuständigen Behörde erlassen worden ist. In diesem Fall ist sie, zumal es sich bei Art. 292 StGB um ein Tatbestandsmerkmal handelt, (auch) strafrechtlich nicht verbindlich (BGE 122 IV 340 E.2, 342; BGer 6S.386/2005 E. 1.2 vom 11.1.2006). Insoweit besteht Konsens zwischen Rechtsprechung und Lehre.

Strittig ist dagegen, ob auch materiell rechtswidrige Verfügungen die Straffolge des Art. 292 StGB nach sich ziehen können. Eher theoretisch ist die Frage nach einer etwaigen materiellen Nichtigkeit,

---

<sup>210</sup> S. schon *Jenny/Kunz*, 55 ff.

<sup>211</sup> *Heine*, URP 2011, 113.

<sup>212</sup> *Heine*, URP 2011, 112.

<sup>213</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 10.

<sup>214</sup> Vgl. BVerfGE 75, (329) 346.

<sup>215</sup> Zum deutschen Umweltstrafrecht s. SK2016-Schall, Vor § 324 N 75 ff. m.z.H.

<sup>216</sup> Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. zu Art. 24-24e N 13.



weil eine solche nach der herrschenden *Evidenztheorie* nur bei aussergewöhnlich schweren inhaltlichen Mängeln möglich erscheint; offensichtliche schwere Verfahrensmängel können dagegen Nichtigkeit bewirken, womit die Verfügung und die auf sie angedrohte Ungehorsamsstrafe dahinfallen.<sup>217</sup> Soweit eine rechtswidrige Verfügung dagegen nicht nichtig ist, hat das Bundesgericht ihre Gültigkeit ursprünglich grds. bejaht, indem es festgestellt hat, dass Verwaltungsakte „im allgemeinen mit ihrer Eröffnung rechtswirksam, d.h. materiell verbindlich werden und für den Empfänger wie für die Behörden rechtsgültig bleiben, bis sie aufgehoben werden oder von Rechts wegen ihr Ende nehmen.“ (BGE 90 IV 79 E. 3, 82). Seit der *Praxisänderung* von 1972 haben Strafgerichte die Rechtmässigkeit (nicht aber die Angemessenheit) einer Verwaltungsverfügung zu überprüfen, ausser es habe bereits eine verwaltungsgerichtliche Kontrolle stattgefunden. Die Prüfung ist jedoch auf offensichtliche Gesetzesverletzung und Ermessensmissbrauch einschliesslich Ermessensüber- und Ermessensunterschreitung beschränkt, wenn von der Möglichkeit verwaltungsgerichtlicher Überprüfung kein Gebrauch gemacht wurde oder der entsprechende Entscheid noch aussteht (BGE 98 IV 110 ff. = Pra. 1972 Nr. 202; vgl. 124 IV 297 E. 4a, 307).<sup>218</sup> In BGE 129 IV 246 E. 2, 248 ff. = Pra. 2004 Nr. 71 hat das Bundesgericht präzisiert, dass im Fall, in dem der Verfügungsadressat die an sich mögliche verwaltungsgerichtliche Überprüfung unterlassen hat, das Strafgericht nur noch bei *offensichtlichem* Rechtsmissbrauch (oder Gesetzesverstoss) einschreiten darf (vgl. BGer 6S.386/2005 E. 1 vom 11.1.2006).<sup>219</sup> Hinter der bundesgerichtlichen Praxis steht das Bedürfnis, grds. an die *Wirksamkeit* von Verwaltungsverfügungen anzuknüpfen, solange als deren Rechtswidrigkeit weder manifest noch durch die übergeordnete Instanz festgestellt worden ist.<sup>220</sup>

Die Praxis des Bundesgerichts zu Art. 292 StGB ist auch für das Umweltstrafrecht massgebend. Sie lässt sich wie folgt zusammenfassen:

- Unverbindlichkeit formell nichtiger Verfügungen;
- volle Überprüfung der Rechtmässigkeit, nicht aber der Angemessenheit, sofern keine verwaltungsgerichtliche Kontrolle möglich;
- keine Überprüfung, wenn Verwaltungsakt durch Verwaltungsgericht überprüft worden ist;
- Beschränkung der Überprüfung auf offensichtliche Verletzung von Gesetz oder sonstigen Erlassen und auf offensichtlichen Ermessensmissbrauch, wenn auf verwaltungsrechtliche Kontrolle verzichtet worden ist oder der betreffende Entscheid noch aussteht;
- Keine Überprüfung der Ermessensausübung.<sup>221</sup>

Entscheidend ist bei alldem die Wirksamkeit der belastenden Verfügung. Diese muss demnach *vollstreckbar* sein.<sup>222</sup> Dass damit im ungünstigen Fall auch materiell rechtswidrige belastende Verwaltungsakte, sofern nicht nichtig, i.E. Strafbarkeit nach sich ziehen können, ist nicht zuletzt auch im Interesse der Einheit der Rechtsordnung hinzunehmen, weil die Verfügung der selbst an das Gesetz gebundenen Verwaltung eine für den Adressaten verbindliche Konkretisierungsfunktion der Ver-

<sup>217</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 201 ff.

<sup>218</sup> Trechsel/Pieth-Vest, Art. 292 N 12.

<sup>219</sup> Ständige Rechtsprechung: s. BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 213 ff.

<sup>220</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 342 ff. N 16b.

<sup>221</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 13, Wagner Pfeifer, N 1965 f.

<sup>222</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 189; vgl. SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 16a; SK2016-Schall, Vor § 324 N 79 m.H. auf die Formulierung von § 330 d Nr. 5 Bst. c deutsches StGB.

botsmaterie zum Ausdruck bringt.<sup>223</sup> Zudem muss eine mögliche Rechtswidrigkeit überdies erst rechtsverbindlich festgestellt werden.<sup>224</sup> In der deutschen Diskussion wird z.T. vertreten, dass eine im Nachhinein festgestellte Rechtswidrigkeit als Strafaufhebungsgrund wirken sollte.<sup>225</sup> Im strafrechtlichen Schrifttum wird verbreitet für eine weitergehende Überprüfungsbefugnis der Strafgerichte plädiert<sup>226</sup> – bis hin zur vollen Überprüfbarkeit.<sup>227</sup> Diskutabel wäre, ob bei materiell unrichtigen und erst recht willkürlichen rechtskräftigen, *belastenden* Verfügungen die Strafbarkeit ausscheiden könnte, sofern es sich um *blossen Verwaltungsungehorsam* handelt<sup>228</sup> – und materielle Umweltschutzinteressen von vornherein nicht tangiert waren.<sup>229</sup>

*Nicht vollstreckbare* Verfügungen von Vollzugsbehörden entfalten demgegenüber von vornherein *keine* Bindungswirkung. U.U. kann aber einer Beschwerde die aufschiebende Wirkung entzogen werden, womit die angefochtene Verfügung vollstreckbar wird.<sup>230</sup> Solange eine *vollstreckbare* Verfügung *noch nicht in Rechtskraft erwachsen* ist, kann das Strafgericht sie mit voller Kognition überprüfen.<sup>231</sup>

## 2. Die übrigen Voraussetzungen verwaltungsaktakzessorischer Verfügungen

Das Sonderdelikt des Art. 292 StGB und die ihm nachempfundenen Strafvorschriften des Nebenstrafrechts, die gleichfalls Sonderdelikte bilden, kombinieren auf Exekution einer Verfügung zielenden Verwaltungszwang mit Busse als strafrechtlicher Sanktion.<sup>232</sup> Die Vorschriften sind subsidiärer Natur und greifen nur, „wenn keine andere Strafbestimmung den Ungehorsam an sich bestraft“ (BGE 121 IV 29 E. 2b/bb, 33; 97 I 462 E. 5, 471).<sup>233</sup> Als „Verfügung“ i.S.v. Art. 292 StGB gilt, in grds. Übereinstimmung mit der Begriffsverwendung im Verwaltungsrecht<sup>234</sup>, eine in einem konkreten Fall an eine oder mehrere Personen ergehende hoheitliche Anordnung zu einem Tun, Dulden oder Unterlassen.<sup>235</sup> Der Verfügungsadressat bzw. die Verfügungsadressaten, dem oder denen die Verfügung selbst eröffnet werden muss<sup>236</sup>, müssen bestimmt oder wenigstens bestimmbar sein.<sup>237</sup> Der Inhalt des gebotenen oder verbotenen Verhaltens muss, auch um dem durch das Blankett selbst nicht beachteten Bestimmtheitsgrundsatz zu genügen, ausreichend klar umschrieben werden.<sup>238</sup> Der Tatbe-

---

<sup>223</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff N 16c; SK2016-Schall, Vor § 324 N 78, je m.H. auf die Gegenposition. Dasselbe muss natürlich (erst recht) auch bei *begünstigenden* Verfügungen gelten, SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff N 16c.

<sup>224</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff N 16c.

<sup>225</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff N 21 f.; dagegen SK2016-Schall, Vor § 324 N 80.

<sup>226</sup> S. die Nachweise bei BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 218 ff., die selbst a.M. sind.

<sup>227</sup> S. nur Donatsch/Wohlers, 419; Stratenwerth/Bommer, BT II, § 51 N 7. Das vorgebrachte Argument besagt, dass auch die Behörde ans Gesetz gebunden ist und Strafbarkeit auf Zuwiderhandlung gegen rechtmässig belastende Verwaltungsakte zu beschränken ist; vgl. zur Problematik auch die deutsche, deutlich differenziertere Diskussion; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 342 ff. N 16a ff.

<sup>228</sup> Gygi, der Art. 292 StGB als reine „Beugestrafe zu Vollstreckungszwecken“ sieht, spricht sich dagegen gegen jegliche strafrichterliche Überprüfung von Verfügungen aus, die nicht nichtig sind, 400 ff. (400).

<sup>229</sup> Jenny/Kunz, 67; Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. Art. 24-24e N 13; bei Rechtskraft jegliche Überprüfung ausschliessend BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 223.

<sup>230</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 189 f.

<sup>231</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 13 *in fine*.

<sup>232</sup> Stratenwerth/Bommer, BT II, § 53 N 2, BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 11.

<sup>233</sup> Vgl. BSK II-Riedo/Boner, Art. 292 N 23, 45 ff. m.w.H.; Stratenwerth/Bommer, BT II, § 53 N 12.

<sup>234</sup> Vgl. Art. 5 VwVG.

<sup>235</sup> BSK II-Riedo/Boner, Art. 292 N 61 ff. m.w.H.; Stratenwerth/Bommer, BT II, § 53 N 5. Nicht erfasst werden Allgemeinverfügungen (Trechsel/Pieth-Vest, Art. 292 N 3).

<sup>236</sup> BSK II-Riedo/Boner, Art. 292 N 185 ff.; Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 5, 13.

<sup>237</sup> BSK II-Riedo/Boner, Art. 292 N 72 ff.; Trechsel/Pieth-Vest, Art. 292 N 6.

<sup>238</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 80 m.z.H.; Trechsel/Pieth-Vest, Art. 292 N 7.

stand von Art. 292 StGB setzt voraus, dass die Verfügung „unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels erlassen“ worden ist. Dazu genügt nach der bundesgerichtlichen Praxis weder das Anführen von Art. 292 StGB noch der Hinweis auf die Strafe und auch nicht der kombinierte Hinweis auf die Strafbarkeit nach Art. 292 StGB. Erforderlich ist vielmehr der explizite Hinweis, dass im Fall des Ungehorsams Busse nach Art. 292 StGB drohe (BGE 68 IV 45 E. 1, 46 f.; 105 IV 248 E. 1, 249 f.).<sup>239</sup>

### 3. Begünstigende Verfügungen

Berufliche und gewerbliche Tätigkeiten bzw. Teile davon sind im Umweltbereich mitunter genehmigungspflichtig. In diesem Fall besteht bei Antragstellung zumindest der Anspruch auf entsprechende behördliche Abklärungen, bei Erfüllung sämtlicher Voraussetzungen auch auf Bewilligungserteilung. Nach deutscher Lehre ist eine *Duldung* durch blosses „Hinnehmen oder Untätigbleiben“ (sog. „passive“ Duldung) *kein* Genehmigungsersatz – im Gegensatz zur „aktiven“ Duldung durch informelles Verwaltungshandeln, die grds. *wie* eine Genehmigung zu behandeln ist.<sup>240</sup> Die Problematik scheint in der Schweiz unter diesem Stichwortpaar kaum diskutiert zu werden; in der Sache ist sie aber (zumindest) unter einem besonderen Aspekt, dem Topos der Gleichbehandlung im Unrecht, bekannt. Sie ist keineswegs nur von akademischer Bedeutung, zumal (gerade) in der Schweiz strafrechtlicher Umweltschutz mitunter primär als Verstärkung des Verwaltungsvollzugs verstanden wird und Anzeigen deshalb pragmatisch gehandhabt werden.<sup>241</sup>

Verfügungen sind somit keineswegs zwingend belastend, sie können umgekehrt eine *Erlaubnis oder Genehmigung* begründen.<sup>242</sup> In der deutschen Lehre wird dabei zwischen *präventiven Verboten mit Erlaubnisvorbehalt* („Kontrollerlaubnis“) einerseits und *repressiven Verboten mit Befreiungsvorbehalt* („Ausnahmebewilligung“) andererseits differenziert.<sup>243</sup> Präventive Verbote mit Erlaubnisvorbehalt verbieten gewisse Tätigkeiten, die „sozial nützlich, sozialadäquat oder wenigstens neutral“ sind, lediglich zwecks ihrer Überwachung und Kontrolle. Der Gesetzgeber will sie nicht grds. verhindern, „sondern lediglich einen Kontrollmechanismus vorschalten, der gewährleisten soll, dass bei ihrer Ausführung bestimmte rechtliche oder technische Regeln eingehalten werden.“<sup>244</sup> Der Bürger hat i.d.R. Anspruch auf Bewilligungserteilung, wenn er die gesetzlichen Voraussetzungen dafür erfüllt. Bei repressiven Verboten mit Befreiungsvorbehalt gelten die entsprechenden Verhaltensweisen hingegen grds. als „sozialschädlich bzw. unerwünscht. Daher soll ein solches Verhalten nicht nur einer vorherigen Kontrolle unterworfen werden, sondern prinzipiell unterdrückt werden. Nur im Einzelfall, namentlich wenn private, grundrechtlich geschützte Interessen den Gesichtspunkt der Gefahrenabwehr überwiegen, kann eine Erlaubnis erteilt werden, die in diesem Zusammenhang auch als Dispens bezeichnet wird.“<sup>245</sup> Bei einem präventiven Verbot mit Erlaubnisvorbehalt (Kontrollerlaubnis) schliesst die Bewilligung bereits die Tatbestandsmässigkeit aus. Eine Ausnahmebewilligung betrifft

---

<sup>239</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 178 m.w.H.

<sup>240</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 62c f. Strittig ist, ob die aktive Duldung bekanntgemacht worden sein muss; vgl. SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 20; bejahend Heine, NJW 1990, 2433 f.; gegen jegliche Genehmigungswirkung Kloepfer/Heger, N 105 f.; vgl. auch BGHSt 37, (21) 28.

<sup>241</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 15, 46.

<sup>242</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 61.

<sup>243</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 63a f.

<sup>244</sup> Fortun, 37.

<sup>245</sup> Fortun, 38.

als repressives Verbot mit Befreiungsvorbehalt demgegenüber die Stufe der Rechtswidrigkeit und schliesst demnach bloss die Rechtswidrigkeit aus.<sup>246</sup>

Die Unterscheidung und Einordnung hängt von der präzisen Formulierung der konkreten Strafvorschrift im Einzelfall ab und ist für jede Vorschrift(-engruppe) gesondert vorzunehmen.<sup>247</sup> Typisch für eine einfache (präventive) *Kontrollerlaubnis* ist bspw. eine Fischereibewilligung für Hobbyfischer, die bei Erfüllung der formellen Voraussetzungen grds. erteilt wird. Eine (repressive) *Ausnahmebewilligung* liegt i.d.R. dann vor, wenn eine Tätigkeit an sich einem grundsätzlichen Verbot unterliegt, wie im Fall der Rodung von Wald gem. Art. 5 WaG, welche nur ausnahmsweise aus spezifischen sachlichen Gründen zu gewähren ist. In leider unklarer Terminologie verbietet Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG die Rodung von Wald *ohne Berechtigung*. Knüpft man hier an die Unrechtmässigkeit der nur unter besonderen Voraussetzungen zulässigen Rodung an, so liegt in strafrechtlicher Terminologie bloss ein Hinweis auf einen möglichen *Rechtfertigungsgrund* für ansonsten strafbares Unrecht vor.<sup>248</sup> Verstände man „ohne Berechtigung“ als Synonym für „ohne Bewilligung“ ergibt sich über den Umweg, dass es sich um ein repressives Verbot mit ausnahmsweisem Befreiungsvorbehalt handelt, die gleiche Konsequenz.

Genau gleich wie bei belastenden Verfügungen kommt es auch bei begünstigenden Verfügungen grds. „auf die Bestandskraft und nicht auf die materielle Richtigkeit der Entscheidung an“<sup>249</sup>, ausser diese sei nichtig.<sup>250</sup> Knüpft das Strafrecht an den *formellen Akt der Genehmigungserteilung* an, lässt sich dies als formale Unrechtskonzeption verstehen. Der Genehmigungsakt heilt somit, ausser im seltenen Extremfall materieller Nichtigkeit, grds. auch materiell falsche Abklärungen. Am Bsp. eines Anlagebetreibers darf dieser *in extremis* die Anlage betreiben und kann dafür nicht bestraft werden, auch wenn ihm die Bewilligung nicht hätte erteilt werden dürfen. Umgekehrt handelt derjenige rechtswidrig und strafbar, der eine Anlage ohne Bewilligung, aber ansonsten in jeglicher Hinsicht *materiell rechtskonform* betreibt. Eine rechtskonform erlangte verwaltungsrechtliche Genehmigung durch die Behörde legalisiert eine Tätigkeit konstitutiv oder deklarativ und gewährt

„einen (je nach Art der Erlaubnis freilich unterschiedlich intensiven) Bestands- und Vertrauensschutz, dem gegenüber polizeiliches Einschreiten (aufgrund der polizeilichen Generalklausel) nur eingeschränkt möglich ist.“ Gerade die polizeiliche Generalklausel ermöglicht aber ggf. ein Eingreifen nicht nur beim pflichtwidrig agierenden Verhaltensstörer, sondern auch zulasten des Zustandsstörers, der „oder dessen Sache die betreffende Gefahr unmittelbar verursacht“, auch „wenn zwar nicht die Handlung, wohl aber der Erfolg ausserhalb der Legalisierungswirkung der Genehmigung liegt.“ Entgegen dieser verwaltungsrechtlichen erfolgsorientierten Zurechnung folgt „das Strafrecht handlungsbezogenen Verantwortlichkeitslinien.“<sup>251</sup>

---

<sup>246</sup> SS-Lencker/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 61.

<sup>247</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 12 ff.

<sup>248</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 61. Jenny/Kunz, 93 f., nennen als weiteres Bsp. das GSchG.

<sup>249</sup> Ansonsten läge ein Verstoß gegen den Bestimmtheitsgrundsatz vor; BGHSt. 50, 105; s. auch SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 16a.

<sup>250</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 16a, 16c; vgl. aber auch N 20. Folgt man auch bei *begünstigenden* Verfügungen im Fall formeller Nichtigkeit schematisch der Ungültigkeitslösung, so führt dies zu Problemen, wenn die Nichtigkeit nicht erkannt worden und auch nicht (leicht) erkennbar ist.

<sup>251</sup> Heine, NJW 1990, 2431.

Es ist deshalb in jedem Einzelfall exakt zu prüfen, was den *genauen Inhalt und Umfang* einer behördlichen Genehmigung bildet.<sup>252</sup>

- Verwirklicht sich durch den, aufgrund einer in allen Teilen ausreichenden Dokumentation genehmigten, Betrieb einer Anlage o.ä. das statistische Risiko, so gilt strafrechtlich (vor-erst) wohl selbst der Eintritt von Gesundheitsschädigungen i.S.e. Körperverletzung gem. Art. 123, 125 Abs. 1 StGB u.U. nicht als verbotenes Risiko.<sup>253</sup>
- Sobald der Anlagenbetreiber jedoch von solchen Gesundheitsschädigungen Kenntnis erhält, *ändert sich die Entscheidungsbasis*: Bestandskraft und Vertrauensgrundlage entfallen und die Genehmigung wirkt nicht länger als Strafausschlussgrund.<sup>254</sup> Im Genehmigungszeitpunkt noch unbekannte, erst später erkennbar gewordene Gefährdungsfolgen sind nicht durch die Altgenehmigung erfasst<sup>255</sup>, sondern bedürften einer *neuen Risikobeurteilung*.

Eine erteilte Genehmigung kann auch sonst durch Zeitablauf obsolet werden. Sie hätte dann ggf. „widerrufen werden müssen, ohne dass dies tatsächlich geschehen wäre.“<sup>256</sup> Die strafrechtliche Behandlung einer solchen Konstellation erscheint ungeklärt. Erforderlich ist demnach eine *dynamische* Art der Betrachtung aus der Perspektive des Genehmigungsempfängers.

#### 4. Handeln ohne Bewilligung, Widerrechtlichkeit und Irrtumsfälle

Strafbestimmungen des Umweltstrafrechts formulieren die Verbotsmaterie nicht selten unter Bezugnahme auf ein Handeln „ohne Bewilligung“ bzw. „ohne Berechtigung“<sup>257</sup> oder sie setzen „widerrechtliches“ oder „unbefugtes“ Vorgehen voraus.<sup>258</sup> Diese und ähnliche Wendungen bedürfen in jedem Einzelfall der Auslegung, die mitunter sehr schwierig sein kann.<sup>259</sup> So ist bspw. zu bestimmen, ob „ohne Berechtigung“ i.S.v. „ohne Bewilligung“ oder i.S.v. „widerrechtlich“ zu verstehen ist. Zentrale strafrechtliche Konsequenzen, über die keine volle Einigkeit besteht, hat die jeweilige Kategorisierung insb. im Irrtumsfall, weil sie über die *Einstufung* als Tatbestands- oder als Verbotsirrtum mit entscheidet.<sup>260</sup>

Dies gilt u.a. für die Differenzierung zwischen präventiven Verboten mit Erlaubnisvorbehalt (Kontroll-erlaubnis) und repressiven Verboten mit Befreiungsvorbehalt (Ausnahmebewilligung).<sup>261</sup> Der Irrtum

<sup>252</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 17b. Für die Genehmigung gilt das Prinzip, dass (alles) „verboten ist, was von der Genehmigung nicht gestattet ist wird“ (ebd., N 17b).

<sup>253</sup> Heine, NJW 1990, 2432; a.M. SK2016-Schall, Vor § 324 N 86; SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 63c (aber mit dem Hinweis, dass ggf. ein unvermeidbarer Verbotsirrtum resultieren könne). Eine Ausnahme gilt, wenn von vornherein krass polizeiwidrige Störungen der öffentlichen Ordnung und Sicherheit erkennbar waren; Heine, ebd., 2432.

<sup>254</sup> Heine, NJW 1990, 2432; SK2016-Schall, Vor § 324 N 82.

<sup>255</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 17b.

<sup>256</sup> Jenny/Kunz, 59.

<sup>257</sup> Winkelbauer, 17. S. betr. Art. 24 NHG Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 33, der von einem reinen Rechtswidrigkeitsmerkmal ausgeht. Das Element wurde begründungslos in den Entwurf zu Art. 24 NHG Botschaft zur Änderung des NHG vom 26.6.1991 eingefügt, BBl 1991 III, (1144) 1158.

<sup>258</sup> SK2016-Schall, Vor § 324 N 70; Winkelbauer, 16. Zur Abgrenzung zwischen „ohne Bewilligung bzw. Genehmigung“ und „unbefugt“ Fortun, 40 ff.; Jünemann, 149 ff.; Winkelbauer, 16 ff.

<sup>259</sup> S. Jünemann, 152 ff.

<sup>260</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a. Zur Tatsachenkenntnis bzgl. des Sachverhalts gehört auch, dass der Täter „die besondere Bedeutung und Funktion“ die mit bestimmten rechtlichen „Begriffen bezeichneten Sachverhalte im sozialen Leben besitzen“: sog. „Parallelbeurteilung im Laienbewusstsein“, Welzel, 76.

<sup>261</sup> Fortun, 27 ff., 36 ff.

darüber, dass *keine* Kontrollerlaubnis erforderlich sei (oder eine solche vorliege), betrifft bloss ein Formerfordernis. Da die Bewilligung bei Antrag grds. erteilt worden wäre, schliesst ein solcher Irrtum den Unrechtsgehalt und damit die Tatbestandsmässigkeit aus<sup>262</sup> und begründet einen *Tatbestandsirrtum* (Art. 13 Abs. 1 StGB). War der Irrtum vermeidbar, wovon nach der strengen bundesgerichtlichen Rechtsprechung wohl vielfach auszugehen ist, ergibt sich eine Verantwortlichkeit für die fahrlässige Tatbegehungsvariante (Art. 13 Abs. 2 StGB). Der Irrtum, dass eine in Wahrheit notwendige (Ausnahme-)Bewilligung nicht notwendig sei, betrifft dagegen die durch das strafrechtliche Verbot abgesicherte *Unrechtsmaterie* im Kern, zudem besteht i.d.R. kein Anspruch auf Erteilung einer Ausnahmebewilligung. Eine solche wird ggf. „nach vorheriger sorgfältiger Abwägung der widerstreitenden Interessen“ gewährt.<sup>263</sup> Der einfache Irrtum, dass ein grds. verbotenes Verhalten *keine* Bewilligung erfordere, bezieht sich allein auf die *Existenz bzw. Wirksamkeit* der Norm und d.h. lediglich auf die Rechtswidrigkeit.<sup>264</sup> Er beinhaltet damit bloss einen *Verbotsirrtum* (Art. 21 StGB), der nur bei Unvermeidbarkeit zum Schuldausschluss führt.<sup>265</sup> Begründet das Genehmigungserfordernis hingegen das tatbestandliche Unrecht mit, so schliesst ein Irrtum darüber den Vorsatz aus.<sup>266</sup>

Ein Irrtum zugunsten des Täters ist entweder ein Tatbestandsirrtum (Art. 13 StGB: „Irrtum über den Sachverhalt“) oder ein Verbotsirrtum (Art. 21 StGB: „Irrtum über die Rechtswidrigkeit“). „Einem Sachverhaltsirrtum (Tatbestandsirrtum) unterliegt, wer von einem Merkmal eines Straftatbestands keine oder eine falsche Vorstellung hat. In diesem Fall fehlt dem Irrenden der Vorsatz zur Erfüllung der fraglichen Strafnorm. Bei einer solchen Konstellation ist der Täter zu seinen Gunsten nach seiner irrigen Vorstellung zu beurteilen. ... Im Unterschied zum Sachverhaltsirrtum betrifft der Rechtsirrtum (Verbotsirrtum) die Konstellation, bei welcher der Täter in Kenntnis aller Tatumstände und somit vorsätzlich handelt, aber sein Tun versehentlich für erlaubt hält. Der Irrtum bezieht sich in diesem Fall auf die Rechtswidrigkeit der konkreten Tat“ (BGE 129 IV 238 E. 4.1). Das Nebenstrafrecht gilt gerade auch als eine Domäne für etwaige Verbotsirrtümer<sup>267</sup>, ohne dass an dieser Stelle aber die Frage der Vermeidbarkeit zu thematisieren wäre.<sup>268</sup> Die Abgrenzung zwischen diesen beiden Formen des Irrtums kann im Einzelfall sehr schwierig werden, was die Urteile gezeigt haben und im Folgenden noch ausführlicher zu demonstrieren ist.

Dabei ist *methodisch* so vorzugehen, dass zuerst gefragt wird, ob ein Tatbestandsirrtum vorliegt. Zur Tatsachenkenntnis bzgl. des Sachverhalts gehört auch, dass der Täter „die besondere Bedeutung und Funktion“, die mit bestimmten rechtlichen „Begriffen bezeichnete Sachverhalte im sozialen Leben besitzen“, kennt oder, anders formuliert, er muss den sozialen Sinngehalt seiner Handlung verstehen: sog. „Parallelbeurteilung im Laienbewusstsein“.<sup>269</sup> So muss z.B. der Betreiber einer Deponie ohne Bewilligung gemäss Art. 60 Abs. 1 lit. m USG nach Laienart realisieren, dass die von ihm betriebene

---

<sup>262</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 61.; s. auch SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a, der jedoch Verbotsirrtum annimmt

<sup>263</sup> Fortun, 45. Der Irrtum wird von einem Teil der deutschen Lehre deshalb als Tatbestandsirrtum eingestuft, wenn die Strafnorm die Bewilligung ausdrücklich voraussetzt, s. SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 13, 23; Kemme, 480 f; a.M. SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a; SK-Horn, § 325 N 11.

<sup>264</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 15 N 99 f. m.z.H. zum Diskussionsstand.

<sup>265</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a. Der Irrtum, dass eine in Wahrheit nicht bestehende Bewilligung vorliegt, ist dagegen stets ein Tatbestandsirrtum.

<sup>266</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 23. Gleiches gilt bei Unkenntnis über den „Inhalt einer Auflage“ (ebd., N 23).

<sup>267</sup> Ackermann/Heine-Hilf, § 6 N 10; s. auch Tiedemann, N 219.

<sup>268</sup> Ackermann/Heine-Hilf, § 6 N 11 f.; vgl. auch Jenny, 241 ff.

<sup>269</sup> Welzel, 76.

Anlage eine Deponie ist.<sup>270</sup> Darüber hinausgehende Wertungen (juristischer Art) bilden demgegenüber nur einen unbeachtlichen Subsumtionsirrtum.<sup>271</sup> Nur wenn ein Tatbestandsirrtum ausscheidet, ist ein Verbotsirrtum zu prüfen. Liegt ein Tatbestandsirrtum vor, ändert daran auch ein *in diesem* begründeter zusätzlicher Verbotsirrtum nichts.

Die jeweilige Kategorisierung einer Bewilligung hat im Irrtumsfall wichtige strafrechtliche Konsequenzen. In der Schweiz wurde diese Thematik bisher nicht wirklich aufgenommen<sup>272</sup>, obwohl sie etwa in der deutschen Praxis und Lehre intensiv diskutiert wird. Sowohl über die Kategorisierung wie über die Behandlung der Irrtümer besteht dort indes keine volle Einigkeit.<sup>273</sup>

- Dies gilt gerade auch für die Differenzierung zwischen präventiven Verboten mit Erlaubnisvorbehalt (Kontrollerlaubnis) und repressiven Verboten mit Befreiungsvorbehalt (Ausnahmebewilligung).<sup>274</sup> Der Irrtum darüber, dass *keine Kontrollerlaubnis* erforderlich sei (oder erst recht, dass eine solche vorliege), betrifft ein *tatbestandsmässiges Formerfordernis*. Die bewilligungspflichtige Handlung ist grundsätzlich sozialadäquat oder gar von vornherein unrechtsneutral.<sup>275</sup> Da die Bewilligung bei Antrag grundsätzlich erteilt worden wäre, schliesst ein solcher Irrtum nach dem sozialen Sinn des bewilligungslosen Handelns den materiellen Unrechtsgehalt und damit die Tatbestandsmässigkeit aus<sup>276</sup> und begründet einen *Tatbestandsirrtum* (Art. 13 Abs. 1 StGB). War der Irrtum vermeidbar gewesen, ergibt sich, sofern eine entsprechende Vorschrift vorhanden ist, eine Verantwortlichkeit für die fahrlässige Tatbegehungsvariante (Art. 13 Abs. 2 StGB).
- Der Irrtum, dass eine in Wahrheit notwendige (Ausnahme-)Bewilligung i.S. eines Befreiungsvorbehalts nicht notwendig (zu beschaffen) sei, betrifft dagegen die durch das strafrechtliche Verbot abgesicherte *Unrechtsmaterie* im Kern. Zudem besteht i.d.R. lediglich ein Anspruch auf Prüfung der Bewilligungsvoraussetzungen und jedenfalls nicht zwingend auf Erteilung einer Ausnahmebewilligung. Eine solche wird ggf. „nach vorheriger sorgfältiger Abwägung der widerstreitenden Interessen“ gewährt.<sup>277</sup> Durch den Irrtum über die Existenz oder die Ausgestaltung der Norm ist lediglich das Rechtswidrigkeitsurteil betroffen, womit ein Verbotsirrtum vorliegt.<sup>278</sup> Daran ändert sich selbst dann nichts, wenn der Täter in der Sache zu Recht annimmt, es lägen die für die Bewilligungserteilung *an sich* erforderlichen (materiellen und formellen) Voraussetzungen vor, da (bzw. wenn) die Tatbestandsmässigkeit vom Fehlen einer Bewilligung abhängt.

---

<sup>270</sup> Vgl. Roxin, § 12 N 103 m.H., zum fehlenden Vorsatz, eine genehmigungsbedürftige Anlage nach § 327 Abs. 2 Nr. 1 StGB ohne Genehmigung zu betreiben, weil der entsprechende Abstellplatz für abgewrackte Autos nicht als entsprechende Anlage erkannt worden ist.

<sup>271</sup> Entsprechend irrt sich ein Täter in der Sache (Tatbestandsirrtum), wenn er nicht weiss, dass die angeeignete Sache fremd (i.S.e. institutionellen Tatsache) ist, Vest/Frei/Montero, 65 f., 108 f. Weitere Bsp. bei Roxin, § 12 N 103 f., 107.

<sup>272</sup> S. aber Ackermann/Heine-Hilf, § 6 N 10 ff.

<sup>273</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a.

<sup>274</sup> Fortun, 27 ff., 36 ff.

<sup>275</sup> Tiedemann, N 225.

<sup>276</sup> SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff., N 61.; s. auch SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a, wo jedoch ein Verbotsirrtum angenommen wird.

<sup>277</sup> Fortun, 45.

<sup>278</sup> Roxin, § 12 N 105, 111.

- Ein solcher Irrtum wird von einem Teil der deutschen Lehre jedoch dann als Tatbestandsirrtum eingestuft, wenn die Strafnorm die Bewilligung ausdrücklich voraussetzt.<sup>279</sup> Diese formale Lösung befriedigt *nicht*: Der schlichte Irrtum, dass ein grundsätzlich verbotenes Verhalten keine Bewilligung erfordere, bezieht sich bloss auf die (fehlende) *Existenz* der eine Bewilligung voraussetzenden Norm und damit lediglich auf die Rechtswidrigkeit.<sup>280</sup> Er ist als „Irrtum über die Existenz der auszufüllenden Norm“ bloss ein *Verbotsirrtum*<sup>281</sup> (Art. 21 StGB), der nur bei Unvermeidbarkeit zum Schuldausschluss führt.<sup>282</sup> Bezieht sich das Genehmigungserfordernis hingegen in inhaltlicher Hinsicht auf das tatbestandliche Unrecht, so schliesst ein Irrtum darüber – über die Verkenntung des sozialen Handlungssinns – den Vorsatz aus.<sup>283</sup> Dies ist etwa bei einer verwaltungsaktakzessorischen Verfügung der Fall, weil das Blankett hier erst durch die konkrete Verfügung ausgefüllt wird.<sup>284</sup>
- Die irrige Annahme, eine Ausnahmegenehmigung sei erteilt worden, wird als Tatbestandsirrtum qualifiziert.<sup>285</sup> Dies ist unstrittig, soweit es um das tatsächliche Faktum des (Nicht-)Vorliegens einer Bewilligung geht. Gleiches gilt bei einem „Irrtum über die Existenz und den Inhalt“ einer konkreten Anordnung mit Auflage.<sup>286</sup> Besteht der Irrtum darin, dass eine Ausnahmegenehmigung i.S.e. Befreiungsvorbehalts nicht erforderlich sei, ist ein blosses Rechtspflichtelement betroffen. Der Täter meint schlicht, die in Wahrheit verbotene Handlung sei erlaubt. Ein derartiger Irrtum bezieht sich lediglich auf die formellen Voraussetzungen der Strafbarkeit, womit ein Verbotsirrtum gegeben ist. Dagegen liesse sich höchstens einwenden, dass die Ausnahmegenehmigung das ansonsten verbotene Handeln ja gerade *expressis verbis* erlaube. Dieser rein formale Einwand wäre indessen nicht stichhaltig. Eine Ausnahme gilt (wiederum) nur dann, wenn der Täter das Genehmigungserfordernis infolge eines Irrtums über einen Umstand für verzichtbar hält, der ihm den sozialen Sinn seines Handelns – und damit den rechtserheblichen Sachverhalt – verbirgt.<sup>287</sup>

Die Formeln des *Handelns „ohne Bewilligung“* oder *„ohne Berechtigung“* (z.B. Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG, WaG), wo sich ähnliche Probleme stellen, sind in jedem Einzelfall auf ihre Bedeutung zu untersuchen und in Übereinstimmung mit der jeweiligen *Rechtslage differenziert zu behandeln*. Im strafrechtlichen Schrifttum Deutschlands wird zwischen *„ohne Genehmigung“* und *„unbefugt“* als blosses

<sup>279</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 13, 23; Kemme, 480 f.; Tiedemann, N 219 ff., 234; a.M. SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a; Horn, Systematischer Kommentar zum Strafgesetzbuch, 8. Aufl., § 325 N 11.

<sup>280</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 15 N 99 f. m.z.H. zum Diskussionsstand. Erst recht zu schematisch scheint mir der Ansatz, wonach nebenstrafrechtliche Irrtümer generell als Tatbestandsirrtümer zu behandeln seien, Jenny, 256 ff.

<sup>281</sup> Roxin, § 12 N 111.

<sup>282</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 17 N 12a. Der Irrtum, dass eine in Wahrheit nicht bestehende Bewilligung vorliegt, ist dagegen stets ein Tatbestandsirrtum.

<sup>283</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 23. Gleiches gilt bei Unkenntnis über den „Inhalt einer Auflage“ (ebd., N 23).

<sup>284</sup> Roxin, § 12 N 111; Tiedemann, N 225. Man könnte diese Konstellation auch als ausserstrafrechtlichen Irrtum bezeichnen (ebd., N 224).

<sup>285</sup> SS-Heine/Hecker, § 325 N 26.

<sup>286</sup> SS-Sternberg-Lieben/Schuster, § 15 N 102.

<sup>287</sup> Tiedemann, N 227 f.



allgemeines Rechtswidrigkeitsmerkmal unterschieden.<sup>288</sup> In der Schweiz erfordern Art. 70 Abs. 1 lit. a und d GSchG „widerrechtliches“ Handeln, Art. 70 Abs. 1 lit. e-g GSchG Handeln „ohne Bewilligung“. Was „ohne Berechtigung“ heisst, ist im entsprechenden Kontext zu bestimmen. Die hier u.U. verborgenen Schwierigkeiten werden in der schweizerischen Straf- und Verwaltungsrechtslehre und dem folgend in der Praxis verbreitet übersehen. Dies führt in Strafverfolgungs- und Gerichtspraxis zu willkürlichen Entscheidungen nach dem Rechtsgefühl, mit dem Risiko eines unzutreffenden Ergebnisses. Irrtümer sind und bleiben natürlich ein stets komplexes Spezialproblem. Ob überhaupt ein Irrtum vorliegt, unterliegt der Beweiswürdigung und ist insb. bei mangelnder Konkretheit und Substantiiert-heit des Irrtums nicht vorschnell zu unterstellen.<sup>289</sup>

## 5. Rechtsmissbrauch

Die verwaltungsaktakzessorische Ausgestaltung des Umweltstrafrechts führt zu weiteren Schwierigkeiten mit Bezug auf rechtsmissbräuchlich erlangte Genehmigungen. Ist *auch insoweit* i.S.d. allgemeinen Verwaltungsrechts daran anzuknüpfen, dass die Verfügung bis zu ihrer etwaigen Aufhebung rechtswirksam ist, womit es nicht auf die Rechtmässigkeit der entsprechenden Verwaltungsverfügung ankommt? In der Sache scheinen Lockerungen zumindest insoweit geboten, als Verfügungen „offensichtlich rechtswidrig“ sind.<sup>290</sup> Es liegt grds. in der Hand des Gesetzgebers, ob und inwieweit Strafgerichte an die verwaltungsrechtliche Regelung gebunden sind. Dies gilt zumindest solange, wie das Gebot der Einheit der Rechtsordnung beachtet wird.<sup>291</sup> Wird der Gesetzgeber nicht tätig, so wird die Praxis das Problem lösen müssen, so wie sie dies mit Bezug auf Art. 292 StGB getan hat. Eine gesetzgeberische Lösung ist aber nicht zuletzt unter dem Aspekt der Rechtssicherheit vorzugswürdig.

Der in Deutschland durch das 2. UKG (31. StÄG) geschaffene § 330 d Abs. I Nr. 5 dStGB schränkt die Verwaltungsakzessorietät ein, da als Handeln ohne Genehmigung „auch ein Handeln auf Grund einer durch Drohung, Bestechung oder Kollusion<sup>292</sup> erwirkten oder durch unrichtige oder unvollständige Angaben erschlichenen Genehmigung“ gilt.<sup>293</sup> Mit dieser gesetzlichen Umschreibung wird der notorisch unscharfe Begriff und damit selbst in Missbrauchsnähe gerückte Begriff des Rechtsmissbrauchs konkretisiert.

Die heikle Problematik von Missbrauchskonstellationen der Entwicklung und Ausprägung durch die Praxis zu überlassen, erscheint *nicht* als sinnvoller Weg. Stattdessen wird empfohlen, an zentraler Stelle, d.h. z.B. im USG, eine gesetzliche *Vorschrift über Rechtsmissbrauch* zu verankern. *Jenny/Kunz* haben einen anderen Weg beschritten und eine *Widerrechtlichkeitsklausel* vorgeschlagen, wobei sie einerseits mit dem Begriff „Rechtsvorschrift“ an die Verwaltungsrechtsakzessorietät und mit der „nicht offensichtlich widerrechtlichen behördlichen Verfügung“ an die Evidenztheorie der Nichtigkeit anknüpfen.<sup>294</sup> Die entsprechende Norm in Art. 230e VE-StGB lautet: „Eine Tat gemäss Art. 230 a-d ist rechtswidrig, wenn sie entgegen einer Rechtsvorschrift oder einer nicht offensichtlich widerrechtlichen behördlichen Verfügung begangen wurde.“<sup>295</sup> Der Änderungsvorschlag kann nicht befriedigen, weil er 1. bei der Widerrechtlichkeit ansetzt und 2. Handeln entgegen einer Rechtsvorschrift oder einer Verfügung (nur) als Alternativen erfasst. Zudem erscheint die Definition von Widerrechtlichkeit

<sup>288</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 13 f.

<sup>289</sup> Kemme, 481.

<sup>290</sup> Heine, URP 2011, 114 f.; Jenny/Kunz, 60.

<sup>291</sup> SS-Heine/Hecker, § 330 d N 26 f.

<sup>292</sup> Gemeint ist ein bewusst pflichtwidriges, „auf gemeinsamen Rechtsbruch angelegten Zusammenwirkens des Genehmigungsadressaten mit dem Amtsträger“; Kloepfer/Heger, N 112.

<sup>293</sup> Kloepfer/Heger, N 110 ff.; SS-Lenckner/Sternberg-Lieben, Vorbem. §§ 32 ff. N 63.

<sup>294</sup> Jenny/Kunz, 63 ff. (Text 68).

<sup>295</sup> S. Jenny/Kunz, 67.

als Begehung entgegen einer Rechtsvorschrift als rein selbstreferentiell. Eine Missbrauchsklausel, welche bei der Bewilligung ansetzt, scheint vorzugswürdig. Sie könnte in Anlehnung an § 330 d Abs. 1 Nr. 5 dStGB etwa lauten:

Vorschlag: Art. 230f StGB

„Dem Handeln ohne amtliche Bewilligung ist das Handeln auf Grund einer durch Drohung, Bestechung oder durch Kollusion erwirkten oder durch unrichtige oder unvollständige Angaben erschlichenen amtlichen Bewilligung gleichgestellt.“

Nicht geklärt erscheint die Frage des *Standorts*. Der als Definition ausgestaltete § 330 d Abs. 1 Nr. 5 dStGB gilt bspw. nur für die Straftaten gegen die Umwelt des 29. Titels. Im schweizerischen StGB findet sich „Bewilligung“ als Merkmal eines Tatbestands in Art. 271 StGB („Verbotene Handlungen für einen fremden Staat“).<sup>296</sup> Andere Verwendungen wie Art. 317<sup>bis</sup> („Nicht strafbare Handlungen“), 321 Ziff. 2 („Verletzung des Berufsgeheimnisses“) und 321<sup>bis</sup> („Berufsgeheimnis in der medizinischen Forschung“) betreffen Rechtfertigungsgründe. Konsequenzen im StGB hätte die Bestimmung demnach lediglich für Art. 271 StGB, wogegen keine Hinderungsgründe ersichtlich sind. Insoweit wäre als Standort der Erste Titel des Allgemeinen Teils des StGB nicht ausgeschlossen. Dies hätte die Konsequenz, dass die Vorschrift über Art. 104 und 333 StGB auf alle Strafbestimmungen in Bundesgesetzen Anwendung fände.<sup>297</sup> Denkbar erscheint auch eine Regelung im Kontext der Gemeingefährdungsbestimmungen des 7. und 8. Titels des StGB – mit der Konsequenz, dass der Geltungsbereich entsprechend auf diese Delikte eingeschränkt wäre<sup>298</sup> und höchstens über eine analoge Anwendung als Ausdruck eines allgemeinen Rechtsprinzips auf die Umwelterlasse ausgedehnt werden könnte. Eine weitere Option ist eine aufwändigere Verankerung in den einzelnen Umwelterlassen oder – wohl besser und einfacher – durch Auflistung der betroffenen Erlasse im zentralen USG.

## 6. Verwaltungsrechtsakzessorietät

Auch das allgemeine Verhältnis zwischen der verwaltungsrechtlichen Praxis zu Verhaltensnormen und der strafrechtlichen Auslegung der Straftatbestände, die sich auf solche Ausfüllungsnormen beziehen, ist nicht geregelt. Teilweise sind mögliche Probleme durch klare Belastungsgrenzen in Gesetz oder Verordnung von vornherein entschärft. Da bisher unüberbrückbare Divergenzen nicht aufgetreten und auch nicht ersichtlich sind, erscheint eine gesetzgeberische Lösung dieser rechtsstaatlich zudem überaus heiklen Grundsatzfrage nicht erforderlich.

## E. Bestimmtheitsgebot

Der u.a. in Art. 1 StGB verankerte Grundsatz *nullum crimen, nulla poena sine lege* wird in herkömmlicher Betrachtung durch vier Ausformungen verwirklicht: als Bestimmtheitsgebot (*lex certa*)<sup>299</sup>, als Rückwirkungsverbot (*lex praevia*), als Verbot der Strafbegründung oder Strafschärfung aus Gewohn-

<sup>296</sup> Bei wirtschaftlichem Nachrichtendienst gem. Art. 273 StGB hat die Bundesanwaltschaft Richtlinien für die Freigabe von einzig privaten und nicht gesamtschweizerisch relevanten Fabrikations- und Geschäftsgeheimnissen erlassen, BSK StGB II-Husmann, Art. 273 N 29 ff.

<sup>297</sup> Bei Einstellung in die Definitionen des Art. 110 StGB wäre dies nicht gewährleistet.

<sup>298</sup> Entsprechend den nur für die völkerstrafrechtlichen Strafvorschriften der Titel 12<sup>bis, ter</sup> des StGB geltenden allgemeinen Bestimmungen von Titel 12<sup>quater</sup> (Art. 264k -264n StGB).

<sup>299</sup> Etwas anders wird der Akzent bei *Dubs*, 223 gesetzt, wenn er Bestimmtheit als „den Grad der im Rechtssatz enthaltenen, mit den üblichen Mitteln der Auslegung ohne weiteres erkennbaren Determinierung, den Grad der Bindung der rechtsanwendenden Instanzen durch das Gesetz“ umschreibt; vgl. auch *Röhl/Röhl*, 240 ff.

heitsrecht (*lex scripta*) und als Verbot (unzulässiger) analoger Gesetzesanwendung (*lex stricta*).<sup>300</sup> Art. 1 StGB gilt über Art. 333 Abs. 1 StGB, der die allgemeinen Bestimmungen des StGB auch für die sog. Nebenstrafgesetzgebung des Bundes anwendbar erklärt, (sofern und) da diese keine abweichenden Bestimmungen enthält.<sup>301</sup> „Im Rahmen des kantonalen (Übertretungs-)Strafrechts“ gilt das materiellstrafrechtliche Legalitätsprinzip und mit ihm das Bestimmtheitsgebot „nicht gestützt auf Art. 1 StGB, sondern fliesst direkt aus dem Verfassungs- bzw. Konventionsrecht.“ (BGer, 6B\_419/2010 vom 22.7.2010, E. 2.3; BGE 129 IV 276 E. 1.1.1, 278).<sup>302</sup> Das Bestimmtheitsgebot richtet sich – in einem kodifizierten Rechtssystem wie dem schweizerischen – primär an den *Gesetzgeber*<sup>303</sup>, der „selbst abstrakt-generell über die Strafbarkeit“ entscheiden muss.<sup>304</sup> Es soll die Gesetzesbindung garantieren<sup>305</sup> und umfasst sowohl die Tatbestandsvoraussetzungen einer Norm wie deren Rechtsfolge. Nutzniesser „sind die von der Strafdrohung Betroffenen (Erwartungssicherheit und Möglichkeit einer Kontrolle der Rechtsanwendung), die Rechtsanwender (Klarheit der Rechtsanweisungen), die Öffentlichkeit (präzise Orientierung über Inhalt und Grenzen des Strafrechts)<sup>306</sup>, aber auch der Strafgesetzgeber selbst“, weil er seinen Normierungswillen „nur dann und nur in dem Masse durchsetzen“ kann, wie er ihn bestimmt genug zum Ausdruck bringt.<sup>307</sup>

Aus *grundrechtlicher* Sicht bezweckt das Bestimmtheitsgebot den rechtsstaatlichen Schutz der Normadressaten.<sup>308</sup> Mithilfe bestimmt formulierter Gesetze soll der Gesetzgeber die Strafrechtsanwendung im Sinne des „Prüf- und Anwendungsprogramm(s)“ der „Bindung an gesetzliche Merkmale und deren System“ anleiten.<sup>309</sup> Dazu bedient er sich notwendig des Mittels der z.T. ansatzweise in Richtung einer juristischen „Kunstsprache“ entwickelten Umgangssprache. Die „wirklichkeits-, erfahrungs- und kontextabhängig(e)“ Sprache des Rechts ist damit ebenso flexibel wie mehrdeutig, wobei unter letzterem Vagheit, Porosität, Wertausfüllungsbedürftigkeit und Bezeichnung von Dispositionen zu verstehen sind.<sup>310</sup>

Das Bestimmtheitsgebot ist (argumentationstheoretisch) ein *Optimierungsgebot*.<sup>311</sup> Als solches ist es ein Rechtsprinzip, das nicht der starren Priorität des Alles-oder-Nichts herkömmlicher rechtlicher Regeln folgt, sondern eine Abwägung im Sinne eines Mehr-oder-Weniger erfordert. Das Gewicht eines Prinzips ist nämlich nicht konstant, sondern relativ zum Gewicht der mit ihm im konkreten Anwendungsfall kollidierenden anderen Prinzipien und Regeln. Prinzipien wie das Bestimmtheitsgebot fordern somit, anders formuliert, keinen absoluten Vorrang wie Normen, die dem Regel-Ausnahme-Modell<sup>312</sup> folgen. Als Optimierungsgebote führen sie bloss zu *bedingten Vorrangrelationen*, die durch

---

<sup>300</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 13.

<sup>301</sup> BSK StGB II-Wiprächtiger, Art. 333 N 15 m.H.

<sup>302</sup> Vgl. ebd. jedoch auch den Vermerk, wonach der Grundsatz nulla poena sine lege als Ausfluss des Willkürverbots des Art. 9 BV zum Bundes(verfassungs)recht im Sinne von Art. 95 BGG gehört.

<sup>303</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 44; LK-Dannecker, § 1 N 180.

<sup>304</sup> Um eine Formulierung des BVerfG zu wählen: 75, 329 ff., zit. nach NJW 1987, 3175.

<sup>305</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 17.

<sup>306</sup> Hier ist das Bestimmtheitsgebot „Grundlage für die generalpräventive Wirkung der Normen“; LK-Dannecker, § 1 N 179.

<sup>307</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 14.

<sup>308</sup> LK-Dannecker, § 1 N 179.

<sup>309</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 20.

<sup>310</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 31, 35 ff.; weiterführend zur Mehrdeutigkeit, Vagheit und Porosität von Begriffen Cohen, 46 ff.

<sup>311</sup> LK-Dannecker, § 1 N 195 f. m.H.; Hassemer/Kargl, § 1 N 14a m.H.; Cohen, 68 ff., 105 ff.

<sup>312</sup> Z.B. ist eine vorsätzliche Tötung entweder ausnahmsweise durch einen Rechtfertigungsgrund gerechtfertigt oder sie ist es nicht.

*Abwägung aller relevanten Umstände* zu ermitteln sind. D.h. konkret, dass zwar z.B. Generalklauseln und wertausfüllungsbedürftige Begriffe grundsätzlich vermieden werden sollten, aber eine generalisierende Tatbestandsformulierung einer umständlichen und damit vom Normadressaten nicht mehr durchschaubaren Detailregelung vorzuziehen ist.<sup>313</sup> Nochmals anders formuliert, das Bestimmtheitsgebot fordert „nicht zur Präzision um jeden Preis“ auf, „sondern zu einer *Verbindung von Präzision und Flexibilität*.“<sup>314</sup>

Hat der Gesetzgeber versagt, so haben die *Strafgerichte* einem in Verletzung des Bestimmtheitsgebots nur unzureichend formulierten Gesetz „die Anwendung zu versagen.“<sup>315</sup> Sie dürfen „ein unbestimmtes Gesetz nicht von sich aus allgemein“ nachbessern.<sup>316</sup> Allerdings machen Unklarheiten in Grenzfällen

„das Gesetz (auch ein Blankettstrafgesetz) nicht ungültig.“ Das Gesetz ist vielmehr „durch Richterspruch“ zu konkretisieren, was gerade „auch für strafrechtliche Spezialgebiete wie das verwaltungsakzessorisch ausgestaltete Umweltstrafrecht“ gilt.<sup>317</sup> Die gerichtliche Überprüfung des Bestimmtheitsgebots wird durch Art. 190 BV weitgehend auf Bundesverordnungsrecht beschränkt, da Bundesgesetze (und Völkerrecht) für das Bundesgericht „massgebend“ sind. Die Vorschrift statuiert „ein Anwendungsgebot, kein Prüfungsverbot [...]. Hingegen kann das Bundesgericht Verordnungen des Bundesrates vorfrageweise auf ihre Gesetzes- und Verfassungsmässigkeit prüfen. Bei unselbständigen Verordnungen, die sich auf eine gesetzliche Delegation stützen, prüft es, ob sich der Bundesrat an die Grenzen der ihm im Gesetz eingeräumten Befugnisse gehalten hat. Wird ihm ein sehr weiter Ermessensbereich eingeräumt, so ist dies auch für das Bundesgericht verbindlich. Es kann sein eigenes Ermessen nicht an die Stelle desjenigen des Bundesrates setzen“ (BGer, 6P.26/2007 vom 27.10.2007, E. 3.1).<sup>318</sup>

Mit Blick auf diese Frage ist vermerkt worden, dass „die Praxis das Bestimmtheitsgebot mehr als Problem der Rechtsetzungsdelegation denn als eine strafrechtliche Garantie“ erachte.<sup>319</sup>

## I. Bundesgerichtliche Praxis

### 1. Nulla poena sine lege

Das Bundesgericht hatte den Grundsatz *nulla poena sine lege* ursprünglich aus Art. 4 aBV abgeleitet und ihn als verletzt erachtet,

„wenn ein Bürger wegen einer Handlung, die im Gesetz überhaupt nicht als strafbar bezeichnet wird, strafrechtlich verfolgt wird, oder wenn eine Handlung, derentwegen ein Bürger strafrechtlich verfolgt wird, zwar in einem Gesetz mit Strafe bedroht ist, dieses Gesetz selber aber nicht als rechtsbeständig angesehen werden kann, oder endlich, wenn der Richter eine Handlung unter ein Strafgesetz subsumiert, die darunter auch bei weitestgehender Auslegung nach allgemeinen strafrechtlichen Grundsätzen nicht subsumiert werden kann“ (BGE 27, 339 E. 1; 112 Ia 107 E. 3a, 112; 118 Ia E. 7a, 318 f.).

---

<sup>313</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 41.

<sup>314</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 19 (Hervorh. im Original fett).

<sup>315</sup> Maeder, N 49.

<sup>316</sup> LK-Dannecker, § 1 N 180.

<sup>317</sup> LK-Dannecker, § 1 N 213.

<sup>318</sup> Zur Rechtslage bei verfassungsunmittelbaren Verordnungen BGE 123 IV 29 ff.

<sup>319</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 44.

Diese Leitsätze sind in nahezu und in der Sache identischer Formulierung in die Praxis zur geltenden BV übernommen worden (BGE 139 I 72 E. 8.2.1, 85; 138 IV 13 E. 4.1, 20; BGer, 6B\_419/2010 vom 22.7.2010, E. 2.4). Dabei wird das Legalitätsprinzip heute auf landesrechtlicher Ebene aus Art. 5 Abs. 1, Art. 9 und Art. 164 Abs. 1 lit. c BV (BGE 138 IV 13 E. 4.1, 19 f.; 129 IV 276 E. 1.1.1, 278)<sup>320</sup> und auf völkerrechtlicher Ebene aus Art. 7 EMRK und Art. 15 UNO-Pakt II (BGE 139 I 72 E. 8.2.1, 85; BGer, 6B\_385/2008 vom 21.7.2008, E. 3.1) abgeleitet.

## 2. Bestimmtheitsgebot und Auslegung

Das vom Bundesgesetzgeber in Art. 1 StGB aufgenommene Legalitätsprinzip (BGE 112 Ia E. 3a, 112) wird u.a. durch das *Bestimmtheitsgebot* konkretisiert. Eine Strafnorm muss hinreichend bestimmt sein. Welche Anforderungen an den Grad der Bestimmtheit zu stellen sind, „lässt sich nicht abstrakt festlegen“ (BGE 139 I 72 E. 8.2.1, 86). Dies „hängt unter anderem von der Komplexität der Regelungsmaterie und der angedrohten Strafe ab ...“ (BGE 138 IV 13 E. 4.1, 20; 118 Ia 305 E. 7a, 319). Umfassender umschrieben werden die – wiederum beispielhaft gemeinten – *relevanten Gesichtspunkte*, wenn das Bundesgericht auf die Vielfalt der zu ordnenden Sachverhalte, die Komplexität, die Vorhersehbarkeit der im Einzelfall erforderlichen Entscheidung, die Normadressaten, die Schwere des Eingriffs in Verfassungsrechte und die Konkretisierung einer erst im Einzelfall möglichen und sachgerechten Entscheidung verweist (BGE 139 I 72 E. 8.2.1, 86 m.H.; 138 IV 13 E. 4.1, 20).<sup>321</sup>

Strafvorschriften bedürfen wie alles Recht der *Auslegung*. Entsprechend enthält das Bestimmtheitsgebot „kein Verbot der schrittweise erfolgenden Klärung der Vorschriften durch richterliche Auslegung; es ist gerade die Aufgabe der Gerichte, verbleibende Auslegungszweifel zu beheben“ (BGE 139 I 72 E. 8.2.1, 86). Es darf somit *nicht in absoluter Weise* verstanden werden. „Das Gesetz muss so präzise formuliert sein, dass der Bürger sein Verhalten danach richten und die Folgen eines bestimmten Verhaltens mit einem den Umständen entsprechenden Grad an Gewissheit erkennen kann“ (BGE 138 IV 13 E. 4.1, 20 m.H.). Der Gesetzgeber kann

„nicht völlig darauf verzichten, allgemeine Begriffe zu verwenden, die formal nicht eindeutig generell umschrieben werden könnten und die an die Auslegung durch die Behörde besondere Anforderungen stellten; denn ohne die Verwendung solcher Begriffe wäre er nicht in der Lage, der Vielgestaltigkeit der Verhältnisse Herr zu werden ... In ähnlicher Weise hat sich der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte zur Frage der Bestimmtheit der Gesetze geäußert. Er führte aus, es sei unmöglich, zu absoluter Bestimmtheit bei der Gestaltung von Gesetzen zu gelangen, denn es sei kaum möglich, ein Gesetz zu formulieren, das jedes mögliche Ereignis abdecke. Es sei daher unvermeidlich, dass viele Gesetze mehr oder minder vage Begriffe enthielten und ihre Auslegung und Anwendung der Praxis zu überlassen seien“ (BGE 117 Ia 472 E. 3e, 479 f. m.H.).

An allgemeinen oder mehr oder minder *vagen Begriffen*, „deren Auslegung oder Anwendung der Praxis überlassen werden muss“, führt in der Gesetzgebung somit kein Weg vorbei (BGE 138 IV 13 E. 4.1, 20; BGer 6P.27/2007 vom 27.10.2007, E. 3.5 m.H.). Mitunter – und gerade auch im Umweltstrafrecht – bedient sich der Gesetzgeber der Technik der *Verweisung auf verwaltungsrechtliche Vorschriften*. „Durch eine solche Gesetzestechnik werden Straftatbestände nicht unbestimmt, insbesondere dann nicht, wenn sie sich im gleichen Erlass befinden. Vielmehr kann durch den Einbezug ausserstrafrechtlicher Regelungen ein hoher Grad an Bestimmtheit erreicht werden. Allerdings erfordert dies vom Normadressaten nicht selten, dass er sich hierüber erst informieren muss. Diese Ausführungsnormen müssen daher ihrerseits genügend bestimmt sein.“ Zudem darf die strafrechtliche Aus-

<sup>320</sup> Vgl. auch BGer, 6P.26/2007 vom 27.10.2007, E. 3.2-3.

<sup>321</sup> Ein Teil dieser Kriterien hat *Dubs*, 241, aufgestellt.

legung nicht über die Auslegung der verwaltungsrechtlichen Vorschriften hinausgehen (BGer 6P.27/2007 vom 27.10.2007, E. 3.5 m.H.).

### 3. (Sub-)Delegation und Blankettnormen

„Jede Strafe, welche einen Freiheitsentzug mit sich bringt, bedarf als schwerer Eingriff in die persönliche Freiheit einer klaren Grundlage in einem formellen Gesetz. Für andere Strafen genügt nach der Rechtsprechung dagegen eine Verordnung, die sich im Rahmen von Verfassung und Gesetz hält“ (BGE 118 Ia 305 E. 2a, 309 und E. 7a, 319; 112 Ia 107 E. 3b, 112 f.). Man spricht im Fall einer entsprechenden Verordnung von einer zulässigen *Delegation der Rechtsetzungsbefugnis*. Eine Verordnung gibt nur dann eine materiell hinreichende gesetzliche Grundlage ab, „wenn sie die Schranken wahrt, die ihrem Regelungsbereich insbesondere durch die Prinzipien der Gewaltenteilung und der Normenhierarchie gesetzt sind. Aber auch auf dieser Normstufe müssen die Merkmale strafbaren Verhaltens und dessen Folgen im Zeitpunkt seiner Ausführung bestimmt und für jedermann klar erkennbar gewesen sein“ (BGE 112 Ia 107 E. 3b, 113 m.H.).

Die Delegation von Rechtsetzungsbefugnissen erfordert einerseits eine *klare gesetzliche Grundlage* (Gesetzesvorbehalt) und andererseits die Einhaltung des *Grundsatzes der Gewaltenteilung* (Gesetzesvorrang). Durch die Voraussetzungen der hinreichenden Bestimmtheit und des Erlasses durch das hierfür zuständige Organ unterliegt sie einerseits dem rechtsstaatlichen Anliegen der Rechtsgleichheit, Berechenbarkeit und Voraussehbarkeit staatlichen Handelns und andererseits dem demokratischen Anliegen der Sicherung der staatsrechtlichen Zuständigkeitsordnung (BGer, 6B\_385/2008 vom 21.7.2008, E. 3.1 m.H.; 6P.27/2007 vom 27.10.2007, E. 3.2).<sup>322</sup> Die Rüge der Verletzung der Grundsätze der Delegation von Rechtsetzungsbefugnissen beschäftigt das Bundesgericht in der Praxis *verhältnismässig häufig* (vgl. betr. bundesrechtliche Delegationsnormen etwa BGer, 6B\_771/2011 vom 11.12.2012, E. 2 = unveröffentlichter Teil von BGE 139 IV 62; BGer, 6P.35/2007 und 6S.135/2007 vom 27.10.2007; 6S.289/2004 vom 24.11.2004 und 20.1.2005; BGE 123 IV 29; 120 IV 78 und betr. kantonale Delegationsnormen BGer, 6B\_385/2008 vom 21. Juli 2008; BGE 118 Ia 305; 112 Ia 107).

Eine spezifische Form der Delegation liegt bei eigentlichen *Blankettstrafnormen* (Blankettgesetz in engerem Sinn) vor, die einen Strafraum aufspannen, deren Tatbestand aber entweder ausserstrafrechtlichen und d.h. im Umweltbereich verwaltungsrechtlichen Vorschriften gleicher Stufe<sup>323</sup> oder „sog. ausfüllenden Normen im nachgeordneten Verordnungsrecht entnommen werden“ muss.<sup>324</sup> Eine Sonderform sind Blankett-*Ungehorsamstatbestände*, die das verbotene oder gebotene Verhalten nicht mehr generell-abstrakt umschreiben, sondern auf unter Hinweis auf die entsprechende Strafdrohung erlassene *individuell-konkrete Verfügungen* verweisen. Das nachgerade klassische Beispiel bildet Art. 292 StGB.<sup>325</sup> Blankettstrafnormen begegnen nicht nur auf Stufe des Gesetzes<sup>326</sup>, sondern auch „auf blosser Verordnungsstufe“.<sup>327</sup> Das Bundesgericht hat festgehalten, dass im Fall einer Blankettstrafnorm, die auf nachgeordnetes Verordnungsrecht verweist, die Strafbestimmung die

<sup>322</sup> Vgl. zur Delegation auf kantonaler Ebene BGE 118 Ia 305 E. 2, 309 ff.

<sup>323</sup> Kloepfer/Heger, N 93.

<sup>324</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 29.

<sup>325</sup> Vgl. zur strafrichterlichen Überprüfungsbeugnis Komm.USG-Ettler, Vorbem zu Art. 60-62, N 13; Trechsel/Pieth-Vest, Art. 292 N 12.

<sup>326</sup> Das Bundesgericht bezeichnet z.T. auch Strafgesetze, in denen auf verwaltungsrechtliche Verhaltensnormen verwiesen wird, als Blankettnormen (BGer, 6B\_385/2008 vom 21.7.2008, E. 3.3.2). Für wird diese Technik wird hier und im Folgenden zur besseren Unterscheidung der Begriff „Ausfüllungsnorm“ benutzt.

<sup>327</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 29.

verwaltungsrechtliche Ausführungsvorschrift klar zu benennen hat. Eine solche sog. blankettausfüllende Norm ist „mit der Strafnorm zusammen zu lesen und auszulegen. Die Strafbestimmung ist so zu lesen, als stünde in ihr der Text der Ausfüllungsnorm. Durch eine solche Gesetzestechnik werden die Straftatbestände nicht unbestimmt“ (BGer, 6B\_385/2008 vom 21. Juli 2008, E. 3.3.2).<sup>328</sup>

#### 4. Kasuistik

Das Bestimmtheitsgebot hat in der bundesgerichtlichen Rechtsprechung gerade mit Blick auf solche Konstellationen eine wesentliche praktische Bedeutung erlangt.<sup>329</sup> In den wenigen Fällen, in denen seine Verletzung festgestellt werden musste, hat dies folgerichtig zur Aufhebung der entsprechenden Strafurteile geführt. Die neuere Praxis, deren Skizzierung die Möglichkeit bietet, weitere Aspekte des Bestimmtheitsgebots zu präzisieren, präsentiert sich wie folgt:

- **BGer, 6B\_771/2011 vom 11.12.2012:** Die Chefapothekerin eines Spitals stand der Medikamentenkommission vor, welche über die Aufnahme von Arzneimitteln in die Bestellliste des Spitals entschied. Im Namen der Spitalapotheke schloss sie mit Pharmafirmen Verträge über die Leistung von Drittmitteln für Forschung, Entwicklung und Personal in Höhe von beinahe 50'000. SFr. zu Gunsten der Spitalapotheke. Nach Art. 87 Abs. 1 lit. b HMG wird bestraft, „wer gegen die Bestimmungen über die Werbung für Heilmittel verstösst“. Ein Hinweis auf einzelne Gesetzesartikel fehlt. Der 5. Abschnitt des 2. Kap. des HMG („Werbung und Preisvergleiche“) umfasst die Art. 31-33 HMG. Während Art. 31 und 32 HMG zweifellos Bestimmungen über die Werbung enthalten, verbietet Art. 33 HMG unter dem Randtitel „Versprechen und Annehmen geldwerter Vorteile“ ein korruptionsrelevantes Verhalten. Die Vorschrift des Art. 33 HMG kann somit nach Ansicht des BGer höchstens systematisch, nicht aber – und das erwies sich als entscheidend – grammatikalisch als eine durch Art. 87 Abs. 1 lit. b HMG gedeckte Bestimmung über Werbung eingestuft werden. Die Strafnorm des Art. 87 Abs. 1 lit. b HMG verstösst damit in Bezug auf das durch Art. 33 HMG geregelte Korruptionsverbot gegen das Bestimmtheitsgebot. Demgemäss wurde der durch die kantonalen Gerichte in Aufhebung des durch die Swissmedic erlassenen Bussenmandats verfügte Freispruch bestätigt (E. 2.3-5).<sup>330</sup>
- **BGer 6B\_419/2010 vom 22.7.2010:** Ein Landwirt hatte eine ein Flachmoor haltende Parzelle, die einem Bewirtschaftungsvertrag unterlag, der nur das Beweiden durch Rindvieh und das Mähen der Wiese erlaubte, gedüngt (bzw. Mist ausgeführt). Eine Schädigung des Flachmoores war dadurch nicht eingetreten. § 20 Abs. 2 der luzernischen Moorverordnung sieht in Verbindung mit § 53 Abs. 2 des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz für Zuwiderhandlung gegen einzeln aufgeführte Vorschriften, ohne dabei geschütztes Gebiet zu zerstören oder schwer zu beschädigen, eine Busse bis Fr. 20'000.-, in leichten Fällen bis Fr. 5'000.- vor. Die Argumentation des Beschwerdeführers, wonach § 20 Abs. 2 Moorverordnung wie dessen Abs. 1 eine (nicht-schwere) Schädigung voraussetze, wurde vom BGer mit dem formal korrekten und sachlich überzeugenden Argument zurückgewiesen, „dass die Negation des Begriffs der ‚schweren Beschädigung‘ nicht zwangsläufig eine leichte Beschädigung umfassen muss, sondern auch überhaupt keine Beschädigung einschliessen kann“ (E. 2.5).
- **BGer, 6B\_385/2008 vom 21.7.2008:** Der Beschwerdeführer hatte nach Abschuss eines Rehs im Wildraum 5 fälschlicherweise den Wildraum 27 in sein Kontrollheft eingetragen, wofür er wegen unkorrekten Eintrags von erlegten Wildtieren in die Abschusskontrolle zu einer Busse von Fr. 500.- verurteilt wurde. Art. 19 Abs. 1 des Gesetzes über Jagd und Wildtierschutz des Kantons Bern (JWG) statuiert die Pflicht des Jägers zur Abschusskontrolle. Art. 34 JWG sieht vor, dass der Regierungsrat die Ausfüh-

<sup>328</sup> Ähnlich auch BVerfGE 75, 329 ff., zit. nach NJW 1987, 3175.

<sup>329</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 44.

<sup>330</sup> Vgl. hierzu Eicker, Sind die Strafvorschriften des Nebenstrafrechts oft zu unbestimmt und daher unanwendbar?, in: dRSK, publiziert am 6. Februar 2013, N 3 ff., 7 ff. (zit. Strafvorschriften).

rungsvorschriften erlässt (Abs. 1), wobei er insb. betreffend die Kontroll- und Meldepflichten ergänzendes Recht erlassen (Abs. 2) oder seine Befugnisse durch Verordnung an die Volkswirtschaftsdirektion übertragen kann (Abs. 3). Der Regierungsrat hat den Erlass von Ausführungsvorschriften über die Abschusskontrolle in Art. 36 lit. h der Jagdverordnung an die Volkswirtschaftsdirektion delegiert, welche die Materie in Art. 17 der betreffenden Direktionsverordnung (JaDV) regelte. Art. 31 JWG („Übertretungen“) regelt die strafrechtlichen Sanktionen, soweit nicht Bundesrecht zur Anwendung gelangt. Dabei wird derjenige, der gegen die ausführenden oder ergänzenden Vorschriften des Regierungsrates oder der Volkswirtschaftsdirektion über die Kontroll- und Meldepflichten verstösst, gem. Art. 31 Abs. 1 lit. a JWG mit Busse bis zu Fr. 20'000.- bestraft. Das BGer hält fest, dass Art. 31 Abs. 1 lit. a JWG das strafbare Verhalten selbst nicht definiert, jedoch klar auf die verwaltungsrechtliche Ausführungsvorschrift über die Pflichten des Jägers betr. Abschusskontrolle (Art. 17 JaDV) verweise. Eine solche sog. blankettausfüllende Norm sei „mit der Strafnorm zusammen zu lesen und auszulegen“. Letztere sei so zu verstehen, „als stünde in ihr der Text der Ausfüllungsnorm. Durch eine solche Gesetzestechnik werden die Straftatbestände nicht unbestimmt“ (E. 3.3.2).

- **BGer, 6P.62/2007 vom 27.10.2007:** Art. 6 Abs. 1 SVG untersagt im Bereich der für Motorfahrzeuge und Fahrräder offenen Strassen Reklamen und andere Ankündigungen, die zur Verwechslung mit Signalen oder Markierungen führen oder sonst, namentlich durch Ablenkung der Strassenbenützer, die Verkehrssicherheit beeinträchtigen können. Nach Abs. 2 kann der Bundesrat Reklamen und Ankündigungen im Bereich von Autobahnen und Autostrassen gänzlich untersagen. Im Rahmen der Konkretisierung von Art. 6 SVG in Art. 95 ff. SSV hat der Bundesrat in Art. 98 Abs. 1 SSV im Bereich von Autobahnen und Autostrassen Strassenreklamen untersagt. Das vorschriftswidrige Anbringen von Strassenreklamen wird in Art. 114 Abs. 1 lit. a SSV mit Busse bestraft. Der Beschwerdeführer wurde wegen des Aufstellens von zwei Anhängern mit Werbeaufschriften auf einer Liegenschaft im Sichtbereich der Autobahn gebüsst. Dem Einwand mangelnder Bestimmtheit der Strafnorm begegnet das BGer mit der Überlegung, dass „die auszulegende Vorschrift von Art. 114 Abs. 1 lit. a SSV auf verwaltungsrechtliche Vorschriften“ verweise. Dadurch würden „Straftatbestände nicht unbestimmt, insbesondere dann nicht, wenn sie sich im gleichen Erlass befinden. Vielmehr kann durch den Einbezug ausserstrafrechtlicher Regelungen ein hoher Grad an Bestimmtheit erreicht werden. Allerdings erfordert dies vom Normadressaten nicht selten, dass er sich hierüber erst informieren muss. Diese Ausfüllungsnormen müssen daher ihrerseits genügend bestimmt sein.“ (E. 3.5; vgl. auch E. 4)
- **BGer, 6S.289/2004 vom 24.11.2004 und 20.1.2005:** In Aufhebung eines Urteils des aargauischen Obergerichts entschied das BGer, dass das Zurücklassen eines alten Staubsaugers in einem Einkaufswagen der Migros bei der Wagensammelstelle in der Tiefgarage des Migros-Center nicht als strafbares Ablagern von Abfällen ausserhalb von bewilligten Deponien gem. Art. 61 Abs. 1 g USG zu qualifizieren sei. Der Begriff „Abfälle“ wird in Art. 7 Abs. 6 USG definiert. „Entsorgung“ umfasst nach Art. 7 Abs. 6<sup>bis</sup> USG die Verwertung oder Ablagerung sowie die Vorstufen Sammlung, Beförderung, Zwischenlagerung und Behandlung. Abfälle dürfen gem. Art. 30e Abs. 1 USG nur auf Deponien abgelagert werden. Auf eben diese Verhaltensnorm wird in Art. 61 Abs. 1 lit. g USG verwiesen. Die Rückgabe, Rücknahme und Entsorgung elektrischer und elektronischer Geräte wird in der VREG, einer bundesrätlichen Verordnung, geregelt. Nach Art. 3 f. VREG können namentlich Haushaltsgeräte bei einem Händler, der Geräte solcher Art in seinem Sortiment führt, zurückgegeben werden. Obwohl die Rückgabe des Staubsaugers nicht an dem von der Migros für das entsprechende Center bezeichneten Ort und damit nicht in deren Sinne erfolgt ist, liegt aufgrund des Zurücklassens in den Räumlichkeiten der rücknahmeverpflichteten Händlerin kein Verstoss gegen die VREG vor (E. 2-3).
- **BGE 120 IV 78:** Im Ermächtigungsverfahren bewilligte die Obergerichtskommission des Kantons Obwalden die Eröffnung einer Strafuntersuchung gegen einen Gemeinderat wegen des Verdachts der Ablagerung von Abfällen (Sperrgut) auf einer nicht bewilligten Deponie gem. Art. 61 Abs. 1 lit. e i.V.m.



Art. 30 Abs. 3 aUSG, lehnte mit Bezug auf den Verdacht des Verbrennens der entsprechenden ca. 50 m<sup>3</sup> Abfälle im Freien in Verstoss gegen Art. 61 Abs. 1 lit. a USG i.V.m. Art. 26a Abs. 1 LRV die Eröffnung jedoch mangels gesetzlicher Grundlage ab. Das BGer hiess die von der Schweizerischen Bundesanwaltschaft erhobene Nichtigkeitsbeschwerde gut. Art. 61 Abs. 1 lit. a USG verweist in Klammern u.a. auf Art. 12 USG, der den Randtitel „Emissionsbegrenzungen“ trägt. Gem. Art. 7 Abs. 2 USG gelten Luftverunreinigungen, Lärm, Erschütterungen und Strahlen beim Austritt aus Anlagen als „Emissionen“, die nach Art. 11 Abs. 1 USG Emissionsbegrenzungen unterliegen. Anlagen sind gem. Art. 7 Abs. 7 USG u.a. Bauten, Verkehrswege und andere ortsfeste Einrichtungen sowie Terrainveränderungen. Bewilligte oder sog. wilde Deponien, auf der z.B. Siedlungsabfälle in grösserer Menge abgelagert und in der Folge verbrannt werden, sind aufgrund der beiden zuletzt genannten Kriterien „Anlagen“ (vgl. auch Art. 3 Abs. 4-6 aTVA, Ziff. 71, 72, 714, 718 und 728 des Anhangs 2 zur LRV und Anhang 2 zur VVEA). Art. 26a Abs. 1 LRV bestimmt, dass Abfälle nur in dafür geeigneten stationären Anlagen verbrannt werden dürfen, und enthält damit – entgegen der Meinung der Vorinstanz – eine allgemein gehaltene Betriebsvorschrift im Sinne von Art. 12 Abs. 1 lit. c USG und stellt somit eine gem. Art. 12 Abs. 2 USG in einer Verordnung erlassene Emissionsbegrenzung nach Art. 12 Abs. 1 USG dar. Das Verbrennen des Sperrguts habe *in casu* den objektiven Tatbestand von Art. 61 Abs. 1 lit. a USG i.V.m. Art. 12 Abs. 1 lit. c USG und Art. 26a Abs. 1 LRV erfüllt und sei kein Bagatelldelikt. Das BGer räumt ein, dass diese Gesetzestechnik kompliziert sei, „aber wohl unvermeidlich, da einerseits die Materie gerade auch in Bezug auf die Emissionsbegrenzungen komplex ist und andererseits nach den Intentionen des Gesetzgebers nicht jedes die Umwelt belastende Verhalten gemäss USG strafbar sein soll. Immerhin sollten die grundlegenden strafbewehrten Vorschriften, die sich nicht nur etwa an die Erbauer und Betreiber, sondern an die Inhaber von Abfällen, also an jedermann richten, im Gesetz selber stehen.“ (E. 5 m.H.)

## 5. Conclusions

La jurisprudence suit en règle générale une propension logique à statuer dans chaque affaire selon les caractéristiques propres au dossier. Si cette pratique rend difficile tout pronostic eu égard à l'issue de la procédure dans les cas pratiques et hypothétiques, il est possible malgré tout, et avec la prudence qui est de mise, de déduire *certaines tendances des motifs juridiques* développés dans les arrêts évoqués.

On notera tout d'abord que le Tribunal fédéral considère le principe de précision de la base légale des délits et des peines de par sa nature comme un principe d'optimisation et conjugue ce dernier sur le fond *de manière différenciée et pragmatique*. Il tient compte en l'occurrence notamment aussi des besoins de réglementation juridique en présence, par exemple eu égard aux conditions spécifiques à une matière plutôt technique. Sur ce point, le Tribunal fédéral a constaté que, pour admettre une norme pénale qui renvoie à *des normes de comportement de droit administratif (normes de renvoi ou normes de comblement)*, il suffit de pouvoir déduire de celles-ci le comportement interdit (TF, 6P.62/2007 du 27.10.2007, consid. 3.5 où le tribunal note que c'est justement cette technique de renvoi qui permet d'atteindre un haut degré de précision).<sup>331</sup> Ces normes doivent être lues et interprétées *en lien avec la prescription pénale*, c.-à-d. comme si le texte de la norme de comblement se trouvait dans la disposition pénale (TF, 6B\_385/2008 du 21.7.2008, consid. 3.3.2; ATF 120 IV 78, consid. 5, p. 88). « Si le droit pénal renvoie à des prescriptions de droit administratif, l'interprétation en droit pénal ne doit pas aller au-delà de celle en droit administratif. » (TF, 6P.62/2007 du 27.10.2007, consid. 3.5).<sup>332</sup>

<sup>331</sup> Cf. aussi LK-Dannecker, § 1 N 216, avec renvoi à la jurisprudence du Tribunal constitutionnel allemand.

<sup>332</sup> Voir aussi Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 n° 11.

Le Tribunal fédéral a aussi explicitement *reconnu* comme étant admissible le fait de déléguer la description de la teneur de l'interdit de la loi dans une ordonnance.<sup>333</sup> Une délégation subséquente ou *subdélégation* de l'exécutif à une direction ou un département vaut aussi comme étant admissible (TF, 6B\_385/2008 du 21.7.2008).

De par leur nature, les *exigences concrètes* en matière de précision de la base légale des normes pénales sont quelque peu moins claires. Certes, une quantité d'aspects sont mentionnés, p. ex. la diversité des faits à classer ou la complexité des matières de réglementation, les peines encourues, la prévisibilité de la décision qui s'impose dans le cas d'espèce, les destinataires des normes, l'importance de l'atteinte aux droits constitutionnels et la concrétisation d'une décision adéquate et possible uniquement dans le cas d'espèce (ATF 139 I 72 consid. 8.2.1; 138 IV 13 consid. 4.1, 20).<sup>334</sup> Mais l'idée sous-jacente aux réflexions du Tribunal fédéral à ce sujet peut se résumer dans la structure suivante :

- Type de sanction : peine privative de liberté ou peine pécuniaire, y compris amende<sup>335</sup>
- Caractère de la norme : loi ou ordonnance
- Technique de l'énoncé de fait : formulation directe de l'énoncé ou norme pénale de renvoi
- Cercle des destinataires : infraction commune (générale) ou infraction propre (spéciale)
- Teneur : domaine d'expérience général ou connaissances spéciales (techniques)
- Degré de complexité : bas ou élevé<sup>336</sup>
- Accessoirité : accessoirité de droit administratif et accessoirité d'acte administratif<sup>337</sup>

Au final, dans tous les arrêts du Tribunal fédéral cités ci-dessus, seule la prescription de l'art. 87 al. 1 let. b LPTh, qui interdit la publicité pour les produits thérapeutiques, a été considérée comme faisant défaut de précision. Ce résultat, en tout cas, n'est pas dû au seul fait que ladite prescription ne renvoie pas à des normes de comportement particulières. Mais l'art. 33 LPTh (« Promesse et acceptation d'avantages matériels »), que l'accusé en l'espèce est censé avoir transgressé du point de vue de Swissmedic, ne saurait être compris *sans autre* sur le fond comme une interdiction de publicité, quand bien même il figure dans le paragraphe intitulé « Publicité et comparaisons de prix », puisqu'il est dirigé (prioritairement) contre la corruption :

« En considération du libellé de l'art. 87, al. 1, let. b, LPTh et faute d'un renvoi dans cette disposition à l'art. 33 al. 2 LPTh, il n'est pas possible de discerner à partir de cette disposition pénale que toute personne qui sollicite ou accepte des avantages matériels pour la prescription ou la remise de médicaments pourrait en vertu de l'art. 87 al. 1 let. b LPTh se rendre coupable de violation des dispositions sur la publicité des produits thérapeutiques. » L'auteur d'un tel acte n'est jamais amené à s'informer sur le contenu des dispositions relatives à la publicité des produits thérapeutiques. (...) Il ne peut donc pas savoir que la disposition concernant la sollicitation et l'acceptation d'avantages matériels pour la prescription ou la remise de médicaments (art. 33 al. 2 LPTh) est classée dans un chapitre intitulé « Publicité et comparaisons de prix » et pourrait de ce fait être potentiellement qualifiée de disposition sur la publicité des produits thérapeutiques. Il n'appartient pas au citoyen

<sup>333</sup> Seul l'arrêt TF 6B\_771/2011 du 11.12.2012 ne concerne pas la problématique de la délégation.

<sup>334</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 n° 45.

<sup>335</sup> Le fait que le TF exige une base légale claire pour les peines privatives de liberté ne signifie pas – dans l'hypothèque où clarté et précision sont à comprendre comme étant des synonymes exacts ou approchants – que le législateur pourrait se contenter sans autre de prescriptions imprécises pour les sanctions pécuniaires ; *Dubs*, 242 (la citation se réfère à des atteintes étatiques à la liberté et à la propriété de manière générale).

<sup>336</sup> Dans ce contexte, il s'agit en particulier aussi de savoir si l'imprécision relative d'une norme pénale s'explique par des raisons objectives ou non ; *Dubs*, 239.

<sup>337</sup> Cf. *Eicker*, Beurteilung 9 ; *Ders.*, Ermittlung, 175 ; cf. *Vest/Ronzani*, 447 s.

d'étudier la loi pour découvrir que la sollicitation ou l'acceptation d'avantages matériels pour la prescription et la remise de médicaments peut être punissable en tant que violation des dispositions sur la publicité pour les produits thérapeutiques au sens de l'art. 87 al. 1 let. b LPTH via, par exemple, une interprétation systémique de la loi. Au contraire, il revient au législateur de préciser clairement dans la disposition pénale elle-même, p. ex. par un renvoi à un article de loi déterminant, quelles prescriptions comptent au nombre des dispositions sur la publicité pour les produits thérapeutiques dont le non-respect au sens de l'art. 87 al. 1 let. b LPTH est punissable. » (TF 6B\_771/2011 du 11.12.2012, consid. 2.4).<sup>338</sup>

Du point de vue quantitatif, on peut ainsi, d'une part, confirmer le constat relevé dans la doctrine en lien avec la jurisprudence selon lequel le principe de précision de la base légale a « une importance directe minime » et qu'il ne se trouve transgressé que dans des « cas extrêmes ».<sup>339</sup> D'autre part, l'arrêt du TF 6B\_771/2011 du 11.12.2012 montre que délégation et technique de renvoi ne sauraient aller jusqu'au point où il *n'est plus clair* pour le citoyen *de savoir ce qui pourrait être interdit*.<sup>340</sup> Ceci contredit le point de vue – notamment soutenu aussi par la CourEDH – de la *prévisibilité personnelle*, qui résonne différemment dans la pratique du Tribunal fédéral relative au principe de précision de la base légale. A ce stade, le Tribunal fédéral part généralement du principe que le destinataire de la norme doit au besoin aussi s'informer (TF 6P.62/2007 du 27.10.2007, consid. 3.5 concernant l'interdiction des réclames dans la zone des autoroutes). Il pourrait en aller ainsi typiquement de la circulation routière, dans la mesure où l'art. 90, al. 1, LRC renvoie simplement à la violation des « règles de la circulation prévues par la présente loi ou par les dispositions d'exécution émanant du Conseil fédéral. » Mais une réglementation doit à cet égard être en tout cas au moins assez claire pour que le citoyen sache d'emblée quel est son but général et ne doive pas d'abord l'« identifier » (TF 6B\_771/2011 du 11.12.2012, consid. 2.4).<sup>341</sup> En outre, les « prescriptions de base comportant des sanctions » qui s'adressent à tout un chacun – par délimitation aux normes qui ne concernent que les constructeurs, exploitants et propriétaires de centrales – devraient « figurer dans la loi elle-même » (ATF 120 IV 78, consid. 5, p. 88).

Le Tribunal fédéral n'a évidemment cité là que des *éléments essentiels* d'une technique législative répondant au principe de précision de la base légale qui laissent une marge d'interprétation considérable. « Il n'est pas possible de définir un seuil minimal à la précision ». <sup>342</sup> Et le principe lui-même est donc imprécis<sup>343</sup> et doit finalement être compris comme une « exigence de précision relative ». <sup>344</sup> C'est pourquoi on ne peut que difficilement faire des déclarations générales.<sup>345</sup>

## II. EGMR

Nach Art. 7 Ziff. 1 Satz 1 EMRK darf niemand „wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach innerstaatlichem oder internationalem Recht nicht strafbar war.“ Auf nationaler Ebene kann mithin „nur das Gesetz eine Straftat definieren und Strafsanktionen vorschreiben“. Da „richterliche Rechtsfortbildung nur in den Grenzen der Vorhersehbarkeit zugelassen ist, determiniert Art. 7 auch die Gewaltenteilung zwischen gesetzgebender und rechtsprechen-

<sup>338</sup> I.E. zustimmend *Eicker*, Strafvorschriften, N 12 ff.

<sup>339</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 49 m.H. (en gras dans l'original); *Stratenwerth*, AT I, § 4 N 14.

<sup>340</sup> Vgl. BVerfGE 75, (329 ff., zit. nach NJW 1987, 3175.

<sup>341</sup> LK-Dannecker, § 1 N 182: „Verständnishorizont des Bürgers“.

<sup>342</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 45 (im Original z.T. fett).

<sup>343</sup> *Jetzer*, 171.

<sup>344</sup> LK-Dannecker, § 1 N 185 (im Original fett).

<sup>345</sup> LK-Dannecker, § 1 N 200.

den Gewalt.<sup>346</sup> Zulässig, da im Sinne von Art. 7 EMRK „gesetzmässig“, sind allerdings auch richterrechtlich gebildete Straftatbestände des Common Law oder des Völkerstrafrechts, sofern gewisse Mindestvoraussetzungen der Bestimmtheit und Vorhersehbarkeit gegeben sind.<sup>347</sup> Der EGMR gibt dem strafrechtlichen Legalitätsprinzip insgesamt eine im Vergleich mit der schweizerischen Rechtslage *stärker subjektive Wendung*. Entscheidend ist, ob „der Gesetzesadressat mit hinreichender Genauigkeit die Folgen seines Verhaltens vorhersehen kann.“<sup>348</sup> Die Garantie

„muss in einer solchen Weise ausgelegt werden, dass sie einen wirksamen Schutz gegen willkürliche Strafverfolgung, Verurteilung und Bestrafung“ bietet. Ein Straftatbestand muss „eindeutig vom Gesetz festgelegt sein“ und darf „nicht zum Nachteil des Angeklagten weit ausgelegt werden, z.B. durch Analogieschlüsse.“<sup>349</sup> Diesen Voraussetzungen wird nach *ständiger Rechtsprechung* „dann Genüge getan, wenn dem Wortlaut der jeweiligen Vorschrift, soweit erforderlich mit Hilfe der Auslegung durch die Gerichte, zu entnehmen ist, für welche Handlungen und Unterlassungen der Einzelne strafrechtlich zur Verantwortung gezogen werden kann. Die Vorhersehbarkeit der strafrechtlichen Verurteilung prüft der EGMR dabei *ex ante* aus der Perspektive des konkret Betroffenen.“<sup>350</sup>

Für das Bestimmtheitsgebot kommt es dabei „auch auf das Rechtsgebiet sowie die Zahl und den Status der Adressaten an. Technische oder relativ unbestimmte Begriffe, die im Allgemeinen zu unbestimmt sein mögen, erfüllen etwa als Bestandteile von Straftatbeständen im Disziplinarrecht für bestimmte Berufsgruppen oder im Wirtschafts- und Steuerstrafrecht noch die Bestimmtheitserfordernisse. Dies gilt umso mehr, wenn es sich um Tätigkeiten mit einem bestimmten Risiko handelt und von den Betroffenen daher erwartet werden kann, dass sie sich rechtlichen Sachverstands bedienen und besondere Sorgfalt aufbringen, um die Folgen ihres Verhaltens abschätzen zu können.“<sup>351</sup>

Zu beachten ist, dass der Begriff von „Strafdrohungen“, die gem. Art. 10 Ziff. 2 EMRK „gesetzlich vorgesehen“ (*The Sunday Times v. the United Kingdom* [26.4.1979], Ziff. 48 f.) sind, das gleiche Konzept von „Gesetz“ umfasst (*Perinçek v. Switzerland* [15.10.2015], GC, Ziff. 131, 134), wie es die Vorschrift von Art. 7 EMRK („Keine Strafe ohne Gesetz“) widerspiegelt. Erforderlich ist, dass ein möglicher Betroffener dem Wortlaut der zugänglichen und ausreichend präzise formulierten Strafbestimmung – sofern notwendig unter Beizug eines Rechtsbeistands – entnehmen und damit *vorhersehen* kann, welche Handlungen oder Unterlassungen ihn strafrechtlich verantwortlich machen, wobei aber absolute Sicherheit insoweit nicht möglich und damit nicht erforderlich ist (*Perinçek v. Switzerland*, Ziff. 131, 134 m.H.; *Rohlena v. the Czech Republic* [27.1.2015], GC, Ziff. 50; *Del Rio Prada v. Spain* (21.10.2013), GC, Ziff. 79, 91 f.; *Kononov v. Latvia* [17.5.2010], GC, Ziff. 185).

Die praktische Anwendung der Prüfkriterien von Art. 7 EMRK lässt sich wie folgt skizzieren:

- **Cantoni v. France (11.11.1996):** Der EGMR weist den Einwand des Beschwerdeführers zurück, die massgebliche Vorschrift von L.511 Loi de la santé publique sei mit Blick auf den Begriff des medizinischen Produkts sehr ungenau formuliert und verfehle damit die Kriterien der Vorhersehbarkeit und

<sup>346</sup> Grabenwarter/Pabel, § 24 N 132.

<sup>347</sup> Grabenwarter/Pabel, § 24 N 136.

<sup>348</sup> Grabenwarter/Pabel, § 24 N 136.

<sup>349</sup> EGMR *Streletz and others v. Germany* (22.3.2001), Ziff. 50. S. auch die (übrigen) Belege in der folgenden Anmerkung.

<sup>350</sup> Grabenwarter/Pabel, § 24 N 141; vgl. EGMR *Kokkinakis v. Greece* (25.5.1993), Ziff. 52; *S.W. v. UK* (22.11.1995), Ziff. 34 ff.; *C.R. v. UK* (22.11.1995), Ziff. 32 ff.; *Cantoni v. France* (11.11.1996), Ziff. 29; *Streletz and others v. Germany* (22.3.2001), Ziff. 50; *Jorgic v. Germany* (12.7.2007), Ziff. 100; *Korbely v. Hungary* (19.9.2008), Ziff. 70; *Kononov v. Latvia* (17.5.2010), GC, Ziff. 185.

<sup>351</sup> Grabenwarter/Pabel, § 24 N 143 m.H. auf EGMR *Cantoni v. France* (11.11.1996), Ziff. 35.

Zugänglichkeit. Gesetze erforderten infolge allgemeiner Anwendbarkeit allgemein-abstrakte Begriffe, die unumgänglich mehr oder weniger vage seien, was sie jedoch für sich allein nicht mit Art. 7 EMRK unvereinbar mache. Es sei gerade die Aufgabe der Auslegung und Anwendung durch die Praxis, entsprechende Zweifelsfragen zu klären.<sup>352</sup> Mithilfe eines Rechtsbestands hätte der Beschwerdeführer das Risiko der Strafverfolgung vorhersehen können (Ziff. 31 f., 35).

- ***Streletz and others v. Germany (22.3.2001)***: Der Fall betrifft die Verantwortung von Mitgliedern des Verteidigungsrats der früheren DDR für die Ausgestaltung des Grenzregimes (Todesschüsse, Selbstschussanlagen, Minenstreifen). Er ist interessant, da der EGMR als Ausdruck ständiger Rechtsprechung festhält, dass selbst bei eindeutig formulierten Rechtsvorschriften „notwendigerweise ein Element der Auslegung mitenthalten“ ist. „Es wird daher stets ein Bedürfnis nach der Klärung von Zweifelsfragen und nach Anpassung an geänderte Umstände bestehen. ... Art. 7 der Konvention kann nicht in dem Sinne verstanden werden, dass er die schrittweise Klarstellung der Regeln für die strafrechtliche Verantwortlichkeit durch richterliche Auslegung verhindern will, vorausgesetzt, dass die dadurch bewirkte Fortentwicklung des Rechts mit dem Wesensgehalt des jeweiligen Straftatbestands übereinstimmt und ausreichend vorhersehbar ist.“ (Ziff. 50).<sup>353</sup>
- ***Kolk and Kislyiy v. Estonia (17.1.2006)***: Mitwirkung an Deportationen von Zivilpersonen aus Estland in entfernte Regionen der Sowjetunion 1949 gem. Art. 61-1 § 1 estländisches StGB, in Kraft seit 1.1.2002, seit Tatbegehung völkerstrafrechtlich als Verbrechen gegen die Menschlichkeit strafbar und unverjährbar. Beschwerde daher unzulässig. Gleich entschieden wurde der Fall ***Penart v. Estonia (24.1.2006)***: Ermordung mehrerer Personen, die sich in den Wäldern vor staatlichen Repressionsmassnahmen versteckten, auf staatliche Anordnung 1953.
- ***Korbely v. Hungary (19.9.2008), GC***: Der EGMR kassierte die Verurteilung eines verantwortlichen Offiziers für die Tötung von Aufständischen (ggf. aber durch Kriegsrecht oder Notwehr gerechtfertigt) während des Ungarnaufstands im Oktober 1956, da die ungarischen Gerichte das Verhalten, das ggf. durch den gemeinsamen Art. 3 der vier Genfer Konventionen von 1949 erfasst wird, als Verbrechen gegen die Menschlichkeit qualifiziert hatten, wofür notwendige tatbestandliche Voraussetzungen fehlten (Ziff. 73 ff.).<sup>354</sup>
- ***Akcam v. Turkey (25.10.2011)***: Der EGMR urteilte, dass der (neue) Straftatbestand der Beleidigung der türkischen Nation etc. (frühere Fassung vor der Änderung vom 29. April 2008: des Türkentums etc.) von Art. 301 des Strafgesetzbuchs der Türkei in der Auslegung der Justiz zu weit und zu vage sei und damit eine (andauernde) Bedrohung der Meinungsäusserungsfreiheit des Art. 10 EMRK bilde (Ziff. 87, 93). Die zusätzlich beantragte Feststellung einer Verletzung von Art. 7 EMRK *verneinte* der Gerichtshof (Ziff. 98).
- ***Del Rio Prada v. Spain (21.10.2013), GC***: Die Grosse Kammer bestätigt die Rechtsprechung zu Art. 7 EMRK, wonach Art. 7 EMRK nicht nur die rückwirkende Anwendung von Strafgesetzen zulasten des Angeklagten verbietet, sondern darüber hinaus das Prinzip verkörpere, dass nur das Gesetz („the law“)<sup>355</sup> eine Straftat umschreiben und die Strafe vorsehen dürfe. Verboten sind sowohl die Erstre-

<sup>352</sup> EGMR *Kokkinakis v. Greece* (25.5.1993), Ziff. 52. BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 49 und Jetzer, 173 f. rügen insoweit eine *petitio principii*.

<sup>353</sup> Zit. nach EuGRZ 2001, (210) 212.

<sup>354</sup> I.E. gegenteilig entschied die GC in *Kononov v. Latvia* (17.5.2010) hinsichtlich der Erschiessung von möglichen lettischen Spionen und Verrätern durch eine sowjetische Partisanengruppe 1944 (Ziff. 182 ff.). Beide Urteile sind aufgrund des sehr spezifischen Hintergrunds für die Zwecke dieser Darstellung von untergeordnetem Interesse.

<sup>355</sup> Bestehend aus Gesetzesrecht und Fallrecht (sowie Völkergewohnheitsrecht); s. Ziff. 91 ff.

ckung bestehender Straftatbestände auf Handlungen, die vorgängig keine Straftaten waren als auch die extensive Auslegung durch Analogie (Ziff. 78).

Die Praxis des EGMR zu den völkerstraf- und konfliktvölkerrechtlichen Fällen lässt sich angesichts der Besonderheiten der völkerrechtlichen Rechtsquellen, die auch Völkergewohnheitsrecht und allgemeine Rechtsgrundsätze umfassen<sup>356</sup>, für die Umweltstrafgesetzgebung kaum als Präjudiz heranziehen. Der selektive Einblick in die Praxis des EGMR bestätigt die *eher subjektive*, auf die *Zugänglichkeit und Vorhersehbarkeit einer Bestrafung* bezogene Interpretation von Art. 7 EMRK.<sup>357</sup> Dabei ist – (wenigstens) im professionellen Kontext – ggf. die Hilfe eines Rechtsbeistands in Anspruch zu nehmen. Wie weit diese Verpflichtung trägt, wird jedoch in der Spruchpraxis *nicht* ersichtlich. Es lässt sich aber wohl vermuten, dass Strafgesetze im Bereich alltäglichen Verhaltens (weitgehend) selbsterklärend sein sollten. Der EGMR unterscheidet zudem zwischen Durchschnittsmenschen und Personen mit besonderem Erfahrungshintergrund sowie Vorgesetzten, bei denen die Vorhersehbarkeit eher bejaht wird (*Kononov v. Latvia* [17.5.2010], GC, Ziff. 236).

### III. Schrifttum

Das Schrifttum setzt, der wissenschaftlichen Aufgabe getreu, die Akzente schärfer und betont vermehrt den verpflichtenden Charakter des Bestimmtheitsgebots, wobei es dessen Einhaltung bzw. Durchsetzung einfordert.<sup>358</sup>

Gerade im Umweltstrafrecht<sup>359</sup> begegnen besonders häufig *Blankettstraftatbestände bzw. verweisende Straftatbestände*.<sup>360</sup> In ihnen wird auf andere Vorschriften, die sog. *Verweisungs- bzw. Ausfüllungsnormen*, verwiesen.<sup>361</sup> Sie lassen sich nach verschiedenen Kriterien unterscheiden und *typisieren*, wobei letztlich der Nutzen über einen entsprechenden Sprachgebrauch entscheidet (sog. Nominaldefinition). Sinnvoll erscheint die Unterscheidung zwischen *verdeckten* Verweisen auf das Verwaltungsrecht durch Hinweis auf die Widerrechtlichkeit eines Verhaltens und *offenen* Verweisen, die entweder annexstrafrechtlicher Natur sind oder als reine Blankettnormen die Tatbestandsausfüllung an die Verwaltungsbehörden delegieren.<sup>362</sup> „Strukturell“ zumindest nahe mit einer Blankettvorschrift verwandt sind – und deshalb hier als solche behandelt werden – Strafbestimmungen, welche für die Strafbarkeit eine Pflichtverletzung, einen Verstoß gegen bestimmte aufgeführte Verwaltungsvorschriften oder Handeln ohne Genehmigung oder gegen ein Verbot voraussetzen.<sup>363</sup> Art. 24 NHG bspw. setzt „Unrechtmässigkeit“ voraus. Die Bestimmung der Rechtsnatur dieser Merkmale im Spannungsfeld der Zuordnung zur konkreten Tatbestandsmässigkeit oder allgemeinen Rechtswidrigkeit,

<sup>356</sup> Kleinlein, EuGRZ 2010, 549 ff., 557 ff.

<sup>357</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 50.

<sup>358</sup> BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 44; Donatsch/Tag, Strafrecht I, 31 ff.; Stratenwerth, AT I, § 4 N 14. Dies gilt insb. auch mit Bezug auf Artikel, in denen einzelne Urteile evaluiert werden; vgl. etwa Jetzer, 172 ff.; Mader, N 41 ff.

<sup>359</sup> Vgl. aber auch etwa Art. 90 Abs. 1 SVG. Danach wird mit Busse bestraft, „wer Verkehrsregeln dieses Gesetzes oder der Vollziehungsvorschriften des Bundesrates verletzt.“ Der Begriff der Verkehrsregel ist auslegungsbedürftig (s. BSK SVG-Fiolka, Art. 90 N 16 ff.) und im Übrigen auch für die Qualifizierungen von Art. 90 Abs. 2 (Vergehen) und Abs. 3, 4 (Verbrechen) SVG massgebend.

<sup>360</sup> Zum Sachzusammenhang zwischen Gesetzesvorbehalt und Bestimmtheitserfordernis Dubs, 225; Eicker, Ermittlung, 182.

<sup>361</sup> Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 6.

<sup>362</sup> Jenny/Kunz, 62.

<sup>363</sup> Klopfer/Heger, N 94.

die lediglich auf mögliche Rechtfertigungsgründe verweist, kann im Einzelfall *erhebliche Schwierigkeiten* verursachen.<sup>364</sup> Hierbei leitend muss der Gedanke sein, ob das Unrecht mit tangiert wird oder nicht.<sup>365</sup>

Mit *statischen* Blanketten verweist der Gesetzgeber auf im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Strafnorm bereits vorhandene Ausfüllungsnormen. *Dynamisch* wird die Verweisung, wenn sie sich auf die „jeweils, also auch zukünftig geltenden und damit in ihrem Inhalt mitunter ungewissen Normen“ bezieht.<sup>366</sup> Da auch bestehende Ausfüllungsnormen an sich jederzeit revidiert werden können, erscheint diese Unterscheidung auf den zweiten Blick weniger grundsätzlich als auf den ersten und wird deshalb nicht übernommen. Daneben werden z.T. unechte und echte Blankettstraftatbestände unterschieden. *Unechte* Blankette verweisen auf Ausfüllungsnormen „im gleichen oder einem anderen ‚Gesetz im formellen Sinn‘.“<sup>367</sup> Demgegenüber verweisen echte Blankettstraftatbestände auf entweder allgemein-abstrakte oder aber individuell-konkrete „Normen, die von einer anderen Instanz erlassen wurden als jener, die das Blankett gesetzt hat.“<sup>368</sup> Für diese Unterscheidung wird im Folgenden das etablierte Begriffspaar der *Verwaltungsrechts-* bzw. *Verwaltungsaktsakzessorietät* verwendet.<sup>369</sup> Gemeint sind mit diesen Normtypen einerseits Verweisungen auf Verordnungen der Exekutive oder deren Suborgane und andererseits Verweisungen auf Verfügungen im Einzelfall.<sup>370</sup>

Nützlich kann auch die Differenzierung zwischen Binnen- und Aussenverweisungen sein. Bei einer *Binnenverweisung* erfolgt die Bezugnahme auf die Ausfüllungsnorm „innerhalb ein und desselben Gesetzestextes“. <sup>371</sup> Demgegenüber besteht eine *Aussenverweisung*, „wenn der Tatbestand ausdrücklich oder konkludent auf Normen in anderen Rechtsquellen desselben oder gar eines anderen Normgebers verweist.“<sup>372</sup> In diesem Zitat tönt auch schon die letzte Typisierung an. *Ausdrückliche oder explizite* Bezugnahmen benennen im Blankett die Ausfüllungsnorm „durch Angabe des Artikels und/oder des Gesetzes“ durch deren direkte Zitation (z.B. in Klammern). Bei *konkludent-akzessorischen* Straftatvorschriften zeigt sich die Verweisung „erst durch Auslegung des Tatbestandes“. <sup>373</sup> Mit Bezug auf letztere differenziert *Eicker* weiter zwischen *halb-expliziten* und *impliziten* Verweisen. Während diese die Bezugnahme auf bestimmte Verhaltensnormen im Grunde nur mehr „stillschweigend“ voraussetzen, ergibt sich die Verweisung bei jenen durch gewisse Formulierungen oder aber unspezifisch und pauschal.<sup>374</sup> Stufenweise (Weiter-)Verweisungen werden als *Kettenverweisungen* bezeichnet.<sup>375</sup> Alle diese begrifflichen Konzepte dienen jedoch primär der systematischen Ordnung und Typisierung von Blanketttatbeständen.

---

<sup>364</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 13 f. m.H. auf eine mögliche Doppelfunktion.

<sup>365</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 23.

<sup>366</sup> Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 13.

<sup>367</sup> Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 14.

<sup>368</sup> Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 19.

<sup>369</sup> Eicker, Beurteilung 9; Ders., Ermittlung, 175.

<sup>370</sup> Zu letzterem Dubs, 246 m.H. auf Art. 292 StGB.

<sup>371</sup> Klopfer/Heger, N 93.

<sup>372</sup> Eicker, Beurteilung, 9; Ders., Ermittlung, 175.

<sup>373</sup> Eicker, Beurteilung, 8; Ders., Ermittlung, 175, der diese beiden Typen einander auch als vollständige versus unvollständige Straftatbestände gegenüberstellt.

<sup>374</sup> Eicker, Beurteilung, 18 ff.; Ders., Ermittlung, 184 ff. Der Vollständigkeit halber sei erwähnt, dass *vollkommen explizite* (Aussen-)Verweisungen, bei denen nicht nur auf die konkrete in Bezug genommene Vorschrift hingewiesen wird, sondern in einer Fussnote auch noch deren amtliche Fundstelle aufführt, als spezifische Art von den übrigen *voll-expliziten* Verweisungen unterschieden wird; Eicker, Beurteilung, 18; Ders., Ermittlung, 183.

<sup>375</sup> Eicker, Beurteilung, 20.

Fasst man die Überlegungen zum Bestimmtheitsgebot zusammen, so ergibt sich eine eindrückliche Liste von einschlägigen Topoi, jedoch *kein* abschliessender Katalog, der mit Blick auf die Entscheidung einfach abgehakt werden könnte.<sup>376</sup> Dafür fehlt es auch an der notwendigen, aber nicht zu leistenden wenigstens relativen Gewichtung der einzelnen Gesichtspunkte. Eine Hierarchie der Gründe ist erst recht nicht feststellbar. Der nachfolgende Kriterienkatalog ist als nicht-abschliessende Liste möglicherweise für die Frage der ausreichenden Tatbestandsbestimmtheit relevanter Gesichtspunkte zu verstehen. Er hat zumindest den Wert, dass er die Diskussion versachlicht und den Spielraum für die von der Rechtsprechung hochgehaltene Einzelfallgerechtigkeit verengt, ohne ihn aber aufzuheben. Leitend sind, auch wenn dies in einzelnen Urteilen nicht besonders ausgeführt wird, zumal es selbstverständlich erscheint, die Gesichtspunkte der Vorhersehbarkeit einer Bestrafung und der Möglichkeit, die Strafnorm aufzufinden (Zugänglichkeit). Generell ist festzustellen, dass das Bundesgericht in seinen Entscheidungen zum Bestimmtheitsgebot selektiv jeweils (nur) einzelne dieser Kriterien heranzieht und sie ggf. auch unterschiedlich gewichtet.<sup>377</sup>

Nicht in den nachfolgenden, nicht abschliessenden Kriterienkatalog aufgenommen wird die tradierte Unterscheidung zwischen deskriptiven und normativen Tatbestandsmerkmalen.<sup>378</sup> Nicht, weil sie methodisch-theoretisch überholt erscheint, zumal sie in pragmatischer Sicht durchaus noch Nutzen besitzen mag. Jedoch stehen *alle* rechtlichen Begriffe „in einem normativen Kontext“ und haben „bewertende Aufgaben und Ziele“, womit sie schlicht „mehr oder weniger wertausfüllungsbedürftig“ erscheinen.<sup>379</sup> Hingegen erscheinen Generalklauseln und unbestimmte Rechtsbegriffe insbesondere bei Häufung problematisch.<sup>380</sup>

- Sanktionsart: Freiheitsstrafe v. Geldstrafe und insb. Busse
- Gewichtigkeit der geschützten Umwelt- und Gemeinwohlinteressen
- Normcharakter: Gesetz v. Verordnung
- Tatbestandstechnik: direkte Tatbestandsformulierung v. verweisende Strafnorm
- Adressatenkreis: Gemeines (Jedermanns-)Delikt v. Sonderdelikt
- Inhalt: Allgemeiner Erfahrungsbereich v. (technische) Spezialkenntnisse
- Komplexitätsgrad: niedrig v. hoch
- Akzessorietät: Verwaltungsrechts- v. Verwaltungsaktsakzessorietät
- Explizite v. konkludente Verweisung (inkl. Zwischenstufen)
- Vorhersehbarkeit einer Bestrafung
- Zugänglichkeit der Regelung
- Generalklauseln und unbestimmte Rechtsbegriffe

#### IV. Bilan

Le droit pénal suisse en matière d'environnement se distingue très nettement par le recours à la technique législative des énoncés de fait pénaux en blanc de nature accessoire administrative. Cette caractéristique repose sur des motifs logiques dans la mesure où les lois pénales en blanc de nature accessoire administrative

<sup>376</sup> In diese Richtung *Eicker*, Beurteilung, 21; *Ders.*, Ermittlung, 184. Allerdings bringt er selber einen disclaimer an (Beurteilung, 48).

<sup>377</sup> S. den Überblick bei *Cohen*, 86 ff.

<sup>378</sup> S. *Rüthers/Fischer/Birk*, N 176 ff.; *Eicker*, Beurteilung, 13 f.; *LK-Dannecker*, § 1 N 198.

<sup>379</sup> *Hassemer/Kargl*, § 1 N 33 f.

<sup>380</sup> *LK-Dannecker*, § 1 N 202 ff., 210.



« offrent une grande flexibilité et sont particulièrement économiques en termes de technique législative. Le recours aux renvois permet d'éviter des répétitions dans les lois et, par conséquent, de contrer le foisonnement des textes législatifs et de garantir aux organes de publication une certaine transparence et clarté. En outre, les références peuvent mettre en évidence les points communs et les relations téléologiques avec d'autres sources juridiques, de sorte à avoir aussi une certaine fonction de systématisation. L'argument majeur justifiant l'utilisation des énoncés de fait en blanc tient cependant certainement au fait qu'ils permettent une adaptation plus rapide et plus flexible à des changements fréquents de la matière normative, lesquels sont justement typiques du droit pénal accessoire et donc aussi du droit pénal de l'environnement. »<sup>381</sup>

La technique du *renvoi dans la norme pénale à des prescriptions de comportement précises* (en règle générale entre parenthèses) qui « peuvent circonscrire plus précisément les obligations des destinataires ou servir de normes de délégation pour la législation d'exécution » n'empêche pas, voire conforte parfois même, le *respect* du principe de précision de la base légale.<sup>382</sup> Cette appréciation est aussi confirmée par des arrêts et avis allemands.<sup>383</sup> En revanche, une loi pénale en blanc qui serait dépourvue de normes de comblement en blanc suffisamment précises ne répond pas à l'exigence de précision de la base légale.<sup>384</sup> Dans ce sens, « les normes de sanction et les normes de comblement » doivent « toujours être lues et interprétées ensemble »<sup>385</sup>. Mais, comme il se doit, le diable se cache dans les détails : quelles exigences faut-il poser à la précision de l'énoncé de fait dans le cas concret ? Difficile de donner une réponse générale, car (trop) d'éléments voire presque tous les éléments dépendent du cas d'espèce.

Il semble incontesté que les peines privatives de liberté, c.-à-d. en cas de délits et de crimes, requièrent une base légale claire dans une loi formelle. Mais les peines pécuniaires nécessitent bien entendu aussi une base légale. Dans la mesure où le législateur recourt à la technique de la délégation, il faut au minimum que l'ampleur de la punissabilité soit précisée dans une loi formelle. Cependant, dans le cas p. ex. d'une affaire concernant l'art. 90 LCR<sup>386</sup> – qui renvoie sous la forme d'une clause générale à la violation des règles de circulation de la LCR et aux dispositions d'exécution émanant du Conseil fédéral –, il suffit que le jugement se réfère à la règle concrète qui a été violée (ATF 100 IV 71, consid. 1, p. 73). De plus, pour des raisons liées à la hiérarchie des normes et à la séparation des pouvoirs, l'ordonnance doit respecter les limites de la punissabilité (conditions de répression) définies par la loi.<sup>387</sup>

En dernier ressort, lorsqu'il évalue le principe de précision de la base légale, le Tribunal fédéral procède à une *appréciation générale* des circonstances considérées comme décisives dans le cas concret. Ainsi, une norme pénale doit avoir été *prévisible* et *reconnaissable* au vu du contexte attendu spécifique du cercle des destinataires concernés.<sup>388</sup> Pour les prescriptions qui s'adressent à un cercle

<sup>381</sup> Eicker, Ermittlung, 178; Ders., Beurteilung,

<sup>382</sup> TF 6P.62/2007 du 27.10.2007, consid. 3.5; cf. aussi BVerfGE 75, 329 ss, cité dans NJW 1987, 3175, où est évoqué le risque sinon de se retrouver avec des lois trop rigides et circonstancielles; cf. Komm.USG-Ettler, Vorbem Art. 60-62 N 18; ebenso Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 8; Eicker, Beurteilung, 4, 11; Ders., Ermittlung, 172, 178; Ders., Strafvorschriften, N 19; LK-Dannecker, § 1 N 216.

<sup>383</sup> S. Kloepfer/Heger, N 97 f.; LK-Dannecker, § 1 N 216; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 4 m.H. auf BVerfGE 75, 329.

<sup>384</sup> NK-Hassemer/Kargl, § 1 N 22; BSK StGB I-Popp/Berkemeier, Art. 1 N 29, 44.

<sup>385</sup> Ackermann/Heine-Ackermann, § 4 N 10; Eicker, Beurteilung, 12; Ders., Ermittlung, 178, je m.H.; cf. aussi Dubs, 230.

<sup>386</sup> Certainement un exemple extrême de norme en blanc, Cohen, 132 ss

<sup>387</sup> Eicker, Ermittlung, 182 f.; BGE 112 Ia 107 E. 3b, 113.

<sup>388</sup> Aussi BVerfGE 75, (329 ss, citée dans NJW 1987, 3175.

de personnes avisées en raison de leurs compétences techniques spécifiques (et donc un cercle restreint) (infraction spéciale), on peut attendre de ces destinataires des connaissances juridiques élevées ou la consultation d'avocats ou autres conseils professionnels. Pour les infractions générales, le niveau de compréhension du *citoyen normal* sert de référence (TF 6B\_771/2011 du 11.12.2012, consid. 2.4).<sup>389</sup>

## F. Strafrechtliche Verantwortlichkeit von (und in) Unternehmen

### I. Vorbemerkung

Zur Gewährleistung eines *effektiven* Schutzes der *Umwelt* ist es erforderlich, auch *Unternehmen* (als solche) für die Begehung von Umweltdelikten aus ihrem Zuständigkeitsbereich heraus strafrechtlich zur Verantwortung ziehen zu können.

Auf den ersten Blick sieht es so aus als würde die Schweizer Strafrechtsordnung dieser Notwendigkeit, konkret Unternehmen als solche verfolgen und entsprechend ihrer Verantwortlichkeit und wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit sanktionieren zu können, gehörig Rechnung tragen, zumal Art. 102 StGB auch gerade in Folge eines Umweltgrossschadensereignisses<sup>390</sup> eingeführt wurde und daher zuweilen sogar als „lex Schweizerhalle“<sup>391</sup> apostrophiert wird. Bei näherer Betrachtung stellt sich jedoch heraus, dass die gesetzliche Regelung den Erwartungen, den Strafbehörden ein präventiv wirkungsvolles Instrumentarium gegen Umweltkriminalität in die Hand zu geben, nicht gerecht wird.<sup>392</sup>

Auf dem Prüfstand steht also insbes. Art. 102 StGB, der eine echte *Strafbarkeit* von Unternehmen für *Verbrechen* und *Vergehen*<sup>393</sup> normiert und als Bestimmung des Allgemeinen Teils des StGB über Art. 333 Abs. 1 StGB nicht nur auf die (wenigen) Umweltstraftaten des StGB, sondern auch auf die (zahlreichen) Umweltstraftaten in anderen, also *nebenstrafrechtlichen* Bundesgesetzen Anwendung findet (einschliesslich Straftaten, die von *Verwaltungsbehörden* des Bundes zu verfolgen und beurteilen sind<sup>394</sup>, siehe dazu Art. 2 VStrR), soweit diese Bundesgesetze (einschl. des VStrR in seinem Anwendungsbereich) nicht selbst Bestimmungen (über die *Strafbarkeit*<sup>395</sup> von Unternehmen) aufstellen, d.h. insofern *nichts anderes* bestimmen (Grundsatz der Subsidiarität).

Nun erklärt die überwiegende Mehrzahl der Umwelt-Bundesnebenstrafgesetze, sofern nicht ohnehin das VStrR zur Anwendung kommt, explizit Art. 6 und 7 VStrR für anwendbar („Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben, durch Beauftragte u.dgl.“, Regel und Sonderordnung bei Bussen bis zu 5000 Sfr.).<sup>396</sup> Art. 7 VStrR sieht jedoch lediglich eine im Dienste der *Verfahrensökonomie* stehende *subsidi-*

---

<sup>389</sup> Eicker, Beurteilung, 21; i.E. ebenso LK-Dannecker, § 1 N 211 m.H.; SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 5 m.H.

<sup>390</sup> Vgl. Heine, Die strafrechtliche Verantwortlichkeit von Unternehmen, 1995, 20 ff. m.w.N.

<sup>391</sup> Vgl. BSK StGB I-Niggli/Gfeller, Art. 102 N 13.

<sup>392</sup> Vgl. Hilf/Heine, in: GS Heine, 193 ff.

<sup>393</sup> Nicht jedoch für Übertretungen (siehe Art. 105 Abs. 1 StGB).

<sup>394</sup> Für die Art. 7 VStrR zwar nicht bloss qua Verweis, sondern grundsätzlich zur Anwendung kommt, siehe dazu jedoch sogleich.

<sup>395</sup> Nicht bloss über die subsidiäre Haftung von Unternehmen über verwirkte Individualbussen (siehe sogleich unten).

<sup>396</sup> Im Bereich des Umweltstrafrechts finden sich neben diesen expliziten Verweisen auf Art. 7 VStrR ansonsten keine Spezialbestimmungen einer Unternehmenshaftung oder gar Unternehmensstrafbarkeit. In der gesetz-

äre *Ausfallhaftung* von Unternehmen für über natürliche Personen zu verhängende Bussen im *Bagatellbereich* vor. Eine solche nicht an ein Unternehmens(organisations)verschulden anknüpfende mögliche Verurteilung des Unternehmens zur Bezahlung einer verwirkten Individualbusse stellt gerade *keine Unternehmensstrafe* dar. Im Lichte des o.g. Subsidiaritätsprinzips kann es sich daher *nicht* um eine die Anwendbarkeit des Art. 102 StGB ausschliessende Spezialnorm handeln,<sup>397</sup> selbst wenn es sich dabei ursprünglich auch um den Versuch, eine (damals) rechtlich als unmöglich erachtete, jedenfalls nicht existente Unternehmensstrafe zu *substituieren*, gehandelt haben mag. Dass Art. 7 VStrR im Gesetz unter den „Abweichungen vom Strafgesetzbuch“ aufgeführt ist, widerspricht diesem inhaltlichen Befund nicht nur nicht, sondern stützt ihn sogar. Art. 7 VStrR stellt keine Abweichung von Art. 102 StGB dar, sondern enthält eine zusätzliche Regelung, die das StGB (gar) nicht kennt. Darin liegt die Abweichung.<sup>398</sup> Auf dieser Basis ergibt sich gerade auch im Bereich des Umweltstrafrechts die Frage nach dem Verhältnis bzw. Zusammenspiel dieser beiden Bestimmungen, Art. 102 StGB und Art. 7 VStrR, sowie deren kriminalpolitischer Sinnhaftigkeit (siehe dazu unten Teil 2/F.IV.).

## II. Art. 102 Abs. 1 StGB – Strafbarkeit von Unternehmen

Gem. Art. 102 Abs. 1 StGB (unter dem Titel: «Verantwortlichkeit des Unternehmens», unter der Überschrift «Strafbarkeit») wird ein Verbrechen oder Vergehen nach dem StGB oder einem Bundesnebenstrafgesetz (siehe oben Art. 333 Abs. 1 StGB, Art. 2 VStrR) einem Unternehmen dann zugerechnet, wenn die Tat in dem Unternehmen in Ausübung geschäftlicher Verrichtung im Rahmen des Unternehmenszwecks begangen wird und wegen mangelhafter Organisation des Unternehmens keiner bestimmten natürlichen Person zugerechnet werden kann. Sämtliche – als Vergehen oder Verbrechen ausgestaltete – *Umweltdelikte* fallen in den Anwendungsbereich des Abs. 1 des Art. 102 StGB.

Nur, wenn es sich um eine der erschöpfend aufgelisteten Katalogstraftaten, die jedoch allesamt keine Umweltstraftaten darstellen (konkret: Kriminelle Organisation, Finanzierung des Terrorismus, Geldwäscherei, Bestechung schweizerischer Amtsträger, Vorteilsgewährung, Bestechung fremder Amtsträger oder aktive Privatbestechung) handelt, wird das Unternehmen gem. Art. 102 Abs. 2 StGB unabhängig von der Strafbarkeit natürlicher Personen bestraft, wenn dem Unternehmen vorzuwerfen ist, dass es nicht alle erforderlichen und zumutbaren organisatorischen Vorkehrungen getroffen hat, um eine solche Straftat zu verhindern.

Als *Unternehmen* gelten nach Abs. 4: juristische Personen des Privatrechts (lit. a), juristische Personen des öffentlichen Rechts mit Ausnahme der Gebietskörperschaften (lit. b), Gesellschaften (lit. c) und Einzelfirmen (lit. d; sic!).

Als *Sanktion* sieht Art. 102 StGB eine Busse gegen das Unternehmen bis zu 5 Mio. SFr. vor. Bei der Busse handelt es sich nach dem Willen des Gesetzgebers um eine kriminalrechtliche *Strafe*, die aufgrund des gegenüber dem Unternehmen erhobenen Vorwurfs eines (Abs. 1: personalen oder Abs. 2: tatbezogenen) Organisationsversagens aus Anlass der tatbestandsmässigen und

---

geberischen Praxis ist allerdings eine Tendenz festzustellen, wonach immer mehr mit Art. 7 VStrR vergleichbare Regelungen sogar mit Höchstbussenbeträgen von 50'000 SFr. (Art. 49 FINMAG) oder 100'000 SFr. (Art. 100 MWSTG) geschaffen werden. Jüngst siehe Art. 130 E-BGS (100'000 SFr.).

<sup>397</sup> Siehe dazu unten Teil 2/F.III. und IV. Eicker/Frank/Achermann, Verwaltungsstrafrecht und Verwaltungsstrafverfahrensrecht, 2012, 69; a.A. BSK StGB I-Niggli/Gfeller, Art. 102 N 13.

<sup>398</sup> Soweit die übrigen „Abweichungen“ des VStrR vom StGB echte Andersregelungen darstellen, verdrängen sie freilich die entsprechenden Normen des StGB.

rechtswidrigen Tat einer natürlichen Person ausgesprochen wird. Die schweizerischen Gesetzesmaterialien sprechen explizit von *Organisationsverschulden* bzw. einer Schuld sui generis des Unternehmens, betonen jedoch zugleich, dass die Busse nicht direkt, sondern lediglich mittelbar auf Grundlage der Unternehmensschuld bemessen werde.<sup>399</sup> Wesentliche Masskriterien sind die Schwere der Tat und des Schadens sowie die Schwere des Organisationsmangels; die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Unternehmens ist zu berücksichtigen (Art. 102 Abs. 3 StGB). Die Busse wird nicht nach einem Tagessatzsystem berechnet; explizit kann sie im Übrigen nicht (teil)bedingt nachgesehen werden. Als weitere Sanktionen kommen die Einziehung (Art. 69 ff. StGB) oder Urteilsveröffentlichung (Art. 68 StGB) in Betracht.

Abgesehen vom Unternehmensbezug (der im Gesetz umschrieben wird durch: „im Unternehmen in Ausübung geschäftlicher Verrichtung im Rahmen des Unternehmenszwecks“), der also auf *betriebstypische Gefahren* (im hier interessierenden Fall: für die Umwelt) abstellt, bedarf es für die Strafbarkeit des Unternehmens gem. Abs. 1 des Art. 102 StGB einer konkreten tatbestandsmässigen und rechtswidrigen<sup>400</sup> *Anlasstat* einer dem Unternehmen zuzurechnenden natürlichen Person sowie eines Vorwurfs gegenüber dem Unternehmen selbst in Form von Intransparenz betreffend die personellen Strukturen (sog. *unechtes Organisationsverschulden*), sodass im konkreten Fall der Anlasstäter gerade nicht ermittelt werden kann.

Die eigentlich entscheidende Frage, nämlich ob durch das Unternehmen (respektive letztlich seine Leitungsebene) alle Vorschriften bzw. genauer: gebotenen und zumutbaren Sorgfaltsmassnahmen zur Verhinderung von betriebstypischen Umweltbeeinträchtigungen eingehalten wurden, spielt demnach keine Rolle. Strafrechtliche „Compliance“ erfordert lediglich die Einhaltung personaler Organisationspflichten und die daraus resultierende Präsentation eines (!) Anlasstäters. Selbst grobe Unterlassungen zumutbarer Tatverhinderungsmaßnahmen belassen das Unternehmen in der Straflosigkeit, solange keine personalen Organisationsdefizite existieren. Umgekehrt führt dem Unternehmen vorwerfbare personelle Intransparenz trotz sorgfältiger Einhaltung aller relevanten Umweltschutzstandards zur Bestrafung des Unternehmens.

Die präventive Wertlosigkeit sowie unsachgerechte Anknüpfung an einem nichttatbezogenen Vorwurf ist im Schrifttum vielfach beklagt worden,<sup>401</sup> ohne beim Gesetzgeber einen Handlungsimpuls auszulösen, obwohl Abs. 1 mit Blick auf die relevante Unternehmenskriminalität alle wesentlichen Delikte erfasst (beginnend mit strafrechtlicher Produkthaftung, also Delikten gegen Leib und Leben, eben bis hin zur Umweltkriminalität). Abs. 1, der aufgrund des Deliktsbereichs den Regelfall darstellt, zeichnet sich somit dadurch aus, dass lediglich eine *subsidiäre* Unternehmensstrafbarkeit gründend auf einem personalen Organisationsdefizit, das jeglichen Tatbezug vermissen lässt, eintritt.

---

<sup>399</sup> BBl 1999, 2144.

<sup>400</sup> Schuldhafte Begehung ist hingegen nicht erforderlich. Dies gilt unabhängig davon, ob die Anlasstat von einem unterstellten Mitarbeiter oder von einer Führungsperson begangen wurde. Zur Bedeutung von Strafbefreiungsgründen sowie von unternehmensbezogenen Rechtfertigungsgründen siehe *Hilf*, in: *Zahora/Kert*, 85 f. m.N.

<sup>401</sup> Siehe nur *Forster*, Die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens nach Art. 102 StGB, 2006, insbes. 292 ff.; *Hilf*, Herausforderungen der neuen Normen über Produkthaftungspflicht und -sicherheit für das Unternehmensstrafrecht, in: *Bühler/Killias*, Unternehmensstrafrecht und Produktesicherheit, 7 ff.; *Hilf*, ZStW 2014, 126, 1 ff.; *Hilf*, (Wieder)Belebung des Unternehmensstrafrechts durch Geldwäschereiverantwortlichkeit, in: *Ackermann/Hilf*, Geldwäscherei – Asset Recovery, 175 ff.; *Hilf*, ZStrR 2011, 258 ff. jeweils m.w.N.

Abgesehen davon, dass – bzw. gerade weil – sich dieses Modell einer Unternehmensstrafbarkeit als kriminalpolitisch verfehlt darstellt, entspricht es dem internationalen Standard, der mittlerweile auch über Europarats- sowie UN-Konventionen für die Schweiz Bedeutung erlangt hat, vom Grunde auf nicht, sodass es müssig ist, Details des Abs. 1 zu optimieren. Selbst der sachgerechte Abs. 2 des Art. 102 StGB vermag den – seit Ende der 1990er Jahre geltenden – internationalen Standard nicht vollständig zu erreichen (siehe dazu unten VI. und VII.).

Ist dem Unternehmen ein personelles Organisationsdefizit zum Vorwurf zu machen, so wird es allerdings nur dann strafrechtlich verantwortlich, wenn nachgewiesen werden kann, dass es jedenfalls irgendeine, nicht konkret ermittelbare, unternehmenszugehörige natürliche Person gibt, die sowohl den objektiven Tatbestand (was sich i.d.R. aus den vorliegenden Fakten verhältnismässig einfach belegen lässt) als auch die subjektive Tatseite (fahrlässige oder [eventual-]vorsätzliche Begehung!) verwirklicht und darüber hinaus rechtswidrig gehandelt hat. Auch wenn im Bereich des Nachweises der subjektiven Tatseite stets mit Indizien und Wahrscheinlichkeiten, letztlich mit Verdachtsmomenten, operiert werden muss, so liegt die besondere Beweisproblematik, die Art. 102 Abs. 1 StGB generiert, auf der Hand. Nichtsdestotrotz wurde etwa im Kanton St. Gallen von der Staatsanwaltschaft (Untersuchungsamt Altstätten) ein Strafbefehl nach Einsprache erlassen, mit dem ein Unternehmen gem. Art. 102 Abs. 1 StGB i.V.m. einem GSchG-Delikt verurteilt wurde.

Die extrem seltene Anwendung des Art. 102 Abs. 1 StGB in der Praxis belegt wohl weniger die mangelnde Bereitschaft der Straf(verfolgungs)behörden, diesen anzuwenden als seine inadäquate Ausgestaltung; sie legt aber zugleich den Verdacht der Anwendung einer Verdachtsstrafe nahe.<sup>402</sup>

Dies gilt in abgeschwächter Form – weil es sich um keine Unternehmens*strafe* handelt – auch für Art. 7 VStrR.

### **III. Art. 7 VStrR – Verurteilung des Unternehmens zur Bezahlung einer Individualbusse**

Das Bundesgesetz über das Verwaltungsstrafrecht (VStr) kennt bereits seit 1974 – also lange vor der Einführung des Art. 102 StGB zu Zeiten, in denen der Grundsatz „societas delinquere non potest“ grossmehrheitlich hochgehalten wurde – eine *subsidiäre Unternehmenshaftung* aus *verfahrensökonomischen* Gründen, wonach juristische Personen, Kollektiv-, Kommanditgesellschaften, Einzelfirmen und Personengesamtheiten ohne Rechtspersönlichkeit *anstelle* der natürlichen Person zur Bezahlung der (höchstens 5'000 Sfr. betragenden) Busse verurteilt werden, wenn die Ermittlung der strafbaren natürlichen Person unverhältnismässig wäre (Art. 7 VStrR).

Der Anwendungsbereich von Art. 7 VStrR bezieht sich auf die nach dem VStrR zu verfolgenden und zu beurteilenden Widerhandlungen in der Bundesverwaltungsgesetzgebung sowie auf Widerhandlungen, für die Art. 7 VStrR durch Gesetz explizit für anwendbar erklärt wird. Eine grosse Zahl von nebenstrafrechtlichen Spezialgesetzen verweist auf diese Bestimmung, so auch u.a. das USG (Art. 62) oder das GSchG (Art. 73); zu den weiteren relevanten Verweisen siehe sogleich unten.

---

<sup>402</sup> Vgl. nur pointiert *Livschitz*, in: DACH, 31.

Sowohl aus dem Wortlaut als auch aus dem Zweck der Bestimmung ergibt sich zweifelsfrei, dass es sich hierbei gerade *nicht* um eine genuin auf Unternehmen (in den aufgezählten Rechtsformen) bezogene Verantwortlichkeitsregelung handelt, die eine *Unternehmenssanktion* auf Basis eines gegenüber dem Unternehmen erhobenen *Vorwurfs* vorsieht, sondern vielmehr um eine *Ausfallhaftung* für über Mitarbeiter (i.w.S.), also *natürliche Personen*, die ausfindig zu machen jedoch ausser Verhältnis zur Sanktion stünde, zu verhängende (*verwirkte*) *Individualstrafen*.<sup>403</sup> Der Anwendungsbereich des Art. 7 VStrR erstreckt sich somit auf die Phase *bevor* (zu) umfangreiche Ermittlungen aufgenommen werden (müssten).<sup>404</sup>

Voraussetzung ist die objektiv und subjektiv tatbestandsmässige, rechtswidrige und schuldhaft (Bagatell-)Tatbegehung einer unternehmenszurechenbaren natürlichen Person gem. Art. 6 VStrR i.V.m. einem (Umwelt-)Straftatbestand, andernfalls eine Individualstrafe nicht „verwirkt“ sein kann.<sup>405</sup>

In der Regel verweisen jene Umwelterlasse des Nebenstrafrechts, für welche die Art. 6 und 7 VStrR nicht ohnehin unmittelbar gelten, weil Bundesverwaltungsbehörden für die Strafverfolgung zuständig sind (siehe BGCITES oder CO<sub>2</sub>-G), auf Art. 6 und/oder 7 VStrR, wenngleich in z.T. unterschiedlicher Weise: Dies gilt neben dem USG (Art. 62 Abs. 1) und dem GSchG (Art. 73) für das WaG (Art. 44), das JSg (Art. 19), BGF (Art. 18) sowie das NHG (Art. 24b).

#### IV. Verhältnis von Art. 102 StGB und Art. 7 VStrR

Auf der einen Seite steht also Art. 7 VStrR als der *Verfahrensökonomie* dienende Ausfallhaftung des Unternehmens für (auf Verdacht) verwirkte Individualsanktionen im Bereich von maximal 5'000 SFr., die daher auch nicht auf ein dem Unternehmen vorwerfbares Organisationsdefizit abstellt. Auf der anderen Seite steht Art. 102 StGB als auf Verbrechen und Vergehen beschränkte, an einen Vorwurf gegenüber dem Unternehmen in Form eines Organisationsdefizits anknüpfende Regelung, deren Zweck die auf eben diesem Vorwurf gründende *Bestrafung* des Unternehmens darstellt, was jedenfalls ein einlässliches (Untersuchungs-)Verfahren voraussetzt.<sup>406</sup>

Abgesehen von den fundamentalen Unterschieden betreffend die *Zweckrichtung* sowie die *inhaltlichen* Anwendungsvoraussetzungen der beiden Normen, stellt sich die – sinnvollerweise als erste zu stellende – ebenso grundsätzliche Frage, ob es überhaupt einen *deliktsbezogenen* Überschneidungsbereich der beiden Normen gibt. Dabei sind zwei Aspekte gesondert voneinander zu betrachten. Zum einen geht es um die Frage der jeweiligen Anwendbarkeit auf Basis der *Deliktseinstufung* als Verbrechen, Vergehen oder Übertretung, bejahendenfalls geht es zusätzlich um die Frage, ob es *Umweltdelikte* gibt, auf die grundsätzlich sowohl Art. 7 VStrR als auch

---

<sup>403</sup> Heine, recht 2005, 1, 7 ff.; Forster, Die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens nach Art. 102 StGB, 2006, 57; ähnlich Eicker/Frank/Achermann, 62 ff., die aber von Solidarhaftung sprechen, jedoch zugleich einräumen, dass dies nicht im zivilrechtlichen Sinne zu verstehen sei. BSK StGB I-Niggli/Gfeller, Art. 102 N 112, sprechen dennoch davon, dass das Verwaltungsstrafrecht „mit Art. 7 VStrR eine *Strafbarkeit* des Unternehmens“ kenne (Hervorhebung von den Verf.).

<sup>404</sup> Eicker/Frank/Achermann, 68.

<sup>405</sup> Zu den Anforderungen an deren Nachweis siehe Hauri, Verwaltungsstrafrecht, 21 (sic!); Eicker/Frank/Achermann, 63 m.N. aus der Rspr. Im E-BGS ist insoweit unpräzise von „verhängter“ Strafe die Rede, gemeint wohl: (mutmasslich!) „zu verhängende“ Strafe.

<sup>406</sup> Vgl. Heine, recht 2005, 7; Eicker/Frank/Achermann, 68 f.

Art. 102 Abs. 1 StGB zur Anwendung kommen können (zu letzterem siehe bereits oben unter Teil 2/F.I.).

Art. 102 Abs. 1 StGB kommt ex lege ausschliesslich auf (Umwelt-)Vergehen und (Umwelt-)Verbrechen zur Anwendung, nicht jedoch auf (Umwelt-)Übertretungen. Der deliktskategoriebezogene Anwendungsbereich von Art. 7 VStrR ist im Schrifttum umstritten. Will man Art. 7 VStrR nicht nur auf *Übertretungen*, sondern auch auf *Vergehen* (und theoretisch Verbrechen) angewendet wissen,<sup>407</sup> was u.E. hochproblematisch ist,<sup>408</sup> jedoch aufgrund des Ergebnisses einer historischen Interpretation wohl ein Tätigwerden des Gesetzgebers zur Klarstellung erforderte, nimmt man also einen deliktskategoriebezogenen *Überschneidungsbereich* (insbes.) bei *Vergehen* zwischen Art. 7 VStrR und Art. 102 Abs. 1 StGB an,<sup>409</sup> so ergibt sich eine Stufenfolge bei deren Anwendung:<sup>410</sup> Art. 7 VStrR ist chronologisch gesehen zuerst zu prüfen, ist jedoch 1. Bagatellfällen<sup>411</sup> vorbehalten und 2. in diesen nur als Ausnahme vom Regelfall der Verfolgung des Individualstraf Täters bei vorhersehbar unverhältnismässigem Ermittlungsaufwand vorgesehen. Nur wenn die vorab erfolgende "Gesamtwürdigung des Einzelfalls" gegen eine Ermittlung spricht, wie z.B. im Fall einer "für die Behörde komplizierte(n), undurchschaubare(n) interne(n) Betriebsorganisation"<sup>412</sup>, kann in Bagatellfällen auf die Verfolgung des Individualstraf Täters verzichtet und an dessen Stelle das Unternehmen zur Bezahlung seiner Individualstrafe verurteilt werden. Handelt es sich entweder um keinen Bagatellfall, der im Lichte verfahrensökonomischer Erwägungen eine solche Durchbrechung des strafprozessualen Legalitätsprinzips rechtfertigt (wobei aber gegen andere fundamentale Rechtsgrundsätze verstossen wird),<sup>413</sup> oder erscheint der zu tätige Ermittlungsaufwand bei seriöser Würdigung als nicht unverhältnismässig, kommt die Sonderregelung des Art. 7 VStrR nicht in Betracht. Im Regelfall sind also Ermittlungen zur Identifizierung des Individualstraf Täters durchzuführen. Stellt sich sodann im Zuge dieser "mit aller Sorgfalt"<sup>414</sup> geführten Ermittlungen heraus, dass ein Individualtäter, dem die (nachgewiesenermassen objektiv und subjektiv (!) tatbestandsmässig und rechtswidrig begangene) Straftat zugerechnet werden kann, nicht zu eruieren ist, so gewärtigt das Unternehmen eine Strafe bis zu 5 Mio. SFr., sofern die Nichtzurechenbarkeit in der dem Unternehmen vorwerfbaren mangelhaften personellen Organisation begründet liegt (Art. 102 Abs. 1 StGB). Die Anwendungsbereiche von Art. 7 VStrR und Art. 102 Abs. 1 StGB sind daher *komplementär* zueinander.

---

<sup>407</sup> Hauri, 19 m.N.; Eicker/Frank/Achermann, 69.

<sup>408</sup> Vgl. Heine, recht 2005, 8; Forster, 259.

<sup>409</sup> Art. 102 Abs. 2 StGB kommt im Verwaltungsstrafrecht wegen des darin enthaltenen Deliktskatalogs niemals zur Anwendung.

<sup>410</sup> A.A. offenbar BSK StGB I-Niggli/Gfeller, Art. 102 N 13, welche Art. 102 StGB auf Umweltdelikte deshalb nicht für anwendbar erachten, weil etwa das USG sowie das GSchG auf das VStrR (Art. 6, 7) verweisen (!). Dem ist mit Blick auf Voraussetzungen und Zweck der beiden Bestimmungen nicht zu folgen (siehe soeben oben Teil 2/F.I.). Der Grund für die Unanwendbarkeit liegt allerdings in der missglückten Konzeption des Art. 102 StGB, nicht jedoch in dessen angeblicher Unanwendbarkeit auf Umweltdelikte per se (sofern sie nicht bloss Übertretungen darstellen). Sieht doch Art. 333 Abs. 1 StGB die Geltung des Allgemeinen Teils des StGB (somit auch des Art. 102 StGB) für Bundesnebenstrafgesetze vor, soweit diese nicht selbst Bestimmungen aufstellen, was mit der verfahrensökonomischen Bestimmung des Art. 7 VStrR ja gerade *nicht* der Fall ist; Art. 7 VStrR ist nicht *lex specialis* zu Art. 102 StGB (so auch Eicker/Frank/Achermann, 69); siehe auch Art. 2 VStrR.

<sup>411</sup> D.h. nur bis zu einer maximalen Geldstrafe von 5'000 SFr., wobei dieser Pauschalbetrag mit dem heute geltenden Tagessatzsystem nicht mehr kompatibel ist.

<sup>412</sup> Eicker/Frank/Achermann, 64.

<sup>413</sup> Zu den grundlegenden rechtsstaatlichen Bedenken siehe insbes. Eicker/Frank/Achermann, 65 m.w.N.

<sup>414</sup> BSK StGB I-Niggli/Gfeller, Art. 102 N 111 m.w.N.

## V. Individualstrafbarkeit im Unternehmen

Zwar ist die Individualstrafbarkeit von Mitarbeitern bzw. Führungskräften oder sonstigen unternehmenszugehörigen Personen nicht Voraussetzung für die Anwendbarkeit des Art. 102 StGB, doch knüpft dieser – ebenso wie im Übrigen Art. 7 VStrR – zwingend an die Begehung einer objektiv und subjektiv *tatbestandsmässigen* und *rechtswidrigen Anlasstat* an, die es daher in jedem Falle nachzuweisen gilt, auch wenn der *konkrete* Anlasstäter gem. Art. 102 Abs. 1 StGB gerade *nicht eruierbar* ist bzw. sein darf, um die Unternehmensstrafbarkeit auszulösen.

Daraus ergibt sich, dass die *Individualstrafbarkeit begründende bzw. erweiternde Normen*,<sup>415</sup> wie Regelungen der Täterschaft (bis hin zur mittelbaren Täterschaft bei qualifikationslosem Werkzeug oder der bislang nicht aus Deutschland übernommenen mittelbaren Täterschaft kraft Organisationsherrschaft) und Teilnahme, insbesondere aber auch der Unterlassungsstrafbarkeit (und hier wiederum insbesondere der strafrechtlichen Geschäftsherrnhaftung) zum einen den *Anwendungsbereich* (auch) des Art. 102 Abs. 1 StGB (sowie des Art. 7 VStrR) *ausweiten*, allerdings lediglich im Falle der Nicht-Ermittelbarkeit des konkreten Individualtäters, was freilich gerade bei strafrechtlicher Verantwortlichkeit auf Leitungsebene (die ja aus einer begrenzten Anzahl an Personen besteht) recht unwahrscheinlich ist und somit aufgrund der Konstruktion des Abs. 1 des Art. 102 StGB genau den gegenteiligen Effekt, nämlich die *Einschränkung* der Unternehmensstrafbarkeit, erzielt.<sup>416</sup>

Im Bereich des Umweltstrafrechts kommt Art. 6 VStrR – sei es qua unmittelbarer Anwendbarkeit, sei es auf Basis der Verweisung (siehe dazu oben unter Teil 2/F.I.) – besonders grosse Bedeutung zu, was insbes. auf Basis von Art. 6 Abs. 2 VStrR zu einer gewissen Ausweitung der Individualstrafbarkeit gegenüber der strafrechtlichen *Geschäftsherrnhaftung* gem. Art. 11 StGB führt, und damit zu den oben genannten Effekten betreffend die Unternehmensstrafbarkeit (zum einen theoretische Ausdehnung, zum anderen de facto Einschränkung).<sup>417</sup> Die (Individual-)Strafbarkeitsausdehnung besteht gegenüber Art. 11 StGB vor allem in der Verantwortlichkeit des Geschäftsherrn für über die mangelnde Tatabwendung hinausgehende mangelnde Aufhebung von Tatwirkungen. Aber auch der von Art. 6 Abs. 2 VStrR geforderte Unterlassungsvorsatz muss sich – anders als bei Art. 11 StGB – lediglich auf die Nichtabwendung bzw. Nichtaufhebung der Tat(wirkungen) beziehen und nicht zusätzlich auf die konkrete nichtverhinderte/nichtaufgehobene Tat(wirkung) selbst. Diese ist lediglich objektive Bedingung der Strafbarkeit.<sup>418</sup> Die fahrlässige Unterlassung der Abwendung einer vorsätzlichen Mitarbeitertat kann allerdings (wohl) auch nur zur Fahrlässigkeitsstrafbarkeit des Geschäftsherrn führen, was die Existenz eines Fahrlässigkeitsdelikts zur Voraussetzung hat,<sup>419</sup> was wiederum das Umweltstrafrecht in vielen Fällen sicherstellt. Die im Schrifttum herrschende grundsätzliche Uneinigkeit, aber auch Inkonsistenz innerhalb einzelner Auffassungen, betreffend die Frage, ob es sich bei Art. 6 Abs. 2 VStrR um ein echtes oder unechtes Sonder“delikt“ handle bzw. ob es über die Stellung als Geschäftsherr, die ja in Art. 6 Abs. 2 VStrR unmittelbar und explizit gefordert wird, hinaus einer (zusätzlichen?)

<sup>415</sup> Vgl. insbes. *Ackermann/Heine-Hilf*, § 7 Täterschaft und Teilnahme.

<sup>416</sup> Siehe *Eicker/Frank/Achermann*, 55 m.N.

<sup>417</sup> Inwieweit Art. 6 Abs. 2 und 3 VStrR als *lex specialis* die Art. 11 und 29 StGB tatsächlich *vollständig* zu substituieren vermögen (siehe Art. 2 VStrR *in fine*), d.h. auch im Falle deren breiteren Anwendungsbereichs (so zumindest missverständlich *Eicker/Frank/Achermann*, 62), kann hier zwar dahingestellt bleiben, kommt es hier im Wesentlichen auf die ausser Streit stehende, oben beschriebene jedenfalls strafbarkeitsausdehnende Wirkung an. Dennoch ergibt eine nähere Analyse, dass sowohl Art. 11 StGB als auch Art. 29 StGB einen (weit) über Art. 6 Abs. 2 und 3 VStrR hinausgehenden (und insofern *anderen*) Anwendungsbereich haben, sodass sie *insoweit* nicht verdrängt werden können! Siehe auch *unten* Teil 3/C.III.1.b.

<sup>418</sup> *Hauri*, 16; *Eicker/Frank/Achermann*, 54 m.w.N.

<sup>419</sup> *Hauri*, 18.



Garantenstellung auf Basis (weiterer?) Rechtspflichten (die also nicht bloss Sorgfaltspflichten darstellen sollen?), die ebenfalls explizit in Abs. 2 genannt werden, bedarf, liegt an der vom Gesetzgeber gewählten Konstruktion und soll hier nicht weiter thematisiert werden.<sup>420</sup>

## VI. Internationaler Standard

Auf internationaler Ebene, insbesondere im Rahmen des Europarats (siehe nur etwa die von der Schweiz ratifizierten Bestechungs- oder Cybercrime-Übereinkommen, 1999 und 2001),<sup>421</sup> hat sich im Bereich der strafrechtlichen Unternehmensverantwortlichkeit inzwischen jener Standard, der im Jahr 1997 durch das Zweite Protokoll zum EU Finanzschutzübereinkommen<sup>422</sup> geschaffen worden war, durchgesetzt. Auch die Art. 6 und 7 der EU-Richtlinie zum strafrechtlichen Umweltschutz 2008,<sup>423</sup> die „state of the art“ im Rahmen der Europäischen Union bilden, übernehmen diesen Standard im Wesentlichen. Demnach sind wirksame, angemessene und abschreckende Sanktionen gefordert. An diesem Massstab ist zu messen, ob es strafrechtlicher Unternehmenssanktionen bedarf, was nicht explizit gefordert wird. Dies gilt auch für das Europaratsübereinkommen über den Schutz der Umwelt durch das Strafrecht.<sup>424</sup>

Zieht man diesen internationalen Standard als Massstab heran, so weist die Schweizer Regelung (Art. 102 StGB), die aus kriminalpolitischen Erwägungen zu Recht im Strafrecht plazierte wurde,<sup>425</sup> folgende inhaltliche *Defizite* auf:<sup>426</sup>

- Ausnahme der Gebietskörperschaften im privatwirtschaftlichen Bereich;
- unechtes Organisationsverschulden des Abs. 1 (!) und daraus folgende bloss subsidiäre Unternehmensstrafbarkeit (international wird eine kumulative Verantwortlichkeit von natürlichen und juristischen Personen gefordert);
- Erfordernis eines Organisationsverschuldens auch bei Tatbegehung durch Leitungspersonen;
- Einbeziehung von Einzelunternehmen.

## VII. Bilan

En matière de responsabilisation des entreprises dans le domaine de la criminalité environnementale, le droit pénal ne contient plus en conséquence – et mise à part la confiscation – qu’une réglementation d’économie de procédure (art. 7 DPA), insatisfaisante tant pour des raisons d’Etat de droit que de politique criminelle, et une réglementation qui, si elle institue une véritable punissabilité de l’entreprise (art. 102 al. 1 CP), est de fait le plus souvent inapplicable dans la pratique en raison de sa conception totalement lacunaire et de toute façon indéfendable en termes de politique criminelle (et dès lors également incompatible avec les exigences internationales).

---

<sup>420</sup> Einen eben dies belegenden Überblick liefern *Eicker/Frank/Achermann*, 53 m.w.N.

<sup>421</sup> ETS. 173 und ETS. 185. Das Umweltstrafrecht-Übereinkommen 1998 (ETS. 172) bleibt noch sehr vage.

<sup>422</sup> ABl. EG C 221, 1 vom 19.7.1997.

<sup>423</sup> ABl. EG L 328, 28 vom 6.12.2008. Zum Inhalt siehe Teil 6/B.II.2.

<sup>424</sup> Siehe auch Teil 6/B.I.2. und B.II.2.

<sup>425</sup> Der Schweizer Gesetzgeber hat sich entschieden, sämtliche Verbrechen und Vergehen, die von Unternehmen zu verantworten sind, mit einer Unternehmens*strafe* zu ahnden. Dies gilt schon jetzt auch für Umweltverbrechen und -vergehen. Allderdings fallen diese unter den Abs. 1 des Art. 102 StGB, der weit hinter den internationalen Vorgaben zurückbleibt.

<sup>426</sup> Näher *Hilf*, Unternehmensstrafbarkeit im Bereich der Umwelt(schutz)delikte).

### *Proposition*

Il conviendrait tout d'abord de procéder à une uniformisation correcte des renvois actuels aux art. 6 et 7 DPA.

Déjà au niveau des *titres* introduisant les dispositions citées, on trouve trois variantes, à savoir « Application du droit pénal administratif » (art. 60 LPE, art. 73 LEaux, art. 18 LFSP), « Application aux personnes morales et aux sociétés commerciales » (art. 19 LChP, art. 24b LPN) et « Contraventions et délits commis par des entreprises commerciales » (art. 44 LFo).

Ainsi, si l'art. 24b LPN – en dépit de son titre (qui ne se réfère qu'à des collectivités de personnes et fait donc l'impasse sur les entreprises individuelles) – déclare les art. 6 et 7 DPA globalement applicables (et donc aussi à l'égard des entreprises en raison individuelle citées à l'art. 7 DPA [?]), l'art. 19 LChP – qui finalement figure sous le même titre (et donc parle également explicitement de l'application aux personnes morales et sociétés commerciales) – ne mentionne quant à lui à nouveau que *l'art. 6 DPA*. Quand bien même on a voulu faire de l'art. 6 la « règle » par rapport à l'art. 7 DPA qui est la « réglementation spéciale », le premier ne traite en soi que de la punissabilité *individuelle* et le second traite (uniquement) de la responsabilité subsidiaire – justifiée pour des raisons d'économie de procédure – de personnes morales, d'autres sociétés (et des entreprises en raison individuelle). C'est pourquoi nous recommandons de mentionner explicitement l'art. 7 DPA dans le libellé de l'art. 19 LChP et de modifier le titre des deux normes en « Application du droit pénal administratif aux infractions commises dans des entreprises » : ce titre est d'un côté suffisant (infractions) pour être toujours appliqué et de l'autre assez spécifique (entreprises) pour définir déjà en soi le champ d'application global de l'article; en même temps, il s'inspire de la « règle » de l'art. 6 DPA et n'exclut pas la « réglementation spéciale » de l'art. 7 DPA qui se base dessus. Vu qu'il ne s'agit pas d'une véritable sanction applicable aux entreprises, rien ne s'oppose non plus au fait de ne pas mentionner les entreprises (concrètement : personnes morales, sociétés commerciales, entreprises en raison individuelle) dans le titre. La modification du titre proposée vaut aussi pour les autres lois citées. La LFo également est la seule à mentionner explicitement *la gestion d'une collectivité ou d'un établissement de droit public*, soit des entreprises qui occupent il est vrai une place particulière dans le champ d'application de la LFo en raison de la part importante des propriétaires de forêts organisés selon le droit public (qui sont néanmoins, en tant que *responsables d'entreprise*, en tout cas des personnes morales). Pour éviter de donner l'impression que le champ d'application est ici différent par rapport à celui des autres normes comparables, il faudrait alors renoncer à notre avis à cette liste expresse, d'autant que la collectivité comme l'établissement de droit public entrent de toute façon dans la notion de personne morale (et que l'art. 7 DPA relie finalement toujours au responsable d'entreprise). Cependant, si on devait, pour des raisons majeures, en conclure que la mention explicite des collectivités ou établissements de droit public s'impose, il faudrait alors envisager une éventuelle extension correspondante des dispositions comparables dans les autres actes concernant l'environnement.

Au demeurant, nous plaçons pour une formulation identique et réduite à l'essentiel des dispositions citées, à l'exemple de l'art. 62 al. 1 LPE, à savoir

« Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif s'appliquent aux infractions à la présente loi. »

Ceci assure aussi une standardisation avec les domaines de droit pénal de l'environnement auxquels s'applique l'art. 7 DPA. L'ajout de la mention « par analogie » comme on le trouve à l'art. 73 LEaux n'est pas nécessaire. Nous privilégions également la référence aux infractions *à la présente loi* par rapport à la formule « sont applicables » sans aucune référence de la sorte.

Selon ce qui précède, toute augmentation de la limite fixée à 5000 francs par l'art. 7 DPA n'est aucunement justifiable ; avant de considérer une telle hausse, le législateur devrait prendre sur lui de procéder à un apurement systématique de fonds, sous la forme d'une révision de l'art. 102 CP et création éventuelle d'une disposition à localiser dans le droit de procédure prévoyant la possibilité de renoncer à la poursuite, et de supprimer l'art. 7 DPA ainsi que toutes les dispositions comparables.

Compte tenu de l'existence d'un véritable – même si partiellement insatisfaisant – droit pénal applicable aux entreprises, il se pose notamment la question de l'opportunité d'abroger des réglementations comme l'art. 7 DPA, lesquelles ne représentent finalement rien d'autre qu'une tentative (inappropriée)<sup>427</sup> de combler provisoirement et de prime abord une lacune effective avant que n'apparaisse le droit pénal des entreprises.<sup>428</sup> On pourrait tenir compte sous une forme juridique admissible des besoins en économie de procédure d'une autre façon, concrètement dans le cadre d'un principe d'opportunité impératif pour des cas exceptionnels et donc assurément pour les cas de moindre gravité, mais certainement pas en les combinant indûment avec une responsabilité des entreprises sortie pour ainsi dire de nulle part (parce qu'indépendante de toute faute des entreprises). Malheureusement, la pratique législative semble adopter le mouvement contraire – à éviter strictement, selon nous – puisque le nombre de réglementations comparables adoptées ne fait qu'augmenter, parfois avec des montants d'amende maximums allant même jusqu'à 50 000 francs (art. 49 LFINMA) ou 100 000 francs (art. 100 LTVA et récemment art. 130 P-LJAr).

Indépendamment de la solution suggérée concernant l'art. 7 DPA, il serait par ailleurs utile à notre avis de *réviser le droit pénal de l'environnement*, au moins sous une forme invasive minimale par le biais de trois suppressions, à savoir

- suppression de l'al. 1 de l'art. 102 CP,
- suppression du catalogue d'infractions contenu à l'al. 2 et
- suppression des entreprises en raison individuelle à l'al. 4.

Si, dans la foulée de ces suppressions, on arrivait également à

- augmenter de manière adéquate la menace de sanction,
- introduire un système de jours-amendes et
- la complaisance pénale sous condition,
- tout en créant – ce qui vient d'échouer – un casier judiciaire des entreprises

la Suisse aurait fait un pas essentiel pour se doter d'un droit pénal applicable aux entreprises pertinent et praticable, qui n'aurait rien à envier en comparaison internationale et qui serait justement aussi particulièrement important dans le domaine du droit pénal de l'environnement.

---

<sup>427</sup> Car non basée sur un reproche à l'égard de l'entreprise elle-même et par ailleurs inefficace en termes de prévention à cause du montant de la sanction.

<sup>428</sup> Concernant par ailleurs les doutes quant à la compatibilité de l'art. 7 DPA avec le principe de culpabilité, cf. *Eicker/Frank/Achermann*, 65 m.w.N.

L'intégration des corporations territoriales dans le secteur privé serait un souhait supplémentaire.

- Le point de savoir si les infractions commises par de personnes dirigeantes impliquent une culpabilité d'organisation (additionnelle) – contrairement aux standards internationaux comme p. ex. la loi allemande sur les infractions d'ordre (OWiG), la loi autrichienne sur la responsabilité pénale des associations (VbVG) ou encore le code pénal du Liechtenstein – est jugé à tout le moins de manière critique.
- Finalement : l'idée d'admettre des infractions additionnelles, comme déjà exigé par *Heine*<sup>429</sup> et comme y tend – même si encore de manière vague – l'arrêt important rendu en première instance et donc non encore en force de chose jugée dans l'affaire Postfinance<sup>430</sup>, pour répondre à l'exigence principale de la punissabilité des entreprises ne saurait à ce stade qu'être évoquée.

Concrètement, une modification mini-invasive de l'art. 102 CP, se rapportant uniquement à la criminalité environnementale, pourrait se présenter comme suit :

*Titre 7 : Responsabilité de l'entreprise*

*Art. 102 CP (Punissabilité)*

*[Al. 1 inchangé]*

*<sup>2</sup> En cas d'infraction prévue aux art. 260<sup>ter</sup>, 260<sup>quinquies</sup>, 305<sup>bis</sup>, 322<sup>ter</sup>, 322<sup>quinquies</sup>, 322<sup>septie</sup>, al. 1, 322<sup>octies</sup> ou en cas de crime ou de délit contre l'environnement, l'entreprise est punie indépendamment de la punissabilité des personnes physiques s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction.*

*[Al. 3 inchangé]*

*<sup>4</sup> Sont des entreprises au sens du présent titre :*

- a. les personnes morales de droit privé ;*
- b. les personnes morales de droit public, à l'exception des corporations territoriales ;*
- c. les sociétés ;*
- d. ~~les entreprises en raison individuelle.~~*

Le cas échéant, il faudrait au moins indiquer dans le message les énoncés de fait qui font partie du droit pénal de l'environnement (voir la classification proposée dans la présente expertise). L'alinéa 4 pourrait aussi être modifié comme ci-après.

Une modification plus poussée – telle que prônée par les experts – de l'art. 102 CP pourrait se présenter comme suit :

*Titre 7 : Responsabilité de l'entreprise*

*Art. 102 CP (nouveau) (Punissabilité)*

---

<sup>429</sup> *Heine*, ZStrR 2001, 38.

<sup>430</sup> A ce propos, plus en détail *Hilf*, in: *Ackermann/Hilf, Geldwäscherei – Asset Recovery*, 175 ss.

<sup>1</sup> *Un crime ou un délit qui est commis au sein d'une entreprise dans l'exercice d'activités commerciales conformes à ses buts est imputé à l'entreprise indépendamment de la punissabilité des personnes physiques et donne lieu à une amende de cinq millions de francs au plus à sa charge s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction.*

[Al. 3 actuel devient l'al. 2]

<sup>3</sup> *Sont des entreprises au sens du présent titre :*

- e. les personnes morales de droit privé ;*
- f. les personnes morales de droit public, à l'exception des corporations territoriales ;*
- g. les sociétés.*
- ~~*h. les entreprises en raison individuelle.*~~

Il convient de relever avec insistance que le domaine de la *criminalité environnementale* est en soi non seulement prédestiné mais force même à introduire un droit pénal applicable aux entreprises adéquat ou à corriger le droit existant, de sorte à donner l'impulsion propre à intégrer tous les secteurs de la criminalité des entreprises. Le vide (pénal) découragera encore davantage le législateur de vouloir se pencher sur cette matière, même s'il y a un espoir que la réforme prévue en droit pénal administratif incite à réorganiser le droit pénal des entreprises dans le CP, quand bien même cet argument semble pourtant favoriser plutôt le risque d'un nouveau report.

## **G. Parteirechte von Umweltbehörden**

Ist eine Anzeige eingereicht, stellt sich die Frage, inwieweit die zuständigen Behörden im anschließenden Strafverfahren mitwirken können. Eine solche Mitwirkung rechtfertigt sich dadurch, dass Behörden mit spezifischer Sachkompetenz besser in der Lage sind, Verstösse gegen Verwaltungsnormen zu erkennen und zu verfolgen.<sup>431</sup>

### **I. Parteirechte im Übertretungsstrafverfahren nach Art. 17 i.V.m. Art. 357 StPO**

Die schweizerische StPO kennt zwei Möglichkeiten, Umweltbehörden Parteirechte zu verleihen. Die erste Variante besteht darin, dass den Umweltbehörden die Verfolgung und Beurteilung von Übertretungen übertragen werden (Art. 17 StPO). Diesfalls haben sie die Befugnisse der Staatsanwaltschaft (Art. 357 StPO) und sind selber Strafverfolgungsbehörde. Ob den derart eingesetzten Behörden im Rechtsmittelverfahren jedoch *Parteistellung* zukommt und ob sie gegen die entsprechenden Entscheide selber *Rechtsmittel* ergreifen können, regeln Bund und Kantone (Art. 381 Abs. 3 StPO).<sup>432</sup> Anstelle der zur Verfolgung und Beurteilung zuständigen Umweltbehörden können auch Instanzen der Staatsanwaltschaft für zuständig erklärt werden.<sup>433</sup> Rechtsmittel vor Bundesgericht können gemäss dem Wortlaut Art. 81 Abs. 1 lit. b Ziff. 3 und Art. 81 Abs. 3 BGG grundsätzlich nur *Staatsanwalt-*

<sup>431</sup> BSK StPO I-Küffer, Art. 104 N 23 m.H.

<sup>432</sup> Donatsch et al., StPO-Komm.-Lieber, Art. 104 N 14a.

<sup>433</sup> BSK StPO II-Ziegler/Keller, Art. 381 N 6.

*schaften* ergreifen,<sup>434</sup> wobei die Aufzählung in Art. 81 Abs. 1 lit. b BGG jedoch nicht abschliessend ist, weshalb in der Folge zu differenzieren sein wird.<sup>435</sup>

In den untersuchten Kantonen werden Umweltbehörden vereinzelt ermächtigt, Übertretungen zu verfolgen und zu bestrafen,<sup>436</sup> ihnen wird jedoch keine Kompetenz zur selbständigen Ergreifung von Rechtsmitteln übertragen.

## II. Parteirechte gestützt auf Art. 104 Abs. 2 StPO im Allgemeinen

Als zweite Möglichkeit sieht Art. 104 Abs. 2 StPO vor, dass Bund und Kantone weiteren Behörden, die öffentliche Interessen zu wahren haben, volle oder beschränkte Parteirechte einräumen können.<sup>437</sup> Mit dieser Norm sollten kantonale Regelungen, die bereits vor Einführung der StPO bestanden, weitergeführt werden.<sup>438</sup> Der Absatz war im heutigen Wortlaut bereits im Entwurf des Bundesrats enthalten.<sup>439</sup> In der parlamentarischen Beratung lehnte der Nationalrat dann mit einer Stimme Differenz einen Antrag ab, wonach die Kantone, eine mit Parteirechten ausgestattete Tierschutzfachstelle hätten schaffen müssen.<sup>440</sup> Der Ständerat übernahm den bundesrätlichen Vorschlag ohne Bemerkungen zum Behördenparteirecht.<sup>441</sup>

Die Parteirechte der Behörden müssen in einem Gesetz im formellen Sinne festgehalten sein.<sup>442</sup> Die Berechtigung muss dabei ausdrücklich erfolgen – es genügt nicht, dass einer Behörde ein Entscheid mitgeteilt werden muss oder sie zur Anzeige berechtigt oder verpflichtet ist.<sup>443</sup> Nur Bund und Kantone können gemäss Art. 104 Abs. 2 StPO Parteirechte einräumen, nicht aber Gemeinden.<sup>444</sup> Jedoch kann das kantonale Recht auch für kommunale Behörden Parteirechte vorsehen.<sup>445</sup> Ebenso kann ein kantonales Gesetz Bundesbehörden berechtigten, nicht aber zur Ausübung der Parteirechte verpflichten.<sup>446</sup>

Gemäss Art. 104 Abs. 2 StPO können nur *Behörden* Parteirechte eingeräumt werden. Als Behörden gelten *auf gesetzlicher Grundlage beruhende Organe öffentlich-rechtlicher Körperschaften*.<sup>447</sup> Keine

---

<sup>434</sup> Donatsch et al., StPO-Komm.-Lieber, Art. 381 N 9 m.H. auf BGE 134 IV 36 E.1.3.2.; Riklin, Art. 381 N 3; Schmid, Praxiskommentar, Art. 381 N 5.

<sup>435</sup> Siehe dazu unten Teil 2/G.IV.

<sup>436</sup> Z.B. nach Art. 10 StPV (SG), Art. 27. Abs. 4 JWG (BE), Art. 35 Abs. 2 ABG (FR).

<sup>437</sup> Als Privatklägerschaft i.S.v. Art. 104 Abs. 1 lit. b StPO können sich Behörden nicht konstituieren, da bei ausschliesslicher Verletzung von öffentlichen Interessen die Voraussetzungen der Art. 118 ff. StPO nicht gegeben sind, vgl. Urteil des Kantonsgericht FR vom 9.11.15, Arrêts du Tribunal cantonal fribourgeois, Fallnr. 502 2015 146 und 502 2015 147.

<sup>438</sup> Botschaft StPO, BBl 2006, 1163.

<sup>439</sup> Art. 102 des Entwurfs, BBl 2006, 1418.

<sup>440</sup> AB 2007 N 951.

<sup>441</sup> AB 2006 N 1009.

<sup>442</sup> Schmid, Praxiskommentar, Art. 104 N 8.

<sup>443</sup> Schmid, a.a.O.; BSK StPO I-Küffer, Art. 104 N 24.

<sup>444</sup> BSK StPO I-Küffer, Art. 104 N 23; Schmid, Praxiskommentar, Art. 104 N 7; Daphinoff, 489.

<sup>445</sup> Hauser/Schweri/Lieber, § 154 GOG (ZH) N 3; vgl. als Praxisbeispiel Verfügung des OGer ZH vom 17.11.2011, UE110021.

<sup>446</sup> Hauser/Schweri/Lieber, a.a.O.; vgl. auch Urteil des BGer 6B\_695/2013 vom 17.8.2015, E.2.1. Ob die Parteistellung auch im Jugendstrafverfahren gilt oder eingeräumt werden kann, ist sehr zweifelhaft, Jeanne-*ret/Ferreira*, N 7-9.

<sup>447</sup> BSK StPO I-Küffer, Art. 104 N 26 m.w.H. auf BGE 114 IV 34.

Behörden sind nach Lehre und Rechtsprechung selbständige öffentlich-rechtliche Anstalten.<sup>448</sup> *Unselbständige* öffentlich-rechtliche Anstalten können dagegen Parteirechte ausüben, bspw. ein Verkehrsbetrieb im Verfahren gegen Schwarzfahrer.<sup>449</sup> Entscheidend ist dabei weniger die Selbständigkeit als solche, sondern vielmehr, ob die Behörde *hoheitlich* auftritt.<sup>450</sup> Im Einzelfall ist insofern eine Behörde auch nur für eine Einspracheberechtigung genügend beschwert, wenn Recht verletzt sein könnte, das in ihren spezifischen Tätigkeits- bzw. Kontrollbereich fällt.<sup>451</sup>

## **1. Bundesrechtliche Grundlagen für Parteirechte nach Art. 104 Abs. 2 StPO**

Auf *Bundesebene* kommt Behörden Parteistellung in Verfahren nach *VStrR* zu. Dies gilt einerseits, soweit die betreffende Verwaltungsbehörde selbst (als eigentliche Strafverfolgungsbehörde) untersucht oder urteilt (Art. 20 Abs. 1 *VStrR* bzw. Art. 21 Abs. 1 *VStrR*), ist andererseits aber auch bei *gerichtlicher* Beurteilung explizit vorgesehen (Art. 74 Abs. 1 *VStrR*). Im Umweltstrafrecht betrifft dies Straftaten im Bereich des BGCITES (Art. 1 *VStrR* i.V.m. Art. 27 Abs. 1 BGCITES), des CO<sub>2</sub>-Gesetzes (Art. 45 Abs. 1 CO<sub>2</sub>G), jene des USG betreffend Lenkungsabgaben (Art. 61a i.V.m. 62 Abs. 2 USG) sowie jene des JSG und des BFG betreffend Ein-, Aus- und Durchfuhr (Art. 21 Abs. 2 JSG, Art. 20 Abs. 2 BFG).

Spezialgesetzliche Berechtigungen kennt das Bundesrecht zwar beispielsweise im Dopingbereich (Art. 23 Abs. 3 SpoFöG) und im Lauterkeitsrecht (Art. 23 Abs. 3 UWG), nicht jedoch in Umwelterlassen. Soweit das *VStrR* nicht angewendet wird, ist für die untersuchten Gesetze daher die kantonale Rechtslage ausschlaggebend.

## **2. Kantonalrechtliche Grundlagen für Parteirechte nach Art. 104 Abs. 2 StPO**

Kantone können ihre Kompetenz nach Art. 104 Abs. 2 StPO auf verschiedene Arten ausüben:<sup>452</sup> Erstens können sie allgemeine Regelungen vorsehen, wonach unabhängig von der funktionalen Materie in allen hoheitlichen Fragen (bestimmte) Parteirechte entweder allen Behörden oder dann doch allen Behörden bestimmter Art (etwa allen kantonalen Behörden oder allen Departementen) zustehen. Zweitens können sie jeweils unterschiedliche Regelungen für verschiedene Sachbereiche vorsehen, wobei sie diese Regelungen zentral in einem verfahrensrechtlichen Erlass oder dezentral im jeweiligen Spezialgesetz regeln können. Wie nachfolgend aufgezeigt, wählten die drei zu untersuchenden Kantone jeweils verschiedene Ansätze. Eingegangen wird zusätzlich auf die im Kanton Zürich bestehende Regelung des § 154 GOG (ZH).

### **a. Kanton Bern – Sachspezifische Rechte in Spezialgesetzen**

Im Kanton Bern ist die Parteistellung einzeln in den jeweiligen Spezialgesetzen geregelt. So sehen Art. 47a Abs. 2 KWaG (BE) und Art. 62 Abs. 2 FiG (BE) vor, dass die zuständige Stelle der Volkswirtschaftsdirektion Parteirechte ausüben kann. Art. 34 Abs. 2 ABAG (BE), das der Volkswirtschaftsdirektion in einem grossen Teil ihres Geschäftsbereiches Parteirechte einräumt, findet jedoch auf Umweltschutzrecht explizit keine Anwendung (Art. 4 Abs. 2 ABAG (BE)).

<sup>448</sup> BSK StPO I-Küffer, a.a.O.; Donatsch et al., StPO-Komm.-Lieber, Art. 104 N 14; Beschluss des OGer ZH vom 10.9.15, Fallnr. SB130129; offen gelassen in Urteil des Kantonsgerichts SG vom 12.8.04, E.4.b.

<sup>449</sup> Verfügung des OGer ZH vom 21.1.15, Fallnr. UE140245.

<sup>450</sup> Vgl. hierzu Urteil des OGer AG vom 23.2.15, CAN online 2012 Nr. 6, E.2.3.

<sup>451</sup> Daphinoff, 594.

<sup>452</sup> Wenn sie sich dazu entscheiden, diese Kompetenz überhaupt auszuüben.

Gemäss Art. 27 Abs. 1 JWG (BE) obliegt weiter die Jagd- und Wildtieraufsicht primär den Wildhüterinnen und Wildhütern sowie den freiwilligen Jagdaufsehenden. Diese sind gemäss Art. 27 Abs. 2 JWG (BE) und Art. 12 lit. b EG ZSJ (BE) Teil der Strafverfolgungsbehörden, wobei sie vorliegend jedoch bloss polizeiliche und nicht staatsanwaltschaftliche Aufgaben haben. Ihre Strafkompetenz beschränkt sich darauf, Ordnungsbussen verhängen (Art. 27 Abs. 4 JWG (BE)). Daraus folgt, dass diese Behörden *keine Parteistellung* haben, trotz den ihnen verliehenen polizeilichen Befugnissen.

*Keine* Parteistellung steht den kantonalen Behörden weiter etwa bei wasserbaulichen Übertretungen zu, da im WBG (BE) entsprechende Bestimmungen komplett fehlen. Art. 14 Abs. 4 NSchG (BE), wonach die Volkswirtschaftsdirektion den Kanton in Rechtstreiten vertritt, begründet schliesslich keine eigenständigen, zusätzlichen Parteirechte der Behörde, sondern bevollmächtigt die Direktion lediglich, bestehende Rechte namens des Kantons wahrzunehmen.

#### **b. Kanton St. Gallen – Sachspezifische Rechte in allgemeinem Organisationsgesetz**

Ebenfalls nach Sachgebieten differenziert der Kanton St. Gallen. Anders als Bern nimmt er jedoch die Unterscheidung in einem zentralen Organisationserlass vor. Gemäss Art. 38 Abs. 1 EG-StPO (SG) werden dem jeweils zuständigen Departement bei Widerhandlungen gegen „Bestimmungen des Umweltschutzes, der Waldgesetzgebung sowie in Jagd- und Fischereiangelegenheiten“ *volle Parteirechte eingeräumt*. Zuständig sind je nach Umweltbereich das *Volkswirtschaftsdepartement* (Art. 21 Abs. 1 lit. a-b<sup>ter</sup> GeschR (SG)) und das *Baudepartement* (Art. 25 Abs. 1 lit. d und d<sup>bis</sup> GeschR (SG)). Offen bleibt jedoch, inwieweit zu den „Bestimmungen des Umweltschutzes“ auch jene über den Gewässer- und Naturschutz gehören.

#### **c. Kanton Freiburg – Verzicht auf Rechte**

Im Kanton Freiburg sieht Art. 141 JG (FR) vor, dass kantonale Behörden sich im Strafverfahren als Partei konstituieren können, soweit das Gesetz dies vorsieht. Jedoch begründen die freiburgischen Umwelterlasse gerade keine entsprechenden Parteirechte. Vielmehr wird jeweils pauschal auf das Justizgesetz zurückverwiesen<sup>453</sup> und dadurch *e contrario* auf die Einräumung einer Parteistellung für Umweltbehörden implizit verzichtet.<sup>454</sup> Im Bereich der Abfallbewirtschaftung kann die zuständige Direktion immerhin Ordnungsbussen verteilen (Art. 35 Abs. 2 ABG (FR)), was ihr jedoch, wie zuvor gezeigt, keine Parteistellung im Rechtsmittelverfahren verleiht.

#### **d. Kanton Zürich – Allgemeine Rechte in allgemeinem Organisationsgesetz: § 154 GOG (ZH)**

Als Musterbeispiel einer *generellen* Regel für die Einräumung von Parteirechten gemäss Art. 104 Abs. 2 StPO bietet sich § 154 GOG (ZH) an. Diese Bestimmung sieht vor, dass Behörden und Amtsstellen, die in Wahrung der ihrem Schutz anvertrauten Interessen *Strafanzeige erstattet* haben, gegen *Nichtanhandnahme- und Einstellungsverfügungen* Beschwerde erheben können. Die Parteirechte beschränken sich auf diese praktisch wichtigen Kompetenzen zur Erhebung von Beschwerden gegen Nichtanhandnahme- und Einstellungsverfügungen. Sie gelten dafür jedoch für Behörden aller Sachbereiche und Staatsebenen – lediglich ausländische Stellen sind ausgeschlossen.<sup>455</sup> Selbstverständlich sind damit auch Umweltbehörden erfasst. Die Vorschrift ist flexibel ausgestaltet und sorgt für eine *einheitliche* verwaltungsstrafrechtliche Praxis – problematisch ist jedoch die prozessuale Begrenzung.

<sup>453</sup> Vgl. z.B. Art. 45a FiG (FR), Art. 61 GewG (FR), Art. 55 Abs. 1 JaG (FR), Art. 58 Abs. 1 NatG (FR), Art. 6 Vollziehungsbeschluss zum Giftgesetz (SGF 818.11).

<sup>454</sup> Bzw. die Kompetenz gemäss Art. 104 Abs. 2 StPO nicht ausgeübt.

<sup>455</sup> Hauser/Schweri/Lieber, § 154 GOG (ZH) N 2-3.



Zu bemerken ist schliesslich, dass diese Generalklausel in § 154 GOG (ZH) weitergehende Spezialregeln nicht ausschliesst – so hat beispielsweise in zürcherischen Tierschutzprozessen die zuständige Direktion volle Parteirechte (§ 17 KTschG (ZH)) und ist unter anderem berechtigt, gegen eine aus ihrer Sicht zu tiefes erstinstanzliches Strafmass beim Obergericht Berufung einzulegen.<sup>456</sup>

### III. Parteirechte vor Bundesgericht?

Ob vorinstanzlich am Verfahren beteiligte Umweltbehörden selber bundesgerichtliche Beschwerde in Strafsachen erheben können, ist *umstritten*. Der Katalog der Beschwerdeberechtigten in Art. 81 Abs. 1 lit. b BGG erwähnt lediglich die in VStrR-Verfahren beteiligten Verwaltungsbehörden (Ziff. 7). Jedoch ist die Aufzählung in Art. 81 Abs. 1 lit. b BGG nicht abschliessend und umfasst auch weitere beschwerdebefugte Personen, wenn diese ein rechtlich geschütztes Interesse vorweisen können.<sup>457</sup> So wurde – nicht den Umweltbereich betreffend – ohne weiteres ein rechtlich geschütztes Interesse der interkantonalen Lotteriede- und Wettkommission Comlot und damit deren Beschwerdelegitimation bei der Beurteilung der Frage bejaht, ob ihr nach § 154 GOG (ZH) bzw. Art. 104 Abs. 2 StPO Parteistellung zukommt.<sup>458</sup>

Klar ist, dass die *übergeordnete Staatsanwaltschaft* auch dann gemäss Art. 82 Abs. 1 lit. b Ziff. 3 BGG beschwerdebefugt ist, wenn das vorinstanzliche Verfahren durch Verwaltungsbehörden geführt wurde. Letztere vertreten die Staatsanwaltschaft lediglich im Rahmen der ihnen übertragenen Kompetenzen (z.B. Bussenerhebung nach Art. 17 StPO), schränken die Kompetenzen der Staatsanwaltschaft gemäss Art. 82 Abs. 1 lit. b Ziff. 3 BGG jedoch nicht ein.<sup>459</sup> Besteht weiter eine übergeordnete kantonale Staatsanwaltschaft, können nicht gleichzeitig regionalen Staatsanwaltschaften zur Beschwerde berechtigt werden, da dies einer einheitlichen Rechtsanwendung widerspräche.<sup>460</sup>

Umstritten ist, ob Übertretungsstraftbehörden gemäss Art. 17 StPO<sup>461</sup> *selbständig* Beschwerde vor Bundesgericht erheben können. Aus der fehlenden Beschwerdelegitimation für regionale Staatsanwaltschaften bei Bestehen einer übergeordneten kantonalen Staatsanwaltschaft schliesst *Schmid*, dass durch Art. 104 Abs. 2 StPO zur Ausübung der Parteirechte auf kantonaler Ebene ermächtigte kantonale Behörden *keine Beschwerde vor Bundesgericht* führen und ihnen die Kantone auch nicht entsprechende Befugnisse einräumen können.<sup>462</sup> Die Ansicht übernehmen Teile der Literatur sowie das Zürcher Obergericht in einem *obiter dictum*.<sup>463</sup> Andere Teile der Literatur sowie das Bundesgericht lassen aber offen, ob das kantonale Recht Verwaltungsbehörden auch ein *bundesgerichtliches* Beschwerderecht einräumen kann.<sup>464</sup>

Im Sinne einer einheitlichen Auslegung und Anwendung des Bundesrechts müssen richtigerweise verschiedene Konstellationen unterschieden werden:

<sup>456</sup> Urteil des OGer ZH vom 26.9.2011, ZR 110 (2011) N 84.

<sup>457</sup> BBl 2001, 4318; BGE 133 IV 121, E.1.1.; BSK BGG-Thommen, Art. 81 N 1; Oberholzer, Art. 81 N 11.

<sup>458</sup> Urteil des BGer 6B\_695/2013 vom 17.8.2015 E.1.2.

<sup>459</sup> BGE 134 IV 36 E.1.3; vgl. BSK BGG-Thommen, Art. 81 N 17; Schmid, Handbuch, N 1455 und Fn. 43 dazu.

<sup>460</sup> BSK StPO II-Ziegler/Keller, Art. 381 N 5a m.w.H. zu Urteil des BGer 6B\_949/2013 vom 3.2.2014.

<sup>461</sup> Denen gemäss Art. 357 Abs. 1 StPO die Befugnisse der Staatsanwaltschaft zukommen.

<sup>462</sup> Schmid, Handbuch, N 1671.

<sup>463</sup> Riklin, Art. 381 N 9; BSK StPO II-Ziegler/Keller, Art. 381 N 6; Urteil OGer ZH vom 26.9.2011, ZR 110 (2011) N. 84, E.4.3.

<sup>464</sup> BSK BGG-Thommen, Art. 81 N 17; Urteil des BGer 6B\_950/2013 vom 10.12.2013, wo lediglich festgehalten wurde, dass die Parteistellung gemäss zürcherischem Recht ausdrücklich nur für kantonale Verfahren gilt.

- Werden kantonalen Behörden gestützt auf Art. 104 Abs. 2 StPO auf *kantonomer Ebene Parteirechte* eingeräumt oder werden sie gestützt auf Art. 17 StPO zu Übertretungsstrafbehörden ernannt, während gleichzeitig eine *übergeordnete Staatsanwaltschaft* auf kantonomer Ebene besteht, ist ein Beschwerderecht der Behörden auf Bundesebene *zu verneinen*. Der Rechtsprechung des Bundesgerichts ist insoweit zuzustimmen, als dass es die Beschwerdelegitimation regionaler, untergeordneter Staatsanwaltschaften (vor Bundesgericht) verneint, wenn eine übergeordnete, zur einheitlichen Durchsetzung und Umsetzung des Bundesrechts zuständige Staatsanwaltschaft besteht.<sup>465</sup> Dasselbe muss für Übertretungsstrafbehörden und auf kantonomer Ebene ermächtigte Verwaltungsbehörden mit Parteistellung gelten.
- Besteht jedoch nach kantonalem Organisationsrecht *keine* übergeordnete Staatsanwaltschaft, ist zumindest prüfenswert, ob Übertretungsstrafbehörden und kantonale Behörden *mit Parteistellung* auf kantonomer Ebene nicht auch *vor Bundesgericht* beschwerdelegitimiert sein müssen, zumal die Aufzählung von Art. 81 Abs. 1 lit. b BGG nicht abschliessend ist und ein Interesse an der rechtsgleichen Durchsetzung – auch von Übertretungsstrafrecht – besteht. Gegen die Einräumung einer Parteistellung vor Bundesgericht spricht jedoch, dass gemäss Art. 381 Abs. 3 StPO Bund oder Kantone selbständig regeln, welche Behörden im Übertretungsstrafverfahren Rechtsmittel ergreifen können. Ist im kantonalen Recht demnach kein *explizites* Beschwerderecht für Verfahren vor Bundesgericht vorgesehen – wobei schon fraglich ist, ob die Kantone überhaupt die Kompetenz haben, durch Gesetzgebung auf die bundesrechtliche Beschwerdelegitimation Einfluss zu nehmen – ist die Beschwerdelegitimation für Übertretungsstrafbehörden nach Art. 17 StPO und kantonale Verwaltungsbehörden mit Parteistellung auf kantonomer Ebene ebenfalls *zu verneinen*.
- Verleiht dagegen ein *Bundesgesetz* Verwaltungsbehörden Parteirechte i.S.v. Art. 104 Abs. 2 StPO (und spezifiziert diese nicht näher) sollten diese Behörden auch auf *Bundesebene*, das heisst vor Bundesgericht, zur Ausübung dieser Parteirechte befugt sein.<sup>466</sup>
- Ist schliesslich grundsätzlich strittig, ob eine Behörde überhaupt von Art. 104 Abs. 2 StPO (oder den entsprechenden kantonalen oder bundesrechtlichen Umsetzungsbestimmungen) erfasst ist,<sup>467</sup> muss das rechtliche Interesse an der Beantwortung dieser Frage und damit die Beschwerdelegitimation vor Bundesgericht regelmässig bejaht werden, zumal dies der einheitlichen Anwendung des Bundesrechts dient.<sup>468</sup>

#### IV. Bilan et recommandations

Accorder les droits de partie aux autorités est une institution judiciaire : le droit pénal de l'environnement et le droit administratif correspondant sont étroitement imbriqués. L'implication de la compétence scientifique des autorités environnementales dans les procédures de droit pénal peut avoir un effet qualitativement avantageux et aiguïser la conscience des institutions administrant la justice pour le droit pénal de l'environnement. Au niveau de l'exécution, cette conscience apparaît menacée de se voir repousser à l'arrière-plan par rapport aux infractions classiques et ce, d'autant

<sup>465</sup> Arrêt du TF 6B\_949/2013 du 3.2.2014, consid. 2.2.

<sup>466</sup> Schmid et la littérature suivante se réfèrent alors également toujours aux autorités administratives *cantonales*.

<sup>467</sup> Comme dans l'arrêt du Tribunal fédéral cité, concernant la Commisison intercantonale des loteries et paris, TF 6B\_695/2013 du 17.8.2015.

<sup>468</sup> La constellation est à cet égard comparable avec celle de l'art. 81, al. 1, let. b, ch. 6, LTF, cf. ainsi les explications à ce propos dans BSK BGG-Thommen, Art. 81 n° 63.

plus que la situation juridique actuelle – pour autant que les quatre cantons étudiés permettent une telle généralisation – se présente hétérogène aux plans aussi bien intercantonal qu'intracantonal.

Le plus simple consiste à recourir aux clauses générales flexibles, à l'exemple du § 154 GOG (ZH) qui, indépendamment de tout droit d'organisation administrative, mise simplement sur la compétence technique et le pouvoir des autorités concernées. A cet égard, le statut de partie des *autorités cantonales en charge de l'environnement* peut être introduit généralement, pour *tous les (ou une sélection de) domaines environnementaux* et *sans lien avec le dépôt d'une plainte*, et comprendre la *totalité* des droits de partie, y compris la possibilité éventuelle pour lesdites autorités de se prononcer par écrit et de faire valoir des moyens de preuve. Cette possibilité peut néanmoins aussi être exclue, p. ex. dans les cas où l'on voudrait éviter toute voie de contestation de la sanction (du montant).<sup>469</sup> En guise d'alternative, il serait possible de limiter le spectre des droits de partie *au droit de recourir contre des décisions, y compris ordonnances pénales ainsi que décisions de non-entrée en matière et de classement, et au droit de consulter le dossier*.

Sur la base de l'art. 3 de l'ordonnance du 10 novembre 2004 réglant la communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales (RS 312.3), les décisions pénales rendues en application de la LPN, la LLPE, LEaux, LGG, LFo, LChP et LFSP doivent être communiquées à l'OFEV. Ce dernier ne dispose *pas* lui-même du droit de faire appel ou de recourir contre ces décisions, mais doit le faire via le Ministère public de la Confédération en vertu de l'art. 381, al. 4, let. a, CPP. Ce système est non seulement inapproprié dans la mesure où le MPC n'a guère d'intérêt au droit pénal de l'environnement et que les mémoires sont de toute façon rédigés par l'OFEV, mais s'avère aussi *difficile à pratiquer* en termes de technique procédurale dans le délai de 10 jours prévu pour les décisions de non-entrée en matière, décisions de classement et ordonnances pénales (art. 322, 354 CPP). Dans ce sens, il faudrait envisager une modification de la procédure pénale et prolonger ces délais de 10 jours, lesquels sont d'ailleurs aussi serrés pour les accusés et les lésés lorsqu'il s'agit d'examiner de manière sérieuse les dossiers afin de déterminer l'opportunité de faire recours ou opposition.

Il serait peut-être aussi utile d'examiner, lors de révisions futures de la législation concernant l'environnement, l'éventualité de régler les droits de partie au niveau national. Les dispositions existantes dans la LESp ou la LCD peuvent servir d'aide à l'orientation dans ce cadre. Les réserves des cantons à ce propos (tels qu'exprimées notamment dans les débats parlementaires sur la protection des animaux) pourraient être contredites en concevant les nouvelles règles de telle sorte que ceux-ci ne doivent pas créer de nouvelles structures ni engager des ressources supplémentaires, mais uniquement uniformiser et élargir les options qu'ils prévoient.

## **H. Anzeigepflicht**

Die Intensität des Vollzugs des Umweltstrafrechts hängt unter anderem massgeblich davon ab, ob Gesetzesverstösse den zuständigen Strafverfolgungsbehörden überhaupt zur Kenntnis bzw. zur Anzeige gebracht werden und in der Folge ein Strafverfahren eröffnet wird. Dies kann auf verschiedenen Wegen geschehen.

---

<sup>469</sup> Cf. art. 382, al. 2, CPP où c'est le cas en référence à la partie plaignante.

## I. Anzeigepflicht der Strafverfolgungsbehörden nach Art. 302 Abs. 1 StPO

In der ersten Konstellation stellt eine eigentliche Strafbehörde, wie zum Beispiel die Polizei oder Jagdaufseher mit entsprechenden Kompetenzen, Gesetzesverstösse in Ausübung ihrer amtlichen, hoheitlichen Tätigkeit *selber* fest oder es werden diesen Behörden Gesetzesverstösse gemeldet. Die Strafverfolgungsbehörde ist aufgrund des Verfolgungszwangs nach Art. 7 StPO grundsätzlich dazu verpflichtet, selber ein Strafverfahren durchzuführen. In Art. 302 Abs. 1 StPO wird den Strafbehörden eine *Anzeigepflicht* auferlegt, gemäss der sie bei eigener Unzuständigkeit der zuständigen Behörde Anzeige zu erstatten haben.<sup>470</sup>

Die Anzeigepflicht des Art. 302 Abs. 1 StPO erstreckt sich auf *alle strafbaren Handlungen*, d.h. auf Verbrechen, Vergehen und Übertretungen.<sup>471</sup> Sie ist umfassend und besteht unabhängig davon, ob die Strafbehörde selber überhaupt örtlich und sachlich zur Verfolgung des strafbaren Handelns zuständig ist und auch unabhängig davon, in welchem Kanton die strafbare Handlung zu verfolgen ist.<sup>472</sup> Sind (noch) nicht alle Prozessvoraussetzungen erfüllt, ist zu differenzieren: Fehlt es bei Ermächtigungsdelikten an der Ermächtigung (Art. 303 Abs. 1 StPO) oder bei Strafsachen, die der Bundesgerichtsbarkeit unterstehen (Art. 22 ff. StPO) an der Delegation (Art. 25 StPO), so besteht die Anzeigepflicht gemäss Art. 302 Abs. 1 StPO trotzdem. Fehlt es hingegen bei Antragsdelikten am Strafantrag (Art. 30 StGB), so greift gegebenenfalls Art. 302 Abs. 2 StPO, Abs. 1 ist *nicht* einschlägig.<sup>473</sup> Im Bereich des Umweltstrafrechts sind die Strafbestimmungen jedoch zumeist als *Offizialdelikte* ausgestaltet. Sämtliche Anzeigepflichten nach Art. 302 StPO entfallen gemäss Art. 302 Abs. 3 StPO, wenn dem Adressaten ein Aussage- oder Zeugnisverweigerungsrecht gemäss den Art. 113 Abs. 1, 168, 169 und 180 Abs. 1 StPO zusteht. In diesen Fällen besteht demnach grundsätzlich keine Pflicht zur Strafanzeige.

Adressaten der Anzeigepflicht gemäss Art. 302 Abs. 1 StPO sind die *Strafbehörden*, wozu nach Art. 12 und 15 ff. StPO die Strafverfolgungsbehörden, das heisst die Polizei, die Staatsanwaltschaft und die Übertretungsstraftbehörden sowie nach Art. 13 und 18 ff. StPO die Gerichte gehören.<sup>474</sup> Die Anzeigepflicht trifft den einzelnen Angehörigen einer Strafbehörde, bei Kollegialbehörden das Kollegium.<sup>475</sup> Gemäss Art. 17 Abs. 1 StPO kann die Verfolgung von Übertretungen auch an *Verwaltungsbehörden* übertragen werden, was im Bereich des Umweltstrafrechts häufig vorkommt und zu unübersichtlichen Konstellationen führen kann. Entscheidend ist somit die Qualifikation einer Behörde als (anzeigepflichtige) Strafverfolgungsbehörde.<sup>476</sup> Während diese Qualifikationen sich auch in Bundesgesetzen *nicht immer übersichtlich* präsentiert,<sup>477</sup> sind vor allem die kantonalen Regelungen auf dem Gebiet des Umweltstrafrechts diesbezüglich *uneinheitlich und z.T. wenig übersichtlich*, da nur zum Teil in Organisationsgesetzen explizit festgehalten wird, bei welchen Behörden es sich um Strafverfol-

<sup>470</sup> BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 19a.

<sup>471</sup> Gemäss den Legaldefinitionen in Art. 10 Abs. 2 und 3 und Art. 103 StGB.

<sup>472</sup> BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 20; Schmid, Praxiskommentar, Art. 302 StPO N 3; Donatsch et. al. StPO-Komm.-Landshut/Bosshard, Art. 302 N 9. Voraussetzung ist lediglich, dass die strafbare Handlung gem. Art. 3 ff. StGB der schweizerischen Strafbarkeit untersteht.

<sup>473</sup> Donatsch et al., StPO-Komm.- Landshut/Bosshard, Art. 302 N 14.

<sup>474</sup> BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 8.

<sup>475</sup> Schmid, Praxiskommentar, Art. 302 N 1.

<sup>476</sup> BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 StPO N 19a.

<sup>477</sup> So sind z.B. gem. Art. 19 Abs. 2 VStrR Widerhandlungen anzuzeigen, wenn das VStrR anwendbar ist, was bei Verwaltungsstrafkompetenz von Bundesbehörden der Fall ist, dies nach Art. 61a Abs. 3, Art. 62 Abs. 2 USG, Art. 45 Abs. 2 CO<sub>2</sub>G, Art. 175 Abs. 2 LWG, Art. 66 Abs. 3 LMG 2014 (Art. 50 Abs. 2 aLMG), Art. 27 Abs. 1 BGCI-TES, Art. 20 Abs. 2 BGF, Art. 21 Abs. 2 JSG.

gungsbehörden handelt.<sup>478</sup> Zumeist muss anhand der umweltrechtlichen Spezialgesetzgebung im Einzelfall bestimmt werden, welche Behörden Strafverfolgungsbehörden sind.<sup>479</sup>

## 1. Materielle Voraussetzungen

Art. 302 Abs. 1 StPO setzt voraus, dass die Strafbehörde die Straftaten *in ihrer amtlichen Tätigkeit* und nicht in der Freizeit (in Verrichtung primär privater Tätigkeiten) feststellt, wobei insoweit auf den Beamtenbegriff von Art. 110 Abs. 3 StGB abgestellt wird, wonach letztlich die konkrete, im Einzelfall ausgeübte Tätigkeit entscheidend ist. Amtliche Tätigkeiten in diesem Sinne sind demnach Verrichtungen, welche auf die Erfüllung *öffentlich-rechtlicher Aufgaben* im Auftrag des Gemeinwesens gerichtet sind.<sup>480</sup> Eine Ausnahme vom Erfordernis der „amtlichen Tätigkeit“ betrifft z.T. die Polizei, deren Angehörige in kantonalen Polizeigesetzen zur Strafanzeige auch während ihrer Freizeit (das heisst, bei Ausübung privater Tätigkeiten) verpflichtet werden können.<sup>481</sup>

Weiter müssen die Strafbehörden *Kenntnis* der strafbaren Handlung haben, was im Bereich des Umweltrechts unter Umständen problematisch sein kann, da die Strafbehörde zumeist *de facto* ohne eingehende (technische) Untersuchung beziehungsweise ohne Anzeige durch die Umweltverwaltung nicht beurteilen kann, ob ein Verhalten überhaupt strafbar ist.<sup>482</sup> Zudem ist mit Blick auf die geforderte Wahrnehmung der strafbaren Handlung auch zu definieren, ab welchem *Verdachtsgrad* die Strafbehörde der Anzeigepflicht nach Art. 302 Abs. 1 StPO unterliegt – die Strafbehörde wird nicht schon durch diffuse Gerüchte über angeblich strafbare Handlungen zur Anzeige bzw. zum Handeln verpflichtet. Da die Anzeigepflicht gemäss Art. 302 Abs. 1 StPO Ausfluss des Verfolgungszwangs der Strafbehörden gemäss Art. 7 StPO ist, muss bei Bestehen eines *Anfangsverdachts* bzw. *einfachen Tatverdachts* Anzeige erstattet werden.<sup>483</sup> Ein Anfangsverdacht liegt vor, wenn es aufgrund der tatsächlich wahrgenommenen Anhaltspunkte zumindest als möglich erscheint, dass ein strafbares Handeln vorliegt; dass also mit einer gewissen konkreten Wahrscheinlichkeit<sup>484</sup> eine Straftat begangen wurde. Vage Vermutungen genügen nicht.

---

<sup>478</sup> Vgl. z.B. für den Kanton Bern Art. 22 lit. b EG ZSJ (BE): „Strafverfolgungsbehörden sind [...] andere Personen, denen in der besonderen Gesetzgebung hinsichtlich bestimmter Amtsverrichtungen polizeiliche Aufgaben übertragen sind, insbesondere Jagd-, Naturschutz- und Fischereiaufseherinnen und -aufseher.“ oder für den Kanton St. Gallen Art. 4 Abs. 1 lit. b EG-StPO (SG): „Als gerichtliche Polizei gelten: [...] andere Organe, denen das Gesetz ausdrücklich eine entsprechende Befugnis zuweist.“

<sup>479</sup> Z.B. im Kanton Freiburg: „Wildhüter-Fischereiaufseher“ gem. Art. 43 Abs. 2 FiG (FR) oder das Aufsichtspersonal des Amts für Wald, Wild und Fischerei als auch die Oberamtsperson im Bereich Fischerei gemäss Art. 45a und Art. 45d FiG (FR).

<sup>480</sup> So auch die bundesgerichtliche Rechtsprechung, vgl. z.B. Urteil des BGers 6B\_921/2008 vom 21.8.2009, E.4.3; BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 StPO N 28 m.w.H.; Donatsch et. al. StPO-Komm.-Landshut/Bosshard, Art. 302 StPO N 7; Sieber, 26 f.; früher in den Kantonen uneinheitlich Graf, 62 f.

<sup>481</sup> S. z.B. § 46 Abs. 2 des Polizeigesetzes des Kantons Zürich (PolG (ZH), dazu krit. BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 30; Donatsch et. al. StPO-Komm.-Landshut/Bosshard, Art. 302 StPO N 9).

<sup>482</sup> Jenny/Kunz, 74 f., sprechen insoweit zu Recht von einem „faktischen Wahrnehmungsmonopol“ der Umweltverwaltung gegenüber den Strafbehörden; von der Grün, 168 f.; Vest/Ronzani, 472 ff.

<sup>483</sup> BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 25 ff.; Donatsch et. al. StPO-Komm.-Landshut/Bosshard, Art. 302 N 10 ff, je m.w.H.

<sup>484</sup> Der Tatverdacht ist eine Beurteilung der Wahrscheinlichkeit einer strafrechtlichen Verurteilung, welche sich dauernd verändert, insbesondere auch, wenn sich die Faktenlage verändert, vgl. BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 N 24.

## 2. Konsequenzen bei Verletzung

Vorsätzlich untätigen anzeigepflichtigen *Angehörigen der Strafbehörden* i.S. von Art. 302 Abs. 1 StPO droht ggf. eine Verfahren wegen *Begünstigung durch Unterlassen* nach Art. 305 Abs. 1 i.V.m. Art. 11 StGB. Der Begünstigung nach Art. 305 Abs. 1 StGB macht sich strafbar, wer jemanden der Strafverfolgung oder dem Strafvollzug entzieht. Der Strafverfolgung „entzogen“ wird eine Person, wenn die Strafverfolgung i.d.S. oder der Strafvollzug in zeitlicher oder inhaltlicher Hinsicht erschwert wird, so dass sie für eine geraume Zeit tatsächlich der Verfolgung oder dem Vollzug entzogen worden ist.<sup>485</sup>

Begünstigung in der Variante des unechten Unterlassungsdelikts setzt insb. eine *Garantenpflicht* voraus. Eine Garantenpflicht besteht, wenn die betroffene Person *rechtlich* dazu verpflichtet war, den konkret eingetretenen Erfolg im Rahmen ihrer Möglichkeit abzuwenden.<sup>486</sup> Daher ist zu klären, ob und welche Anzeigepflichten eine solche Garantenpflicht der Adressaten begründen.<sup>487</sup> Die Frage nach der Garantenpflicht der Anzeigepflichtigen ist, vor allem in der deutschen Lehre,<sup>488</sup> seit längerer Zeit umstritten. In der Schweiz fehlt eine einheitliche und umfassende Auseinandersetzung damit und es ist auch keine detaillierte Rechtsprechung vorhanden. In einem der wenigen Entscheide des Bundesgerichts wurde die Strafbarkeit eines Jagdaufsehers nach Art. 305 StGB bejaht, da dieser ein ihm bekanntes Jagdvergehen nicht angezeigt hatte.<sup>489</sup> Das Bundesgericht nahm dabei ohne detaillierte Auseinandersetzung eine gesetzliche Garantenpflicht des handelnden Jagdaufsehers an, der polizeiliche Befugnisse besass.<sup>490</sup> In einem nicht das Umweltrecht betreffenden Entscheid hat das Bundesgericht das Bestehen dieser gesetzlichen Garantenpflicht für anzeigepflichtige Strafverfolgungsbehörden beiläufig bestätigt.<sup>491</sup> Bestätigt worden ist (auch) die Verurteilung eines leitenden Kantonspolizisten wegen Begünstigung durch Unterlassen infolge Nichtweiterleitung einer eingegangenen Strafanzeige an die zuständigen Strafbehörden.<sup>492</sup>

Die Verletzung von Anzeigepflichten für *Strafverfolgungsbehörden* nach Art. 302 Abs. 1 StPO ist nach Art. 305 StGB strafbar. Den Strafverfolgungsbehörden verbleibt bei Vorliegen eines Anfangsverdachts aufgrund des Verfolgungszwangs ausserhalb von Art. 8 StPO und materiellen Opportunitätsgründen<sup>493</sup> grundsätzlich kein Ermessensspielraum, sie sind zur Strafverfolgung verpflichtet.<sup>494</sup>

## II. Anzeigepflicht der übrigen Behörden nach Art. 302 Abs. 2 StPO

Schwieriger wird die Strafverfolgung auf dem Gebiet des Umweltstrafrechts, wenn keine spezialisierte Strafverfolgungsbehörde vorhanden ist und – was den Regelfall darstellt – eine *Verwaltungsbe-*

---

<sup>485</sup> Art. 305 Abs. 1 StGB ist ein Erfolgsdelikt, Trechsel/Pieth-Affolter-Eijsten, Art. 305 N 6 m.H. Das BGer interpretiert es jedoch als eine Art Eignungsdelikt.

<sup>486</sup> S. Trechsel/Pieth-Jean-Richard, Art. 11 N 7.

<sup>487</sup> Bloss verwaltungsinterne Meldungspflichten begründen zum Vornherein grundsätzlich keine Garantenpflicht, vgl. BGE 131 83, 87, E.2.1.3.

<sup>488</sup> Siehe z.B. die einleitende Zusammenfassung der verschiedenen Lehrmeinungen bei von der Grün, 8 ff.

<sup>489</sup> BGE 74 IV 164.

<sup>490</sup> BGE 74 IV 164 E.1.

<sup>491</sup> BGE 106 IV 276, 278. Keine Anzeigepflicht folgt insbesondere aus der allgemeinen Pflicht zur Zeugenaussage im Strafprozess.

<sup>492</sup> BGE 109 IV 46. Richtigerweise hat das Bundesgericht schon in diesem Entscheid der Polizei kein Ermessen für Opportunitätsüberlegungen zugestanden (vgl. heute Art. 8 StPO), BGE 109 IV 46 E.2, 48.

<sup>493</sup> Went, 183 f.

<sup>494</sup> Die Garantenpflicht des Jagdaufsehers in BGE 74 IV 164 folgt demnach richtigerweise nicht alleine aus der Anzeigepflicht sondern aus seinen polizeilichen Befugnissen bzw. seiner Stellung als Strafverfolgungsbehörde.

hörde mit dem Vollzug des Umweltrechts betraut ist.<sup>495</sup> Eine Verwaltungsbehörde ist *keine* Strafverfolgungsbehörde im Sinne der StPO und unterliegt grundsätzlich nicht der strafprozessualen Verfolgungs- bzw. Anzeigepflicht nach Art. 7 und Art. 302 Abs. 1 StPO.<sup>496</sup> Die Strafverfolgungsbehörden sind in diesem Falle vielmehr darauf angewiesen, dass ihnen Gesetzesverstösse von der vollziehenden Verwaltungsbehörde (oder Privatpersonen<sup>497</sup>) angezeigt werden. Der Verwaltungsbehörde stehen jedoch zur Sicherung des Vollzugs der Umweltgesetzgebung nebst der strafrechtlichen Anzeige vor allem auch die Instrumente des *Verwaltungszwangs*<sup>498</sup> zur Verfügung.<sup>499</sup> In der Lehre, aber auch von Seiten der Praxis<sup>500</sup> wird bereits seit längerer Zeit vorgebracht, die Verwaltungsbehörden würden dabei oftmals nur „sehr zurückhaltend“ Anzeige erstatten<sup>501</sup> und sich stattdessen bevorzugt des informellen Verwaltungshandelns und des Verwaltungszwangs bedienen.

Dieses mutmasslich „zurückhaltende“ Anzeigeverhalten der vollziehenden Verwaltungsbehörden wird einerseits damit begründet, dass letztere im Bereich des Umweltrechts primär darauf ausgerichtet sind, *präventiv* Umweltgefährdungen zu vermeiden sowie bestehende Umweltgefährdungen zu beheben. Die Wiederherstellung des gesetzmässigen Zustandes auf Basis einer grundsätzlich *verhandlungsorientierten Strategie* der Verwaltungsbehörde steht demnach im Vordergrund.<sup>502</sup> Dies im Gegensatz zum *repressiven* Strafverfahren, wo die strafrechtliche, hoheitliche Aufarbeitung durch den Staat bzw. die Sachverhaltsfeststellung einer Widerhandlung gegen die Umweltgesetzgebung im Vordergrund steht.<sup>503</sup> Andererseits erfolgt eine Anzeige u.a. vor allem dann, wenn schwerwiegende<sup>504</sup> Gesetzesverstösse vorliegen oder wenn skandalträchtige Publizität befürchtet wird.

---

<sup>495</sup> Umweltstrafrecht wurde in der Schweiz vorwiegend lediglich als Verstärkung des Verwaltungsvollzugs verstanden, vgl. Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 USG N 15, 46.

<sup>496</sup> BSK StPO I-Riedo/Fiolka, Art. 7 StPO N 12 ff.; BSK StPO II-Hagenstein, Art. 302 StPO N 12 ff.

<sup>497</sup> Vgl. zum Anzeigeverhalten von Privatpersonen und Umweltverbänden die Untersuchungen von *Kegler/Legge*, die zum Schluss kommen, dass Privatpersonen häufig nur bei ihnen geläufigen und bekannten strafbaren Handlungen (wie z.B. beim Abladen von Sperrmüll) – das heisst nur in Bagatellfällen – überhaupt Anzeige erstatten, vgl. *Kegler/Legge*, 214 ff. *Heine* nennt als Beispiele *leicht nachweisbarer* Gesetzesverstösse die Ausbringung von Jauche, das Auslaufen von Benzin, das Verbrennen von Abbruchholz, das Lagern von gefährlichen Stoffen oder von ausgedienten Traktoren, URP 2011, 102.

<sup>498</sup> Im Bereich des Umweltrechts kommt insbesondere der exekutorischen Sanktion der (antizipierten bzw. unmittelbaren) *Ersatzvornahme* besondere Bedeutung zu, vgl. dazu *Häfelin/Müller/Uhlmann*, N 1467 ff.

<sup>499</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 USG N 10.

<sup>500</sup> Vgl. an Stelle vieler für die Schweiz Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 USG N 10; *Schmid*, Workshop-Bericht, 674; *Jenny/Kunz*, 10 und 72 f.; für Deutschland *von der Grün*, 169 ff. m.w.H. zu statistischen Untersuchungen; *Heine* hat bereits 1990 für Deutschland die nicht unproblematische Tendenz festgestellt, dass die Verwaltungsbehörde bei schwerwiegenderen Fällen weniger häufiger Anzeige an die Staatsanwaltschaft erstattet als bei leichteren („harmlosen“) Fällen – dies zu Gunsten einer Verhandlungslösung, *Heine*, NJW 1990, 2427 f.

<sup>501</sup> In einer umfangreichen, neueren Untersuchung der Situation in den neuen Bundesländern in Deutschland kommt *Suilmann* jedoch zum Ergebnis, dass sowohl Verwaltung als auch Strafverfolgungsbehörden das Dunkelfeld (die von der Verwaltung nicht angezeigten Umweltdelikte) wesentlich *grösser* einschätzen, als es tatsächlich (empirisch) ist. Vielmehr gehe der Trend in Richtung einer „seit Jahren steigende[n] Anzeigeaktivität der Umweltfachbehörden“ (165 ff.). Verlässliche Zahlen für die Schweiz fehlen.

<sup>502</sup> *Vest/Ronzani*, 472 f.; *Jenny/Kunz*, 72.

<sup>503</sup> *Vest/Ronzani*, 473, m.w.H. insb. in Fn. 327; *Alkalay*, 13 f. und 36 f.

<sup>504</sup> Wobei hier der Umstand hinzukommt, dass die Verwaltung bei schwerwiegenderen Fällen eher dazu neigt, *keine* Strafanzeige zu erstatten, um die Umweltbelastung mittels Verhandlungslösung längerfristig zu verhindern bzw. zu vermindern, vgl. *Heine*, NJW 1990, 2427 f.

Aus dieser Perspektive dient die Strafanzeige der Verwaltungsbehörde letztlich lediglich als *ultima ratio* zur Durchsetzung des Verwaltungsrechts.<sup>505</sup> Wenn jedoch die Durchsetzung und der Vollzug des Umweltrechts mittels Strafrecht verstärkt werden sollen, ist es unumgänglich, dass überhaupt ein Strafverfahren durchgeführt wird. Zu diesem Zweck sind sowohl auf Bundes- wie auch auf kantonaler Ebene diverse *Anzeigepflichten* für die Verwaltungsbehörden verankert, die ihre Grundlage in Art. 302 Abs. 2 StPO finden.

## 1. Materielle Voraussetzungen

Auf *Bundesebene* finden sich verstreut einzelne Anzeigepflichten nach Art. 302 Abs. 2 StPO, die sich jedoch bezüglich Adressatenkreis und Umfang stark unterscheiden. So unterstellt Art. 22a BPG das Personal der Bundesverwaltung, der Parlamentsdienste, der SBB, der Bundesgerichte und der Bundesanwaltschaft (gem. Art. 2 BPG), sollte es in seiner amtlichen Tätigkeit konkreten Verdacht einer strafbaren Handlung schöpfen, der Verpflichtung *entweder* Strafanzeige *oder* verwaltungsinterne Meldung zu erstatten. Weiter verpflichtet Art. 52 Abs. 2 ChemG die mit dem Vollzug des ChemG befassten Bundesbehörden zur Anzeige, wenn sie Kenntnis erlangen oder zumindest konkrete, tatsächliche Anhaltspunkte für strafbares Handeln (Verbrechen, Vergehen oder Übertretung) gegen das ChemG und die zugehörigen Verordnungen feststellen. Art. 52 Abs. 3 ChemG sieht jedoch die Möglichkeit vor, in *besonders leichten Fällen* auf die Anzeigeerstattung zu verzichten. Art. 37 Abs. 2 LMG 2014 tut dies für *leichte* Fälle, ohne diese in irgendeiner Weise zu konkretisieren.

Im USG und den systematisch zugehörigen und relevanten Verordnungen (UVPV,<sup>506</sup> StFV,<sup>507</sup> PRTR-V,<sup>508</sup> VOCV,<sup>509</sup> HELV,<sup>510</sup> BDSV,<sup>511</sup> VBBo<sup>512</sup>), im GSchG (und GschV<sup>513</sup>), im BGCITES und in den zugehörigen Verordnungen (VGCITES,<sup>514</sup> CITES-Kontrollverordnung<sup>515</sup>), im BGF und dem zugehörigen Verordnungswerk (VBGF,<sup>516</sup> Verordnung UVEK Bodensee<sup>517</sup>), im CO<sub>2</sub>G, im GTG und den zugehörigen Verordnungen (FrSV,<sup>518</sup> ESV<sup>519</sup>), im JSG und dem zugehörigen Verordnungswerk (JSV,<sup>520</sup> VRS,<sup>521</sup> VEJ,<sup>522</sup>

---

<sup>505</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 10; Jenny/Kunz, 10 und 72.

<sup>506</sup> Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung (UVPV) vom 19.10.1988, SR 814.011.

<sup>507</sup> Verordnung über den Schutz vor Störfällen (Störfallverordnung, StFV) vom 27.2.1991, SR 814.012.

<sup>508</sup> Verordnung zum Register über die Freisetzung von Schadstoffen sowie den Transfer von Abfällen und von Schadstoffen in Abwasser (PRTR-V) vom 15.12.2006, SR 814.017.

<sup>509</sup> Verordnung über die Lenkungsabgabe auf flüchtigen organischen Verbindungen (VOCV) vom 12.11.1997, SR 814.018.

<sup>510</sup> Verordnung über die Lenkungsabgabe auf «Heizöl Extraleicht» mit einem Schwefelgehalt von mehr als 0,1 Prozent (HELV) vom 12.11.1997, SR 814.019.

<sup>511</sup> Verordnung über die Lenkungsabgabe auf Benzin und Dieselöl mit einem Schwefelgehalt von mehr als 0,001 Prozent (BDSV) vom 15.10.2003, SR 814.020.

<sup>512</sup> Verordnung über Belastungen des Bodens (VBBo) vom 1.7.1998, SR 814.12.

<sup>513</sup> Gewässerschutzverordnung (GSchV) vom 28.10.1998, SR 814.201.

<sup>514</sup> Verordnung über den Verkehr mit Tieren und Pflanzen geschützter Arten (VCITES) vom 4.9.2013, SR 453.0.

<sup>515</sup> Verordnung des EDI über die Kontrolle des Verkehrs mit Tieren und Pflanzen geschützter Arten (CITES-Kontrollverordnung) vom 4.9.2013, SR 453.1

<sup>516</sup> Verordnung zum Bundesgesetz über die Fischerei (VBGF) vom 24.11.1993, SR 923.01.

<sup>517</sup> Verordnung des UVEK über die Fischerei im Bodensee-Obersee vom 9.10.1997, SR 923.31.

<sup>518</sup> Verordnung über den Umgang mit Organismen in der Umwelt (Freisetzungsverordnung, FrSV) vom 10.9.2008, SR 814.911.

<sup>519</sup> Verordnung über den Umgang mit Organismen in geschlossenen Systemen (Einschliessungsverordnung, ESV) vom 9.5.2012, SR 814.912.

<sup>520</sup> Verordnung über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (Jagdverordnung, JSV) vom 29.2.1988, SR 922.01.

<sup>521</sup> Verordnung über die Regulierung von Steinbockbeständen (VRS) vom 30.4.1990, SR 922.27.



WZVV<sup>523</sup>), im LWG und dem zugehörigen Verordnungswerk (GUB/GGA-VO,<sup>524</sup> VO Kontrolle GUB/GGA,<sup>525</sup> DZV,<sup>526</sup> VKKL<sup>527</sup>), im NHG und der zugehörigen Verordnung (NHV<sup>528</sup>) sowie im Waldgesetz und der zugehörigen Waldverordnung<sup>529</sup> sind *keine spezialgesetzlichen Anzeigepflichten* vorgesehen.

Auf *kantonomer Ebene* gestaltet sich die Lage insgesamt ebenfalls wenig übersichtlich. Die einen Kantone unterstellen sämtliche oder einen Teil der Angestellten und Mitglieder der kantonalen und kommunalen Behörden einer allgemeinen, nicht auf das Umweltrecht bezogenen Anzeigepflicht.<sup>530</sup> Auch hier variieren Umfang und Adressatenkreis der Anzeigepflichten stark, insbesondere sind häufig nur bestimmte Deliktsarten (z.B. Verbrechen) anzeigepflichtig,<sup>531</sup> oder es kann auf die Anzeigeerstattung verzichtet werden, wenn die anzeigepflichtige Behörde in einem besonderen Vertrauensverhältnis zur Täterschaft steht und dieses Vertrauensverhältnis mit Blick auf den weiteren Gesetzesvollzug und die kooperative Zusammenarbeit nicht gestört werden soll.<sup>532</sup> Es bestehen auf kantonaler Ebene aber auch vereinzelte, *spezialgesetzliche und auf das Umweltrecht bezogene Anzeigepflichten*. So verpflichtet z.B. Art. 79 Abs. 1 WSG (FR) bzw. Art. 69 WSR (FR) Forstkreisingenieure und Revierförster zur Anzeigeerstattung bei Erlangen konkreter Verdachtsgründen bei amtlicher Tätigkeit, wobei sowohl Verbrechen, Vergehen als auch Übertretungen zur Anzeige zu bringen sind. Art. 40 FiG (SG) verpflichtet hingegen die Organe der Fischereiaufsicht lediglich, Widerhandlungen gegen Fischerei-, Tierschutz-, Gewässerschutzgesetzgebung anzuzeigen.

Sämtliche dieser bundes- und kantonrechtlichen Anzeigepflichten sind Pflichten nach Art. 302 Abs. 2 StPO, weshalb allgemein zu klären ist, welche Anforderungen an den erforderlichen *Verdachtsgrad* zu stellen sind, wenn dieser – was die Regel ist<sup>533</sup> – nicht in der Bestimmung definiert wird. Da es grundsätzlich nicht Aufgabe der nicht auf die Strafverfolgung spezialisierten Verwaltungsbehörden ist, Straftaten schon bei blossen Anfangsverdacht „aufzuklären“ oder zu verfolgen – das ist Sache der eigentlichen Strafverfolgungsbehörden – sind *höhere Anforderungen als bei diesen*

---

<sup>522</sup> Verordnung über die eidgenössischen Jagdbanngebiete (VEJ) vom 30.9.1991, SR 922.31.

<sup>523</sup> Verordnung über die Wasser- und Zugvogelreservate von internationaler und nationaler Bedeutung (WZVV) vom 21.1.1991, SR 922.32.

<sup>524</sup> Verordnung über den Schutz von Ursprungsbezeichnungen und geographischen Angaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse und verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse (GUB/GGA-Verordnung) vom 28.5.1997, SR 910.12. Die in Art. 20 GUB/GGA-VO vorgesehene Meldepflicht für „Unregelmässigkeiten“ ist eine bloss interne Meldepflicht der Zertifizierungsstellen an das Bundesamt für Landwirtschaft und an die zuständigen Kantonschemiker und Gruppierungen. Es handelt sich nicht um eine Verpflichtung zur Strafanzeige.

<sup>525</sup> Verordnung des WBF über die Mindestanforderungen an die Kontrolle der geschützten Ursprungsbezeichnungen und geographischen Angaben (Verordnung über die Kontrolle der GUB und GGA) vom 11.6.1999, SR 910.124.

<sup>526</sup> Verordnung über die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (Direktzahlungsverordnung, DZV) vom 23.10.2013, SR 910.13.

<sup>527</sup> Verordnung über die Koordination der Kontrollen auf Landwirtschaftsbetrieben (VKKL) vom 23.10.2013, SR 910.15.

<sup>528</sup> Verordnung über den Natur- und Heimatschutz (NHV) vom 16.1.1991, SR 451.1.

<sup>529</sup> Verordnung über den Wald (Waldverordnung, WaV) vom 30.11.1992, SR 921.01.

<sup>530</sup> So Bern in Art. 48 Abs. 1 EG ZSJ (BE) für sämtliche Behörden, Freiburg in Art. 156 Abs. 1 JG (FR) für sämtliche richterliche Behörden oder Zürich in § 167 Abs. 1 GOG (ZH).

<sup>531</sup> Art. 48 Abs. 1 EG ZSJ (BE).

<sup>532</sup> § 167 Abs. 1 GOG (ZH).

<sup>533</sup> Nur vereinzelt wird „Kenntnis“, d.h. sichere Kenntnis der Handlungen gefordert (z.B. Art. 48 EG-StPO (SG)), zum Teil werden auch „konkrete“ (Art. 48 EG ZSJ (BE)) oder „hinreichende“ (Art. 52 Abs. 2 ChemG) Verdachtsgründe gefordert.

zu stellen, zumal die Anzeigepflicht auch für (straf-)rechtliche Laien *handhabbar* sein muss. Deshalb erscheinen „konkrete Anhaltspunkte eines strafbaren Verhaltens“ erforderlich.<sup>534</sup>

## 2. Konsequenzen bei Verletzung

Aus *allgemeinen* dienstrechtlichen Anzeigepflichten i.S.v. Art. 302 Abs. 2 StPO ergibt sich i.d.R. keine Garantenstellung, zumal sie meist auch viel zu unspezifisch formuliert sind.<sup>535</sup>

### a. Strafbarkeit nach Umweltstrafrecht

Die strafrechtliche Garantenstellung von Verwaltungsbehörden, welche Umweltrecht vollziehen, wird in der Schweiz höchstens am Rande diskutiert. In Deutschland ist diese Garantenstellung grundsätzlich anerkannt, hinsichtlich ihrer präzisen Voraussetzungen jedoch *umstritten*.<sup>536</sup> Konkret stellt sich die Frage, ob eine Verwaltungsbehörde, die einer Anzeigepflicht untersteht und dann eine in Ausübung ihrer amtlichen Tätigkeit wahrgenommene strafbare Handlung nicht anzeigt, sich *selber* nach der (vom Haupttäter) verletzten *Umweltstrafnorm* strafbar macht. Tatherrschaft von Verwaltungsbehörden dürfte im Bereich des Umweltstrafrechts mit Blick auf die blosser Verletzung von Anzeigepflichten i.d.R. nicht gegeben sein, da durch Nichterstatte der Strafanzeige ggf. lediglich die Strafverfolgung erschwert wird.<sup>537</sup>

Anders sieht es in der Situation aus, in der ein Mitglied der Verwaltungsbehörden eine nach dem Officialprinzip zu verfolgende Umweltstraftat – die *noch andauert*, bspw. weil Grundeigentümer nicht durch Verwaltungszwang dazu angehalten werden, ihre Abwässer mit einer Kleinkläranlage auszurüsten<sup>538</sup> – *nicht* zur Anzeige bringt.<sup>539</sup> Hier kann der Umweltverstoss dem bzw. den Verantwortlichen selbst zugerechnet werden, wenn eine Rechtspflicht zum Einschreiten gegeben ist.<sup>540</sup> Dabei ist zu differenzieren, wie die Umweltstrafbestimmungen ausgestaltet sind, d.h. ob *ein Sonderdelikt* vorliegt, das für die Täterschaft Sondereigenschaften voraussetzt.<sup>541</sup> In diesem Falle ist für Mitglieder einer Verwaltungsbehörde, die nicht selbst die betreffende Sondereigenschaft erfüllt, gem. Art. 26 StGB lediglich eine *Unterlassungsteilnahme* in Form der *Gehilfenschaft* möglich. Bei *Allgemeindelikten* ist *Täterschaft* der verantwortlichen Mitglieder der Verwaltungsbehörde zu prüfen.<sup>542</sup> Insoweit kommt (*Neben-*)*Täterschaft* dieses Mitglieds in Betracht.

Ist eine Behörde in einem bestimmten Gebiet für den Vollzug ausschliesslich oder primär zuständig und unterliegt sie gleichzeitig einer Anzeigepflicht (ohne Alternative einer dienstlichen Meldung),

---

<sup>534</sup> Portmann/Uhlmann-Nötzli, Art. 22a N 6; ebenso Hauri, Art. 19 N 5 (mit Bezug auf die in Art. 19 Abs. 2 VStrR mit genannte „Polizei der Kantone und Gemeinden“ sollte indessen ein *Anfangsverdacht* ausreichen, s. oben Teil 2/H.I.1.). Theoretisch heisst das, dass anhand „der tatsächlichen Hinweise plausibel die Prognose gestellt werden [kann], dass der Angeschuldigte mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit *verurteilt* werden wird, welche über die allgemeine theoretische Möglichkeit hinausgeht.“ (Donatsch et al., StPO-Komm.-Landshut/Bosshard, Art. 299 N 26).

<sup>535</sup> Heintschel-Heinegg, § 258 N 14.

<sup>536</sup> Vgl. Darstellung der verschiedenen Konstellationen bei von der Grün, 8 ff. Die strafrechtliche Verantwortlichkeit von Verwaltungsbehörden wird vorliegend allein bzgl. Verletzung von Anzeigepflichten untersucht und nicht umfassend, wie z.B. bei der rechtswidrigen Erteilung einer Bewilligung.

<sup>537</sup> Vgl. BSK StGB I-Forster, Vor Art. 24, N 46 ff.

<sup>538</sup> BGHSt 38, 325, zit. nach NJW 1992, 3247 ff., insb. 3249 f.

<sup>539</sup> Und insbesondere *nicht* die Konstellation, wenn dieses Mitglied oder eine Behörde selbständig Umweltstrafnormen verletzt, z.B. selber das Gewässer verschmutzt.

<sup>540</sup> Papier, 1114 f.

<sup>541</sup> So z.B. Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG, der sich an Inhaber bestimmter Anlagen richtet.

<sup>542</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 29a, 39 f.

welche ihr kein *Entscheidungsermessen* einräumt, ergibt sich daraus die Garantenpflicht, bei Vorliegen des Verdachts strafbarer Handlungen tätig zu werden. Denn wie gezeigt wurde, ist die Umweltverwaltungsbehörde oftmals die einzige Instanz, welche die Strafbarkeit eines bestimmten Handelns überhaupt erkennen kann.

## **b. Strafbarkeit wegen Begünstigung**

Selbst eine solche allfällige *spezifische* Pflicht der Umweltbehörden zum Schutze der Umwelt<sup>543</sup> darf *nicht* mit der Pflicht, auch das Rechtsgut der funktionierenden Strafrechtspflege i.S.v. Art. 305 Abs. 2 StGB zu schützen, gleichgesetzt werden. Zum einen basiert der Vollzug von Verwaltungsrecht grds. auf dem *Verhältnismässigkeitsprinzip*,<sup>544</sup> d.h., den Vollzugsbehörden wird regelmässig ein Ermessensspielraum eingeräumt, ob und mit welchen rechtlichen Mitteln die Bestimmungen des Verwaltungsrechts durchgesetzt werden sollen. Dabei wird zwischen dem *Entscheidungsermessen* (ob gehandelt werden soll) und dem *Auswahlermessen* (wie gehandelt werden soll) unterschieden.<sup>545</sup> Zudem ist es zum andern i.d.R. nicht die Hauptaufgabe der anzeigepflichtigen Vollzugsbehörden, durch Strafanzeigen das ungehinderte Funktionieren der *Strafverfolgung* sicherzustellen, sondern vielmehr, die Umweltgüter in ihrem entsprechenden Bereich zu schützen, wozu den Behörden ein gewisses Ermessen bei der Auswahl der Mittel zugestanden werden muss. Selbst wenn eine umweltbezogene Garantenstellung vorliegt, genügt dies allein nicht, da zusätzlich eine gesteigerte Verantwortung für die *Belange der Strafverfolgung* gegeben sein muss.

Eine Garantenpflicht i.S.e. Begünstigung nach Art. 305 StGB ergibt sich demnach nur, wenn Angehörige einer Behörde einerseits eine *Beschützerposition*<sup>546</sup> gegenüber der Umwelt oder einzelnen Umweltmedien innehaben und andererseits gesetzlich mit der *Strafverfolgung beauftragt* sind. Dies ist nur dann der Fall, wenn die Anzeigepflicht, erstens, *bereichsspezifisch* ist und, zweitens, den Behörden „gerade deshalb obliegt, um die Durchsetzung des staatlichen Strafanspruchs zu gewährleisten, und sie aufgrund dessen insoweit als Teil des staatlichen Strafverfolgungsapparats selbst erscheinen.“<sup>547</sup> Dass es sich dabei um seltene Ausnahmefälle handelt, liegt auf der Hand. Es liesse sich auch von einer (inhaltlich) doppelten Garantenstellung sprechen, d.h. die betreffenden Beamten müssten *zusätzlich* eine Beschützerposition mit Bezug auf das umweltstrafrechtliche Strafverfolgungsinteresse innehaben.<sup>548</sup>

Lassen Anzeigepflichten den Adressaten die Wahl zwischen einer verwaltungsinternen Meldung und einer Strafanzeige,<sup>549</sup> liegt ein *Auswahlermessen* vor und eine Garantenstellung nach Art. 305 StGB ist zu verneinen. Da der Begünstigungstatbestand das ungehinderte Funktionieren der *Strafverfolgung* und *nicht* (primär) den Vollzug des materiellen Umweltrechts schützt, dient nur die Verpflichtung zur Erstattung einer *Strafanzeige* gerade dem Funktionieren der Strafverfolgung und nicht die Verpflichtung zu einer bloss verwaltungsinternen Meldung. Unterstehen die Angehörigen einer Vollzugsbehörde einer Anzeigepflicht, die die Möglichkeit vorsieht, in „leichten Fällen“ oder aus „Opportuni-

<sup>543</sup> S. oben Teil 2/H.II.2.a.

<sup>544</sup> Vgl. Häfelin/Müller/Uhlmann, N 1459 ff.;

<sup>545</sup> Von der Grün, 105 ff.; BGHSt 38, 325, zit. nach NJW 1992, (3247) 3250.

<sup>546</sup> Schwarz, NSTZ 1993, 285 f. – zu BGHSt 38, 325 (auch in NJW 1992, 3247); vgl. SS- Heine/ Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 30, 38 f. m.z.H.

<sup>547</sup> NK-Altenhain, § 258 N 44; Papier, 1115.

<sup>548</sup> Aus Konkurrenzgründen sollte allerdings nur aus der jeweils konkret schwerer wiegenden Garantenstellung verurteilt werden.

<sup>549</sup> Z.B. Art. 22a BPG.

tätsgründen“ von der Erstattung einer Strafanzeige abzusehen,<sup>550</sup> so besteht ein grosser Spielraum beim *Entscheidungsermessen*. Eine Bestrafung wegen Begünstigung durch Unterlassen ist dann nur möglich, wenn die Behörde ihr Ermessen überhaupt nicht oder willkürlich ausgeübt hat und damit ein klarer *Rechtsverstoss* vorliegt.<sup>551</sup> Ansonsten ist eine Bestrafung für die Verletzung einer Anzeigepflicht nach Art. 302 Abs. 2 StPO nur möglich, wenn die Anzeigepflicht den Adressaten *keinerlei Entscheidungsermessen* einräumt, d.h., die Adressaten *zwingend* handeln müssen.

### III. De lege ferenda

In der Folge ist zu klären, ob *de lege ferenda* Änderungsbedarf besteht und ob unter Umständen weitergehende oder zusätzliche Anzeigepflichten notwendig sind, um das Umweltrecht wirksam durchzusetzen.

#### 1. Argumente gegen Anzeigepflichten im Umweltbereich

Schon auf theoretischer Ebene bestehen verschiedene Ansichten, ob Anzeigepflichten grds. sinnvoll und wünschenswert sind. Wie gezeigt, üben die zum Vollzug zuständigen Verwaltungsbehörden grosse Zurückhaltung bei der Anzeigeerstattung und bevorzugen die Instrumente des Verwaltungshandelns und -zwangs.

Dies ist mit Blick auf die *verhandlungsorientierte* Strategie der Vollzugsbehörden denn auch verständlich, werden doch in langfristiger Hinsicht durch Durchführen eines Strafverfahrens bestehende Umweltschäden nicht direkt behoben oder die Behebung unter Umständen sogar verzögert. Absprachen zwischen Vollzugsbehörden und „Umweltsündern“ bzw. die zeitweise Tolerierung rechtswidriger (und strafbarer) Zustände können demnach effektiv zur schnelleren Behebung von Umweltschäden bzw. zum besseren Schutz der Umwelt beitragen als ein (repressives) Strafverfahren.<sup>552</sup>

Auch aus *verwaltungsökonomischer* Sicht kann übermässiger Aufwand vermieden werden, wenn nicht alle „Bagatelldelikte“ angezeigt werden müssen. Aus diesem Grund ist denn auch in einigen Bestimmungen die Möglichkeit vorgesehen ist, dass die Anzeigepflichtigen nach Ermessen bei „leichten Zuwiderhandlungen“ von der Anzeigeerstattung absehen können.<sup>553</sup> Auch bestehen oftmals nur Anzeigepflichten für gewisse Deliktskategorien, z.B. für Verbrechen.<sup>554</sup>

#### 2. Argumente für die Einführung/Erweiterung von Anzeigepflichten im Umweltbereich

Es sprechen jedoch auch gewichtige Gründe *für* die Einführung bzw. Verstärkung von Anzeigepflichten im Bereich des Umweltstrafrechts.

Die Durchsetzung der Strafverfolgung und Beurteilung von Officialdelikten ist die Aufgabe der Strafbehörden und als solche *nicht* weiter begründungspflichtig. Die Vollzugsbehörden als Fachbehörden erlangen oftmals als einzige überhaupt Kenntnis von strafbaren Handlungen, da den Strafverfol-

---

<sup>550</sup> Z.B. Art. 156 Abs. 1 JG (FR).

<sup>551</sup> Da es grundsätzlich nicht Aufgabe des Strafrechts ist, die Angemessenheit verwaltungsrechtlicher Ermessensentscheide nachzuprüfen.

<sup>552</sup> Von der Grün, 173 ff.

<sup>553</sup> Z.B. Art. 52 Abs. 2 ChemG.

<sup>554</sup> Z.B. Art. 48 EG ZSJ (BE).

gungsbehörden zum Teil die technischen Möglichkeiten fehlen, strafbares Verhalten selbst feststellen zu können.<sup>555</sup>

Ohne konsequentes Anzeigeverhalten seitens der Verwaltungsbehörden dürften *wenig sicht- oder sonst nicht leicht feststellbare* Verstösse gegen Umweltstrafnormen nur selektiv geahndet werden. Dadurch könnte eine Wahrnehmung von Umweltstraftaten als „Kavaliersdelikten“ oder Bagatellstraftaten durch die Allgemeinheit induziert oder bestärkt werden. Wenn Straftäter im „Ernstfall“ zusätzlich darauf vertrauen könnten, dass sowieso zuerst eine kooperative Lösung angestrebt und nicht Strafanzeige erstattet würde, entstünde der Eindruck der „Verhandelbarkeit“ der Strafbarkeit. Dadurch würde das Vertrauen der Allgemeinheit in einen ordnungsmässigen und rechtsgleichen Straf- und Gesetzesvollzug geschwächt.<sup>556</sup>

### 3. Überlegungen zu einer möglichen Änderung

Da gerade auf kantonaler Ebene mitunter unklar bleibt, welche Behörden *Strafverfolgungsbehörden* im Sinne von Art. 12 ff. StPO sind und damit der Anzeigepflicht nach Art. 302 Abs. 1 StPO unterstehen, könnte man daran denken, zur Klarstellung auch die Organisation und Bezeichnung der besonderen, bereichsspezifischen Strafverfolgungsbehörden zentral und übersichtlich zu regeln.<sup>557</sup>

Weiter ist zu überlegen, wie die strafrechtlichen (repressiv orientieren) Anzeigepflichten mit dem verwaltungsrechtlichen (präventiven) Kooperationsgedanken abgestimmt werden können.<sup>558</sup> Insbesondere ist bei der Bestimmung des *Inhalts und Umfangs* der Anzeigepflichten dem umweltrechtlichen Kooperationsgedanken, aber auch den *Aufgaben und Möglichkeiten* der beteiligten Verwaltungen Rechnung zu tragen. Denn wie ausgeführt, sind Verwaltungsbehörden keine Strafverfolgungsbehörden und müssen nicht hauptsächlich für die strafrechtliche Verfolgung von Umweltstraftätern sorgen. Deshalb kann von Anzeigepflichtigen nach Art. 302 Abs. 2 StPO grundsätzlich lediglich die Erstattung einer Strafanzeige gefordert werden, wenn ein *konkreter Tatverdacht* vorliegt.

An sich ist es im Sinne der *Verfahrensökonomie*, dass nicht jegliche Bagatellstraftat verfolgt werden muss. Voraussetzung des Absehens von der Durchführung der Strafverfolgung muss jedoch stets die Beurteilung des „Bagatelldcharakters“ anhand *konkreter und sachlicher Kriterien* sein, was grds. die Einleitung der Strafuntersuchung erfordert. Eine Abgrenzung von nicht anzeigepflichtigen „Bagatellstraftaten“ von schweren, anzeigepflichtigen Straftaten (allein) anhand der *Deliktskategorien* erscheint nicht sinnvoll. Sinnvoller und sachnäher wäre die Beurteilung des „Bagatelldcharakters“ durch Einstellung gem. Art. 52 und Art. 53 StGB wofür grds. eine *Strafuntersuchung* zu eröffnen ist.<sup>559</sup> Eine „Bagatellstraftat“ liegt nur dann vor, wenn sowohl *Schuld* des Täters als auch *Tatfolgen* gering sind und die Täterschaft zudem die verursachten Umweltschäden vollständig behoben hat<sup>560</sup> sowie wenn auch aus generalpräventiver Sicht kein Bedürfnis einer Bestrafung besteht.<sup>561</sup>

I.S.e. Lösungsvorschlags zum Ausgleich zwischen kooperativem Verhandlungsansatz und repressivem Strafverfahren wäre die vorgängige – schriftliche und aktenkundige – *Androhung einer Strafanzeige*

<sup>555</sup> Jenny/Kunz, 74 f.; Kegler/Legge, 19 f.

<sup>556</sup> Jenny/Kunz, 74 f.; von der Grün, 192 f.

<sup>557</sup> Wie z.B. im Kanton Bern in Art. 22 Abs. 1 lit. b EG ZSJ (BE).

<sup>558</sup> Heine, URP 2011, 116 f.

<sup>559</sup> BGE 135 IV 27 E. 2.3, 31.

<sup>560</sup> Immerhin ist zu bedenken, dass auch „Bagatellstraftaten“ unbestrittenermassen *strafbare Handlungen* darstellen.

<sup>561</sup> Vgl. Art. 53 StGB.

als zeitlich beschränkte *fakultative* Ausnahme von der Anzeigepflicht *insb. bei Vergehen oder schwerwiegenden Übertretungen*, zu prüfen. Bei Verbrechen käme ein solches Vorgehen nicht in Frage. Dem Umweltstraftäter kann die Strafanzeige zunächst lediglich angedroht werden, wenn die zuständige Vollzugsbehörde dies als sinnvoller und praktikabler erachtet als die direkte und sofortige Anzeigeerstattung. Die „drohende“ Strafanzeige dient insoweit als die Kooperationsnotwendigkeit bspw. Anlageinhaber betonender und ergänzender *Handlungsanreiz*, andauernde Umweltschädigungen zu beseitigen. Die Androhung müsste deshalb mit einer konkreten, von der zuständigen Vollzugsbehörde festgelegten *Handlungsfrist* zur Wiederherstellung des rechtmässigen Zustandes verbunden werden. Liesse die Täterschaft diese Frist ungenutzt verstreichen, bliebe kein Platz mehr für weitere Verhandlungen seitens der Vollzugsbehörden, es wäre dann *Strafanzeige* zu erstatten – wiederum mit Ausnahme von absoluten Bagatellfällen. Diese Pflicht bei Nicht-Compliance hat ggf. auch Entlastungswirkung, weil die betreffende Fachperson sich darauf berufen kann, womit es dem Adressaten etwa in kleinräumigen Kantonen erschwert wird, die Sache persönlich zu nehmen. Die Aktenkundigkeit der angedrohten Strafanzeige böte dem Beamten zudem Schutz vor einem sonst möglichen Strafverfahren. Die Androhung einer Ungehorsamsstrafe ist demgegenüber die vergleichsweise geringere Sanktion – insb., wenn man die ansonsten mögliche Einziehung bedenkt. Ausserdem bedeutet sie faktisch den *stillschweigenden Verzicht* auf Ahndung des durch das begangene Offizielldelikt bereits verwirklichten Unrechts.

## I. Bilan

Les *obligations de dénoncer légales spéciales au sens de l'art. 302, al. 2, CPP* apparaissent comme particulièrement importantes dans le droit pénal de l'environnement, dans la mesure où les autorités administratives d'exécution en tant qu'autorités spécialisées sont en prise directe sur le concret et les seules à même, au besoin par des analyses techniques, de reconnaître la punissabilité d'un acte. A défaut de dénonciation déposée par l'autorité techniquement spécialisée, les autorités de poursuite pénale – généralement non spécialisées – *ne pourront guère ou que difficilement* intervenir dans les domaines spécifiques liés au droit pénal de l'environnement. La compétence à ce titre revient aux cantons dans le cadre du droit en vigueur.

Au niveau des affaires de peu de gravité, on pourrait à l'inverse conserver et étendre l'option permettant de renoncer à déposer une plainte dans les « cas mineurs ». Le cas échéant, il faudrait définir des critères ou établir une échelle, ce qui ressortirait alors à la Confédération. Il semblerait à ce stade aussi utile (en guise d'alternative) d'examiner l'application des règles d'opportunité de droit matériel des art. 52 et art. 53 CP et de chercher simultanément à spécifier celles-ci pour le domaine de la délinquance en matière d'environnement, notamment aussi en référence à l'intérêt public au sens de l'art. 53, let. b, CP. Ceci impliquerait l'élaboration de directives sur la concrétisation des deux normes, selon le cas au niveau des départements ou des offices cantonaux de l'environnement.

Dans l'idée de mettre en balance l'esprit coopératif du droit administratif et le caractère répressif du droit pénal de l'environnement, une solution judicieuse et praticable – notamment en présence de situations illégales persistantes – consisterait à réserver la faculté d'adresser au préalable *une menace de dénonciation*, liée à un délai pour rétablir l'état conforme au droit. On pourrait ainsi aussi éviter, dans des cas difficiles, une poursuite pénale non exclue en raison d'une omission contraire au devoir de garant. Une telle réglementation serait envisageable aussi bien au niveau de la Confédération que des cantons. En accord avec le donneur d'ordre, on a renoncé en l'occurrence à élaborer des projets législatifs.

| Gesetzesnorm                                                | Adressatenkreis                                                              | Amtliche Tätigkeit                                             | Verdachtsgrad                                                                                   | Umfang                              | Besonderes                                                                                | Weitere Normen              |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| <b>302 Abs. 1 StPO</b>                                      | Strafbehörden<br>(12 ff. StPO)                                               | amtliche Tätigkeit                                             | Anfangsverdacht                                                                                 | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen | „faktisches Wahrnehmungsmonopol“ Verwaltungsbehörden                                      |                             |
| - Lebensmittelkontrolle (Organe)                            |                                                                              | gelten als Strafverfolgungsbehörde i.S.v. Art. 15 StPO         |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 50 Abs. 4 LMG               |
| <b>302 Abs. 2 StPO</b>                                      | andere Behörden                                                              | gemäss speziellen bundes- und kantonalrechtlichen Bestimmungen |                                                                                                 |                                     |                                                                                           |                             |
| <b>19 Abs. 2 VStrR</b><br>anwendbar in folgenden Bereichen: | Organe der Bundesverwaltung und der Polizei                                  | „dienstliche Tätigkeit“                                        | „Wahrnehmung bzw. Kenntnis“ → konkreter Tatverdacht (für Polizei zu hoch)<br>s. 19 Abs. 2 VStrR | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen | VStrR anwendbar bei Verwaltungstrafkompetenz von Bundesbehörden, vgl. folgende Auflistung |                             |
| - Lenkungsabgaben                                           |                                                                              | s. 19 Abs. 2 VStrR                                             |                                                                                                 | s. 19 Abs. 2 VStrR                  | EZV hat Strafkompetenz                                                                    | 61a Abs. 3, 62 Abs. 2 USG   |
| - CO <sub>2</sub> -Gesetz                                   |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 45 Abs. 2 CO <sub>2</sub> G |
| - LWG (Ein-, Aus-, Durchfuhr)                               |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 175 Abs. 2 LWG              |
| - LMG (Ein-, Aus-, Durchfuhr)                               |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 50 Abs. 2 LMG               |
| - BGCITES                                                   |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     | EZV bzw. BLV haben Strafkompetenz                                                         | 27 Abs. 1 BGCITES           |
| - BGF (Einfuhr)                                             |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 20 Abs. 2 BGF               |
| - JSG (Ein-, Aus-, Durchfuhr)                               |                                                                              |                                                                |                                                                                                 |                                     |                                                                                           | 21 Abs. 2 JSG               |
| <b>22a BPG</b>                                              | Bundesverwaltung, Parlamentsdienste, SBB, Bundesgerichte, Bundesanwaltschaft | amtliche Tätigkeit (im Gesetz erwähnt)                         | konkreter Tatverdacht                                                                           | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen | Wahlrecht der Adressaten zwischen Strafanzeige und verwaltungsinterner Meldung            |                             |
| <b>52 Abs. 2 ChemG</b>                                      | zum Vollzug zuständiges Bundesamt                                            | amtliche Tätigkeit                                             | konkreter (Gesetz: „hinreichender“) Tatverdacht                                                 | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen | Verzicht in besonders leichten Fällen (52 Abs. 3 ChemG)                                   |                             |
| <b>37 Abs. 1 und 2 LMG</b>                                  | zum Vollzug zuständige Behörden                                              | amtliche Tätigkeit                                             | konkreter Tatverdacht                                                                           | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen | Verzicht in leichten Fällen (Abs. 2)                                                      |                             |

| Gesetzesnorm                             | Adressatenkreis                                                                                      | Amtliche Tätigkeit                             | Verdachtsgrad                             | Umfang                                                                                      | Besonderes                                                                           | Weitere Normen |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>Kantonale Ebene</b>                   |                                                                                                      |                                                |                                           |                                                                                             |                                                                                      |                |
| <b>Bern</b>                              |                                                                                                      |                                                |                                           |                                                                                             |                                                                                      |                |
| 48 Abs. 1 EG ZSJ (BE)                    | sämtliche Behörden und Angestellte Kanton und Gemeinden                                              | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht (im Gesetz erwähnt) | Verbrechen                                                                                  |                                                                                      |                |
| 23 Abs. 2 LHG (BE)                       | Regierungsrat, Volkswirtschaftsdirektion, zuständige Stelle der Volkswirtschaftsdirektion, Gemeinden | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht                     | „Fehlbare“, d.h. Widerhandlungen gegen Art. 2-6 LHG (BE) und Straftaten gem. Art. 60-62 USG |                                                                                      |                |
| <b>Freiburg</b>                          |                                                                                                      |                                                |                                           |                                                                                             |                                                                                      |                |
| 156 Abs. 1 JG (FR)                       | Mitglieder richterlicher Behörden (mit Ausnahme derjenigen, die mit Strafjustiz beauftragt sind)     | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht (im Gesetz erwähnt) | Verbrechen, Vergehen                                                                        | Verzicht in Bagatellfällen oder aus Opportunitätsgründen                             |                |
| 62 StPG (FR)                             | Mitarbeiter der kantonalen Verwaltung bzw. jeweilige „Anstellungsbehörde“                            | amtliche Tätigkeit (Gesetz: „in der Funktion“) | bei Meldung durch einen Mitarbeiter       | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen                                                         | Verzicht in „nicht schwer wiegenden Fällen“                                          |                |
| 79 Abs. 1 WSG (FR) bzw. Art. 69 WSR (FR) | Forstkreisingenieure, Revierförster                                                                  | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht                     | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen                                                         |                                                                                      |                |
| <b>St. Gallen</b>                        |                                                                                                      |                                                |                                           |                                                                                             |                                                                                      |                |
| 40 FIG (SG)                              | Organe der Fischereiaufsicht                                                                         | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht                     | Sämtliche Widerhandlungen gegen Fischerei-, Tierschutz-, Gewässerschutzgesetzgebung         |                                                                                      |                |
| <b>Zürich</b>                            |                                                                                                      |                                                |                                           |                                                                                             |                                                                                      |                |
| 167 Abs. 1 GOG (ZH)                      | Behörden und Angestellte des Kantons und der Gemeinden                                               | amtliche Tätigkeit (im Gesetz erwähnt)         | konkreter Tatverdacht                     | Verbrechen, Vergehen, Übertretungen                                                         | Ausnahme bei persönlichem Vertrauensverhältnis zu Beteiligten oder deren Angehörigen |                |
| 35 WaG (ZH)                              | Angehörige des Forstdienstes                                                                         | amtliche Tätigkeit                             | konkreter Tatverdacht                     | Sämtliche Widerhandlungen gegen das WaG (ZH)                                                |                                                                                      |                |



### A. Vorbemerkungen

Im Folgenden sind die Strafbestimmungen der Umwelterlasse sowohl mit Blick auf etwaige Strafbarkeitslücken und Probleme hinsichtlich des Bestimmtheitsgebots als auch bezüglich der Strafdrohungen aus intra- wie intersystematischer (bzgl. – in dieser Reihenfolge – weiterer Umwelterlasse, vergleichbarer Erlasse von Nicht-Umweltbestimmungen und der Normen des StGB) Sicht zu überprüfen. Die Ausführungen beschränken sich auf diese Problembereiche und streben keine umfassende Behandlung an. Revisionsvorschläge folgen dem Prinzip, die eingebürgerte Konstruktion und Terminologie wenn möglich zu erhalten. Es werden alle Strafbestimmungen des USG (zumindest kurz) angesprochen, da es sich um den ebenso zentralen wie komplexen Kernerlass des schweizerischen Umweltrechts handelt.

### B. Umweltschutzgesetz (USG)

Das BG über den Umweltschutz vom 7. Oktober 1983 (USG)<sup>562</sup> soll Menschen, Tiere und Pflanzen, ihre Lebensgemeinschaften und Lebensräume gegen schädliche oder lästige Einwirkungen schützen sowie die natürlichen Lebensgrundlagen, insbesondere die biologische Vielfalt und die Fruchtbarkeit des Bodens, dauerhaft erhalten.

#### I. Allgemeines

##### 1. Übergreifendes Rahmengesetz

Die Straftatbestände des USG als ausgesprochenes übergreifendes Rahmengesetz<sup>563</sup> sind im 5. Titel (Strafbestimmungen) in Art. 60-62 geregelt und bilden durchwegs *akzessorisches Gefährdungsstrafrecht*, d.h. Annexstrafbestimmungen, die Verwaltungsvorschriften „segmentiell“ absichern.<sup>564</sup> Dazu bediente sich der Gesetzgeber der Technik der Verweisung auf die einzelnen präzisierenden<sup>565</sup> verwaltungsrechtlichen Verhaltensvorschriften in Klammern.<sup>566</sup> Nach Meinung von *Ettler* werden daher „(n)icht Angriffe auf einzelne geschützte Rechtsgüter oder auf die Biosphäre insgesamt ... bestraft, sondern die Verletzung der mit Strafe bedrohten Verhaltensnormen.“<sup>567</sup> Diese Ansicht greift zu kurz, weil die betreffenden Ausfüllungsnormen des Umweltverwaltungsrechts vielfach ihrerseits Umweltmedien schützen.<sup>568</sup> Von diesem Muster gelöst hatte sich Art. 60 Abs. 1, 2. Halbsatz aUSG, der eine leicht erhöhte Sanktion vorgesehen hat, wenn durch die Tathandlung „Menschen oder die Umwelt in schwere Gefahr gebracht“ werden.<sup>569</sup> Der entsprechende Qualifikationstatbestand, der als konkretes

---

<sup>562</sup> SR 814.01.

<sup>563</sup> *Heine*, URP 1985, 345.

<sup>564</sup> *Jenny/Kunz*, 15; *Eicker*, Beurteilung, 7, 50; *Vest/Ronzani*, 399.

<sup>565</sup> Komm.USG-*Ettler*, Vorbem. zu Art. 60-62 N 9.

<sup>566</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 60 N 176.

<sup>567</sup> Komm.USG-*Ettler*, Vorbem. zu Art. 60-62 N 6.

<sup>568</sup> Sie ist allenfalls dann korrekt, wenn lediglich Interessen der Umweltverwaltung als solcher tangiert sind.

<sup>569</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 60 N 171. Nicht gefolgt wird damit der Einordnung von Art. 60 Abs. 1 lit. b USG als konkretes Gefährdungsdelikt durch *Ronzani*, 85.

Gefährdungs- und Erfolgsdelikt ausgestaltet war, ist jedoch im Zusammenhang mit der Neuregelung des Allgemeinen Teils des StGB gestrichen worden.<sup>570</sup>

## 2. Eignungsdelikte versus abstrakte Gefährdungsdelikte

Das USG enthält keine Verbrechenstatbestände. Art. 60 USG umfasst die Vergehen und Art. 61 USG *die Übertretungen*, die allesamt als *abstrakte Gefährdungsdelikte* i.d.R. in Form schlichter Tätigkeitsdelikte ausgestaltet sind.<sup>571</sup> Erfolgsdelikte sind keine zu verzeichnen. Die einzelnen Tatbestände sowohl in Art. 60 USG als auch in Art. 61 USG sind in der Reihenfolge der Verhaltensnormen des USG angeordnet, auf die sie verweisen. Dadurch wird zwangsläufig sachlich zusammengehörendes auseinandergerissen.<sup>572</sup> Demgegenüber wird der Sachzusammenhang in der Übertretungsnorm von Art. 61a USG betr. Widerhandlungen gegen die Vorschriften über Lenkungsabgaben gewahrt.

Sofern in einzelnen Bestimmungen von Art. 60 USG vorausgesetzt ist, dass verbotene Verhaltensweisen „die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können“ (Art. 60 Abs. 1 lit. b und d)<sup>573</sup>, muss die jeweilige Tathandlung grds. geeignet erscheinen, eine entsprechende Gefährdung zu bewirken. Hätte der Gesetzgeber in der Formulierung der Norm den Hinweis auf die Gefährdung von Umwelt oder Menschen weggelassen, so wäre die Norm ein *gewöhnliches abstraktes* Gefährdungsdelikt. Hätte er demgegenüber das „können“ weggelassen, so würde es sich um ein *konkretes* Gefährdungsdelikt handeln. Insoweit kommt also alles auf das „gefährden können“ an. Art. 60 Abs. 1 lit. b und d sind somit als *Eignungsdelikte* ausgestaltet.<sup>574</sup> In anderen Vergehenstatbeständen findet sich die entsprechende Gefährdungsklausel in der verwaltungsrechtlichen Auslegungsnorm. Dies betrifft Art. 60 Abs. 1 lit. f und lit. j USG<sup>575</sup>, von denen ersterer direkt und letzterer indirekt (d.h. über Art. 29e Abs. 1) auf Art. 29a Abs. 1 lit. a USG verweist.<sup>576</sup> Auch diese Strafbestimmungen sind somit Eignungsdelikte. Das Eignungsdelikt bildet eine *spezielle Form des abstrakten Gefährdungsdeliktes*, bei dem im einzelnen Fall die *wenigstens typische Möglichkeit* der Gefährdung des geschützten Rechtsguts nachzuweisen ist.<sup>577</sup> Diese Struktur des objektiven Tatbestands spiegelt sich auch im subjektiven Tatbestand, wo dem Täter zu beweisen ist, dass er zumindest die als möglich erkannte Gefahreignung in Kauf genommen hat. Es wird allerdings nicht klar, wieso gewisse Tatbestände als Eignungsdelikte ausgestaltet worden sind und andere nicht. Dies wird im Folgenden um einer verbesserten Kohärenz willen zu überprüfen sein.

---

<sup>570</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd., Art. 60 N 4; Wagner Pfeifer, N 1988. Die gleiche Formel, allerdings beschränkt auf die Gefährdung von Menschen, findet sich allerdings im als Verbrechen ausgestalteten Qualifikationsstatbestand von Art. 49 Abs. 2 ChemG.

<sup>571</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 30, Art. 60 N 179. Hingegen war der seit 1.8.2010 ausser Kraft gesetzte frühere zweite Halbsatz von Abs. 1 *in fine* ein *konkretes* Gefährdungs- und damit ein Erfolgsdelikt, da vorausgesetzt war, dass durch die Widerhandlung „Menschen oder die Umwelt in schwere Gefahr gebracht“ werden; Jenny/Kunz, 28 f.; Wagner Pfeifer, N 1988. Die darauf angedrohte Strafe war statt „Gefängnis oder Busse“ Gefängnis schlechthin; Griffel/Rausch, Ergänzungsbd., Art. 60 N 4.

<sup>572</sup> Eicker, Beurteilung, 37.

<sup>573</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 34, 62, Art. 61 N 50 (betr. Art. 61 Abs. 1 lit. e USG).

<sup>574</sup> Ronzani, 85 f.; Heine, URP 1987, 283. Man kann auch von potentiellen Gefährdungsdelikten sprechen; Heine, GA 1986, 76 f.

<sup>575</sup> S. mit Bezug auf die Ausfüllungsnorm von Art. 29 USG auch Art. 60 Abs. 1 lit. e USG.

<sup>576</sup> Art. 29a Abs. 1 lit. b USG verweist zudem auf den Grundsatz der Nichtbeeinträchtigung der Biodiversität und der nachhaltigen Nutzung.

<sup>577</sup> SS-Heine/Hecker, Vorbem. §§ 324 ff. N 9; Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 30, Art. 60 N 34; Wagner Pfeifer, N 1984. Alkalay, 16, scheint dies fälschlich für alle abstrakten Umweltgefährdungsdelikte zu verlangen.

### 3. Weiss oder wissen muss

Art. 60 Abs. 1 lit. b USG fordert, dass der Täter „weiss oder wissen muss“, dass bestimmte Verwendungen eine Gefährdungseignung herbeigeführt haben (vgl. auch Art. 60 Abs. 1 lit. i USG, wo die gleiche Formel verwendet wird). Die in beiden Tatbeständen mit Blick auf die Unschuldsvermutung nicht von vornherein unproblematische Formel dient der Anleitung des Vorsatznachweises. Scheitert der Nachweis des (Eventual-)Vorsatzes, kann nach dem Verständnis eines Teils des Schrifttums jedoch auf den allgemein akzeptierten Mindeststandard des Wissens einer entsprechenden Fachperson zurückzugegriffen werden.<sup>578</sup> Ob dieses Verständnis richtig ist, ist eine andere Frage, die zu verneinen sein dürfte. Nach allgemeinen Regeln ist beim Scheitern des Nachweises nach dem Grundsatz *in dubio pro reo* auf den Fahrlässigkeitstatbestand auszuweichen. Dementsprechend wird die *vergleichbare Formel im StGB* „weiss oder annehmen muss“ – erstmals bei der Hehlerei gem. Art. 144 aStGB 1937 (heute Art. 160 StGB)<sup>579</sup>, der Passus erfreut sich aber stetig zunehmender Beliebtheit<sup>580</sup> – als *Hinweis auf den Eventualvorsatz* verstanden (BGE 101 IV 402 E. 2, 405 f.; 105 IV 303 E. 2b, 305). Das macht deshalb Sinn, weil „weiss“, „wissen“ als Ausschluss des Eventualvorsatzes missverstanden werden kann. Es reicht also nach der allgemeinen Regel zum Eventualvorsatz in Art. 12 Abs. 2 Satz 2 schon das für möglich Halten eines Umstandes<sup>581</sup>. In ihrer eigentlichen Bedeutung soll die Formel das Gericht auf die Möglichkeit hinweisen, das erforderliche Wissensselement des Vorsatzes bei ausreichend klarem Beweisergebnis in Zurückweisung der Ausflüchte des Angeklagten auch festzustellen.<sup>582</sup> Ihm den Mindeststandard dagegen einfach zu unterstellen, wäre nichts anderes als eine zu Recht verpönte *Verdachtsstrafe*<sup>583</sup>, für die angesichts der bei ernsthaften Zweifeln über *in dubio pro reo* eingreifenden Fahrlässigkeitsnorm zudem keine Notwendigkeit besteht. Im Folgenden werden die einschlägigen Vorschriften neu gefasst.

### 4. Umgang und in Verkehr bringen

Die Tathandlungen in Art. 60 Abs. 1 USG werden auf unterschiedliche Weise formuliert. Immerhin begegnen fünfmal „In Verkehr bringen“<sup>584</sup> und viermal „umgehen“. Während ersteres im USG selbst nicht definiert wird, gilt seit der Einführung des GTG<sup>585</sup> als *Umgang* gem. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG „jede Tätigkeit im Zusammenhang mit Stoffen, Organismen oder Abfällen, insbesondere das Herstellen, Einführen, Ausführen, Inverkehrbringen, Verwenden, Lagern, Transportieren oder Entsorgen.“ *Inverkehrbringen* ist demnach (nur) *eine* Form des Umgangs. Nach der Auslegung von Art. 155 Ziff. 1 Abs. 3 StGB („Warenfälschung“) wird Ware schon mit dem Verkaufsangebot in Verkehr gebracht.<sup>586</sup> Legaldefinitionen enthalten (u.a.) Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG, Art. 3 Abs. 1 lit. k FrSV und Art. 5 Abs. 3 lit. aDüV. Die beiden Verordnungsbestimmungen umschreiben das In Verkehr bringen weit, so als „Abgabe von Organismen an Dritte in der Schweiz für den Umgang in der Umwelt, insbesondere das

<sup>578</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 30 *in fine*, Art. 60 N 35, 38 f.; Jenny/Kunz, 21 f.

<sup>579</sup> Vgl. Vest, Vorsatznachweis und materielles Strafrecht, 139 ff.

<sup>580</sup> Sie lauten „wissen oder annehmen muss“; vgl. Art. 143<sup>bis</sup> Abs. 2, 144<sup>bis</sup> Ziff. 2 Abs. 1, 160 Ziff. 1 Abs. 1, 179<sup>bis</sup> Abs. 2, 3, Art. 179<sup>ter</sup> Abs. 2, 3, Art. 179<sup>quater</sup> Abs. 2, 3, Art. 226 Abs. 1, 2 und 3, 226<sup>ter</sup> Abs. 2, 3, 260<sup>quater</sup> Abs. 1, 264g Abs. 1 lit. a, 305<sup>bis</sup> Ziff. 1 Abs. 1 StGB.

<sup>581</sup> Dies ist dann der Fall, wenn das Strafgesetz wie z.B. bei Verleumdung (Art. 174 StGB) oder falscher Anschuldigung (Art. 303 StGB) „Handeln wider besseres Wissen“ (und d.h. *dolus directus* 2. Grades) verlangt.

<sup>582</sup> Vest, a.a.O., 142 ff; BSK StGB II-Weissenberger, Art. 160 N 68; Stratenwerth/Jenny/Bommer, BT I, § 20 N 19; Trechsel/Pieth-Cramer, Art. 160 N 13.

<sup>583</sup> Zum Gutglaubensschutz Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 38 f.

<sup>584</sup> Und ein weiteres Mal in Art. 61 Abs. 1 (lit. n).

<sup>585</sup> S. Wagner Peifer, N 259 ff.

<sup>586</sup> Trechsel/Pieth-Cramer, Art. 155 N 11.

Verkaufen, Tauschen, Schenken, Vermieten, Verleihen und Zusenden zur Ansicht, sowie die Einfuhr für den Umgang in der Umwelt.““ (FrSV) bzw. „jede entgeltliche und unentgeltliche Übertragung oder Überlassung eines Düngers“ (DüV).<sup>587</sup> In Art. 3 lit. d THG und Art. 2 Abs. 3 PrSG wird Inverkehrbringen übereinstimmend als „das entgeltliche oder unentgeltliche Überlassen eines Produkts, unabhängig davon, ob dieses neu, gebraucht, wiederaufbereitet oder wesentlich verändert worden ist“, definiert. Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG definiert den Begriff als „Bereitstellung für Dritte und die Abgabe an Dritte sowie die Einfuhr zu beruflichen oder gewerblichen Zwecken“, <sup>588</sup> Art. 6 LMG als „Vertrieb von Lebensmitteln oder Gebrauchsgegenständen, jede Form der entgeltlichen oder unentgeltlichen Weitergabe, das Bereithalten für die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe, das Anbieten zur Abgabe und die Abgabe selber.“ Die durchaus feststellbaren Unterschiede im Einzelnen sind im Wesentlichen auf die ggf. leicht divergierende Zwecksetzung der einzelnen Normen und ihres Kontexts zurückzuführen, die eine Vereinheitlichung zumindest erschweren dürften. Der Kern der Umschreibungen ist jedoch insoweit einheitlich, als nicht nur die – entgeltliche oder unentgeltliche – berufliche und gewerbliche, sondern auch die private Ab- und Weitergabe erfasst wird.

## 5. Zuständigkeit und Anwendbarkeit des Allgemeinen Teils (StGB, VStrR)

Art. 62 Abs. 1 USG erklärt bzgl. Art. 60 und 61 USG, die kantonal verfolgt werden (vgl. Art. 22 StPO), die Art. 6 und 7 VStrR für anwendbar. Art. 61a USG regelt Widerhandlungen gegen die Vorschriften über Lenkungsabgaben, auf die angesichts der Verfolgung durch die Zollverwaltung als Bundesbehörde gem. Art. 62 Abs. 2 USG das gesamte VStrR anwendbar ist. Die Strafbestimmungen des USG sehen mithin eine gespaltene Zuständigkeit vor.<sup>589</sup> Bei allen Strafbestimmungen ist auch die fahrlässige Tatbegehung erfasst (Art. 60 Abs. 2, 61 Abs. 2 und 61a Abs. 1 USG). In Abweichung von Art. 105 Abs. 2 StGB ist bei den Übertretungen gem. Art. 61 Abs. 3 USG Versuch und Gehilfenschaft und gem. 61a Abs. 2 USG allein der Versuch strafbar. Im Übrigen gilt gem. Art. 333 Abs. 1 StGB der Allgemeine Teil des StGB auch für das USG.<sup>590</sup>

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

Eine nicht verwaltungsakzessorische Umweltstrafgesetzgebung, in der die Verbotsmaterie in den Strafbestimmungen ausformuliert wird, erscheint zumindest bzgl. des bisher durch das USG abgedeckten Bereichs als zu schwerfällig, sofern überhaupt möglich. Dynamische Verweisungen auf Verordnungen, die ggf. bei Erlass der Gesetzesbestimmung noch nicht vorliegen oder geändert werden müssten, wären *verunmöglicht*. Daher müsste bei jeder Änderung des Verwaltungsrechts auch die Strafbestimmung aufwendig revidiert werden. Das Umweltstrafrecht würde damit zu einer permanenten Baustelle.

### 1. Vergehen: Art. 60 USG

Die Strafe für ein *vorsätzliches* Vergehen ist gem. Art. 60 Abs. 1 USG Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe. Eine Differenzierung zwischen den verschiedenen Tatbestandsvarianten – z.B. zwischen Eignungs- und reinen Tätigkeitsdelikten – findet nicht statt. Dies auch dann nicht, wenn es sich

---

<sup>587</sup> Wagner Pfeifer, N 84.

<sup>588</sup> Der Begriff des In Verkehr bringen wird auch in der übrigen Strafgesetzgebung verwendet, u.a. in Art. 19 Abs. 1 lit. c BetmG oder Art. 135 Abs. 1, 143<sup>bis</sup> Abs. 2; 144<sup>bis</sup> Abs. 2, 150<sup>bis</sup> Abs. 1, 155 Ziff. 1 Abs. 3, 179<sup>sexies</sup> Ziff. 1 Abs. 1, 179 Abs. 4, 236 Abs. 1, 328 Ziff. 1 Abs. 1, 2 StGB. Er meint i.d.R. das Verschaffen tatsächlicher Verfügungsgewalt gegenüber anderen zwecks beliebigem Gebrauch; s. nur BSK StGB II-Ackermann, Art. 236 N 8.

<sup>589</sup> Eicker/Frank/Achermann, 20, die auch von „Zwitterstellung“ sprechen.

<sup>590</sup> Komm. USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 17 ff.

bei letzteren um blossen Verwaltungsungehorsam handelt. Auf *Fahrlässigkeit* steht nach Art. 60 Abs. 2 USG Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen.<sup>591</sup>

#### **a. Art. 60 Abs. 1 lit. a USG**

Das echte Unterlassungs- und Sonderdelikt<sup>592</sup> erfasst den Inhaber<sup>593</sup> von Anlagen i.S.d. Art. 7 Abs. 7 USG, der „die zur Verhinderung von Katastrophen verfügten Sicherheitsmassnahmen unterlässt oder das Verbot bestimmter Produktionsverfahren oder Lagehaltungen missachtet (Art. 10)“.<sup>594</sup> Der Begriff der Katastrophe erfährt in Art. 10 Abs. 1, der von „ausserordentlichen Ereignissen, die den Menschen oder seine Umwelt schwer schädigen können“<sup>595</sup> spricht, im Ansatz eine Umschreibung. Sicherheitsmassnahmen i.S.d. echten Unterlassungsdelikts<sup>596</sup> der ersten Tatbestandsalternative sind nach Art. 10 Abs. 1 Satz 2 USG insb. die Wahl geeigneter Standorte, die Einhaltung der erforderlichen Sicherheitsabstände, das Treffen der technischen Sicherheitsvorkehrungen, die Überwachung des Betriebs und die Gewährleistung der Alarmorganisation. Fällt die Anlage unter die StFV, so sind ggf. zusätzliche Sicherheitsmassnahmen zu verfügen.<sup>597</sup> „Verfügt“ verweist auf „behördlicherseits angeordnete Vorkehrungen“ zur Verhinderung von Katastrophen im Einzelfall.<sup>598</sup>

Als Folge der „strenge(n) verwaltungsaktakzessorische(n) Anbindung der Strafvorschrift an eine vorgängige verwaltungsrechtliche Verfügung“<sup>599</sup> ist die Unterlassung noch nicht verfügter<sup>600</sup>, bloss generell-abstrakt durch Erlass verordneter oder durch den allgemeinen Standard gebotener Sicherheitsmassnahmen (s. BGer vom 11.3.1987, URP 1987, 81, auszugsweise in BGE 113 Ib 60) nicht strafbewehrt, womit ein Anreiz zu entsprechender Eigenverantwortung fehlt.<sup>601</sup> Die Gefährdung entspricht jedoch der bei der geregelten Tatbestandsvariante der Unterlassung verfügter Sicherheitsmassnahmen, da das Risiko dasselbe ist. Die *Strafbarkeitslücke* ist somit nicht nachvollziehbar und zu schliessen. Der Anlagebetreiber ist als Sicherungsgarant der Gefahrenquelle dazu auch in der Lage. Zur besseren Wahrung der Rechtssicherheit soll im Anschluss an den Sprachgebrauch von Art. 10 Abs. 1 Satz 1 USG nur die Unterlassung nicht verfügter *notwendiger*<sup>602</sup> Sicherheitsmassnahmen kriminalisiert werden.

---

<sup>591</sup> In Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 175, 183 als zu niedrig kritisiert. Aufgrund der neuen Obergrenze der Geldstrafe von 180 Tagessätzen in Art. 34 Abs. revStGB 2015 würde die Formulierung „Geldstrafe“ ausreichen.

<sup>592</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 31; Art. 60 N 20; Vest/Ronzani, 400.

<sup>593</sup> S. dazu unten Teil 3/C.III.1.b.

<sup>594</sup> Entsprechende bundesrätliche Verbote ergehen als *ultima ratio*; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 21. S. Lustenberger, 39 ff. zur Koordination von Störfallvorsorge und Raumplanung.

<sup>595</sup> Der letztere Passus findet sich ähnlich auch in Art. 1 StFV. Eine Legaldefinition, wie Eicker, Beurteilung, 23, sie fordert, erscheint verzichtbar, zumal sich Art. 60 Abs. 1 lit. a USG an den speziellen Kreis der Anlageinhaber richtet.

<sup>596</sup> Auch wer „nicht periodisch kontrolliert“ und wer „festgestellte Mängel nicht oder nicht ausreichend beseitigt“, unterlässt; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 20.

<sup>597</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 12.

<sup>598</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 15 m.z.H. darauf, dass es sich vielfach um – nicht erfasste – auf andere Rechtsgrundlagen gestützte Erlasse handelt, 16.

<sup>599</sup> Jenny/Kunz, 19.

<sup>600</sup> Bspw. weil vom Anlagenbetreiber selbst vorgesehene und der Behörde mitgeteilte Massnahmen nicht getroffen bzw. nicht mehr eingehalten werden; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 17.

<sup>601</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 17 f., 178; Jenny/Kunz, 18.

<sup>602</sup> Will man den Strafschutz restriktiver, könnte von *notwendigen* Massnahmen gesprochen werden. Art. 102 Abs. 2 StGB zur Unternehmensstrafbarkeit verwendet dagegen das Begriffspaar erforderlich und zumutbar.

Auch die Verletzung der in Art. 10 Abs. 3 USG statuierten unverzüglichen Meldepflicht bei ausserordentlichen Ereignissen mit Schädigungspotential<sup>603</sup> wird *de lege lata* im Grundsatz strafrechtlich nicht sanktioniert, ausser sie stütze sich auf Art. 46 USG, womit der Übertretungstatbestand von Art. 61 Abs. 1 lit. o USG greift.<sup>604</sup> Das nicht nur in diesem als „gesetzgeberisches Versehen“<sup>605</sup> bezeichneten Spezialfall *drohende Schädigungspotential* entspricht indessen demjenigen der beiden in Art. 60 Abs. 1 lit. a USG erfassten Tatvarianten.<sup>606</sup> Das Risiko einer verspäteten Einleitung der erforderlichen Gegenmassnahmen ist bei nicht ohne weiteres visuell, auditiv oder olfaktorisch bemerkbaren Gefahrenquellen, die i.d.R. auch Dritte zur Verständigung von Polizei, Feuerwehr etc. veranlassen dürften, besonders akut. Zudem hat die kantonale Meldestelle gem. Art. 12 StFV die Pflicht, eine Störfallmeldung jederzeit entgegenzunehmen und die Ereignisdienste unverzüglich zu benachrichtigen (Abs. 1) sowie unverzüglich an die Nationale Alarmzentrale weiterzuleiten (Abs. 2). Auch diese Strafbarkeitslücke ist nicht nachvollziehbar und entbehrt der Rechtfertigung.<sup>607</sup>

Die Ausgestaltung von Art. 60 Abs. 1 lit. a USG als abstraktes Gefährdungs- in Form eines schlichten Tätigkeitsdelikts erscheint sinnvoll, weil typischerweise Grossrisiken betroffen sind. Es ist deshalb keine Gefahreignung vorauszusetzen.

#### Vorschlag

- a. als Inhaber oder Betreiber von Anlagen<sup>608</sup> *die zur Verhinderung von Katastrophen verfügten oder erforderlichen*<sup>609</sup> *Sicherheitsmassnahmen unterlässt oder ausserordentliche Ereignisse nicht unverzüglich der Meldestelle*<sup>610</sup> *meldet oder das Verbot bestimmter Produktionsverfahren oder Lagerhaltungen missachtet (Art. 10);*

#### b. Art. 60 Abs. 1 lit. b und c USG

Beide Vorschriften bestrafen bestimmte Umgangsarten mit Stoffen (s. Art. 7 Abs. 5 USG).<sup>611</sup> Lit. b ist ein Eignungsdelikt und verbietet das In Verkehr bringen von Stoffen für bestimmte Verwendungen<sup>612</sup>, wenn der Täter „weiss oder wissen muss, dass [diese] ... die Umwelt oder mittelbar den Menschen

---

<sup>603</sup> Unter dem Eindruck folgenschwerer Chemieunfälle in den siebziger und achtziger Jahren (bspw. Sandoz-Schweizerhalle am 1.11.1986) wurde gestützt auf die Art. 10 Abs. 4 USG und 47 Abs. 1 GSchG die StFV erlassen. Der Zweck der StFV ist der Schutz der Umwelt und des Menschen vor schweren Schädigungen infolge eines Störfalls (Art. 1 Abs. 1). Die Kantone müssen eine Meldestelle für Störfälle einrichten (Art. 12). Sie sind auch zuständig für die Information der Öffentlichkeit (Art. 13).

<sup>604</sup> *Alkalay*, 93. Art. 61 Abs. 1 lit. h betrifft Meldepflichtverletzungen im Zusammenhang mit Abfällen.

<sup>605</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 178.

<sup>606</sup> Für *Jenny/Kunz*, 20 ist derjenige, „der den Eintritt ausserordentlicher Ereignisse mit schwerem Schädigungspotential nicht meldet“ Nichtmeldung sogar „mindestens in gleichem Ausmasse strafwürdig wie derjenige, der Sicherheitsvorkehrungen unterlässt.“ Die zweite Tathandlungsvariante des geltenden lit. a verweist ins Leere, weil der Bundesrat von der ihm gem. Art. 10 Abs. 4 USG eingeräumten Rechtsetzungsbefugnis soweit ersichtlich keinen Gebrauch gemacht hat.

<sup>607</sup> *Alkalay*, 93; *Jenny/Kunz*, 19 f. Art. 230 Ziff. 1 Abs. 2 und Ziff. 2 StGB („Beseitigung oder Nichtanbringung von Sicherheitsvorrichtungen“) ist nur bei Gefährdung von Leib und Leben von Mitmenschen anwendbar.

<sup>608</sup> S. zu dieser möglichen Präzisierung Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG.

<sup>609</sup> Einschränkungsvorschlag aus der Begleitgruppe: „notwendig“.

<sup>610</sup> Hier gehen die Gutachter von der Annahme aus, dass die Meldestelle mindestens ausserhalb der Bürozeiten telefonisch mit den Analyse-, Bekämpfungs-, Rettungs- und Polizeidiensten verknüpft ist. Gelangt der Betreiber direkt an letztere, wird man ihm kaum einen Vorwurf machen können, da die Strafbestimmung der Sicherung des schnellen behördlichen Eingreifens dient.

<sup>611</sup> S. auch Art. 2 Abs. 1 lit. a ChemV.

<sup>612</sup> Zur Definition von „verwenden“ i.S.v. Art. 60 Abs. 1 lit. d aUSG s. BGer, 6S.823/1996 E. 2, URP 1998, 671“ (umfasst nicht die Entsorgung).

gefährden können (Art. 26)“.<sup>613</sup> Nach dem abstrakten Gefährdungsdelikt von lit. c muss der Abnehmer beim In Verkehr bringen „über die umweltbezogenen Eigenschaften“ informiert (Art. 27 Abs. 1 Bst. a) oder „über den vorschriftsgemässen Umgang“ angewiesen werden (Art. 27 Abs. 1 lit. b). Der *persönliche Anwendungsbereich* der Art. 26<sup>614</sup> und 27 im 2. Kapitel („Umweltgefährdende Stoffe“<sup>615</sup>) des USG und mit ihnen derjenige von Art. 60 Abs. 1 lit. b und c USG ist *umstritten*. Unter Hinweis auf Art. 8 der am 1. Aug. 2005 aufgehobenen Stoffverordnung (StoV) wurde die Auffassung vertreten, es handle sich um ein gemeines Delikt, das auch die private Abgabe erfasst.<sup>616</sup>

Neu wird der Begriff des *In Verkehr bringen* durch Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG als „Bereitstellung für Dritte und die Abgabe an Dritte sowie die Einfuhr zu beruflichen oder gewerblichen Zwecken“ definiert.<sup>617</sup> Grammatikalisch ist unklar, ob sich der berufliche oder gewerbliche Zweck auch auf die Bereitstellung für und die Abgabe an Dritte bezieht. Die Verwendung des „sowie“, mit dem die Einfuhr von der Bereitstellung und Abgabe getrennt wird, dürfte dagegen sprechen. Der Begriff „Bereitstellung“<sup>618</sup> erinnert hingegen wiederum eher an berufliches und gewerbliches Handeln. „Abgabe“ erscheint insoweit neutral. In systematischer Hinsicht sehen Art. 5-7 ChemG<sup>619</sup> und Art. 7 ff. ChemV für die Herstellerin bestimmte Kontroll- und Informationspflichten vor. „Herstellerin“ i.S.d. Legaldefinition von Art. 2 Abs. 1 lit. c ChemV<sup>620</sup> ist jede natürliche oder juristische Person, „die Stoffe, Zubereitungen oder Gegenstände beruflich oder gewerblich herstellt, gewinnt oder einführt“ bzw. sie als *Händlerin*<sup>621</sup> „bezieht und in unveränderter Zusammensetzung gewerblich abgibt“. Aus diesen Bestimmungen lässt sich folgern, dass die Ausfüllungsnormen von Art. 26 und 27 USG, auf die sich Art. 60 Abs. 1 lit. b und c USG beziehen, sich nach geltungszeitlichem Verständnis wohl (primär) an *Hersteller und Händler* richten.<sup>622</sup> Dies macht auch aus teleologischer Perspektive deshalb Sinn, weil grds. allein dieser Adressatenkreis Stoffe „für bestimmte Verwendungen in Verkehr bringt“ (lit. b)<sup>623</sup> und in der Lage ist, i.S.v. Art. 27 USG den Abnehmer über umweltbezogene Eigenschaften zu informieren und über den vorschriftsgemässen Umgang anzuweisen (lit. c). Diese restriktive Interpretation sollte sich auch in den Straftatbeständen widerspiegeln. Demgegenüber trifft die Sorgfaltspflicht des Art. 8 ChemG jeden, der mit gefährlichen Stoffen oder Zubereitungen *umgeht*. „In Verkehr bringen“ gem. Art. 3 Abs. 1 lit. k FrSV und Art. 5 Abs. 3 lit. aDüV ist, wie ausgeführt<sup>624</sup>, weiter als Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemV zu verstehen. Die teleologische Interpretation führt somit nicht zur notwendigen Klarheit. Die

<sup>613</sup> Vgl. *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG-Art. 26 N 4 ff.

<sup>614</sup> Zu Art. 26 USG Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 27 ff.

<sup>615</sup> S. Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 31.

<sup>616</sup> Komm.USG-Leimbacher, Art. 26 N 46 ff., Art. 27 N 23 ff.; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 26, 42; *Alkalay*, 105, 108. Art. 8 aStoV war in der Tat sehr umfassend formuliert.

<sup>617</sup> Nicht erfasst ist das Verwenden – *e contrario* aus der separaten Nennung in Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG.

<sup>618</sup> In diesen Zusammenhang ist anzumerken, dass die h.L. zur Warenfälschung gem. Art. 155 StGB schon das Anbieten der Ware zum Erwerb als In Verkehr bringen einstuft; Trechsel/Pieth-Cramer, Praxiskomm., Art. 155 N 11.

<sup>619</sup> Zu den Konkurrenzen zwischen USG und ChemG Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 41, 52.

<sup>620</sup> De ChemV stützt sich u.a. auf Art. 26 Abs. 3 USG. Die Legaldefinition von Art. 2 lit. a ChemRRV, die „unter Vorbehalt spezifischer Begriffsbestimmungen in den Anhängen“ anwendbar ist, ist weitgehend, aber nicht vollständig deckungsgleich.

<sup>621</sup> Für Ausklammerung der Händler im Fall von Art. 60 Abs. 1 lit. b i.V.M. Art. 26 USG seinerzeit *Alkalay*, 95.

<sup>622</sup> *Wagner Pfeifer*, N 72, 86; *Eicker*, Beurteilung, 24. Angehörige der Bewilligungsbehörde werden zumindest über die Teilnahmevorschriften adressiert; *Alkalay*, 96.

<sup>623</sup> Soweit man den Begriff i.S.v. Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG und nicht in einem weiteren Sinn versteht. Zum Begriff „Verwendung“ Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 32.

<sup>624</sup> S. oben Teil 3/B.I.4.

Lösung des Problems ist jedoch auch deshalb wichtig, weil das Element des In Verkehr Bringens darüber hinaus in Art. 60 Abs. 1 lit. h, i und j USG erscheint.

Der Strafgesetzgeber sollte insoweit wenn möglich für eine einheitliche Begrifflichkeit Sorge tragen und klarstellen, wie der Begriff zu verstehen ist. In der Sache geht es insb. um die Frage, ob auch rein privates, d.h. *nicht-berufliches oder nicht-gewerbliches*, In Verkehr bringen von Stoffen, etwa durch Weitergabe privater Verbraucher, i.S.d. aStoV strafrechtlich *als Vergehen* erfasst werden soll. Da hierbei vielfach *Klein- und Kleinstmengen* ohne oder mit nur geringem Schädigungspotential und d.h. Bagatellfälle betroffen sein dürften, dürfte für eine etwaige Kriminalisierung ein Übertretungstatbestand ausreichen. Das insoweit verbotene Verhalten liesse sich als private Ab- oder Weitergabe umschreiben. Mit der Beifügung von „Weitergabe“ wird verdeutlicht, dass auch die unentgeltliche Abgabe erfasst ist. Die andere – und hier favorisierte – Möglichkeit besteht darin, den Ausdruck „In Verkehr bringen“ im durch die Verordnungen zum USG (FrSV, DüV) geprägten Verständnis beizubehalten und an geeigneter Stelle durch den Zusatz „*beruflich oder gewerblich*“ auf den entsprechenden Adressatenkreis einzugrenzen. Anders als von Teilen der Begleitgruppe befürchtet, führt eine solche Änderung nicht zu einer unsachgemässen Entkriminalisierung. Nur *private, nicht aber berufliche oder gewerbliche Verbraucher*, welche die inkriminierten Stoffe (wieder) in Verkehr bringen, scheiden aus dem Anwendungsbereich von Art. 60 Abs. 1 lit. b und c USG aus. Der Charakter der Strafvorschrift als Eignungsdelikt ist beizubehalten. Sofern dieser Vorschlag übernommen wird, ist darüber zu befinden, ob die Begriffe „beruflich oder gewerblich“ und als Gegenstück dazu „privater (End-) Verbraucher“ legaldefiniert werden müssen.<sup>625</sup>

#### Vorschlag

- b. *Stoffe, bei denen<sup>626</sup> bestimmte Verwendungen die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können, für diese Verwendungen beruflich oder gewerblich in Verkehr bringt;*

Während in Art. 60 Abs. 1 lit. c USG fehlende Informationen oder Anweisungen<sup>627</sup> als Vergehen ausgestaltet ist, sind falsche oder unvollständige Informationen bzw. Anweisungen gem. Art. 61 Abs. 1 lit. d USG als Übertretung strafbar. Die Gründe für die (volumfängliche) Privilegierung gegenüber der unterlassenen Information Art. 60 Abs. 1 lit. c USG sind nicht einsehbar.<sup>628</sup> Es wird daher vorgeschlagen, über den Zusatz „sachgerecht“ *Mindestanforderungen an die Wahrheit und Vollständigkeit der Informationen und Anweisungen* in das abstrakte Gefährdungsdelikt von Art. 60 Abs. 1 lit. c USG aufzunehmen. Zudem ist Art. 61 Abs. 1 lit. d USG im Lichte der vorgeschlagenen Änderungen auf Verfehlungen bzgl. privater Abgabe bzw. zusätzlicher Informationen zu beschränken.<sup>629</sup>

#### Vorschlag

---

<sup>625</sup> Das BGer verwendet den Begriff „Endverbraucher“ im Zusammenhang mit der „entgeltliche(n) oder unentgeltliche(n) Übertragung oder Überlassung eines verwendungsfertigen Heilmittels“ gem. Art. 86 Abs. 1 lit. c i.V.m. Art. 4 Abs. 1 lit. f HMG „*an die Person, welche das Heilmittel an sich selbst, an Drittpersonen oder an Tieren anwendet*“ (Kursivierung durch Gutachter), 6B\_1029/2014 vom 23.6.2015 E. 1.3.3. Der Ausdruck findet sich als gesetzlicher Terminus in der Strafbestimmung des Art. 14 Abs. 1 lit. f Güterkontrollgesetz vom 13.12.1996 (GKG), SR 946.202. Im Kriegsmaterialgesetz vom 13.12.1996 (KMG, SR 514.551), wo er früher auch anzutreffen war, ist er im Zug einer Entschärfung eliminiert worden.

<sup>626</sup> Bei Beibehaltung der Eventualvorsatz-Formel: „*Stoffe, von denen er weiss oder wissen muss, dass sie bei bestimmten Verwendungen...*“.

<sup>627</sup> S. Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 47 ff.

<sup>628</sup> Alkalay, 111 f.; Jenny/Kunz, 22.

<sup>629</sup> Vgl. unten Teil 3/B.II.2.d.



- c. beruflich oder gewerblich Stoffe in Verkehr bringt, ohne den Abnehmer sachgerecht über die umweltbezogenen Eigenschaften zu informieren (Art. 27 Abs. 1 Bst. a) oder sachgerecht über den vorschriftsgemässen Umgang anzuweisen (Art. 27 Abs. 1 Bst. b);

**c. Art. 60 Abs. 1 lit. d USG**

Die als gemeines Delikt zu verstehende Vorschrift ahndet den anweisungswidrigen Umgang mit Stoffen unter der Voraussetzung, „dass sie, ihre Folgeprodukte oder Abfälle die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können (Art. 28)“. Nach Art. 28 USG ist ein gefährdender Umgang (i.S.v. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG) mit Stoffen verboten (Abs. 1), Anweisungen von Herstellern oder Importeuren sind einzuhalten (Abs. 2). Der Ausdruck „Folgeprodukt“ wird in Art. 2 Abs. 2 lit. e ChemV definiert. Abfälle sind nach Art. 7 Abs. 6 USG „bewegliche Sachen, deren sich der Inhaber entledigt oder deren Entsorgung im öffentlichen Interesse geboten ist.“ Die Strafbarkeit nach Art. 60 Abs. 1 lit. d USG hängt indes davon ab, dass der Täter mit Stoffen „entgegen den Anweisungen“ umgeht.<sup>630</sup> Sie findet im Übertretungstatbestand von Art. 61 Abs. 1 lit. e, der den Umgang mit Stoffen, „denen keine Informationen oder Anweisungen beiliegen“ regelt, eine mit Bezug auf die mögliche Gefährdung wörtliche Parallele.<sup>631</sup> Diese rein an der Existenz bzw. Nicht-Existenz von Informationen oder Anweisungen orientierte Differenzierung der Strafnormen in ein Vergehen oder eine Übertretung ist sachlich *nicht nachvollziehbar*: „In beiden Fällen entsteht durch eine falsche Verwendung oder Lagerung eine potentielle Umweltgefährdung.“<sup>632</sup> Die Alternative des Handelns wider oder ohne Anweisungen stützt den erheblichen Unterschied des Unrechtsgehalts und der Sanktionierung *nicht*. Stattdessen sollte auf den Kenntnisstand der Normadressaten zur Umweltgefährlichkeit von Stoffen abgestellt werden. Bei beruflichem oder gewerblichem Umgang – wie z.B. im Fall eines Landwirts, der Dünger einsetzt – dürfte i.d.R. eine ausreichende Kenntnis vorliegen, ansonsten immer noch der Fahrlässigkeitstatbestand von Art. 60 Abs. 2 USG greift. Die Gutachter teilen die von Teilen der Begleitgruppe geäußerte Einschätzung nicht, wonach der „verantwortungslose Umgang mit Motorenöl, Pestiziden oder Unkrautvertilger“ gerade „im Hobbybereich“ ein „grosses Gefahrenpotential“ aufweise. Vielmehr handelt es sich hierbei um einfach feststellbare Umweltverstöße von Verbraucher, für welche die Bussenobergrenze von 20'000 Sfr. in Art. 61 Abs. 1 vollauf genügt.

Die Strafnorm sollte neu gefasst und, soweit für Art. 61 Abs. 1 lit. e USG noch ein eigenständiger Anwendungsbereich verbleibt, sinnvoll darauf abgestimmt werden. Dabei dürfte es sich anbieten, nach dem Adressatenkreis zu differenzieren. Von Herstellern und Importeuren, aber auch Händlern oder Grossabnehmern sowie weiteren Personen, die beruflich mit gefährdenden Stoffen umgehen, kann verlangt werden, dass sie sich eine fehlende Anweisung oder ansonsten das notwendige Wissen *selbst beschaffen*. Die Ankoppelung der Strafbarkeit an die in der Anweisung enthaltenen Verhaltensregeln ist deshalb *aufzugeben*. Der Charakter als Eignungsdelikt ist zu bewahren. Bei „gewöhnlichen“ Verbrauchern und Konsumenten richtet sich die erforderliche Sorgfalt im Umgang nach Wissen und Erfahrung, wobei die „unterste Grenze ... auf jeden Fall die Einhaltung der Gebrauchsanweisung“ darstellt.<sup>633</sup> Allerdings ist fragwürdig, ob ein Fehlverhalten privaten Verbraucher als Vergehen zu ahnden ist, da sowohl Unrecht wie Schuld geringer erscheinen. Es wird deshalb vorgeschlagen, die Strafbestimmung bei diesem Adressatenkreis auf eine *Übertretung zurückzustufen*.

<sup>630</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 59. Im Gegensatz dazu kennt Art. 60 Abs. 1 lit. f USG betr. Umgang mit Organismen keine vergleichbare Einschränkung.

<sup>631</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 51, Art. 61 N 45.

<sup>632</sup> Alkalay, 116; Jenny/Kunz, 23.

<sup>633</sup> Alkalay, 113 f.; vgl. ebd., 114 f.

## Vorschlag

- d. mit Stoffen beruflich oder gewerblich so umgeht, dass sie, ihre Folgeprodukte oder Abfälle die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können (Art. 28);

### d. Art. 60 Abs. 1 lit. e USG

Die Vorschrift verweist bzgl. der inkriminierten Verletzung von Vorschriften über Stoffe oder Organismen auf Art. 29, 29b Abs. 2, 29f, 30a Bst. b und 34 Abs. 1 USG. Organismen sind „zelluläre und nichtzelluläre biologische Einheiten, die zur Vermehrung oder zur Weitergabe von Erbmaterial fähig sind. Ihnen gleichgestellt sind Gemische und Gegenstände, die solche Einheiten enthalten“ (Art. 7 Abs. 5<sup>bis</sup> USG). Die Blankettverweisung<sup>634</sup> auf die in Ausführung der angeführten Kompetenznormen erlassenen bundesrätlichen oder kantonalen Vorschriften über Stoffe erfolgt zwar voll-explicit, ist aber gleichzeitig auch sehr umfassend und wenig übersichtlich. Art. 29 USG betrifft das Recht der *umweltgefährdenden Stoffe* und räumt dem Bundesrat die Kompetenz zum Erlass ergänzender Vorschriften namentlich zur Schädlings- und Unkrautbekämpfung<sup>635</sup>, Vorratsschutz- und Holzschutzmittel sowie Dünger, Wachstumsregulatoren, Streusalze und Treibgase (lit. a) sowie zu Stoffen, die oder deren Folgeprodukte sich in der Umwelt anreichern können (lit. b) ein.<sup>636</sup> Davon hat dieser u.a. in der ChemV (i.V.m. dem ChemG) und der ChemRRV<sup>637</sup>, aber auch im Landwirtschaftsrecht (LwG, PSMV, DüV, DüBV, DZV)<sup>638</sup> und im Abfallrecht (VVEA)<sup>639</sup> Gebrauch gemacht. Art. 29b Abs. 2 und 29f sind Bestandteil des Rechts des *Umgangs mit Organismen*. Auf ersteren stützt sich die ESV, die den Inhalt von Art. 29b Abs. 1 USG in Art. 5 weniger sperrig umschreibt<sup>640</sup> und in Art. 8 ff. ESV Melde- und Bewilligungspflichten vorsieht.<sup>641</sup> Art. 29f USG ermöglicht als sehr weite Delegationsnorm<sup>642</sup> in einer nicht abschliessenden Aufzählung weitere Vorschriften des Bundesrates im „Umgang mit Organismen, ihren Stoffwechselprodukten und Abfällen, ... wenn wegen der Eigenschaften, deren Verwendungsart oder deren Verbrauchsmenge die Grundsätze von Art. 29a verletzt werden können.“<sup>643</sup> Zu diesen Vorschriften, auf die z.T. später zurückzukommen sein wird, gehören die FrSV und die VeVA. Zudem behält Art. 29a Abs. 2 USG für gentechnisch veränderte Organismen das GTG vor.<sup>644</sup> Art. 30a lit. b USG gehört zum *Abfallrecht* und enthält eine Kompetenzzuweisung an den Bundesrat, „die Verwendung von Stoffen oder Organismen zu verbieten, welche die Entsorgung erheblich erschweren oder bei ihrer Entsorgung die Umwelt gefährden können.“ Es geht mithin „um den qualitativen Aspekt der Vermeidung“ entsprechenden besonders belastenden Abfalls.<sup>645</sup> Art. 34 USG ermöglicht in Abs. 1 den

---

<sup>634</sup> Jenny/Kunz, 24.

<sup>635</sup> S. OGer SH vom 7.7.2000, URP2000, 699 (ins. E 2d-h).

<sup>636</sup> Weitere Rechtsgrundlagen enthalten z.B. Art. 10 f. ChemG. Vgl. zudem etwa auch die VBBo.

<sup>637</sup> S. Wagner Pfeifer, N 105 ff.; vgl. die Hinweise zu weiteren Verordnungen in Griffel/Rausch, Ergänzungsbd. USG, Vorbem. zu Art. 26-29 N 8 f. S. auch BGer 6B\_171/2008 vom 17.6.2008 betr. Ausbringen von Dünger auf einem Flachmoor von nationaler Bedeutung (Art. 29 USG i.V.m. Ziff. 3.3.1 Abs. 1 lit. b Anhang 2.6 ChemRRV, im Tatzeitpunkt analog in der StoV).

<sup>638</sup> S. Wagner Pfeifer, N 179 ff.

<sup>639</sup> S. Wagner Pfeifer, N 601 ff.

<sup>640</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd., Art. 29b N 7.

<sup>641</sup> Vgl. die Hinweise in Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 65, 67.

<sup>642</sup> Wagner Pfeifer, N 294.

<sup>643</sup> Art. 29a USG regelt Grundsätze im Umgang mit Organismen (vgl. Art. 60 Abs. 1 lit. f USG).

<sup>644</sup> Entsprechend gelten betr. gentechnisch veränderte Organismen die Strafbestimmungen des GTG.

<sup>645</sup> Wagner Pfeifer, N 538.

Kantonen im Einvernehmen mit dem Bund weitergehende *Massnahmen bei belasteten Böden*, sofern „die Bodenfruchtbarkeit in bestimmten Gebieten langfristig nicht mehr gewährleistet ist“.<sup>646</sup>

Aufgrund der weiten Streuung des sachlichen Anwendungsbereichs, der vielfach erst auf Verordnungsstufe konkretisiert wird, erscheint die Verbotsmaterie als *ausserordentlich unübersichtlich*.<sup>647</sup> Zudem werden unterschiedslos abstrakte Gefährdungen und blosser Verwaltungsungehorsam erfasst.<sup>648</sup> Die Vorschrift tritt allerdings hinter die spezielleren Bestimmungen von Art. 60 Abs. 1 lit. b-d und Art. 61 Abs. 1 lit. d USG zurück, soweit andere als die in der Klammer aufgeführten Ausfüllungsnormen betroffen sind.<sup>649</sup> Da auch Art. 60 Abs. 1 lit. q USG auf Art. 30a lit. b USG verweist und dieser der Vermeidung schädlicher Stoffe und Organismen im Abfall bei dessen Entsorgung dient<sup>650</sup>, könnte die *entsprechende Verweisung* aus Art. 60 Abs. 1 lit. f USG *gestrichen* werden. Dies und die *neue Anordnung* brächten, ohne Änderungen in der Sache, einen *Gewinn an Übersichtlichkeit*. Mit Bezug auf den Verstoß gegen die Ausfüllungsnorm von Art. 29 USG ergibt sich durch die dort vorausgesetzte mögliche Schädigung der Umwelt oder mittelbar des Menschen (Eignungsdelikt) eine tatbestandliche Restriktion. Diese könnte zur Verdeutlichung in den Normtext aufgenommen werden. Der Vorschlag belässt es bei der *impliziten Verweisung auf den Randtitel*. Aus der Begleitgruppe heraus ist vorgeschlagen worden, die Voraussetzungen des Tatbestands zu verschärfen und ihn als Eignungsdelikt auszugestalten. Das bisherige Vergehen könnte dann in seiner jetzigen Form zu einer Übertretung herabgestuft werden. Art. 34 Abs. 1 USG betrifft indessen die Möglichkeit der Kantone zur Verschärfung der Vorschriften, wenn die Bodenfruchtbarkeit bereits beeinträchtigt ist.

Die Vorschrift gilt mit Bezug auf die gem. „Art. 29 verbotene(e) oder mit Erlaubnisvorbehalt versehene(n) Stoffe(n)“, soweit sie sich mit Art. 60 Abs. 1 lit. b überschneidet, als *lex specialis*.<sup>651</sup>

#### Vorschlag

- e. *Vorschriften über Stoffe (Art. 29) oder Organismen (Art. 29b Abs. 2 und 29f) oder belastete Böden (Art. 33 Abs. 2 und <sup>652</sup> 34 Abs. 1) verletzt;*

#### (Vorschlag aus Begleitgruppe)

- e. *Vorschriften über Stoffe (Art. 29) oder Organismen (Art. 29b Abs. 2 und 29f) verletzt, so dass dadurch die Umwelt oder mittelbar Menschen gefährdet werden können oder Vorschriften über belastete Böden (Art. 33 Abs. 2 <sup>653</sup> und 34 Abs. 1) verletzt;<sup>654</sup>*

<sup>646</sup> S. auch die VBBo und zum Ganzen *Wagner Peifer*, N 479 ff.

<sup>647</sup> *Eicker*, Beurteilung, 27.

<sup>648</sup> *Alkalay*, 118 ff.; *Jenny/Kunz*, 24.

<sup>649</sup> *Komm.USG-Ettler*, Art. 60 N 69; *Jenny/Kunz*, 24.

<sup>650</sup> *Komm.USG-Brunner*, Art. 30a N 26, 30 ff. Soweit das Verwendungsverbot über die Entsorgung hinaus selbständige Bedeutung hat, wäre die Verweisung auf Art. 30a lit b USG, wie aus der Begleitgruppe angeregt, im Tatbestand zu belassen.

<sup>651</sup> *Komm.USG-Ettler*, Art. 60 N 40; vgl. auch N 69.

<sup>652</sup> Vorschlag BAFU. Aus der Begleitgruppe kommt der entgegengesetzte Vorschlag, den Verweis auf Art. 34 Abs. 1 zu streichen, da die Problematik der Bodenbelastung in der Praxis nicht relevant sei.

<sup>653</sup> S. vorangegangene Fn.

<sup>654</sup> Die neue Parallelvorschrift in Art. 61 USG müsste dann lauten: „Vorschriften über umweltgefährdende Stoffe (Art. 29) oder Organismen (Art. 29b Abs. 2 und 29f) verletzt“.

#### e. Art. 60 Abs. 1 lit. f USG

Nach dieser Vorschrift wird bestraft, wer mit Organismen (i.S.v. Art. 7 Abs. 5<sup>bis</sup> USG) so umgeht (i.S.v. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG)<sup>655</sup>, dass die Grundsätze von Art. 29a Abs. 1 verletzt werden. Danach dürfen beim erwähnten Umgang Organismen „die Umwelt oder der<sup>656</sup> Mensch nicht gefährden können“ (lit. a) und „die biologische Vielfalt und deren nachhaltige Nutzung nicht beeinträchtigen“ (lit. b). Art. 29a Abs. 1 USG trägt den Titel „Grundsätze“, was sie als Bezugsnorm für eine Strafvorschrift problematisch macht, weil ihr Status (Verhaltensnorm?, Grundsatznorm?<sup>657</sup>, Zielbestimmung?<sup>658</sup>) wenig klar scheint. Der Vorschrift richtet sich insb. auch an „gewöhnliche Konsumenten“, wenn diese Organismen in Verkehr bringen oder verweSnden, wobei Handeln entgegen von Anweisungen nicht erforderlich ist.<sup>659</sup> Sie verbietet unter den genannten Voraussetzungen den Umgang mit Organismen schlechthin.

Ihr und der auf sie verweisenden Strafnorm des Art. 60 Abs. 1 lit. f aUSG, welche die tatbestandliche Gefährdungseignung noch im Normtext vorausgesetzt hat, wurde schon in der damaligen Fassung (ohne die heutige lit. b von Art. 29a Abs. 1 USG) insb. auch in Anbetracht, dass sie als Ausfüllungsnorm einer Strafvorschrift dient, „enorme Unbestimmtheit“ und eine Verletzung des *rechtsstaatlichen Bestimmtheitsgebots* vorgeworfen.<sup>660</sup> Die Problematik ist durch den noch vagieren, geradezu „wolkigen Zusatz“ in lit. b, der die Beachtung der Grundsätze der biologischen Vielfalt und nachhaltigen Nutzung anmahnt und sich hierbei insb. an den Gesetzgeber richtet<sup>661</sup>, noch verschärft worden.<sup>662</sup> *Wagner Pfeifer* will deshalb die Vorschrift in teleologischer Reduktion auf den Umgang mit Mikroorganismen beschränken.<sup>663</sup>

Besser erscheint eine tatbestandliche Konkretisierung, welche die ohnehin massgebliche Substanz von Art. 29a Abs. 1 USG<sup>664</sup> *in die Strafbestimmung überträgt* und damit klarstellt, dass es sich um ein Eignungsdelikt handelt. Dies bedeutet, dass der Umgang mit Bezug auf die Umwelt oder den Menschen zu einer Gefahreignung führen und die Täterschaft dies im Fall von Art. 60 Abs. 1 lit. f USG mindestens in Kauf genommen haben muss. Gewöhnlichen Verbrauchern und Konsumenten werden vielfach die erforderlichen Kenntnisse fehlen, wenn keine verständliche Information und Anweisung vorliegt, denen ggf. eine entsprechende indizielle Bedeutung zukommt.<sup>665</sup> Insoweit ist aber der – durch die Existenz der spezielleren Vorschrift des Handelns entgegen den Anweisungen in Art. 60 Abs. 1 lit. k USG belegte – gesetzgeberische Wille zu respektieren, in Art. 60 Abs. 1 lit. f USG den Umgang auch ohne Verstoss gegen Anweisungen zu pönalisieren. Die biologische Vielfalt sollte demgegenüber, will man nicht nahezu unbestimmbare und beliebige Verhaltensweisen erfassen, im Sinne eines Erfolgs *konkret beeinträchtigt* werden, wie dies Art. 29a Abs. 1 lit. b USG denn auch zum Ausdruck bringt. Die in der Verwaltungsnorm geforderte nachhaltige Nutzung ist kaum mehr als eine

---

<sup>655</sup> Erfasst ist auch die „Dereliktion exotischer Tiere oder Pflanzen, welche ökologische Schäden verursachen können“; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 73.

<sup>656</sup> Art. 29a USG verzichtet auf das Adjektiv „mittelbar“; *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29a N 13.

<sup>657</sup> *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29a N 21.

<sup>658</sup> So bzgl. der nachhaltigen Nutzung als Teilgehalt von Art. 29a Abs. 1 lit. b USG *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29a N 15.

<sup>659</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 71.

<sup>660</sup> Komm.USG-Seiler, Art. 29a N 100, 102; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 72, 76.

<sup>661</sup> *Wagner Peifer*, N 284 f.

<sup>662</sup> *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29 N 20; *Eicker*, Beurteilung, 27 f.

<sup>663</sup> *Wagner Peifer*, N 286.

<sup>664</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 76.

<sup>665</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 72, 76.

Programmnorm, deren Auslegung völlig uferlos erscheint, und sperrt sich damit gegen eine strafrechtliche Anknüpfung.

Art. 230<sup>bis</sup> Abs. 1 StGB fordert in lit. a eine konkrete Gemeingefahr, während Art. 60 Abs. 1 lit. f USG als Eignungsdelikt ausgestaltet ist. Gleiches gilt mit Bezug auf lit. b, wobei bestehende natürliche Ökosysteme vor schwerer Gefährdung geschützt werden.<sup>666</sup> Die Biodiversität erfasst über die Artenvielfalt hinaus auch die Vielfalt der Arten und die genetische Vielfalt.

Vorschlag

f. mit Organismen so umgeht, dass sie, ihre Folgeprodukte oder Abfälle die Umwelt oder den Menschen gefährden können<sup>667</sup> oder die biologische Vielfalt beeinträchtigen (Art. 29a Abs. 1);

#### **f. Art. 60 Abs. 1 lit. g USG**

Der Vergehenstatbestand bestraft denjenigen, der „beim Umgang mit pathogenen Organismen (i.S.v. Art. 7 Abs. 5<sup>quater</sup>)<sup>668</sup> nicht alle notwendigen Einschliessungsmassnahmen trifft (Art. 29b Abs. 1). Die Verweisungsvorschrift steht unter dem Titel „Tätigkeiten in geschlossenen Systemen“. Die Vorschrift bildet ein gemeines Delikt, richtet sich der Sache nach aber vorwiegend an Hersteller und Importeure sowie an Forscher.<sup>669</sup> Sie ist, i.V.m. der Ausfüllungsnorm<sup>670</sup> weitgehend selbsterklärend<sup>671</sup> und gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.<sup>672</sup>

#### **g. Art. 60 Abs. 1 lit. h USG**

Die Vorschrift bezieht sich auf Art. 29c Abs. 1 („Freisetzungsversuche) und 29d Abs. 3 und 4 („Inverkehrbringen“)<sup>673</sup> USG und erweckt als solche keinerlei Bedenken. *Eicker* rät, die Ausnahmen von der Bewilligungspflicht (Art. 17 FrSV) gem. Art. 27 FrSV, bei denen das Verhalten der Tatbestand ausscheidet<sup>674</sup>, und damit im Umkehrschluss die Tragweite der Bewilligungspflicht gem. Art. 17 ff. FrSV zu präzisieren.<sup>675</sup> Notwendig erscheint dies nicht.

Allerdings erfasst sie „Verstösse gegenüber der Öffentlichkeit oder gegen das Bewilligungsverfahren regelndes Ausführungsrecht“ nicht, so bspw. „das *Erschleichen einer Bewilligung* mit falschen Angaben“. <sup>676</sup> In schwereren Fällen könnte entsprechendes Verhalten ggf. durch Art. 60 Abs. 1 lit. f, g und i abgedeckt sein<sup>677</sup>, sofern nicht ohnehin das GTG anwendbar ist. Art. 173 Abs. 1 lit. d LwG sieht Übertretungsstrafe vor, wenn jemand „in einem Beitragsverfahren oder im Verfahren für eine Kontingentszuteilung unwahre oder täuschende Angaben macht“. Ein entsprechender neuer Tatbestand, der die Bewilligung für einen Freisetzungsversuch durch falsche oder täuschende Angaben poenali-

---

<sup>666</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder-Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 6.

<sup>667</sup> Aus der Begleitgruppe kommt die Forderung, den Begriff „können“ nach „beeinträchtigen“ einzufügen. Dies widerspricht der Konzeption von Art. 29a Abs. 1 USG, der einen Unterschied macht, der sich in der Verweisungsstrafnorm spiegelt. Vorteil einer solchen Formulierung wäre, dass sich

<sup>668</sup> *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Vorbem. zu Art. 29a-29h N 15 ff.

<sup>669</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 124. Ggf. ist die Tätigkeit nach Art. 10 ESV bewilligungspflichtig.

<sup>670</sup> *Wagner Peifer*, N 305 ff.

<sup>671</sup> S. Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 125 ff.

<sup>672</sup> *Eicker*, Beurteilung, 28.

<sup>673</sup> S. *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29d N 18 ff.; *Wagner Peifer*, N 339 ff.

<sup>674</sup> S. Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 95 *in fine*.

<sup>675</sup> Beurteilung, 28 f.

<sup>676</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 96.

<sup>677</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 96.

siert, liesse sich in Art. 61 USG verankern, sofern dafür ein kriminalpolitisches Bedürfnis anzunehmen ist, was die Gutachter nicht beurteilen können.<sup>678</sup>

#### **h. Art. 60 Abs. 1 lit. i USG**

Die Vorschrift setzt voraus, dass der Täter „Organismen, von denen er weiss oder wissen muss, dass bei bestimmten Verwendungen die Grundsätze von Art. 29a Abs. 1 verletzt werden, in Verkehr bringt“ (Art. 29d Abs. 1). Nach Art. 29d USG dürfen Organismen „nicht für Verwendungen in Verkehr gebracht werden, bei denen bei bestimmungsgemäsem Umgang die Grundsätze von Art. 29a verletzt werden.“ Art. 29a USG ist uns oben schon im Zusammenhang mit Art. 60 Abs. 1 lit. f USG begegnet, worauf zu verweisen ist. Die verpönte Gefährdung muss demnach „aus der vorschriftsgemässen Handhabung von Organismen resultieren.“<sup>679</sup>

„Inverkehrbringen“<sup>680</sup> erscheint im USG nur als Teilbereich des Umgangs gem. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG. Nach Ansicht der Doktrin ist Inverkehrbringen gem. Art. 29d USG i.S.v. Art. 3 Abs. 1 lit. k FrSV zu verstehen.<sup>681</sup> Diese Vorschrift definiert es als „Abgabe von Organismen in der Schweiz für den Umgang in der Umwelt“<sup>682</sup>, insbesondere das Verkaufen, Tauschen, Schenken, Vermieten, Verleihen und Zusetzen zur Ansicht, sowie die Einfuhr für den Umgang in der Umwelt.“ Damit dürfte jede Abgabe an Dritte erfasst sein<sup>683</sup>, *nicht* aber etwa das Ausbringen in die Umwelt oder die Verwendung zum Eigengebrauch.<sup>684</sup> Art. 60 Abs. 1 lit. i USG tritt an die Stelle von Art. 60 Abs. 1 lit. g aUSG, der allerdings vorausgesetzt hat, dass der Täter weiss, dass die bestimmten Verwendungen, „für“ die er die Organismen in Verkehr bringt, „die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können“. Immerhin ist letztere Klausel in Art. 29a Abs. 1 lit. a USG enthalten.

Der Vorschlag führt den Text von Art. 29a Abs. 1 USG in die Strafnorm über, wobei entweder eine *Gefährdungseignung* von Umwelt oder Mensch bestehen oder eine *Beeinträchtigung* der Biodiversität (tatbestandlicher Erfolg)<sup>685</sup> vorliegen muss. Es erscheint angezeigt, in Analogie zu Art. 60 Abs. 1 lit. b USG zu *präzisieren*, dass das Inverkehrbringen der bei bestimmten Verwendungen gefährdenden Organismen „für diese Verwendungen“ erfolgt.

Zu bestimmen bleibt das Verhältnis der Vorschrift zu Art. 60 Abs. 1 lit. f USG, der den Umgang mit Organismen unter *Verletzung* von Art. 29a Abs. 1 USG erfasst. Art. 60 Abs. 1 lit. i USG erweist sich in dieser Beziehung zwar wenigstens z.T. als engere (da das in Verkehr bringen nur eine Variante des Umgangs ist), aber gleichzeitig speziellere Vorschrift<sup>686</sup>, zumal sie über die Bestrafung des in Verkehr bringens für gefahrgeeignete Verwendungen ggf. eine Vorverlagerung der Strafbarkeit (ggf. beim nicht in die Legaldefinition des Umgangs gem. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG aufgenommenen „Anbieten“<sup>687</sup>)

---

<sup>678</sup> Umfassende Vorschriften betr. widerrechtlicher Erlangung einer Bewilligung (auch durch unvollständige Angaben) sowie Zuwiderhandlung gegen Auflagen bei deren Erteilung kennen bspw. Art. 14 Abs. 1 lit. c und a GKG oder Art. 33 Abs. 1 lit. c und a KMG.

<sup>679</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 82; *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 29d N 14.

<sup>680</sup> S. *oben* Teil 3/B.I.4.

<sup>681</sup> Dies gilt dann auch bzgl. Art. 60 Abs. 1 lit. h, 2. Alt. USG, wo es um pathogene Organismen geht.

<sup>682</sup> S. hierzu die Legaldefinition von Art. 3 Abs. 1 lit. i FrSV.

<sup>683</sup> *Wagner Peifer*, N 289, 360.

<sup>684</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 84

<sup>685</sup> S. *oben* Teil 3/B.II.1.e.

<sup>686</sup> Nach *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 60 N 12, verbleibt für Art. 60 Abs. 1 lit. i jedoch „kein selbständiger Anwendungsbereich“.

<sup>687</sup> Anders aber Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG.

mit sich bringt.<sup>688</sup> In dieser Perspektive wäre von einer Fusionierung von lit. i mit lit. f abzuraten. Andererseits wäre eine dadurch ggf. entstehende Strafbarkeitslücke jedenfalls sehr gering. Da Umgang der weitere Begriff ist, könnte beim Entscheid für diese Option lit. i ersatzlos gestrichen werden.

#### Vorschlag

- i. *Organismen, die<sup>689</sup> bei bestimmten Verwendungen die Umwelt oder den Menschen gefährden können oder die biologische Vielfalt beeinträchtigen, für diese Verwendungen in Verkehr bringt (Art. 29d Abs. 1);*

#### i. Art. 60 Abs. 1 lit. j USG

Strafbar ist nach dieser Vorschrift, wer „Organismen (i.S.v. Art. 7 Abs. 5<sup>bis</sup> USG) in Verkehr bringt, ohne den Abnehmer entsprechend zu informieren oder anzuweisen (Art. 29e Abs. 1)“. Art. 29e Abs. 1 USG verpflichtet vorab Hersteller, Importeure und Händler, jedoch auch Private<sup>690</sup>, den Abnehmer über die Eigenschaften der in Verkehr gebrachten Organismen zu „informieren, die für die Anwendung der Grundsätze von Art. 29a von Bedeutung sind“ (lit. a) und ihn „so anzuweisen, dass beim bestimmungsgemässen Umgang die Grundsätze von Art. 29a nicht verletzt werden.“ (lit. b). Inhalt und Umfang der Information und Anweisung werden in Art. 5 FrSV konkretisiert, ohne dass aber der Detaillierungsgrad des Chemikalienrechts erreicht würde.<sup>691</sup>

Es handelt sich bei Art. 60 Abs. 1 lit. j USG um eine Parallelvorschrift zu Art. 60 Abs. 1 lit. c betr. Stoffe. In der *früheren Fassung* (als alit. i) war das Delikt noch als Eignungsdelikt (Gefährdung der Umwelt oder mittelbar des Menschen) ausgestaltet. Der sehr weite<sup>692</sup> Anwendungsbereich ruft danach, die Einschränkung auf gefährungsg geeignete bzw. erfolgsbezogene Verhaltensweisen, wie sie Art. 29a Abs. 1 USG fordert, auf den die Ausfüllungsnorm von Art. 29e Abs. 1 USG weiterverweist, in den Straftatbestand aufzunehmen. Auch die in der geltenden Fassung enthaltene Formulierung der „entsprechenden“ Information und Anweisung ist sehr salopp. Insoweit lässt sich die Strafbestimmung mit dem Zusatz „sachgerecht“<sup>693</sup> verbessern.

#### Vorschlag

- j. *Organismen in den Verkehr bringt, ~~die von denen er weiss oder annehmen muss, dass sie die Umwelt oder den Menschen gefährden können oder die biologische Vielfalt beeinträchtigen~~, ohne den Abnehmer sachgerecht über die umweltbezogenen Eigenschaften zu informieren und sachgerecht über den vorschriftsgemässen Umgang anzuweisen (Art. 29e Abs. 1);*

#### j. Art. 60 Abs. 1 lit. k USG

Die Strafvorschrift bestraft den Umgang mit Organismen entgegen den Anweisungen (Art. 29e Abs. 2 USG). Ihre *Vorläufernorm* in Art. 60 Abs. 1 lit. f aUSG war noch direkt im Tatbestand als Eignungsdelikt ausgestaltet, das die Möglichkeit der Gefährdung der Umwelt oder mittelbar des Menschen forderte. Handeln entgegen den Anweisungen war nicht vorausgesetzt, konnte aber die Gefahreignung

---

<sup>688</sup> Eicker, Beurteilung, 29.

<sup>689</sup> Bei Beibehaltung der Eventualvorsatz-Formel: „Organismen, von denen er weiss oder annehmen muss, dass sie bei bestimmten Verwendungen die Grundsätze von Art. 29a Abs. 1 verletzen ...“.

<sup>690</sup> Wagner Peifer, N 289 ff.

<sup>691</sup> Eicker, Beurteilung, 30; Wagner Peifer, N 292.

<sup>692</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 29e N 8 ff.

<sup>693</sup> Vgl. den Vorschlag zu Art. 60 Abs. 1 lit. c oben.

indizieren, wobei das Indiz natürlich widerlegbar war.<sup>694</sup> Die Neufassung erscheint trotz des Gewinns an Präzision durch den neu vorausgesetzten Umgang entgegen den Anweisungen in der Sache als Rückschritt, da sie zumindest zum Missverständnis Anlass gibt, auch rein formale Verstösse gegen Anweisungen<sup>695</sup> als Vergehen auszugestalten.

#### Vorschlag

- k. *mit Organismen entgegen den Anweisungen so umgeht, dass sie die Umwelt oder den Menschen gefährden können (Art. 29e Abs. 2);*

#### k. Art. 60 Abs. 1 lit. m USG

Die Vorschrift bestraft die Errichtung oder Betreibung einer Deponie (i.S.v. Art. lit. k VVEA)<sup>696</sup> ohne (kantonale) Bewilligung (Art. 30e Abs. 2)<sup>697</sup> und erfasst neben privaten insb. auch die Organe von öffentlichrechtlichen Betreibern<sup>698</sup>, z.B. einer Gemeinde oder eines Gemeindeverbandes. Sie sichert die Geltung des verwaltungsrechtlichen Genehmigungsvorbehalts ab, auf den sie sich aber nicht inhaltlich, sondern lediglich funktional bezieht. Dies hat zu Konsequenz, dass „das Betreiben einer nicht genehmigten, aber genehmigungsfähigen“ Deponie strafbar ist, nicht aber der Betrieb einer die umweltrechtlichen Voraussetzungen nicht erfüllenden, jedoch genehmigten Anlage.<sup>699</sup> Lit. m dient der Durchsetzung des Verbots, eine nicht bewilligte Deponie zu betreiben, nicht der Verhinderung der Beeinträchtigung der objektiven Sicherheit von Deponien. Der Staat schützt damit (sein) Vertrauen in das verwaltungsverfahrenrechtliche Genehmigungsverfahren.<sup>700</sup>

Die Vorschrift begegnet *per se* keinen Bedenken, kann aber im Zusammenspiel Art. 61 Abs. 1 g USG, der die Ablagerung<sup>701</sup> von Abfällen<sup>702</sup> *ausserhalb von bewilligten Deponien* (Art. 30e Abs. 1) erfasst<sup>703</sup>, insb. bei einmaligem massivem „wildem“ Deponieren, die wohl nur dem Übertretungstatbestand untersteht, zu einer kaum begründbaren Unterscheidung der Strafandrohung führen.<sup>704</sup> Wer allerdings dieselbe Stelle „immer wieder planmässig für Ablagerungen benützt, *errichtet oder betreibt* eine Deponie ohne Bewilligung“, womit er Art. 60 Abs. 1 lit. m USG untersteht. Gleiches gilt mit Bezug auf die Ablagerung von Abfällen „auf einer für *sie nicht bewilligten* Deponie“. <sup>705</sup> Zudem werden gerade in besonders problematischen Fällen ggf. die Strafvorschriften des GSchG greifen.<sup>706</sup> Insgesamt wird man daher Art. 60 Abs. 1 lit. m und Art. 61 Abs. 1 lit. g USG, die sich wechselseitig ausschliessen<sup>707</sup>, trotz dieser Friktionen in ihrer geltenden Fassung akzeptieren können.<sup>708</sup>

<sup>694</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 72.

<sup>695</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd., Art. 19e N 13.

<sup>696</sup> S. betr. Art. 5 Abs. 3 aTVA Wagner Pfeifer, 604 ff.; vgl. Alkalay, 130 f. Eine Deponie ist nach BGE 120 IV 78 E. 3a, 86 auch ohne besondere bauliche Massnahmen eine ortsfeste Anlage i.S.v. Art. 7 Abs. 7 USG.

<sup>697</sup> Insoweit soll es sich um die „Strafbewehrung einer reinen Ordnungsvorschrift“ handeln; Alkalay, 133. Inhaltlich geben auf der Stufe Vergehen Art. 60 Abs. 1 lit. n-q Strafschutz.

<sup>698</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 132 f.; Alkalay, 129 f.

<sup>699</sup> Kindhäuser, 323 f.

<sup>700</sup> Kindhäuser, 325.

<sup>701</sup> S. Alkalay, 135 f.; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 64.

<sup>702</sup> S. Wagner Pfeifer, N 525 ff.

<sup>703</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 139.

<sup>704</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 139; Eicker, Beurteilung, 31. S. jedoch auch unten Teil 3/B.II.2.g.

<sup>705</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 67. S. hierzu Anhang 1 zur aTVA; wohl a.M. Alkalay, 133. Heute gilt der Anhang 1 zur VVEA.

<sup>706</sup> Alkalay, 134 f.

<sup>707</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 67.



## I. Art. 60 Abs. 1 lit. n USG

Nach der Vorschrift von lit. n wird bestraft, wer „Sonderabfälle für die Übergabe nicht kennzeichnet“<sup>709</sup> (Art. 30f Abs. 2 Bst. a) oder an eine Unternehmung übergibt, die keine Bewilligung besitzt (Art. 30f Abs. 2 Bst. b).<sup>710</sup> Anders formuliert, Täter ist, „wer Sonderabfälle übergibt, ohne die Pflicht zur Kenntnisnahme oder zur Wahl einer Unternehmung mit einschlägiger Bewilligung zu beachten.“ Sonderabfälle werden im USG nur implizit über Art. 30f Abs. 1 Satz 1 USG als Abfälle skizziert, die „besondere Massnahmen“ erfordern.<sup>711</sup> Es sind demnach *zwei Tatbestände*, wobei bzgl. des Übergabetatbestands Uneinigkeit über den Adressatenkreis besteht. „Das Nichtkennzeichnen wendet sich einen spezialisierten Kreis von Normadressaten“, die Weitergabe von Sonderabfällen an eine Unternehmung, die keine Bewilligung besitzt, ... hingegen an jedermann.“<sup>712</sup> Danach verpflichtet diese Variante den Bürger<sup>713</sup> über Art. 4 VVEA bei Kriminalstrafe, zu überprüfen, ob der Abnehmer tatsächlich über eine Bewilligung verfügt.<sup>714</sup> Dies erscheint für den Normalfall eines entsprechend eingerichteten Betriebs als Überspannung der entsprechenden Pflichten, sofern man nicht an offensichtlich illegal operierende „Betriebe“ denkt. Es ist primär *Sache der Behörden*, solche von schwarzen Schafen betriebenen Einrichtungen zu schliessen und die Betreiber strafrechtlich zu verfolgen. Von anderer Seite wird auch die zweite Tatbestandsvariante als Sonderdelikt für kommerziell operierende Adressaten verstanden.<sup>715</sup> Dafür spricht die Anlage der VeVA, in dessen auf Art. 2 gestützten Ausführung das UVEK die LVA erlassen hat.<sup>716</sup> Art. 8 aTVA verpflichtete die Kantone zur getrennten Sammlung und/oder Einrichtung von entsprechenden Sammelstellen für „kleine Mengen von Sonderabfällen aus Haushalt und Kleingewerbe“. <sup>717</sup> Nach Art. 4 Abs. 2 VeVa dürfen Sonderabfälle nur solchen Stellen übergeben werden, die zur Entgegennahme berechtigt sind. Wird der Einschätzung von lit. n als *Sonderdelikt gefolgt*, ergibt sich Folgendes:

### Vorschlag 1

- n. in Ausübung beruflicher oder gewerblicher Tätigkeit Sonderabfälle für die Übergabe nicht kennzeichnet (Art. 30f Abs. 2 Bst. a) oder an eine Unternehmung übergibt, die keine Bewilligung besitzt (Art. 30f Abs. 2 Bst. b);

Durch den vorgeschlagenen neuen Art. 61 Abs. 1 lit. j USG sollten ggf. entstehende Strafbarkeitslücken von Bedeutung geschlossen werden. *Sofern* die zweite Tatbestandsvariante entgegen der hier favorisierten Interpretation als *Allgemeindelikt* verstanden werden soll, könnte eine von *Eicker* vorgeschlagene, leicht veränderte Präzisierung Abhilfe schaffen.

### Vorschlag 2

---

<sup>708</sup> Alkalay, 136 f.

<sup>709</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 143 ff.

<sup>710</sup> Art. 30f regelt den „Verkehr mit Sonderabfällen“.

<sup>711</sup> Art. 2 Abs. 2 VeVA verweist auf „umfassende besondere technische und organisatorische Massnahmen“; vgl. Griffel/Rausch, Egdzungsbd., Vorbem. Zu Art. 30-32e N 12 sowie die Bsp. in Art. 30b N 7.

<sup>712</sup> Jenny/Kunz, 25; Alkalay, 138 f.

<sup>713</sup> Für Profis gelten strengere Massstäbe.

<sup>714</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 149.

<sup>715</sup> Alkalay, 143 f.; vgl. auch Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 140, der gleichfalls auf die – aufgehobene – VVS verweist. Nicht erfasst sind Transporteure; BGer, URP 1998 671 E. 3; Alkalay, 145; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 140, 147 (154 betr. lit. p).

<sup>716</sup> Wagner Peifer, N 641 ff.

<sup>717</sup> Darin liegt nach Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 147, allerdings keine „Übergabe“.

- n. Sonderabfälle für die Übergabe nicht kennzeichnet (Art. 30f Abs. 2 Bst. a) oder an eine Unternehmung übergibt, die, wie er weiss, keine Bewilligung besitzt (Art. 30f Abs. 2 Bst. b);

**m. Art. 60 Abs. 1 lit. o USG**

Die Vorschrift, die auf Art. 30f Abs. 2 lit. c und d USG („Verkehr mit Sonderabfällen“) verweist, ist nicht zu beanstanden. Die Prozedur der Entgegennahme wird durch Art. 11 VeVA geregelt und berechtigt den Betrieb zur Überprüfung, ob er dazu berechtigt ist. Darin liegt noch keine strafbare Entgegennahme oder Einfuhr.<sup>718</sup> Fehlt ihm die entsprechende Bewilligung, kann er die Annahme gem. Art. 11 Abs. 4 VeVA verweigern.

**n. Art. 60 Abs. 1 lit. p USG**

Die Auffangvorschrift<sup>719</sup> verweist auf Art. 30f Abs. 1 USG („Verkehr mit Sonderabfällen“), der eine reine Delegationsnorm bildet.<sup>720</sup> Die Vorschrift spricht mit der Ein-, Aus- und Durchfuhr und der regionalen grenzüberschreitenden Zusammenarbeit auf einen spezifischen Adressatenkreis zugeschnitten. In Ausübung der entsprechenden Kompetenz hat der Bundesrat die VeVA, welche die Verhaltenspflichten im Einzelnen ausbuchstabiert<sup>721</sup>, erlassen. Zusammen mit Art. 60 Abs. 1 lit. n und o USG deckt die Vorschrift „lückenlos den gesamten Umgang mit Sonderabfällen strafrechtlich ab.“<sup>722</sup> Bedenkenswert erscheint eine Eingrenzung auf den beruflichen oder gewerblichen Verkehr mit Sonderabfällen. Für die Umwandlung in ein *Sonderdelikt* spricht, dass die VeVA sich grds. an Betriebe und Unternehmen, die in der Ausfüllungsnorm explizit erwähnt sind, richtet.<sup>723</sup> Andere Widerhandlungen wiegen weniger schwer und liessen sich auf der Stufe Übertretung verankern.

Vorschlag

- p. in Ausübung beruflicher oder gewerblicher Tätigkeit Vorschriften über den Verkehr mit Sonderabfällen verletzt (Art. 30f Abs. 1);

**o. Art. 60 Abs. 1 lit. q USG**

Nach dieser Auffangbestimmung ist strafbar, wer „Vorschriften über Abfälle“ verletzt (Art. 30a Bst. b [„Vermeidung“]). Die Formulierung der Vorschrift gibt zu Missverständnissen Anlass, da die Ausfüllungsnorm zwar die Vermeidung von Abfällen bezweckt, aber dazu die Verwendung von *Stoffen und Organismen*<sup>724</sup> verbietet, „welche die Entsorgung erheblich erschweren oder bei ihrer Entsorgung die Umwelt gefährden können“. Mit der Betonung der Entsorgung ist indessen „(d)er Blickwinkel ... ein spezifisch abfallrechtlicher“.<sup>725</sup> Die Vorschrift steht in einem nicht restlos geklärten Verhältnis zu Art. 60 Abs. 1 lit. e, wo u.a. gleichfalls auf Art. 30a lit. b USG verwiesen wird<sup>726</sup>, dem sie als der speziellere Tatbestand vorgehen sollte. Ihre Bedeutung lässt sich durch den Zusatz *abfallrechtliche* Vorschriften einfach präzisieren.

<sup>718</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 154.

<sup>719</sup> Art. 60 Abs. 1 lit. n und o USG gehen vor; Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 163. Bsp. nach aufgehobenem, in der Sache aber weitgehend in die VeVA übernommenem Recht; Alkalay, 151 f.

<sup>720</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 159.

<sup>721</sup> S. Wagner Pfeifer, N 640 ff.

<sup>722</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 181.

<sup>723</sup> Sieht man davon ab, so erscheint jedenfalls ein Hinweis auf die VeVA in einer Fussnote zu Art. 30f USG zwingend, Eicker, Beurteilung, 33.

<sup>724</sup> Eicker, Beurteilung, 33.

<sup>725</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 60 N 167, womit sich die besagte Ausfüllungsnorm rechtfertigt.

<sup>726</sup> Eicker, Beurteilung, 33.

Vorschlag

q. abfallrechtliche Vorschriften über Stoffe und Organismen verletzt (Art. 30a Bst. b);

## 2. Übertretungen: Art. 61 USG

Art. 61 USG enthält verwaltungsakzessorisch ausgestaltete Übertretungen, die blosses Verwaltungsunrecht betreffen.<sup>727</sup> Nur Art. 61 Abs. 1 lit. e setzt voraus, dass der verbotene Umgang mit Stoffen „die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden“ kann und ist mithin ein Eignungsdelikt.<sup>728</sup> Ansonsten spielt letztlich keine Rolle, ob der jeweilige Übertretungstatbestand aus Gründen der abstrakten Gefährlichkeit der verpönten Verhaltensweise erlassen worden ist oder bloss der strafrechtlichen Abstützung von Verwaltungszwang (ggf. auch beidem zusammen) dient. Jedenfalls handelt es sich mit der erwähnten Ausnahme stets um reine Tätigkeitsdelikte.<sup>729</sup>

Art. 61 Abs. 1 USG droht bei *Vorsatz* Busse bis zu Fr. 20'000.- an<sup>730</sup>, Art. 61 Abs. 2 USG bei *Fahrlässigkeit* Busse. Gem. Art. 333 Abs. 3 i.V.m. Art. 106 StGB liegt die Höchstgrenze bei Fr. 10'000.-.<sup>731</sup> Versuch und Gehilfenschaft sind nach Art. 61 Abs. 3 USG strafbar.

### a. Art. 61 Abs. 1 lit. a USG

Lit. a richtet sich an Personen, die „aufgrund dieses Gesetzes erlassene Emissionsbegrenzungen“ verletzten (Art. 12 [„Emissionsbegrenzungen“], 34 Abs. 1 USG [„Weitergehende Massnahmen bei belasteten Böden“]). *Emissionsbegrenzungen* i.S.v. Art. 2 Abs. 3 LSV betreffen von Fahrzeuge, Geräten, Maschinen etc. ausgehende Umweltbelastungen, z.B. durch Lärm gem. Art. 3 ff. LSV. Sie sind *nicht* mit Immissionsgrenzwerten zu verwechseln, die Belastungsgrenzen bilden und „nach der Lärmart, der Tageszeit und der Lärmempfindlichkeit der zu schützenden Gebäude und Gebiete festgelegt“ werden (Art. 2 Abs. 5 LSV).<sup>732</sup> Deshalb wurde ein entsprechendes Strafurteil aufgehoben, das überdies eine Kiesgrube betroffen hat (bestehende ortsfeste Anlage gem. Art. 13 ff. LSV), der vorerst eine Sanierungsverfügung hätte zugestellt werden müssen (OGer OW vom 5.4.1990, URP 1991, 147).

*Adressaten* sind als „Inhaber einer Anlage oder Spezialisten bzw. deren Beauftragte“ i.d.R. Experten.<sup>733</sup> Entsprechende Vorschriften i.S.v. Art. 12 USG enthalten etwa die bundesrätlichen Verordnungen LRV, LSV, NISV, SLV, die vom UVEK erlassenen MaLV und VEL<sup>734</sup>, aber auch kantonale Verordnungen (s. zur Lärmschutzverordnung BS AppGer BS vom 23.6.2006, URP 2006, 817). Auf andere Gesetze als das USG gestützte Emissionsbegrenzungen unterstehen Art. 61 Abs. 1 lit. a USG dagegen *nicht*.<sup>735</sup> Emissionsbegrenzungen können entweder durch Verordnung oder durch Verfügung erlassen werden

<sup>727</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 19, Art. 61 N 140; Jenny/Kunz, 14.

<sup>728</sup> Eicker, Beurteilung, 37.

<sup>729</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 141.

<sup>730</sup> Kritisch zum früheren Recht, wo der Maximalbetrag bei Fr. 10'000.- lag; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 146.

<sup>731</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 61 N 3 f.

<sup>732</sup> Vgl. insoweit BGE 140 II 33 E. 4, 36, URP 2014, 63.

<sup>733</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 7.

<sup>734</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Vorbem. zu Art. 11-25 N 14 ff., Art. 12 N 1 ff.; s. auch Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 10. Dass die Übertretung von Höchstgeschwindigkeiten auf Strassen gem. Art. 4a VRV über den Ingress der VRV, welcher auf Art. 12 Abs. 1 lit. c und Abs. 2 USG Bezug nimmt, auch gegen Art. 61 Abs. 1 lit. a USG verstösst (Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 15), erscheint eher als Kuriosum, das in der Rechtswirklichkeit nicht durchgesetzt wird. Eine für Verkehrsteilnehmer nachvollziehbare Ausnahme könnte dann gemacht werden, wenn *temporäre Tempobeschränkungen* infolge erhöhter Luftverschmutzung angeordnet werden.

<sup>735</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N. 16 f.

und sind somit entweder verwaltungsrechts- oder verwaltungsaktakzessorisch.<sup>736</sup> Art. 34 Abs. 1 USG gibt den Kantonen die Kompetenz für weitergehende Verordnungen bei „längerfristig nicht mehr gewährleistete(r) Bodenfruchtbarkeit“.

Das Verbrennen von Abfällen ausserhalb von Anlagen, das früher über lit. a bestraft wurde (BGE 120 IV 78; 121 IV 240), wird heute, wie durch BGE 120 IV 78 E. 5, 88 empfohlen, *durch Art. 61 Abs. 1 lit. f USG* erfasst.

Prüfenswert erscheint die ergänzende Schaffung eines *qualifizierten Emissionstatbestands als Sonderdelikt auf Vergehensstufe*. Damit liessen sich Nachweisprobleme beim später vorgeschlagenen Luftverunreinigungsgefährdungstatbestand auf Verbrechensstufe auffangen, der systembedingt bei der Immission ansetzt.<sup>737</sup> Technisch liesse sich eine solche relativ einfach formulieren (im Folgenden als Eignungsdelikt wie z.B. Art. 60 Abs. 1 lit. b oder d USG).

Vorschlag: Art. 60 Abs. 1 lit. r USG (neu)

- r. als Betreiber von Anlagen Schadstoffe in erheblicher Menge in die Luft freisetzt, sodass sie die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können.

**b. Art. 61 Abs. 1 lit. b USG**

Die Vorschrift bildet eine verwaltungsaktakzessorische Übertretung.<sup>738</sup> Täter ist allein der Adressat einer rechtskräftigen individuell-konkreten Sanierungsverfügung gem. Art. 16 („Sanierungspflicht“)<sup>739</sup> und 32c Abs. 1 („Pflicht zur Sanierung“) USG, der diese nicht befolgt.<sup>740</sup> Der Übertretungstatbestand tritt an die Stelle von Art. 292 StGB und ist beizubehalten.

**c. Art. 61 Abs. 1 lit. c USG**

Auch lit. c stellt eine verwaltungsaktakzessorische Übertretung in Form eines schlichten Tätigkeitsdeliktes dar. Ihr Regelungsbereich betrifft gestützt auf Art. 19-25 USG („Zusätzliche Vorschriften für den Schutz vor Lärm und Erschütterungen“)<sup>741</sup> „behördlich verfügte Schallschutzmassnahmen“. Adressaten sind Eigentümer von lärmbelasteten Gebäuden und Inhaber von lärmigen Anlagen sowie die von ihnen beauftragten Planer, Architekten und Ingenieure.<sup>742</sup> Die Tathandlung wird als „Nichttreffen“ einer entsprechenden rechtskräftigen Verfügung umschrieben. Gemeint ist jede (Un-)Tätigkeit, mit welcher der Täter der Verfügung nicht nachkommt.<sup>743</sup> Auch lit. b verdrängt Art. 292 StGB.<sup>744</sup>

Bei Neuanlagen verfügte Emissionsbegrenzungen unterstehen Art. 61 Abs. 1 lit. a.<sup>745</sup> Es besteht keinerlei Änderungsbedarf.

---

<sup>736</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 12.

<sup>737</sup> Jenny/Kunz, 115 f., 123 ff.

<sup>738</sup> Eicker, Beurteilung, 35.

<sup>739</sup> S. OGer ZH vom 19.9.1989, URP 1990, 128.

<sup>740</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 21. Nicht erfasst sind generell-abstrakt verordnete Sanierungsmassnahmen (ebd., N 21 *in fine*); Eicker, Beurteilung, 35.

<sup>741</sup> Eicker, Beurteilung, 35, sieht hier Präzisierungsbedarf, da Art. 19 und 23 keine Verhaltenspflichten aufstellen. Da sie damit von vornherein als Verweisungsmaterie der Übertretung ausscheiden, kann darauf verzichtet werden.

<sup>742</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 26.

<sup>743</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 23.

<sup>744</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 25.

<sup>745</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 24.

#### d. Art. 61 Abs. 1 lit. d USG

Durch die bei Art. 60 Abs. 1 lit. c vorgeschlagene Änderung ergibt sich für den durch Art. 27 USG („Information der Abnehmer“) konkretisierten Art. 61 Abs. 1 lit. d USG *Anpassungsbedarf*. Art. 61 Abs. 1 lit. d USG könnte i.S.e. Bagatellklausel einerseits auf die Stufe der privaten *Abnehmer*<sup>746</sup> und andererseits auf die *Ab- und Weitergabe* eingeschränkt werden. Problematisch ist ggf. der Begriff „Verbraucher“, weil bei vollständigem Verbrauch ein Stoff nicht ab- oder weitergegeben wird. Aus dem Kontext würde jedoch ausreichend klar, dass eine „private“ *Ab- oder Weitergabe* gemeint ist. Allerdings fragt sich, ob Verbraucher überhaupt einer umweltbezogenen Informations- oder Anweisungspflicht unterliegen. Wenn sich eine solche nicht begründen liesse, sollten sie weder für die Nichtinformation bzw. -anweisung noch für unvollständige Informationen und Anweisungen bestraft werden. Es wird deshalb vorgeschlagen, den Übertretungstatbestand *ersatzlos zu streichen*.

*Alternativ* könnte die Vorschrift auf die Falschinformation bzw. falsche Anweisung beschränkt werden.

Vorschlag

d. als privater Abnehmer bei einer Abgabe oder Weitergabe falsch informiert oder anweist (Art. 27);

#### e. Art. 61 Abs. 1 lit e USG

Der Übertretungstatbestand von lit. e USG<sup>747</sup>, der auf Art. 28 USG („Umweltgerechter Umgang“) verweist, ist an die Neufassung des Vergehens von Art. 60 Abs. Abs. 1 lit. d USG *anzugleichen*. Der strafbare Umgang mit Stoffen, denen keine Informationen oder Anweisungen beiliegen, wird damit auf *Verbraucher* beschränkt, da berufliche oder gewerbliche Adressaten bereits durch den parallelen Vergehenstatbestand erfasst sind. *Alternativ* wäre der Begriff „Abnehmer“ zu prüfen. Damit ergäbe sich eine sprachliche *Komplementarität* mit Art. 60 Abs. 1 lit. c USG, der das *Gegenstück* – die Information und Anweisung von beruflich oder gewerblich handelnden Produzenten und Handeltreibenden ggü. dem Abnehmer – regelt.

Dann hat auch die Ausgestaltung als Eignungsdelikt ihren Sinn, da dadurch ein nicht möglicherweise gefährlicher Umgang entkriminalisiert wird.<sup>748</sup> Zudem *indizieren* fehlende Informationen oder Anweisungen grds. die Harmlosigkeit des entsprechenden Stoffes.<sup>749</sup>

Die Vorschrift kann in echte Konkurrenz mit Strafvorschriften des GSchG treten.<sup>750</sup>

Vorschlag

e. als privater Verbraucher<sup>751</sup> *mit Stoffen, denen keine Informationen oder Anweisungen beiliegen, so umgeht, dass sie, ihre Folgeprodukte oder Abfälle die Umwelt oder mittelbar den Menschen gefährden können* (Art. 28);

---

<sup>746</sup> Damit wird auch dem Postulat von *Eicker*, Beurteilung, 36, nach Präzisierung des Adressatenkreises Rechnung getragen.

<sup>747</sup> *Alkalay*, 134.

<sup>748</sup> Auf dem Hintergrund des geltenden Rechts skeptisch *Eicker*, Beurteilung, 37.

<sup>749</sup> Komm.USG-*Ettler*, Art. 16 N 45 f.

<sup>750</sup> *Alkalay*, 134 f. (s. ebd., 137, wonach zu Art. 60 Abs. 1 lit. f echte (Ideal-)Konkurrenz bestehen könne?).

<sup>751</sup> S. *oben* Fn. 625.

#### f. Art. 61 Abs. 1 lit. f USG

Der Übertretungstatbestand ist ein gemeines Delikt, das keinerlei Revisionsbedarf aufweist.<sup>752</sup> Die verwaltungsrechtliche VAusfüllungsnorm von Art. 30c Abs. 2 USG enthält ein Verbrennungsverbot von Abfällen ausserhalb von Anlagen i.S.v. Art. 7 Abs. 7 i.V.m. Art. 30h USG.<sup>753</sup> Eine Ausnahme gilt für „das Verbrennen natürlicher Wald-, Feld- und Gartenabfälle, wenn dadurch keine übermässigen Immissionen entstehen.“ Diese *Bagatelklausel* (BGE 121 IV 240 E. 2b/aa, 246) wird durch das in den Strafbestimmungen des USG unübliche „widerrechtlich“ angesprochen, dem somit keine darüber hinausgehende Bedeutung zukommt. Art. 26b LRV konkretisiert, dass die Abfälle so trocken sein müssen, „dass dabei nur wenig Rauch entsteht.“ (Abs. 1).<sup>754</sup> In BGE 121 IV 240 handelte es sich um ca. 3 m<sup>3</sup> trockenes Garten (Holzbrennstoff) und nicht um sog. Altholz. Keine Bagatelle bildete die – somit strafbare – Verbrennung von 50 m<sup>3</sup> Sperrgut (BGE 120 IV 78 E. 4, 87 f.). Ebenso, etwas überraschend, ein mottender Haufen im Garten, den der Betreffende durch Auflegen von Kirschbaumholz zum richtig brennen bringen wollte, wodurch erst recht „nicht wenig“ Rauch entstand (BGer 6S.478/2005). Für bestimmte Gebiete und Zeiten können die Kantone die Verbrennung im Freien behördlich eingeschränkt werden (Abs. 3).<sup>755</sup>

Das Verbrennen in ungeeigneten Anlagen wie z.B. einem Cheminée unterfällt Art. 61 Abs. 1 lit. a USG.<sup>756</sup>

#### g. Art. 61 Abs. 1 lit. g USG

Die Übertretung erfasst die *Ablagerung* von Abfällen „ausserhalb von bewilligten Deponien“ (Art. 30e Abs. 1 [„Ablagerung“]). Erfasst wird jedes „Entledigen von Abfall in nicht mehr geringem Umfang“, z.B. mit Mauerabbruch durchsetztes Aushubmaterial aus einer Baugrube einer Liegenschaft (BGE 119 IV 10), nicht aber sog. Littering, das als Fortwerfen zu charakterisieren ist.<sup>757</sup> „Ausserhalb“ einer Deponie meint Ablagern im öffentlichen Raum oder auf einer „wilden Deponie.“<sup>758</sup> Kein „Ablagern“ war die Deponierung eines Staubsaugers in einem Einkaufswagen in der Tiefgarage eines Migros-Centers statt bei der Information.<sup>759</sup> Das verbotene Verhalten ist vom Errichten oder Betreiben einer Deponie gem. Art. 60 Abs. 1 lit. m USG anzugrenzen. Ettler nennt das einmalige sich Entledigen „mehrerer Lastwagenladungen von Abbruchmaterial“ als Fall von Art. 61 Abs. 1 lit. g USG<sup>760</sup>, was problematisch erscheint, da bei einer solchen Quantität auch von einem Errichten ausgegangen werden könnte.<sup>761</sup> Terrainveränderungen oder bauliche Massnahmen, wie sie das OGer ZH voraussetzt (URP 2001 978 f.), orientieren sich (zu) stark an den Bewilligungsvoraussetzungen der aTVA, sind aber nicht zwin-

---

<sup>752</sup> Eicker, Beurteilung, 38.

<sup>753</sup> Zu den Widerhandlungen gegen die TVA (heute VVEA) und VGV s. Alkalay, 160 f.

<sup>754</sup> Dies ist nichts anderes als Ausdruck der Sozialadäquanz und unter Umweltaspekten ohnehin eine Bagatelle; Heine, GA 1986, 77 f.

<sup>755</sup> BGE 121 IV 240 E. 2c, 248; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 56.

<sup>756</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 58.

<sup>757</sup> Insoweit scheinen die Bedenken von Eicker, Beurteilung, 39, übertrieben.

<sup>758</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 64 f.

<sup>759</sup> BGer 6S.289/2004 vom 24.11.2004/20.1.2005. Aus strafrechtlicher Sicht ist die Entscheidung *richtig*; vgl. aber die Kritik betr. unliebsame Konsequenzen in URP 2005, 262 f. und Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 61 N 10 Fn. 5 m.w.H., die das Urteil für falsch halten.

<sup>760</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 67 mit Berufung auf OGer ZH vom 3.12.1999 E. II, URP 2001, 974.

<sup>761</sup> Vgl. auch BGer 6B\_259/2009 vom 10.7.2009, wo der Betreffende infolge einer Errichtung einer Deponie in der Grundwasserschutzzone aufgrund der Anklage (zunächst Strafbefehl) bloss wegen fahrlässiger Widerhandlung gem. Art. 61 Abs. 1 lit. g USG verurteilt worden war!? Vgl. das Urteil des Kantonsgericht AI als Vorinstanz vom 16.12.2008 in URP 2009, 542.

gend erforderlich. Auch das Abladen von für die konkrete Deponie nicht bewilligten (Sonder-)Abfällen ist unter Art. 60 Abs. 1 lit. m USG zu subsumieren.<sup>762</sup>

#### **h. Art. 61 Abs. 1 lit. h USG**

Die Übertretungsvorschrift, welche die Verletzung von „Meldepflichten im Zusammenhang mit Abfällen“ sanktioniert, verweist mit den Ausfüllungsnormen von Art. 30f Abs. 4 und 30g Abs. 2 USG auf mittlerweile aufgehobenes Recht. Damit *verbleiben* lediglich Art. 32b Abs. 2 und 3 USG („Sicherstellung bei Deponien“) als konkretisierende Ausfüllungsnorm.<sup>763</sup>

Vorschlag

*h. Meldepflichten im Zusammenhang mit Abfällen verletzt (Art. 32b Abs. 2 und 3):*

#### **i. Art. 61 Abs. 1 lit. i USG**

Angesichts der über das gesamte Abfallrecht verstreuten<sup>764</sup> Ausfüllungsnormen für den Tatbestand betr. Verletzung von „Vorschriften über Abfälle“ ist man versucht, von einem „Verweisungsungetüm“ zu sprechen. Jedenfalls fehlt der Strafnorm „jede selbständige Kontur.“<sup>765</sup> Bei Art. 30a lit. a und c („Vermeidung“), Art. 30b („Sammlung“)<sup>766</sup> Art. 30c Abs. 3 („Behandlung“), Art. 30d („Verwertung“), Art. 32a<sup>bis</sup> Abs. 1 („Vorgezogene Verwertungsgebühr“), Art. 32b Abs. 4 („Sicherstellung bei Deponien“) und Art. 32e Abs. 1 („Abgabe zur Finanzierung der Massnahmen“) USG handelt es sich um Ermächtigungsnormen an den Bundesrat.<sup>767</sup> Als Täter kommen je nach Ausfüllungsnorm *Inhaber von Abfällen* (darunter auch Private; s. Art. 30b Abs. 1 USG), *Hersteller und Importeure* bei der Herstellung (Art. 30a lit. a und c, 30d lit. b USG), der Rücknahme mit oder ohne Pfand (Art. 30b Abs. 2 und 3 USG), der Erhebung einer vorgezogenen Entsorgungsgebühr (Art. 32a<sup>bis</sup> Abs. 1 USG)<sup>768</sup> bzw. der Abfallverwertung (Art. 30d lit. a USG), *Inhaber von Abfallanlagen* (Art. 30c Abs. 3, 30h Abs. 1 USG)<sup>769</sup> und *Inhaber von Deponien* (Art. 32b Abs. 4, 32e Abs. 1-4<sup>770</sup> USG) in Frage.<sup>771</sup> Die Kantone können zusätzlich eigene Vorschriften erlassen.<sup>772</sup>

Art. 30b Abs. 1 USG gibt dem Bundesrat die Kompetenz, für bestimmte Abfälle die getrennte Übergabe zur Entsorgung vorzuschreiben. Dem Inhaber obliegt die *Pflicht zur Triage*, „ob es sich dabei um Sonderabfälle oder andere kontrollpflichtige Abfälle handelt“ (Art. 4 Abs. 1 VeVA).<sup>773</sup> Dazu gehören im Bereich Haushalt etwa Medikamente, Batterien, Lösungsmittel in Farben und Lacken, Leuchtstoffröhren, Frostschutzmittel, elektrische und elektronische Geräte<sup>774</sup>, Pflanzenschutzmittel.<sup>775</sup> Da Art. 30b Abs. 1 USG auch durch Private verletzt werden kann, sollte eine entsprechende Klarstellung in

<sup>762</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 67.

<sup>763</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 71.

<sup>764</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 77; Eicker, Beurteilung, 39.

<sup>765</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 144 *in fine*.

<sup>766</sup> S. betr. Kennzeichnung von PET-Flaschen gem. Art. 4 lit. c VGV BGE 124 IV 225 E. 2c, 228.

<sup>767</sup> Eicker, Beurteilung, 40.

<sup>768</sup> Z.B. auf Batterien und Akkus gem. Anhang 2.15 ChemRRV; Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 32a<sup>bis</sup> N 2 ff.

<sup>769</sup> Art. 27 VVEA; s. zur aTVA Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 83.

<sup>770</sup> Ergänzendes Recht enthält die VASA; Wagner Peifer, N 817 ff.

<sup>771</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 77, 79 ff.

<sup>772</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 47, Art. 61 N 86.

<sup>773</sup> Betr. Bauabfall s. Art. 16 f., 20 VVEA.

<sup>774</sup> S. die VREG und hierzu *oben* BGER, 6S.289/2004 vom 24.11.2004 und 20.1.2005.

<sup>775</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 30b N 7 ff.

einer eigenen Strafnorm erfolgen. Bzgl. der übrigen Ausfüllungsnormen bleibt wohl nur die Feststellung, dass es sich um „Expertenstrafrecht“ handelt.

Die Vorschrift von Art. 61 Abs. 1 lit. i war jüngst *Gegenstand einer parlamentarischen Initiative* zur Verstärkung der Massnahmen gegen das Liegenlassen von Abfällen (Littering).<sup>776</sup> Die Verbotsmaterie sollte durch die neue Ausfüllungsnorm von Art. 31b Abs. 3 E-USG („Entsorgung der Siedlungsabfälle“ durch Übergabe an die durch die Kantone vorgesehen Sammlungen oder Sammelstellen) noch um eine *zusätzliche Ausfüllungsnorm* erweitert werden. Zusätzlich hätte Art. 31b Abs. 4 E-USG das Wegwerfen oder Liegenlassen kleiner Mengen von Abfällen erfasst (Satz 1) – mit Möglichkeit kantonaler Ausnahmen für bewilligungspflichtige Veranstaltungen (Satz 2). Art. 61 Abs. 4 E-USG sah für Zuwiderhandlungen eine (Ordnungs-)Busse bis maximal 300 SFr. vor. Das Plenum ist am 16. Juni 2016 auf das Geschäft nicht eingetreten, womit die Vorlage gescheitert ist.

#### **j. Art. 61 Abs. 1 lit. k USG**

Das Tätigkeitsdelikt erfasst die Verletzung von „Vorschriften über den Verkehr mit anderen Abfällen“. Die Kompetenznorm des Art. 30g Abs. 1 USG („Verkehr mit anderen Abfällen“) verweist auf Art. 30f Abs. 1 und 2 USG betr. Verkehr mit Sonderabfällen weiter, der uns bereits im Kontext der Art. 60 Abs. 1 lit. n-p begegnet ist. Es geht insb. um die Ein-, Aus- und Durchfuhr und die Organisation des Verkehrs mit Abfall im Ausland von der Schweiz aus.<sup>777</sup> „Andere Abfälle“ sind im USG nicht definiert und meinen Abfälle, die nicht als Sonderabfälle erfasst sind.<sup>778</sup> Sie erfordern „*allein* aufgrund ihrer Zusammensetzung bzw. ihrer chemisch-physikalischen Eigenschaften *keine besonderen Massnahmen*“.<sup>779</sup> Diese komplementäre Ausrichtung von Sonder- und anderen Abfällen in Art. 30f und 30g USG erscheint entgegen *Eicker*<sup>780</sup> systematisch *noch* nachvollziehbar.

#### **k. Art. 61 Abs. 1 lit. l USG**

Der Übertretungstatbestand ahndet die Verletzung der Sicherstellungspflicht „für den Abschluss, die Nachsorge und die Sanierung einer Deponie i.S.d. Ausfüllungsnorm von Art. 32b Abs. 1. Er richtet sich an Inhaber einer Deponie und deren Beauftragte.“<sup>781</sup> Die Sicherstellung umfasst insb. Rückstellungen, Versicherungen etc. i.S.e. vollen Deckung der zu erwartenden Kosten.<sup>782</sup> Im Bewilligungsgesuch ist der Nachweis zur Deckung der entsprechenden Kosten zu erbringen (Art. 40 Abs. 1 lit. c VVEA). Von dieser Sicherstellungspflicht für die Nachsorge der eigenen Deponie sind Abgaben zur „Finanzierung von Sanierungen von anderen belasteten Standorten“ gem. Art. 61 Abs. 1 lit. i USG zu unterscheiden.<sup>783</sup> Angesichts der bei einer Widerhandlung möglichen finanziellen Folgen für das Gemeinwesen, ist zu entscheiden, ob die Ausgestaltung als Übertretung ausreicht oder eine „Aufwertung“ zum Vergehen zu erwägen ist. Gegen letzteres spricht ggf. der Charakter als Ungehorsamstatbestand.

---

<sup>776</sup> Bericht der nationalrätlichen Kommission vom 25.1.2016, BBl 2016, 1241 ff.

<sup>777</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 90; *Griffel/Rausch*, Ergänzungsbd.USG, Art. 30f N 14 ff.

<sup>778</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 91.

<sup>779</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 30g N 29.

<sup>780</sup> *Eicker*, Beurteilung, 40.

<sup>781</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 95.

<sup>782</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 95. Der Begriff „Abschluss“ erscheint für den Adressatenkreis der Norm ausreichend bestimmt; *Eicker*, Beurteilung, 41.

<sup>783</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 100 (vgl. N 85).



## I. Art. 61 Abs. 1 lit. m USG

Der Übertretungstatbestand erfasst die Verletzung von „Vorschriften über die physikalische Belastung<sup>784</sup> und die Nutzung des Bodens (Art. 33 Abs. 2 und 34 Abs. 1 und 2) sowie über Massnahmen zur Verminderung der Bodenbelastung (Art. 34 Abs. 3)“. Sein Adressatenkreis umfasst verschiedene Personen, denen ein „konkrete(r) Bezug zum Boden“ gemeinsam ist, darunter Landwirte, Liegenschaftseigentümer oder Mieter, Verantwortliche im Baugewerbe.<sup>785</sup> Der Begriff „Boden“ wird durch Art. 7 Abs. 4<sup>bis</sup> USG definiert.<sup>786</sup> Infolge ihrer z.T. wenig scharf abgegrenzten Ausfüllungsnormen ist die Verbotsmaterie nicht ganz unproblematisch. So fordert Art. 33 Abs. 2 USG, dass „der Boden nur so weit physikalisch belastet“ wird, „dass seine Fruchtbarkeit nicht nachhaltig beeinträchtigt wird“. Die u.a. gestützt auf diese Vorschrift erlassene VBBo konkretisiert dies in Art. 6 f. wiederum mit Umschreibungen, welche darauf dringen, Bodenveränderungen zu vermeiden, welche die Bodenfruchtbarkeit „langfristig“ gefährden. Es wird deshalb zu Recht moniert, dass die Vorschriften zu wenig bestimmt sind.<sup>787</sup> Soweit sich ein Verbot indessen auf konkrete Verfügungen stützen sollte, ist der Mangel behoben.<sup>788</sup> Ähnlich sieht die Rechtslage zu Art. 34 Abs. 1-3 aus, da die Materie wenig griffig und eher i.S.v. Zielen formuliert wird, denen die Kantone Nachachtung zu verschaffen haben. Soweit sich die Kantone in der Massnahmenplanung und -durchsetzung<sup>789</sup> des Mittels der (Allgemein-)Verfügung bedienen, lässt sich das verbotene bzw. gebotene Verhalten ausreichend präzise umschreiben.<sup>790</sup>

Aufgrund der Probleme mit dem Bestimmtheitsgebot sollte daran gedacht werden, den Tatbestand auf die *Zu widerhandlung gegen Verfügungen* einzuschränken. Das BAFU erachtet jedoch mit Bezug auf die Vorschriften über die *Bodenverdichtung* die Anknüpfung auch an allgemeinen Vorschriften für unverzichtbar.<sup>791</sup> Aus der Begleitgruppe ist angemerkt worden, dass verfügte Massnahmen gegen physikalische Bodenbelastungen bereits nach geltendem Recht gem. Art. 292 StGB mit Strafandrohung versehen werden können.

### Vorschlag

- m. Verfügungen über physikalische Belastungen und die Nutzung des Bodens (Art. 33 Abs. 2 und Art. 34 Abs. 1 und 2) sowie über Massnahmen zur Verminderung der Bodenbelastung (Art. 34 Abs. 3) oder Vorschriften über die Bodenverdichtung (Art. 33 Abs. 2 und Art. 34 Abs. 1 und 2) verletzt;

## m. Art. 61 Abs. 1 lit. n USG

Nach diesem *Sonder- und Tätigkeitsdelikt* wird bestraft, wer „Vorschriften über das Inverkehrbringen serienmässig hergestellter Anlagen verletzt (Art. 40)“. Täter kann nur sein, wer „eine prüfpflichtige Anlage in der Schweiz in Verkehr bringen will“, d.h. primär Hersteller, Importeure und Händler.<sup>792</sup> Art. 40 USG ist eine Delegationsnorm. Inverkehrbringen wird in Art. 3 lit. d THG und Art. 2 Abs. 3 PrSG<sup>793</sup> (gleich) definiert. Beim Tatobjekt muss es sich um eine Anlage nach USG (Art. 7 Abs. 7) handeln, die

<sup>784</sup> Vgl. Komm.USG-Tschannen, Art. 34 N 35.

<sup>785</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 101.

<sup>786</sup> Vgl. Komm.USG-Tschannen, Art. 34 N 15.

<sup>787</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 102; zust. Eicker, Beurteilung, 42.

<sup>788</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 102.

<sup>789</sup> Komm.USG-Tschannen, Art. 34 N 41 f.

<sup>790</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 103, 105 ff.

<sup>791</sup> Aus dem Kreis der Begleitgruppe wurde demgegenüber geäussert, dass kein Anwendungsfall zu Art. 34 Abs. 1 USG bekannt sei – und (allerdings unter dem Aspekt von Art. 60 Abs. 1 lit. e USG) dessen Streichung als Ausfüllungsnorm empfohlen.

<sup>792</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 111.

<sup>793</sup> Das PrSG löste das STEG ab; Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 40 N 4.

serienmässig hergestellt wird und deren Umweltbelastung erheblich ist.<sup>794</sup> Prüfpflichtig sind gem. Art. 20 LRV aus Lufthygienegründen Feuerungsanlagen.<sup>795</sup> Die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten wird durch das PrSG geregelt.

Die Strafbestimmungen des SVG, LFG und PrSG betr. etwaige Typenprüfungen gehen als *leges speciales* vor.<sup>796</sup>

Der für Art. 61 Abs. 1 lit. n USG vereinzelt angemahnte Präzisierungsbedarf<sup>797</sup> erscheint nicht vor- dringlich.

#### **n. Art. 61 Abs. 1 lit. o USG**

Der *praktisch wichtige Ungehorsamstatbestand*<sup>798</sup> kriminalisiert denjenigen, der „von der zuständi- gen Behörde verlangte Auskünfte verweigert oder unrichtige Angaben macht (Art. 46)“. Ihre Ausfü- lungsnorm trägt den Titel „Auskunftspflicht“ und verpflichtet in Art. 46 Abs. 1 USG „(j)edermann ... , den Behörden die für den Vollzug erforderlichen Auskünfte zu erteilen, nötigenfalls Abklärungen durchzuführen oder zu dulden.“ Art. 46 Abs. 2 USG gibt Bund und Kantone die Kompetenz, die Füh- rung, Aufbewahrung und Vorlage von „Verzeichnisse(n) mit Angaben zu Luftverunreinigungen, Lärm und Erschütterungen, über Abfälle und deren Entsorgung sowie über die Art, Menge und Beurteilung von Stoffen und Organismen“ anzuordnen.<sup>799</sup> Weitere Angaben über Stoffe und Organismen, „wel- che die Umwelt gefährden können oder erstmals in Verkehr gebracht werden sollen“, kann der Bund gem. Abs. 3 anordnen.<sup>800</sup> Neben diesen Verzeichnissen und Angaben betreffen Auskünfte z.B. „be- sondere Abklärungen und Kontrollen, soweit sie für den Vollzug erforderlich sind“, dazu auch etwa „Kurzberichte und Risikoermittlungen nach Art. 5 f. StFV ... sowie Altlastenvoruntersuchungen (Art. 7 AltLV)“.<sup>801</sup>

Die Strafbestimmung ist ein allgemeines Delikt. Die von ihr statuierte Auskunftspflicht ist Ausfluss des im Umweltrechts angerufenen Kooperationsprinzips, wobei „Vollzug“ in einem weiten Sinne ver- standen und damit nicht auf konkrete Verwaltungsverfahren beschränkt wird.<sup>802</sup> Auskünfte anfor- dern darf nur die dazu berechnigte zuständige Behörde und zwar entweder in Form einer gültigen und rechtskräftigen Verfügung oder durch einen sie dazu ermächtigenden Erlass.<sup>803</sup> Was i.S.v. Art. 46 Abs. 1 USG „für den Vollzug erforderlich“ ist, lässt sich nicht abschliessend umschreiben, jedenfalls muss die Anfrage „durch den Gesetzeszweck“ gedeckt und verhältnismässig sein.<sup>804</sup> Die Tathandlung besteht entweder in der Verweigerung, zu der auch die verspätete Auskunftserteilung zählt, oder der

<sup>794</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 114. Vgl. betr. Produkte, die nach Vorschriften der EU oder des EWR hergestellt werden das THG; Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 40 N 3 sowie BGE 124 IV 225 E. 3-5, 229 ff.

<sup>795</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 40 N 28.

<sup>796</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 116.

<sup>797</sup> Eicker, Beurteilung, 43.

<sup>798</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 16a, 34.

<sup>799</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 17 ff.

<sup>800</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 22 ff. Nicht durch Art. 61 Abs. 1 lit. o erfasst werden Sanierungsvorschläge gem. Art. 16 Abs. 3 und Umweltverträglichkeitsberichte gem. Art. 9 Abs. 2; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 120.

<sup>801</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 121; zahlreiche Bsp. in Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 12a.

<sup>802</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 2 f.; Eicker, Beurteilung, 44.

<sup>803</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 122 f. S. auch Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 12a.

<sup>804</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 16 (s. ebd., N 16b die Bsp. betr. nicht erforderliche Auskünfte); Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 126. S. auch BGE 1A.12/2004 und 1P.46/2004 vom 30.9.2004 E.2.2-3.1.

(objektiv) unrichtigen Beantwortung der verlangten Auskünfte.<sup>805</sup> Verlangt die Behörde z.B. in einem Rundschreiben Auskünfte, so wird sie sich sinnvollerweise auf die entsprechende Bestimmung beziehen und ggf. auch Art. 61 Abs. 1 lit. o USG anführen. Dies gilt erst recht für konkrete Verfügungen. Ohne einen solchen Hinweis in der Anordnung könnte die Anwendung der Vorschrift unter Umständen in der Anwendung als zu unbestimmt scheitern.<sup>806</sup> Dies gilt unabhängig von der Frage, wie im Fall eines vom Betroffenen angerufenen Verbotsirrtums zu entscheiden ist, bei dem es darauf ankommt, ob er vermeidbar gewesen ist oder nicht.<sup>807</sup> Eine *Verbesserung der Tatbestandsbestimmtheit* ergäbe sich, wenn Auskünfte unter Hinweis auf die Strafdrohung der Vorschrift eingeholt werden müssten. Nach dem Vorbild von Art. 292 StGB müsste dafür ggf. sowohl der Artikel unter Einschluss der litera genannt als auch die Strafdrohung aufgeführt werden.<sup>808</sup>

Im Umweltrecht besteht „grundsätzlich *kein Auskunftsverweigerungsrecht*“.<sup>809</sup> Hingegen ist in einem (Umwelt-)Strafverfahren aufgrund des verfassungsrechtlichen Prinzips der Freiheit von Selbstbelastung (*nemo tenetur se ipsum accusare*) niemand zu ihn belastenden Angaben verpflichtet.<sup>810</sup> Schwierig ist die Rechtslage zum Schweige- und Editionsverweigerungsrecht, wenn Straf- und Verwaltungsverfahren *zeitlich und sachlich miteinander verknüpft* sind. BGE 121 II 273, worin das Bundesgericht die Problematik herunterspielt, ist heute veraltet,<sup>811</sup> da BGE 138 IV 47 den Konflikt inzwischen anerkennt hat und eine gangbare Lösung vorschlägt. Die Regeste lautet wie folgt:

„Aussagen des Steuerpflichtigen und von diesem im Nachsteuerverfahren eingereichte Belege sind unter dem Gesichtspunkt des Grundsatzes "nemo tenetur se ipsum accusare" nicht generell unverwertbar, sondern nur, wenn er gemahnt und ihm eine Ermessensveranlagung oder eine Verurteilung wegen Verletzung von Verfahrenspflichten angedroht wurde“ (E. 2.6-2.8, 51 ff. m.H.).

Genau solche Konstellationen werden jedoch begründet, wenn jemand durch Art. 61 Abs. 1 lit. o USG zu Auskünften verpflichtet wird, die in der Folge zum Nachweis einer mit dem Gegenstand der Auskunft zusammenhängenden anderen Pflichtverletzung verwendet werden. Eine Auskunftsverweigerung ist demnach dann nicht rechtswidrig, wenn sich der „Auskunftspflichtige selber an seiner strafrechtlichen Überführung aktiv beteiligen müsste“.<sup>812</sup> Dem Dilemma trägt der bei der Revision des LMG 2014 eingeführte Art. 64 Abs. 5 LMG Rechnung, zudem die bundesrätliche Botschaft betont, dass „jegliche Androhung oder Ausübung von physischem Zwang wie auch die Androhung oder Ausfällung von Strafen für den Fall der Aussage- oder Mitwirkungsverweigerung“ verboten ist.<sup>813</sup>

---

<sup>805</sup> Komm.USG-Brunner, Art. 46 N 27; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 124, 127 f. Die von Ettler, ebd., geäußerte Meinung, auch unvollständige Angaben über Unerhebliches seien tatbestandsmässig, ist zurückzuweisen.

<sup>806</sup> Vgl. Eicker, Beurteilung, 44 f. (Hinweis auf Art. 46 Abs. 2, 3 oder Art. 292 StGB).

<sup>807</sup> S. hierzu auch die Verkomplizierung durch das Prinzip des *nemo tenetur* im unmittelbar folgenden Text.

<sup>808</sup> S. zur Vollzugsrealität aber Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 10. In der Praxis werden nach Angaben aus der Begleitgruppe Auskunftspflichtige offenbar durch eingeschriebenen Brief auf die Bestimmung hingewiesen. Eine Verfügung ergeht erst, wenn die Auskunftspflicht bestritten wird. Wieso der Hinweis dann nicht nochmals erfolgen bzw. ein Verweis auf das Einschreiben angebracht werden kann, ist aber nicht ersichtlich.

<sup>809</sup> Komm.USG-Brunner, N 27. Auch der Geheimnischarakter von Informationen ändert nichts an der Auskunftspflicht, weil die Behörde nach Art. 47 Abs. 2,3 USG dem Amtsgeheimnis unterstellt ist.

<sup>810</sup> Komm.USG-Brunner, N 27; Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 125; SG-Komm.BV-Vest, Art. 32 N 6 ff.

<sup>811</sup> Schon 2003 durch Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 126 kritisiert.

<sup>812</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 126 *in fine*. Der EGMR hat in *Chambaz v. Suisse*, Nr. 11663/04 vom 5.7.2012, Ziff. 38 ff., 50 ff., für die Koppelung eines Nachsteuerverfahrens, indem unter Bussenandrohung die Herausgabe von Dokumenten gefordert worden ist, mit einem Steuerhinterziehungsverfahren eine *einheitliche Betrachtungsweise* gefordert; vgl. SG Komm.BV-Vest, Art. 32 N 6 m.H.

<sup>813</sup> BBl 2011, 5645.

Art. 61 Abs. 1 lit. o USG tritt hinter Art. 251 StGB zurück, der dasselbe Rechtsgut schützt.<sup>814</sup> Die Frage ist angesichts der z.T. sehr strittigen grundsätzlichen Problematik der (Bestrafung der privaten) Falschbeurkundung hier nicht näher zu erörtern.

Vorschlag

- o. *von der zuständigen Behörde unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels verlangte Auskünfte verweigert oder unrichtige Angaben macht;*

**o. Art. 61 Abs. 1 lit. p USG**

Das *Sonderdelikt*<sup>815</sup> schützt die Vorschriften über die Sicherstellung der Haftpflicht gem. Art. 59b USG strafrechtlich ab. Bei der Verweisungsbestimmung handelt es sich um eine Delegationsnorm zu Gunsten des Bundesrates. Art. 59b lit. e betr. kantonale Enteignung und Entschädigung regelt keinen Haftpflichttatbestand, sondern die mögliche Enteignung des Geländes einer Deponie bei deren Abschluss samt etwaiger Entschädigung.<sup>816</sup> Es wurde vorgeschlagen, das Ausscheiden von lit. e aus der Strafnorm durch Präzisierung der Ausfüllungsnorm festzuhalten.<sup>817</sup> Der Wortlaut der Übertretungsvorschrift scheint indessen insoweit exakt genug. Problematischer ist die Behandlung von Fällen der Verletzung der Meldepflicht durch denjenigen, der die Haftpflicht sicherstellt (Art. 59b lit. c USG). Hier wird ein *ausstehender* Kreis von Personen, insb. Versicherer, angesprochen. Es ist *unklar, ob sie dem Übertretungstatbestand unterstehen* (sollen).<sup>818</sup> Dafür spricht die Wichtigkeit des Anliegens eines lückenlosen Versicherungsschutzes, der allerdings auch durch eine Strafsanktion nicht garantiert ist – dagegen die mangelnde Nähebeziehung des Versicherers zur Umweltverwaltung. Da es sich um ein spezifisches Sachproblem handelt, dass politisch entschieden werden muss, wird auf eine gutachterliche Stellungnahme verzichtet.

**3. Art. 61a USG**

Der Übertretungstatbestand des Art. 61a USG („Widerhandlungen gegen die Vorschriften über die Lenkungsabgaben“) formuliert die Verbotsmaterie in Abs. 1 dahingehend, dass jemand „vorsätzlich oder fahrlässig eine Abgabe nach den Art. 35a, 35b oder 35b<sup>bis</sup> hinterzieht, gefährdet oder sich oder einen anderen einen unrechtmässigen Abgabevorteil (Befreiung oder Rückerstattung von Abgaben) verschafft“. Abs. 2 erklärt den Versuch für strafbar. Zur Strafverfolgung und Beurteilung entsprechender Widerhandlungen ist die *Zollverwaltung* zuständig, die dazu die Verfahrensbestimmungen des ZG anwendet (Abs. 3).<sup>819</sup> Abs. 4 enthält einen Konkurrenzvorbehalt zu Gunsten der – angemessen zu erhöhenden (Kannbestimmung) – schwereren Strafbestimmung, wenn das Verhalten gleichzeitig gegen die Zollgesetzgebung oder das MinÖStG verstösst. Da somit der Bund für die Strafverfolgung zuständig ist, gilt das *VStrR*, was Art. 62 Abs. 2 USG im Übrigen explizit anordnet.

Die angedrohte Busse reicht „bis zum Fünffachen der hinterzogenen oder gefährdeten Abgabe oder des Vorteils“. <sup>820</sup> Die Obergrenze sollte *nach Möglichkeit beziffert* werden. In Art. 96 Abs. 1 MWStG beträgt diese Obergrenze bei 400'000 SFr., in Art. 96 Abs. 2 und 4 dagegen 800'000 SFr. Ein konkreter Vorschlag wird mangels Kenntnis der Verhältnisse und der Praxis nicht unterbreitet.

<sup>814</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 129.

<sup>815</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 130.

<sup>816</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 132.

<sup>817</sup> Eicker, Beurteilung, 46.

<sup>818</sup> Eicker, Beurteilung, 45; davon ausgehend Komm.USG-Ettler, Art. 61 N 135.

<sup>819</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61a N 17.

<sup>820</sup> Komm.USG-Ettler, Art. 61a N 15.

*Lenkungsabgaben*<sup>821</sup> werden nach den erwähnten Bestimmungen auf flüchtigen organischen Verbindungen, Heizöl mit einem Schwefelgehalt von mehr als 0,1 Prozent (% Masse) und Benzin oder Dieselöl mit einem Schwefelgehalt von 0,001 Prozent (% Masse) erhoben. Die Höhe der Abgaben sind in Art. 35a-35b<sup>bis</sup> nur den Grundsätzen nach bestimmt, unter der Delegation zahlreicher Details an den Bundesrat, der dem in der VOCV, HELV und BDSV nachgekommen ist, i.S. typischer *Kettenverweisungen*.<sup>822</sup> Das Delikt ist ein *Sonderdelikt*, dessen Adressatenkreis aus dem in der Strafbestimmung nicht erwähnten Art. 35c USG zu entnehmen ist, der seinerseits auf das ZG und das MinöStG<sup>823</sup> weiterverweist und in Abs. 1 lit. a zusätzlich „Hersteller und Erzeuger im Inland“ nennt. Das ist schon deshalb unbefriedigend, weil nicht einmal die relevante Ausgangsnorm aufgeführt ist.<sup>824</sup> Abhilfe könnte relativ einfach geschaffen werden.

#### Vorschlag

<sup>1</sup> Wer vorsätzlich oder fahrlässig eine Lenkungsabgabe nach Art. 35 ff. hinterzieht, gefährdet oder sich oder einen anderen einen unrechtmässigen Abgabevorteil (Befreiung oder Rückerstattung von Abgaben) verschafft, wird bei vorsätzlicher Widerhandlung mit Busse bis zu ... Franken zum Fünffachen und bei Fahrlässigkeit mit Busse bis zu ... Franken [konkreter Betrag jeweils durch Fachbehörde vorzuschlagen]<sup>825</sup> ~~der hinterzogenen oder gefährdeten Abgabe oder des Vorteils bestraft. Kann der Abgabebetrag zahlenmässig nicht genau ermittelt werden, so wird er geschätzt.~~

### III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Es ist *schwierig* zu beurteilen, inwieweit die bei verschiedenen Vorschriften aufgezeigten möglichen Probleme mit dem Bestimmtheitsgebot *forensisch bedeutsam* werden könnten. Die unterbreiteten, minimalintensiven Vorschläge würden ein etwaiges solches Risiko jedenfalls nochmals reduzieren.

Die Änderungsvorschläge konzentrieren sich u.a. darauf, den *Adressatenkreis* der Verhaltensnormen zu *präzisieren*, indem zwischen „beruflichem und gewerblichem“ Handeln einerseits sowie privaten „Verbrauchern“ andererseits unterschieden wird (Art. 60 Abs. 1 lit. b, c und d sowie Art. 61 Abs. 1 lit. d, e und i USG) und die *Verbotsmaterie deutlicher herauszuarbeiten*, u.a. in dem die Ausfüllungsnormen in die Strafvorschriften überführt wird (Art. 60 Abs. 1 lit. f, i-k und q sowie Art. 61 Abs. 1 lit. i, m und o USG), wobei in einigen Fällen gleichzeitig eine *verbesserte Abgrenzung zwischen Vergehens- und Übertretungstatbeständen* vorgeschlagen wird, die sich an *sachlichen Kriterien* statt formalen Unterscheidungen orientiert (Art. 60 Abs. 1 lit. d, 61 Abs. 1 lit. d und e USG.). In anderen Fällen konnte, auch unter Berücksichtigung der konkurrenzrechtlichen Zusammenhänge Straftatbestände *entschlackt* werden (Art. 60 Abs. 1 lit. e, Art. 61 Abs. 1 lit. h USG).

In den Fällen von Art. 60 Abs. 1 lit. f, i-k USG wird durch die Übernahme der Ausfüllungsnorm in die Strafvorschrift klargestellt, dass es sich um *Eignungsdelikte* handelt.

Für den praktisch wichtigen Ungehorsamstatbestand von Art. 61 Abs. 1 lit. o USG wird vorgeschlagen, dass die Behörde bzgl. der Erteilung der von ihr gewünschten Auskünfte und Angaben den Tatbestand aufführt (und die Straffolgen der Vorschrift androht). Diese Formalisierung bedeutet, nachdem

<sup>821</sup> Komm.USG-Seiler, Vorbem. zu Art. 35a-35c N 1 ff.; Komm.USG-Ettler, Art. 61a N 8 ff.

<sup>822</sup> Komm.USG-Seiler, Art. 35a N 40 ff., Art. 35b N 25 ff.; Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 35a N 9 ff.; vgl. zur VOC-Lenkungsabgabe auch Wagner Peifer, N 1991 f.

<sup>823</sup> Griffel/Rausch, Ergänzungsbd.USG, Art. 35c N 8 ff.

<sup>824</sup> Eicker, Beurteilung, 47.

<sup>825</sup> Eine frankenmässige Bestimmung der Bussenmaxima wäre vorzugswürdig!

sie einmal eingeführt worden ist nur einen geringen Mehraufwand, beseitigt dafür aber zuverlässig etwaige Unklarheiten über die Strafbarkeit.

#### IV. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

##### 1. USG

Die auffallendsten Strafbarkeitslücken innerhalb des geltenden USG betrifft den Anwendungsbereich von Art. 60 Abs. 1 lit. a USG. Sie werden durch den Einbezug der Unterlassung *auch nicht verfügbarer unentbehrlicher Sicherheitsmassnahmen* und der *Pflicht zur unverzüglichen Meldung ausserordentlicher Ereignisse* an die Katastrophenmeldestelle geschlossen.

Weitere Verbesserungen des Strafschutzes ergeben sich durch den *Einbezug eines Minimalstandards bei der Information und Anweisung über Stoffe sowie über Organismen* im Fall ihres in Verkehr Bringens (Art. 60 Abs. 1 lit. c und i USG).<sup>826</sup> Bei „*beruflichem und gewerblichem*“ In Verkehr bringen, unterstünde somit neu auch derjenige dem *Vergehenstatbestand*, der nicht „sachgerecht“ informiert. Der komplementäre Übertretungstatbestand von Art. 61 Abs. 1 lit. d USG erfasst nunmehr bloss „*Verbraucher*“, die „nicht“ oder falsch<sup>827</sup> informieren oder anweisen. Auch die Übertretung des Art. 61 Abs. 1 lit. e USG betr. Umgang mit Stoffen, denen keine Informationen oder Anweisungen beiliegen, wurde auf „*Verbraucher*“ beschränkt.

##### 2. StGB

Die weitaus gravierendste Strafbarkeitslücke innerhalb des Regelungsbereichs des USG betrifft das (mit Ausnahme von 230<sup>bis</sup>: „*Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen*“) *Fehlen von – potentiellen bzw. konkreten – (Gemein-)Gefährdungstatbeständen*, die zumindest bei qualifizierter Begehung die Stufe Verbrechen erreichen.<sup>828</sup> Auch wenn entsprechende qualifizierte Straftaten selten begangen werden dürften, ist hier Abhilfe dringend geboten. Schwarze Schafe sind auch im Umweltbereich nicht ausgeschlossen. Der Schutz durch herkömmliche Verletzungsdelikte wie Art. 111 ff. und Art. 122 ff. StGB genügt *nicht*: Die Anwendung des Tatbestands der Lebensgefährdung gem. Art. 129 StGB dürfte infolge der insb. im subjektiven Bereich hohen Hürden scheitern. Die Umweltmedien und die Natur werden durch (solche) Individualdelikte ohnehin nicht geschützt. Insoweit scheint eine pragmatische Fortsetzung der erfolgreichen Politik des (strafrechtlichen) Umweltschutzes durch *Etablierung von konkreten Gemeingefährdungsdelikten* angezeigt. Auch die Umweltstrafrechtskonvention des Europarates vom 4. November 1998 (ETS No 172) sieht vor, bestimmte schwere Straftaten, welche Mensch oder Umwelt schädigen bzw. gefährden, als entsprechende Straftatbestände auszugestalten.<sup>829</sup>

Entsprechende Gefährdungsdelikte schlagen eine *Brücke* zwischen den abstrakten Gefährdungsdelikten der Umwelterlasse und den Verletzungsdelikten des StGB (Körperverletzung gem. Art. 122 ff., Tötung gem. Art. 111 ff.). Sie sind zwecks Stärkung des Bewusstseins der Strafbarkeit und einfacherer Kodifizierung mit Vorzug im StGB und gesetzestechnisch *grds. verwaltungsunabhängig* zu formulie-

<sup>826</sup> Gleichzeitig wurde insoweit eine nicht zu rechtfertigende Abweichung im Wortlaut von Art. 60 Abs. 1 lit. i USG beseitigt, wo die Organismen nun auf „für diese Verwendungen“ in Verkehr gebracht werden müssen.

<sup>827</sup> Die Anforderungen sind insoweit also gegenüber „nicht sachgerecht“ abgesenkt, womit sich der Anwendungsbereich verringert.

<sup>828</sup> Jenny/Kunz, 93 ff., 106 ff.

<sup>829</sup> Komm.USG-Ettler, Vorbem. zu Art. 60-62 N 4.

ren.<sup>830</sup> Rein systematisch gesehen, scheint es auf den ersten Blick verlockend, die Straftatbestände im Grundtatbestand als Eignungsdelikte (= potentielle Gefährdungsdelikte) und in der Qualifikation als konkrete Gefährdungsdelikte auszugestalten. Allerdings ist die Differenz ersterer gegenüber herkömmlichen abstrakten Gefährdungsdelikten, wie gesehen<sup>831</sup>, gering. Zudem müssten dann bestehende Eignungsdelikte in den Umwelterlassen aufgehoben werden, was kaum konsensfähig erschiene. Der systematische Gesichtspunkt ist deshalb *nicht* überzustrapazieren. Wichtiger erscheint, die Umweltdelikte im StGB so zu formulieren, dass sie wenn möglich gegenüber den normalen Vergehenstatbeständen des Umweltstrafrechts eine *fass- und beweisbare Unrechtssteigerung* zum Ausdruck bringen.

Nicht ausgeschlossen wäre die Übernahme der im qualifizierten (Verbrechens-)Tatbestand von Art. 49 Abs. 2 ChemG verwendeten Formulierung, dass „Menschen in schwere Gefahr gebracht“ werden. Im aufgehobenen Art. 60 2. Halbsatz aUSG lautete das Pendant „Menschen oder die Umwelt in schwere Gefahr gebracht“. Allerdings sind die Anforderungen an „schwer“ wohl besonders schwer zu definieren. Zudem erscheinen sie als sehr – und letztlich zu – hoch. Die Verwendung des Begriffs „erheblich“ scheint vorzugswürdig. Die Verwendung von Steigerungsbegriffen ist von der Qualifizierung durch eine „grobe Verletzung von Verkehrsregeln“, die „eine ernstliche Gefahr für die Sicherheit anderer“ schafft, bekannt (Art. 90 Abs. 2 SVG).<sup>832</sup> Das Bundesgericht erachtet Art. 90 Abs. 2 SVG bereits bei einer erhöhten abstrakten Gefährdung gegeben, ohne diesen Massstab jedoch hinreichend präzise definieren zu können, wenn es davon spricht, eine solche setze die „naheliegende Möglichkeit einer konkreten Gefährdung oder Verletzung voraus“ (BGE 118 IV 285 E. 3a, 288).<sup>833</sup> Die Verursachung oder Inkaufnahme einer konkreten Gefährdung begründet die Annahme einer groben Verkehrsregelverletzung erst recht.<sup>834</sup> Angesichts der mit diesen *weitgehend inhaltsleeren Formeln* verbundenen Definitionsprobleme mit dem Gefährdungsbegriff und seinen Steigerungen<sup>835</sup> weicht das Bundesgericht, insoweit folgerichtig, auf die Etablierung einer reichhaltigen Kasuistik mit Fallgruppen objektiv und subjektiv grober Verkehrsregelverletzungen aus.<sup>836</sup> Eine solche Kasuistik liesse sich bei den in der Praxis glücklicherweise seltenen schweren Umweltstraftaten allerdings *nicht* begründen.

*Nicht* angezeigt erscheint eine Übernahme der Qualifikationstatbestände der Art. 172 Abs. 2 LwG oder Art. 63 Abs. 2 LMG 2014, die den Grundtatbestand (Übertretung bzw. Vergehen) bei gewerbsmässiger Tatbegehung (beim LMG zusätzlich bei Handeln mit Bereicherungsabsicht) zum Verbrechen machen. Neben nicht unerheblichen *dogmatischen Schwierigkeiten* der Abgrenzung der strafbaren Gewerbsmässigkeit im nicht seltenen Fall, dass der Täter ohnehin schon im legalen Bereich berufs- oder gewerbsmässig handelt, ist *keine* Möglichkeit ersichtlich, fahrlässige konkrete Gefährdungen zu erfassen, wie das die Gemeingefährdungsdelikte des StGB beinahe ausnahmslos tun. Noch zentraler erscheint der Einwand, dass das Element der Gewerbsmässigkeit dem *Unrechtsgehalt* einer schwerwiegenden konkreten Gefährdung von Menschen oder Umwelt *nicht* Rechnung trägt. Dies gilt

---

<sup>830</sup> Jenny/Kunz, 57 f.

<sup>831</sup> Vgl. oben Teil 3 B.I.2.

<sup>832</sup> Inzwischen ergänzt durch die weiteren Qualifikationen gem. Art. 90 Abs. 3, 4 SVG; Gerhard Fiolka, Killias-FS, 737 ff.; JB Strassenverkehrsrecht 2013, 352 ff.; Ders., StVR-Tagung 2014, 109 ff., für welche die im Text zu Art. 90 Abs. 2 SVG gezogenen Schlussfolgerungen *erst recht* gelten.

<sup>833</sup> Vgl. auch etwa BGE 131 IV 133 E. 3.2, 136; 123 IV 88 E. 3a, 91.

<sup>834</sup> Eine Bestimmung der konkreten Gefahr wird vom BGer daher vielfach gar nicht vorgenommen; vgl. die in der vorangehenden Anmerkung zit. Urteile.

<sup>835</sup> Niggli/Fiolka, StVR-Tagung 2012, 112, 113 f.

<sup>836</sup> Niggli/Fiolka, StVR-Tagung 2012, 110 f. m.H.

einerseits wiederum mit Bezug auf Verhaltensweisen, die zwar kriminell leichtsinnig sind, aber (gerade) noch als Fahrlässigkeit durchgehen. Es gilt andererseits aber auch bei (eventual-)vorsätzlicher Gefährdung. Der Gefährdungsvorsatz ist sowohl weniger anforderungsreich als auch einfacher beweisbar als ein Verletzungsvorsatz. Die Art. 111 f. und 122 f. oder Art. 117 und 125 StGB etablieren *nicht* den gleichen Schutz, da sie als Erfolgsdelikte eine Verletzung der geschützten Rechtsgüter von Leben oder Gesundheit erfordern.

Die *Qualifikationstatbestände* könnten sich im Grundsatz an den gegenüber den klassischen Gemeingefährdungsdelikten moderneren Gesetzesfassungen von Art. 226<sup>bis</sup> und 230<sup>bis</sup> StGB orientieren. Zu beachten ist allerdings nicht zuletzt mit Bezug auf die Strafdrohung, dass Kernenergie, radioaktive Stoffe oder ionisierende Strahlen i.S.v. Art. 226<sup>bis</sup> StGB<sup>837</sup> ein besonders schwerwiegendes Gefährdungspotential bergen. Der Gefährdungserfolg wird als Verursachung einer „Gefahr für das Leben oder die Gesundheit von Menschen oder fremdes Eigentum von erheblichem Wert“ umschrieben.<sup>838</sup> Art. 230<sup>bis</sup> StGB<sup>839</sup> bestimmt das Schutzgut in Abs. 1 lit. a als „Leib und Leben von Menschen“, in Abs. 1 lit. b als „natürliche Zusammensetzung der Lebensgemeinschaften von Tieren oder Pflanzen oder deren Lebensräume“.<sup>840</sup> Während in lit. a eine Gemeingefährdung ausreicht, muss die *ökologische Gefährdung gem. lit. b* schwer sein. Auch die zweite Variante setzt mithin eine, für das StGB allerdings neue und noch zu konkretisierende, Art von ökologischer Gemeingefahr voraus, welche die Biodiversität nachhaltig aus dem Gleichgewicht bringt.<sup>841</sup> Die Gefahr muss konkret sein, womit die Vorschrift ein *konkretes Gefährdungsdelikt* bildet.<sup>842</sup> Gefährdung meint die adäquate (nach dem gewöhnlichen Lauf der Dinge) „Wahrscheinlichkeit oder nahe Möglichkeit der Verletzung des geschützten Rechtsgutes“ (BGE 123 IV 128 E. 2a, 130). Mit einer solchen Lösung würde sich die Schweiz dem Trend der Nachbarstaaten anschliessen, Umweltgefährdungsdelikte im Kernstrafrecht zu verankern.<sup>843</sup> Mit der Ausgestaltung als anforderungsreiche Gemeingefährdungsdelikte würde sie gleichzeitig die Hürde höher hängen.

Im StGB finden sich seit dessen Verabschiedung 1937 zahlreiche Gemeingefährdungsdelikte (Titel 7 und 8 des Bes. Teils). Im Regelungsbereich des USG enthält es aber, wie unter Teil 2/B.IV.4.d. bereits kurz vermerkt, nur *eine* als konkretes *Gemein- bzw. Umweltgefährdungsdelikt* ausgestaltete Strafbestimmung i.S.v. Art. 10 Abs. 2 StGB (Verbrechen), die den *Bereich des zentralen USG* beschlägt und im 8. Titel eingeordnet ist: Art. 230<sup>bis</sup> StGB („Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen“).<sup>844</sup> Nach der Ausgliederung der gentechnisch veränderten Organismen ins GTG erfasst Art. 230<sup>bis</sup> StGB aus dem Regelungsbereich des USG nur mehr pathogene Organismen i.S.v.

---

<sup>837</sup> BSK StGB II-Roelli/Fleischanderl, Art. 226<sup>bis</sup> N 11 ff.

<sup>838</sup> BSK StGB II-Roelli/Fleischanderl, Art. 226<sup>bis</sup> N 17 ff.

<sup>839</sup> Vgl. zur speziellen Entstehungsgeschichte BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 1; Dies. FG Richli, 7 f.

<sup>840</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 3; Niggli/Maeder, Vor Art. 230<sup>bis</sup>-236 N 3.

<sup>841</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 25 ff.

<sup>842</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 5, 18

<sup>843</sup> Jenny/Kunz, 95 f.; siehe auch den Rechtsvergleich im Anhang.

<sup>844</sup> Vgl. Art. 29a ff. USG und Art. 6 GTG. S. zur Entstehungsgeschichte Ackermann/Schröder, 7 f.; BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 1. Zusätzlich vermitteln ggf. die klassischen Gemeingefährdungstatbestände von Art. 223 StGB („Verursachung einer Explosion“) und Art. 224 ff. StGB („Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase“) sowie Art. 230 StGB („Beseitigung oder Nichtanbringen von Sicherheitsvorkehrungen“) einen gewissen, aber sektoriell stark eingeschränkten Schutz. Insoweit geht es um die von Heine sog. ökologische „*Uminterpretation traditioneller Straftatbestände*“ (ZStW 1989, 742). So ist z.B. Art. 230 StGB spezifisch auf die Unfallverhütung „in Fabriken oder in andern Betrieben oder an Maschinen“ zugeschnitten und vermag daher mit der Entwicklung des Begriffs der Anlage gem. Art. 7 Abs. 7 USG nicht Schritt zu halten.



Art. 7 Abs. 5<sup>quater</sup> USG, d.h. diejenigen, „die Krankheiten verursachen können“. Art. 230<sup>bis</sup> StGB bildet ein *Gemeingefährungsdelikt*<sup>845</sup>, dessen Abs. 1 die vorsätzliche und dessen Abs. 2 die fahrlässige Tatbegehung regelt. Strafbar ist, wer „(...) pathogene Organismen freisetzt oder den Betrieb zu ihrer Erforschung, Aufbewahrung oder Produktion oder ihren Transport stört“<sup>846</sup>, wenn er weiss oder wissen muss, dass er dadurch, „a. Leib oder Leben von Menschen gefährdet; oder b. die natürliche Zusammensetzung der Lebensgemeinschaften von Tieren oder Pflanzen oder deren Lebensräume schwer gefährdet.“<sup>847</sup> Die Strafdrohung ist höher als beim schwerer wiegenden Art. 226<sup>bis</sup> StGB, wofür kein Grund ersichtlich erscheint.

Im Vergleich mit den übrigen Gemeingefährungsdelikten fällt auf, dass Art. 230<sup>bis</sup> StGB mit den traditionellen Tatbeständen (z.B. Art. 221-225, 227-230 StGB) das Schutzobjekt als „Leib und Leben“ bezeichnet, womit die psychische Gesundheit wohl *nicht* geschützt ist. Die Tatbestände der Gefährdung durch Kernenergie, Radioaktivität und ionisierende Strahlen gem. Art. 226<sup>bis</sup> und 226<sup>ter</sup> StGB sind hier genauer und umfassender, wenn sie von einer „Gefahr für das Leben und die Gesundheit von Menschen“ sprechen. Sie beziehen durch den Begriff „Gesundheit“ auch den Schutz vor psychischer Gesundheitsschädigung ein, wie er bei den Straftaten gegen Individualinteressen durch die Körperverletzungsdelikte der Art. 122 StGB schon seit Erlass des StGB gewährleistet ist. Auf die in der Strafbestimmung verwendete Formel des „weiss oder wissen muss“ ist zu verzichten, zumal diese nach bundesgerichtlicher Rechtsprechung und Lehre lediglich den Einbezug des Eventualvorsatzes verdeutlichen soll. Daran könnte man angesichts des „weiss“ zweifeln, das i.d.R. mit direktem Vorsatz assoziiert wird. Indem die geltende Vorschrift dem das „wissen muss“ zur Seite stellt, kann sie zum Missverständnis Anlass geben, Fahrlässigkeit genüge. Diese ist aber ohnehin separat in Abs. 2 erfasst. Die geänderte Vorschrift erfasst den Eventualvorsatz wie auch sonst üblich über die Legaldefinition, die im neuen Art. 12 Abs. 2 Satz 2 StGB nun neu auch den Eventualvorsatz gesetzlich definiert.

Die Umformulierung der lit. a und b will die derzeitigen Formulierungen straffen, wobei gleichzeitig die hohe Strafobergrenze von zehn Jahren zu reduzieren ist. Es wird deshalb vorgeschlagen, Art. 230<sup>bis</sup> in Art. 230a StGB umzubenennen und *neu zu fassen*:<sup>848</sup>

#### Vorschlag

<sup>1</sup>Wer unbefugt<sup>849</sup> vorsätzlich gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen freisetzt oder den Betrieb einer Anlage zu ihrer Erforschung, Aufbewahrung oder Produktion oder ihren Transport stört, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er ~~weiss oder annehmen muss, dass er~~ durch diese Handlungen:

a. eine Gefahr für [das] Leben oder [eine erhebliche Gefahr für]<sup>850</sup> die Gesundheit von Menschen verursacht; oder

b. eine (schwere) erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.

<sup>845</sup> BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 5.

<sup>846</sup> S. zu diesen Tathandlungen BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 12 ff.

<sup>847</sup> S. zu den beiden Erfolgsvarianten BSK StGB II-Ackermann/Schröder Bläuer, Art. 230<sup>bis</sup> N 17 ff.

<sup>848</sup> Bzgl. der Strafuntergrenze sind die Vorschriften des 7. und 8. Titels wenig kongruent. Während sie vielfach bei einem Jahr liegt, sieht Art. 226<sup>bis</sup> StGB insoweit Geldstrafe vor. Die Materie bedürfte einer generellen Untersuchung.

<sup>849</sup> S. sogleich unten 3.

<sup>850</sup> Es wäre zu prüfen, ob bei den (bzw. allen) Gemeingefährungsdelikten jede Gesundheitsgefährdung genügt. Die Frage stellt sich auch bei den vorgeschlagenen neuen Bestimmungen

<sup>2</sup> *Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.*

### 3. Neu zu schaffende Strafbestimmungen

Es wird vorgeschlagen, auch die *übrigen Verbrechenstatbestände zum USG* (sowie zum GSchG) nach dem entsprechenden Muster auszugestalten und im StGB zu verankern. Damit kann an eine bereits eingeführte Regelungstechnik angeknüpft und für die (seltenen) Fälle vorsätzlich oder fahrlässig bewirkter eigentlicher *Umweltkatastrophen* ein *einheitlicher Strafschutz auf Verbrechensstufe* etabliert werden.<sup>851</sup> Die zu vermutende seltene Anwendung tangiert die Notwendigkeit einer kriminalpolitischen Vorsorge für solche Ereignisse *nicht* entscheidend, sonst liessen sich mit Ausnahme der Brandstiftungs- und Sprengstoffdelikte wohl alle übrigen Vorschriften des 7. und 8. Titels des Besonderen Teils des StGB abschaffen. Dass die vorgeschlagene Revision des StGB die Bevölkerung im Allgemeinen für den Umweltschutz mobilisieren könnte, ist eher unwahrscheinlich, aber auch nicht primär intendiert. Es geht vielmehr darum, die bereichsspezifisch tätigen Unternehmen und insb. auch die Strafverfolgungsbehörden auf diesem Weg stärker für das Anliegen zu sensibilisieren. Die Sachlage erscheint insoweit ohnehin kaum wesentlich anders als bei Revisionen von besonderen Umwelterlassen. Zudem würden die als *Erfolgsdelikte* auszugestaltenden Verbrechenstatbestände das Desiderat der Verfolgung von *grenzüberschreitenden und Auslandstaten* erfüllen.

Die Straftatbestände sind rechtsgutsbezogen auszugestalten und haben deshalb an die einzelnen ökologischen Risiken anzuknüpfen, vor denen sie Schutz vermitteln wollen.<sup>852</sup> Im Bereich des USG ergeben sich die zu schützenden Umweltmedien aus dessen Geltungsbereich. Sie umfassen als „Tatmittel“ für den Boden gefährliche Stoffe und Organismen<sup>853</sup>, Luftschadstoffe<sup>854</sup> und gefährliche Abfälle.<sup>855</sup> Boden und Luft bilden, zusammen mit dem unter Teil 3/C. behandelten Wasser als der durch das GSchG geschützten Ressource, als Grundlagen allen Lebens die (wichtigsten) Umweltmedien. Einige der übrigen Umwelterlasse setzen demgegenüber auf einer konkreteren Ebene an, wenn sie sich auf die Natur<sup>856</sup> und ihre Bestandteile wie Tiere und Pflanzen einschliesslich deren Lebensräume beziehen.<sup>857</sup> Diese konkrete Ebene wird über die *einheitliche Formulierung der konkreten (Gemein-)Gefährdung der Schutzgüter* angesprochen. Zu diesen gehört auch der Lebens- und Gesundheitsschutz des Menschen. Inwieweit ggf., auch Eigentum geschützt werden soll – wie z.B. in Art. 226<sup>bis</sup> StGB<sup>858</sup>, ist keine umweltstrafrechtliche Frage i.e.S.<sup>859</sup> Die vorgeschlagenen Verbrechen knüpfen gesetzestechnisch an das Umweltverwaltungsrecht an. Dabei sind zu Unklarheiten Anlass gebende Formulierungen<sup>860</sup> zu vermeiden, wobei man aber an einer allgemeinen Rechtswidrigkeitsklausel nicht vorbeikommt. „Rechtswidrigkeitsklausel“ meint, dass dem Beschuldigten der Einwand mögli-

<sup>851</sup> In der Formulierung orientieren sich die Vorschläge in der Annahme, damit Kontinuität mit schon angedachten und diskutierten Überlegungen herzustellen, soweit möglich, am Vorentwurf von Jenny/Kunz, 93 ff., 171 ff. Es ist jedoch *unbedingt* zu beachten, dass hier die speziellen Umwelterlasse *ergänzende Gemeingefährdungsdelikte auf Verbrechensstufe* vorschlagen werden und *nicht*, wie im Vorentwurf Jenny/Kunz, die Vergehenstatbestände diese Erlasse zumindest *teilweise substituierende Eignungsdelikte* auf Vergehensstufe darstellen.

<sup>852</sup> Jenny/Kunz, 93, 96.

<sup>853</sup> Insoweit ist auch das GTG einschlägig (*unten* Teil 3/G.).

<sup>854</sup> S. hierzu auch CO<sub>2</sub>-Gesetz (*unten* Teil 3/H.).

<sup>855</sup> S. Müller-Stahel, 585.

<sup>856</sup> Insoweit stellen sich spezifische Fragen, die *unten* Teil 3/K. zu beantworten sind.

<sup>857</sup> S. zum NHG Teil 3/L., zum WaG Teil 3/E., zum JSJ Teil 3/F., zum NPG Teil 3/J. und zum BGF Teil 3/K.

<sup>858</sup> S. auch §§ 324 ff. deutsches StGB, wo bei vielen Vorschriften die Formulierung „und andere Sachen von bedeutendem Wert“ verwendet wird.

<sup>859</sup> Auf den Schutz von Kulturgütern ist im Rahmen des NHG *unten* Teil 3/L. einzugehen.

<sup>860</sup> S. *oben* Teil 2/D.II.4 zum Begriff „unberechtigt“.

cher, bereits den Tatbestand oder aber die Rechtswidrigkeit ausschliessender Einwände offenstehen<sup>861</sup>, so etwa der Hinweis auf eine erteilte behördliche Genehmigung. Daraufhin ist nicht bloss zu prüfen, ob die besagte Genehmigung bspw. für eine Anlage vorliegt, sondern auch, ob diese im Zeitpunkt der Erteilung das Risiko der nun eingetretenen Beeinträchtigungen von Umweltmedien oder anderen Rechtsgüter abgedeckt hat<sup>862</sup> oder nicht.<sup>863</sup> Materiell würde sich allerdings nichts ändern, wenn die Klausel „unbefugt“ nicht in die vorgeschlagenen Straftatbestände aufgenommen würde, weil sich die Genehmigungswirkung von rechtsgültigen und informiert erteilten Bewilligungen auch bzw. schon aus allgemeinen Rechtsprinzipien ergibt.

Durch die jeweils unterschiedliche Materie bedingt, ergeben sich im Einzelnen unterschiedliche Formulierungen mit divergierendem Konkretisierungsgrad. Dies ist im Folgenden jeweils im Nachgang zu den einzelnen Vorschlägen auszuführen.

Vorschlag: Art. 230b StGB (Beeinträchtigung des Bodens durch Stoffe oder andere<sup>864</sup> Organismen) (neu)

<sup>1</sup> Wer unbefugt vorsätzlich Stoffe oder Organismen<sup>865</sup> in den Boden einbringt, auf ihm ausbringt oder ablagert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er durch diese Handlungen:

a. eine Gefahr für Leben oder die<sup>866</sup> Gesundheit von Menschen verursacht; oder

b. eine erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.

<sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Derzeit ist der Boden in der Schweiz nur mittelbar über das USG und seine Verordnungen wie z.B. VBBo, LRV etc. sowie das GTG geschützt.<sup>867</sup> Sowohl Deutschland (§ 324 a deutsches StGB) als auch Österreich (§ 180 österreichisches StGB) schützen den Boden *selbständig*. Gründe, dies nicht auch in der Schweiz zu tun, sind nicht ersichtlich. Zweifellos erfordert das Umweltmedium Boden als Grundlage jeglichen menschlichen und tierischen Lebens in realem und übertragenem Sinn *einen eigenständigen strafrechtlichen Schutz vor schädlichen Belastungen*.<sup>868</sup>

Die Tathandlungen werden in Übereinstimmung mit § 324a deutsches StGB als Einbringen, Ausbringen oder Ablagern umschrieben. Damit scheidet, anders als etwa bei dem im Folgenden zu diskutierenden Vorschlag für eine Strafbestimmung über Luftverunreinigung, eine mittelbare Verursachung aus. Diese sollte i.d.R. jedoch über diese oder ggf. über die Strafbestimmung zur Gewässerunverun-

---

<sup>861</sup> Der Abgrenzung können im Fall eines (geltend gemachten) Irrtums erhebliche Konsequenzen zukommen; s. *oben* Teil 2/D.II.4. und *Vest*, Dogmatik für die Praxis, Verwaltungsakzessorietät am Beispiel bewilligungsbezogener Tatbestände, Abschnitt V.

<sup>862</sup> Und der Anlagebetreiber seinen Informationspflichten nachgekommen ist.

<sup>863</sup> S. *oben* Teil 2/D.3. *in fine*.

<sup>864</sup> Das „andere“ bezieht sich auf den geltenden Art. 230<sup>bis</sup> StGB, der bereits gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen erfasst. Ist man mit der vorgeschlagenen Änderung dieser Bestimmung einverstanden, lassen sich die vorgeschlagenen Art. 230a und b auch in einem Tatbestand fusionieren.

<sup>865</sup> Soweit die Freisetzung von gentechnisch veränderten oder pathogenen Organismen betroffen ist, geht Art. 230a StGB als *lex specialis* vor.

<sup>866</sup> S. (alternativ) Zusatz wie bei Art. 230a gem. dortigem Vorschlag *oben*.

<sup>867</sup> S. etwa auch die ChemRRV.

<sup>868</sup> *Jenny/Kunz*, 107.

nigung erfasst werden, deren Schutzgüter vorgängig unmittelbar tangiert werden.<sup>869</sup> Damit lassen sich auch Konkurrenzprobleme vermindern.

Vorschlag: Art. 230d StGB<sup>870</sup> (Gefährdung durch Luftveränderung) (neu)

<sup>1</sup> Wer unbefugt vorsätzlich die Luft verändert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er dadurch:

a. eine Gefahr für Leben oder die <sup>871</sup>Gesundheit von Menschen verursacht; oder

b. eine erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.

<sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Der vorgeschlagene Tatbestand von Art. 230d StGB beschränkt sich auf den luftrechtlichen *Immissionsschutz*<sup>872</sup>, anders als etwa § 325 deutsches StGB, der in Abs. 2 einen ergänzenden Emissionsschutz umfasst. Während der Immissionsschutz die Wirkung von Verunreinigungen auf die Luft betrifft, geht es beim Emissionsschutz um den Austritt von Schadstoffen an der Quelle, bspw. durch Anlagen.<sup>873</sup>

Der Ansatz bei der Emission vermittelt damit ggf. vorbeugenden Schutz und erweist sich als eine Aufgabe der Spezialgesetzgebung (USG und LRV). In einem konkreten Gemeingefährdungsdelikt lässt er sich *nicht* typisieren, weil der *Gefahrerfolg* nur mit Blick auf die eingetretene Gefährdung von Mensch oder Umwelt umschrieben werden kann.<sup>874</sup> Mit Blick auf die hier verfochtene Lösung mittels Gemeingefährdungsdelikten ist dies kein Nachteil, da problematische Emissionen über ihre konkret gefährliche Immissionen erfasst werden können.<sup>875</sup>

Die Tathandlung ist über die Veränderung der Luft als Verursachungsverbot formuliert, um auch mittelbare Verunreinigungsgefahren zu erfassen. Da ein solcher Gefahrerfolg nicht ausschliesslich über Fremd- oder Schadstoffe, sondern auch über den Entzug oder die Zugabe von Elementen bewirkt werden kann, die in der natürlichen Zusammensetzung der Luft vorhanden sind, enthält die Formulierung des Tatbestandsvorschlags keine entsprechenden Bezüge.

§ 325 deutsches StGB („Luftverunreinigung“) ist als Sonderdelikt ausgestaltet, das an den Betrieb einer Anlage anknüpft.<sup>876</sup> Der hier unterbreitete Vorschlag bildet demgegenüber ein Allgemeindelikt, da es letztlich keine Rolle spielen kann, ob die Gemeingefährdung mit oder ohne (Betrieb einer) Anlage erfolgt. Dadurch wird z.B. auch das Verbrennen von gefährlichen Abfällen ausserhalb einer Anlage (S. Art. 61 Abs. 1 lit. f USG) erfasst.

---

<sup>869</sup> Jenny/Kunz, 110.

<sup>870</sup> Von der Systematik her wird der StGB-Gewässerschutztatbestand von Art. 230c StGB zwischen die Tatbestände betr. Boden und Luft eingeschoben.

<sup>871</sup> S. (alternativ) Zusatz wie bei Art. 230a gem. dortigem Vorschlag *oben*.

<sup>872</sup> Jenny/Kunz, 118 ff. Vgl. zum Emissionstatbestand die Ausführungen zu Art. 61 Abs. 1 lit. a USG mit Vorschlag für einen qualifizierten Vergehenstatbestand *oben* Teil 3/B.II.2.a.

<sup>873</sup> S. Jenny/Kunz, 115.

<sup>874</sup> § 325 Abs. 2 deutsches StGB ist deshalb auch als abstraktes Gefährdungsdelikt formuliert.

<sup>875</sup> Dass gerade bei Immissionen in der Luft u.U. (gravierende) Nachweisprobleme auftreten können, liegt in der Natur der Sache des Mediums Luft und seinen stochastischen Bewegungsgesetzen. Hinzu treten Kumulations- und Summierungseffekte, s. Jenny/Kunz, 119, die auf die Immissionsgrenzwerte der LRV als bloss ersten Anknüpfungspunkt für die Tatbestandsprüfung hinweisen. S. auch Wohlers, 322 ff.

<sup>876</sup> Der Rechtsbegriff der Anlage ist allerdings sehr weit, Jenny/Kunz, 117.

Vorschlag: Art. 230e StGB (Gefährdung durch Abfälle) (neu)

<sup>1</sup> Wer unbefugt vorsätzlich Abfälle, ausgenommen Siedlungsabfälle, behandelt, lagert, ablagert, ablässt oder sonstwie beseitigt oder Abfälle aus dem Geltungsbereich dieses Gesetzes verbringt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er dadurch:

a. eine Gefahr für Leben oder die Gesundheit von Menschen verursacht; oder

b. eine erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.

<sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Der Vorschlag zur Regelung der Abfallmaterie knüpft nicht mehr an das betroffene Umweltmedium an, zumal insoweit edes betroffen sein kann, sondern setzt bei der Gefahrenquelle Abfall und deren Entsorgung selbst an.<sup>877</sup> Das USG regelt den Umgang mit (Sonder-)Abfällen in Art. 60 Abs. 1 lit. n-q und in Art. 61 Abs. 1 lit. e-k USG, die den Rahmen für den Verbrechenstatbestand des vorgeschlagenen Art. 230e StGB abstecken. Abfälle gem. Art. 7 Abs. 6 USG sind „bewegliche Sachen, deren sich der Inhaber entledigt oder deren Entsorgung im öffentlichen Interesse geboten ist.“ Dabei handelt es sich entweder um gewillkürten Abfall oder um Zwangsabfall.<sup>878</sup> (Wirklicher) Siedlungsabfall kann den im Tatbestand vorausgesetzten Gefährdungserfolg nicht verursachen. Zudem erscheint der Umgang mit Siedlungsabfall durch das USG ausreichend geregelt.

Eine Konkretisierung der Tathandlung à la § 326 deutsches oder § 181 b österreichisches StGB, die als Eignungsdelikte ausgestaltet sind, ist nicht erforderlich, da der Tatbestand über den vorausgesetzten Gefährdungserfolg eingeschränkt wird. Deshalb wird er – ähnlich dem vorgeschlagenen Art. 230b StGB – über eine Aufzählung von durch eine Art Generalklausel ergänzten Tatbestandsvarianten des Behandelns, Lagerns, Ablagerns, Ablassens oder sonstwie Beseitigens formuliert.<sup>879</sup> Die zweite Tatbestandsvariante richtet sich gegen schwere Fälle von grenzüberschreitendem Abfalltourismus.<sup>880</sup> Im Bereich der Verursachung von Lärm, Erschütterungen und nichtionisierenden Strahlen wird auf einen Vorschlag verzichtet.<sup>881</sup> Die Zeit dürfte dafür nicht reif sein. Zudem könnte dadurch eine rationale Diskussion über die anderen Ergänzungsvorschläge zum StGB (zusätzlich) erschwert werden.

## **V. Strafraumen (und Wertungsinkongruenzen)**

Der Strafraumen des Vergehenstatbestands von Art. 60 Abs. 1 USG ist vergleichsweise hoch, wenn man berücksichtigt, dass es sich um Tätigkeits- und abstrakte Gefährdung delikte (darunter immerhin einige Eignungsdelikte) handelt. Dies zeigt insb. der Vergleich mit den konkreten Gefährdungs- bzw. Verletzungsdelikten des Art. 70 Abs. 1 lit. a und b GSchG, die gleichfalls ein Strafmaximum von drei Jahren Freiheitsstrafe enthalten und dem Verletzungsdelikt des Art. 24 NHG, das eine Höchststrafe von bloss sechs Monaten Freiheitsstrafe vorsieht. Auf das Vergehen des Art. 42 WaG steht eine maximale Freiheitsstrafe von einem Jahr.

---

<sup>877</sup> Jenny/Kunz, 134 f.

<sup>878</sup> Jenny/Kunz, 138.

<sup>879</sup> Jenny/Kunz, 147. Nicht erfasst ist der Transport gefährlicher Stoffe, der als abstrakte oder potentielle Gefährdung jedoch spezialgesetzlich zu regeln ist, ebd., 137.

<sup>880</sup> S. Jenny/Kunz, 148 f.

<sup>881</sup> S. insoweit aber § 325 a deutsches StGB.

Während letzteres deutlich zu niedrig erscheint, muss man sich fragen, ob die Strafobergrenze von Art. 60 Abs. 1 USG zu hoch oder diejenige von Art. 70 Abs. 1 lit. a, b GSchG zu niedrig ist oder allenfalls beides zutrifft. Die Problematik wird dadurch verkompliziert, dass beide Normen, insb. aber Art. 60 Abs. 1 USG eine grosse Zahl von Tatbeständen umfasst, die ganz unterschiedliche Handlungen abdecken, deren Gesamtumfang aufgrund der überaus vielen involvierten Ausfüllungsnormen zudem schwer überblickbar erscheint. Obwohl bei einigen Vergehen auch ein Maximum von einem Jahr Freiheitsstrafe genügen würde, dürfte man politisch an Pauschalisierungen nach oben kaum vorbeizukommen.<sup>882</sup>

Hinzu kommt der Umstand, dass eine Absenkung von Strafrahmen bzw. -obergrenzen politisch wohl nicht vermittelbar sein dürfte. Umgekehrt dürfte man bei einer Straferhöhung heutzutage, wo das Strafrecht im Allgemeinen und Strafverschärfungen im Besonderen fälschlicherweise je länger desto mehr als politisches Allheilmittel gilt, kaum je in Argumentationsnotstand geraten. Insgesamt zeigt sich dieser Trend auch im Bereich des Umweltstrafrechts, wo neuere Erlasse (bzw. Revisionen) durchschnittlich zu höheren Strafdrohungen führten. Strafrechtliche Sanktionspolitik ist insoweit offenbar eine Einbahnstrasse, was zu bedauern ist. Im Übrigen dürfte bei der Sanktionshöhe auch der Zufall eine Rolle gespielt haben.

Die Vergehen der Art. 60 Abs. 1 lit. c und d USG erscheinen insoweit problematisch, als sie über die Eigenschaft als Sonderdelikte, die auf beruf- und gewerbliches Handeln zugeschnitten erscheinen, auch deren private Abnehmer erfassen. Es wird deshalb vorgeschlagen, die Delikte als Sonderdelikte auszugestalten und die Zuwiderhandlung durch (End-)Verbraucher – Art. 61 Abs. 1 lit. d und f, neuer Art. 61 Abs. 1 lit. j betr. getrennte Entsorgung – als Übertretungen zu erfassen.

In Art. 61a USG erscheint eine *Anpassung* des derzeit für die vorsätzliche und die fahrlässige Tatbegehung gleich hohen Strafrahmens notwendig, da dies mit dem Schuldprinzip kaum zu vereinbaren ist. Es wird deshalb empfohlen, die Strafdrohung für Fahrlässigkeit auf drei Fünftel derjenigen für Vorsatz zu beschränken. Der Gesetzgeber verwendet diese Art von flexibler Regelung der Busse, die den Maximalbetrag nicht generell-abstrakt fixiert, sondern auf blosser Berechenbarkeit im individuell-konkreten Fall zuschneidet, an verschiedenen Stellen.<sup>883</sup> Dies erscheint zwar zulässig, jedoch wäre die Fixierung der Maxima im Gesetz vorzugswürdig.<sup>884</sup>

## **C. Gewässerschutzgesetz**

Das BG über den Schutz der Gewässer vom 24. Januar 1991 dient dem Schutz der Gewässer vor nachteiligen Einwirkungen (Art. 1 GSchG) durch Reinhaltung der Gewässer, Sicherung angemessener Restwassermengen sowie Verhinderung und Behebung anderer nachteiliger Einwirkungen auf Gewässer.

### **I. Vorbemerkung**

Das StGB enthält in Art. 234 StGB unter der Überschrift „Verunreinigung von Trinkwasser“ (lediglich) eine Strafnorm, die zum zentralen Schutzbereich des GSchG zu zählen ist. Das vorsätzliche Erfolgsde-

---

<sup>882</sup> Aus dem „Bauch“ heraus dürften die Konsequenzen von Verstössen gegen das USG oder GTG wegen ihrer mangelnden Überblickbarkeit schwer wiegen, aber das ist im Grund ein Verzicht auf rationale Sanktionspolitik.

<sup>883</sup> Z.B. Art. 42 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>884</sup> S. oben Teil 3.B.II.3.

likt bezüglich der Verunreinigung und zugleich abstrakte Gefährdungsdelikt bezüglich der Rechtsgüter Leib und Leben bzw. Gesundheit sowie Vermögen von Tierhaltern<sup>885</sup>, das eine Verunreinigung von Trinkwasser für Menschen oder Haustiere mit gesundheitsschädlichen Stoffen verlangt, ist als Verbrechen ausgestaltet, die fahrlässige Begehung als Vergehen.<sup>886</sup> Das Verhältnis der GSchG-Delikte zu Art. 234 StGB wird in Art. 72 GSchG explizit zugunsten der ausschliesslichen Anwendbarkeit des StGB-Delikts geklärt. Sofern sowohl Widerhandlungen gegen das GSchG als auch der Kernstraftatbestand verwirklicht wurden, besteht also unechte Konkurrenz in Form der Subsidiarität der GSchG-Delikte.<sup>887</sup>

Klar ergibt sich aus der Tatbestandsformulierung, dass eine Gesundheitsschädigung nicht eintreten muss, aber selbst die Notwendigkeit einer konkreten Gefährdung lässt sich aus dem Tatbestand selbst an sich nicht herauslesen.

## II. Allgemeines

### 1. Systematik und Typen der Strafnormen

Die Straftatbestände des GSchG sind im 5. Titel (Strafbestimmungen) in Art. 70 und 71 geregelt. Wie die Straftatbestände des USG stellen auch die Gewässerschutzstrafatbestände durchwegs verwaltungsakzessorisches (zum überwiegenden Teil Gefährdungs-)Strafrecht dar, in Form von Annexstrafbestimmungen, die der segmentiellen Absicherung von Verwaltungsvorschriften dienen (vgl. oben Teil 3/B.I.1.). Zu attestieren ist allerdings, dass gerade die das Herzstück des Gewässerschutzstrafrechts bildende und auch in der Praxis zu den relevantesten Straftatbeständen gehörende Strafnorm des Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG, die pönalisierten Verhaltensweisen an sich explizit, nach *Jenny/Kunz*<sup>888</sup> sogar „weitgehend verwaltungsrechtsunabhängig“ umschreibt; was jedoch weniger daran liegt, dass nicht auch hier auf verwaltungsrechtliche Vorschriften verwiesen bzw. an diese angeknüpft würde, als daran, dass diese keine über den Tatbestand hinausgehenden konkreten Inhalt aufweisen, sondern lediglich die diesbezüglichen Verbote statuieren, wodurch die Verwaltungsrechtsakzessorietät in lit. a in der Tat „im wesentlichen auf das Rechtswidrigkeitsurteil begrenzt“ wird.<sup>889</sup>

Auch wenn somit auch im GSchG (lediglich) die Verletzung einzelner Verhaltensnormen unter Strafe gestellt wird, so stehen doch letztlich bestimmte Rechtsgüter dahinter, deren Schutz auf diese Weise, wenngleich – notwendigermassen und wie stets – fragmentarisch gewährleistet werden soll, andernfalls im Übrigen gar keine Kategorisierung als Gefährdungsdelikte möglich wäre (Gefährdung wovon?).

Auch das GSchG enthält keine Verbrechenstatbestände. Art. 70 GSchG umfasst die Vergehen, Art. 71 GSchG die Übertretungen. Im Gegensatz zum USG enthält das GSchG neben reinen Tätigkeitsdelikten bzw. abstrakten Gefährdungsdelikten jedoch auch *Erfolgssdelikte*, sowohl in Gestalt von (eine kleine Minderheit bildenden) *Verletzungsdelikten* (z.B. Art. 70 Abs. 1 lit. b) als auch von *konkreten Gefähr-*

---

<sup>885</sup> Str. (sowohl mit Blick auf die Einordnung als Erfolgs- als auch als abstraktes Gefährdungsdelikt), so wie hier insbes. BSK StGB II-Ackermann, Art. 234 N 5 f. m.w.N.; zur abstrakten Gefahr vgl. auch Komm. GSchG-Anderegg, Art. 72 N 20.

<sup>886</sup> Zu den sonstigen umweltrelevanten Delikten des StGB siehe oben Teil 2/B.II.1.

<sup>887</sup> Siehe auch Komm. GSchG-Anderegg, Art. 71 N 12.

<sup>888</sup> *Jenny/Kunz*, 33 unter Einbezug selbst der lit. b des Art. 70 Abs. 1 GSchG.

<sup>889</sup> *Jenny/Kunz*, 35.

*delikten* (z.B. Art. 70 Abs. 1 lit. a).<sup>890</sup> Die denkbar weit gefassten Tatbestandsformulierungen des Art. 71 GSchG (Abs. 1 lit. a: „in anderer Weise diesem Gesetz zuwiderhandelt“; Abs. 1 lit. b 1. Alt.: „einer [...] Einzelverfügung zuwiderhandelt“) entziehen sich einer spezifischen Konkretisierung nach Deliktstypen.

Auch für das GSchG gilt, dass aufgrund der Regelungssystematik innerhalb der Strafnormen, konkret aufgrund der chronologischen Verweisung auf die relevanten Verhaltensnormen des GSchG, deren Verletzung mit Strafe bedroht wird, sachlich zusammengehörende Materien auseinandergerissen werden.

## **2. Zuständigkeit und Anwendbarkeit des Allgemeinen Teils (StGB, VStrR)**

Art. 73 GSchG erklärt bezüglich Art. 70 und 71 GSchG, die kantonal verfolgt werden (vgl. Art. 22 StPO), die Art. 6 und 7 VStrR<sup>891</sup> für sinngemäss<sup>892</sup> anwendbar.

Sämtliche Strafbestimmungen erfassen auch die fahrlässige Begehung (Art. 70 Abs. 2 GSchG, Art. 71 Abs. 2 GSchG). Gem. Art. 71 Abs. 3 GSchG ist überdies die Gehilfenschaft zu den im GSchG normierten Übertretungen strafbar (entgegen der Grundregel des Art. 105 Abs. 2 StGB). Im Übrigen gilt gem. Art. 333 Abs. 1 StGB der Allgemeine Teil des StGB auch für das GSchG. Art. 333 Abs. 7 StGB hat aufgrund der explizit normierten Fahrlässigkeitstatbestände im Bereich des GSchG keine Bedeutung.

## **III. Die einzelnen Strafbestimmungen**

Zur Verwaltungsakzessorietät der Gewässerschutzstrafgesetzgebung gilt das unter Teil 3/B.II zu Beginn Gesagte, im Ergebnis führt an dieser also kein Weg vorbei.

Im Folgenden sind auch die Deliktskataloge der Art. 70 und 71 GSchG auf allfällige Strafbarkeitslücken sowie auf ihre ausreichende Bestimmtheit hin zu überprüfen und die Strafdrohungen aus intra- wie intersystematischer Sicht (d.h. mit den sonstigen Umwelterlassen, vergleichbaren Nicht-Umwelterlassen sowie dem StGB) abzugleichen. Die folgenden Strafbestimmungen werden daher nicht vollständig kommentarartig abgehandelt, sondern auftragsgemäss fokussiert auf problematisch erscheinende Aspekte bzw. allfälligen Änderungsbedarf hin erörtert.

### **1. Vergehen: Art. 70 GSchG**

Die Strafe für ein *vorsätzliches* Vergehen ist gem. Art. 70 Abs. 1 GSchG Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe. Eine Differenzierung zwischen den einzelnen Tatbeständen findet wie im USG auch im GSchG nicht statt, obgleich hier sowohl Erfolgs- als auch reine Tätigkeitsdelikte bzw. Verletzungs- und (konkrete wie abstrakte) Gefährdungsdelikte zu finden sind. Auf *Fahrlässigkeit* steht nach Art. 70 Abs. 2 GSchG Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen.

#### **a. Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG**

Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG ist ein *Gemeindelik*<sup>893</sup> und – nach dem Gesetzeswortlaut (der das „oder“ erst nach dem „versickern lässt“ setzt)<sup>894</sup>, trotz des Verweises auf Art. 6 GSchG (dazu siehe sogleich

---

<sup>890</sup> Str., siehe sogleich unten Teil 3/C.III.1.a.

<sup>891</sup> Zu Art. 6 und 7 VStrR siehe oben Teil 2/F.

<sup>892</sup> Anders als in Art. 62 Abs. 1 USG findet sich hier das Wort „sinngemäss“.

<sup>893</sup> Vgl. Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 16 m.w.N.



unten), u.E. sowie nach der Rsp.<sup>895</sup> *insgesamt*, d.h. im Hinblick auf *sämtliche* in lit. a normierte Tathandlungen – ein *konkretes Gefährdungsdelikt* und stellt jedermann unter Strafe, der „Stoffe, die das Wasser verunreinigen können, widerrechtlich<sup>896</sup> mittelbar oder unmittelbar in ein Gewässer einbringt, versickern lässt oder ausserhalb eines Gewässers ablagert oder ausbringt *und* dadurch die Gefahr einer Verunreinigung des Wassers *schafft* (Art. 6)“. Während die ins (oder in die Nähe von) Wasser gelangten Stoffe selbst (lediglich) solche sein müssen, die das Wasser verunreinigen können, verlangt der Tatbestand für dessen Vollendung<sup>897</sup> in all seinen Tatbegehungsvarianten die Schaffung einer konkreten<sup>898</sup> Verunreinigungsgefahr für ein Gewässer.

Verwirrend – angesichts des Wortlauts des Tatbestands – und u.E. zudem inhaltlich-systematisch *nicht sachgerecht* ist der am Ende des Tatbestands zu findende Verweis auf Art. 6 GSchG in seiner Gesamtheit, der in der Tat ebenso gut die von einem Teil des Schrifttums vertretene Auslegung zulässt, wonach beim Einbringen und Versickernlassen eine konkrete Gefahr nicht nachgewiesen werden müsse, sondern vielmehr der Nachweis genüge, „dass Stoffe, die Wasser verunreinigen können, [...] in ein Gewässer gelangten oder in den Untergrund versickerten“<sup>899</sup>. Während nämlich der Abs. 2 des Art. 6 GSchG das Verbot, zur Wasserverunreinigung geeignete Stoffe ausserhalb eines Gewässers abzulagern oder auszubringen, bereits selbst explizit auf den Fall des Entstehens einer *konkreten* Wasserverunreinigungsgefahr beschränkt, sieht Abs. 1 gerade keine solche Einschränkung vor.

Nach der hier (wie von der Rechtsprechung sowie einem Teil des Schrifttums) vertretenen – am Wortlaut des Tatbestands selbst sowie an wertenden inhaltlich-systematischen Erwägungen (dazu sogleich unten) ausgerichteten – Auslegung geht das verwaltungsrechtliche Verbot des Art. 6 Abs. 1 GSchG, das lediglich auf die *Gefahreignung* der Stoffe abstellt, somit *weiter* als der als konkretes Gefährdungsdelikt ausgestaltete Vergehenstatbestand des Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG, der für die Vollendung sowohl den Eintritt der konkreten Gefährdung als auch den diesbezüglichen Vorsatz erfordert. Tritt der zumindest in Kauf genommene konkrete Gefährdungserfolg nicht ein, so liegt (allenfalls allerdings untauglicher) Versuch vor. Bei der Fahrlässigkeitsvariante gem. Art. 70 Abs. 2 GSchG ist Strafbarkeit nur bei Erfolgseintritt gegeben. Eine vorsätzlich lediglich abstrakte Gefährdung fällt nicht unter Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG, bleibt aber (schon heute) nicht straflos (siehe sogleich unten).

---

<sup>894</sup> Und dadurch eine *einheitliche*, d.h. im Hinblick auf das zusätzliche Erfordernis der konkreten Gefährdung gleichgeschaltete Aufzählung aller Tathandlungen vor dem „und“ suggeriert, indem er eben das Einbringen und Versickernlassen gerade nicht vom Ablagern und Ausbringen abgrenzt. Das „oder“ zwischen Ablagern und Ausbringen bezieht sich schliesslich nur auf deren gemeinsame Lokalisation „ausserhalb“ von Gewässern.

<sup>895</sup> Vgl. Entscheid des BGer 6S.520/2001 vom 27.9.2002, URP 2003, 279 E.1.2; Entscheid des OGer TH vom 4. November 2004 (RBOG 2004 Nr. 25); Entscheid des OGer ZH vom 13.1.2003, E. 5 (URP 2003, 773). Vgl. auch Jenny/Kunz, 36 Fn. 56, die im Übrigen – wie hier vertreten – für eine einheitliche Auslegung des Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG im Sinne des Erfordernisses einer konkreten Gefährdung plädieren; so wohl auch Komm. USG-Ettler, Vorbem. Zu Art. 60-62 N 30; Eicker, ZStrR 2014, 168, 173.

<sup>896</sup> Zu nicht tatbestandsmässigen legalen Gewässergefährdungen siehe Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 36 f. Im Allgemeinen zur Widerrechtlichkeit siehe oben Teil 2/D.II.4.

<sup>897</sup> Zum Versuch siehe Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 15.

<sup>898</sup> Dies (nämlich, dass es sich bei der im Tatbestand explizit genannten Gefahr um eine *konkrete* handeln muss) ergibt die Auslegung des Wortlauts wiederum ganz klar, es braucht das Wort „konkrete“ – so wie in Art. 6 Abs. 2 GSchG, der keine Strafnorm darstellt, nicht. Strittig ist allein die Frage, ob die ersten beiden Tathandlungen eine konkrete Gefahr herbeiführen müssen, um tatbestandlich zu sein.

<sup>899</sup> Siehe Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 28 m.w.N. aus dem Schrifttum; a.A. Eicker, ZStrR 2014, 173.

Ein der Klarstellung<sup>900</sup> dienender gesetzgeberischer Akt ist jedenfalls angezeigt.<sup>901</sup> Sei es in Form einer an den Inhalt des Art. 6 Abs. 1 GSchG angepassten Formulierung des Tatbestands des Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG,<sup>902</sup> sei es – was unter Strafwürdigkeitsgesichtspunkten u.E. eindeutig zu befürworten ist, in Form des Belassens der Tatbestandsformulierung (und deren entsprechenden Interpretation) als insgesamt konkretes Gefährdungsdelikt und der gesonderten expliziten Pönalisierung des Falles des – weniger gravierenden – Einbringens und Versickernlassens ohne konkreten Gefährdungserfolg (entsprechend dem Verbot des Art. 6 Abs. 1 GSchG) als *Übertretung* zu Beginn des Art. 71 StGB (zum Vorschlag des Wortlautes siehe unten bei Art. 71 GSchG).

Nach der von der Rechtsprechung sowie hier vertretenen Auffassung ist freilich schon jetzt die bloss abstrakte Gefährdung durch Einbringen oder Versickernlassen als schlichtes Tätigkeitsdelikt *nicht* straflos, sondern fällt (aufgrund des Verbotes in Art. 6 Abs. 1 GSchG) unter die Generalklausel des Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG bzw. muss entsprechend der Regelungssystematik der Gewässerschutzdelikte wohl unter diese fallen. Und eben dies erscheint in wertender Betrachtung sachgerecht. Freilich ist eine bloss abstrakte Gefährdung beim *Einbringen* wohl der Ausnahmefall. Beim Versickernlassen sieht das GSchG 1991, anders als noch das GSchG 1971 (in Art. 14 Abs. 2 aGSchG), keine Ausnahmebewilligungsmöglichkeit durch die Behörde bei bloss abstrakter Gefährdung (d.h. also bei Nichteintritt einer konkreten Verunreinigungsgefahr) mehr vor, ist sohin jedenfalls übertretungstatbestandlich. Dafür, dass dies so bleiben möge, sprechen kriminalpolitische, aber auch Praktikabilitätsabwägungen.

Auch wenn bzw. gerade weil das Entstehen einer (*konkreten* Gefahr einer) Gewässerverunreinigung insbesondere im Fall des Einbringens, möglicherweise auch des Versickernlassens, eher bzw. sogar i.d.R. gegeben sein wird als im Fall des Ablagerns oder Ausbringens, womit sich allenfalls die Weite des Verbotes nach Art. 6 Abs. 1 GSchG erklären lässt, so ist sie eben doch nicht notwendigerweise damit verbunden<sup>903</sup> (anders sich ja auch die Existenz des diesbezüglichen Verbotes gem. Art. 6 Abs. 1 GSchG mangels Anwendungsbereichs gar nicht rechtfertigen liesse).<sup>904</sup> Eine Strafbewehrung dieser Fälle erscheint sachlich gerechtfertigt, allerdings nur als Übertretung, die überdies einer expliziten Hervorhebung bedarf, ansonsten nur durch – dem Gebot der Rechtssicherheit nicht Genüge tuende – äusserst diffizile Auslegungsarbeit sowohl die Strafbarkeit als auch die konkrete Strafdrohung zu erkennen wären. Diese ausdrückliche Tatbestandsformulierung in Art. 71 GSchG wäre Teil der dringend gebotenen *Konkretisierung* der geltenden völlig unbestimmten Generalklausel des Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG.<sup>905</sup>

---

<sup>900</sup> Den der „redaktionellen Straffung“ gegenüber der Vorläuferregelung geschuldeten mehrdeutigen und auslegungsbedürftigen Wortlaut moniert auch Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 12.

<sup>901</sup> So stellt Eicker, ZStrR 2014, 174, zu Recht fest, dass es im „Hinblick auf den Bestimmtheitsgrundsatz [...] oft schon problematisch“ sei, „dass die Strafvorschriften des Umweltstrafrechts nicht ausdrücklich erkennen lassen, ob sie als Gefährdungserfolg eine konkrete Gefährdung des geschützten Rechtsguts voraussetzen oder ob eine lediglich abstrakte Gefährdung schon ausreichend“ sei.

<sup>902</sup> Was allerdings bedeuten würde, dass für das Einbringen und Versickernlassen eine Gefährdungseignung ausreichend wäre, um die Strafbarkeit wegen des Vergehens zu begründen.

<sup>903</sup> So jedenfalls bezüglich der Verunreinigung als Verletzung des geschützten Rechtsguts auch Jenny/Kunz, 36.

<sup>904</sup> Die Argumentation an dieser Stelle ist eine rein dogmatisch-systematische unabhängig von der Frage nach der Nachweisbarkeit bzw. Grenzziehung zwischen abstrakter (potentieller) und konkreter Gefährdung.

<sup>905</sup> Kritisch bereits Jenny/Kunz, 33 ff.

Anders als nach dem USG kann es im Übrigen im GSchG im Lichte der allein entscheidenden Gefährdung nicht darauf ankommen, ob die Tathandlung des „Ablagerns“ ein endgültiges oder bloss vorübergehendes Deponieren darstellt.<sup>906</sup> Dies spricht allerdings nicht notwendigerweise für die Verwendung eines anderen Begriffes als im USG.

Fraglich könnte sein, ob nicht – neben den weiterhin explizit aufgezählten Tathandlungen des Einbringens, Versickernlassens, Ablagerns und Ausbringens – auch der sonstige „riskante Umgang“ mit verunreinigungstauglichen Stoffen als Auffangtathandlung eingeführt werden sollte.<sup>907</sup> Hier ist u.E. allerdings Zurückhaltung geboten.

Eine den Begehungstatbestand des Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG ergänzende Strafbarkeit des Unterlassens konkrete Gefährdungen abwendender Massnahmen im Sinne eines echten Unterlassungsdelikts erscheinen sowohl mit Blick auf die Geltung des Art. 11 StGB (Strafbarkeit aufgrund Garantenstellung als unechtes Unterlassungsdelikt) für Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG als auch mit Blick auf das echte Unterlassungsdelikt des Art. 70 Abs. 1 lit. b *nicht* erforderlich.<sup>908, 909</sup>

Eine Lücke ist jedoch auch im Gewässerschutzbereich im Fehlen eines Qualifikationstatbestands zu erblicken.<sup>910</sup>

#### **b. Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG**

Das *Sonderdelikt und echte Unterlassungsdelikt* des Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG pönalisiert den Inhaber von Anlagen, die wassergefährdende Flüssigkeiten enthalten, der die nach dem GSchG „notwendigen baulichen und apparativen Vorrichtungen nicht erstellt oder nicht funktionsfähig erhält und dadurch“ entweder „das Wasser verunreinigt“ (*Verletzungs-* und Erfolgsdelikt) oder zumindest „die Gefahr einer Verunreinigung schafft (Art. 22)“ (*konkretes Gefährdungs-* und damit ebenfalls Erfolgsdelikt).

Zunächst sei angemerkt, dass es genügen würde, *allein* die konkrete Verunreinigungs*gefahr* als tatbestandsmässigen Erfolg festzuschreiben, d.h. die Wortfolge „das Wasser verunreinigt“ zu streichen. Dies aus zwei triftigen Gründen: Zum einen, weil die konkrete Gefährdung lediglich das Durchgangsstadium zur Verunreinigung, und damit Verletzung des Rechtsguts, darstellt, die daher bereits bei konkreter Gefährdung eintretende Strafbarkeit im tatsächlichen Verunreinigungsfall umso mehr gegeben sein muss und zum anderen, weil ansonsten der (Umkehr-)Schluss gezogen werden müsste, dies träfe auf die lit. a des Art. 70 Abs. 1 GSchG, die insofern sachgerecht formuliert ist, indem sie nur auf die konkrete Gefahrschaffung abstellt, nicht zu, was gewiss nicht im Sinne des Gewässerschutzgesetzgebers lag, der den Erfolg der Verunreinigung, so wie er im Entwurf zum GSchG 1971 in Art. 35 Abs. 1 noch enthalten war, bestimmt nicht deshalb gestrichen hat, um Verunreinigungen gegenüber blossen Gefährdungen straffrei zu stellen. Die Gutachter möchten diese Überlegungen zur Diskussion stellen, sehen vom Vorschlag einer diesbezüglichen konkreten Änderung des Tatbestands jedoch aufgrund des entsprechenden ausdrücklichen Wunsches von Mitgliedern aus der Begleitgruppe ab.

---

<sup>906</sup> Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 31 m.w.N.

<sup>907</sup> Siehe Jenny/Kunz, 37, die insbesondere auch das „Lagern“ nennen, das sich allerdings schon unter das zeitweilige Ablagern subsumieren lässt.

<sup>908</sup> So auch Jenny/Kunz, 37.

<sup>909</sup> Art. 11 StGB kann von Art. 6 Abs. 2 VStrR (i.V.m. Art. 73 GSchG) *nur* für den Bereich der Geschäftsherrnhafung verdrängt werden (insofern missverständlich Eicker/Frank/Achermann, 62).

<sup>910</sup> S. unten Teil 3/C.V.2.

Die Normierung als *echtes Unterlassungsdelikt* bewirkt, dass vom Tatbestand der lit. b nicht explizit erfasste Unterlassungen nicht strafbar sind, soweit sie nicht unter Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG i.V.m. Art. 11 StGB (unechte Unterlassung) fallen. Aufgrund der geltenden Tatbestandsfassung der lit. b ergeben sich Lücken. Zur Gewährleistung eines sichtbaren (bewusstseinsbildenden), sachgerechten und umfassenden Rechtsgüterschutzes ist es unumgänglich, im Tatbestand (ergänzend) das *Unterlassen sämtlicher erforderlicher (und zumutbarer)*<sup>911</sup> Verhinderungsmassnahmen unter Strafe zu stellen. Dabei bedarf es keines Verweises auf das – diesbezüglich inhaltsleere – (Gewässerschutz-)Gesetz, ebenso wenig auf allfällige Ausführungsvorschriften. Das Tatbestandsmerkmal der „erforderlichen“ Massnahmen nimmt per se Bezug auf sämtliche in Gesetzen (oder allfälligen Ausführungsvorschriften) oder sonstigen Regelwerken als Standards niedergeschriebene sowie die nicht niedergeschriebenen, aber nach dem „gefestigten Kenntnis- und Erfahrungsstand der Umwelttechnologie“<sup>912</sup> gebotenen Verhinderungsmassnahmen. Im Überschneidungsbereich mit Art. 70 Abs. 1 lit. a GSchG i.V.m. Art. 11 StGB ist der Wert dieser Formulierung zur Verdeutlichung und damit auch Förderung der Anwendung durch die Praxis nicht zu unterschätzen.<sup>913</sup> Abzuwehren ist stets schon die konkrete Verunreinigungsgefahr.

Der *geltende* Tatbestand soll nicht gestrichen, sondern als ein *spezifisches* Anwendungsbeispiel lediglich im oben beschriebenen Sinne ergänzt werden, bezieht er sich doch auf die explizite Vorschrift des Art. 22 GSchG. Das Wort „notwendigen“ soll durch „vorgeschriebenen“ ersetzt werden, ansonsten einer nicht sachgerechten einschränkenden Interpretation Vorschub geleistet wird.

Im Übrigen erscheint die explizite Aufnahme der Nichtmeldung von konkret gefährdendem Flüssigkeitsverlust gem. Art. 22 Abs. 6 GSchG an die Gewässerschutzpolizei als weiterer echter Unterlassungstatbestand angezeigt. Diskussionswürdig ist allerdings, ob dieser Fall nicht lediglich als Übertretung normiert werden sollte. Die Nichteinhaltung der Meldepflicht gem. Art. 22 Abs. 5 GSchG erscheint demgegenüber mit Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG jedenfalls ausreichend strafbeweht, wenngleich die unten angestellten Überlegungen für eine explizite Normierung sprechen.

Das Treffen von Massnahmen entbindet den Betreiber freilich nicht von seiner Meldepflicht, das geht aus dem Straftatbestand, dessen einzelne Deliktsfälle bzw. Tatbestandsalternativen allesamt durch „oder“ aneinandergereiht sind, eindeutig hervor. Die Meldung entbindet den Betreiber aber eben auch nicht davon, weitere erforderliche Massnahmen zu treffen, das wird nunmehr explizit gemacht und als eigener Tatbestand unter Strafe gestellt. Das in der Begleitgruppe bei einzelnen Mitgliedern aufgekommene Interpretationsmissverständnis könnte man aus Gutachtersicht allenfalls verhindern, indem „ebenso macht sich strafbar...“ eingeführt oder überhaupt einzelne litera aus lit. b gemacht würden. Aufgrund des insoweit eindeutigen Gesetzeswortlauts erscheint dies allerdings nicht erforderlich.

Der Täterkreis des solcherart ergänzten Tatbestands sollte im Übrigen neben den Inhabern auch die *Betreiber* von Anlagen (als Pflichtenträger) erfassen.

---

<sup>911</sup> Vgl. die Formulierung in Art. 102 StGB. Es geht um das Setzen der gebotenen (also möglichen, geeigneten und notwendigen) sowie zumutbaren Verhinderungsmassnahmen (im Sinne von Art. 11 StGB).

<sup>912</sup> Jenny/Kunz, 39.

<sup>913</sup> Zumal die lit. b ja auch jetzt schon z.T. nur eine Verdeutlichungsfunktion hat (siehe Jenny/Kunz, 38).

Da Betreiber solcher Anlagen auch juristische Personen sowie andere Gesellschaften sein können, kommt Art. 29 StGB entscheidende Bedeutung zu, der insoweit nicht von Art. 6 Abs. 3 VStrR, der sich lediglich auf den Geschäftsherrn, Arbeitgeber etc. im Kontext des Art. 6 Abs. 2 VStrR bezieht, verdrängt werden kann.<sup>914</sup>

Vorschlag

b. *als Inhaber oder Betreiber von Anlagen, die wassergefährdende Flüssigkeiten enthalten, die nach diesem Gesetz ~~notwendigen vorgeschriebenen~~ baulichen und apparativen Vorrichtungen nicht erstellt oder nicht funktionsfähig erhält (Art. 22), die Meldung gem. Art. 22 Abs. 6 nicht unverzüglich erstattet<sup>915</sup> oder sonst die erforderlichen Massnahmen zur Abwehr drohender Gewässerverunreinigungen unterlässt und dadurch das Wasser verunreinigt oder die Gefahr einer Verunreinigung des Wassers schafft (Art. 22).*

**c. Art. 70 Abs. 1 lit. c GSchG**

Die – weitestgehend erst im Jahr 1991 eingeführten und – überwiegend verwaltungsakzessorisch gefassten Vergehenstatbestände des Art. 70 Abs. 1 lit. c bis g sind in der Praxis kaum je Gegenstand von Strafverfahren.<sup>916</sup>

Die als reine Tätigkeitsdelikte gefassten Tatbestände, unter denen sich vereinzelt auch Eignungsdelikte finden (siehe lit. g), bezwecken den Schutz der Gewässer vor anderen Beeinträchtigungen als Verunreinigung(-sgefahren) i.e.S., insbesondere Verbauung, Veränderung oder Ausbeutung mit ihren allenfalls weiterreichenden Konsequenzen sowie den quantitativen Gewässerschutz.<sup>917</sup>

Gem. lit. c macht sich strafbar, wer „behördlich festgelegte Dotierwassermengen nicht einhält oder die zum Schutz des Gewässers unterhalb der Entnahmestelle angeordneten Massnahmen nicht trifft (Art. 35)“. Hier ist kein Änderungsbedarf ersichtlich.

**d. Art. 70 Abs. 1 lit. d, e GSchG**

Strafbar macht sich gem. lit. d, wer „ein Fließgewässer widerrechtlich verbaut oder korrigiert (Art. 37)“, sowie nach lit. e, wer „ohne Bewilligung oder entgegen den Bedingungen einer erteilten Bewilligung Fließgewässer überdeckt oder eindolt (Art. 38)“. Auch in diesem Bereich ist kein Änderungsbedarf ersichtlich.

**e. Art. 70 Abs. 1 lit. f GSchG**

Strafbar macht sich, wer „ohne Bewilligung der kantonalen Behörde oder entgegen den Bedingungen einer erteilten Bewilligung feste Stoffe in einen See einbringt (Art. 39 Abs. 2)“. Aufgrund der Beschränkung des Verweises auf Abs. 2 des Art. 39 GSchG ergibt sich – allerdings erst – auf den zweiten Blick, dass ausschliesslich unbewilligte oder bewilligungswidrige „Schüttungen“ den Tatbestand zu erfüllen vermögen, nicht jedoch jegliches Versenken fester Stoffe in einem See.<sup>918</sup> Eine Schüttung ist

---

<sup>914</sup> Insofern missverständlich *Eicker/Frank/Achermann*, 62. Siehe im Übrigen auch *oben* Teil 2/F.V.

<sup>915</sup> Allenfalls als blosser Übertretung zu normieren.

<sup>916</sup> Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 7.

<sup>917</sup> Vgl. *Jenny/Kunz*, 39.

<sup>918</sup> In diesem Sinne offenbar Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 68 ff. So schon *Jenny/Kunz*, 39, die u.E. zurecht die Missverständlichkeit jedenfalls des Straftatbestands beklagen. Etwas zurückhaltender allerdings formuliert in der Stellungnahme des Bundesrats vom 17.5.2006 zur Motion Mathys betreffend die Einführung einer Straf-

(lediglich) „jede durch Einbringen fester Stoffe angestrebte Terrainveränderung des Seegrundes bzw. Uferbereichs, die nicht lediglich Hilfsfunktionen hat“<sup>919</sup>. Schutzobjekt ist die Uferzone, die eine biologisch wichtige Funktion hat.<sup>920</sup> Im Dienste der Tatbestandsklarheit wird daher vorgeschlagen, dies bereits ausdrücklich in lit. f festzuschreiben.

Nun ist es zwar offenbar nicht so, dass die (letztlich zugrundeliegende) Verwaltungsnorm des Art. 39 Abs. 1 GSchG das Einbringen fester Stoffe in Seen schlechthin verbietet, sondern sich ihrerseits lediglich auf Schüttungen bezieht.<sup>921</sup> Dies ergibt sich allerdings (ebenfalls) nicht zweifelsfrei aus dem Wortlaut, sondern aus der systematischen sowie teleologischen Auslegung der Bestimmung des Art. 39 GSchG insgesamt, also im Kontext des Abs. 2. Andernfalls wäre das in Art. 39 Abs. 1 GSchG normierte Verbot des Einbringens fester Stoffe in Seen (schlechthin, also auch von Kleinabfällen), auch wenn diese das Wasser nicht verunreinigen können, zumindest durch Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG strafbewehrt. Dem scheint aber nicht so zu sein. Allenfalls könnte man das Verbot des Einbringens fester Stoffe in den neuen Katalog des Art. 71 Abs. 1 GSchG aufnehmen.

Vorschlag

*f. ohne Bewilligung der kantonalen Behörde oder entgegen den Bedingungen einer erteilten Bewilligung ~~feste Stoffe in einen See einbringt~~ Schüttungen in einen See vornimmt (Art. 39 Abs. 2);*

#### **f. Neuer Tatbestand: Art. 70 Abs. 1 lit. g (neu!) GSchG**

Auf Erfahrungen aus der Strafverfolgungspraxis basierend, der in den sogleich zu nennenden Fällen trotz massiver Schäden oftmals die Hände gebunden sind, soll ein neuer Tatbestand eingeführt werden.

Vorschlag

*g. als Inhaber oder Betreiber einer Stauanlage bei der Spülung und Entleerung des Stauraums die Tier- und Pflanzenwelt im Unterlauf des Gewässers beeinträchtigt (Art. 40);*

#### **g. Art. 70 Abs. 1 lit. g GSchG (neu: lit. h)**

Bestraft wird, wer „ohne Bewilligung oder entgegen den Bedingungen einer erteilten Bewilligung Kies, Sand oder anderes Material ausbeutet oder vorbereitende Grabungen dazu vornimmt (Art. 44)“.

Nach Jenny/Kunz handelt es sich dabei um ein – klar gefasstes – „abstraktes Gefährdungsdelikt“, dessen Beschränkung auf „nachhaltige Eingriffe („Ausbeutung,“) mit potentiell gravierenden Folgen“, die Einstufung als Vergehen rechtfertige.<sup>922</sup> Dem ist nichts entgegenzusetzen. Der Tatbestand stellt in diesem Sinne ein Eignungsdelikt, also nach der hier vertretenen Systematisierung ein spezifisches

---

bestimmung für das Wegwerfen von Müll vom 24.3.2006 (06.3138): „Die Bestimmungen [des Art. 70 Abs. 1 lit. f GSchG und Art. 61 Abs. 1 lit. g USG] lassen sich [...] nur bei sehr weiter Auslegung auf das Wegwerfen von Kleinabfällen anwenden“ (!).

<sup>919</sup> Komm. GSchG-Anderegg, Art. 70 N 70 m.N.: Keine Bewilligungspflicht für Einbringen „von Beton lediglich zum Bau oder zur Sicherung von Anlagen“.

<sup>920</sup> Wagner Pfeifer, Umweltrecht, N. 972 f.

<sup>921</sup> So offenbar Komm. GSchG-Anderegg, Ar. 70 N 68 ff.

<sup>922</sup> Jenny/Kunz, 39.

abstraktes Gefährdungsdelikt, dar. So hebt auch *Anderegg* hervor, dass der Abbau von Kies etc. „die Grundwasserqualität und -quantität nachhaltig gefährden kann“<sup>923</sup>. Im Vergehenskatalog des Art. 70 Abs. 1 GSchG finden sich wesentlich weniger schwerwiegende reine Tätigkeitsdelikte. Es stellt sich die Frage nach einer allfälligen Herabstufung zu Übertretungen. Dies trifft auch im Vergleich auf die in lit. f unter Strafe gestellten blossen vorbereitenden Grabungen zu.

Aufgrund des (dem Kriterium der Chronologie geschuldeten) Einschubs der neuen lit. g (siehe oben Teil 3/C.III.f.) würde die geltende lit. g zu lit. h (neu).

## 2. Übertretungen: Art. 71 GSchG

Art. 71 GSchG enthält („umschreibt“ wäre zuviel gesagt) zunächst in Abs. 1 lit. a einen die gebotene Rechtssicherheit vorenthaltenden und letztlich auch an Unbestimmtheit schwer zu überbietenden „Tatbestand“ in Form einer Generalklausel, die alle sonstigen möglichen Widerhandlungen gegen das Gewässerschutzgesetz pauschal als Übertretungen unter Strafe stellt. Für die vorsätzliche Begehung ist gem Art. 71 Abs. 1 GSchG Busse bis zu 20'000 SFr. vorgesehen, für die fahrlässige Begehung gem Art. 71 Abs. 2 lediglich Busse, d.h. gem. Art. 106 Abs. 1 StGB Busse bis zu 10'000 SFr. Damit nicht genug wird auch die Gehilfenschaft für strafbar erklärt (Art. 71 Abs. 3 GSchG). Anders als bei den Übertretungen nach USG, die allerdings nicht derart generalklauselartig abgefertigt werden, hat der Gewässerschutzstrafgesetzgeber davon Abstand genommen, darüber hinaus die Versuchsstrafbarkeit einzuführen. Art. 71 Abs. 1 lit. b GSchG pönalisiert die Zuwiderhandlung gegen unter Hinweis auf ebendiese Strafandrohungen ergangene Einzelverfügungen sowie die Gehilfenschaft hierzu. Für Vorsatz- und Fahrlässigkeitsstrafbarkeit gilt das zu lit. a Gesagte.

### a. Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG

Strafbar macht sich gem. Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG, wer „in anderer Weise diesem Gesetz zuwiderhandelt“. Zwar verweist der Tatbestand, falls man dieses (reinste) Blankett überhaupt so nennen kann, klar und explizit auf die Regelungen des GSchG, die man übertreten kann. Es wird damit aber nicht einmal aufgelistet, welche dies im Einzelnen sind, wodurch die Erkenntnis, welche konkreten Verhaltensweisen unter Strafe stehen, von der (umwelt-)rechtskundigen Interpretation der *pauschal* in Bezug genommenen Verwaltungsnormen abhängt. Nach *Eicker*<sup>924</sup> handelt es sich um einen „halbexpliziten“ Verweis, der zwar die Akzessorietät zu anderen Normen ausdrückt, bei dem das Verweisungsobjekt jedoch pauschal bleibt, weil allgemein auf die Verbote des GSchG verwiesen wird. Ob dieser pauschale Binnenverweis auf das GSchG sich bereits auf ein „unüberschaubares Normendickicht“ bezieht, lässt *Eicker* – soweit ersichtlich – unbeantwortet. U.E. erscheint dieser im Lichte des Bestimmtheitsgebots nicht nur fragwürdig<sup>925</sup>.

Auch wenn die Botschaft zur Volksinitiative „zur Rettung unserer Gewässer“ und zur Revision des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer vom 29. April 1987 zu Recht festhält, dass sich im GSchG „viele Bestimmungen in unmittelbarer Weise an jeden einzelnen“ wenden und „diesen zu einem bestimmten Verhalten“ anhalten, und nicht wie im USG vorrangig an die Behörden gerichtet sind, was „letztlich eine Vielzahl von Straftatbeständen zur Folge“ habe und der Gesetzgeber eben diesem Umstand durch das Erfassen aller nicht als Vergehen ausgestalteten Straftatbestände in ei-

<sup>923</sup> Komm. GSchG-*Anderegg*, Ar. 70 N 74. Damit steht freilich gerade nicht in Widerspruch, dass der Tatbestand „bereits mit Vornahme der Handlung erfüllt“ ist (a.a.O. 3.); dass eine Gefahr nicht vorliegen müsse (a.a.O. 3.), stimmt insofern als der Tatbestand an sich keine solche verlangt und als Schutzzweck der Verwaltungsnorm des Art. 44 GSchG auch nur die Gefahreignung dahintersteht.

<sup>924</sup> *Eicker*, ZStrR 2014, 185 ff.

<sup>925</sup> Siehe auch *Jenny/Kunz*, 33 f. m.N. Zumindest hinterfragend Komm. GSchG-*Anderegg*, Art. 71 N 18 ff.

nem allgemein formulierten Übertretungs-Auffangtatbestand zu begegnen suchte,<sup>926</sup> so erscheint gerade dies im Lichte des die Rechtssicherheit gewährleistenden Bestimmtheitsgrundsatzes *nicht* als akzeptabler Weg. Dass sich dieses „Vorgehen [...] insbesondere für die Strafverfolgungsbehörden als zweckmässig erwiesen“ haben soll, wie die Botschaft weiter feststellt,<sup>927</sup> ist gerade kein schlagendes Argument für die Beibehaltung dieser Lösung, zumal der Bestimmtheitsgrundsatz in erster Linie die Rechtsunterworfenen schützen und nicht die Anwendung durch die Behörden auf Kosten eben dieses Schutzes fördern soll. Die Alternativlösung der Einführung eines „äusserst umfangreichen Katalog(s) der zu erfassenden Verletzungen von Verhaltensvorschriften“ stellt lediglich den Gesetzgeber vor eine Herausforderung, sollte aber der Anwendungspraxis gerade keinen Abbruch tun, es sei denn man sähe in grösserer Bestimmtheit ein Hindernis für die Anwendung. Von „recht grosse(r) Bedeutung“ spricht im Übrigen auch *Anderegg*<sup>928</sup>, ganz im Gegensatz zu *Jenny/Kunz*<sup>929</sup>, die der Blankettnorm gerade attestieren, dass sie „(wohl nicht zuletzt wegen ihrer auch die Rechtsanwendungsinstanzen irritierenden Vagheit) kaum praktische Bedeutung erlangt hat“.

Auch im Gewässerschutzbereich gibt es u.E. jedoch einen Bedarf an Übertretungstatbeständen, so dass die ersatzlose Streichung der lit. a des Art. 71 Abs. 1 GSchG nicht als Option erscheint. Als dem Bestimmtheitsgrundsatz genügende Alternative kommt nur eine konkrete Auflistung und Umschreibung von verwaltungsakzessorischen Tatbeständen (zumindest durch Verweis auf die relevanten Verhaltensnormen des GSchG in Betracht<sup>930</sup>, was die jeweilige kriminalpolitische Entscheidung erfordert, welche Widerhandlungen tatsächlich übertretungsstrafwürdig erscheinen.

In seiner geltenden Fassung soll Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG auch die Nichteinhaltung der nach den Umständen zur Vermeidung nachteiliger Einwirkungen auf die Gewässer gebotenen Sorgfalt, zu der Art. 3 GSchG verpflichtet, unter Strafe stellen.<sup>931</sup> Die konkreten Sorgfaltspflichten ergeben sich dabei allerdings entweder aus anderen Rechtsnormen, allgemeinen Rechtsgrundsätzen bzw. allgemein anerkannten Standards; unklar bleibt jedoch, ob bzw. wie Art. 3 GSchG per se strafbewehrt werden soll, insbesondere ob und wenn ja, welche Art von Erfolg es braucht. Nach *Anderegg* kann sich überdies in „diesem Sinn strafbar machen, wer nicht alles Zumutbare unternimmt, um eine Gewässerverschmutzung zu verhindern“, <sup>932</sup> was – im Gegensatz zu einem sorgfaltswidrigen Tun – eine reine (sorgfaltswidrige) Unterlassung umschreibt, für deren Strafbarkeit es nach den allgemeinen Grundsätzen einer Garantenstellung bedürfte.

Jedenfalls als Übertretungstatbestände zu normieren, wären die folgenden (die Begründungen finden sich bereits oben).<sup>933</sup> Möglicherweise bedarf es auch einer Ausweitung dieses Katalogs auf weitere Verhaltensweisen.

---

<sup>926</sup> BBl 1987 II, (1061) 1164 (87.036).

<sup>927</sup> BBl 1987 II, 1165.

<sup>928</sup> Komm. GSchG-*Anderegg*, Art. 71 N 16 m.w.N.

<sup>929</sup> *Jenny/Kunz*, 34 m.w.N.

<sup>930</sup> So auch die Forderung von *Jenny/Kunz*, 34, die sich hinsichtlich des Bedarfs an Übertretungstatbeständen an sich jedoch nicht festlegen.

<sup>931</sup> Komm. GSchG-*Anderegg*, Art. 71 N 22 m.w.N.

<sup>932</sup> Komm. GSchG-*Anderegg*, Art. 71 N 22.

<sup>933</sup> S. auch *oben* III.1.e.



Vorschlag für Art. 71 Abs. 1 lit. a:

*Mit Busse bis zu 20 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:*

- a. Stoffe, die das Wasser verunreinigen können, widerrechtlich mittelbar oder unmittelbar in ein Gewässer einbringt oder versickern lässt (Art. 6 Abs. 1 GSchG);
- b. als Inhaber oder Betreiber von Anlagen, die wassergefährdende Flüssigkeiten enthalten, der in Art. 22 Abs. 5 normierten Meldepflicht nicht nachkommt;
- c. (ev. sämtliche Meldepflichtverletzungen in einem Übertretungstatbestand erfassen?: entgegen diesem Gesetz);
- d. verschmutztes Abwasser unbehandelt ohne Bewilligung in ein Gewässer einleitet oder es versickern lässt (Art. 7 Abs. 1 und 2);
- e. als Inhaber oder Betreiber einer Abwasseranlage, Lagereinrichtung oder technischen Aufbereitungsanlage für Hofdünger und flüssiges Gärgut sowie von Raufuttersilos nicht dafür sorgt, dass diese sachgemäss erstellt, bedient, gewartet oder unterhalten werden (Art. 15);
- f. feste Stoffe [die keine Schüttungen darstellen] in einen See einbringt (Art. 39 Abs. 1);
- g. aus einem Gewässer entnommenes Treibgut ohne Bewilligung ins Gewässer zurückgibt (Art. 41);
- h. ohne Bewilligung Kies, Sand, oder anderes Material ausbeutet oder vorbereitende Grabungen dazu vornimmt (Art. 44).

#### **b. Art. 71 Abs. 1 lit. b GSchG**

Nach Art. 71 Abs. 1 lit. b GSchG macht sich strafbar, wer „einer unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels an ihn gerichteten Einzelverfügung zuwiderhandelt“. Siehe dazu unten Teil 7/B.II.2.

#### **IV. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot**

Die – im Vergleich zu den übrigen Gewässerschutztatbeständen – häufigere Anwendung der Straftatbestände des Art. 70 Abs. 1 lit. a und lit. b GSchG ist vermutlich nicht ausschliesslich auf ihre fundamentale Bedeutung als Kernstrafbestimmungen des Gewässerschutzes zurückzuführen, sondern zu einem gewissen Teil auch auf die verhältnismässig klare und bestimmte Umschreibung des pönalisierten Verhaltens, was sowohl der Verdeutlichung als auch der Durchsetzung dienlich ist.<sup>934</sup>

Freilich erfordert auch Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG einen Rückgriff auf verwaltungsrechtliche Konkretisierungen (sowie zumindest künftig auch auf einen ungeschriebenen umwelttechnologischen Sorgfaltsmassstab), was allerdings im Strafrecht nicht zuletzt bei der Unterlassungs- sowie Fahrlässigkeitsverantwortlichkeit tägliches Brot ist.

Minimalinvasive Präzisierungen bieten sich in Art. 70 Abs. 1 lit. f GSchG an, indem der reine Verweis auf Verwaltungsrecht ausformuliert wird.

Art. 71 Abs. 1 lit. a GSchG vermag demgegenüber u.E. den Bestimmtheitsanforderungen an Strafgesetze nicht gerecht zu werden und ist daher durch einen Übertretungskatalog zu ersetzen.

---

<sup>934</sup> Zu diesem positiven Befund betreffend die Tatbestandsformulierung gelangen auch Jenny/Kunz, 40.

## V. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

### 1. GSchG

Signifikant erscheint die im Anwendungsbereich des Art. 70 Abs. 1 lit. b GSchG festgestellte Lücke, wonach bislang das Unterlassen sonstiger erforderlicher und zumutbarer Massnahmen zur Abwehr drohender Gewässerverunreinigungen straflos bleibt. Auch die Verletzung der Meldepflicht gem. Art. 22 Abs. 6 GSchG sollte als Vergehen (oder allenfalls Übertretungen) strafbewehrt werden.

### 2. StGB

Im Lichte der Ausführungen im Rahmen des USG unter Teil 3/B.IV.2. und 3. ist eine Strafbarkeitslücke auch im Bereich des Gewässerschutzes zu attestieren. Konkret geht es um das *Fehlen von Gemeingefährdungstatbeständen*, die zumindest bei qualifizierter Begehung die Stufe Verbrechen erreichen.<sup>935</sup>

Unter Verweis auf die diesbezüglichen Ausführungen unter Teil 3/B.IV.2. und 3. soll daher die Einführung des folgenden – die Tatbestände des GSchG ergänzenden – weiteren *Verbrechenstatbestands* im StGB bezogen auf das Umweltmedium Wasser/Gewässer vorgeschlagen werden.

Vorschlag: Art. 230c StGB (Beeinträchtigung von Gewässern durch Stoffe oder Organismen) (neu)

<sup>1</sup> Wer unbefugt vorsätzlich durch Stoffe oder Organismen ein Gewässer verunreinigt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er dadurch:

a. eine Gefahr für Leben oder die Gesundheit von Menschen verursacht; oder

b. eine erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.

<sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Bei diesem konkreten Gemeingefährungsdelikt handelt es sich um ein nicht-verwaltungsakzessorisches Allgemeindelikt. Die Tathandlung soll allein und zugleich in einem umfassenden Sinn mit dem Verunreinigen (als jedwede Verursachung) umschrieben werden, das daher jegliches ins Wassergelangen-lassen umfasst. Nach Abs. 1 ist auch für die Gefahrschaffung Vorsatz, zumindest in der Form des *dolus eventualis*, erforderlich.

Betrachtet man Art. 234 StGB<sup>936</sup> als abstraktes Gefährdungsdelikt (siehe dazu oben Teil 3/C.I.), so stellt es im Vergleich zum vorgeschlagenen Art. 230c StGB (neu) jedenfalls ein Vorfelddelikt dar, das insofern einen erhöhten Schutz des spezifischen Objekts/Mediums Trinkwasser gewährleistet. Des Weiteren ist keine erhebliche Gefahr für Haustiere erforderlich. Somit behält Art. 234 einen eigenen Anwendungsbereich. Andere Tiere sind nicht durch Art. 234 StGB geschützt. Im Fahrlässigkeitsbereich gewährt ausschliesslich Art. 230c StGB (neu) unter den ebendort normierten Voraussetzungen Schutz. Insoweit ergänzen die beiden Straftatbestände einander. Sind sowohl Art. 234 StGB als auch Art. 230c StGB (neu) erfüllt, so geht Art. 230c StGB (neu) vor, da er in diesem Fall das Vorfelddelikt konsumiert.

---

<sup>935</sup> Jenny/Kunz, 93 ff., 106 ff.

<sup>936</sup> Art. 234 StGB: <sup>1</sup> Wer vorsätzlich das Trinkwasser für Menschen oder Haustiere mit gesundheitsschädlichen Stoffen verunreinigt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe nicht unter 30 Tagessätzen bestraft. <sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe.

## D. Bundesgesetz über den Verkehr mit Tieren und Pflanzen geschützter Arten

Das BGCITES regelt gem. seinem Art. 1 die Kontrolle des Verkehrs mit Tieren und Pflanzen geschützter Arten, mit Teilen solcher Tiere und Pflanzen sowie mit Erzeugnissen, die daraus hergestellt sind. Die Schweiz ist Depositarstaat des internationalen Übereinkommens über den Schutz frei lebender Tiere und Pflanzen vom 3. März 1973 (CITES)<sup>937</sup>, das für sie am 1. Juli 1975 in Kraft getreten ist.<sup>938</sup> Die Umsetzung des CITES erfolgte 1975 durch die (erste) Artenschutzverordnung, die 1981 und 2007 totalrevidiert worden ist. Rechtsstaatliche Bedenken ggü. dieser Lösung führten zum Erlass des BGCI-TES vom 16. März 2012<sup>939</sup>.

### I. Allgemeines

Die Straftatbestände (Übertretungen *und* Vergehen) befinden sich im 7. Abschnitt des BGCITES im selben Art. 26. Es handelt sich dabei um *schlichte Tätigkeits- und abstrakte Gefährdungsdelikte*.<sup>940</sup> Mit Busse bis zu 40'000 SFr. und d.h. als *Übertretung* wird der vorsätzliche Verstoss gem. Art. 26 Abs. 1 BGCITES geahndet, die fahrlässige Zuwiderhandlung gem. Art. 26 Abs. 4 BGCITES mit Busse bis 20'000 SFr. In „schweren Fällen“ ist die Strafe gem. Art. 26 Abs. 2 BGCITES Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe, womit die Übertretung zum *Vergehen* wird. Die in Abs. 4 für den Fahrlässigkeitstatbestand angedrohte Busse bis 20'000 SFr. legt die Vermutung nahe, dass das Strafmass von Abs. 4 sich am *Grundtatbestand* von Abs. 1 ausrichtet. Daraus sowie aus der Reihung des Fahrlässigkeitstatbestands *hinter* den Qualifikationstatbestand, aber freilich auch aus Erwägungen der Angemessenheit bzw. der Verhältnismässigkeit der Strafdrohungen, ergibt sich die weitere Vermutung, dass die Strafdrohung der qualifizierten Vorschrift des Abs. 2 nur auf Vorsatztaten zur Anwendung kommen soll, auch wenn Art. 333 Abs. 7 StGB i.V.m. Art. 2 VStrR in nebenstrafrechtlichen Bundesgesetzen die fahrlässige Begehung von Übertretungen prinzipiell für strafbar erklärt, soweit der Sinn der Vorschrift nicht dagegen spricht, was allerdings möglicherweise für Qualifikationstatbestände ohnehin nicht gelten kann. Um jedenfalls Interpretationsunsicherheiten der beschriebenen Art zu verhindern, sollte entweder eine spezifische Strafdrohung für fahrlässig verschuldete schwere Fälle eingezogen oder explizit auf eine solche verzichtet werden. Abs. 3 erklärt, in Anwendung von Art. 2 VStrR i.V.m. Art. 333 Abs. 1 und Art. 105 Abs. 2 StGB, den Versuch und die Gehilfenschaft auch bei Übertretungen gemäss Art. 26 Abs. 1 BGCITES ausdrücklich für strafbar.

Abs. 5 enthält die Strafdrohung für weitere durch Ausführungserlasse des Bundesrats oder des EDI für strafbar erklärte Verstösse. Der Höchstbetrag der Busse liegt gem. Art. 2 VStrR i.V.m. Art. 106 Abs. 2 StGB bei 10'000 SFr. Art. 27 BGCITES sieht die Strafverfolgung durch das Bundesamt für Lebensmittel und Veterinärwesen (BLV) sowie die Zollverwaltung (EZV) vor.

### II. Die einzelnen Strafbestimmungen

Art. 26 Abs. 1 lit. a BGCITES pönalisiert die vorsätzliche Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen der Art. 6 Abs. 1, 7 Abs. 1 und 11 Abs. 1 BGCITES. Art. 6 Abs. 1 regelt die *Anmeldepflichten* für die Ein-, Durch- oder Ausfuhr von Exemplaren geschützter Arten, Art. 7 Abs. 1 die *Bewilligungspflichten* für die Ein-, Durch- oder Ausfuhr von Arten, welche in den Anhängen I-III aufgelistet sind sowie für die

<sup>937</sup> SR 0.453.

<sup>938</sup> Botschaft zum BG über den Verkehr mit Tieren und Pflanzen geschützter Arten vom 7.9.2011, BBl 2011, (6985), 6988.

<sup>939</sup> SR 453.

<sup>940</sup> Zur Unrechtstypisierung im Allgemeinen siehe *oben* Teil 2/B.IV.

Einfuhr von Tierarten, welche in der Schweiz nicht domestiziert sind. Art. 3 lit. d bis f BGCITES definieren „Einfuhr“ als „das Verbringen von Exemplaren in“, „Durchfuhr“ als „Befördern von Exemplaren durch“ und „Ausfuhr“ als das „Verbringen von Exemplaren aus dem Zollgebiet und den Zollanschlussgebieten der Schweiz.“<sup>941</sup> Art. 11 Abs. 1 BGCITES verpflichtet Handelsbetriebe, also Betriebe die gewerbsmässig mit Arten aus den Anhängen I-III handeln, zur Bestandeskontrolle.<sup>942</sup>

Art. 26 Abs. 1 lit. b BGCITES ahndet die vorsätzliche Übertretung von Vorschriften, die der Bundesrat (z.B. VCITES) oder das EDI (CITES-Kontrollverordnung) gestützt auf Art. 7 Abs. 2 (Bewilligungspflichten), Art. 9 (Einfuhrverbote) und Art 11 Abs. 3 (Pflicht von Handelsbetrieben zur Bestandeskontrolle) erlässt und deren Missachtung er für strafbar erklärt.

Art. 26 Abs. 2 BGCITES bestraft schwere Fälle als Vergehen, wobei es sich in lit. a und b um blosser Regelbeispiele handelt, die durch die Praxis daher ergänzt werden können. Nach lit. a sind Widerhandlungen qualifiziert, „die eine bestandesgefährdende Menge Exemplare von Arten nach Anhang I CITES“ betreffen. Anhang I CITES listet die vom Aussterben bedrohten Tier- und Pflanzenarten auf. Nach lit. b gilt auch die gewerbs- oder gewohnheitsmässige Verletzung von Vorschriften als schwer. Die Gewerbsmässigkeit entspricht der Auslegung nach StGB.<sup>943</sup> Gewohnheitsmässigkeit soll nach der Botschaft<sup>944</sup> vorliegen, wenn Täter die strafbare Handlung „wiederholt“ begehen. In der *Botschaft* finden sich keine Hinweise, welche weiteren Kriterien dazu führen könnten, dass sich der Verstoss als ein schwerer Fall i.S.d. Art. 26 Abs. 2 BGCITES erweist.

Wer gegen „weitere Ausführungsvorschriften des Bundesrats oder des EDI verstösst, deren Missachtung für strafbar erklärt worden ist“, wird nach Art 26 Abs. 5 BGCITES mit Busse bestraft. Gemeint sind gem. *Botschaft* Ausführungsvorschriften, die nicht unter Abs. 1 fallen. Dabei handelt es sich um Bestimmungen, die bspw. gestützt auf Art. 6 Abs. 2 (Vorschriften des Anmeldeverfahrens), Art. 7 Abs. 4 (Vorschriften des Bewilligungsverfahrens) oder Art. 12 Abs. 5 und Art. 13 Abs. 2 BGCITES (Vorschriften des Kontrollverfahrens) erlassen und bei Verstoss mit Strafe bedroht werden.<sup>945</sup> Eine solche Bestimmung enthält z.B. Art. 58 VCITES, der Zuwiderhandlungen gegen Art. 3 Abs. 1 (Bewilligungen und Bescheinigungen des Ausfuhrstaates und des Widerausfuhrstaates) und Art. 30 Abs. 2 VCITES (Kontrolle der Einfuhrsendungen) gemäss Art. 26 Abs. 5 BGCITES für strafbar erklärt.

### III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Mit Blick auf das Bestimmtheitsgebot erscheint Art. 26 Abs. 1 lit. b BGCITES als nicht ganz Bedenkfrei, handelt es sich doch um keinen blossen Binnenverweis, sondern um Verweise auf mehrere nicht näher als durch ihre Rechtsgrundlagen im BGCITES bezeichnete (und damit nicht einmal namentlich aufgelistete) Ausführungsvorschriften.

Die Öffnung der Auflistung der schweren Fälle in Art. 26 Abs. 2 BGCITES für sämtliche vergleichbaren, aber nicht näher umschriebenen Fälle, wodurch die Grundtatbestände des Abs. 1 (Übertretungen) zu Vergehen erhoben werden, ist zwar eine nicht unübliche Regelungstechnik des Strafgesetzgebers (siehe nur etwa Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 2 StGB, Geldwäscherei, dort wird das Grundvergehen zu einem Ver-

<sup>941</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art 24 N 27.

<sup>942</sup> Botschaft, BBl 2011, 6997.

<sup>943</sup> Gewerbsmässigkeit liegt dann vor, wenn die deliktische Tätigkeit nach Art eines Berufes ausgeübt wird; BGE 119 IV 132; 123 IV 116; 124 IV 63.

<sup>944</sup> Botschaft BBl 2011, 7003.

<sup>945</sup> Botschaft BBl 2011, 7003.

brechen), erscheint aber im Lichte des Bestimmtheitsgebotes problematisch. U.E. empfiehlt sich eine Beschränkung auf die beiden explizit genannten Alternativen. Weitere vom Gesetzgeber allenfalls erwünschte Fälle sollten ebenfalls einer expliziten Regelung zugeführt werden.<sup>946</sup> Problematisch ist auch die Qualifizierung der „gewöhnheitsmässigen“ Verletzung i.S.v. Art. 26 Abs. 2 lit. b Alt. 2 BGCI-TES. Gleichartige Realkonkurrenz untersteht ansonsten Art 49 Abs. 1 StGB, wobei in casu keine Strafschärfung eintritt, da Art 26 Abs. 1 BGCITES die Höchstbusse beziffert. Die wiederholte Tatbegehung allein rechtfertigt jedenfalls die massive Strafrahmenerhöhung auf bis zu drei (bzw. fünf) Jahre Freiheitsstrafe sicher *nicht*. Die Variante sollte gestrichen werden. Zu prüfen ist, ob stattdessen ggf. „Bandenmässigkeit“ in Form der Mitwirkung als Mitglied einer kriminellen Organisation<sup>947</sup> zum Qualifikationsgrund zu erheben ist. Damit wäre auch der mit Ziff. 4 der Resolution Nr. 69/2014 der Generalversammlung vom 19. August 2015 geforderten Bestrafung als grenzüberschreitendes organisiertes Delikt nachgekommen.

Die Zwecksetzung des Schutzes von Tieren und Pflanzen gefährdeter Arten über die Regelung des Verkehrs mit diesen und der Charakter von Art. 26 als (weitgehendes) Expertenstrafrecht weckt Zweifel an der Ausgestaltung des Grundtatbestands als blosser Übertretung. Es wird deshalb eine *Heraufstufung zu einem Vergehen* empfohlen. Dessen Strafmaximum ist aufgrund der Vorfeldnatur der Strafmaterie an der unteren Grenze vorzusehen. Für leichte Fälle soll der Übertretungscharakter beibehalten werden, wofür im Vorschlag ein neuer Absatz (2) vorgesehen ist, womit sich die Zählung der folgenden Absätze verschiebt. Der Hinweis auf die Strafbarkeit der Anstiftung und der Gehilfenschaft in Art. 26 Abs. 3 BGCITES ist bereits nach geltendem Recht unnötig, da beide schon durch Art. 5 VStrR erfasst werden.

Der in Art. 26 Abs. 5 BGCITES enthaltene – nicht einmal die Rechtsgrundlagen innerhalb des BGCITES apostrophierende – *Pauschalverweis* auf sämtliche *ausserhalb* des BGCITES aufzufindenden (also zu suchenden!) strafbewehrten Ausführungsvorschriften des Bundesrats sowie des EDI vermag u.E. den aus dem Bestimmtheitsgebot abzuleitenden Anforderungen an einen Straftatbestand nicht zu entsprechen. Im Sinne einer minimalinvasiven Korrektur wäre Art. 26 Abs. 5 BGCITES wenigstens um die konkreten in Bezug genommenen Normen des BGCITES, auf welche sich die (strafbewehrten) Ausführungsvorschriften stützen, zu ergänzen.<sup>948</sup>

Präzisiert man gleichzeitig die Verweisungsbestimmungen durch Klammerbemerkungen, so lässt sich Art. 26 BGCITES wie folgt neu fassen.

Vorschlag

<sup>1</sup> Mit Freiheitsstrafe bis zu sechs Monaten oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich zuwiderhandelt:

a. den Bestimmungen der Artikel 6 Absatz 1 (Anmeldepflicht), 7 Absatz 1 (Bewilligungspflicht) und 11 Absatz 1 (Pflicht von Handelsbetrieben zur Bestandeskontrolle);

---

<sup>946</sup> Das BLV will an der Generalklausel „insbesondere“ festhalten. Aufgrund der Aufstufung der Qualifikation von einer Übertretung zu einem Vergehen (bzw. nach künftigem Recht zu einem Verbrechen) und der damit einhergehenden Verschärfung der Anforderungen an das Bestimmtheitsgebot ist dringend davon abzuraten.

<sup>947</sup> S. Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 2 lit. a StGB. Denkbar erschiene auch die Anlehnung an dessen lit. b oder an Art. 19 Abs. 2 lit. b BetmG.

<sup>948</sup> Eine zusätzliche Hilfe für Rechtssuchende und -beratende wären Verweise auf die Fundstelle der Erlasse, welche die Ausführungsbestimmungen enthalten, in Fussnoten der elektronischen Gesetzesausgaben.

b. den Vorschriften, die der Bundesrat oder das EDI gestützt auf die Artikel 7 Absatz 2 (Anmeldepflicht), 9 (Einfuhrverbote) und 11 Absatz 3 (Registrierungspflicht von gewerbsmässigen Handelsbetrieben) erlässt und deren Missachtung für strafbar erklärt worden ist.

<sup>2</sup> In leichten Fällen ist die Strafe Busse bis 20 000 Franken.

<sup>3</sup> In schweren Fällen ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe. Ein schwerer Fall liegt vor, wenn:

a. die Widerhandlung eine bestandesgefährdende Menge Exemplare von Arten nach Anhang I CITES (vom Aussterben bedrohte Tier- und Pflanzenarten) betrifft;

b. Vorschriften gewerbsmässig verletzt werden oder der Täter als Mitglied einer Verbrechensorganisation handelt;

[c. allenfalls weitere explizit formulierte schwere Fälle ...]

<sup>4</sup> Der Versuch und Anstiftung ist strafbar (FALLS ABS. 1 EINE ÜBERTRETUNG BLEIBT SOWIE BZGL. ABS. 2)

<sup>5</sup>[BLEIBT BESTEHEN.] [ALLENFALLS IST EIN QUALIFIZIERTER FAHRLÄSSIGKEITSTATBESTAND (FÜR SCHWERE FÄLLE) EINZUFÜHREN MIT ENTSPRECHEND ANGEPASSTER STRAFDROHUNG.]

<sup>6</sup>[IST ZUMINDEST DURCH DIE AUFÜLLUNGSNORMEN ZU ERGÄNZEN.]

#### IV. Zusammenfassung

Es sind *keine* Straflücken und Systeminkongruenzen ersichtlich. Die Wertungsinkongruenz der Ausgestaltung als Übertretung ist unter III. angesprochen worden, wo die Ausgestaltung (unter Vorbehalt leichter Fälle) als Vergehen empfohlen wird.

#### E. Waldgesetz

Das Bundesgesetz über den Wald (Waldgesetz, WaG) wurde am 4. Oktober 1991 erlassen<sup>949</sup> und ersetzte das Forstpolizeigesetz von 1902.<sup>950</sup> Es hat zum Ziel, die vorhandenen Waldbestände zu erhalten, den Wald als natürliche Lebensgemeinschaft zu schützen und die verschiedenen Funktionen des Waldes, wie insb. seine Schutz-, Wohlfahrts- und Nutzfunktion zu sichern (Art. 1 Abs. 2 WaG). Zudem soll der Wald Mensch und erhebliche Sachwerte vor schädigenden Naturereignissen sichern (Art. 1 Abs. 2 WaG).

##### I. Allgemeines

Das WaG von 1991 wurde mehrfach teilrevidiert. In jüngerer Zeit scheiterte 2007/08 der Versuch einer umfassenden Revision verschiedenster Aspekte<sup>951</sup> an der Ablehnung des Parlamentes.<sup>952</sup> Seit-

<sup>949</sup> SR 921.0. Ursprünglicher verabschiedeter Gesetzestext: BBl 1991 III, 1385-1400.

<sup>950</sup> Siehe Botschaft zu einem Bundesgesetz über Walderhaltung und Schutz vor Naturereignissen, BBl 1988 III, 173-238.

<sup>951</sup> BBl 2007, 3829-3885.

<sup>952</sup> AB 2007 N 1818 f., AB S 2008, 122 ff. Schlussabstimmungen: AB 2008 N 484, AB 2008 S 208.

her wurde schrittweise vorgegangen: 2013 wurde der Walderhaltungsschutz flexibilisiert<sup>953</sup> und 2016 einige Regeln zu Waldschutz und Holzwirtschaft revidiert.

Die strafrechtlichen Bestimmungen des Waldgesetzes finden sich in den Art. 42 ff. Materielle Straftatbestände sind in Art. 42 (übertitelt mit „Vergehen“, wenngleich es sich bei deren Fahrlässigkeitsvarianten um Übertretungen handelt) und Art. 43 (Übertretungen) geregelt. Deren Wortlaut blieb seit 1991 unverändert, abgesehen von den Anpassungen an das neue Strafsanktionsrecht (Freiheitsstrafe statt Gefängnis). Die gescheiterte Revision von 2007 hätte eine Änderung in Art. 43 Abs. 1 lit. e WaG vorgesehen<sup>954</sup>, die aber soweit ersichtlich keine Rolle für die parlamentarische Ablehnung spielte.<sup>955</sup> Urteile zum Waldstrafrecht finden sich nur vereinzelt, Literatur gibt es kaum. Eine wichtige Auslegungstütze bildet daher auch heute noch der „Wegweiser durch die neue Waldgesetzgebung“<sup>956</sup>, den das damalige BUWAL kurz nach Inkrafttreten des Gesetzes herausgab.

Als Wald gilt gem. Art. 2 Abs. 1 Satz 2 WaG „jede Fläche, die mit Waldbäumen oder Waldsträuchern bestockt ist und Waldfunktionen erfüllen kann“.<sup>957</sup> Die waldgesetzlichen Strafnormen sind insofern *verwaltungsakzessorisch*, als sie jeweils auf konkrete Vorschriften des Waldrechtes bezogen werden können. Ein *direkter Verweis* auf einen anderen Artikel des Waldgesetzes existiert nur in Art. 43 Abs. 1 lit. c WaG, ansonsten bedient sich das Waldstrafrecht typischerweise *indirekter Verweise*. Teilweise ist das verwaltungsrechtliche Gegenstück eine einzelne unzweifelhaft bestimmbare Gesetzesbestimmung (z.B. Art. 15 WaG bei Art. 43 Abs. 1 lit. d), andererseits umfasst bspw. Art. 42 Abs. 1 lit. c WaG Waldschaffungen aufgrund unterschiedlicher Gesetzesgrundlagen und ist auch gegenüber allfälligen Neuregelungen flexibel. Es handelt sich um ein typisches Beispiel *relativer Verwaltungsakzessorietät*. Art. 42 Abs. 1 lit. b WaG hingegen, der materiell Wirtschaftslenkungsstrafrecht ist und primär staatliche Vermögensinteressen schützt, ist nur bezüglich des Tatobjekts akzessorisch, die Tathandlung und den subjektiven Tatbestand formuliert er eigenständig. Art. 43 Abs. 1 lit. g und h WaG sind Delegationsnormen, indem sie Verletzungen von Verordnungsbestimmungen bestrafen, dabei jedoch jeweils den Regelungsgegenstand (freilich teilweise problematisch oder veraltet formuliert) definieren.

Der einfacheren und eindeutigen Gesetzeslektüre (und damit der grösseren Bestimmtheit) zuliebe wird empfohlen, wo Strafnormen sich auf bestimmte Verwaltungsvorschriften beziehen, *entsprechende Verweise hinzuzufügen*. Solche Verweise sind insbesondere sinnvoll, wo die heutigen Formulierungen problematisch weite Auslegungen ermöglichen.

Charakteristisch für das Waldgesetz ist das allen Übertretungstatbeständen von Art. 43 Abs. 1 WaG sowie dem Vergehen von Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG gemeinsame *chapeau*-Element der fehlenden Berechtigung. Dieses liegt darin begründet, dass die Widerhandlungen typischerweise bewilligungspflichtiges – entweder repressiv verbotenes, aber einem Befreiungsvorbehalt (Ausnahmebewilligung) zugängliches oder präventiv verbotenes mit Erlaubnisvorbehalt (Kontrollerlaubnis) – Verhalten betreffen, ist jedoch bezüglich der Tatbestandsvarianten von lit. f-h überflüssig, da in den jeweiligen Literae selbst schon enthalten.

---

<sup>953</sup> AS 2013, 1981 f., Kommissionsbericht BBl 2011, 4397-4422.

<sup>954</sup> BBl 2007, 3885.

<sup>955</sup> Vgl. Fn. 952.

<sup>956</sup> Jenni, Vor lauter Bäumen den Wald doch noch sehen: Ein Wegweiser durch die neue Waldgesetzgebung, Schriftenreihe Umwelt Nr. 210, hrsg. vom Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL), Bern 1993 (im Folgenden; „Wegweiser“).

<sup>957</sup> Wagner Pfeifer, N 1375 ff.

Bei beiden Strafbestimmungen ist auch die *fahrlässige* Tatbegehung erfasst (Art. 42 Abs. 2, 43 Abs. 3 WaG), welche jeweils milder bestraft ist. Abweichend von Art. 105 Abs. 2 StGB sind bei den waldrechtlichen Übertretungen gem. Art. 43 Abs. 2 WaG auch Versuch und Gehilfenschaft strafbar. Die Maximalbusse gem. Art. 106 Abs. 1 StGB wird für vorsätzliche Übertretungen auf 20'000 SFr. erhöht, während sie bei fahrlässigen Übertretungen unverändert zur Anwendung kommt. Das fahrlässige „Vergehen“, das – wie erwähnt – eine Übertretung ist, gem. Art. 42 Abs. 2 WaG sieht eine Maximalstrafe von 40'000 SFr. vor. Zuständig für die Strafverfolgung sind nach Art. 45 WaG die Kantone.

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

### 1. Vergehen: Art. 42 WaG

#### a. Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG

Der Tatbestand des Rodens ohne Berechtigung ist unproblematisch. Als Roden gilt jede Rodung im Sinne der Legaldefinition von Art. 4 WaG, d.h. „die dauernde oder vorübergehende Zweckentfremdung von Waldboden.“<sup>958</sup> Rodungen sind gem. Art. 5 Abs. 1 WaG verboten. Ausnahmegewilligungen bedürfen wichtiger Gründe.<sup>959</sup> Unter „Berechtigung“ ist eine rechtskräftige Ausnahmegewilligung im Sinne von Art. 5 Abs. 2 zu verstehen. Der Irrtum, dass keine Bewilligung erforderlich sei oder eine solche vorliege, ist deshalb grds. ein Verbotsirrtum- und tangiert den Vorsatz nicht. Obwohl es sich dabei eher um Kosmetik handelt, ist allenfalls ein expliziter Verweis auf Art. 4 WaG denkbar, um noch klarer hervorzuheben, dass eine Rodung im waldrechtlichen und nicht im umgangssprachlichen Sinn gemeint ist.

Vorschlag

*Art. 42 Vergehen*

<sup>1</sup> Mit Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:

a. ohne Berechtigung rodet (Art. 5);

#### b. Art. 42 Abs. 1 lit. b WaG

Hier fragt sich, wie der Begriff der „Leistung“ zu definieren sei. Namentlich ist unklar, ob dieser nur das Erwirken finanzieller Beiträge gemäss Art. 35 ff. WaG umfasst, oder auch das Erwirken von Bewilligungen, wie dies etwa beim Leistungs- und Abgabebetrug nach Art. 14 VStrR der Fall ist. Die Botschaft spricht von der Ausrichtung von „öffentlichen Mittel(n)“.<sup>960</sup> Der „Wegweiser“ von 1993 geht ohne nähere Diskussion von der engeren Interpretation aus<sup>961</sup>, indem von Subvention(-en) gesprochen wird. Dafür sprechen auch sprachliche Überlegungen, da es (ohne entsprechende Umschreibung oder Legaldefinition) unpassend erscheint, eine staatliche Erlaubnis als Leistung gegenüber dem betroffenen Privaten anzusehen. Würde auch das Erwirken weiterer Verfügungen, konkret von Rodungsbewilligungen oder für die Adressaten günstigen (sprich die Waldeigenschaft verneinenden) Feststellungsverfügungen nach Art. 10 WaG bestraft, läge darin ein Verstoß gegen das Analogieverbot des Art. 1 StGB.

<sup>958</sup> S. auch Art. 12 WaG und die Ausnahmen in Art. 4 WaV.

<sup>959</sup> BBl 1988, 191; *Wagner Pfeifer*, N 1400 ff.

<sup>960</sup> BBl 1988, 212; *Eicker/Frank/Ackermann*, 108 f.; *Hilf*, in: *Ackermann/Heine*, § 24 N 66.

<sup>961</sup> *Wegweiser*, 96.



Probleme mit dem Bestimmtheitsgebot könnte man auch in der Formulierung „in anderer Weise“ erblicken. Letztlich dürfte die Formulierung jedoch genügend klar sein, indem aus dem Wortlaut hervorgeht, dass *jedes* zu einer unrechtmässigen Leistung führende Handeln strafbar ist und somit ein klassisches Verursachungsdelikt vorliegt.<sup>962</sup>

Fraglich sind schliesslich auch die *Konkurrenzen*. Gegenüber dem härter bestraften verwaltungsstrafrechtlichen Leistungsbetrug nach Art. 14 VStrR ist Art. 42 Abs. 1 lit. b WaG subsidiär. Anders als die waldrechtliche unrechtmässige Leistungserwirkung verlangt der Leistungsbetrug Arglist und die möglichen Tathandlungen sind analog dem herkömmlichen Betrugstatbestand beschränkt.<sup>963</sup> Umgekehrt wird ein Leistungsbetrug mit forstrechtlichen Fördermitteln stets auch Art. 42 Abs. 1 lit. b WaG verletzen. Die subventionsrechtliche Vorteilserschleichung nach Art. 38 SuG<sup>964</sup> verlangt keinen Erfolg, für den objektive Tatbestand reicht das Machen unrichtiger oder unvollständiger Angaben, die Täterschaft muss nur subjektiv einen ungerechtfertigten Vorteil *erwirken wollen*. Diese Übertretung stellt einen Vorfeldtatbestand dar<sup>965</sup> und tritt gegenüber einer vollendeten oder versuchten Tat gem. Art. 42 Abs. 1 lit. b WaG als subsidiär zurück.<sup>966</sup> Eine erfolglose Vorteilserschleichung wird im forstrechtlichen Bereich fast immer zugleich eine versuchte Leistungserwirkung darstellen. Da gemäss bundesgerichtlicher Rechtsprechung auch das versuchte schwerere Erfolgsdelikt dem vollendeten Durchgangsdelikt vorgeht,<sup>967</sup> wird Art. 38 SuG daher im forstlichen Bereich kaum je Anwendung finden.

Aus den genannten Konkurrenzverhältnissen ergibt sich *kein* Anpassungsbedarf.

### c. Art. 42 Abs. 1 lit. c WaG

Unter einer vorgeschriebenen „Schaffung von Wald“ verstand das BUWAL 1993 „die Ersatzaufforstung nach Rodungen (Art. 7 WaG „Rodungsersatz“), die Wiederbestockung von Blössen (Art. 23 WaG) und die Schaffung von Wald mit besonderer Schutzfunktion (Art. 36 Abs. 1 lit. b WaG)“.<sup>968</sup> Blössen seien namentlich auch illegal gerodete resp. illegal kahlgeschlagene Flächen. Gerade für den häufigen Anwendungsfall der Ersatzaufforstung nach Art. 7 WaG ist der deutsche Wortlaut sprachlich unglücklich, da diesfalls nicht zusätzlicher Wald geschaffen, sondern bloss andernorts vernichteter Wald ersetzt wird. Der französische Wortlaut „reboisement“ ist hingegen ungenau bezüglich des Waldes mit Schutzfunktion, der allenfalls auch auf seit längerem unbewaldeten Flächen errichtet wird.

Besonders problematisch ist der Wortlaut, soweit er auch das Verhindern der natürlichen Waldentstehung auf Blössen umfassen soll<sup>969</sup>, da *eine vorgeschriebene* „Schaffung“ ein aktives Tätigwerden impliziert. Um die entsprechende Strafbarkeit zu garantieren und dem Bestimmtheitsgebot zu genügen, sollte die litera entsprechend ergänzt werden.

Seit der Gesetzesrevision von 2013 kann eine Rodung nicht nur durch Wiederaufforstung ersetzt werden, sondern unter gewissen Umständen auch durch *gleichwertige Ersatzmassnahmen* (Art. 7 Abs. 2 WaG).<sup>970</sup> Da Art. 42 Abs. 1 lit. c aufgrund seines klaren Wortlauts nur auf eigentliche (Ersatz-

<sup>962</sup> A.M. Eicker, Strafvorschriften, 182.

<sup>963</sup> Hilf, in: Ackermann/Heine, § 24 N 63.

<sup>964</sup> Die Strafverfolgung von Art. 38 SuG untersteht gem. Art. 39 SuG dem VStrR.

<sup>965</sup> Hilf, in: Ackermann/Heine, N 83.

<sup>966</sup> Ebd., N 83.

<sup>967</sup> BGE 137 IV 113; BSK StGB I-Ackermann, Art. 49 N 62.

<sup>968</sup> Wegweiser, 96.

<sup>969</sup> So vertreten in Wegweiser, ebenda.

<sup>970</sup> AS 2013, 1981; zum Verzicht auf Rodungsersatz gem. Art. 7 Abs. 3 WaG, Wagner Pfeifer, N 1415.

)Aufforstungen anwendbar ist, besteht insoweit eine *gesetzliche Lücke*. Diese ist zusätzlich störend, da Personen, die „nur“ Ersatzmassnahmen vornehmen müssen und damit (regelmässig) weniger beschwert sind als wenn sie aufforsten müssten, bei Nichterfüllung dieser milderer Pflicht auch noch strafrechtlich privilegiert werden.

Vorschlag

- c. einen Rodungersatz (Art. 7), eine andere vorgeschriebene Schaffung von Wald (Art. 23, 36 Abs. 1 lit. b) oder die Verwirklichung einer gleichwertigen Ersatzmassnahme (Art. 7 Abs. 2) unterlässt oder verhindert, dass an dafür vorgesehen Orten Wald geschaffen wird oder natürlich entsteht.

## 2. Übertretungen: Art. 43 WaG

### a. Art. 43 Abs. 1 lit. a WaG

Die unberechtigte Zweckentfremdung forstlicher Bauten und Anlagen soll Fälle wie z.B. die dauernde Nutzung von Forsthütten als Clubhütten umfassen.<sup>971</sup> Forstliche Bauten und Anlagen sind zwar auch Wald im Rechtssinn (Art. 2 Abs. 2 lit. b WaG) und dürfen daher aufgrund von Art. 13a WaV nur „mit behördlicher Bewilligung nach Art. 22 RPG errichtet oder geändert werden“. Zulässige forstliche Nutzungen gelten gem. Art. 4 Abs. 1 lit. a WAV indes *nicht* als Rodung und bedürfen keiner Rodungsbewilligung.<sup>972</sup> Da bei einer unberechtigten Zweckentfremdung keine Bestockung entfernt wird, ist der Unrechtsgehalt ein anderer und die Zweckenfremdung bildet bloss eine Übertretung nach Art. 43 Abs. 1 Buchstabe a WaG.<sup>973</sup> Art. 43 Abs. 1 lit. a WaG bietet damit einen Spezialtatbestand zu Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG, da Nutzungsänderungen eine Rodungsbewilligung voraussehen. Nicht geklärt ist, welcher Regelung mit einer rechtswidrigen Nutzungsänderung verbundene Umgebungsarbeiten unterfallen. Man wird dies ggf. vom jeweiligen Umfang abhängig machen.

### b. Art. 43 Abs. 1 lit. b WaG

Das Verbot unrechtmässiger Zugänglichkeitseinschränkungen des Waldes pönalisiert Verstösse gegen das allgemeine Waldbetretungsrecht, wie es in Art. 14 Abs. 1 WaG sowie in Art. 696 ZGB festgehalten ist.<sup>974</sup> Bestraft wird beispielsweise, wer Wald unberechtigterweise einzäunt.<sup>975</sup> Wer Wald unrechtmässig rodet und anschliessend die gerodete Fläche unzugänglich macht, macht sich sowohl gem. Art. 42 Abs. 1 lit. a wie nach Art. 43 Abs. 1 lit. b WaG strafbar.<sup>976</sup> Überarbeitungsbedarf besteht nur in redaktioneller Hinsicht: Hinweis auf die Ausfüllungsnorm von Art. 14 Abs. 1 WaG.

Vorschlag

- b. *die Zugänglichkeit des Waldes einschränkt (Art. 14 Abs. 1);*

### c. Art. 43 Abs. 1 lit. c WaG

Die Vorschrift pönalisiert im Gegenzug zu lit. b die Missachtung von Zugänglichkeitsbeschränkungen und verweist explizit auf Art. 14 WaG („Zugänglichkeit“). Klar umfasst sind Verstösse gegen auf Abs. 2

---

<sup>971</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 212.

<sup>972</sup> Verwger SO, so Urteil vom 23.1.2007, SOG 2007 Nr. 12, E.2.

<sup>973</sup> Wegweiser, 34.

<sup>974</sup> Wegweiser, 48.

<sup>975</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 212.

<sup>976</sup> BGer 6B\_243/2008 von 8.11.2015, insb. E. 4.

lit. a WaG gestützte kantonale Zugänglichkeitseinschränkungen für bestimmte Waldgebiete (etwa eingezäunte Jungwaldflächen, Wildruhezonen und Naturschutzgebiete)<sup>977</sup>.

Im Hinblick auf das Bestimmtheitsgebot problematisch sind die weitverbreiteten kantonalen Regelungen<sup>978</sup> zum Reiten und Radfahren. Art. 14 Abs. 2 lit. a spricht nämlich ausdrücklich von *bestimmten* Waldgebieten, Reit- und Radfahrvorschriften betreffen aber typischerweise das *ganze* Waldgebiet des jeweiligen Kantons. Diese verwaltungsrechtlich zulässige teleologische Erweiterung ist strafrechtlich nicht ohne weiteres haltbar. Die Problematik könnte durch eine Umformulierung von Art. 14 gelöst werden. Möglich wäre hier ein Wortlaut wie: „für bestimmte Waldgebiete oder Benutzungsförmn die Zugänglichkeit einzuschränken;“. Die Alternative dazu ist der Einbezug in den Wortlaut der Strafnorm.

Fraglich ist sodann die historische Ansicht<sup>979</sup> des BUWAL, wonach auch Verstösse gegen Art. 14 Abs. 2 lit. b WaG, also unbewilligte Grossveranstaltungen im Wald, umfasst seien: Die Bewilligungspflicht für Grossveranstaltungen von Art. 14 Abs. 2 lit. b WaG schränkt zwar den Waldzugang ein und ist daher grammatikalisch von Art. 43 Abs. 1 lit. c WaG umfasst. Systematisch wird jedoch der Begriff der Beschränkung respektive Einschränkung in Art. 14 WaG nur für die bestimmte Gebiete betreffenden kantonalen Vorschriften nach Abs. 2 lit. a gebraucht, sodass es unglücklich ist, auch die Bewilligungspflicht für Grossveranstaltungen nach Abs. 2 lit. b darunter zu subsumieren. Um diese Unsicherheiten zu klären, schlagen wir die folgende Umformulierung vor.

Vorschlag

- c. grosse Veranstaltungen ohne Bewilligung im Wald durchführt oder Zugänglichkeits- oder Nutzungseinschränkungen für Waldgebiete missachtet (Art. 14 Abs. 2);

**d. Art. 43 Abs. 1 lit. d WaG**

Das unberechtigte Befahren von Wald oder Waldstrassen mit Motorfahrzeugen bezieht sich auf Art. 15 WaG. Motorfahrzeuge werden in Art. 7 Abs. 1 SVG definiert. Waldstrassen sind durch Waldgebiet führende Strassen, welche für die Waldbewirtschaftung nötig sind, sich auf forstwirtschaftliche Bedürfnisse ausrichten und überwiegend der Walderhaltung dienen.<sup>980</sup> Berechtigt ist das Befahren zu forstlichen Zwecken (Art. 15 Abs. 1 Satz 1 WaG), zu den in Art. 13 Abs. 1 und 2 WaV<sup>981</sup> eindeutig und abschliessend<sup>982</sup> geregelten „militärischen und sonstigen“ Zwecken (Art. 15 Abs. 1 Satz 2 WaG) sowie zu von Kantonen allenfalls bundesrechtskonform zugelassenen weiteren Zwecken (Art. 15 Abs. 2 WaG). Problematische Punkte sind keine ersichtlich. Allenfalls könnte Art. 15 direkt erwähnt werden, sodass die Formulierung wie folgt lauten würde.

Vorschlag

- d. Wald oder Waldstrassen mit Motorfahrzeugen befährt (Art. 15);

---

<sup>977</sup> Keller/Bernasconi, Juristische Aspekte von Freizeit und Erholung im Wald, Umwelt-Materialien Nr. 196, Bundesamt für Umwelt, 18.

<sup>978</sup> Wegweiser, 49; Keller/Bernasconi, 18 f.

<sup>979</sup> Wegweiser, 50.

<sup>980</sup> BGE 1C\_524/2010 vom 7.3.2012 E. 4.1 m.H.

<sup>981</sup> Veranstaltungen mit Motorfahrzeugen sind gem. Art. 13 Abs. 3 WaV absolut verboten.

<sup>982</sup> Wegweiser, 50.

#### e. Art. 43 Abs. 1 lit. e WaG

Die Übertretung stellt unberechtigtes Baumfällen unter Strafe. Ein Baum wird unberechtigt gefällt, wenn Art. 21 WaG („Holznutzung“) verletzt wird, d.h. keine Bewilligung des Forstdienstes („Schlaganzeichnung“) oder waldbauliche Massnahme gem. Art. 20 WaG vorliegt und auch keine kantonrechtliche Ausnahme von der Bewilligungspflicht anwendbar ist.<sup>983</sup> Die Bestimmung hat diesbezüglich keinen Überarbeitungsbedarf.

Es fragt sich allerdings, ob auch *Verstösse gegen das Kahlschlagverbot* in Art. 22 WaG umfasst sind. Das BUWAL scheint 1993 die Ansicht vertreten zu haben, litera e pönalisieren illegale Kahlschläge als solche.<sup>984</sup> Bei der gescheiterten WaG-Revision von 2007 schlug der Bundesrat hingegen eine Neufassung von litera e vor und erläuterte, diese Strafbestimmung gelte damit „neu“ auch bei illegalen Kahlschlägen.<sup>985</sup> Letztere Ansicht ist insofern korrekt, als sich die Formulierung der litera e auf die Fällung einzelner Bäume bezieht. Strafbar ist somit nicht der Kahlschlag als solcher, sondern das damit verbundene unbewilligte Fällen der betroffenen Bäume. Eine Ergänzung der Strafbestimmung erscheint insoweit sinnvoll und im Sinn der damaligen Botschaft des Bundesrats, zumal sich die Schutzzwecke des Kahlschlagverbots und der Schlagzeichnung unterscheiden und die Verstösse einen jeweils eigenen Unrechtsgehalt aufweisen. Sind die Voraussetzungen einer Rodung erfüllt, werden also auch Wurzelstöcke und Vegetation entfernt,<sup>986</sup> geht Art. 42 Abs. 1 lit. a WaG vor.

#### Vorschlag

e. im Wald Bäume fällt oder einen Kahlschlag vornimmt (Art. 21 und 22);

Von Seiten der Begleitgruppe ist vorgeschlagen worden, den Schutz des Waldes durch eine zusätzliche, an Art. 16 WaG orientierte Übertretungsbestimmung zu ergänzen. Art. 16 WaG erklärt, auch in Ergänzung des privatrechtlichen Immissionschutzes von Art. 684 ZGB, „Nutzungen, welche keine Rodung im Sinne von Artikel 4 darstellen, jedoch die Funktionen oder die Bewirtschaftung des Waldes gefährden oder beeinträchtigen“, für unzulässig. „Rechte an solchen Nutzungen sind abzulösen, wenn nötig durch Enteignung“, wobei die Kantone die notwendigen Bestimmungen zu erlassen haben. Gemeint sind damit etwa faktische Nebennutzungen (z.B. Beweidung), Dienstbarkeiten wie z.B. Wegrechte, Niederhalteservitute, Reistrechte und dann auch nichtforstliche Kleinbauten und Anlagen.<sup>987</sup> Die Gutachter sind der Meinung, dass Art. 16 WaG nicht als Ausfüllungsvorschrift für eine Strafnorm taugt. Er hat einerseits eher Programmcharakter und steht überdies in einem Spannungsfeld zu ggf. sehr komplexen zivilrechtlichen Fragen. Im Übrigen verweist Abs. 1 Satz zwei betr. Durchsetzung explizit auf den Weg des Verwaltungszwangs. Eine Ausgestaltung als Strafnorm würde diesem Charakter widersprechen. Zudem liessen sich Beseitigungsverfügungen mit der Androhung der Ungehorsamsstrafe des Art. 292 StGB verbinden.

#### f. Art. 43 Abs. 1 lit. f WaG

Bestraft wird durch lit. f derjenige, der „Abklärungen verhindert oder in Verletzung der Auskunftspflicht unwahre oder unvollständige Auskunft erteilt oder die Auskunft verweigert.“ Gemäss Bot-

---

<sup>983</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 212.

<sup>984</sup> Wegweiser, 64, 97.

<sup>985</sup> BBl 2007, 3860.

<sup>986</sup> Wegweiser, 37, 63.

<sup>987</sup> Wegweiser, 51 f.

schaft und Wegleitung zielt diese Bestimmung auf statistische Erhebungen i.S.d. Art. 33 WaG.<sup>988</sup> Der Wortlaut nennt diese Einschränkungen nicht ausdrücklich. Die Gesetzgeber hat sie nur vage angedeutet, indem er von Verletzung *der* (und nicht von *einer*) Auskunftspflicht spricht. An sich könnte daher auch unter den Wortlaut fallen, wer bundes- oder kantonrechtliche Auskunftspflichten in einem waldrechtlichen Bewilligungsverfahren oder bezüglich Förderungsleistung verletzt. Dies ist weder gemeint noch erscheint eine solche Ausnahmenvorschrift sinnvoll.

Die Auskunftspflicht dürfte ein behördliches Auskunftersuchen voraussetzen. Insoweit liesse sich die Vorschrift auch als verwaltungsaktakzessorischer Ungehorsamstatbestand formulieren. Jedenfalls ist aber der Zweck von lit. f zu präzisieren.

#### Vorschlag

- f. bei Erhebungen Abklärungen verhindert oder nach Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels in Verletzung der Auskunftspflicht unwahre oder unvollständige Auskunft erteilt oder die Auskunft verweigert (Art. 33);

#### g. **Art. 43 Abs. 1 lit. g WaG**

Erst in der parlamentarischen Beratung von 1991 eingefügt wurden die *spezifischen Blankettatbestände* von Art. 43 Abs. 1 lit. g und h WaG. Der Bundesrat hatte sich in der Botschaft noch die Kompetenz delegieren lassen wollen, beliebige Ordnungsverletzungen mit Busse zu bedrohen.<sup>989</sup> Die Abänderung war von der nationalrätlichen Kommission vorgeschlagen und von beiden Kammern diskussionslos beschlossen worden.<sup>990</sup>

Nach dieser Bestimmung wird bestraft, „wer die Vorschriften über Massnahmen zur Verhütung und Behebung von Waldschäden sowie Massnahmen gegen Krankheiten und Schädlinge, die den Wald bedrohen können, innerhalb oder ausserhalb des Waldes missachtet.“ Laut Wegweiser bezog sich diese literae auf die Art. 26 und 27 WaG.<sup>991</sup> Diese Artikel wurden im Frühling 2016 revidiert, die massgebenden Bestimmungen finden sich in Art. 26-27a revWaG.<sup>992</sup> Neu wird anstelle von „Krankheiten und Schädlingen“ von „Schadorganismen“ gesprochen. Diese *terminologische Anpassung* sollte in den Strafbestimmungen nachvollzogen werden. Was die *Verhütung und Behebung von Waldschäden* durch Naturereignisse oder Wildschäden angeht, verpflichten die Art. 26 und 27 WaG ebenso wie die auf sie gestützten Ordnungsbestimmungen (Art. 28-31 WaV) lediglich Bund und Kantone. Missachten können die entsprechenden Waldschadens-Verhaltensvorschriften somit primär staatliche Angestellte sowie Amtsträgerinnen und Amtsträger, soweit sie entsprechende forstrechtliche Pflichten verletzen. Strafbar wäre etwa die kantonale Amtsleiterin, welche entscheidet, trotz Auftretens von Wildschäden kein Konzept zu deren Verhütung zu erstellen (Art. 31 WaV). Direkte Verhaltensvorschriften existieren hingegen betreffend *potentiell waldbedrohende Krankheiten und Schädlinge (seit der Revision 2016 durch den Begriff Schadorganismen ersetzt)*.<sup>993</sup> Die entsprechende Formulierung lehnt sich klar an Art. 26 Abs. 2 WaG (in der geltenden nicht-revidierten Fassung) an. Auf dieser Bestimmung basieren gemäss deren Ingress wiederum die forstlichen Bestimmungen der Pflanzen-

<sup>988</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 212; Wegweiser, 97.

<sup>989</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 234.

<sup>990</sup> AB 1991 N 323, AB 1991 S 556.

<sup>991</sup> Wegweiser, 64.

<sup>992</sup> BBl 2016, 2118 f.

<sup>993</sup> Art. 26 und 27 Abs. 1 WaG

schutzverordnung (PSV)<sup>994</sup>, die sich auch an Private richtet. Die gesetzliche Grundlage für die forstrechtlichen Bestimmungen der PSV war bisher relativ dünn.<sup>995</sup> Dies hat sich allerdings mit der jüngsten Revision geändert (Art. 26 Abs. 2 und Art. 27a revWaG). Beispiele für möglicherweise nach Art. 43 Abs. 1 lit. g strafbare Verstösse sind die Missachtung von Einfuhrverboten i.S.v. Art. 7 PSV, die Nichteinhaltung der Einfuhrvoraussetzungen von Art. 8 und 9 PSV oder die Weigerung eines Inhabers, Massnahmen nach Art. 27a revWaG und Art. 42 resp. Art. 43 Abs. 2 PSV zu dulden oder selbst durchzuführen.

#### Vorschlag

- g. *die Vorschriften über Massnahmen zur Verhütung und Behebung von Waldschäden sowie Massnahmen gegen Schadorganismen, die den Wald bedrohen können (Art. 26 Abs. 2, 27 und 27a), innerhalb oder ausserhalb des Waldes missachtet; Artikel 233 Strafgesetzbuch bleibt vorbehalten;*

Problematisch ist die Abgrenzung zum Landwirtschaftsrecht. Bestand ursprünglich eine eigene Verordnung zum forstlichen Pflanzenschutz,<sup>996</sup> wurde diese 2001 aufgehoben und in die allgemeine PSV integriert.<sup>997</sup> Die Hauptgrundlage für die PSV befindet sich gegenwärtig in Art. 149-153 Landwirtschaftsgesetz (LWG). Gemäss Art. 173 Abs. 1 lit. h LWG wird mit Busse bis zu 40'000 Franken bestraft, wer den nach Art. 151-153 „zum Schutz der Nutzpflanzen erlassenen Vorschriften zuwiderhandelt“. Das Verhältnis zwischen Art. 43 Abs. 1 lit. g WaG und Art. 173 Abs. 1 lit. h LWG erscheint komplex, insbesondere bei Organismen und Waren, welche sowohl der Land- als auch der Forstwirtschaft schaden können.

#### h. Art. 43 Abs. 1 lit. h WaG

Lit. h betrifft Verstösse gegen „die Vorschriften über Herkunft, Verwendung, Handel und Sicherung des forstlichen Vermehrungsgutes“. Die litera nimmt somit die Formulierung von Art. 24 Abs. 2 WaG auf,<sup>998</sup> welche dem Bundesrat die Kompetenz gibt, diesbezüglich Vorschriften zu erlassen. Entsprechende Bestimmungen finden sich in den Art. 21-24 WaV sowie in der (gestützt auf Art. 22 Abs. 3 und 24. Abs. 1 WaV erlassenen) Departementsverordnung des EDI über das forstliche Vermehrungsgut vom 29. November 1994.<sup>999</sup>

Als strafbare Missachtung in Frage kommen namentlich die Verwendung von forstlichem Vermehrungsgut ohne Herkunftsnachweis (Art. 21 Abs. 4 WaV, Art. 3 Departementsverordnung) resp. ohne Anerkennung der kantonalen Behörden (Art. 4 Abs. 1), die Einführung von forstlichem Vermehrungsgut ohne Bewilligung (Art. 22 Abs. 1 WaV), fehlende oder ungenügende Warenbuchhaltung der dazu verpflichteten Betriebe (Art. 23 Abs. 1 WaV, Art. 8 Abs. 1, 11 und 12 Departementsverordnung), Verletzung der Vorschriften über die Trennung von Vermehrungsgut (Departementsverordnung Art. 10) sowie fehlende, ungenügende oder falsche Informierung der Abnehmenden (23 Abs. 2 WaV, Art. 13 Departementsverordnung).

Bestraft werden auch ähnlich wie bei lit. g kantonale und eidgenössische Angestellte, die dazu beitragen, dass ihr Gemeinwesen seinen Pflichten bezüglich forstlichen Vermehrungsguts nicht nach-

---

<sup>994</sup> Pflanzenschutzverordnung vom 27.10.2010, SR 916.20.

<sup>995</sup> BBl 2014, 4927.

<sup>996</sup> Zum Zusammenhang zwischen ihr und Art. 26 WaG vgl. Wegweiser, 68.

<sup>997</sup> Art. 50 Ziff. 6. aPSV, AS 2001 1211.

<sup>998</sup> Vgl. auch Wegweiser, 64.

<sup>999</sup> SR 921.552.1.

kommt und etwa die genügende Versorgung ihres Kantons nicht sicherstellen (Art. Abs. 1 WaV) oder die zur Gewinnung von Vermehrungsgut bestimmten Waldbestände dem Bundesamt nicht melden (Art. 21 Abs. 2 WaV). Empfehlenswert ist schliesslich auch hier die Ergänzung mit einem Verweis, wobei dieser nicht nur auf Art. 24 Abs. 2 WaG, sondern auch auf dessen Abs. 1 verweisen muss, da sich das Verbot der Verwendung von Vermehrungsgut ohne anerkannte Standortgerechtigkeit (Art. 4 Abs. 1 Departementsverordnung) nicht auf Abs. 2 und die Waldverordnung, sondern direkt auf Abs. 1 stützt.<sup>1000</sup>

#### Vorschlag

- h. die Vorschriften über Herkunft, Verwendung, Handel und Sicherung des forstlichen Vermehrungsgutes (Art. 24) missachtet. Stellt eine Widerhandlung zugleich eine Widerhandlung gegen die Zollgesetzgebung dar, wird sie nach Massgabe des Zollgesetzes vom 18. März 2005 verfolgt und beurteilt.*

### III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Auf unter Bestimmtheitsgesichtspunkten allenfalls problematische Bestimmungen wurde bei der Besprechung der einzelnen Normen eingegangen (z.B. Art. 43 Abs. 1 lit. c). Völlig unbestimmte Normen sind im Waldgesetz nicht zu finden, jedoch begegnen verschiedentlich problematisch weit formulierte Bestimmungen, deren Wortlaut verschiedene Verhaltensweisen umfassen könnte, für die dies weder beabsichtigt noch sinnvoll erscheint (Art. 42 Abs. 1 lit. b, Art. 43 Abs. 1 lit. f).

### IV. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

Bereits eingegangen wurde auf eventuelle Lücken, welche in engem Zusammenhang zu bestehenden Strafbestimmungen stehen. So wird die Aufnahme der Verletzung gleichwertiger Ersatzmassnahmen in den Vergehenstatbestand von Art. 42 Abs. 1 lit. c WaG vorgeschlagen. Darüber hinaus sind die Übertretungstatbestände von Art. 43 Abs. 1 lit. c WaG auf Grossveranstaltungen im Wald zu erweitern und zu präzisieren und Art. 43 Abs. 1 lit. e WaG auf die Verletzung des Kahlschlagverbots zu erstrecken.

Bei Durchsicht der WaG-Normen fällt zusätzlich auf, dass die Veräusserung von Wald ohne Bewilligung (Art. 25 WaG) nicht strafbar ist. Da die entsprechenden Bestimmungen bereits im ursprünglichen Gesetzestext von 1991 enthalten waren,<sup>1001</sup> ist von einem bewussten gesetzgeberischen Entschluss auszugehen. Angesichts des im Immobiliarsachenrecht vorherrschenden Eintragungsprinzips sowie der Bewilligungsverfahren des bürgerlichen Bodenrechts bestehen auch ohne Strafbewehrung genügende staatliche Kontrollmechanismen.

Ebenfalls nicht bestraft werden können die Auftragsnehmerinnen und Auftragsnehmer, welche den von Art. 21a revWaG verlangten Besuch von Sensibilisierungskursen nicht nachweisen können. Der gescheiterte Revisionsentwurf von 2007/08 hätte fehlende Ausbildungsnachweise pönalisiert (Art. 43 Abs. 1 lit. e i.V.m. Art. 23 des Entwurfs).<sup>1002</sup> Da allerdings Art. 21a WaG schon als solcher im Parla-

<sup>1000</sup> Vgl. Wegweiser, 65, wonach Art. 24 Abs. 2 und Art. 21 WaV „Spiegelbild“ (und eben nicht Umsetzung) „der gesetzlichen Anforderungen an das Vermehrungsgut“ sind.

<sup>1001</sup> Botschaft, BBl 1988 III, 230; Gesetzestext BBl 1991 III, 1391.

<sup>1002</sup> BBl 2007, (3882) 3885.

ment nur sehr knapp angenommen wurde,<sup>1003</sup> dürfte eine zusätzliche Strafbewehrung kaum politisch mehrheitsfähig sein.

## V. Strafraumen (und Wertungsinkongruenzen)

Die Strafobergrenze des Art. 42 Abs. 1 WaG von einem Jahr Freiheitsstrafe erscheint insb. im Vergleich mit den neueren Umwelterlassen wie USG oder GTG sehr niedrig. Dies gilt insb. etwa im Fall einer illegalen Rodung im grossen Stil. Demgegenüber ist die Busse für die fahrlässige Begehung gem. Art. 42 Abs. 2 WaG mit 40'000 SFr. vergleichsweise hoch.

## F. Jagdgesetz

Das Jagdrecht ist eines der ältesten Gebiete des Bundesumweltrechts. Schon mit der Bundesverfassung von 1874 wurde eine diesbezügliche Gesetzgebungskompetenz eingeführt.<sup>1004</sup> Bereits das erste eidgenössische Jagdgesetz von 1875 enthielt Strafbestimmungen,<sup>1005</sup> ebenso die folgenden von 1904<sup>1006</sup> und 1925.<sup>1007</sup> Das geltende „Bundesgesetz über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel“ (JSG) stammt von 1986.<sup>1008</sup>

Die Strafbestimmungen des JSG finden sich in den Art. 17 (Vergehen, wobei lediglich Abs. 1 Vergehen enthält, während Abs. 2 die fahrlässige Begehung als Übertretung normiert) und Art. 18 (Übertretungen), deren Versuch sowie Gehilfenschaft dazu strafbar sind (Art. 18 Abs. 2 JSG). Sie werden auch durchaus praktisch angewendet: Das Bundesamt für Statistik verzeichnet, dass von 1984 bis 2014 pro Jahr zwischen 50 und 100 Erwachsene aufgrund des JSG verurteilt wurden.<sup>1009</sup> Die Kantone können für Widerhandlungen gegen kantonales Recht weitere Übertretungen vorsehen (Art. 18 Abs. 5 JSG).

Die JSG-Delikte erscheinen gegenüber dem Verwaltungsrecht vergleichsweise selbständig formuliert, da sich keine direkten Verweise auf einzelne Bestimmungen finden. Dies ändert jedoch nichts an der grundsätzlichen (zumindest relativen) Verwaltungsakzessorietät. Manche Tatbestände sind allerdings klar einzelnen verwaltungsrechtlichen Normen zuordenbar (so bezieht sich das unberechtigte Einführen von jagdbaren Tieren, um sie auszusetzen in Art. 18 Abs. 1 lit. a JSG auf Art. 9 Abs. 1 lit. c JSG). Insgesamt bleibt zu prüfen, in welche Tatbestände allenfalls explizite Verweise auf konkrete Verwaltungsnormen vorgenommen werden sollten. Die föderalistische Ausgestaltung bringt es mit sich, dass verschiedene Tatbestände des JSG sich auch auf kantonales Recht beziehen, so namentlich beim zentralen Tatbestand des unberechtigten Jagens (Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG).

## I. Allgemeine Begriffe

Unter „Tieren“ sind gemäss Art. 2 JSG in der Schweiz wildlebende Tiere bestimmter Tiergruppen zu verstehen. Nicht definiert wird, wann Tiere als wildlebend gelten. Klar miterfasst sind gefangene

<sup>1003</sup> Vgl. AB 2015 N 1587-1590; AB 2015 1154, AB 2016 N 110-111, AB 2016 123-124, AB 2016 N 349-352; AB 2016 N 496-497, AB 2016 215.

<sup>1004</sup> Schmid, Wenn Wildtiere verschwinden: Jagd und Wild in der Geschichte der Schweiz 1798-187, 107-109.

<sup>1005</sup> Art. 21-22, BBl 1875 IV, 494-495.

<sup>1006</sup> Art. 21-26, BBl 1904 IV, 721-725.

<sup>1007</sup> Art. 39-52 BBl 1925 II, 625-629.

<sup>1008</sup> SR 922.0.

<sup>1009</sup> Bundesamt für Statistik, Tabelle „Erwachsene: Verurteilungen aufgrund einer Auswahl an Bundesnebenengesetzen“, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/19/03/03/key/ueberblick/01.html>.



Individuen üblicherweise wildlebender Arten (ansonsten könnten keine Vorschriften über Haltung und Handel erlassen werden), insofern verwilderte Hauskatzen und Haustauben jagdbar sind (Art. 5 Abs. 3 JSG), aber auch verwilderte Individuen von üblicherweise als Haustiere gehaltenen Arten.

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

### 1. Vergehen: Art. 17 JSG

#### a. Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG

Diese Litera umfasst fünf Tathandlungen, von denen zwei sowohl jagdbare als auch geschützte Arten und drei nur geschützte Arten betreffen. Bei ersteren zwei handelt es sich um die zentralen Tatvarianten, „den eigentlichen Jagdfrevel“<sup>1010</sup>, nämlich das unberechtigte Jagen als solches.

Während der Begriff „töten“ relativ klar ist (zur Abgrenzung bei Jungvögeln s. Ausführungen zu Art. 17 Abs. 1 lit. b JSG und Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG), ist nicht von vornherein klar, wann eine Person im Sinne des Gesetzes „jagt“. Das Bundesgericht äusserte sich in einigen Urteilen unter altem Jagdrecht zu dieser Frage.<sup>1011</sup> Es übernahm dabei jeweils die Definition von R. Wäckerling.<sup>1012</sup> Danach umfasst die Jagd sämtliche Tätigkeiten, mit denen Wild getötet oder gefangen genommen werden soll. Wer erfolglos jagt, begeht daher ein vollendetes Delikt und nicht bloss einen Versuch.<sup>1013</sup> Warten auf dem Ansitz genügt, die jagende Person muss sich nicht bewegen.<sup>1014</sup> Hilfsdienste (wie Ort des Wilds markieren, Flinte tragen oder Boot steuern) sind nicht strafbar, wenn der Jäger legal jagte.<sup>1015</sup> „Das Jagen erscheint in dieser Rechtsprechung akzessorisch zum beabsichtigten Töten (oder Einfangen!), es kann (z.T.) als zum vollenden Delikt erhobener Tötungsversuch gedeutet werden.“<sup>1016</sup> Diesem Verständnis entspricht weitgehend die etwas konkretere Jagddefinition des Bundesamts für Umwelt im Bericht zur revidierten Jagdverordnung von 2012: Jagen sei das „alleinige oder gruppenweise Aufspüren, Nachstellen, Abpassen, Zutreiben, Beschiessen, Einfangen oder Nachsuchen von Wildtieren [...] mit dem Ziel, dieselben zu erlegen und/oder zu behändigen“, nicht aber „das unbewaffnete Beobachten von Wild, das Ausweiden erlegter Tiere oder Abtransportieren und Lagern von erlegtem Wild“.<sup>1017</sup>

„Einfangen“, „Gefangen halten“ und „Aneignen“ sind für sich begrifflich unproblematisch. Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG umfasst diese Tatvarianten nur für geschützten Arten, bei jagdbaren Arten gilt die entsprechende Übertretungsnorm von Art. 18 Abs. 1 lit. a JSG. Betrachtet man diese Unterscheidung als vom Gesetzgeber gewollte Präzisierung der Auslegung des Jagdbegriffes von Art. 17 JSG, so erscheint die oben zitierte bundesgerichtliche Jagddefinition, die auch das versuchte Einfangen umfasst, als zu weitgehend (ebenso siehe BAFU: Ziel des Behändigens). Wäre demgegenüber das Einfangen stets ohnehin Jagd, so wäre das „Einfangen“ jeweils (in Art. 17 und 18 JSG) zu streichen. Die explizite Nennung des „Einfangens“ kann aber wohl nur bedeuten, dass ein solches eben entweder

<sup>1010</sup> Botschaft, BBl 1983 II, 1215.

<sup>1011</sup> BGE 74 IV 212, BGE 98 IV 138, BGE 99 IV 103 E. 1, BGE 113 IV 42.

<sup>1012</sup> Wäckerling, Die Jagdvergehen nach eidgenössischem und kantonalem Recht, 107-110.

<sup>1013</sup> BGE 98 IV 138.

<sup>1014</sup> BGE 74 IV 212, BGE 98 IV 138.

<sup>1015</sup> BGE 113 IV 42.

<sup>1016</sup> So schon Wäckerling, S. 108.

<sup>1017</sup> BAFU, Teilrevision der Jagdverordnung, Bericht zur Vernehmlassung vom 31.3.2011, abrufbar unter: [https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR\\_JSV\\_ERLAEUTERUNGEN\\_D\\_2011.pdf](https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR_JSV_ERLAEUTERUNGEN_D_2011.pdf), S. 3.

nicht als Jagd oder auch ohne Jagd zu sehen bzw. denkbar ist und insofern zwischen geschützten (Art. 17 JSG) und jagdbaren (Art. 18 JSG) Arten unterschieden werden soll.

„Ohne Berechtigung“ jagt oder tötet, wer die Jagdgesetzgebung in persönlicher (Jagdberechtigung der jagenden Person), sachlicher (betroffenes Tier), örtlicher oder zeitlicher Hinsicht verletzt. Die Bestimmung ist insofern *verwaltungsakzessorisch*. Die Illegalität kann sich auch aus rein kantonalen Verboten ergeben.<sup>1018</sup> Umfasst ist beispielsweise die Jagd in Wildschutzgebieten.<sup>1019,1020</sup> Zu weit gehen Andeutungen kantonalen Gerichte, auch das Jagen mit verbotenen Mitteln sei betroffen.<sup>1021</sup> Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG regelt nur das „ob“ des Jagens, nicht das „wie“, für letzteres gilt namentlich Art. 17 Abs. 1 lit. h und i JSG.

Leicht missverständlich ist der *französische Wortlaut*.<sup>1022</sup> Das Gesetz übersetzt „jagdbares Wild“ meist mit „espèces [resp. animaux] pouvant être chassées“ (Art. 5, 6, 9, 12 Abs. 2, 14, 18 und 25 JSG) und deutlich seltener mit „gibier“ (Art. 12 Abs. 3, 13 und 17 Abs. 1 JSG) sowie einmal mit „animaux non protégés“ (Art. 11 Abs. 5 JSG). Eine Vereinheitlichung des Rechtsbegriffs ist empfehlenswert, wobei strafrechtlich gesehen das beschreibende (und somit unzweifelhafte) „animaux pouvant être chassés“ vorzuziehen ist.

Fahrlässige Begehung von Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG wird als Beispiel strafbarer fahrlässiger Sachbeschädigung betrachtet,<sup>1023</sup> wenngleich es sich beim Tatobjekt um wildlebende Tiere handelt. Dass der Schutzzweck der Strafnorm im Lichte der Zwecke des Art. 1 Abs. 1 JSG nicht im eigentlichen Sinne das Leben des einzelnen Tieres im Fokus hat, ergibt sich auch aus der Gleichschaltung der Strafdrohung (konkret von einem Jahr Freiheitsstrafe) für das Töten ebenso wie für das Aneignen oder gar blosses Betreten eines Schutzgebietes ohne ausreichenden Grund mit einer Schusswaffe gem. lit. e. Darin sind also offensichtlich keine Wertungskongruenzen zu erblicken, da sich die Gleichbehandlung aus den Zwecken des JSG erklärt.

Eine Ergänzung des Tatbestands um die Tathandlung des Vertreibens aus deren Lebensraum (insbes. mit Blick auf die durch das JSG geschützten Biber) erscheint erwägenswert, da der Schutz über das NHG nicht hinreichend zu sein scheint. Zudem ist Art. 17 durch die Sachüberschrift „Vergehen“ zu ergänzen.

## Vorschlag

### Art. 17 Vergehen

<sup>1</sup> Mit Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich und ohne Berechtigung

a. Tiere jagdbarer und geschützter Arten jagt oder tötet sowie Tiere geschützter Arten einfängt, gefangen hält, ~~oder~~ sich aneignet oder aus ihrem Lebensraum vertreibt;

<sup>1018</sup> Urteil Kantonsgericht GR vom, 2.9.1992, PKG 1992 S. 155.

<sup>1019</sup> Urteil Kantonsgericht GR vom, 2.9.1992, PKG 1992 S. 155.

<sup>1020</sup> Urteil Verwaltungsgericht GR vom 6.3.2009 abrufbar unter: <https://swisslex.ch/Doc/ShowDocView/b28ffb78-dbc3-481a-8a12-32446436195c?hitPos=12&tryHighlight=True&source=hitlist-search&SP=1|wve1y2#firstSearchTerm>.

<sup>1021</sup> Urteil Kantonsgericht GR vom 2.9.1992, PKG 1992, 155; Urteil Bezirksgericht Hérens-Conthey vom 1.2.1999, RVJ 1999, 350-351.

<sup>1022</sup> Urteil Bezirksgericht Hérens-Conthey vom 1.2.1999, RVJ 1999, 351.

<sup>1023</sup> Eicker/Meier, Entscheidbesprechung BGer 1B\_432/2011, AJP 2013, 141.

#### **b. Art. 17 Abs. 1 lit. b JSG**

Der zweite Wildereitbestand bestraft denjenigen, der „Eier oder Jungvögel geschützter Arten ausnimmt oder das Brutgeschäft der Vögel stört.“ Die Norm soll laut Botschaft v.a. Greifvögel schützen.<sup>1024</sup> Für jagdbare Arten ist die entsprechende Parallelnorm Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG.

Die Tötung von Jungvögeln liesse sich an sich auch unter die unberechtigte Tötung von Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG subsumieren, sofern man das Vogelleben mit dem Schlüpfen beginnen lässt. Diese Unterscheidung ist bei Art. 17 Abs. 1 lit. b JSG angesichts der identischen Bestrafung unbedeutend, führt aber bei Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG dazu, dass, wer Jungvögel jagdbarer Arten tötet, milder bestraft wird als wer deren älteren Artgenossen wildert. Dies stellt eine klare Wertungskongruenz dar. Deshalb schlagen wir vor, sowohl hier als auch in Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG die Jungvögel zu streichen. Diese sind bereits unter Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG als (geschlüpfte) geschützte bzw. jagdbare Tiere zu subsumieren und daher angemessen geschützt.

Der zweite Satzteil („das Brutgeschäft der Vögel stört“) ist insofern unklar formuliert, als grammatikalisch nicht klar ist, dass „die Vögel“ zu geschützte Arten gehören müssen – dies ergibt sich nur aus einer teleologischen Auslegung. Wir empfehlen eine Klarstellung.

Eine Variante gemäss den beiden Vorschlägen würde wie folgt lauten.

Vorschlag

*b. Eier ~~oder Jungvögel~~ geschützter Arten ausnimmt oder das Brutgeschäft ~~der geschützter~~ Vögel stört;*

#### **c. Art. 17 Abs. 1 lit. c JSG**

Hier umfasst sind Einfuhr, Durchfuhr, Ausfuhr und Handel mit lebenden oder toten geschützten Tieren, Teilen davon sowie mit daraus hergestellten Erzeugnissen und Eiern. Es besteht kein materieller Überarbeitungsbedarf. Was die Formulierung von Art. 17 Abs. 1 lit. c JSG angeht, wäre es sinnvoll, das altmodische „feilbieten“ durch „anbieten“ zu ersetzen.

Sind die betreffenden Tiere gleichzeitig nach CITES geschützt, kann eine Konkurrenz zu den Strafbestimmungen von Art. 26 BGCITES entstehen. Gemäss der gesetzlichen Konkurrenzregel von Art. 21 Abs. 3 JSG und Art. 27 Abs. 2 BGCITES wird die für die schwerste Widerhandlung angedrohte Strafe angewendet und kann angemessen erhöht werden. Konkret ist Art. 17 Abs. 1 lit. c JSG (als Vergehen) schwererwiegend, wenn es sich um eine einfache BGCITES-Verletzung nach Art. 26 Abs. 1 handelt. Stellt das inkriminierte Verhalten dagegen einen schweren Verstoss nach Art. 26 Abs. 2 BGCITES dar, geht dieser vor. Bei Fahrlässigkeit ist ebenfalls das BGCITES (Art. 26 Abs. 4) anzuwenden, da dort die Maximalbusse 20'000 SFr. beträgt, bei Art. 17 JSG dagegen nur 10'000 SFr. (Art. 17 Abs. 2 JSG i.V.m. Art. 106 Abs. 1 StGB).

Vorschlag

*c. lebende oder tote geschützte Tiere, Teile davon sowie daraus hergestellte Erzeugnisse und Eier ein-, durch- oder ausführt, ~~feilbietet~~ anbietet oder veräussert;*

---

<sup>1024</sup> Botschaft, BBl 1983 II, 1215.

#### d. Art. 17 Abs. 1 lit. d JSG

Dieser Tatbestand wird als „Jagdhehlerei“ bezeichnet und ist sehr ähnlich wie die klassische Hehlerei nach Art. 160 StGB formuliert.<sup>1025</sup> Die Tathandlung unterscheidet sich im Vergleich zu letzterer nur in zwei Punkten: Erstens reicht es bei der Jagdhehlerei, wenn der Täter das Deliktsgut „in Gewahrsam nimmt“. Anders als bei der klassischen Hehlerei<sup>1026</sup> wird somit auch bestraft, wer das Tatobjekt entleiht, verwahrt, mietet, oder im Rahmen eines Werkvertrages verarbeitet (siehe nur den Fall eines Tierpräparators, der im Auftrag von Wilderern Luchse und einen Auerhahn ausgestopft hatte).<sup>1027</sup> Der zweite Unterschied besteht darin, dass die Revision des klassischen Hehlereitatzbestandes von 1994 nicht nachvollzogen wurde, sodass noch von „absetzen (helfen)“ und nicht von „veräussern (helfen)“ die Rede ist. Diese Änderung am deutschen Text von Art. 160 StGB sollte verdeutlichen, dass die sogenannte „Absatzhehlerei“ i.S.d. blossen Verbrauchs von gehehlten Sachen nicht strafbar ist.<sup>1028</sup> Die entsprechenden Überlegungen gelten auch für die Jagdhehlerei, weshalb auch in Art. 17 Abs. 1 lit. d JSG – wie in Art. 160 StGB neu und nur mehr – „veräussern helfen“ stehen sollte.

Tatobjekt sind „lebende oder tote Tiere oder daraus hergestellte Erzeugnisse“. Im Vergleich zur ansonsten ähnlichen Aufzählung des Art. 17 Abs. 1 lit. c JSG fehlen Teile von Tieren und Eier, ohne dass ein Grund dafür ersichtlich wäre. Unter altem JVG subsumierte das BGE unter „Tiere“ auch deren Teile, und bejahte so die Strafbarkeit beim Fell eines gewilderten Rehs.<sup>1029</sup> Um Missverständnisse zu vermeiden, erscheint es uns sinnvoll, nicht unnötig von lit. c abzuweichen.

Subjektiv ist vorausgesetzt, dass der Täter weiss oder annehmen muss, dass das Tatobjekt durch eine strafbare Handlung erlangt worden ist. Zunächst sollte u.E. auch hier konsequent die (auch z.B. im Kontext des Art. 160 StGB zu Recht als „missverständlich“ bezeichnete)<sup>1030</sup> Formel des „wissen oder annehmen müssen“ gestrichen werden, da dies dem tatbestandlichen Erfordernis, dass zumindest dolus eventualis auch bezüglich der strafrechtlich relevanten Herkunft des Tatobjekts vorliegen muss, keinen Abbruch tut (siehe im Übrigen oben Teil 3/B.I.3. sowie unten Teil 3/M.).<sup>1031</sup> Des Weiteren sollte im Tatbestand klargestellt werden, dass auch Jagdhehlerei die Nachtat eines Nicht-Vortäters darstellt, indem ein „anderer“ eingefügt wird. Nicht verlangt wird vom Tatbestand übrigens, dass es sich bei der Vortat um eine strafbare Handlung *gemäss JSG* handelt, vielmehr genügt nach dem Wortlaut jede strafbare Handlung. Dies betrifft daher auch Straftaten gegen das Vermögen, womit Jagdhehlerei und klassische Hehlerei konkurrieren, wenn beispielsweise jemand gestohlene (aber ursprünglich legal erlegte) Jagdtrophäen hehlt. In der Literatur wird die Ansicht vertreten, diesfalls ginge die Jagdhehlerei vor.<sup>1032</sup> Diese Ansicht kann man teilen. Allerdings stellt die Jagdhehlerei mit Blick auf die Strafdrohung eine nicht unerhebliche und bezogen auf Vermögensvortaten kaum nachvollziehbare Privilegierung gegenüber der Hehlerei nach StGB dar (kein Verbrechen, Strafdrohung lediglich bis zu einem Jahr statt bis zu fünf Jahren). Sachgerecht erscheint dieses Ergebnis nicht, weil es in diesen Fällen auf der einen Seite eben nicht um Jagdhehlerei im eigentlichen Sinne geht, da hier

<sup>1025</sup> Donatsch, StGB Kommentar, Art. 160 N10; S. Trechsel/Pieth-Trechsel/Cameri, Art. 160 N 21; BSK StGB II-Weissenberger, Art. 160 N 107.

<sup>1026</sup> BSK StGB II-Weissenberger, Art. 160 N 45.

<sup>1027</sup> BGE 123 IV 70.

<sup>1028</sup> BBl 1991 II, 1054.

<sup>1029</sup> BGE 61 I 425.

<sup>1030</sup> Stratenwerth/Wohlers, StGB, Art. 160 N 5.

<sup>1031</sup> In einem nächsten Schritt wäre auch Art. 160 StGB in diesem Sinne dogmatisch zu bereinigen (ebenso wie etwa Art. 305<sup>bis</sup> StGB).

<sup>1032</sup> Trechsel/Pieth-Trechsel/Cameri, Art. 160 N 21; BSK StGB II-Weissenberger, Art. 160 N 107.

nicht ein gemäss JSG verpöntes Verhalten nachträglich unterstützt wird, sondern sogar auf der anderen Seite um klassische Hehlerei, aber eben an einem besonderen Tatobjekt. Es besteht Handlungsbedarf. U.E. sollte entweder das Konkurrenzverhältnis zu Art. 160 StGB explizit durch den Gesetzgeber geregelt werden (bevorzugtermassen in Form der Subsidiarität der Jagdhehlerei) oder (noch bevorzugter) Art. 17 Abs. 1 lit. d JSG auf Vortaten nach dem JSG beschränkt werden. Gesondert zu beantworten bleibt jedenfalls die Frage nach der Höhe der Strafdrohung (siehe unten Teil 3/F.V.).

#### Vorschlag

*d. lebende oder tote Tiere, Teile davon oder daraus hergestellte Erzeugnisse oder Eier, ~~von denen er weiss oder annehmen muss, dass sie~~ die ein anderer durch eine strafbare Handlung nach diesem Gesetz erlangt ~~worden sind~~ hat, erwirbt, sich schenken lässt, zu Pfand oder in Gewahrsam nimmt, verheimlicht, ~~absetzt~~ oder ~~absetzen~~ veräussern hilft;*

#### **e. Art. 17 Abs. 1 lit. e JSG**

Nach dieser Bestimmung macht sich strafbar, wer Schutzgebiete ohne ausreichenden Grund mit einer Schusswaffe betritt. Es handelt sich um eine vorgelagerte Strafnorm, mit welcher Wilderer bestraft werden sollen, denen man keine konkreten Jagdabsichten nachweisen kann.<sup>1033</sup> Die entsprechende Parallelnorm für Jagdgebiete ist der Übertretungstatbestand Art. 18 Abs. 1 lit. b JSG.

Die jagdrechtlichen Schutzgebiete sind in Art. 11 JSG geregelt; sie umfassen eidgenössische und kantonale Jagdbannggebiete sowie Vogelschutzreservate. In ihnen ist die Jagd verboten (Art. 11 Abs. 5 JSG). Für eidgenössische Jagdbannggebiete sowie Wasser- und Zugvogelreservate von nationaler und internationaler Bedeutung existieren eigene Verordnungen (VEJ, SR 922.31 resp. WZVV, SR 922.32). Keine Schutzgebiete sind u.E. Siedlungsgebiete, in denen die Jagd zum Schutz von Bevölkerung und Sachwerten nicht gestattet ist (vgl. die Regelung in den Kantonen BE,<sup>1034</sup> VD<sup>1035</sup> und GR<sup>1036</sup>).<sup>1037</sup> Unter Schusswaffen sind neben Feuerwaffen auch Armbrüste und Pfeilbögen zu verstehen, soweit sie sich zum Wildern eignen.<sup>1038</sup>

Einen ausreichenden Grund zum Waffentragen haben jene Personen, welche nach Art. 5 Abs. 1 lit. d VEJ resp. Art. 5 Abs. 1 lit. d WZVV in eidgenössischen Bannggebieten sowie Wasser- und Zugvogelreservaten ungeladene Waffen tragen dürfen. Neben Bewohnenden der Gebiete mit kantonaler Bewilligung sind dies namentlich Personen auf dem Weg zur Jagd oder zu militärischen Pflichten. Da sie aufgrund der Verordnungen zum Waffentragen ausdrücklich berechtigt sind, fallen sie schon nicht unter den Chapeau von Art. 18 JSG.

Auch wenn die Auslegung des „ausreichenden Grundes“ einige Fragen aufwirft, so schlagen wir keine Änderung des bestehenden Tatbestands vor.

<sup>1033</sup> Häberling, Waffenhandel, Erwerb, Besitz und Tragen von Waffen aus Sicht des Nebenstrafrecht, 186 f. m.H., 199 f.

<sup>1034</sup> Art. 15 Abs. 1 lit. c JaV-BE, BSG 922.11.

<sup>1035</sup> Art. 41 Abs. 1 lit. c LFaune-VD, rslv 922.03.

<sup>1036</sup> Art. 17 KJG-GR, Bündner Rechtsbuch 740.000.

<sup>1037</sup> Anders allerdings Häberling, 200.

<sup>1038</sup> Häberling, 190 f.

#### **f. Art. 17 Abs. 1 lit. f JSG**

Dieser Artikel geht auf den alten Art. 42 Abs. 2 des JVG von 1925 zurück,<sup>1039</sup> welcher allerdings auch Pachtreviere betraf. Unter Schutzgebieten können wiederum Schutzgebiete nach Art. 11 JSG verstanden werden. Aufgrund seines Wortlautes ist das Delikt als Erfolgsdelikt zu verstehen, wobei es vollendet ist, sobald das Wild das Schutzgebiet verlässt. „Hinaustreiben“ oder „hinauslocken“ unterscheiden sich dadurch, ob der Grund innerhalb (als „Push-Faktor“) oder ausserhalb (als „Pull-Faktor“) des Schutzgebiets gesetzt wurde. Die für den Tatbestand relevanten verwaltungsrechtlichen Verbote finden sich für eidgenössische Jagdbanngebiete in Art. 5 Abs. 1 lit. b VEJ und für Wasser- und Zugvogelreservate in Art. 5 Abs. 1 lit. b WZVV. Überarbeitungsbedarf sehen wir bei dieser Norm keinen.

#### **g. Art. 17 Abs. 1 lit. g JSG**

Diese Bestimmung bestraft das rechtswidrige Aussetzen von Tieren. Für das Jagdrecht nur bedingt anwendbar ist die tierschutzrechtlich vertretene Definition als „aktive Tätigkeit,“ mit der „das Tier aus seinem geschützten Umfeld an einen Ort gebracht wird, wo eine erhöhte Möglichkeit besteht, dass sein Wohlergehen beeinträchtigt werden könnte“,<sup>1040</sup> vielmehr sollte schlicht auf den aufgegebenen Gewahrsam und die Freiheit des Tieres abgestellt werden. Rechtmässig ausgesetzt werden können Tiere jagdbarer Arten durch die Kantone (Art. 6 Abs. 1 JSG) oder Tiere ausgestorbener und gefährdeter geschützter einheimischer Arten mit Bewilligung durch das zuständige eidgenössische Departement (Art. 8 JSV). Tiere, die nicht zur einheimischen Artenvielfalt gehören, dürfen nicht ausgesetzt werden (Art. 8<sup>bis</sup> Abs. 1 JSV).

Obwohl verwilderte Hauskatzen und Haustauben nach Art 5 Abs.3 lit. a und b JSG jagdbar sind, sollte man bei ihnen wie bei allen anderen Haustieren nicht Art. 17 Abs. 1 lit. g anwenden, sondern alleine Art. 26 Abs. 1 lit. e TSchG.<sup>1041</sup> Bei Art. 17 Abs. 1 lit. g empfehlen wir keine Überarbeitung.

#### **h. Art. 17 Abs. 1 lit. h und i JSG**

Diese beiden Artikel betreffen verbotene Hilfsmittel und Methoden. Die verbotenen Hilfsmittel und Methoden sind in Art. 2 JSV geregelt, welcher sich auf Art. 3 Abs. 4 JSG abstützt.

Art. 17 Abs. 1 lit. h JSG stellt den Einsatz bestimmter Jagdmethoden gegenüber einigen abschliessend aufgeführten Tierarten unter Strafe. Die entsprechenden Verbote sind auch in Art. 2 Abs. 1 lit. c JSV enthalten.

Art. 17 Abs. 1 lit. i JSG verbietet hingegen pauschal die Verwendung verbotener *Hilfsmittel* zur Jagd. Aus dem Artikel gestrichen wurden 2008 Herstellung, Import, Export und Handel. Dies um Widersprüche zum Waffengesetz zu vermeiden.<sup>1042</sup> Das Verbot erfasst auch von den Kantonen i.S.v. Art. 2 Abs. 3 JSV verbotene Hilfsmittel sowie kantonale nicht zugelassene Munition und Kaliber i.S.v. Art. 2 Abs. 2<sup>bis</sup> JSV. Eine *Methode*, die kein Hilfsmittel ist, wird nach dem Wortlaut nicht umfasst. Fraglich ist daher, ob Verletzungen von Art. 2 Abs. 1 lit. j und k JSV strafbar sind. Dies wäre nur der Fall, wenn man die Verkehrsträger, von denen aus geschossen wird, als Jagdhilfsmittel qualifizieren würde.

---

<sup>1039</sup> BBl 1925 II, 626

<sup>1040</sup> Bolliger/Richner/Rüttimann, 154

<sup>1041</sup> So schon Botschaft, BBl 1983 II, 1216. Verschiedene Verurteilungen betreffend Hauskatzen finden sich in der Datenbank der Stiftung „Tier im Recht“ (TIR), abrufbar unter: <http://www.tierschutz.org/tierstraffaelle/index.php>, vgl. bspw. Interne Fallnummern BE13/206, BE13/137, ZH12/195, BE12/202, ZH12/045.

<sup>1042</sup> BBl 2006, 2750.

Um diese Problematik zu lösen, schlagen wir vor, verbotene Methoden ebenfalls in Art. 17 Abs. 1 lit. i aufzunehmen und auf die betreffende JSV-Bestimmung zu verweisen. Auch wenn lit. h durch lit. i abgedeckt wird und insofern lediglich eine Sondererwähnung ausgewählter verbotener Jagdmethoden darstellt, kann sie – dem Wunsch mehrerer Mitglieder der Projektbegleitgruppe entsprechend – durchaus beibehalten werden, bringt jedoch keinen Mehrwert. Lässt man also lit. h stehen, so bietet sich an, zumindest in lit. i das Wort „sonstige“ voranzustellen.

#### Vorschlag

- h. *Füchse, Dachse und Marmotiere ausräuchert, begast, ausschwenkt oder anbohrt;*
- i. sonstige für die Jagd verbotene Hilfsmittel oder Methoden (JSV) verwendet.

## 2. Übertretungen: Art. 18 JSG

### a. Art. 18 Chapeau

Beim Chapeau von Art. 18 JSG ist die französische Übersetzung des Ausdrucks „ohne Berechtigung“ problematisch. Der Bundesrat hatte „sans autorisation“ vorgeschlagen, der Nationalrat änderte dies aber zu „sans raison valable“,<sup>1043</sup> weil damit dem deutschen Text entsprochen würde. Bei Art. 17 JSG wird derselbe Ausdruck aber nach wie vor mit „sans autorisation“ übersetzt. In der Praxis wurde jedoch „sans raison valable“ als Fehlübersetzung gewertet.<sup>1044</sup> Diese Terminologie sollte zu „sans autorisation“ vereinheitlicht werden. Tatsächlich meint „sans raison valable“ im sonstigen Bundesrecht nicht eine rechtliche Erlaubnis, sondern einen triftigen (Art. 8 Abs. 3bis AsylG, Art. 6 HFG), sachlichen (Art. 164 Ziff. 4 StGB) oder entschuldbaren (Art. 69 AVIV) Grund, um von ansonsten geltenden Regeln abzuweichen.

### b. Art. 18 Abs. 1 lit. a JSG

Dieser Artikel bestraft, wer jagdbare Tiere einfängt, gefangen hält, sich aneignet oder einführt, um sie auszusetzen. Für die Begriffsdefinitionen verweisen wir auf die obigen Ausführungen zu Art. 17 Abs. 1 lit. a, c und g JSG. Die ersten drei Tatvarianten entsprechen denjenigen von Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG für geschützte Tiere, die vierte pönalisiert Verletzungen von Art. 9 Abs. 1 lit. c JSG.

Zu beachten ist, dass die Einfuhr von Dammhirsch, Sikahirsch, Mufflon und Marderhund nach Art. 8<sup>bis</sup> Abs. 2 i.V.m. Anhang I JSV immer bewilligungspflichtig ist. Diese Bewilligungspflicht stützt sich nicht auf das JSG, sondern auf Art. 29f Abs. 2 lit. a USG.<sup>1045</sup> Wer ein entsprechendes Tier unbewilligt einführt, ohne es aussetzen zu wollen, macht sich nicht nach Art. 18 Abs. 1 lit. a strafbar, begeht allenfalls aber ein Vergehen nach Art. 60 Abs. 1 lit. e USG.

Im Lichte der Ausführungen zu Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG ist Art. 18 Abs. 1 lit. a JSG beizubehalten.

<sup>1043</sup> AB 1985 N 2172 Votum Houmard.

<sup>1044</sup> Kassationsgericht in Strafsachen NE vom 27.2.1995.

<sup>1045</sup> Vgl. BAFU, Teilrevision der Jagdverordnung, Bericht zur Vernehmlassung vom 31.3.2011, abrufbar unter: [https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR\\_JSV\\_ERLAEUTERUNGEN\\_D\\_2011.pdf](https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR_JSV_ERLAEUTERUNGEN_D_2011.pdf), 3.

### c. Art. 18 Abs. 1 lit. b JSG

Diese Norm geht auf Art. 41 JVG-1925 zurück.<sup>1046</sup> Ins neue Jagdgesetz wurde sie erst vom Nationalrat übernommen,<sup>1047</sup> die Ausgestaltung als Übertretung war ein Kompromiss zwischen den beiden Räten.<sup>1048</sup>

Offen ist, ob unter „Jagdgebiet“ nur Gebiete zu verstehen sind, in denen die Jagd rechtlich zulässig ist, oder ob sie auch faktisch dafür geeignet sein müssen. Sowohl in der parlamentarischen Beratung,<sup>1049</sup> aber auch von Häberling wurde befürchtet, auch Siedlungen könnten entweder durch Art. 17 Abs. 1 lit. f oder durch Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG erfasst sein.<sup>1050</sup> Praktisch dürfte allerdings die Jagd in Städten und Dörfern selbst ohne explizites kantonales Verbot, wie in Bern oder der Waadt, kaum je legal sein. Gleichwohl erachten wir eine präzisere Definition als sinnvoll. Sachgerechterweise sind unter Jagdgebieten nur solche zu verstehen, in denen tatsächlich mit Jagd zu rechnen ist.

Einen „ausreichenden Grund“ haben die Angeschuldigten, wenn sie glaubhaft machen, dass sie einen anderen Grund zum Waffentragen hatten als zu wildern.<sup>1051</sup> Einen ausreichenden Grund hat beispielsweise auch, wer ein ungeladenes Gewehr mit sich führt, weil er gerne im „Western-Look“ umherreitet.<sup>1052</sup> Der Grund muss auch nicht legal sein: Wer im Jagdgebiet einen Menschen ermorden wollte, entgeht der Bestrafung nach Art. 17 Abs. 1 lit. e und Art. 18 Abs. 1 lit. b JSG (hat aber selbstverständlich einige andere rechtliche Probleme).<sup>1053</sup> Zu weit geht die Auslegung des Bezirksgerichts Hérens-Conthey, wonach nur erfasst ist, wer *überhaupt keinen Grund* geltend machen kann, und damit die bewiesene Wildereiabsicht den Tatbestand ausschliessen würde.<sup>1054</sup>

Vorschlag

- a. für die Jagd geeignete und zugelassene Gebiete ~~Jagdgebiete~~ ohne ausreichenden Grund mit einer Schusswaffe betritt;

### d. Art. 18 Abs. 1 lit. c JSG

Obwohl dieser Tatbestand sehr anschaulich formuliert ist, eröffnet er einige Auslegungsfragen. „Ausserhalb der Jagdzeit“ definiert sich sinnvollerweise als Zeit, in der Privaten jede Jagd untersagt ist. Bundesrechtlich sind aber Marderhund, Waschbär, verwilderte Hauskatze und Haustauben ganzjährig jagdbar (Art. 5 Abs. 3 JSG i.V.m. 3bis Abs. 2 lit. c JSV), ebenso unter-zweijährige Wildschweine ausserhalb des Waldes und in Schwärmen auftretende Rabenkrähen auf schadengefährdeten landwirtschaftlichen Kulturen (Art. 5 Abs. 3 JSG i.V.m. Art. 3<sup>bis</sup> Abs. 2 lit. a und c JSV). Die Strafbestimmung kann daher nur angewendet werden, wenn Kantone i.S.v. Art. 5 JSG die entsprechende Jagdzeit verkürzt haben. Dies betrifft v.a. Patentjagdkantone, welche den grössten Teil der Berggebiete umfassen und wo die Jagdzeit typischerweise strikt eingeschränkt wird. Im Kanton Bern darf beispielsweise von

---

<sup>1046</sup> BBl 1925, 626.

<sup>1047</sup> AB 1985 N 2170.

<sup>1048</sup> AB 1986 N 676; AB 1986 309 f.

<sup>1049</sup> AB 1986 220, Votum Bührer; AB 1986 309 Votum Arnold.

<sup>1050</sup> Häberling, 193.

<sup>1051</sup> Häberling, 193-195 m. H. auf AB 1984 500, Votum Affolter und AB 1924 333, Votum Savoy; Urteil Bezirksgericht Dielsdorf vom 12.1.93, SJZ 90 (1994), 313; Wüst, Schweizer Waffenrecht, 8 (allerdings ohne Quellenangabe und teilweise politisch motiviert).

<sup>1052</sup> Urteil Bezirksgericht Dielsdorf vom 12.1.93, SJZ 90 (1994), 313.

<sup>1053</sup> Häberling, 195.

<sup>1054</sup> Urteil Bezirksgericht Hérens-Conthey vom 1.2.1999, RVJ 1999, 351.



März bis Juli keine Tierart gejagt werden,<sup>1055</sup> ähnlich oder noch weitergehend sind GR,<sup>1056</sup> VS,<sup>1057</sup> oder VD.<sup>1058</sup> Revierjagdkantone ergänzen das Bundesrecht entweder überhaupt nicht (AG,<sup>1059</sup> LU<sup>1060</sup>) oder dann so, dass bestimmte Tierarten ganzjährig jagdbar bleiben (ZH<sup>1061</sup>, SG<sup>1062</sup>). Im Entlebuch oder dem St. Galler Oberland können daher Jagdwaffen das ganze Jahr über in Alphütten aufbewahrt werden, ohne dass gegen Art. 18 Abs. 1 lit. c JSG verstossen würde. Offen ist allenfalls, ob 18 Abs. 1 lit. c JSG in Patentjagdkantonen anwendbar ist, falls die Jagdpachtzinsen noch nicht bezahlt sind und infolgedessen die Jagd nicht gestattet ist (z.B. § 21 Abs. 1 Jagdgesetz-LU<sup>1063</sup>) – dies ist wohl zu verneinen.

Die Waffen dürfen nicht auf „Alpen“ und „Maiensässen“ aufbewahrt werden. Der Entwurf des Bundesrats<sup>1064</sup> ebenso wie das JVG von 1925<sup>1065</sup> bezeichneten letztere noch als „Vorsassen“. Erst die Redaktionskommission scheint den Terminus geändert zu haben.<sup>1066</sup> Alpen und Maiensäss sind Gebäude der saisonalen Viehwirtschaft im Berggebiet.<sup>1067</sup> Ausserhalb des jetzigen Wortlauts liegen beispielsweise (schon als solche gebaute) Ferienhäuschen. Nicht ausreichend ist es daher, wenn ein Walliser Strafbefehl die blosser Lage in der „Maiensässzone“ genügen lässt.<sup>1068</sup> Auch auf die historische Zweckbestimmung eines Gebäudes kann nicht abgestellt werden: Im Parlament wurde befürchtet, ganzjährig bewohnte Maiensässe könnten miterfasst werden und betont, man dürfe den Artikel nicht so verstehen,<sup>1069</sup> was auch teleologisch sinnvoll ist. Wohl nicht korrekt war daher die Verurteilung eines Bündners, der ganzjährig in seinem Maiensäss wohnte, jedoch anderswo gemeldet war.<sup>1070</sup>

Vor dem Hintergrund der gesetzgeberischen Absicht scheint uns diese Orientierung an der klassischen Transhumanz unglücklich. Ferienhäuschen, aber auch isoliertere Betriebsgebäude von Bergbahnen und dergleichen sollten unzweideutig miteinbezogen werden. Auch im Tal- und Hügellgebiet kann es zudem in Festhütten oder isolierten Ställen vergleichbare Situationen geben. Im Sinne der Eindeutigkeit schlagen wir eine Ausdehnung auf alle nicht ganzjährig bewohnten Gebäude ausserhalb des Siedlungsgebiets vor.

---

<sup>1055</sup> Anhang 1 zu Art. 10 JaV-BE, BSG 922.111.

<sup>1056</sup> Art. 11 KJG-GR, Bündner Rechtsbuch 740.000.

<sup>1057</sup> 5-Jahres-Beschluss über die Ausübung der Jagd im Wallis für die Jahre 2011 bis 2015 vom 15.6.2011, abrufbar unter: [http://www.vs.ch/NavigData/DS\\_308/M7290/de/5.Jahresbeschluss\\_2011-2015.pdf](http://www.vs.ch/NavigData/DS_308/M7290/de/5.Jahresbeschluss_2011-2015.pdf).

<sup>1058</sup> Art. 53 LFaune [922.03.1 rslv].

<sup>1059</sup> § 14 AJSV-AG [SAR 933.211].

<sup>1060</sup> § 22 Abs. 1 Jagdgesetz-LU.

<sup>1061</sup> § 19 Abs. 1 lit. h Jagdverordnung-ZH [LS 922.11].

<sup>1062</sup> Punkt 2 St. Gallische Jagdvorschriften vom 19.4.2013, abrufbar unter: [http://www.anjf.sg.ch/gn/links/Links\\_zu\\_Jagd/\\_jcr\\_content/Par/downloadlist/DownloadListPar/download.ocFile/20130419%20Jagdvorschriften.pdf](http://www.anjf.sg.ch/gn/links/Links_zu_Jagd/_jcr_content/Par/downloadlist/DownloadListPar/download.ocFile/20130419%20Jagdvorschriften.pdf), gestützt auf Art. 43 JG-SG [sGS 853.1].

<sup>1063</sup> SRL 725.

<sup>1064</sup> Botschaft, BBl 1983, 1229.

<sup>1065</sup> Art. 42 Abs.3 JVG-1925, BBl 1925, 626.

<sup>1066</sup> AS 1988 512-513.

<sup>1067</sup> <http://www.duden.de/rechtschreibung/Maiensaesz>; [http://www.duden.de/suchen/dudenonline/Alp\\_i.V.m](http://www.duden.de/suchen/dudenonline/Alp_i.V.m). <http://www.duden.de/rechtschreibung/Alm>.

<sup>1068</sup> So anscheinend ein Walliser Strafbefehl laut Urteil BVGer A-4586/2014 vom 24.3.2015, Sachverhalt E.

<sup>1069</sup> AB 1985 501 Votum Bührer, AB 1986 310 Votum Bührer.

<sup>1070</sup> Urteil Kantonsgericht GR vom 23.10.2013, abrufbar unter: <https://swisslex.ch/Doc/ShowDocView/5068ea55-4fb5-482b-9c22-d39a96431283?hitPos=3&tryHighlight=True&source=hitlist-search&SP=1|wve1y2#firstSearchTerm>.

Zu beachten ist schliesslich, dass das Aufbewahren von Waffen in eidgenössischen Jagdbanngebieten sowie Wasser- und Zugvogelreservaten von nationaler und internationaler Bedeutung in Art. 5 Abs. 1 lit. d EJV resp. in Art. 5 Abs. 1 lit. d WZVV verboten ist und daher gemäss Art. 18 Abs. 1 lit. e JSG bestraft werden kann.

Vorschlag

- b. ausserhalb der Jagdzeit Waffen oder Fallen auf ~~Maiensässen und Alpen~~ in nicht ganzjährig bewohnten Gebäuden ausserhalb des Siedlungsgebiets aufbewahrt;

**e. Art. 18 Abs. 1 lit. d JSG**

Dieser Artikel bestraft das Wildernlassen von Hunden. Damit Hunde im Sinne des Gesetzes wildern, müssen sie das verfolgte Wild nicht töten; wenn ein Hund 30 bis 40 Meter einem Reh hinterherläuft, ist der objektive Tatbestand erfüllt.<sup>1071</sup> Die Bestimmung statuiert aber keinen allgemeinen Leinenzwang: Wer in einem Umfeld ohne besonderes Risiko (offenes Feld zur Tageszeit) seinen Hund laufen lässt, handelt nicht pflichtwidrig, auch wenn dieser in casu ein Reh aufstöbert, und begeht daher kein fahrlässiges Wildernlassen.<sup>1072</sup> Wer Hunde wildern lässt, verstösst regelmässig auch gegen das TSchG, namentlich gegen das Verbot der qualvollen und mutwilligen Tötung von Art. 26 Abs. 1 lit. e TSchG (sofern der Hund das gejagte Wild reisst).<sup>1073</sup> In den kantonalen Hundegesetzen finden sich weitere Strafbestimmungen betreffend Leinen- und Aufsichtspflicht.<sup>1074</sup> Deren Verhältnis zu Art. 18 Abs. 1 lit. d JSG ist im Einzelfall zu bestimmen. Unter Umständen kann auch Art. 18 Abs. 1 lit. e einschlägig sein (s.u.).

Der Bundesrat schlug in der Botschaft zum OBG vor, Wildernlassen zukünftig mit Ordnungsbussen zu bestrafen.<sup>1075</sup> Aufgrund des häufigen Zusammentreffens mit den TSchG raten wir diesbezüglich allerdings zur Vorsicht. Ansonsten muss die Bestimmung aus unserer Sicht nicht überarbeitet werden.

**f. Art. 18 Abs. 1 lit. e JSG**

Mit dieser Strafnorm wollte der Bundesrat Verstösse gegen Art. 7 Abs. 4 JSG pönalisieren.<sup>1076</sup> Jener Artikel sollte Störungen durch sportliche, touristische und weitere Aktivitäten nach Möglichkeit beschränken.<sup>1077</sup> Betroffen sein können namentlich Wildruhezonen i. S v. Art. 4<sup>ter</sup> JSV.<sup>1078</sup> Beispiele für weitere kantonale Massnahmen sind verschärfte Leinen- und Aufsichtspflichten für Hundehaltende.<sup>1079</sup> Wohl nicht mehr als „Massnahme“ gelten kann die bernische Pflicht zur gebührenden Rücksichtnahme auf Wildtiere „bei Arbeiten, Freizeitaktivitäten und Veranstaltungen“.<sup>1080</sup>

<sup>1071</sup> BGer 6B\_89/2007 vom 24.10.2007.

<sup>1072</sup> Ebenda.

<sup>1073</sup> TIR-Datenbank, abrufbar unter: <http://www.tierschutz.org/tierstraffaelle/index.php>, interne Fallnummern SG14/14, TG14/027, ZH13/239, SG13/153, SG13/151, BE13/168, SG13/110, SG13/112, SG13/112.

<sup>1074</sup> Bspw. § 27 Hundegesetz-ZH (LS 554.5), Art. 15 Hundegesetz-BE (BSG 916.31), Art. 34 LPolC-VD (rslv 133.75), § 19 HuG-AG (SAR 393.411), Art. 14 HG-SG (sGS 456.1).

<sup>1075</sup> BBl 2015, 980.

<sup>1076</sup> Art. 7 Abs. 3 des Entwurfs. Botschaft, BBl 1983, 1216.

<sup>1077</sup> Botschaft BBl 1983, 1207.

<sup>1078</sup> BAFU, Teilrevision der Jagdverordnung Erläuternder Bericht zur Anhörung vom 31.3.2011, abrufbar unter: [https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR\\_JSV\\_ERLAEUTERUNGEN\\_D\\_2011.pdf](https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR_JSV_ERLAEUTERUNGEN_D_2011.pdf), S. 24.

<sup>1079</sup> Art. 7 WTSchV-BE (BSG 922.63), § 21 AJSV-AG (SAR 933.211), § 31a Jagdverordnung-LU (SRL 725a).

<sup>1080</sup> Art. 1 Abs. 1 WTSchV-BE (BSG 922.63).

Ebenfalls unter lit. e subsumiert werden Verstösse gegen die Benutzungsregeln in eidgenössischen Jagdbanngebieten sowie Wasser- und Zugvogelreservaten.<sup>1081</sup> So kann bestraft werden, wer in eidgenössischen Jagdbanngebieten campiert (Art. 5 Abs. 1 lit. e VEJ), Hunde nicht anleint (Art. 5 Abs. 1 lit. c VEJ) oder abseits der markierten Pisten Ski fährt (Art. 5 Abs. 1 lit. g VEJ).<sup>1082</sup>

Darüber hinaus erfasst der Wortlaut potentiell sämtliche staatliche Massnahmen, welche (auch) wildlebende Tiere nach Art. 2 JSG vor Störungen schützen sollen, insbesondere im Bereich des Naturschutzes. Die Weite und Unübersichtlichkeit potentiell betroffener Massnahmen macht Art. 18 Abs. 1 lit. e JSG für die Adressierten schwer vorhersehbar und ist daher unter Bestimmtheitsgesichtspunkten problematisch. Wir empfehlen, Präzisierungsmöglichkeiten zu überdenken. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Anwendung des Ordnungsbussenverfahrens erscheint sinnvoll.<sup>1083</sup>

Vorschlag

- e. Massnahmen, die zum Schutze der Tiere vor Störung in Jagdbanngebieten, Vogelreservaten und Wildruhezonen erlassen wurden, missachtet;

**g. Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG**

Dies ist für jagdbare Vögel die Parallelnorm zum Vergehen von Art. 17 Abs. 1 lit. b JSG bei geschützten Arten. Anders als dieser bestraft er aber „lediglich“ das Ausnehmen von Eiern und Jungvögeln, nicht jedoch die Störung des Brutgeschäfts, was sich damit begründen lässt, dass bei geschützten Vögeln der Artenschutz bedeutender ist, während man sich bei jagdbaren Arten auf jagdliches Fehlverhalten konzentrieren kann.

Das Ausnehmen von Jungvögeln jagdbarer Arten erfüllt grundsätzlich auch den Tötungstatbestand von Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG, mindestens sofern es ausserhalb der Jagdsaison erfolgt (was der Regelfall sein dürfte). Somit wird de lege lata die illegale Tötung von Jungvögeln als *lex specialis* gegenüber anderen Formen der Wilderei privilegiert, was nicht sachgerecht erscheint. Dass die Tötung von Jungvögeln gleich wie das Ausnehmen von Eiern behandelt wird, wurde wohl aus Art. 46 des JVG von 1925<sup>1084</sup> übernommen. Dessen Strafmaximum war aber identisch mit demjenigen für illegales Jagen (Art. 39 und 40 JVG-1925),<sup>1085</sup> weshalb die Ungleichbehandlung junger und ausgewachsener Vögel weniger ins Gewicht fiel. Wir schlagen daher vor, das Ausnehmen von Jungvögeln jagdbarer Arten sachgerechter Weise als Vergehen zu betrachten und ausschliesslich unter Art. 17 Abs. 1 lit. a JSG zu subsumieren, somit hier zu streichen (vgl. auch die Ausführungen zu Art. 17 Abs. 1 lit. b JSG).

Vorschlag

- f. Eier ~~oder Jungvögel~~ jagdbarer Arten ausnimmt;

---

<sup>1081</sup> BBl 2015, 980.

<sup>1082</sup> Ebenda.

<sup>1083</sup> Ebenda.

<sup>1084</sup> BBl 1925 II, 617 ff.

<sup>1085</sup> Bei Uhus waren die Strafmaxima von Art. 46 JVG-1925 für das Ausnehmen von Eiern und Jungvögeln sogar höher als für das Wildern erwachsener Tiere (Art. 39 Abs. 3 i.V.m. Art. 4 Ziff. 6 JVG-1925), ebenso bei Steinadlern, die nicht am Horst abgeschossen wurden (Art. 43 Ziff. 4 *e contrario* i.V.m. Art. 40 Abs. 2 i.V.m. Art. 2 Ziff. 7 JVG-1925).

#### **h. Art. 18 Abs. 1 lit. g JSG**

Nach dieser Bestimmung wird bestraft, wer Böschungen, Feldraine oder Weiden flächenhaft abbrennt oder Hecken beseitigt. Praktisch relevant ist vor allem die Heckenzerstörung. Gemäss Botschaft begründet diese Litera ein selbständiges Verbot, kantonale Ausnahmegewilligungen blieben aber möglich.<sup>1086</sup> Laut Bundesgericht sind jedoch nicht alle Hecken geschützt, sondern lediglich naturschutzrechtlich schutzwürdige von einer gewissen Grösse. Massgebend sind somit Art. 18-18b NHG und Art. 14 NHV. Das kantonale Recht kann einen weitergehenden Schutz vorsehen.<sup>1087</sup> Fraglich bleibt das Konkurrenzverhältnis zur Zerstörung eines geschützten Biotops nach Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG. Geht Art. 18 Abs. 1 lit. g JSG vor, werden die inkriminierten Handlungen ungerechtfertigt privilegiert; greift umgekehrt Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG, bleibt der Anwendungsbereich von Art. 18 Abs. 1 lit. g JSG sehr bescheiden.<sup>1088</sup> Allgemein stellt die Norm einen gewissen Fremdkörper im JSG dar, welches sich ansonsten kaum mit dem Schutz der Jagdlandschaften beschäftigt. Es liesse sich eine etwaige Überführung der Strafnorm ins NHG prüfen.<sup>1089</sup>

#### **i. Art. 18 Abs. 1 lit. h JSG**

Diese Übertretung ist neben Art. 18 Abs. 4 das einzige Delikt des JSG, das nur bei vorsätzlicher, nicht aber bei fahrlässiger Begehung strafbar ist (Art. 18 Abs. 3 JSG). Dies ist das Ergebnis eines parlamentarischen Kompromisses und entspricht der nachvollziehbaren Überlegung, dass unachtsame Wanderer, Spaziergängerinnen, Pilzsammlerinnen oder OL-Läufer schnell einmal den Jagdbetrieb behindern, ohne dass dies strafwürdig wäre.<sup>1090</sup> Allgemein ist die Bestimmung zurückhaltend auszulegen. Der Begriff „Jagdbetrieb“ erfasst u.E. lediglich die Behinderung einer laufenden Jagd, nicht aber sonstiges Verhalten, welches das Jagen erschwert, auch nicht Diebstahl und vorsätzliche Zerstörung aufbewahrter Jagdwaffen oder Ähnliches. Solange die Praxis die Bestimmung vorsichtig anwendet, besteht kein Überarbeitungsbedarf.

#### **j. Art. 18 Abs. 4 JSG**

Dieser Artikel bestraft Personen, die „während der Jagd die vorgeschriebenen Ausweise nicht auf sich tragen oder sich weigern, sie den zuständigen Wildschutzorganen vorzuzeigen.“ Damit soll ein geordneter Jagdbetrieb sichergestellt werden.<sup>1091</sup>

Die Übertretung unterscheidet sich von jenen gem. Abs. 1 durch das geringere Strafmass, sowie dadurch, dass Versuch und Gehilfenschaft nicht strafbar sind (ebenso wenig Fahrlässigkeit). Beides liegt darin begründet, dass es sich um ein relativ geringfügiges Delikt handelt. Der Bundesrat schlägt denn auch vor, für diese Übertretung das Ordnungsbussenverfahren zuzulassen.<sup>1092</sup>

Aus unserer Sicht drängt sich kein Änderungsbedarf auf.

---

<sup>1086</sup> Botschaft, BBl 1983, 1216.

<sup>1087</sup> Zum Ganzen BGE 133 II 220 E 2.3.

<sup>1088</sup> Auch Biotope von kantonaler und lokaler Bedeutung sind geschützt (Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 2).

<sup>1089</sup> S. unten Teil 3/L.II.2.

<sup>1090</sup> AB 1984 488 Votum Schoch, AB 1984 502 Votum Arnold, AB 1985 N 2171 Voten Bonny und Ruch-Zuchwil. Beschlüsse: AB 1984 N 2174, AB 1986 221.

<sup>1091</sup> Botschaft, BBl 1983, 1217.

<sup>1092</sup> BBl 2015, 980.

### III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Probleme mit dem Bestimmtheitsgebot bestehen bei Art. 18 Abs. 1 lit. e JSG, welcher u.E. zu weit formuliert ist. Ansonsten erscheinen sämtliche Tatbestände genügend bestimmt. Zu weiteren Präzisierungsvorschlägen siehe jeweils oben. Allenfalls sollte noch überprüft werden, ob in einzelnen Tatbeständen explizite Verweise auf konkrete Verwaltungsnormen (in Klammern) aufgenommen werden sollten.

### IV. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

Die Strafbestimmungen des Jagdgesetzes pönalisieren jagdliches Fehlverhalten umfassend, weshalb nur wenige Lücken bestehen. Die wichtigste Lücke ist wohl die fehlende allgemeine Strafbarkeit unberechtigter Methoden in Art. 17 Abs. 1 lit. i JSG, die insbesondere problematisch werden könnte, falls der Katalog von Art. 2 JSV erweitert würde. Lücken bestehen zudem durch den ungeschickt gewählten örtlichen Anwendungsbereich von Art. 18 Abs. 1 lit. c JSG. Allfällige Lücken werden dadurch reduziert, dass das rechtliche Umfeld der Jagd durch weitere Gesetze (BGCITES, NHG, TSchG, USG, WG) abgedeckt ist, sodass häufig eher das gegenteilige Problem sich überlappend (und teilweise schlecht miteinander abgestimmter) Strafbestimmungen vorkommt.

### V. Strafraumen (und Wertungsinkongruenzen)

Vergehen nach Art. 17 Abs. 1 JSG werden mit Geldstrafe oder Freiheitsstrafe *bis zu einem Jahr* bestraft. Dies erscheint meist angemessen, könnte jedoch in schwersten Fällen (etwa, wenn Handel nach Art 17 Abs. 1 lit. c gewerbsmässig betrieben wird) zu niedrig sein, weshalb die Einführung eines Qualifikationstatbestands oder eine Erhöhung der Strafdrohung auf drei Jahre geprüft werden könnte, zumal einige Vergehenstatbestände ganz grundsätzlich von ihrem Unrechtsgehalt her betrachtet recht gravierend erscheinen (siehe dazu oben Teil 3/F.II.1.a. a.E. sowie d. und e.). Nicht zu übersehen ist freilich, dass Art. 17 Abs. 1 JSG eine diesbezüglich sehr heterogene Liste an Tatbeständen enthält, sodass allenfalls auch Abstufungen der Höchststrafdrohungen sachgerecht erscheinen können.

Vorsätzliche Übertretungen nach Art. 18 Abs. 1 JSG können mit bis zu 20'000 SFr. gebüsst werden, fahrlässige „Vergehen“ und Übertretungen sowie die Übertretung gem. Art. 18 Abs. 4 JSG mit bis zu 10'000 SFr. (Art. 17 Abs. 2 und Art. 18 Abs. 3 JSG i.V.m. Art. 105 Abs. 2 StGB).

Zur Lösung der Wertungsinkongruenz im Verhältnis von Art. 17 Abs. 1 lit. b und Art. 18 Abs. 1 lit. f JSG siehe oben bei den jeweiligen Bestimmungen.

Eine praktisch wichtige Nebenstrafe ist der Entzug der Jagdberechtigung nach Art. 20 JSG. Dieser kann einerseits ausgesprochen werden, wenn die jagende Person auf der Jagd jemanden tötet oder erheblich verletzt (Art. 20 Abs. 1 lit. a JSG), andererseits, wenn sie gegen Art. 17 verstösst, und zwar nicht nur als Haupttäter, sondern auch als Anstifter oder Gehilfe (Art. 20 Abs. 1 lit. b JSG). Der Entzug kann auch bedingt erfolgen.<sup>1093</sup> Dies gilt auch unter dem neuen Strafsanktionsrecht.<sup>1094</sup> Darüber hinaus können die Kantone weitere Gründe festlegen, um die Jagdbewilligung für das betreffende Kantonsgebiet zu entziehen oder zu verweigern (Art. 20 Abs. 3 JSG). Die gestützt darauf erlassenen administrativen Verfügungen gelten nur für den betreffenden Kanton. In der Frage, ob aufgrund desselben Sachverhalts sowohl eine Nebenstrafe nach Abs. 1 als auch eine administrative Massnahme

---

<sup>1093</sup>BGE 129 IV 296.

<sup>1094</sup>BGer 6B\_17/2010 vom 6.7.2010, E. 2.

nach Abs. 3 ausgesprochen werden kann, vertreten die kantonale Höchstgerichte unterschiedliche Meinungen.<sup>1095</sup>

## G. Gentechnikgesetz

Das BG über die Gentechnik im Ausserhumanbereich vom 21. März 2003 (GTG)<sup>1096</sup> will den Menschen, die Tiere und die Umwelt vor Missbräuchen der Gentechnologie schützen und bei deren Anwendung dem Wohl der Menschen, Tiere und Umwelt dienen (Art. 1 Abs. 1 GTG).

### I. Vorbemerkung

Im StGB erfasst der bereits besprochene Art. 230<sup>bis</sup> („Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen“) gleichfalls den Bereich der Gentechnik im Ausserhumanbereich.<sup>1097</sup>

### II. Allgemeines

#### 1. Deliktsarten und Regelungstechnik

Den strafrechtlichen Schutz im Bereich der gentechnisch veränderten Organismen (GVO) leistet seit seiner Ausgliederung aus dem USG und dem Erlass des GTG der *Vergehenstatbestand* von Art. 35 GTG, dessen Abs. 1 zehn Strafbestimmungen (lit. a-j) umfasst. Diese sind allesamt als *abstrakte Gefährdungs- und schlichte Tätigkeitsdelikte* ausgestaltet. Eignungsdelikte finden sich, anders als im USG, *keine*. Der Gesetzgeber des GTG bediente sich, gleich wie im USG, der Regelungstechnik von Annexstrafbestimmungen, welche beziehungsweise auf verwaltungsrechtliche Normen (in Klammern) die Verhaltensvorschriften festlegen (Art. 35 Abs. 1 lit. a GTG) resp. konkretisieren (Art. 35 Abs. 1 lit. b-j sowie Art. 35 Abs. 3 GTG). Gleich wie beim USG handelt es sich bei den Strafbestimmungen des GTG dementsprechend um *verwaltungsakzessorisches Gefährdungsstrafrecht*. Die neue Strafsystematik im Allgemeinen Teil des StGB von 2007 machte die frühere Qualifikation in Art. 35 Abs. 2 GTG insofern obsolet, als dessen früheres Strafmass demjenigen von Absatz 1 angeglichen wurde.<sup>1098</sup> Das GTG enthält *keinerlei* Übertretungstatbestände.

#### 2. Gentechnisch veränderte Organismen

Unter „Organismen“ versteht das GTG – in Übereinstimmung mit dem USG – „zelluläre und nichtzelluläre biologische Einheiten, die zur Vermehrung oder zur Weitergabe von Erbmateriale fähig sind. Ihnen gleichgestellt sind Gemische und Gegenstände, die solche Einheiten enthalten“ (Art. 7 Abs. 5<sup>bis</sup> USG; Art. 5 Abs. 1 GTG). Eine Begriffsdefinition für Organismen, welche „gentechnisch verändert“ wurden, findet sich in Art. 5 Abs. 2 GTG. Es handelt sich laut Gesetz demnach um „Organismen, deren genetisches Material so verändert worden ist, wie dies unter natürlichen Bedingungen durch Kreuzen oder natürliche Rekombination nicht vorkommt.“<sup>1099</sup> Verfahren, welche natürlich nicht vorkommen, bei denen der Mensch jedoch nicht direkt in die Gensubstanz eingreift (z.B. Selektionszüchtung),

<sup>1095</sup> Dafür: Urteil Verwaltungsgerichts BE vom 23.8.2011, BVR 2012, 28, E. 3. Dagegen: Urteil Kantonsgericht JU vom 10.6.2011, ADM 2/2011, E. 3.

<sup>1096</sup> SR 814.91.

<sup>1097</sup> S. oben Teil 3/B.IV.2.

<sup>1098</sup> Botschaft vom 1.7.2009 zur Änderung des Gentechnikgesetzes, BBl 2009, 5448 Ziff. 2.4. Der alte Abs. 2 von Art. 35 aGTG lautete: „Werden dadurch Menschen, Tiere oder die Umwelt in schwere Gefahr gebracht, so ist die Strafe Gefängnis“.

<sup>1099</sup> Wörtlich ebenso Art. 7 Abs. 5<sup>ter</sup> USG.

gelten *nicht* als gentechnisch i.S.v. Art. 5 Abs. 2 GTG. GVO können auch pathogen sein und i.S.v. Art. 7 Abs. 5<sup>quater</sup> USG Krankheiten verursachen. Regelungen zum Umgang mit pathogenen Organismen finden sich im USG sowie im Epidemiegesetz (EpG).<sup>1100</sup>

### 3. Inverkehrbringen und Umgehen

Art. 35 Abs. 1 lit. a, b, e und j GTG enthalten den Begriff „Umgang“, Art. 35 Abs. 1 lit. c, d, g und i GTG den des „Inverkehrbringens“.

„Als Umgang gilt jede Tätigkeit im Zusammenhang mit Organismen“<sup>1101</sup> (Art. 5 Abs. 4 GTG). Aus der Begriffsumschreibung von Art. 5 Abs. 4 GTG ergibt sich, dass nur *beabsichtigte* Tätigkeiten umfasst werden.<sup>1102</sup> Die Tathandlung „Umgang“ fungiert dementsprechend, *wie im USG*<sup>1103</sup>, als Oberbegriff für einzelne Handlungen, wie sie etwa auch Art. 3 Abs. 1 lit. i ESV anführt, wonach „jede beabsichtigte Tätigkeit mit Organismen“ erfasst ist, „insbesondere das Verwenden, Verarbeiten, Vermehren, Verändern, Nachweisen, Transportieren, Lagern oder Entsorgen.“ Konkretisierende Verhaltensvorschriften zum Umgang mit GVO finden sich in der Freisetzungsverordnung (FrSV)<sup>1104</sup> (Umgang in der Umwelt)<sup>1105</sup> sowie in der Einschliessungsverordnung (ESV)<sup>1106</sup> (Umgang in geschlossenen Systemen)<sup>1107</sup>. Im Hinblick auf den Umgang in geschlossenen Systemen ist darauf hinzuweisen, dass gem. Praxis bis anhin Tätigkeiten vom Anwendungsbereich der ESV ausgenommen wurden, die keine Kultivierung von Organismen beinhalten.<sup>1108</sup>

Auch das „Inverkehrbringen“ ist eine Form des Umgangs. Es erfasst gem. Art. 5 Abs. 5 GTG „jede Abgabe (...) an Dritte im Inland, insbesondere das Verkaufen, Tauschen, Schenken, Vermieten, Verleihen, Zusenden zur Ansicht sowie die Einfuhr“.<sup>1109</sup> Ausschlaggebend ist, ob eine andere Person „die tatsächliche Verfügungsgewalt erhält.“<sup>1110</sup> Nicht relevant ist, ob das Inverkehrbringen zu kommerziellen oder anderen Zwecken erfolgt.<sup>1111</sup> Die „Abgabe (von Organismen) für Tätigkeiten in geschlossenen Systemen<sup>1112</sup> und für Freisetzungsversuche“ gilt dagegen *nicht* als Inverkehrbringen.<sup>1113</sup> GVO dürfen nur mit einer (Polizei-)Bewilligung des Bundes in Verkehr gebracht werden (Art. 12 Abs. 1 GTG). Ferner ist Art. 6 Abs. 3 GTG zu beachten, nach welchem ein Inverkehrbringen u.a. nur erfolgen darf, „wenn sie keine gentechnisch eingebrachten Resistenzgene gegen in der Human- und Veterinärmedizin eingesetzte Antibiotika enthalten (...)“. Art. 6 Abs. 3 GTG setzt weiter das Nichtvorhandensein von bestimmten negativen Auswirkungen der GVO auf die Umwelt voraus, was zuvor durch

---

<sup>1100</sup> SR 818.101.

<sup>1101</sup> „Insbesondere das Herstellen, im Versuch Freisetzen, Inverkehrbringen, Einführen, Halten, Verwenden, Lagern, Transportieren oder Entsorgen.“

<sup>1102</sup> Errass, 141.

<sup>1103</sup> Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG. Die Regelungen der beiden Gesetze sind inhaltlich weitgehend aufeinander abgestimmt; *Wagner Pfeifer*, N 260.

<sup>1104</sup> SR 814.911.

<sup>1105</sup> Vgl. Art. 2 Abs. 1 FrSV.

<sup>1106</sup> SR 814.912.

<sup>1107</sup> Vgl. Art. 2 Abs. 1 ESV.

<sup>1108</sup> Ferner ist beim strafrechtlich relevanten Umgang die allgemeine Sorgfaltspflicht gemäss Art. 4 ESV zu beachten, dessen Dokumentation während 10 Jahren aufzubewahren ist. *Wagner Pfeifer*, N 308 ff.

<sup>1109</sup> Vgl. auch die Legaldefinitionen in Art. 3 Abs. 1 lit. i ChemG, Art. 3 Abs. 1 lit. k FrSV und Art. 5 Abs. 3 lit. a DüV sowie *oben* Teil 3/B.II.4.

<sup>1110</sup> Komm.USG-Seiler, Art. 29b N 15.

<sup>1111</sup> *Wagner Pfeifer*, N 360.

<sup>1112</sup> Siehe bezgl. geschlossenen Systemen die Ausführungen zu Art. 35 Abs. 1 lit. b GTG.

<sup>1113</sup> Art. 5 Abs. 5 GTG.

Versuche im geschlossenen System und Freisetzungsversuchen zu belegen ist. Sollte „nach dem Stand der Wissenschaft oder nach der Erfahrung eine Verletzung der Grundsätze von Artikel 6-9 (GTG) ausgeschlossen“ sein, besteht die Möglichkeit Ausnahmen resp. Vereinfachungen von der Melde- oder Bewilligungspflicht vorzusehen (Art. 14 Abs. 1 GTG).<sup>1114</sup>

Eine Differenzierung nach Adressatenkreis, wie sie bei Art. 60 Abs. 1 lit. b, c und d USG vorgeschlagen wird, drängt sich im Bereich des GTG nicht (zwingend) auf. Die schwer absehbaren Konsequenzen des Umgangs und des in Verkehr bringens von GTO sind auch für Private offensichtlich erkennbar.

#### **4. Sanktionen und Zuständigkeit**

Die Vorsatzvariante von Art. 35 Abs. 1 GTG droht Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe an und schöpft damit wie das USG, aber anders als etwa Art. 24 NHG, den von Art. 10 Abs. 3 StGB für Vergehen eröffneten Strafrahmen voll aus. Die fahrlässige Tatbegehung gem. Art. 35 Abs. 3 GTG ist gleichfalls ein Vergehen, das Strafmaximum ist hier Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen.

Zur Veranschaulichung und Vereinheitlichung mit den übrigen Umwelterlassen schlagen wir vor, Art. 35 GTG mit der Überschrift „Vergehen“ zu versehen.

### **III. Die einzelnen Strafbestimmungen**

#### **1. Art. 35 Abs. 1 GTG**

##### **a. Art. 35 Abs. 1 lit. a GTG**

Die Vorschrift bestraft denjenigen, der mit gentechnisch veränderten Organismen so umgeht, dass die Grundsätze von Art. 6-9 (GTG) verletzt werden.<sup>1115</sup>

Art. 6-9 GTG enthalten allgemeine Verhaltensgrundsätze zum „Schutz von Mensch, Tier, Umwelt und biologischer Vielfalt“ (Art. 6 GTG) und zum „Schutz der Produktion ohne Verwendung von GVO und der Wahlfreiheit“ (Art. 7 GTG). Art. 6 Abs. 1 GTG hält fest, dass mit GVO nur so umgegangen werden darf, dass die GVO, deren Stoffwechselprodukte oder deren Abfälle den Menschen, die Tiere oder die Umwelt nicht gefährden (lit. a) und die biologische Vielfalt und deren nachhaltige Nutzung nicht beeinträchtigen (lit. b). Art. 8 GTG schreibt die „Achtung der Würde der Kreatur“ vor. Gentechnisch veränderte Wirbeltiere dürfen nur zum „Zwecke der Forschung, Therapie und Diagnostik an Menschen oder Tieren erzeugt und in Verkehr gebracht werden“ (Art. 9 GTG).

Die Umschreibung der Verbotsmaterie ist, wie sich bereits durch den Verweis auf die *Grundsätze* der Art. 6-9 GTG ergibt, *denkbar allgemein*. Der Umgang mit GVO, ihren Stoffwechselprodukten oder ihren Abfällen darf nach Art. 6 Abs. 1 GTG „den Menschen, die Tiere oder die Umwelt nicht gefährden können“ (lit. a) und „die biologische Vielfalt und deren nachhaltige Nutzung nicht beeinträchtigen“ (lit. b).<sup>1116</sup> Abs. 2 bezieht sich auf die Freisetzung von GVO im Versuch und Abs. 3 auf das Inverkehrbringen.<sup>1117</sup> Die in Abs. 1 verbotenen Gefährdungen und Beeinträchtigungen sind gem. Abs. 4 „sowohl einzeln als auch gesamthaft und nach ihrem Zusammenwirken“ zu beurteilen, wobei „auch die Zusammenhänge mit anderen Gefährdungen und Beeinträchtigungen beachtet werden“ sollen,

---

<sup>1114</sup> Vgl. zum Ganzen *Errass*, 243 ff.

<sup>1115</sup> Vgl. Art. 60 Abs. 1 lit. b, c USG.

<sup>1116</sup> Lit. a bildet eine abstrakte Gefährdung in Form eines Eignungsdelikts. Lit. b ein Verletzungsdelikt.

<sup>1117</sup> S. *Errass*, 225 ff. und 243 ff.



„die nicht von gentechnisch veränderten Organismen herrühren.“ Der Umgang mit GVO darf gem. Art. 7 GTG „die Produktion von Erzeugnissen ohne gentechnisch veränderte Organismen sowie die Wahlfreiheit der Konsumentinnen nicht beeinträchtigen“. Letzteres ist ein Gesichtspunkt der mit Umweltschutz *direkt nichts* zu tun hat.

Auch die Konkretisierung der Würde der Kreatur gem. Art. 8 GTG ist sehr anspruchsvoll.<sup>1118</sup> Was eine erhebliche Beeinträchtigung „artspezifische(r) Eigenschaften, Funktionen oder Lebensweisen“ durch gentechnische Veränderungen des Erbmaterials (Abs. 1) ist, lässt sich bei Wirbeltieren wohl noch bestimmen – erweist sich bei anderen Tieren und Pflanzen, womit die Gesamtheit der restlichen natürlichen Flora und Fauna gemeint ist, aber als weit schwieriger.<sup>1119</sup> Dies ist jedoch nur ein Gesichtspunkt („namentlich“). Zudem hängt eine Zulässigkeit letztlich von einer etwaigen Rechtfertigung „durch überwiegende schutzwürdige Interessen“ ab, für die Abs. 2 wichtige Kriterien nennt, die im Einzelfall jedoch gewichtet und gegeneinander abgewogen werden müssen. Dabei ist nach Art. 7 Abs. 1 Satz 3 GTG zusätzlich noch dem „Unterschied zwischen Tieren und Pflanzen Rechnung zu tragen.“ Die Strafbestimmung erscheint zumindest im wohl nicht unbeträchtlichen Randbereich unzureichend bestimmt. Da eine gesetzliche Konkretisierung *kaum überwindbare Schwierigkeiten* zu machen verspricht, bleibt wohl keine andere Schlussfolgerung als die Empfehlung, sich in der Praxis auf die Verfolgung *klarer Fälle aus dem Kernbereich* der in den Ausfüllungsnormen enthaltenen Grundsätze zu beschränken.

#### **b. Art. 35 Abs. 1 lit. b GTG**

Nach dieser Vorschrift wird bestraft, wer „beim Umgang mit gentechnisch veränderten Organismen nicht alle notwendigen Einschliessungsmassnahmen trifft oder in geschlossenen Systemen ohne Meldung oder Bewilligung tätig ist (Art. 10)“.<sup>1120</sup> Art. 10 GTG („Tätigkeit in geschlossenen Systemen“) fordert für den Umgang mit GVO, die weder gem. Art. 11 GTG im Versuch freigesetzt noch gem. Art. 12 GTG in den Verkehr gebracht werden, alle notwendigen Einschliessungsmassnahmen „die insbesondere wegen der Gefährlichkeit der Organismen für Mensch, Tier und Umwelt notwendig sind“. Art. 5 Abs. 1 ESV statuiert eine Einschliessungspflicht, die u.a. GVO trifft (lit. a). Vorbehalten werden die Vorschriften der FrSV, der Pflanzenschutzmittelverordnung vom 12. Mai 2010<sup>1121</sup> oder der Biozidprodukteverordnung vom 18. Mai 2005.<sup>1122</sup> Vor dem Umgang mit GVO ist gem. Art. 5 Abs. 2 ESV das von deren Art („Gruppierung der Organismen“ gem. Art. 6 ESV) und von den mit ihnen geplanten Tätigkeiten („Klassierung der Tätigkeiten“ gem. Art. 7 ESV) ausgehende Risiko zu ermitteln und zu bewerten. Art. 12 ff. ESV bestimmen die hierbei erforderlichen Sicherheitsmassnahmen.

Eine Definition des in der zweiten Tatbestandsvariante vorausgesetzten „geschlossenen Systems“ findet sich in Art. 3 lit. h ESV als „Einrichtung, die durch physikalische Schranken oder durch eine Kombination physikalischer und chemischer oder biologischer Schranken den Kontakt der Organismen mit Mensch und Umwelt begrenzt oder verhindert“. Die genannten Schranken sind so zu wählen, dass der Grundsatz von Art. 6 Abs. 1 GTG nicht verletzt wird.<sup>1123</sup> Beispiele sind Laboratorien, Gewächshäuser, Tier- und Produktionsanlagen etc. Auch besondere Transportbehälter gelten als geschlossene Systeme i.S. des vorliegenden Tatbestands, womit auch Transporteure einer allfälligen

<sup>1118</sup> S. dazu *Wagner Pfeifer*, N 300 ff. sowie ausführlich *Errass*, 145 ff.

<sup>1119</sup> Vgl. *Kohler*, 174 f.

<sup>1120</sup> Vgl. die Parallelvorschrift von Art. 60 Abs. 1 lit. g USG.

<sup>1121</sup> SR 916.161.

<sup>1122</sup> SR 813.12.

<sup>1123</sup> S. dazu *Errass*, 208 f.

Strafbarkeit unterliegen.<sup>1124</sup> Teleologisch dürfte die Tathandlung „tätig sein“ dem „Umgang“<sup>1125</sup> gleichgesetzt werden können. Art. 8 f. ESV regelt die Meldung der Tätigkeiten der Klassen 1 und 2. Tätigkeiten der Klassen 3 und 4 sind gem. Art. 10 ESV bewilligungspflichtig.

#### **c. Art. 35 Abs. 1 lit. c GTG**

Nach lit. c wird bestraft, wer „gentechnisch veränderte Organismen ohne Bewilligung im Versuch freisetzt oder in Verkehr bringt (Art. 11 Abs. 1 und 12 Abs. 1)“. Art. 11 Abs. 1 und Art. 12 Abs. 1 GTG unterstellen Freisetzungsversuche und das Inverkehrbringen GVO einer Bewilligungspflicht. Das Bewilligungsverfahren ist in der FrSV geregelt: Art. 17-24 FrSV (Freisetzungsversuch), Art. 25-32 FrSV (Inverkehrbringen). Da Freisetzungsversuche u.a. dem Erkenntnisgewinn zu Biosicherheitsaspekten dienen, scheint die Bewilligungserleichterung resp. Bewilligungsbefreiung gem. Art. 14 GTG<sup>1126</sup> in diesem Bereich keine praktische Relevanz zu haben.<sup>1127</sup> Bei Freisetzungsversuchen erweitert Art. 3 Abs. 1 lit. d FrSV den Begriff der pathogenen Organismen um „pathogene oder gebietsfremde Organismen, die zugleich gentechnisch verändert sind.“

Das im Versuch Freisetzen und das Inverkehrbringen sind nach Art. 5 Abs. 4 GTG zwei von mehreren aufgeführten Formen des „Umgangs“ mit GVO. Wie schon bei lit. b bedient sich der Gesetzgeber auch hier für die konkrete Regelung der Bewilligungspflicht eines (zulässigen) Kettenverweises ins Verordnungsrecht. Eine Definition des Freisetzungsversuches fehlt jedoch, was nicht unproblematisch erscheint. Nach der Lehre gilt als *Freisetzung* „jedes Ausbringen von Organismen in die Umwelt“, so u.a. „das Aussähen oder Pflanzen auf offenem Feld [...], das Freilassen von Tieren, aber auch das unkontrollierte Abgeben von Organismen an Dritte, so dass diese sie in die Umwelt freisetzen können“, ebenso auch „(d)as Verfüttern von Futtermittel an Tiere“, sofern diese nicht in einem geschlossenen System gem. Art. 29f USG gehalten werden.<sup>1128</sup>

Inverkehrbringen „erfasst jede Abgabe (...) an Dritte im Inland“ sowie die Einfuhr.<sup>1129</sup> Die „Abgabe von Organismen zur Durchführung von Freisetzungsversuchen“ gilt gem. Art. 3 Abs. 2 FrSV jedoch nicht als Inverkehrbringen. In Bezug auf das Inverkehrbringen ist das bis zum 31.12.2017 geltende GVO-Moratorium zu beachten, welches die Bewilligungserteilung in bestimmten Bereichen ausschliesst (Art. 37a GTG).<sup>1130</sup>

#### **d. Art. 35 Abs. 1 lit. d GTG**

Lit. d bestraft in Anlehnung an Art. 60 Abs. 1 lit. h USG denjenigen, der „gentechnisch veränderte Organismen in Verkehr bringt, ohne die Abnehmer entsprechend zu informieren und anzuweisen (Art. 15 Abs. 1)“. Da Art. 15 Abs. 1 GTG auf Art. 6-9 GTG Bezug nimmt (s. *oben* Teil 3/G.III.1.a.), stellt

---

<sup>1124</sup> Vgl. *Wagner Pfeifer*, N 306 f.

<sup>1125</sup> Art. 5 Abs. 4 GTG.

<sup>1126</sup> Gem. Art. 14 Abs. 1 GTG kann der Bundesrat „für bestimmte gentechnisch veränderte Organismen Vereinfachungen der Melde- oder Bewilligungspflicht oder Ausnahmen davon vorsehen, wenn nach dem Stand der Wissenschaft oder nach der Erfahrung eine Verletzung der Grundsätze von Artikel 6-9 (GTG) ausgeschlossen ist“.

<sup>1127</sup> *Kohler*, 151.

<sup>1128</sup> Komm.USG-*Seiler*, Art. 29e N 17, 20 (zur Überschneidung mit dem Begriff des Inverkehrbringens). Ausführlich dazu auch *Errass*, 225 ff.

<sup>1129</sup> Zum Verhältnis der beiden Verhaltensweisen Komm.USG-*Seiler*, Art. 29e N 20.

<sup>1130</sup> „Für das Inverkehrbringen von gentechnisch veränderten Pflanzen und Pflanzenteilen, gentechnisch verändertem Saatgut und anderem pflanzlichen Vermehrungsmaterial sowie gentechnisch veränderten Tieren zu landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder waldwirtschaftlichen Zwecken dürfen für den Zeitraum bis zum 31. Dezember 2017 keine Bewilligungen erteilt werden (...).“ (Art. 37a GTG).

Art. 35 Abs. 1 lit. d GTG in der Sache wohl aber höhere Anforderungen an Information und Anweisung als die „Parallelvorschrift“ des USG. Art. 15 Abs. 1 lit. a GTG bestimmt die Informationspflicht unter Verweisung auf die hierfür relevanten Grundsätze von Art. 6-9 GTG. Anweisungen sind gem. Art. 15 Abs. 1 lit. b GTG so auszugestalten, dass der bestimmungsgemässe Umgang mit GVO die Grundsätze der Art. 6-9 nicht verletzt. Inverkehrbringen als jede Abgabe von GVO im Inland zuzüglich der Einfuhr umfasst „insbesondere das Verkaufen, Tauschen, Schenken, Vermieten, Verleihen und Zusenden zur Ansicht“ (Art. 5 Abs. 5 GTG). Art. 5 FrSV konkretisiert die Informations- und Anweisungspflicht des Inverkehrbringers gegenüber den Abnehmern. Praktisch wichtig erscheint der Hinweis, dass sich die Informationspflicht nicht auf Produkte bezieht, die aus GVO gewonnen wurden (Art. 3 Abs. 2, 17 Abs. 4 GTG).<sup>1131</sup>

Die Vorschrift ist, analog zu Art. 60 Abs. 1 lit. c USG präziser zu fassen, indem eine sachgerechte Information und Anweisung vorausgesetzt wird. Beim Abnehmerkreis kann angesichts der offenkundigen Problematik des in Verkehr bringens von GVO auf die bzgl. der Parallelvorschrift des USG vorgeschlagene Differenzierung zwischen unterschiedlichen Adressatenkreisen (und einer partiellen Herabstufung zu einer Übertretung verzichtet werden.

Vorschlag

*d. gentechnisch veränderte Organismen in Verkehr bringt, ohne die Abnehmerin oder den Abnehmer sachgerecht zu informieren und sachgerecht anzuweisen (Art. 15 Abs. 1);*

#### **e. Art. 35 Abs. 1 lit. e GTG**

Bestraft wird, wer „mit gentechnisch veränderten Organismen entgegen den Anweisungen umgeht (Art. 15 Abs. 2)“. Die Ausfüllungsnorm bestimmt lapidar, dass „Anweisungen von Herstellern und Importeuren... einzuhalten“ sind. Tathandlung und Inhalt der Verweissnorm stimmen wörtlich mit Art. 60 Abs. 1 lit. k i.V.m. Art. 29e Abs. 2 USG überein. Da der Begriff „Organismen“ in Art. 60 Abs. 1 lit. k USG gem. Art. 7 Abs. 5<sup>bis</sup> USG als generellerer Begriff sowohl pathogene (Art. 7 Abs. 5<sup>quater</sup>) als auch gentechnisch veränderte (Art. 8 Abs. 5<sup>ter</sup>) Organismen umfasst, kann vollumfänglich auf die Ausführungen zu Art. 60 Abs. 1 lit. k USG verwiesen werden.<sup>1132</sup>

#### **f. Art. 35 Abs. 1 lit. f GTG**

Nach lit. f wird bestraft, wer „Bestimmungen über die Trennung des Warenflusses und über Vorkehrungen zur Vermeidung von Verunreinigungen verletzt (Art. 16)“. Art. 16 Abs. 1 GTG verlangt beim Umgang mit GVO angemessene Sorgfalt, „um unerwünschte Vermischungen mit gentechnisch nicht veränderten Organismen zu vermeiden.“ Die Konkretisierung des Trennungs- und Vermeidungsgebot obliegt dem Bundesrat (Abs. 2). Die angemessene Sorgfalt ergibt sich aus dem Verordnungsrecht, wo regelmässig der *Nachweis über das Vorhandensein eines geeigneten Qualitätssicherungssystems* verlangt wird, so bspw. im Bereich der Futtermittel<sup>1133</sup>, der Lebensmittel<sup>1134</sup> sowie des Saatguts<sup>1135</sup>.<sup>1136</sup> Die häufigste Sorgfaltspflichtverletzung besteht somit im *Fehlen eines geeigneten Systems*. Dem könnte in der Verweissnorm von Art. 16 Abs. 1 GTG durch einen 2. Satz – „Insbesondere ist der Nach-

<sup>1131</sup> Errass, 282 f.

<sup>1132</sup> Vgl. oben.

<sup>1133</sup> Art. 64 der Verordnung über die Produktion und das Inverkehrbringen von Futtermittel, SR 916.307.

<sup>1134</sup> Art. 10 der Verordnung des EDI über die gentechnisch veränderten Lebensmittel, SR 817.022.51.

<sup>1135</sup> Art. 14a der Verordnung über die Produktion und das Inverkehrbringen von pflanzlichem Vermehrungsmaterial, SR 916.151.

<sup>1136</sup> Vgl. Wagner Pfeifer, Umweltrecht, N 438.

weis über den Bestand eines Qualitätssicherungssystems zu erbringen“ – Rechnung getragen werden.

#### **g. Art. 35 Abs. 1 lit. g GTG**

Die Vorschrift bestraft, wer „gentechnisch veränderte Organismen in Verkehr bringt, ohne sie für die Abnehmerin oder den Abnehmer als solche zu kennzeichnen (Art. 17 Abs. 1).“ Normadressaten sind klarerweise alle, die GVO in Verkehr bringen. Die – seit Schaffung des GTG nun einheitlichen – Kennzeichnungspflichten gegenüber dem Abnehmer ergeben sich aus Art. 17 Abs. 1 GTG, welche die Wahlfreiheit des Konsumenten (Art. 7 GTG) sowie die Verhinderung von Täuschungen gewährleisten sollen.<sup>1137</sup> Die Kennzeichnung muss „gut wahrnehmbar“ die Worte «gentechnisch verändert» oder «genetisch verändert» enthalten (Art. 17 Abs. 1 GTG i.V.m. Art. 10 Abs. 1 FrSV).

Als Beispiel der Kennzeichnungspflicht im Verordnungsrecht kann Art. 22b Abs. 1 der aufgehobenen alten LMV (vom 1. März 1995) genannt werden, wonach „Lebensmittel und Zusatzstoffe, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden“, mit dem Hinweis «aus gentechnisch verändertem X» oder «aus genetisch verändertem X» zu kennzeichnen sind. In diesem Fall ergibt sich die Strafbarkeit bereits aus dem voll-expliciten Verweis auf die verwaltungsrechtliche Ausführungsvorschrift im GTG und ist dementsprechend klar benannt, obwohl – wie das obige Beispiel zeigt – der Wortlaut je nach Bereich dem Verordnungsrecht zu entnehmen ist.

Für „Gemische, Gegenstände und Erzeugnisse, die unbeabsichtigt Spuren gentechnisch veränderter Organismen enthalten“ ist die Nichtkennzeichnung erst ab einem gewissen Schwellenwert strafrechtlich relevant (Art. 17 Abs. 2 GTG i.V.m. Art. 10 Abs. 2 FrSV).<sup>1138</sup> Der Täter kann sich jedoch nur auf diese straffreie Nichtkennzeichnung berufen, sofern er nachweisen kann, dass er die Warenflüsse sorgfältig kontrolliert und erfasst hat (Art. 17 Abs. 3 GTG).<sup>1139</sup>

#### **h. Art. 35 Abs. 1 lit. h GTG**

Art. 35 Abs. 1 lit. h GTG stellt denjenigen unter Strafe, der „die Vorschriften über die Kennzeichnung von Erzeugnissen, die aus gentechnisch veränderten Organismen gewonnen wurden, verletzt (Art. 17 Abs. 4)“. Art. 3 Abs. 2 GTG erweitert den Geltungsbereich des Gentechnikgesetzes für die Kennzeichnungsregeln von Erzeugnissen, wenn diese „aus gentechnisch veränderten Organismen gewonnen sind“, selber aber keine Organismen enthalten.<sup>1140</sup>

Erzeugnisse i.S. der vorliegenden Strafvorschrift sind gem. Verweis auf Art. 17 Abs. 4 GTG „insbesondere Lebensmittel und Zusatzstoffe, die aus gentechnisch veränderten Organismen gewonnen wurden“. Sie sind von Gesetzes wegen den Organismen gleichgestellt (Art. 5 Abs. 1 GTG). Eine genauere Bezeichnung von GVO-Erzeugnissen ist Art. 2 VGV zu entnehmen, wonach es sich dabei um Lebensmittel, Zusatzstoffe oder Verarbeitungshilfsstoffe handelt, welche (alternativ) „gentechnisch veränderte Organismen sind (lit. a); GVO enthalten (lit. b); aus GVO gewonnen wurden (lit. c); aus Kreuzungen verschiedener GVO oder aus Kreuzungen von GVO mit andern Organismen hervorgehen“.

---

<sup>1137</sup> Vgl. Errass, 286.

<sup>1138</sup> „In Gemischen, Gegenständen und Erzeugnissen, mit denen direkt in der Umwelt umgegangen werden soll“, beträgt der Schwellenwert an GVO-Spuren nicht mehr als 0.1 Masseprozent (Art. 10 Abs. 2 lit. a FrSV). In allen anderen Gemischen, Gegenständen und Erzeugnissen beträgt er 0,9 Masseprozent (Art. 10 Abs. 2 lit. b FrSV).

<sup>1139</sup> Dieser Nachweis dürfte in aller Regel durch ein Qualitätssicherungssystem erfolgen.

<sup>1140</sup> Vgl. Errass, 289 f.

Bezüglich einer ausreichenden Kennzeichnung der Erzeugnisse besteht in Art. 7 VGVL eine ausführliche Regelung.

Eine Gesamtbetrachtung von lit. h mit Berücksichtigung des ausreichend klaren Verweises auf das Verordnungsrecht, lässt diesen als noch hinreichend bestimmt erscheinen.

#### **i. Art. 35 Abs. 1 lit. i GTG**

Nach lit. i macht sich strafbar, wer „gentechnisch veränderte Organismen in Verkehr bringt und sie als «nicht gentechnisch verändert» kennzeichnet (Art. 17 Abs. 5)“. Praktisch besonders bedeutsam erscheint insoweit Art. 7 VGVL.<sup>1141</sup> Erzeugnisse können nur dann mit dem Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt» versehen werden, sofern die strengen Vorschriften (kumulativ) erfüllt sind (Art. 7 Abs. 8 VGVL). Dieser Ausdruck unterscheidet sich zwar von der in Anführungszeichen gesetzten Formulierung in der Strafbestimmung von lit. i, wird aber zweifelsfrei erfasst, da die Ausfüllungsnorm von Art. 17 Abs. 5 GTG den Bundesrat allgemein ermächtigt „Vorschriften über den Schutz vor Missbräuchen einer solchen Kennzeichnung“ zu erlassen.

#### **j. Art. 35 Abs. 1 lit. j GTG**

Wer „besondere Vorschriften über den Umgang mit gentechnisch veränderten Organismen (Art. 19 verletzt“, macht sich nach lit. j strafbar. Der Bundesrat wird in der Verweisnorm von Art. 19 Abs. 1 GTG dazu ermächtigt, weitere Vorschriften über den Umgang mit GVO, deren Stoffwechselprodukte und Abfällen zu erlassen, „wenn wegen deren Eigenschaften, deren Verwendungsart oder deren Verbrauchsmenge die Grundsätze von Artikel 6-9 (GTG) verletzt werden können“. Art. 35 Abs. 1 lit. j GTG fungiert demnach als Auffangtatbestand, welcher Strafbarkeitslücken verhindern soll. Durch den Erlass der Verordnungsbestimmungen welche sich auf Art. 19 GTG stützen, erscheint der Bestimmtheitsgrad im Vergleich zu Art. 35 Abs. 1 lit. a GTG zwar erhöht, jedoch erscheint die Bestimmung problematisch. In Art. 19 Abs. 2 erfolgt eine beispielhafte Aufzählung der Sachbereiche, in welchen legiferiert werden darf.

Bestimmungen finden sich bis anhin in der Einschliessungsverordnung (ESV), der Freisetzungsverordnung (FrSV), der Cartagena-Verordnung (CartV), der Tierschutzverordnung (TschV)<sup>1142</sup> sowie der Pflanzenschutzverordnung (PSV)<sup>1143</sup>.

Im Ergebnis obliegt es somit den Normadressaten, die Wertung selber vorzunehmen, was im Hinblick auf das Bestimmtheitsgebot äusserst problematisch erscheint. Wie schon bei Art. 35 Abs. 1 lit. a GTG wird eine konkretisierende Ausgestaltung der vorliegenden Strafnorm jedoch kaum umsetzbar sein, weshalb auch bei lit. j eine Beschränkung der Verfolgung auf *klare Fälle* nahezulegen ist.

## **2. Art. 35 Abs. 3 GTG**

Die Strafbestimmungen in Art. 35 Abs. 1 GTG sind alle bei gegebener Sorgfaltspflichtverletzung auch in der Fahrlässigkeitsvariante strafbar (Art. 35 Abs. 3 GTG).

---

<sup>1141</sup> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungstoffe gem. Art. 7 Abs. 8 VGVL.

<sup>1142</sup> SR 455.1.

<sup>1143</sup> SR 916.20.

#### IV. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Die auffälligste Problematik in Bezug auf das Bestimmtheitsgebot lässt sich bei den voll-expliziten Verweisen auf die allgemeinen Grundsätze (Art. 6-9 GTG) in Art. 35 Abs. 1 lit. a resp. lit. j GTG verorten. Bei beiden Bestimmungen dürfte eine Konkretisierung jedoch nur schwer gesetzlich umzusetzen sein, weshalb die Problematik ungelöst zu bleiben scheint. Die sonstigen punktuellen Änderungsvorschläge würden die Bestimmtheit steigern, sind aber nicht zwingend notwendig.

#### V. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

Zu prüfen ist, ob die Nichtbeachtung der Sicherstellungspflicht gem. Art. 11 FrSV sowie Art. 13 ESV<sup>1144</sup> unter Strafe zu stellen ist. Im Bereich des USG hat der Gesetzgeber eine entsprechende Regelung getroffen: Art. 61 Abs. 1 lit. p USG.

#### VI. Strafraumen (und Wertungsinkongruenzen)

Im Vergleich mit dem USG fällt auf, dass im GTG alle Strafbestimmungen Vergehen bilden. Übertretungstatbestände gibt es nicht. Allerdings finden die Art. 35 Abs. 1 lit. a-e und j direkte Parallelen in den Vergehen von Art. 60 USG. Die Strafvorschrift des Art. 35 Abs. 1 lit. f GTG betr. die „Bestimmungen über die Trennung des Warenflusses und über Vorkehrungen zur Vermeidung von Verunreinigungen“ i.S.v. Art. 16 GTG besitzt im USG *keine* Parallele. Das Trennungsgebot und das Verunreinigungsverbot erscheinen jedoch als wesentliche Bedingungen des Umgangs mit GTG, womit die Einstufung als Vergehen gerechtfertigt erscheint.

Als ggf. diskutabel erscheinen daher von vornherein lediglich die *Kennzeichnungsvorschriften* der lit. g-i, die über über Art. 17 Abs. 1, Abs. 4 und Abs. 5 GTG konkretisiert werden. Hierbei will Art. 35 Abs. 1 lit. g (in Verkehr bringen von GTO, ohne sie als solche zu bezeichnen) i.V.m. Art. 17 Abs. 1 GTG die Freiheit von Abnehmern und Konsumenten bei der Wahl zwischen gentechnisch veränderten und „natürlichen“ Produkten schützen. Art. 35 Abs. 1 lit. i GTG, der die Falschbezeichnung von GTO als „nicht gentechnisch verändert“ kriminalisiert, bildet das Gegenstück zu lit. g. Bei Art. 35 Abs. 1 lit. h GTG geht es um die Verletzung von Kennzeichnungsvorschriften für Erzeugnisse (insb. von Lebensmitteln und Zusatzstoffen), die aus GTO gewonnen wurden. Solange, wie GTO heiss umstrittener Gegenstand von „Glaubenskämpfen“ sind, erscheinen Kennzeichnungsvorschriften für das Publikum als mehr denn die bloss technische Materie, die sie bei nüchterner Betrachtung vielleicht wären. Der Widerspruch etwa zum als Übertretungstatbestand ausgestalteten Täuschungsschutz bei Lebensmitteln gem. Art. 64 Abs. 1 lit. i LMG ist unübersehbar. Aus Sicht der Gutachter wäre eine Diskussion über eine etwaige Herabstufung und Eingliederung in einen neuen Übertretungstatbestand (Art. 35a GTG) in Erwägung zu ziehen, zumal in Art. 173 Abs. 1 lit. a<sup>bis</sup> LwG ebenso verfahren wird. Dabei könnten lit. g und i in einer Vorschrift zusammengefasst werden. Allerdings stuft Art. 49 Abs. 1 lit. b ChemG<sup>1145</sup> die falsche Kennzeichnung wiederum als Vergehen ein.

---

<sup>1144</sup> Art. 34 GTG räumt dem Bundesrat eine solche Regelungskompetenz ein.

<sup>1145</sup> S. betr. Ursprungsbezeichnung etc. auch Art. 172 LwG.

## H. CO<sub>2</sub>-Gesetz

Das im Mai 2000 in Kraft getretene<sup>1146</sup> und 2013 revidierte CO<sub>2</sub>-Gesetz<sup>1147</sup> bezweckt die Reduzierung der Treibhausgasemissionen im Inland, insbesondere der CO<sub>2</sub>-Emissionen, welche auf die energetische Nutzung fossiler Energieträger zurückzuführen sind.<sup>1148</sup> Gestützt ist es auf Art. 74 (Umweltschutz) und Art. 89 (Energiepolitik) der Bundesverfassung.<sup>1149</sup> Ziel ist dabei eine Reduktion der Treibhausgas-Emissionen in der Schweiz bis zum Jahr 2020 gegenüber von 1990 um gesamthaft 20 Prozent.<sup>1150</sup> Neben CO<sub>2</sub>-Emissionen sind dabei auch andere wichtige Treibhausgase erfasst wie z.B. Methan oder Stickstofftrifluorid.<sup>1151</sup>

### I. Allgemeines

Das CO<sub>2</sub>-Gesetz bildet einen wichtigen Eckpfeiler für die Umsetzung der staatsvertraglichen Verpflichtungen der Schweiz<sup>1152</sup> und nimmt durch die verbindlichen Reduktionsziele bis 2020 das Anliegen der zurückgezogenen eidgenössischen Volksinitiative „Für ein gesundes Klima“<sup>1153</sup> auf.<sup>1154</sup> Das Reduktionsziel soll durch technische Massnahmen zur Verminderung der CO<sub>2</sub>-Emissionen bei Gebäuden und Personenwagen (Kapitel 2 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes), den Emissionshandel (Kapitel 4 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes) und die CO<sub>2</sub>-Abgabe (Kapitel 5 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes) verwirklicht werden.<sup>1155</sup> Die jeweiligen detaillierten Ausführungsbestimmungen des CO<sub>2</sub>-Gesetzes finden sich in der vom Bundesrat erlassenen Verordnung über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen (CO<sub>2</sub>-Verordnung)<sup>1156</sup> samt Anhänge.

Das CO<sub>2</sub>-Gesetz sieht in Kapitel 8 mehrere Straftatbestimmungen vor, die zum einen in Zusammenhang mit der CO<sub>2</sub>-Abgabe stehen (Art. 42 und Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz) und zum anderen mit der Berechnung von CO<sub>2</sub>-Emissionszielvorgaben bei Personenwagen (Art. 44 CO<sub>2</sub>-Gesetz).

#### 1. Deliktsarten

Das CO<sub>2</sub>-Gesetz enthält keine Verbrechenstatbestände, sondern lediglich *Übertretungen*. Die Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe gem. Art. 42 CO<sub>2</sub>-Gesetz ist ein Erfolgsdelikt welches erfüllt ist, soweit ein unrechtmässiger Abgabevorteil verschafft wurde.<sup>1157</sup>

Die Tatbestände von Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz (Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe) sowie der Tatbestand des Art. 44 CO<sub>2</sub>-Gesetz (Falschangaben über Personenwagen) sind dagegen allesamt als abstrakte Gefährdungsdelikte in Form von schlichten Tätigkeitsdelikten ausgestaltet.

---

<sup>1146</sup> Bundesgesetz vom 8.10.1999 über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen.

<sup>1147</sup> SR 641.71; Bundesgesetz vom 23.12.2011 über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen.

<sup>1148</sup> Art. 1 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1149</sup> Vgl. Bally, URP 2000, 505.

<sup>1150</sup> Art. 3 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1151</sup> Vgl. Art. 1 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Gesetz iVm Art. 1 Abs. 1 Verordnung über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen (CO<sub>2</sub>-Verordnung). Um eine einheitliche Bemessungsgrundlage zu haben, wird das Erwärmungspotential der anderen Treibhausgase in CO<sub>2</sub>-Äquivalenten ausgedrückt, vgl. Anhang 1 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1152</sup> Hauser, URP 2010, 812

<sup>1153</sup> BBl 2012, 3435.

<sup>1154</sup> Vgl. Botschaft über die Schweizer Klimapolitik nach 2012 vom 26.8.2009, BBl 2009, (7433) 7435.

<sup>1155</sup> Art. 4 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1156</sup> SR 641.711.

<sup>1157</sup> Vgl. hier auch die parallele Norm des Art. 61a USG, Komm.USG-Ettler, Art. 61a N 11.

## 2. CO<sub>2</sub>-Abgabe

Die Strafbestimmungen des Art. 42 und Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz beziehen sich jeweils auf die CO<sub>2</sub>-Abgabe, welche ein zentrales Instrument zur Verwirklichung der gesetzlichen Klimaschutzziele ist.<sup>1158</sup> Sie wird auf die Herstellung, die Gewinnung und die Einfuhr von fossilen Brennstoffe<sup>1159</sup>, wie z.B. Heizöl oder Erdgas erhoben.<sup>1160</sup> Abgabepflichtig sind für die Abgabe auf Kohle, die bei der Einfuhr nach dem Zollgesetz anmeldepflichtigen Personen sowie die Hersteller und Erzeuger im Inland.<sup>1161</sup> In Bezug auf die übrigen fossilen Energieträger, sind die Personen abgabepflichtig, die nach dem Mineralölsteuergesetz steuerpflichtig sind.<sup>1162</sup>

Hintergrund der CO<sub>2</sub>-Abgabe ist die bewusste Verteuerung von fossilen Brennstoffen um Anreize zum sparsamen Verbrauch und vermehrten Einsatz CO<sub>2</sub>-neutraler oder CO<sub>2</sub>-armer Energieträger zu setzen.<sup>1163</sup> Die CO<sub>2</sub>-Abgabe beträgt seit 2014 60 SFr. pro Tonne CO<sub>2</sub> und wird per 1. Januar 2016 auf 84 SFr. pro Tonne erhöht.<sup>1164</sup>

Bestimmte Unternehmen sind von der CO<sub>2</sub>-Abgabe befreit. Dabei handelt es sich um Unternehmen, die am Emissionshandelssystem gem. Art. 15 ff. CO<sub>2</sub>-Gesetz teilnehmen.<sup>1165</sup> Darüber hinaus sind Kraftwerksbetreiber befreit<sup>1166</sup> sowie Unternehmen bestimmter Wirtschaftszweige, die sich zu einer Verminderung ihrer Treibhausgasemissionen bis zum Jahr 2020 verpflichtet haben und jährlich darüber Bericht erstatten.<sup>1167</sup> Da die CO<sub>2</sub>-Abgabe beim Einkauf von fossilen Brennstoffen automatisch erhoben wird, können abgabefreie Unternehmen die bereits entrichtete Abgabe bei der Eidgenössische Zollverwaltung (EZV) auf Gesuch zurückerstatten lassen.<sup>1168</sup> Des Weiteren können Unternehmen und Personen, welche die abgabebelasteten Brennstoffe nicht energetisch nutzen, eine Rückerstattung der CO<sub>2</sub>-Abgabe bei der EZV beantragen.<sup>1169</sup>

## 3. CO<sub>2</sub>-Emissionszielvorgaben bei Personenwagen

Entsprechend der EU-Verordnung (EG) Nr. 443/2009<sup>1170</sup> wird auch im CO<sub>2</sub>-Gesetz ein Grenzwert für CO<sub>2</sub>-Emissionen bei Personenwagen<sup>1171</sup> von durchschnittlich 130g CO<sub>2</sub>/km bis Ende 2015 festge-

---

<sup>1158</sup> Vgl. auch BAFU Mitteilung zur CO<sub>2</sub>-Abgabe, abrufbar unter: <http://www.bafu.admin.ch/klima/13877/14510/14511/index.html?lang=de>.

<sup>1159</sup> Darunter fallen gem. Art. 2 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz Energieträger, die zur Gewinnung von Wärme, zur Erzeugung von Licht, in thermischen Anlagen zur Stromproduktion oder für den Betrieb von Wärme-Kraft-Koppelungsanlagen verwendet werden.

<sup>1160</sup> Art. 29 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz, Art. 93 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1161</sup> Art. 30 lit. a CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1162</sup> Art. 30 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz. i.V.m. Art. 9 Mineralölsteuergesetz. Importeure können die Steuer auch auf die Abnehmer abwälzen, vgl. *Wagner Pfeifer*, N 1518.

<sup>1163</sup> Erläuterungen zur Verordnung über die CO<sub>2</sub>-Abgabe, 1, aufrufbar unter: <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/8685.pdf>.

<sup>1164</sup> Art. 94 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1165</sup> Art. 96 Abs. 2 lit. a CO<sub>2</sub>-Verordnung i.V.m. Art. 17, 15 und 16 CO<sub>2</sub>-Gesetz und Art. 40 ff. CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1166</sup> Art. 96 Abs. 2 lit. b CO<sub>2</sub>-Verordnung i.V.m. Art. 25 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1167</sup> Art. 96 Abs. 2 lit. c CO<sub>2</sub>-Verordnung i.V.m. Art. 31 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz. Welche Unternehmen Verminderungsverpflichtungen abschliessen können, bestimmt sich nach Art. 66 CO<sub>2</sub>-Verordnung. In Anhang 7 CO<sub>2</sub>-Verordnung sind die betroffenen Wirtschaftszweige aufgeführt.

<sup>1168</sup> Art. 97 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1169</sup> Art. 99 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1170</sup> Verordnung (EG) Nr. 443/2009 vom 23.4.2009 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Festsetzung von Emissionsnormen für neue Personenkraftwagen im Rahmen des Gesamtkonzepts der Gemeinschaft zur Verringerung der CO<sub>2</sub>-Emissionen von Personenkraftwagen und leichten Nutzfahrzeugen, ABl. L 140 vom 5.6.2009, S. 1.



legt.<sup>1172</sup> Zur Umsetzung dieser Emissionsvorgaben, werden für Importeure und Hersteller von Personenwagen individuelle Zielvorgaben definiert.<sup>1173</sup> Die Zielvorgaben gelten für alle vom betroffenen Importeur oder Hersteller im jeweiligen Jahr erstmals in Verkehr gesetzten Personenwagen (sog. Personenwagenflotte).<sup>1174</sup> Mehrere Importeure können sich auch zu sog. Emissionsgemeinschaften zusammenschliessen.<sup>1175</sup> In diesem Fall werden die Zielvorgaben für die gesamte Personenwagenflotte berechnet, wodurch der CO<sub>2</sub>-Ausstoss von schweren Fahrzeugen durch den niedrigeren Ausstoss kleinerer Autos kompensiert werden kann.<sup>1176</sup> Entscheidend sind die durchschnittlichen CO<sub>2</sub>-Emissionen der betreffenden Personenwagenflotte.<sup>1177</sup> Werden die individuellen Zielvorgaben oder durchschnittlichen CO<sub>2</sub>-Emissionsvorgaben überschritten, so haben die betroffenen Importeure und Hersteller eine Sanktionszahlung gem. Art. 13 CO<sub>2</sub>-Gesetz zu leisten.

#### 4. Zuständigkeiten und Konkurrenzen

Für die Verfolgung der einzelnen Straftatbestände ist ausschliesslich die EZV gem. Art. 45 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Gesetz zuständig. Darüber hinaus ist gem. Art. 45 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz das gesamte VStrR anwendbar.

Erfüllen die Handlungen neben Art. 42 und 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz auch andere durch die EZV zu verfolgende Widerhandlung, so wird die für die schwerste Widerhandlung verwirkte Strafe verhängt oder angemessen erhöht.<sup>1178</sup> Der Straftatbestand des Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz (Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe) ist darüber hinaus subsidiär zu anderen Widerhandlungen, die mit höherer Strafe bedroht sind, insbesondere Art. 42 CO<sub>2</sub>-Gesetz (Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe).

Die Straftatbestände des CO<sub>2</sub>-Gesetzes erfassen auch die *fahrlässige* Tatbegehung (Art. 42 Abs. 3, Art. 43 Abs. 1 und Art. 44 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Gesetz). *Gehilfenschaft* und *Versuch* sind nur im Falle der Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe gem. Art. 42 Abs. 2 StGB strafbar. In Bezug auf die Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe (Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz) und Falschangaben über Personenwagen (Art. 44 CO<sub>2</sub>-Gesetz) ist in Übereinstimmung mit Art. 333 Abs.1 StGB i.V.m. Art. 105 Abs. 2 StGB der Versuch und die Gehilfenschaft nicht strafbar.

---

<sup>1171</sup> Definiert in Art. 2 lit. a CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1172</sup> Art. 10 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz; vgl. auch Botschaft über die Schweizer Klimapolitik nach 2012 vom 26.8.2009, BBl 2012, (7433) 7491.

<sup>1173</sup> Art. 10-12 CO<sub>2</sub>-Gesetz. Die Zielvorgaben werden gem. Art. 28, Anhang 5 CO<sub>2</sub>-Verordnung berechnet. Die massgebenden CO<sub>2</sub>-Emissionen der Personenwagen nach Art. 24, 25 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1174</sup> Art. 11 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz. Personenwagen die im Ausland schon vor mehr als sechs Monaten vor der Anmeldung am schweizerischen Zoll zugelassen worden waren, werden dagegen nicht berücksichtigt, vgl. Art. 17 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1175</sup> Art. 11 Abs. 3 CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1176</sup> Vgl. auch *Wagner Pfeifer*, N 1517. Die Mitglieder von Emissionsgemeinschaften haften solidarisch, Art. 13 Abs. 3 CO<sub>2</sub>-Gesetz. Auch bei Grossimporteuren und -hersteller (mehr als 50 Fahrzeuge im Jahr) wird die Zielvorgabe für die gesamte Personenwagenflotte berechnet und nicht für die einzelnen Personenwagen, Art. 28 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1177</sup> Art. 12 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz.

<sup>1178</sup> Diese Art der spezialgesetzlichen Konkurrenzregelung ist im Anhang betr. „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ des LMG 2014 im Bereich der Umwelterlasse neu auch für das BGCITES (Art. 27 Abs. 2), das JSG (Art. 21 Abs. 3) und das BGF (Art. 20 Abs. 3) vorgesehen, BBl 2014, 5108 ff. – sowie in Art. 66 Abs. 4 LMG selbst.

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

### 1. Art. 42 Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe

Die Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe gem. Art. 42 Abs. 1 StGB ist ein *Erfolgssdelikt* (s.o.). Der Adressatenkreis beschränkt sich nicht allein auf die abgabepflichtigen Personen gem. Art. 30 CO<sub>2</sub>-Gesetz, da der unrechtmässige Abgabenvorteil auch durch einen Dritten zugunsten der abgabepflichtigen Person verschafft werden kann. Der Tathandlung wird zunächst als „Generalklausel“ mit der Verschaffung eines unrechtmässigen Abgabenvorteils umschrieben.<sup>1179</sup> Die dann „namentlich“ aufgeführten tatbestandsmässigen Handlungen sind beispielhaft und nicht abschliessend.<sup>1180</sup> Diese umfassen die Abgabehinterziehung, die erfüllt ist, soweit ein die Abgabepflicht begründeter Sachverhalt verheimlicht und dadurch bewirkt wird, dass der rechtskräftige Abgabeanspruch verkürzt ist.<sup>1181</sup> Die anderen genannten Tathandlungen erstrecken sich auf die Erwirkung einer unrechtmässigen Abgabebefreiung, -vergütung, oder -rückerstattung. Erfasst sind dabei diejenigen Sachverhalte, in denen z.B. durch unrichtige Deklaration eine Abgabebefreiung erreicht wird oder solche Sachverhalte, bei denen aufgrund der rechtswidrigen Abgabebefreiung eine Rückerstattung der bereits entrichteten CO<sub>2</sub>-Abgabe erfolgt. Unklar bleibt, welche Sachverhalte mit der unrechtmässigen „Abgabevergütung“ erfasst werden sollen, die nicht bereits durch die unrechtmässige Abgabebefreiung oder -rückvergütung erfasst sind. Auch in der darüberhinausgehenden CO<sub>2</sub>-Gesetzgebung wird der Begriff der „Abgabevergütung“ nicht weiter erwähnt. Insoweit erscheint es erwägenswert, diese Tathandlungsvariante ersatzlos zu streichen. Auch erscheint es fraglich, weshalb die Tathandlungen nicht abschliessend, sondern offen ausgestaltet sind, insbesondere da eine andere einschlägige Tathandlung als die bereits aufgeführten nicht ersichtlich ist. Auch im Hinblick auf eine Vereinheitlichung der Umwelterlasse, insb. mit der parallelen Regelung des Art. 61a USG, erscheint eine abschliessende Aufzählung der Tathandlungen erstrebenswert, nicht zuletzt um dem Bestimmtheitsgebot Genüge zu tun.

Kann man sich zu einer entsprechenden Klarstellung nicht durchringen, etwa weil man auch für derzeit noch nicht angebbare zukünftige Arten der Vorteilsverschaffungen gerüstet sein will, argumentiert man in der Sache für eine Aufweichung des verfassungsrechtlich garantierten Bestimmtheitsgebots von Art. 1 StGB, das gerade solche Ausweitungen verhindern soll. Will man das, dürfte es eleganter und deshalb vorzugswürdig, zumindest aber überlegenswert sein, den gesamten Passus („namentlich die Abgabe hinterzieht, oder eine Abgabebefreiung, -vergütung oder -rückerstattung unrechtmässig erwirkt,) *vollständig zu streichen*. Dadurch würde die Tathandlung durch die generelle Verhaltensformulierung „sich einen Abgabenvorteil verschaffen“ umschrieben, die bisher im Gesetz mit „namentlich“ eingeleiteten, ausbuchstabierten Regelbeispiele wären Varianten bzw. Konkretisierungen des allgemeinen Begriffs.

In Bezug auf die Rechtsfolge, die bei vorsätzlicher Begehung eine Busse bis zum Dreifachen des unrechtmässigen Vorteils und bei fahrlässiger Begehung eine Busse bis zum Betrag des unrechtmässigen Vorteils vorsieht, sind an sich *keine* durchgreifenden Konflikte mit dem Bestimmtheitsgebot ersichtlich. Der Strafobergrenze von maximal dem Dreifachen des unrechtmässigen Vorteils liegt vielmehr der grundlegende Gedanke zugrunde, dass sich die Strafzumessung auch an dem Umfang des Schadens bemessen soll.<sup>1182</sup> Zwar ist die Strafobergrenze nicht auf einen konkreten Betrag bestimmt,

<sup>1179</sup> Ähnlich wie z.B. in Art. 163 StGB, vgl. BSK StGB II-Hagenstein, Art. 163 N 17.

<sup>1180</sup> Vgl. dazu Lötcher, 127. In Bezug auf Art. 163 StGB, BSK StGB II-Hagenstein, Art. 163 N 17.

<sup>1181</sup> Vgl. zur Abgabehinterziehung gem. Art. 61a USG, Komm.USG-Ettler, Art. 61a N 11.

<sup>1182</sup> Vgl. Eicker, Verschuldensprinzip und Strafzumessungsregeln im Steuerstrafrecht, ASA 66, 257, 261.

jedoch bestimmbar und damit gesetzlich auch ausreichend festgelegt.<sup>1183</sup> Dies entspricht auch der Rechtsfolge des Art. 61a USG und den steuerrechtlichen Strafbestimmungen des Art. 175 DBG, Art. 56 Abs. 1 StHG und Art. 97 Abs. 1 MWSTG. Dennoch sollte auch hier der Zusatz des Art. 61a Abs. 1 USG eingeführt werden, dass die Busse geschätzt wird, soweit der Abgabebetrag zahlenmässig nicht genau ermittelt werden kann. Da die neuere Gesetzgebung in Richtung auf in der Strafbestimmung betragsmässig festgesetzter Bussenobergrenzen tendiert, ist deren Höhe nach Konsultation der Fachbehörde zu bestimmen.

Vorschlag

<sup>1</sup> Wer vorsätzlich sich oder einer anderen Person einen unrechtmässigen Abgabevorteil verschafft, indem er die Abgabe hinterzieht, oder eine Abgabebefreiung, oder -rückerstattung unrechtmässig erwirkt, wird mit Busse bis zu ... Franken [konkreter Betrag durch Fachbehörde vorzuschlagen] zum Dreifachen des unrechtmässigen Vorteils<sup>1184</sup> bestraft.

## 2. Art. 43 Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe

Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz enthält als *reine Tätigkeitsdelikte* verwaltungsakzessorische Übertretungen. Eine konkrete Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe muss nicht erfolgen. Vielmehr sind die strafbewehrten Verhaltensweisen lediglich grundsätzlich dazu geeignet, die CO<sub>2</sub>-Abgabe zu gefährden. Insofern geht die Gefährdung der CO<sub>2</sub>-Abgabe gem. Art. 43 CO<sub>2</sub>-Gesetz auch weiter als die versuchte Hinterziehung der CO<sub>2</sub>-Abgabe gem. Art. 42 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Gesetz, da bei letzterem auch Vorsatz bzgl. der Erlangung eines unrechtmässigen Abgabevorteils bestehen muss.

In Bezug auf die Qualifikation des Abs. 2 mit einer Strafandrohung von bis zu 30'000 SFr. oder bis zum Betrag der gefährdeten Abgabe ist einerseits zu erwägen, ob eine solche, nur ausnahmsweise höhere Busse bloss bestimmbar zu sein braucht oder betragsmässig festgelegt werden muss. Andererseits könnten zur Konkretisierung für das Vorliegen eines schweren Falls zumindest Regelbeispiele aufgeführt werden (wie z.B. im geltenden, von uns jedoch kritisierten Art. 26 Abs. 2 BGCITES, oder besser sogar explizit und erschöpfend schwere Fälle aufgezählt werden sollten), da ansonsten keine Anhaltspunkte für das Vorliegen eines schweren Falls ersichtlich sind.<sup>1185</sup> Bei dem geltenden Abs. 2 handelt es sich um eine Kann-Bestimmung. Sachgerechterweise wäre die zu konkretisierende Qualifikation überdies von einer fakultativen in eine obligatorische Bestimmung umzuwandeln.

Vorschlag

<sup>1</sup> Sofern die Tat nicht nach einer anderen Bestimmung mit höherer Strafe bedroht ist, wird sie bei vorsätzlicher Widerhandlung mit Busse bis zu 20 000 Franken und bei Fahrlässigkeit mit Busse bis zu 10 000 Franken bestraft, wer:

<sup>2</sup> In schweren Fällen ist eine Busse bis zu 30 000 Franken [oder, sofern dies einen höheren Betrag

<sup>1183</sup> So auch *Eicker*, Verschuldensprinzip und Strafzumessungsregeln im Steuerstrafrecht, ASA 66, 257, 261. Anders wohl *Niggli/Maeder*, Verwaltungsstrafrecht, Strafrecht und Strafprozessrecht – Grundprobleme, in: *Eicker*, Aktuelle Herausforderungen für die Praxis im Verwaltungsstrafverfahren, 41.

<sup>1184</sup> Es wird die ziffernmässige Festlegung des Höchstbetrages der Busse empfohlen!

<sup>1185</sup> Auch aus den Botschaften ergeben sich keine Anhaltspunkte. Vgl. Botschaft über die Schweizer Klimapolitik nach 2012 vom 26.8.2009, BBl 2009, 7433 und Botschaft zum Bundesgesetz über die Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen vom 17.3.1997, BBl 1997 III, 410.

ergibt, bis zum Betrag der gefährdeten Abgabe]<sup>1186</sup> auszusprechen. Ein schwerer Fall liegt vor, wenn ...

**a. Art. 43 Abs. 1 lit. a CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Art. 43 Abs. 1 lit. a CO<sub>2</sub>-Gesetz umfasst die gesetzwidrige Nichtmeldung als abgabepflichtige Person, wobei sich die abgabepflichtigen Personen aus Art. 30 CO<sub>2</sub>-Gesetz i.V.m. dem Zollgesetz (in Bezug auf Kohle) und dem Mineralölsteuergesetz (in Bezug auf die übrigen Energieträger) ergeben. Die jeweiligen Regelungen bzgl. der ordnungsgemässen Anmeldung bestimmen sich gem. Art. 33 CO<sub>2</sub>-Gesetz aus dem jeweiligen Verfahrensrecht des Zollgesetzes bzw. des Mineralölsteuergesetzes. Zur Konkretisierung wird die explizite Nennung des Art. 30 CO<sub>2</sub>-Gesetz (ausdrücklicher Binnenverweis) vorgeschlagen.

Vorschlag

- a. *sich gesetzeswidrig nicht als abgabepflichtige Person (Art. 30) meldet;*

**b. Art. 43 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Art. 43 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz stellt die nicht ordnungsgemässe Führung, Ausfertigung, Aufbewahrung oder Vorlegung von Geschäftsbüchern, Belegen, Geschäftspapieren und sonstigen Aufzeichnungen, sowie die Nichtbefolgung der Auskunftspflicht unter Strafe. In Bezug auf die ordnungsgemässe Aufbewahrung, Führung und Ausfertigung stellt das CO<sub>2</sub>-Gesetz selbst keine besonderen Verpflichtungen auf. Insofern ist es auch nicht näher bestimmt, welcher Masstab an die „ordnungsgemässe“ Führung angelegt werden muss. Erst auf Verordnungsstufe wird betreffend der Aufbewahrung von Belegen, welche „wesentlich“ für die Rückerstattung sind, verlangt, dass diese fünf Jahre aufbewahrt werden.<sup>1187</sup> Welche Dokumente als „wesentlich“ zu erachten sind, ergibt sich dabei aus Art. 97 und Art. 99 CO<sub>2</sub>-Verordnung, in denen die einzureichenden Angaben konkret benannt werden. In Bezug auf die Vorlage anderen Dokumenten und die Auskunftspflicht bestimmt Art. 133 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Verordnung, dass den Vollzugsbehörden auf Verlangen, alle Auskünfte zu geben und alle Bücher, Geschäftspapiere, elektronische Daten und Urkunden vorzulegen sind, „die für den Vollzug der Verordnung erforderlich sind“. Diese Auskunfts- und Vorlagepflicht entspricht dem Ausfluss des allgemeinen umweltrechtlichen Kooperationsprinzips.<sup>1188</sup> Um den Bestimmtheitsgebot genüge zu tun, sollte jedoch ergänzt werden, dass eine Strafbarkeit bei Verweigerung der Auskünfte nur besteht, wenn diese unter Hinweis auf die Strafdrohung der Vorschrift eingeholt wurden.

Vorschlag

- b. *Geschäftsbücher, Belege, Geschäftspapiere und sonstige Aufzeichnungen nicht ordnungsgemäss führt, ausfertigt, aufbewahrt oder vorlegt oder einer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels zu erfüllenden Auskunftspflicht nicht nachkommt;*

**c. Art. 43 Abs. 1 lit. c CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Die Tathandlung des Art. 43 Abs. 1 lit. c CO<sub>2</sub>-Gesetz umfasst im Rahmen des Antrags auf Abgabebefreiung, -vergütung oder -rückerstattung die Tätiung von unwahren Angaben oder das Verschweigen von erheblichen Tatsachen oder die Vorlage von unwahren Belegen über solche Tatsachen. Dies gilt ebenfalls für auskunftspflichtige Personen. Eine Konkretisierung erfolgt lediglich auf Verordnungsebene. Die Erheblichkeit der Tatsachen ergibt sich dabei aus Art. 97 CO<sub>2</sub>-Verordnung in Bezug

<sup>1186</sup> Ggf. Höchstgrenze frankenmässig festlegen.

<sup>1187</sup> Art. 101 CO<sub>2</sub>-Verordnung.

<sup>1188</sup> Vgl. hier die bereits getätigten Ausführungen zu Art. 61 Abs. 1 lit. o USG.

auf die Rückerstattung für von der CO<sub>2</sub>-Abgabe befreite Unternehmen. Art. 97 CO<sub>2</sub>-Verordnung bestimmt in Abs. 2 welche Angaben das Rückerstattungs-gesuch enthalten muss. Darüber hinaus müssen auch die Tatsachen als erheblich eingestuft werden, die gem. Art. 97 Abs. 3 CO<sub>2</sub>-Verordnung von der EZV als zusätzlicher Nachweis für die Rückerstattung benötigt werden. Betreffend die Rückerstattung für die nicht energetische Nutzung führt Art. 99 Abs. 1 und 2 CO<sub>2</sub>-Verordnung die entscheidungsrelevanten und somit erheblichen Tatsachen und Angaben auf. Dies umfasst Angaben über Eingang, Ausgang und Verbrauch der Brennstoffe, über die Lagerbestände (Verbrauchskontrollen) sowie Angaben über die Art der nicht energetischen Nutzung, Menge und Art der nicht energetisch genutzten Brennstoffe und den angewendeten CO<sub>2</sub>-Abgabesatz. Auch hier können weitere Angaben verlangt werden, soweit sie für den Entscheid für die Rückerstattung benötigt werden. Entsprechend den bereits gemachten Ausführungen zu Art. 42 und Art. 43 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz sollte die Abgabevergütung ersatzlos gestrichen werden und Strafbarkeit bei auskunftspflichtigen Personen nur bestehen, soweit ein Hinweis auf die Strafdrohung des Artikels erfolgt ist.

#### Vorschlag

- c. *in einem Antrag auf Abgabebefreiung oder -rückerstattung oder nach erfolgtem Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels als auskunftspflichtige Person unwahre Angaben macht, erhebliche Tatsachen verschweigt oder über solche Tatsachen unwahre Belege vorlegt;*

#### **d. Art. 43 Abs. 1 lit. d CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Art. 43 Abs. 1 lit. d CO<sub>2</sub>-Gesetz bestraft die Nichtdeklarierung oder unrichtige Deklarierung von für die Abgabbeerhebung „massgebenden Daten und Gegenstände“. Der Tatbestand nennt die konkreten „massgeblichen Daten und Gegenstände“ nicht ausdrücklich. Aus dem CO<sub>2</sub>-Gesetz und der CO<sub>2</sub>-Verordnung ergibt sich jedoch, dass jene Angaben als „massgebend“ betrachtet werden müssen, die für die Abgabbeerhebung und insbesondere für die Bestimmung der Abgabehöhe notwendig sind, d.h. insbesondere Art, Menge und Beschaffenheit der Abgabeobjekte. In Art. 29 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz i.V.m. Art. 93 CO<sub>2</sub>-Verordnung werden die Abgabeobjekte definiert (Kohle und Brennstoffe gem. Art. 2 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz). Der Abgabesatz wird in Art. 29 Abs. 2 CO<sub>2</sub>-Gesetz i.V.m. Art. 94 und Anhang 11 CO<sub>2</sub>-Verordnung festgelegt (u.a. anhand der Art und Menge der Brennstoffe).<sup>1189</sup> Es bestehen, trotz des normativen Begriffs „massgebend“, keine Bedenken bzgl. der konkreten Ausgestaltung des Tatbestandes.

#### **e. Art. 43 Abs. 1 lit. e CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Art. 43 Abs. 1 lit. e CO<sub>2</sub>-Gesetz ist quasi ein Sondertatbestand von Art. 43 Abs. 1 lit. b CO<sub>2</sub>-Gesetz in Bezug auf Rechnungen und andere Dokumente, die keine oder eine nicht in dieser Höhe bezahlte CO<sub>2</sub>-Abgabe ausweisen. Gestützt wird diese Strafbestimmung auf Verordnungsebene durch Art. 95 CO<sub>2</sub>-Verordnung, welche die Ausweisung der Höhe der bezahlten CO<sub>2</sub>-Abgabe auf den Rechnungen für Erwerberinnen und Erwerber verlangt. Hier ist kein Änderungsbedarf ersichtlich.

#### **f. Art. 43 Abs. 1 lit. f CO<sub>2</sub>-Gesetz**

Art. 43 Abs. 1 lit. f CO<sub>2</sub>-Gesetz stellt die Erschwerung, Behinderung oder Verunmöglichung der ordnungsgemässen Durchführung einer Kontrolle i.S.v. Verwaltungsungehorsam unter Strafe. Auf Verordnungsebene bestimmt Art. 133 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Verordnung, dass die Vollzugsbehörden jederzeit unangemeldet Kontrollen durchführen können. Welche Behörden als Vollzugsbehörde anzusehen sind,

---

<sup>1189</sup> Das Verfahren für die Abgabbeerhebung richtet sich gem. Art. 33 CO<sub>2</sub>-Gesetz nach dem Mineralölsteuergesetz und für Kohle nach den Verfahrensbestimmungen der Zollgesetzgebung.

regelt Art. 130 CO<sub>2</sub>-Verordnung.<sup>1190</sup> Der Begriff „ordnungsgemäss“ verweist lediglich auf die Art und Weise der Durchführung der betreffenden Kontrolle. Deren Rechtsgrund dürfte, anders als bei „rechtmässig“ nicht erfasst sein, der auch den Aspekt der korrekten und ordnungsgemässen Durchführung abdeckt. Die Zuwiderhandlungen gegen unrechtmässige Kontrollen erscheint nicht strafwürdig.<sup>1191</sup> Kerngruppe und Zollverwaltung plädieren für Beibehaltung des bisherigen Wortlauts.

Vorschlag

f. die rechtmässe<sup>1192</sup> Durchführung einer Kontrolle erschwert, behindert oder verunmöglicht.

### 3. Art. 44 Falschangabe über Personenwagen

Wer vorsätzlich oder fahrlässig (Abs. 2) falsche Angaben im Zusammenhang mit der Berechnung der individuellen Zielvorgaben oder der durchschnittlichen CO<sub>2</sub>-Emissionen (Art. 12 CO<sub>2</sub>-Gesetz) macht, handelt gem. Art. 44 CO<sub>2</sub>-Gesetz tatbestandsmässig. Ausführlich regeln auf Verordnungsebene die Art. 24 ff. samt Anhang 5 CO<sub>2</sub>-Verordnung die konkrete Bemessung und Berechnung der Zielvorgaben und der durchschnittlichen CO<sub>2</sub>-Emissionen. Art. 44 Abs. 1 CO<sub>2</sub>-Gesetz führt jedoch lediglich die Ausfüllungsnorm (hier: Art. 12 CO<sub>2</sub>-Gesetz auf). Zur Präzisierung wird vorgeschlagen explizit auch auf den Randtitel von Art. 12 CO<sub>2</sub>-Gesetz zu verweisen und somit auch das Berechnungsobjekt konkret in der Strafnorm zu benennen.

Vorschlag

<sup>1</sup> Wer für die Berechnungen der individuellen Zielvorgabe und der durchschnittlichen CO<sub>2</sub>-Emissionen nach Artikel 12 vorsätzlich falsche Angaben macht, wird mit Busse bis zu 30 000 Franken bestraft.

### III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot

Oben in Teil 3/H.II.1. ist ausführlich erörtert worden, dass die Erweiterungsklausel „namentlich“ in Art. 42 CO<sub>2</sub>-Gesetz unter dem Aspekt des Bestimmtheitsgebots nicht unproblematisch erscheint.

### IV. Zusammenfassung

System- oder Wertungsinkongruenzen sind nicht ersichtlich.

### I. Wasserbaugesetz

Der Bund wird durch Art. 76 BV<sup>1193</sup> dazu verpflichtet, für die haushälterische Nutzung und den Schutz der Wasservorkommen zu sorgen sowie schädigende Einwirkungen des Wassers abzuwehren. Die diesbezüglichen Grundsätze werden auf Bundesebene festgelegt. Im Verfassungsartikel wird aber explizit Bezug auf die Anliegen der Kantone genommen, die in den Gesetzgebungsprozess einbezogen werden sollen.

---

<sup>1190</sup> In Bezug auf die CO<sub>2</sub>-Abgabe ist dies insbesondere die Eidgenössische Zollverwaltung, Art. 130 Abs. 3 CO<sub>2</sub>-Abgabe.

<sup>1191</sup> Vgl. oben Teil 2/D.II („Umfang und Reichweite der Bindung des Strafrechts“).

<sup>1192</sup> Vorschlag der Kerngruppe und Zollverwaltung: Beibehaltung von „ordnungsgemässe“.

<sup>1193</sup> Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18.04.1999, SR 101.

Das Wasserbaugesetz<sup>1194</sup> (WBG) wurde am 21. Juni 1991 erlassen. Basierend darauf erliess der Bundesrat die Wasserbauverordnung<sup>1195</sup> (WBV). Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) ist für die das WBG betreffenden Bundesaufgaben zuständig (Art. 2 Abs. 1 WBV). Auf der kantonalen Ebene gibt es entsprechende Behörden.

## I. Allgemeines

Das WBG beinhaltet in seiner aktuellen Fassung fünf Abschnitte. Im ersten (Art. 1) werden Zweck und Geltungsbereich des Gesetzes festgelegt. Das WBG hat primär eine anthropozentrische Schutzrichtung, da sein Zweck im Schutz von Menschen und erheblichen Sachwerten vor schädlichen Auswirkungen des Wassers besteht, dem Hochwasserschutz. Im zweiten Abschnitt (Art. 2 bis 5) werden Zuständigkeit und Massnahmen präzisiert. Die Kantone sind verantwortlich für den Hochwasserschutz (Art. 2). In erster Linie sollen sie diese Aufgabe durch den Unterhalt von Gewässern und raumplanerische Massnahmen wahrnehmen (Art. 3 Abs. 1). Das WBG enthält keine strafrechtlichen Bestimmungen. In der Folge werden daher die kantonalen Strafbestimmungen von fünfzehn ausgewählten Kantonen untersucht.

## II. Kantonale Strafbestimmungen bezüglich Wasserbau

Das zuständige Bundesamt kann Richtlinien zu einzelnen Bereichen des Wasserbaus<sup>1196</sup> erlassen (Art. 20 WBV). Das kantonale Strafrecht wird davon nicht betroffen. Gemäss Art. 12 des eidgenössischen Wasserbaugesetzes vollziehen die Kantone das Gesetz, soweit nicht der Bund dafür zuständig ist (Abs. 1) und erlassen dazu die erforderlichen Vorschriften (Abs. 2). Rechtliche Grundlage der wasserbaulichen Strafbestimmungen ist Art. 335 StGB. Das Übertretungsstrafrecht ist nicht Gegenstand der Bundesgesetzgebung, weshalb die Kantone Vorschriften erlassen können (Art. 335 Abs. 1 StGB). Sie sind befugt dazu, Widerhandlungen gegen das kantonale Verwaltungs- und Prozessrecht mit Sanktionen zu bedrohen (Abs. 2).

Im nachfolgenden werden die Strafbestimmungen von fünfzehn Kantonen betrachtet. Zur vereinfachten Darstellung werden teilweise ihre Kürzel<sup>1197</sup> verwendet.

Regelungsort

| Kanton | Gesetz                                                 | Inkrafttreten                 | Kant. Ordnungsnummern |
|--------|--------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| AG     | Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen (Baugesetz)   | 1.4.1994                      | 713.100               |
| BL     | Gesetz über den Wasserbau und die Nutzung der Gewässer | 1.1.2005<br>(altes Gesetz vom | 445                   |

<sup>1194</sup> Bundesgesetz über den Wasserbau vom 21.6.1991, SR 721.100.

<sup>1195</sup> Verordnung vom 2.11.1994 über den Wasserbau, SR 721.100.1.

<sup>1196</sup> Hochwasserschutz (lit. a); Gefahrenkataster (lit. b); Abrechnung über Abgeltungen (lit. c).

<sup>1197</sup> AG: Kanton Aargau; BL: Kanton Basel-Land; BE: Kanton Bern; FR: Kanton Freiburg; GR: Kanton Graubünden; LU: Kanton Luzern; SG: Kanton St. Gallen; SH: Kanton Schaffhausen; SO: Kanton Solothurn; TG: Kanton Thurgau; UR: Kanton Uri; VD: Kanton Waadt; VS: Kanton Wallis; ZG: Kanton Zug; ZH: Kanton Zürich.

|    |                                                                         |                                                              |         |
|----|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------|
|    |                                                                         | 2.9.1974)                                                    |         |
| BE | Gesetz über Wasserunterhalt und Wasserbau (WuWbG BE)                    | 1.1.1990                                                     | 751.11  |
|    | Naturschutzgesetz (NSchG BE)                                            | 1.1.1994                                                     | 426.11  |
| FR | Gewässergesetz                                                          | 1.1.2011<br>(altes Gesetz vom 26.11.1975)                    | 812.1   |
| GR | Gesetz über den Wasserbau                                               | 1.1.2011<br>(altes Gesetz vom 7.3.1870)                      | 807.700 |
| LU | Wasserbaugesetz                                                         | 30.1.1979                                                    | 760     |
| SG | Wasserbaugesetz                                                         | 1.1.2010<br>(altes Gesetz vom 23.3.1969)                     | 734.1   |
| SH | Wasserwirtschaftsgesetz                                                 | 18.5.1998                                                    | 721.100 |
| SO | Gesetz über Wasser, Boden und Abfall                                    | 1.1.2010<br>(alte Gesetze vom 27.9.1959 resp. vom 29.3.1925) | 712.15  |
| TG | Gesetz über den Wasserbau                                               | 1.1.1984                                                     | 721.1   |
| UR | Wasserbaugesetz                                                         | 1.7.1981                                                     | 40.1211 |
| VD | Loi sur la Police des eaux dépendant du domaine public cantonal (LPEDP) | 3.12.1957                                                    | 721.01  |
| VS | Gesetz über den Wasserbau                                               | 1.1.2008                                                     | 721.1   |
|    | Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte                         | 28.3.1990                                                    | 721.8   |
| ZG | Gesetz über die Gewässer                                                | 1.5.2000                                                     | 731.1   |
| ZH | Wasserwirtschaftsgesetz                                                 | 1.1.1993                                                     | 724.11  |



## 1. Grundtatbestand

Im Kanton Aargau wird nach § 160 des Baugesetzes generell unter Strafe gestellt, wer Bauten oder Anlagen ohne Bewilligung respektive unter Verletzung einer solchen erstellt. Danach folgt ein genereller Binnenverweis auf sämtliche Vorschriften des Gesetzes.<sup>1198</sup> Es handelt sich um einen ausgedehnten Tatbestand, entsprechend auch des weitgefassten Gegenstands<sup>1199</sup> des Gesetzes. Die Verwaltungsstrafen in § 160 Baugesetz AG betragen bis zu 50'000 Sfr. (Abs. 1).

In Basel-Land wird gemäss § 33 des Gesetzes über den Wasserbau und die Nutzung der Gewässer bestraft, wer ohne Bewilligung Veränderungen oder Nutzungen an öffentlichen Gewässern vornimmt. Für die Erfüllung des verwaltungsakzessorischen Straftatbestands wird eine Busse von bis zu 100'000 Sfr. verhängt. Für die Verfolgung der strafbaren Handlungen ist das Bundesgesetz über das Verwaltungsstrafrecht anwendbar (Abs. 2).

In *Bern* wird das Ausführen von Bauten, Anlagen oder anderen Vorkehren im, am, über oder unter dem Gewässer ohne oder in Abweichung einer Bewilligung sanktioniert (Art. 55 WuWbG). Es könnte eine Abgrenzungproblematik in Bezug auf die Strafnorm des NSchG entstehen (Art. 57). Denn gemäss Art. 44 Abs. 3 NSchG bedürfen Eingriffe in den Wasserhaushalt und baubewilligungspflichtige Vorhaben in bestimmten Biotopen einer Bewilligung der zuständigen Stelle der Volkswirtschaftsdirektion. Gemäss Art. 55 Abs. 1 des WuWbG beträgt die Busse für Handlungen ohne Bewilligung oder gegen eine solche zwischen 1'000 und 40'000 Sfr. (Abs. 1). Der qualifizierte Tatbestand von Abs. 2 beinhaltet eine Strafandrohung von bis zu 100'000 Sfr. Busse, wenn es das Gesetz nicht anders bestimmt. Wer unbefugt eine Handlung vornimmt, die nach dem bernischen NSchG bewilligungspflichtig ist, eine Bewilligung überschreitet oder vollstreckbaren Anordnungen nicht nachkommt, wird mit Busse von 100 bis 50'000 Sfr. bestraft (Art. 57 Abs. 1 lit. c bis e NSchG).

In Art. 61 des Gewässergesetzes des Kantons *Fribourg* wird in sechs literae ausgeführt, was verboten ist, wobei Binnenverweisungen auf die entsprechenden Artikel des Gesetzes vorgenommen werden. Die gleiche Gesetzgebungstechnik findet sich in § 71 des luzernischen Wasserbaugesetzes. Der Kanton *Fribourg* sieht für Verstösse gegen Art. 61 Abs. 1 Gewässergesetz eine Busse vor, die nicht näher spezifiziert wird. Laut Abs. 2 werden Zuwiderhandlungen gemäss dem JG<sup>1200</sup> verfolgt und beurteilt. Dieses äussert sich allerdings nicht zur maximalen Höhe der Busse. Gemäss Art. 61 Abs. 3 des freiburgischen Gewässergesetzes sind die eidgenössischen Strafbestimmungen vorbehalten. Nach Art. 333 i.V.m. 106 StGB beträgt der Höchstbetrag der Busse 10'000 Sfr., wenn dies gesetzlich nicht anders vorgegeben ist.

Gemäss § 71 des Luzerner Wasserbaugesetzes beträgt die Geldbusse bis zu 20'000 Sfr. (Abs. 1).

In der Strafbestimmung des Wasserbaugesetzes von Thurgau (§ 29 Abs. 1) werden nur Widerhandlungen gegen ein Eingriffsverbot unter Strafe gestellt. Der relevante Artikel (§ 23 Abs. 1) ist auch in der Strafnorm genannt. Laut § 29 des Thurgauer Wasserbaugesetzes kann eine Busse verhängt werden, deren Höhe nicht genauer angegeben ist. In der Verordnung des Regierungsrats zum Gesetz

---

<sup>1198</sup> „Wer sonst wie diesem Gesetz, den gestützt darauf erlassenen Vorschriften, Verfügungen und Entscheiden zuwiderhandelt“.

<sup>1199</sup> Was unter „Bauten und Anlagen“ verstanden wird, ist in § 6 Abs. 1 BauG definiert. Insbesondere werden in lit. h „Freizeit- und andere Anlagen mit erheblichen Auswirkungen auf Umwelt und Umgebung“ genannt. Im BauG gibt es einen eigenen Abschnitt bzgl. dem Gewässer (§§ 114 bis 128).

<sup>1200</sup> Justizgesetz vom 31.5.2010, 130.1.

über den Wasserbau werden dazu ebenfalls keine Angaben gemacht. Gemäss Art. 333 i.V.m. 106 StGB beträgt der Höchstbetrag der Busse 10'000 Sfr., wenn es das Gesetz nicht anders bestimmt.

In Graubünden (Art. 28 Wasserbaugesetz), der Waadt (Art. 51 LPEDP) und Zug (§ 96 Gesetz über die Gewässer) wird allgemein die Verletzung des jeweiligen Gesetzes unter Strafe gestellt.

Gemäss Art. 28 Abs. 1 des Graubündner Wasserbaugesetzes beträgt die Busse bis zu 40'000 Sfr.

Gemäss Art. 51 der Waadtländer LPEDP beträgt die Busse für Widerhandlungen gegen das Gesetz 20'000 Sfr.

§ 96 Abs. 1 des Gesetzes über die Gewässer des Kantons Zug verweist für Widerhandlungen gegen seine Bestimmungen auf das kantonale ÜStG<sup>1201</sup>. Laut dessen § 4 Abs. 1 ist die Strafe Busse, wenn kantonale Erlasse wegen Missachtung von Bestimmungen nur einen Verweis auf das Übertretungsstrafgesetz enthalten. Gemäss § 18 Abs. 1 des Zuger Übertretungsstrafgesetzes ist der Höchstbetrag einer Ordnungsbusse 600 Sfr.

In Schaffhausen wird die Pflicht zur Einholung einer Konzession oder Bewilligung bestraft (Art. 36 Wasserwirtschaftsgesetz), ohne dass dazu nähere Ausführungen gemacht werden. Die gleiche Gesetzgebungstechnik findet sich auch in § 79 des Zürcher Wasserwirtschaftsgesetzes. Verstösse gegen § 79 Abs. 1 Satz 1 des Zürcher Wasserwirtschaftsgesetzes werden mit Busse bis zu 50'000 geahndet. Der verwaltungsaktsakzessorische Straftatbestand von Art. 36 Abs. 1 des Schaffhauser Wasserwirtschaftsgesetzes wird mit maximal 50'000 Sfr. bestraft.

§ 169 des Gesetzes über Boden, Wasser und Abfall in Solothurn führt Widerhandlungen gegen das Gesetz auf, ist aber gleichzeitig auch der Littering-Tatbestand. Die Bussandrohung beträgt 5'000 Sfr.

Art. 61 Abs. 1 des Wasserbaugesetzes des Kantons St. Gallen führt drei Tatbestandsvarianten auf, ohne auf entsprechende Gesetzesbestimmungen zu verweisen. Zwei der Varianten sind verwaltungsaktsakzessorisch (lit. b und c), eine davon ist ein reines Tätigkeitsdelikt (lit. a). Für die Tatbegehung wird eine Geldbusse von bis zu 30'000 Sfr. vorgesehen.

In Art. 48 Abs. 1 des Urner Wasserbaugesetzes sind verschiedene Widerhandlungen gegen das Gesetz aufgeführt mit den entsprechenden Binnenverweisungen. Es wird ausdrücklich auf die Subsidiarität gegenüber allfällig entgegenlautenden eidgenössischen Strafbestimmungen hingewiesen. Die Strafe für Zuwiderhandlungen gegen Art. 48 Abs. 1 des Urner Wasserbaugesetzes ist nicht näher spezifizierte Haft oder Busse. Gemäss Art. 48 Abs. 4 sind die Regeln der ordentlichen Strafrechtspflege anwendbar. Im Urner Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Strafgesetzbuches wird die maximale Höhe der Busse nicht angegeben. Deshalb beträgt sie laut Art. 333 i.V.m. 106 StGB höchstens 10'000 Sfr.

Art. 60 des Wasserbaugesetzes des Wallis stellt denjenigen unter Strafe, der ohne rechtskräftige Genehmigung als Verantwortlicher Bauarbeiten ausführt oder ausführen lässt (lit. a), eine vom Gesetz auferlegte Verpflichtung nicht erfüllt (lit. b) oder in irgendeiner anderen Weise gegen das Gesetz oder dessen Ausführungsbestimmungen verstösst (lit. c). Der Tatbestand ist also sehr weit gefasst. Die aufgeführten Straftatbestände werden mit einer Strafe zwischen 1'000 und 100'000 Sfr. bestraft. Im Falle der Nichtbefolgung der Wiederherstellungsverfügung werden von der zuständigen Behörde

---

<sup>1201</sup> Übertretungsstrafgesetz vom 23.5.2012, 312.1.

nach Ablauf der gewährten und unter Ansetzung einer neuen Frist jeweils höhere Bussen ausgesprochen, solange der widerrechtliche Zustand fortbesteht (Abs. 4). Strengere Strafbestimmungen anderer Gesetze bleiben im Übrigen vorbehalten (Abs. 6).

## 2. Qualifikationen

Die Qualifizierung des Grundtatbestands erfolgt anhand unterschiedlicher Kriterien wie Gewinnsucht (AG, WuWbG BE, LU, ZH), Habgier (VS)<sup>1202</sup>, Erlangen eines finanziellen Vorteils (LU), Wiederholungen beziehungsweise Rückfall (WuWb BE, LU, SO, VD, VS) oder schwere Fälle (WuWb BE, LU, VS). Die zuletzt genannte Kategorie ermöglicht es als einzige, beim erhöhten Unrechtsgehalt Umweltaspekte i.e.S. zu berücksichtigen. Als Beispiel eines „schweren Falls“ führt Art. 60 Abs. 2 des Gesetzes über den Wasserbau VS die „Realisierung eines Ausführungsprojekts trotz verweigerter Genehmigung“ an.

Erhöhung der Strafandrohung bei der Erfüllung des qualifizierten Tatbestands:

- § 160 Abs. 3 des Aargauer Baugesetzes: das Gericht ist an keinen Höchstbetrag der Busse gebunden. Weder im Einführungsgesetz zur StPO<sup>1203</sup> noch im VRPG<sup>1204</sup> ist der Höchstbetrag festgelegt. Fraglich ist, ob auf § 160 Abs. 3 des Aargauer Baugesetzes Art. 333 i.V.m. 106 StGB anwendbar sind, laut denen der Höchstbetrag der Busse 10'000 Sfr. beträgt, wenn es das Gesetz nicht anders bestimmt.
- Art. 55 Abs. 2 WuWbG (Bern): bis zu 100'000 Sfr. Busse, wenn das Gesetz nicht anders bestimmt.
- § 71 Abs. 2 des Luzerner Wasserbaugesetzes: bis zu 40'000 Sfr.
- Art. 51 der Waadtländer LPEDP: Busse von maximal 30'000 Sfr.
- § 79 Abs. 1 Satz 2 des Zürcher Wasserwirtschaftsgesetzes: Geldstrafe in „unbeschränkter Höhe“.
- § 169 des solothurnischen Gesetzes über Wasser, Boden und Abfall: Busse von bis zu 20'000 Sfr.
- Art. 60 Abs. 2 des Wasserbaugesetzes des Kantons Wallis: bis zu 200'000 Sfr. Strengere Strafbestimmungen anderer Gesetze bleiben im Übrigen vorbehalten (Art. 60 Abs. 6).

Im Berner NSchG, dem basel-landschaftlichen Gesetz über den Wasserbau und die Nutzung der Gewässer, dem freiburgischen Gewässergesetz, dem Zuger Gesetz über die Gewässer sowie den Wasserbaugesetzen der Kantone Graubünden, Schaffhausen, St. Gallen, Thurgau und Uri sind *keine* Qualifizierungen vorgesehen.

## 3. Privilegierungen

Für leichte Fälle wird eine Verminderung der Strafe (Art. 55 Abs. 3 WuWbG BE; Art. 60 Abs. 5 Wasserbaugesetz VS) oder ein Straferlass (Art. 28 Abs. 2 Wasserbaugesetz GR) vorgesehen.

Verminderung der Geldbussandrohung bei der Erfüllung des privilegierten Tatbestands:

- Art. 55 Abs. 3 WuWbG (Bern): Bussenrahmen zwischen 50 und 1'000 Sfr.

---

<sup>1202</sup> Möglicherweise sind die beiden Begriffe in der Rechtsanwendung deckungsgleich.

<sup>1203</sup> Einführungsgesetz zur Schweizerischen Strafprozessordnung vom 16.3.2010, 251.200.

<sup>1204</sup> Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege vom 4.12.2007, 271.200.

- Art. 60 Abs. 1 des Wasserbaugesetzes des Kantons Wallis: nicht näher spezifizierte Reduktion der Busse (Abs. 5).

Für die fahrlässige Tatbegehung wird nur vereinzelt eine niedrigere Busse vorgesehen:

- Art. 36 Abs. 2 des Schaffhauser Wasserwirtschaftsgesetzes: Busse von bis zu 5'000 Sfr.

- § 79 Abs. 2 des Zürcher Wasserwirtschaftsgesetzes: Busse von bis zu 5'000 Sfr.

In Bern hat die grobfahrlässige Tatbegehung keine Auswirkung auf den (allerdings sehr weitgefassten) Strafraum (Art. 55 Abs. 1 WuWbG).

### III. Kantonale Rechtsprechung

Urteile im Zusammenhang mit dem Wasserbau sind eher rar und betreffen vorwiegend die Verweigerung von Bewilligungen oder Enteignung. Abschliessende Bemerkungen

Der Wasserbau ist ein Beispiel für die Interdependenz verschiedener Staatstätigkeitsbereiche (Umwelt, Raumplanung etc.). Die Zuweisung der Kompetenz auf eine Ebene des Staats macht deshalb wenig Sinn. Kooperation und Konzertierung sind nötig.<sup>1205</sup>

Die Analyse der kantonalen Bestimmungen zum Wasserbau hat gezeigt, dass für die Bekämpfung der Auswirkungen von Naturgefahren vielmehr auf Prävention (i.e. Gefahrenkarten, Schutzkonzepte etc.) gesetzt wird und nicht primär auf das Instrument des Strafrechts. Vieles scheint sich um die Frage zu drehen, wie viel Risiko erlaubt ist.<sup>1206</sup> Auch das WBG regelt primär finanzielle Aspekte, die strafrechtliche Sanktionierung von Verstössen steht weniger im Zentrum. Das reflektiert sich auch in den parlamentarischen Diskussionen über das WBG, die sich meist um die Beiträge des Bundes an die Bauten der Kantone drehen.

## J. Nationalparkgesetz

### I. Allgemeines

Der Schweizerische Nationalpark im Kanton Graubünden ist ein Reservat, in dem die Natur gem. Art. 1 Abs. 1 BG über den Schweizerischen Nationalpark im Kanton Graubünden vom 19. Dezember 1980 (NPG)<sup>1207</sup> „vor allen Eingriffen geschützt“ und namentlich die Tier- und Pflanzenwelt ihrer natürlichen Entwicklung überlassen wird. Er wird durch die öffentlich-rechtliche Stiftung „Schweizerischer Nationalpark“ mit Sitz in Bern betrieben (Art. 2 NPG).<sup>1208</sup> Zusätzlich verfolgt der Nationalpark auch Ziele der Forschung und Information und soll der Allgemeinheit zugänglich sein (Art. 1 Abs. 2 NPG; Art. 1 Abs. 2 NPO).<sup>1209</sup> Einzelheiten werden im NPG und in der Verordnung über den Schutz des Schweizerischen Nationalparks vom 23. Februar 1983 (Nationalparkordnung; im Folgenden NPO)<sup>1210</sup>

---

<sup>1205</sup> Braun, Swiss Political Science Review 2003, 81.

<sup>1206</sup> Arbeitsgruppe Naturgefahren des Kantons Bern, Achtung Naturgefahr, Verantwortung des Kantons und der Gemeinden im Umgang mit Naturgefahren, Bern 2013, Vgl. 17.

<sup>1207</sup> SR 454.

<sup>1208</sup> Wagner Pfeifer, N 1178.

<sup>1209</sup> Wagner Pfeifer, N 1178.

<sup>1210</sup> Erlassen durch den Grossen Rat des Kantons GR, 498.200 der kantonalen Gesetzessammlung.

geregelt. Im Vordergrund steht der Zweck des Naturschutzes, womit die Regelungen des Nationalparks umweltstrafrechtlich relevant sind.<sup>1211</sup>

Neu sieht das Natur- und Heimatschutzgesetz (NHG) im besonderen Teil den Abschnitt 3b Pärke von nationaler Bedeutung (Art. 23e–23m) vor.<sup>1212</sup> Begriff und Kategorien werden in Art. 23e NHG umschrieben, wobei der Begriff „Nationalpark“ eine der drei Kategorien von Pärken von nationaler Bedeutung bildet.<sup>1213</sup> Ein Nationalpark ist gem. Art. 23f Abs. 1 NHG „ein grösseres Gebiet, das der einheimischen Tier- und Pflanzenwelt unberührte Lebensräume bietet und der natürlichen Entwicklung der Landschaft dient.“ Gemäss der Botschaft zur Teilrevision des NHG steht das entsprechende Gebiet: „*nur geringfügig oder gar nicht unter dem Einfluss menschlicher Tätigkeiten*“.<sup>1214</sup>

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

Für den bestehenden Nationalpark im Kanton Graubünden gilt das Schweizerische Nationalparkgesetz. Dieses wurde Art. 7 NPG entsprechend vom Grossen Rat des Kantons Graubünden nach Anhören der Nationalparkkommission, durch die Nationalparkordnung (NPO) weiter ausgeführt. Die NPO bedarf der Genehmigung des Bundesrats. Die einzige Strafbestimmung findet sich in Art. 8 Abs. 1 NPG. Danach wird mit Busse bestraft, wer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels erlassenen Vorschriften der Nationalparkordnung zuwiderhandelt. Diese Aussage wird in Art. 8 Abs. 1 NPO wiederholt, wobei auf die Subsidiarität der entsprechenden Vorschriften der NPO verwiesen wird. Verstösse gegen die Nationalparkordnung i.S.v. Übertretungen werden mit Busse geahndet, sofern *nicht andere Strafbestimmungen in Betracht fallen* (Art. 8 Abs. 1 NPO). Der Vorbehalt „anderer“ Strafbestimmungen zielt insb. auf schweizerische Strafbestimmungen des Bundes- und kantonalen Umweltstrafrechts. Die unter Strafe gestellten Übertretungstatbestände (Art. 2 Abs. 1; Art. 3-5 NPO) sind Tätigkeits- oder Erfolgsdelikte. Gemäss Art. 2 Abs. 1 NPO darf der Nationalpark nur auf markierten Wegen und Routen begangen werden. Parkbesuche durch Jugendliche unter 15 Jahren sind nur in Begleitung von Erwachsenen gestattet, wobei sich Schulen und auch Gesellschaften von mehr als 20 Personen vor Betreten des Parks bei der Direktion anzumelden haben (Art. 3 NPO). Art. 4 NPO stellt ein generelles Jagd- und Fischereiverbot und Art. 5 NPO eine Reihe weiterer Verhaltensvorschriften auf. Art. 5 NPO enthält acht literae mit einem bunten Strauss von Verboten, der vom Feuermachen, Biwakieren, Abfälle wegwerfen etc. (lit. a) oder Sammelverbot für Pflanzen, Pilze, Beeren, (Tot-)Holz und Steinen (lit. d) bis zur Wegnahme oder Beschädigung von Niststätten, Eiern oder Bruten (lit. c) oder gar Tötung, Verletzung, Gefangennahme oder Beunruhigung („durch Lärmen, Schreien, Steinrollen etc.“) von Tieren (lit. b) reicht.

Einerseits ist das Blankett von Art. 8 NPG Delegationsgrundlage für den Erlass der NPO. Diese wurde durch den Grossen Rat des Kantons Graubünden erlassen und bedarf gem. Art. 7 NPG der Genehmigung des Bundesrates. Art. 8 NPO hält ausdrücklich fest, dass die darin aufgeführten Verstösse „gemäss Art. 8 (NPG)“ geahndet werden. Die in Art. 8 NPG verwendete Formulierung der Strafbestimmung, wonach die Zuwiderhandlung gegen „Vorschriften der Parkordnung, die unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels erlassen worden sind“, mit Busse bestraft wird, erinnert an Art. 292 StGB. Der wichtigste Unterschied besteht darin, dass sich Art. 8 NPG auf generell-abstrakte Vorschriften und nicht auf (individuell-)konkrete Verfügungen bezieht. Die Strafnormen des Art. 8 NPO gelten

<sup>1211</sup> Vgl. Botschaft NPG, BBl 1979 III, 705.

<sup>1212</sup> Art. 23e ff. NHG, in Kraft seit 1.12.2007.

<sup>1213</sup> Botschaft Teilrevision NHG, BBl 2005, 2161; *Wagner Pfeifer*, N 1178 ff.

<sup>1214</sup> Botschaft Teilrevision NHG, BBl 2005, 2161.

nach Ansicht des BJ als *Bestandteil des kantonalen (Bündner) Rechts*. Das NPG enthält keine eigene Regelung zu Fragen des strafrechtlichen Allgemeinen Teils. Einzige Ausnahme bildet Art. 8 Abs. 3 NPG, wonach Gegenstände eingezogen werden können, „die sich jemand entgegen der Parkordnung angeeignet hat“. Nach kantonalem Jagd- und Fischereigesetz sind Übertretungen von *kantonaalem* Recht auch in Form des Versuchs und der Gehilfenschaft strafbar.<sup>1215</sup> Für Verstösse gegen das Jagd- und Fischereiverbot von Art. 4 NPO werden in dem kantonalen Jagd- und Fischereigesetz spezielle Strafbestimmungen vorgesehen, die Bussen bis zu 20'000 SFr. festlegen (Art. 47 Abs. 1 KJG; Art. 36 Abs. 1 KFG). Art. 8 Abs. 1 Satz 2 NPO ermöglicht in Bagatellfällen eine Verwarnung. Gemäss Art. 8 Abs. 1 NPO werden Verstösse gegen die Parkordnung, soweit keine anderen Strafbestimmungen in Betracht fallen, mit Busse geahndet, wobei jedoch die Möglichkeit der blossen Verwarnung bei Bagatellfällen vorgesehen ist. Bei Verstössen gegen die Nationalparkordnung kann zusätzlich die kantonale Verordnung über die Erhebung von Ordnungsbussen (OBVN) herangezogen werden (Art. 8 Abs. 2 NPO). In deren Anhang befindet sich eine Bussenliste, die alle Tatbestände aufführt, welche im Ordnungsbussenverfahren geahndet werden. In Art. 2 OBVN werden die Parkaufsichtsorgane erneut als zuständige Organe zur Erhebung von Ordnungsbussen vorgesehen. Als Strafbehörde bestimmt Art. 8 Abs. 1 im Kanton Graubünden das Erziehungs-, Kultur- und Umweltdepartement. Im Anhang der OBVN liegt die Bussenliste vor, die Bussen in der Höhe zwischen 100 und 300 SFr. vorsieht.

Die Strafverfolgung obliegt gem. Art. 8 Abs. 2 NPG den Kantonen. Die Aufsicht im Park wird in Art. 8 NPG und in ergänzendem kantonalem Recht geregelt.<sup>1216</sup> Der Kanton Graubünden verleiht in der Nationalparkordnung, im kantonalen Jagd- und Fischereigesetz den *Nationalparkwächtern* die Ausübung der Aufsicht und erklärt sie zu Organen der Strafbehörden.<sup>1217</sup> Gemäss Art. 44 Abs. 2 KJG und Art. 33 Abs. 2 KFG haben Nationalparkwächter im Rahmen einer Strafverfolgung die gleichen Rechte und Pflichten wie die Kantonspolizei. Zur Stellung der amtlichen Jagd- und Fischereiaufsichtsorgane finden sich weitere Regelungen in den kantonalen Verordnungen. Die Aufgaben und Befugnisse der Jagdaufsichtsorgane und der Fischereiaufsicht richten sich nach der Strafprozessordnung und der kantonalen Einführungsgesetzgebung (BR 350.100). Bestimmte Rechte und Pflichten werden in einer nicht abschliessenden Aufzählung explizit erwähnt, wie beispielsweise die Anzeigepflicht bei Widerhandlungen gegen das Jagd- oder Fischereigesetz.<sup>1218</sup>

### III. Zusammenfassung

Der strafrechtliche Schutz durch NPG und NPO erscheint auf die besonderen Bedürfnisse des Nationalparks mit seinem nicht unbeträchtlichen Besucheraufkommen zugeschnitten.<sup>1219</sup> Aufgrund des Vorbehalts zugunsten der anderen Strafbestimmungen des Umweltrechts von Bund und Kanton Graubünden sind keine spezifischen Strafbarkeitslücken ersichtlich.

---

<sup>1215</sup> Art. 47 Abs. 1 Kantonales Jagdgesetz (KJG); Art. 36 Abs. 1 Kantonales Fischereigesetz (KFG). Kantonales Jagdgesetz vom 4. Juni 1989, Kanton Graubünden, SR 740.000; Kantonales Fischereigesetz vom 26.11.2000, Kanton Graubünden, 760.00.

<sup>1216</sup> *Munz/Bryner/Siegrist*, 51.

<sup>1217</sup> Siehe Art. 8 NPO; Art. 44 Abs. 1 und 2 KJG; Art. 33 Abs. 1 und 2 KFG.

<sup>1218</sup> Siehe Art. 31 KJV; Art. 18 KfV.

<sup>1219</sup> S. insb. auch die Möglichkeit der Verwarnung und das Ordnungsbussenverfahren.

## K. Fischereigesetz

Art. 79 BV gibt dem Bund im Bereich der Jagd sowie der Fischerei lediglich eine Grundsatzgesetzgebungskompetenz. Dies ist historisch in der Fischereihoheit (Regal) der Kantone begründet. Das auf Art. 79 und 78 BV (Natur und Heimatschutz) abgestützte BG über die Fischerei vom 21. Juni 1991 (BGF)<sup>1220</sup> ist als erweiterter Rahmenerlass ausgestaltet und regelt in Art. 1 Grundsätze zur nachhaltigen Ausübung der Fischerei und zum Schutze der Artenvielfalt, der Lebensräume einheimischer Tiere sowie bedrohter Arten.<sup>1221</sup>

### I. Allgemeines

Die Strafbestimmungen des BGF befinden sich in dessen 7. Abschnitt in den Art. 16 und 17 BGF. Es handelt sich um Allgemeindelikte. Die Vergehenstatbestände (und in ihrer fahrlässigen Variante: Übertretungstatbestände) von Art. 16 sind als *Verletzungs- und Gefährdungsdelikte* ausgestaltet. Die Übertretungstatbestände in Art. 17 sind reine *Tätigkeitsdelikte* und bilden *abstrakte Gefährungsdelikte*.<sup>1222</sup> Auf vorsätzliche Verstösse gegen Art. 16 steht Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen (Abs. 1) während die fahrlässige Zuwiderhandlung mit Busse bis zu 20'000 SFr. geahndet (Abs. 2) wird. Art. 17 BGF sieht für vorsätzliche Übertretungen Busse bis zu 20'000 SFr. (Abs. 1) vor. Auf die fahrlässige Begehung steht gemäss Art. 333 Abs. 3 Sätze 1, 2 und Abs. 7 sowie Art. 106 Abs. 1 StGB Busse bis zu 10'000 SFr. (Abs. 3).<sup>1223</sup> Versuch und Gehilfenschaft sind strafbar (Abs. 2).

Art. 18 BGF erklärt die Art. 6 und 7 VStrR für anwendbar. Art. 19 Abs. 1 BGF sieht ein bis zu fünfjähriges Verbot der Fischereiausübung bei Fischereivergehen oder bei schweren oder wiederholten Fällen von Übertretungen vor. Dazu kommt die Möglichkeit der Entziehung der Fischereiberechtigung.

Gemäss Art. 20 Abs. 1 BGF ist die Strafverfolgung Sache der Kantone. Ausgenommen sind Widerhandlungen bei der Einfuhr, welche das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen beurteilt, sowie Widerhandlungen gegen das Zollgesetz, welche von der Eidgenössischen Zollverwaltung verfolgt und beurteilt werden (Abs. 2). Insoweit regelt Abs. 3 die Konkurrenzen in Bezug auf andere Bundesgesetze<sup>1224</sup>, welche von der gleichen Bundesbehörde verfolgt werden. Anwendbar ist die Strafe für die schwerste Widerhandlung, die angemessen zu erhöhen ist.

### II. Die einzelnen Strafbestimmungen

#### 1. Vergehen: Art. 16 BGF

##### a. Art. 16 Abs. 1 lit. a BGF

Gem. Art. 16 Abs. 1 lit. a BGF wird bestraft, wer „unbefugte technische Eingriffe“ gemäss Art 8 BGF „vornimmt“. Art. 8 BGF regelt die *Bewilligungspflichten* für technische Eingriffe. Bewilligungspflichtig und damit unbefugt, wenn sie ohne Bewilligung stattfinden, sind gemäss Abs. 1 „Eingriffe in die Gewässer, ihren Wasserhaushalt oder ihren Verlauf sowie Eingriffe in die Ufer und den Grund von Ge-

---

<sup>1220</sup> SR. 923.0.

<sup>1221</sup> *Wagner Pfeiffer*, N 1349, 1352; vgl. Botschaft des Bundesrates zum Bundesgesetz über die Fischerei vom 24.1.1973, BBl 1973 I, 677 ff. und zum Gesetzeszweck Art. 1 BGF.

<sup>1222</sup> Zur Definition siehe oben Teil 2/B.IV.

<sup>1223</sup> Vgl. Komm.NHG-Ronzani, Art 24a N. 1, 37.

<sup>1224</sup> Im Einzelnen handelt es sich um BGCITES, TSchG, ZollG, LMG und TSG.

wässern“, sofern „sie die Interessen der Fischerei berühren können“, wie die Nutzung der Wasserkräfte, die Seeregulierung, die Fluss- und Bachverbauung sowie Uferrodung, die Schaffung künstlicher Fliessgewässer, die Verlegung von Leitungen in Gewässer, die Gewinnung und das Waschen von Kies, Sand und anderen Stoffen in Gewässern und die Wasserentnahme.<sup>1225</sup>

#### **b. Art. 16 Abs. 1 lit b BGF**

Art. 16 Abs. 1 lit. b BGF bestraft die Missachtung von „Bedingungen oder Auflagen“, die gemäss Art. 9 Abs. 1 BGF an eine Bewilligung gemäss Art 8 BGF geknüpft sind. Hierbei geht es um Massnahmen, die geeignet sind, günstige Lebensbedingungen für Wassertiere zu schaffen, die freie Fischwanderung sicherzustellen, natürliche Fortpflanzung zu ermöglichen und zu verhindern, dass Fische und Krebse durch bauliche Anlagen oder Maschinen getötet oder verletzt werden.<sup>1226</sup>

#### **c. Art. 16 Abs. 1 lit. c und d BGF**

Gemäss lit. c wird bestraft, wer ohne behördliche Bewilligung „landes- oder standortfremde Arten, Rassen und Varietäten“ gemäss Art. 6 Abs. 1 „[...] einführt oder einsetzt“<sup>1227</sup>.

Des Weiteren ist gemäss lit. d auch die Abgabe oder Verwendung „als lebende Köder“ gemäss Art. 6 Abs. 4 BGF strafbar.

## **2. Übertretungen: Art. 17 BGF**

#### **a. Art. 17 Abs. 1 lit. a BGF**

Art. 17 Abs. 1 lit. a BGF erfasst die Verstösse gegen Schonbestimmungen gemäss Art. 4 BGF. Die Schonbestimmungen schliessen Bestimmungen von Bund oder Kantonen über die Dauer von Schonzeiten, die Mindestfangmasse (Abs. 1 lit. a und b) sowie auch die Schaffung von Schongebieten und das „Zurückversetzen von Fischen und Krebsen, die während der Schonzeit gefangen werden oder das Fangmindestmass nicht erreichen“ (Abs. 2 lit. a und b) ein.

#### **b. Art. 17 Abs. 1 lit. b BGF**

Gemäss lit. b wird ebenfalls bestraft, wer „Fische, Krebse oder Fischnährtiere, von denen er weiss oder annehmen muss, dass sie durch eine strafbare Handlung erlangt worden sind, erwirbt, sich schenken lässt oder absetzt“. Als Nachtat setzt Art. 17 Abs. 1 lit. b eine strafbare Vortat voraus, wobei neben den Tatbeständen des StGB insbesondere auch Verstösse gegen die Schutzbestimmungen im BGF und anderen Erlassen aus den Bereichen des Tier- und Umweltschutzes denkbar sind. Die Tathandlung des Erwerbens, sich Schenken lassens oder Absetzens sind in Anlehnung an die Hehlerei als abschliessend zu betrachten, wobei das sich schenken lassen lediglich ein Beispielsfall des Erwerbs ist.<sup>1228</sup> Der subjektive Tatbestand setzt, wie dies auch für die Hehlerei (Art 160 StGB) zutrifft, voraus, dass der Täter vorsätzlich, also zumindest mit *dolus eventualis*, hinsichtlich aller objektiven Tatbestandsmerkmale handelt, so auch hinsichtlich des Umstands, dass die Fische, Krebse oder Fischnährtiere durch eine strafbare Handlung erlangt wurden. Nicht erforderlich ist eine genauere Kenntnis über die Art der Vortat bzw. den Täter.<sup>1229</sup> Analog zur Hehlerei ist von der Straflosigkeit der

---

<sup>1225</sup> Nicht abschliessende Aufzählung des Art. 8 Abs. 3 Bst. a-h BGF.

<sup>1226</sup> *Wagner Pfeiffer*, N 1358 ff.

<sup>1227</sup> Als Einsetzen gilt gemäss Art 6 Abs. 5 VBGF „jedes Einbringen [...] in natürliche oder künstliche, öffentliche oder private Gewässer, einschliesslich Fischzuchtanlagen, Gartenteiche und Aquarien.“ Vgl. auch *Wagner Pfeiffer*, N 1363.

<sup>1228</sup> Zu den Tathandlungen vgl. BSK StGB II-*Weissenberger*, Art. 160 N 38 ff.

<sup>1229</sup> BSK StGB II-*Weissenberger*, Art. 160 N 68 ff.



fahrlässigen Begehung auszugehen. Im Lichte der Ausführungen<sup>1230</sup> zur ebenso überflüssigen wie missverständlichen Formel „wissen oder annehmen müssen“ wird auch hier deren Streichung empfohlen. Im Übrigen wird sinngemäss auf die obigen Ausführungen zur Jagdhehlerei gem. Art. 17 Abs. 1 lit. d JSG verwiesen.<sup>1231</sup>

Vorschlag

*b. Fische, Krebse oder Fischnährtiere, ~~von denen er weiss oder annehmen muss, dass sie~~ die ein anderer durch eine strafbare Handlung nach diesem Gesetz erlangt hat ~~worden sind~~, erwirbt, sich schenken lässt oder ~~absetzt~~ veräussern hilft;*

#### **c. Art. 17 Abs. 1 lit. c BGF**

Die „Generalklausel“<sup>1232</sup> von lit. c. dient in Anlehnung an Art. 24a Abs. 1 lit. b NHG einerseits der *verwaltungsakzessorischen* Ahndung anderweitiger Verstösse gegen das BGF oder gegen „Vorschriften des Bundesrates, deren Verletzung dieser mit Strafe bedroht“. Die erste Variante des „in anderer Weise diesem Gesetz“ Zuwiderhandeln etabliert eine grenzenlose Blankettnorm, welche das verbotene Verhalten nicht einmal im Ansatz definiert. Sie erscheint mit Blick auf das Bestimmtheitsgebot *nicht* haltbar. Die zweite Variante, die sich auf Vorschriften des Bundesrats bezieht, ist ein externer Pauschalverweis, der immerhin fordert, dass die Verletzung solcher Vorschriften mit „Strafe bedroht“ ist. Dabei bleibt schon offen, welche Vorschriften des BGF als Grundlage für eine Delegation der Strafgesetzgebungskompetenz an den Bundesrat in Frage kommen. Es wird empfohlen, diese Ausführungsnormen durch Verweisung in Klammern zu nennen – und soweit bereits Verordnungen erlassen worden sind, wenigstens in Fussnoten der elektronischen Gesetzesausgaben auf diese Verordnungen zu verweisen.

Andererseits sichert lit. c 3. Alt. als *verwaltungsaktakzessorischer Ungehorsamstatbestand* die Durchsetzung der Verbote oder Gebote, welche in Einzelverfügungen erlassen werden. Die betreffende Verfügung „muss“ unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels an den Adressaten gerichtet werden.<sup>1233</sup>

### **III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot**

Art. 17 Abs. 1 lit. c 1. Alt. BGF ist zufolge Verstosses gegen Art. 1 StGB zu streichen.

Vorschlag

*c. ~~in anderer Weise diesem Gesetz~~, den Vorschriften des Bundesrates, deren Verletzung dieser mit Strafe bedroht, oder einer unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels an ihn gerichteten Einzelverfügung zuwiderhandelt.*

### **IV. Wertungskongruenzen**

Es leuchtet nicht wirklich ein, dass die illegale Fischerei (Art. 17 Abs. 1 lit. a BGF) und die Fischhehlerei (Art. 17 Abs. 1 lit. b) *Übertretungen* bilden, die parallelen Vorschriften des unberechtigten Jagens

---

<sup>1230</sup> S. oben Teil 3/B.I.3.

<sup>1231</sup> Oben Teil 3/F.II.1.d.

<sup>1232</sup> Botschaft BBl 1973 I, (677) 696.

<sup>1233</sup> S. oben Teil 2/D.II.2.

und der Jagdhehlerei von Art. 17 Abs. 1 lit. a und d JSG dagegen *Vergehen*. Die Straftatbestände dürften in die eine oder die andere Richtung zu harmonisieren sein.

## V. Zusammenfassung

Das Strafmass für die Widerhandlung gegen Art. 16 Abs. 1 BGF beträgt nur die Hälfte (sechs Monate Freiheitsstrafe) desjenigen beim Vergehenstatbestand des Jagdgesetzes (Art 17 Abs. 1: ein Jahr Freiheitsstrafe). Dieser Unterschied erscheint nicht leicht erklärbar und bedarf einer Überprüfung. Möglicherweise wiegt die Tötung von Säugetieren und Vögeln für den Menschen jedoch schlicht gefühlsmässig schwerer als die von stummen Fischen. Denkbar erschiene aber auch eine Angleichung der Strafobergrenze.

## L. Natur-/Heimatschutzgesetz

Art. 78 BV unterstellt den Natur- und Heimatschutz grundsätzlich der Kompetenz der Kantone (Abs.1). Die Vorschrift gibt dem Bund aber weitgehende Möglichkeiten, Schutzobjekte von nationaler Bedeutung, darunter insbesondere auch „Moore und Moorlandschaften von besonderer Schönheit und gesamtschweizerischer Bedeutung“ (Abs. 5) zu erwerben oder zu sichern (Abs. 2, 3). Der Bund erlässt zudem „Vorschriften zum Schutz der Tier- und Pflanzenwelt und zur Erhaltung ihrer Lebensräume in der natürlichen Vielfalt“ und „schützt bedrohte Arten vor der Ausrottung“.<sup>1234</sup> Diesem Auftrag ist der Bund durch den Erlass des BG über den Natur- und Heimatschutz vom 1. Juli 1966 (NHG)<sup>1235</sup> nachgekommen. Geschützt werden nach Art. 1 NHG das heimatliche Landschafts- und Ortsbild, die geschichtlichen Stätten sowie die Natur- und Kulturgüter, die die einheimische Tier- und Pflanzenwelt sowie ihre biologische Vielfalt und ihren natürlichen Lebensraum, so insb. Biotope und Moore von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung.

Moorlandschaften geniessen seit der eidg. Volks-Initiative zum Schutz der Moore (Rothenthurm-Initiative)<sup>1236</sup>, die Ende 1987 angenommen wurde, in der Schweiz einen besonderen Schutzstatus. Es gibt verschiedene Verordnungen auf nationaler Ebene, die bestimmte Gebiete schützen, so die Auenverordnung, die Hochmoorverordnung, die Flachmoorverordnung, die Amphibien-Laichgebietsverordnung, die Moorlandschaftsverordnung und die Trockenwiesenverordnung.<sup>1237</sup> In deren Anhängen werden die geschützten Gebiete jeweils präzise aufgelistet. Einige Flächen sind durch mehrere Verordnungen geschützt.

---

<sup>1234</sup> SGKomm.BV-Marti, Art. 78 N 22 f.; Wagner Pfeiffer, N 1029 ff., 1033 ff.

<sup>1235</sup> SR 451.

<sup>1236</sup> Auslöser war, dass das Militär in der Moorlandschaft von Rothenthurm (Kanton Schwyz) einen Waffenplatz plante. Die BV sollte um den neuen Art. 24sexies Abs. 5 ergänzt werden: „Moore und Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung sind Schutzobjekte. Es dürfen darin weder Anlagen gebaut noch Bodenveränderungen irgendwelcher Art vorgenommen werden. Ausgenommen sind Einrichtungen, die der Aufrechterhaltung des Schutzzweckes und der bisherigen landwirtschaftlichen Nutzung dienen“.

<sup>1237</sup> In der gleichen Reihenfolge: SR 541.31; SR 451.32; SR 451.33; SR 451.34; 451.35; SR 451.37.

## I. Allgemeines

Die Strafbestimmungen des NHG befinden sich in dessen 4. Abschnitt, in Art. 24 und 24a NHG. Es handelt sich um Allgemeindelikte.<sup>1238</sup> Die Vergehenstatbestände von Art. 24 NHG sind als *Erfolgs-* und *Verletzungsdelikte* ausgestaltet, die trotz unterschiedlicher Formulierung im Einzelnen, „der Sache nach mindestens eine schwere Beschädigung des Schutzobjekts“ erfordern. Die Übertretungstatbestände in Art. 24a NHG bilden abstrakte Gefährdungsdelikte.<sup>1239</sup> Auf vorsätzliche Verstösse gegen Art. 24 NHG steht Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe (Abs. 1) die fahrlässige Zuwiderhandlung wird mit Busse bis Fr. 40'000.- geahndet, was zur Konsequenz hat, dass Art. 24 NHG auch Übertretungstatbestände enthält.

Art. 24a Abs. 1 NHG sieht Busse bis zu Fr. 20'000.- vor. Auf die fahrlässige Begehung steht gemäss Art. 333 Abs. 3 und Abs. 7 i.V.m. Art. 106 Abs. 1 StGB Busse bis zu Fr. 10'000.-<sup>1240</sup>. „(W)er vorsätzlich keine oder falsche Angabe nach Artikel 23o macht“ wird gemäss Art. 24a Abs. 2 NHG mit Busse bis Fr. 100'000.-, bei Fahrlässigkeit bis zu Fr. 40'000.- bestraft. Versuch und Helferschaft sind mangels einer spezifischen Regelung im NHG gemäss Art 333 Abs. 1 i.V.m. Art 105 Abs. 2 StGB nicht strafbar.<sup>1241</sup>

Art. 24b NHG erklärt Art. 6 und 7 VStrR für anwendbar. Art 24c NHG verweist, im Sinne eines unechten Vorbehalts (da gemäss Art. 333 Abs. 1 StGB der Allgemeine Teil des StGB ohnehin anwendbar ist) auf die Einziehung gemäss Art. 69 StGB.

Die Strafverfolgungskompetenz ist, gemäss Art. 24d NHG Sache der Kantone mit Ausnahme der in Art. 24h NHG geregelten Vollzugskompetenzen des Bundes.

## II. Die einzelnen Strafbestimmungen

### 1. Vergehen: Art. 24 NHG

#### a. Ohne Berechtigung

Der Ingress des Tatbestands von Art. 24 Abs. 1 NHG verlangt ausdrücklich, dass der Täter „ohne Berechtigung“ handelt. Nach *Ronzani* weist dieses Merkmal darauf hin, dass die normalerweise im Strafrecht indizierte Rechtswidrigkeit nicht zum Zuge kommt. Die Bejahung der Rechtswidrigkeit sei vielmehr vom Fehlen einer Bewilligung abhängig und das Vorhandensein einer Bewilligung rechtfertigender Unrechtsausschluss.<sup>1242 1243</sup>

Die Tathandlungen von Art. 24 lit. a-c NHG erfordern die zumindest schwere Beschädigung der geschützten Rechtsgüter. Eine Berechtigung für ein (solches), an sich tatbestandsmässiges Verhalten erscheint nur in *Ausnahmefällen* angezeigt. Entsprechend sieht die Marginalie von Art. 22 NHG (lediglich) „Ausnahmebewilligungen“ für das „Sammeln und Ausgraben geschützter Pflanzen und das

<sup>1238</sup> Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. Art. 24- 24e N 15.

<sup>1239</sup> Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. Art. 24- 24e, N 9 f, Art. 24 N 5, 12, 20. Einzig Art. 24a Abs. 1 lit b NHG i.V.m. Art. 20 NHG und Art. 20 Abs. 2 lit. b NHV ist ein *reines Vorsatzdelikt* (ebd. N 28).

<sup>1240</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 8, 15.

<sup>1241</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 1, 37.

<sup>1242</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 33.

<sup>1243</sup> S. oben Teil 2/D.II.4.

Fangen von Tieren zu wissenschaftlichen sowie zu Lehr- und Heilzwecken“ (Abs. 1) bzw. zur „Beseitigung der Ufervegetation in durch die Wasserpolizei oder Gewässerschutzgesetzgebung erlaubten Fällen“ (Abs. 2) vor.<sup>1244</sup> Die zulässige Gestaltung und Nutzung von Moorlandschaft<sup>1245</sup> gemäss Art 23d NHG wird i.d.R die Schwelle der schweren Beschädigung nicht erreichen. Die Verhaltensvorschriften des Art. 24 NHG konstituieren deshalb *repressive Verbote* mit Befreiungsvorbehalt. Insoweit handelt es sich um eigentliche *Ausnahmebewilligungen* und nicht um präventive Verbote mit Erlaubnisvorbehalt.<sup>1246</sup> Die „Berechtigung“ hebt demnach bloss die Rechtswidrigkeit auf. Im Irrtumsfall, dass eine Bewilligung nicht erforderlich sei, liegt somit lediglich ein Verbotsirrtum gemäss Art 21 StGB vor.<sup>1247</sup>

## **b. Erhebliche Schädigung**

Als Tathandlung kommt gemäss Art. 24 Abs. 1 lit. a und c NHG, jede Handlung (Unterlassung) oder Entscheidung in Frage, die in irgendeiner Weise für sich allein oder zusammen mit anderen Einzelbelastungen direkt oder indirekt und in einer für den Täter konkret vorhersehbaren Weise die Zerstörung<sup>1248</sup> oder erhebliche Beschädigung<sup>1249</sup> eines Schutzobjekts zur Folge hat.<sup>1250</sup> Der erforderliche Erfolg setzt somit schwerwiegende Fälle mit erheblichem Unrechtsgehalt voraus. Er ist dann erfüllt, „wenn durch die Tathandlung ein für das Schutzobjekt konstitutives oder wesentliches Element“ vernichtet wurde oder wenn die Schädigung eine Intensität erreicht, welche den „Fortbestand des Objektes“ einer „ernsthafte(n)“ Gefahr aussetzt.<sup>1251</sup>

Gleiches gilt auch für die Tatbestandsvariante von Art. 24 Abs. 1 lit. b NHG<sup>1252</sup>, wo das Mindestefordernis einer erheblichen Schädigung durch die Wendung „oder auf andere Weise zum Absterben bringt“ zum Ausdruck gebracht wird. Damit wird letztlich kein Endzustand beschrieben, sondern eine unumkehrbare „Erfolgstendenz“. Der Erfolg ist dann eingetreten, wenn ein „irreversible(r) Prozess“ zur ganzen oder teilweisen „Zerstörung der typischen Vegetation“ in Gang gesetzt wurde. Der Erfolgseintritt erfordert bei lit. b somit lediglich das Ingangsetzen dieses unumkehrbaren Kausalprozesses.<sup>1253</sup>

## **c. Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG**

Bestraft wird gemäss Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG, wer ohne Berechtigung „ein aufgrund dieses Gesetzes geschütztes Natur- oder Kulturdenkmal, eine geschützte geschichtliche Stätte, eine geschützte Naturlandschaft oder ein geschütztes Biotop zerstört oder schwer beschädigt“.

Die Bestimmung schützt Naturgüter für die ein rechtswirksamer Schutzbeschluss vorliegt. Erfasst sind dadurch u.a. Landschaften von nationaler Bedeutung und Biotope unter Einschluss von Mooren von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung.<sup>1254</sup> Entsprechende Schutzbeschlüsse enthalten vorab die Inventare des Bundesrates wie das BLN (Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmä-

<sup>1244</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 33 f.; Jenny/Kunz, 66 ff.

<sup>1245</sup> Wagner Pfeiffer, N 1120 ff.

<sup>1246</sup> Vgl. oben Teil 2/D.II.1.

<sup>1247</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 33.

<sup>1248</sup> Analog zu Art. 144 StGB, ist die Zerstörung gleichzusetzen mit der völligen Vernichtung der Substanz. Stra-  
tenwerth/Jenny/Bommer, BT I § 14 N 48.

<sup>1249</sup> Das Beschädigen umfasst Substanzveränderung, Minderung der Funktionsfähigkeit und Minderung der Ansehnlichkeit (BGE 115 IV 26, 28), BSK StGB II-Weissenberger, Art. 144 N 21 ff.

<sup>1250</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 5.

<sup>1251</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 5.

<sup>1252</sup> Jenny/Kunz, 42.

<sup>1253</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 12.

<sup>1254</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 2. Sowie Wagner Pfeiffer, N 1076 ff., 1113 ff.

ler)<sup>1255</sup>, aber auch die Inventare im Anhang an diverse Verordnungen wie zur Hochmoorverordnung (HMV)<sup>1256</sup> oder der Flachmoorverordnung (FMV)<sup>1257</sup>, der Auenverordnung (AuenV)<sup>1258</sup> und der Moorlandschaftsverordnung (MLV)<sup>1259</sup>. Unter Schutz gestellt werden können Kultur- und Naturgüter auch durch Erwerb seitens des Bundes (Art 15 NHG) oder durch vorsorgliche Massnahmen (Art. 16 NHG) sowie Biotope und Moorlandschaften durch kantonale Schutzverordnungen oder Raumpläne.<sup>1260</sup>

Die Tathandlung besteht in einem Verursachungsverbot, wobei nach den allgemeinen Regeln grds. Mitverursachung genügt.<sup>1261</sup> Der Taterfolg erfordert „eine Verschlechterung, die hinsichtlich der Schutzziele eine tiefgreifende, tendenziell langfristige Veränderung, von einer gewissen Dauerhaftigkeit“ bewirkt.<sup>1262</sup> Soweit ein Biotop vorliegt, geht Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG konkurrenzrechtlich dem Übertretungstatbestand des Art. 18 Abs. 1 lit. g JSG vor, der das Abbrennen von Böschungen, Feldraine oder Weiden und das Beseitigen von Hecken als Übertretung erfasst.

#### **d. Art. 24 Abs. 1 lit. b NHG**

Lit. b bildet eine Sonderbestimmung zum Biotopschutz von lit. a.<sup>1263</sup> Sie erfasst denjenigen, der „Ufervegetationen<sup>1264</sup> im Sinne von Artikel 21 rodet, überschüttet oder auf andere Weise zum Absterben bringt“. Ufervegetationen stehen unmittelbar und „ohne einen konkretisierenden Schutzbeschluss“ unter strafrechtlichem Schutz. Diese „originär (straft-)gesetzliche Definition des Schutzgutes ohne zusätzliche Konkretisierung durch einen Verwaltungsakt“ erscheint „vorab historisch bedingt“, stand der Uferschutz neben dem Artenschutz doch „am Anfang des Biotopschutzes“. Als Ufervegetationen gelten, gemäss Art 21 Abs. 1 NHG „Schilf- und Binsenbestände, Auenvegetationen sowie andere natürliche Pflanzengesellschaften im Uferbereich“.<sup>1265</sup>

Art. 24 Abs. 1 lit. b NHG wiederholt die durch Art. 21 NHG verbotenen Handlungen im Wortsinn. Die Rodung und Überschüttung sind Beispiele für das „zum Absterben bringen“, setzen diese „Erfolgsintensität“, die auch „auf andere Weise“ (z.B. Einwirkung auf Wasserführung, Grundwasserspiegel oder Fliesseigenschaften) herbeigeführt werden kann, aber auch voraus.<sup>1266</sup> Der Erfolgseintritt ist als „Erfolgstendenz“ formuliert. Durch die Tathandlung müssen deshalb die Bedingungen gesetzt worden sein, „die zur Zerstörung der typischen Vegetationen (oder Teilen davon) führen und insofern einen irreversiblen Prozess auslösen.“<sup>1267</sup>

---

<sup>1255</sup> Dazu: Komm.NHG-*Leimbacher*, Art. 5 sowie *Wagner Pfeiffer*, N 1040 ff., 1077.

<sup>1256</sup> Verordnung über den Schutz der Hoch- und Übergangsmoore von nationaler Bedeutung vom 21.1.1991 (Hochmoorverordnung, SR 451.32).

<sup>1257</sup> Verordnung über den Schutz der Flachmoore von nationaler Bedeutung vom 7.9.1994, (Flachmoorverordnung, SR 451.33).

<sup>1258</sup> Verordnung über den Schutz der Auengebiete von nationaler Bedeutung vom 28.10.1992 (Auenverordnung, SR 451.31).

<sup>1259</sup> Verordnung über den Schutz der Moorlandschaften von besondere Schönheit und nationaler Bedeutung vom 1.5.1996 (Moorlandschaftsverordnung, SR 451.35).

<sup>1260</sup> Siehe im Einzelnen Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 3. Sowie zu den kantonalen Kompetenzen im Allg. *Wagner Pfeiffer*, N 1131 ff.

<sup>1261</sup> Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 6 f. mit Beispielen.

<sup>1262</sup> Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 5. Siehe auch ebd., N 20.

<sup>1263</sup> Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 16.

<sup>1264</sup> *Wagner Pfeiffer*, N 1104 ff.

<sup>1265</sup> Komm.NHG-*Jenni*, Art. 21 N 11 ff.; Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 11.

<sup>1266</sup> Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 12 f.

<sup>1267</sup> Komm.NHG-*Ronzani*, Art. 24 N 12.

### e. Art. 24 Abs. 1 lit. c NHG

Lit. c erfasst als Erfolgsdelikt und *lex specialis* zu lit. a die Zerstörung oder schwere Beschädigung „im Boden enthaltener Naturkörper oder Altertümer von wissenschaftlichem Wert (Art. 724 Abs. 1 ZGB)“.

Die Begriffe „Naturkörper“ wie z.B. Meteore, Versteinerungen, Mineralien, Findlinge, sowie archäologische Überreste von Menschen, Tieren und Pflanzen<sup>1268</sup> und „Altertümer“<sup>1269</sup> entsprechen der Terminologie von Art. 724 ZGB (wissenschaftliche Gegenstände) mit dessen Schutzgegenstand sie weitestgehend deckungsgleich sind. Abweichungen ergeben sich aus den unterschiedlichen Schutzrichtungen. Während das ZGB in erster Linie eigentumsrechtliche Interessen verfolgt und sich entsprechend auf herrenlose Sachen beschränkt, verfolgt das NHG Denkmalschutzinteressen.<sup>1270</sup> Die Vorschrift erfasst nur „im Boden enthaltene“ Denkmäler von wissenschaftlichem Wert, gleichgültig ob herrenlos oder eigentumsrechtlich geschützt.<sup>1271</sup>

Als Taterfolg vorausgesetzt ist, dass das Objekt in Substanz oder Erscheinungsbild derart beeinträchtigt ist, dass sein wissenschaftlicher Wert als Denkmal verloren geht oder nur mit erheblichem Aufwand gerettet werden kann.<sup>1272</sup>

## 2. Übertretungen: Art. 24a NHG

### a. Allgemein

Die Strafvorschriften des Art. 24a NHG dienen einerseits „der Sicherung des Verwaltungsvollzugs des NHG“, <sup>1273</sup> andererseits sanktionieren sie die Übertretungen von gestützt auf das NHG erlassenen Ausführungsvorschriften.<sup>1274</sup> Im Einzelnen ist die Schutzrichtung der drei *literae* unterschiedlicher Art.

### b. Art. 24a Abs. 1 lit. a NHG

Die verwaltungsaktakzessorische Vorschrift konkretisiert den allgemeinen Ungehorsamstatbestand des Art. 292 StGB, kriminalisiert jedoch auch Fahrlässigkeit.<sup>1275</sup> Ihr Anwendungsbereich betrifft die Nichterfüllung einer Auflage oder Bedingung, die die Gewährung eines Bundesbeitrags (z.B. Art. 13, 18c, 18d, 23c NHG sowie Art. 7 NHV aber auch Art. 14 und 14a NHG) geknüpft worden ist.<sup>1276</sup> In der Verfügung oder Vereinbarung muss ausdrücklich auf Art. 24a Abs. 1 lit. a NHG und die dort angedrohte Strafe (Busse bis Fr. 20'000.-) hingewiesen werden.<sup>1277</sup> Die Tathandlung besteht in der Nichterfüllung bzw. nicht vollständigen Erfüllung einer Bedingung oder Auflage, mit der die Gewährung

<sup>1268</sup> Dazu: Komm.NHG-Rohrer, Begriffe N 16; Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 16.

<sup>1269</sup> Dazu: Komm.NHG-Rohrer, Begriffe N 35.

<sup>1270</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 15, 18.

<sup>1271</sup> Das ursprünglich vorangestellte „erheblich“ wurde durch die Redaktionskommission der Bundesversammlung gestrichen.

<sup>1272</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 20.

<sup>1273</sup> Die Eigenschaft als Biotope wird bei Hecken gem Art. 18 Abs. 1<sup>bis</sup> NHG Biotope vermutet s. auch die Kriterien und Indikatoren in Art. 14 Abs. 3 NHV. In BGE 133 II 220 E. 2.3, 224 vermerkt das BGer eine gewisse Parallelität der natur- und heimatrechtlichen Vorschriften mit Art. 18 Abs. 1 lit. g JSG betr. Schutz von (Jagd-)Landschaft, dessen mögliche Überführung ins NHG *oben* Teil 3/F.II.2.h. aufgeworfen worden ist (m.H. auf Rausch/Griffel, Ergänzungsbd., N 613). Im Zweifel ist die Norm jedoch wohl eher am jetzigen Standort zu belassen.

<sup>1274</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 1.

<sup>1275</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 8.

<sup>1276</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 3 f., 7.

<sup>1277</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 6.

eines Bundesbeitrags verknüpft worden ist. Die Verbotsmaterie ist daher der ausreichend präzise vorzunehmenden Formulierung der betreffenden Auflage oder Bedingung zu entnehmen.<sup>1278</sup>

### c. Art. 24a Abs. 1 lit. b NHG

Die „Sammelblankettnorm“ von lit. b dient *als verwaltungsaktakzessorischer Ungehorsamstatbestand* einerseits der strafbewehrten Durchsetzung der Verbote oder Gebote, welche in Ausführung der einzelnen genannten Artikel des NHG in Form von Individualverfügungen oder Vereinbarungen mit einem bestimmten Adressaten erlassen werden. Andererseits ermöglicht sie – und insoweit ist sie nicht bedenkenfrei – die *verwaltungsrechtsakzessorische* Ahndung der Übertretung von „Allgemeinverfügungen und generell-abstrakte(n) Normen in Ausführung des NHG“.<sup>1279</sup> Art. 24a Abs. 1 lit. b setzt zwingend voraus, dass die Übertretung der Ausführungsvorschrift „als strafbar erklärt worden ist“. Bei Allgemeinverboten bzw. -geboten muss die Strafbarkeitserklärung im betreffenden Erlass enthalten sein. Bei Individualverfügungen, Nutzungsplänen, Vereinbarungen und Auflagen bzw. Bedingungen ist die Strafbarkeit explizit vorzusehen.<sup>1280</sup> Der Bund kann gestützt auf Art. 16 NHG zum Schutze von unmittelbar gefährdeten Naturlandschaften, geschichtlichen Stätten oder Kulturdenkmälern von nationaler Bedeutung vorsorgliche Massnahmen erlassen, wobei Art. 24a Abs. 1 lit. b NHG Art 24 Abs. 1 lit. a in „dem Sinne (ergänzt), als er“ weder eine Beeinträchtigung noch eine (konkrete oder abstrakte) Gefährdung des Schutzobjekts erfordert.<sup>1281</sup> Die Tathandlung ergibt sich aus der konkreten behördlichen Verfügung oder Vereinbarung, welche vom EDI als zuständige Behörde erlassen sein und dem Bestimmtheitsgebot genügen muss.<sup>1282</sup>

Weiter werden mit dieser Bestimmung Verstösse gegen den *Biotopschutz* (einschliesslich Moorschutz) dienende Ausführungsvorschriften gemäss Art. 18, 18a, 18b und 18c NHG unter Strafe gestellt, seien dies Erlasse oder Anordnungen des eidgenössischen, kantonalen und kommunalen Rechts. Tathandlung ist der Verstoss gegen das im konkreten Ausführungserlass, der Verfügung oder Vereinbarung umschriebene konkrete Ge- bzw. Verbot.<sup>1283</sup> Wird durch die Tathandlung auch der Tatbestand von Art. 24 Abs. 1 lit. a NHG erfüllt, also ein Biotop zerstört oder schwer beschädigt, so kommt ausschliesslich eine Strafbarkeit nach diesem in Betracht.<sup>1284</sup>

Art. 23c und Art. 25b NHG dienen dem Schutz und der *Wiederherstellung von Mooren und Moorlandschaften* von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung. Art 23d NHG regelt die zulässige Gestaltung und Nutzung. Art. 23c Abs. 2 NHG ermöglicht hierfür in sinngemässer Anwendung von Art 18a Abs. 3 und 18c NHG Schutzmassnahmen, u.a. durch Vereinbarungen mit Grundeigentümern und Bewirtschaftern. Die entsprechenden Erlasse fallen unter die Strafvorschrift von Art 24a Abs. 1 lit. b NHG. Individualverfügungen und verwaltungsrechtliche Verträge erfordern die hinreichend präzise Umschreibung der Pflichten.<sup>1285</sup>

Verstösse gegen Ausführungsvorschriften des Artenschutzes haben ihre Grundlage zunächst in der Programmnorm von Art. 18 Abs. 1 NHG. Art 19 NHG unterstellt das Sammeln wildwachsender Pflanzen und das Fangen freilebender Tiere zu Erwerbszwecken einem Verbot mit Ausnahmenvorbehalt.

<sup>1278</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 7.

<sup>1279</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 9 f., Siehe auch ebd. N 17.

<sup>1280</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 30 m.z.H.

<sup>1281</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 11 ff. (Zitat N 11).

<sup>1282</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 13.

<sup>1283</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 16, 18 m.z.H.

<sup>1284</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 18 m.H. auf Strafbarkeitslücken.

<sup>1285</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 21 m.H. auf N 17.

Art 20 NHG i.V.m. Art 20 NHV schützen seltene Pflanzen (Anhang 2 NHV) und bedrohte oder schützenswerte Tierarten (Anhang 3 NHV), soweit diese nicht bereits durch das Jagdgesetz geschützt sind.<sup>1286</sup>

#### **d. Art. 24a Abs. 1 lit. c NHG**

Lit. c ergänzt den Strafrechtsschutz im Bereich des Artenschutzes, indem er die unbefugte Begehung von Handlungen unter Strafe stellt, für die eine Bewilligungspflicht statuiert ist.<sup>1287</sup> Die Ausfüllungsnormen der Art. 19, 20 NHG i.V.m. Art 20 NHV sind unter lit. b bereits erwähnt worden. Bzgl. Artenschutz enthält Art. 24a Abs. 1 lit b i.V.m. Art 20 Abs. 5 NHV eine abschliessende Regelung des Schutzes seltener Pflanzen und Tiere, die auch Verstösse gegen Ausnahmegewilligungen gemäss Art 22 Abs. 1 NHG sowie Art 20 Abs. 3 lit. a und b NHV erfasst. Insoweit ist die Verweisung in Art. 22 Abs. 1 NHG auf Art 24 Abs. 1 lit c NHG deshalb *überflüssig*.<sup>1288</sup> Nach lit. c strafbar ist hingegen das unbefugte *Sammeln wildwachsender Pflanzen und das Fangen freilebender Tiere* zu Erwerbszwecken ohne Bewilligung. Erwerbszwecke liegen bei einem mit „gewisse(r) Häufigkeit und zeitliche(r) Regelmässigkeit“ erzielten, wenigstens teilweisen Erwerbseinkommen vor.<sup>1289</sup> Art. 19 Satz 3 NHG gestattet die „ordentliche land- und forstwirtschaftliche Nutzung sowie das Sammeln von Pilzen, Beeren, Tee- und Heilkräutern im ortsüblichen Umfang, soweit es sich nicht um geschützte Arten handelt“. Art. 23 NHG verbietet die *Ansiedlung nicht einheimischer oder standortfremder Pflanzen und Tiere* unter Vorbehalt einer Ausnahmegewilligung.<sup>1290</sup> Liegt eine Bewilligung vor, ist allenfalls eine Bestrafung nach Bst. b möglich.<sup>1291</sup>

#### **e. Art. 24a Abs. 2 NHG**

Die Übertretung bezieht sich auf die Meldepflicht über die Einhaltung der Sorgfaltspflicht im Umgang mit genetischen Ressourcen nach Art. 23n NHG. Die Ausfüllungsnorm des Art. 23o NHG statuiert eine Meldepflicht. Nach Art. 24a Abs. 2 NHG strafbar ist, wer hierbei vorsätzlich oder fahrlässig „keine oder falsche Angaben“ macht. Die Bussstrafe ist gegenüber Art. 24a Abs. 1 NHG deutlich erhöht.<sup>1292</sup>

### **III. Vereinbarkeit mit dem Bestimmtheitsgebot**

Hinsichtlich des Bestimmtheitsgebots bestehen keine grundsätzlichen Bedenken. Allerdings erweist sich die „Sammelblankettnorm“ des Art. 24a Abs. 1 lit. b NHG als unübersichtlich. Gleiches gilt mit Bezug auf Art. 24a Abs. 1 lit. c und Abs. 2 NHG.<sup>1293</sup> Ihr Anwendungsbereich lässt sich aber durch Klammerbemerkungen präzisieren.

Vorschlag

#### **Art. 24a Übertretungen**

<sup>1</sup> Mit Busse bis zu 20 000 Franken wird bestraft, wer:

<sup>1286</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 22 ff. m.z.H., sowie Wagner Pfeiffer, N 1086 ff.

<sup>1287</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 32.

<sup>1288</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 33.

<sup>1289</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 34.

<sup>1290</sup> Siehe auch Art. 21 NHV. Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 35; Komm.NHG-Favre, Art. 23 N 5 ff.

<sup>1291</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 32 ff.

<sup>1292</sup> Eingeführt durch Anhang des BB vom 21.3.2014 (Nagoya-Protokoll) in Kraft seit dem 12.10.2014 (AS 2014 2629; BBl 2013, 2009).

<sup>1293</sup> Weitergehend Komm.NHG-Ronzani, Art. 24a N 9, 39.



b. gegen eine Ausführungsvorschrift verstösst, die aufgrund der Artikel 16 (vorsorgliche Massnahmen), 18, 18a, 18b, 18c (Biotopschutz), 19, 20 (Artenschutz), 23c, 23d und 25a (Moorlandschaftsschutz) erlassen und deren Übertretung als strafbar erklärt worden ist;

c. unbefugt eine Handlung vornimmt, für die nach den Artikeln 19, 22 Absatz 1 oder 23 (Artenschutz) eine Bewilligung erforderlich ist;

<sup>2</sup> Mit Busse bis zu 100 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich keine oder falsche Angaben bei der Meldung nach Artikel 23o (genetische Ressourcen) macht; handelt der Täter fahrlässig, so ist die Strafe Busse bis zu 40 000 Franken. Der Richter kann die Veröffentlichung des Urteils anordnen.

#### IV. Strafbarkeitslücken (und Systeminkongruenzen)

Die *tatbestandsmässigen Voraussetzungen* für die Anwendung des Art. 24 NHG sind mit dem Erfordernis der Zerstörung oder erheblichen Beschädigung wohl „allzu sehr der Sachbeschädigung nachgebildet“, <sup>1294</sup> die gleichzeitig jedoch verschärft werden. Damit sind sie sowohl mit Blick auf das StGB als auch das Umweltstrafrecht vergleichsweise *sehr hoch*. Insbesondere bei Mehrfachkausalitäten i.S.v. summativer und synergetischer Effekte, so etwa verschiedenen schädlichen Quellen von Luftschadstoffen<sup>1295</sup> (einschliesslich des Motorfahrzeugverkehrs), können zudem Beweisschwierigkeiten auftreten. Ausserdem erscheint der Strafraum mit der Strafobergrenze von einem Jahr Freiheitsstrafe „als geradezu desavouierend niedrig“. <sup>1296</sup> Es ist deshalb eine Maximalstrafe von drei Jahren Freiheitsstrafe vorzusehen und gleichzeitig überdies auf das Element der „schweren“ Sachbeschädigung zu verzichten, das denn auch der „Paralleltatbestand“ von Art. 144 StGB nicht kennt. <sup>1297</sup>

Durch die Ausgestaltung von Art. 24 NHG als *Erfolgs- und Verletzungsdelikte*, denen Art. 24a NHG *sehr* abstrakte Gefährdungsdelikte i.S.v. Ungehorsamstatbeständen zur Seite stehen<sup>1298</sup>, werden *konkrete Gefährdungen bzw. Gefährdungseignungen nicht erfasst*. Darin liegt ein gewisses Manko und eine Abweichung von der ansonsten im Umweltstrafrecht üblichen Gesetzgebungstechnik, die auf (vielfach abstrakte) Gefährdungsdelikte setzt. Im Schrifttum ist jedoch vermerkt worden, dass sich der Schutz naturnaher Gebiete als ein *komplexes*, auf vielfältige Weise „störbare“ *ökologisches System* erweist, dessen Gefährdungseignung schwer zu umschreiben ist, weshalb eine einschlägige Vorschrift mit Blick auf die „*nicht mehr erträgliche Gesetzesunbestimmtheit*“ abzulehnen ist. <sup>1299</sup> Will man deshalb nicht einzelne, aber letztlich wohl sehr schwierig zu fassende und nicht abschliessende Gefährdungsvarianten ausformulieren<sup>1300</sup>, bleibt nur das Mittel einer Generalklausel, die bei der konkreten Gefährdung ansetzt. Um den Tatbestand nicht zu überdehnen, ist eine *erhebliche Gefährdung* zu fordern. Kulturgüter sind mit erfasst.

Der Passus „ohne Berechtigung“ ist zu streichen, da er im Irrtumsfall nur zu Missverständnissen Anlass gibt. Dass eine Ausnahmegewilligung die Tathandlung rechtfertigt, ergibt sich bereits aus den allgemeinen Grundsätzen der Rechtfertigung.

---

<sup>1294</sup> Jenny/Kunz, 151.

<sup>1295</sup> Ronzani, 43 ff.

<sup>1296</sup> Komm.NHG-Ronzani, Art. 24 N 40.

<sup>1297</sup> Eine minimale Erheblichkeit ist ohnehin erforderlich, da leicht zu beseitigende Verunreinigungen etc. nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts nicht tatbestandsmässig sind.

<sup>1298</sup> Komm.NHG-Ronzani, Vorbem. Art. 24-24e N 10, 24a N 1.

<sup>1299</sup> Jenny/Kunz, 150 f.

<sup>1300</sup> Dies unternimmt § 329 deutsches StGB („Gefährdung schutzbedürftiger Gebiete“).

## Vorschlag

### **Art. 24 Vergehen**

<sup>1</sup> Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:

a. ein aufgrund dieses Gesetzes geschütztes Natur- oder Kulturdenkmal, eine geschützte geschichtliche Stätte, eine geschützte Naturlandschaft oder ein geschütztes Biotop zerstört, beschädigt oder erheblich gefährdet;

b. Ufervegetation im Sinne von Artikel 21 rodet, überschüttet, auf andere Weise zum Absterben bringt oder erheblich gefährdet;

c. im Boden enthaltene Naturkörper oder Altertümer von wissenschaftlichem Wert (Art. 724 Abs. 1 ZGB) zerstört, beschädigt oder erheblich gefährdet;

<sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so ist die Strafe Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen.<sup>1301</sup>

Auch im Bereich des Natur- (und Heimat-)schutzes *fehlt* ein Verbrechenstatbestand i.S.e. Gemeingefährdungsdeliktes. Neben der Erweiterung von Art. 24 NHG durch die Gefährdungsvariante und die Straferhöhung könnte ein entsprechender Vorschlag das „Fuder“ jedoch überladen, sodass darauf zu verzichten ist. Ausserdem dürfte der notwendige Schutz von Naturlandschaften und Biotope über die vorgeschlagenen Verbrechenstatbestände, welche die Umweltmedien Boden, Luft und Wassers als deren Bestandteilen erfassen, erreicht werden.

## **V. Strafraumen (und Wertungsinkongruenzen)**

Die Frage der im Vergleich mit anderen Umweltvergehen und im Hinblick auf die seltene und anforderungsreiche(-re) Ausformulierung als Erfolgs- und Verletzungsdelikt eindeutig zu niedrigen Strafdrohung ist bereits unter IV. angesprochen worden (mit Änderungsvorschlag).

## **M. Synthèse récapitulative**

### **I. Généralités**

L'analyse de la *partie spéciale*, principalement ancrée dans le droit pénal accessoire (et donc disséminée dans de nombreux actes), du droit pénal de l'environnement a conduit aux conclusions suivantes :

#### **1. Maintien de principe de la réglementation du droit pénal de l'environnement au niveau de la législation spéciale**

En lien avec la partie spéciale du droit pénal de l'environnement, les experts préconisent *une solution globale réseautée* et sont ainsi d'avis que les énoncés de fait en droit pénal de l'environnement (en grande partie accessoires de droit administratif ou accessoires d'acte administratif) doivent être maintenus rattachés au contexte des lois matérielles administratives auxquels ils se rapportent et soumis à un remaniement qui permettrait de les apurer et de les uniformiser – ce qui se limiterait finalement à une intervention minimale mais néanmoins urgente. Pour être adéquate, la conception

---

<sup>1301</sup> Der Passus nach Geldstrafe ist im Lichte des neuen Art. 34 Abs. 1 revStGB 2015 verzichtbar.

et formulation de l'énoncé de fait - infraction de lésion ou infraction de mise en danger et, dans ce dernier cas, infraction de mise en danger concrète, potentielle ou abstraite – ne peut se faire de manière isolée mais requiert d'être discutée dans le contexte du cas d'espèce. Les constats spécifiques relatifs aux lacunes de punissabilité, aux incohérences, aux contradictions de classification, etc. se trouvent ci-après, dans les chapitres relatifs aux différents actes législatifs concernant l'environnement du chapitre 2, dans le texte ci-après ainsi que dans les « Conclusions et mesures recommandées » (section 7) puis dans la vue d'ensemble donnée par le tableau synoptique à la fin de la présente expertise.

## 2. Complément par des infractions de mise en danger générale dans le CP

Vouloir garantir – aussi eu égard aux standards internationaux – une protection de l'environnement en droit pénal adéquate, effective et plus visible, qui englobe aussi les faits transfrontaliers et commis à l'étranger, nécessiterait en outre d'introduire rapidement *dans le CP* des infractions de mise en danger générale en tant qu'énoncés de fait qualificatifs *au niveau du crime*.

Dans ce cadre, il convient de mettre un holà à toute prolifération de la formule « doit savoir ou aurait dû savoir » comme description de l'énoncé de fait du *dol éventuel*, ce qui implique tout d'abord d'apurer en conséquence les énoncés de fait pénaux concernés.<sup>1302</sup>

## II. Compatibilité avec le principe de précision de la base légale

Partant de l'analyse du principe de précision de la base légale, compris comme un *principe d'optimisation*<sup>1303</sup> à considérer au niveau de la législation, c'est l'ampleur effective du besoin de révision qui détermine la mesure à prendre. Les problématiques à ce titre sont résumées ci-après séparément, quand bien même certaines apparaissent conjointement dans le cas de dispositions pénales particulières.

Au niveau inférieur, il s'agit de clarifier par des *références aux normes de comblement* dans le texte législatif.<sup>1304</sup> Lorsqu'il n'était pas clair de savoir à quelles normes de comblement un énoncé de fait renvoie, on s'est contenté d'indiquer la nécessité de préciser (p. ex. art. 26, al. 5, LCITES). Dans le cas où les normes de comblement présentent une orientation différente, il est proposé de clarifier la chose par des compléments de nature linguistique (p. ex. art. 60, al. 1, let. e, LPE ; art. 61, al. 1, let. i, LPE ; art. 26, al. 1, let. a, b et al. 2, let. a, LCITES ; art. 24, al. 1, let. b, LPN). Pour certains énoncés de fait pénaux, il a été jugé impossible de préciser au niveau linguistique les matières de renvoi dans les raccourcis proposés en raison de leur étendue ou de leur généralité (cf. art. 35, al. 1, let. a et j, LGG).

Lorsqu'il est soutenu de *reprendre dans l'énoncé de fait pénal des éléments de texte tirés des normes de comblement*, il ne s'agit pas là uniquement de simples précisions. Cette proposition est liée à la condition que de tels éléments de texte caractérisent ou précisent le type d'infraction de l'énoncé de fait pénal. C'est le cas par exemple lorsqu'ils donnent à une infraction de pure activité le caractère d'une infraction d'aptitude (art. 60, al. 1, let. f, i et j, LPE).

La nécessité de ce renvoi aux normes de comblement semble parfois s'imposer davantage encore pour les *renvois externes*, les *renvois de délégation* (art. 17, al. 1, let. c, LFSP) et les *renvois en*

<sup>1302</sup> Cf. ci-dessus section 3/B.3.

<sup>1303</sup> Cf. ci-dessus section 2/E.

<sup>1304</sup> Pour le détail, il est renvoyé au tableau synoptique des lois en annexe.

chaîne.<sup>1305</sup> La problématique de la précision de la base légale se trouve encore accentuée lorsque le renvoi est formulé de manière générale ou lorsqu'il vise, par délégation au Conseil fédéral, des actes de départements fédéraux (p. ex. art. 26, al. 5, LCITES). A ce stade, et pour autant que cette technique soit indispensable, il serait utile d'insérer au moins un hyperlien dans le RS renvoyant à l'acte mis en vigueur dans le cadre de la subdélégation.

Les prescriptions qui, par nature, contiennent *des clauses générales* sont les plus problématiques quant à leur conformité au principe de précision de la base légale. Elles sont à examiner ici en détail :

- i. Art. 71, al. 1, let. a, LEaux : Si la législation pénale devait contenir des péchés capitaux, cette prescription pénale serait le candidat idéal ; il est guère difficile de formuler une norme plus généralement qu'en écrivant « celui qui aura de toute autre manière contrevenu à la présente loi » ; il convient de l'abroger sous sa forme actuelle.<sup>1306</sup>
- j. Art. 26, al. 2, LCITES : Très problématique et *grave* est le cas de l'art. 26, al. 2, LCITES, dans lequel les deux exemples types donnés par les lettres a et b sont introduits par un « notamment ». Le pire est toutefois que l'énoncé de fait de base, qui est une contravention (peine maximale d'une amende jusqu'à 40 000 francs), devient ainsi, selon le droit en vigueur, un délit avec une peine privative de liberté de trois ans au maximum (proposition : élévation au niveau du délit avec une peine privative de liberté jusqu'à cinq ans). Dans la mesure où le service spécialisé compétent ne réussit pas à formuler d'autres exemples types concrets, il est *urgemment* recommandé de supprimer le « notamment ». Le risque est grave de voir cette clause de nature générale être victime du principe de précision de la base légale dans le cadre d'une affaire concrète.
- k. Art. 42, al. 1, loi sur le CO<sub>2</sub> : La règle de la contravention est ici en tout cas nettement moins problématique puisqu'elle décrit le comportement interdit tout d'abord de manière générale comme étant le fait « de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite ». Vient seulement ensuite une liste de trois exemples types introduits par « notamment », lesquels sont toutefois tous des variantes de l'énoncé de fait général. Le CP connaît des normes formulées de cette manière, datant surtout de sa création (p. ex. art. 150, 155, 163, 164 CP). Etant donné cependant qu'il n'existe guère d'autres formes de se procurer un avantage illicite en lien avec une taxe et qu'il semble justement difficile de savoir quand une bonification de la taxe est avérée, il est proposé de supprimer le « notamment » et de s'en tenir aux exemples types de d'exemption et de remboursement de la taxe.
- l. Art. 17, al. 1, let. c, LFSP : La prescription qui – à l'instar de l'art. 71, al. 1, let. a, LEaux – vise le fait d'avoir contrevenu « d'une autre manière » renvoie toutefois encore en-

---

<sup>1305</sup> Dans la LPE justement, il est fréquent que des énoncés de fait pénaux renvoient à des normes de comblement, lesquelles renvoient pour leur part à des ordonnances d'exécution du Conseil fédéral : renvoi en chaîne avec délégation. Il devient alors très souvent extrêmement difficile de savoir quelles sont les normes des ordonnances déterminantes pour l'énoncé de fait. On ne voit guère à ce stade aucune solution convaincante pour ces cas.

<sup>1306</sup> Cf. la proposition *ci-dessus*, section 3/C.III.2.a. ainsi que le tableau synoptique.

suite à des prescriptions du Conseil fédéral déclarées comme étant punissables et à la violation de décisions individuelles. Le passage introductif avec la clause générale doit être supprimé.

Les autres dispositions pénales qui pourraient être évoquées en lien avec le principe de précision de la base légale ne sont pas mentionnées ici parce qu'elles présentent aussi des lacunes de punissabilité et qu'elles doivent donc être analysées dans ce cadre (p. ex. art. 43, al. 1, let. c LFo).

### III. Lacunes de punissabilité et incohérences systémiques

#### 1. CP

La lacune de punissabilité centrale au niveau du CP réside dans *l'absence pratiquement générale d'infractions modernes contre l'environnement au niveau du crime*<sup>1307</sup>, à l'exception des art. 226<sup>bis</sup>, 226<sup>ter</sup> (« Danger imputable à l'énergie nucléaire, à la radioactivité et aux rayonnements ionisants ») et « Actes préparatoires punissables ») et 230<sup>bis</sup> (« Mise en danger par des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes »). L'infraction de mise en danger classique de la « contamination de l'eau potable » (art. 234 CP) constitue notamment une extension de cette protection pénale sectorielle très restreinte, limitée aux hommes et aux animaux domestiques conformément à la tradition obsolette en cours au moment des travaux préparatoires du CP au début du 20<sup>e</sup> siècle.

Il est proposé de combler cette lacune par l'édiction d'infractions de mise en danger d'une part pour *la protection du sol, de l'air, de l'eau et d'autre part pour la protection de l'environnement global contre les déchets dangereux*. Ces énoncés de fait ne devraient certes guère jouer un rôle très important dans la pratique, mais ce n'est pas un argument suffisant pour y renoncer. Ces infractions visent d'une part à inscrire dans le droit pénal les *grandes catastrophes* – par nature rares, mais pas exclues comme le prouvent même des expériences suisses (Seveso, Schweizerhalle) – lors desquelles la protection traditionnelle individuelle des biens immatériels de la vie et de la santé et des biens matériels est inutile. Même l'insignifiance « pénale » est punissable, qui plus est la négligence pour laquelle il n'existe que les art. 117 et 125 CP (« Homicide par négligence » et « Lésions corporelles par négligence »). La propriété resterait en principe hors de toute protection. A l'appui du principe de l'ubiquité de l'art. 8 CP qui prévoit comme alternative au lieu de commission de l'acte le lieu du résultat comme critère de rattachement de la juridiction pénale suisse, les infractions de résultat concrètes proposées couvrent également des délits commis à l'étranger qui ont des conséquences transfrontalières – un cas qui n'est pas du tout si rare. D'un autre côté, même en écartant la fonction plus symbolique de ce complément, une révision conséquente du CP aurait quand même le mérite de sensibiliser la population et les autorités pénales au fait que la pollution environnementale ne constitue pas un délit mineur et qu'il s'agit d'améliorer aussi au niveau institutionnel les moyens de lutte contre ce fait.

---

<sup>1307</sup> Les qualifications contenues dans la LChem, la LDAI et LAgr ne sont pas des ersatz, et ce d'autant qu'elles se limitent généralement de toute façon à l'infraction commerciale. Seul l'art. 49, al. 2, LChem protège l'environnement. Sa construction et son cadre pénal sont toutefois déficitaires. Cf. *ci-dessus* section 3/B.IV.2 et *ci-après* section 4/C.II.

## 2. Actes législatifs concernant l'environnement

Au nombre des onze actes législatifs concernant l'environnement analysés, on signale dans la LPE, la LEaux, la LFo et la LChP des *lacunes de punissabilité essentielles* :

- a. Dans le cas du délit prévu à l'art. 60, al. 1, let. a, LPE, il convient – mise à part la soumission aux mesures de sécurité décidées – de prévoir également une peine pour le fait *d'omettre généralement* de prendre des mesures de sécurité *nécessaires* ainsi que pour le fait *d'omettre d'annoncer en cas de catastrophe*.
- b. La prescription pénale de type délit de l'art. 70, al. 1, let. b LEaux présente des lacunes semblables, dès lors que l'omission de prendre des *mesures* particulières requises *pour prévenir des menaces de pollution des eaux* et la violation de l'*obligation d'annoncer* selon l'art. 22, al. 6, LEaux, restent impunies. L'énoncé de fait doit être complété en conséquence.
- c. Pour le délit de l'art. 42, al. 1, let. c, LFo, il est proposé de menacer d'une peine le *non-respect de mesures de remplacement équivalentes* (par rapport au reboisement prescrit) et de prévoir une *extension ou précision de la variante de l'omission*. L'art. 43, al. 1, let. c, LFo nécessite également d'être précisé.
- d. Le délit de l'art. 17, al. 1, let. h, LChP interdit uniquement des méthodes de chasse déterminées, listées individuellement. L'état de fait de la let. i, qui – formulé de manière générale – couvre des moyens interdits doit être étendu à *des méthodes interdites en général*. La let. h pourrait, sous cet aspect, être supprimée sans autre, mais des membres du groupe de travail s'y sont toutefois explicitement opposés.

Aussi longtemps que la question hautement complexe des éventuels concours de loi est esquivée, il n'est évidemment *aucune* prescription qui devrait être *obligatoirement supprimée*. Occulter les concours semble déjà justifié par le fait que la problématique se trouve justement aussi complètement éludée dans le domaine de la protection de l'environnement en droit pénal<sup>1308</sup>. Le traitement de cette question nécessiterait une étude scientifique approfondie.<sup>1309</sup> Sans compter que les divergences d'opinion en matière de concours de loi sont endémiques, aussi bien dans la doctrine qu'entre celle-ci et la jurisprudence.

La thématique se pose différemment cependant si l'on ajoute à la réflexion la différenciation entre énoncés de fait constitutifs de délit et énoncés de fait constitutifs de contravention. C'est l'objet du prochain chapitre. Quant au débat sur l'éventail des peines et maxima pénaux, il se trouve à la section 7.

---

<sup>1308</sup> Mais aussi dans le droit pénal accessoire spécial et dans les récentes matières du CP (p. ex. délits contre le patrimoine traditionnels v. délits informatiques, etc.).

<sup>1309</sup> Tout à fait indépendamment du point de savoir si la thématique pourrait faire l'objet d'un doctorat, il pourrait même s'avérer difficile de trouver une personne qui souhaite se prendre la tête avec ça.

#### IV. Contradictions de classification

Dans le domaine de la LPE, les experts recommandent une modification du *cercle des destinataires* de certaines prescriptions. Cela concerne d'une part les délits de l'art. 60, al. 1, let. c, d, n et p, LPE, dont la *conversion en infractions spéciales (compris au sens large)* est suggérée, et d'autre part – simultanément à titre complémentaire – les contraventions de l'art. 61, al. 1, let. c-e et j, LPE.

Mises à part les prescriptions d'exécution, les délits listés à l'art. 60 LPE sont prioritairement conçus pour le *traitement professionnel* de substances et déchets spéciaux. Ils couvrent toutefois dans une certaine mesure aussi les personnes qui, p. ex., utilisent des substances à titre privé ou remettent des déchets spéciaux pour élimination. Il s'agit là, dans les faits et dans la grande majorité des cas, de délits tout à fait mineurs. Les experts peinent à comprendre l'importance du potentiel de danger, évoqué au sein du groupe d'accompagnement, inhérent à la manipulation par des utilisateurs privés d'huiles de moteur, de pesticides et de produits phytosanitaires. Il s'agit là simplement d'acteurs qui courent un risque accru de poursuite pénale parce qu'ils agissent sans disposer des compétences requises et à la vue de tous. La punition d'infractions mineures commises par des privés en tant que délits est *inconvenable*, que ce soit en lien avec la teneur du tort ou celle de la faute. L'objection élevée par le groupe d'accompagnement qui estime que l'on pourrait en tenir compte au-delà de facteurs « subjectifs » (compris au sens de la responsabilité personnelle) fait l'impasse sur la teneur minimale de l'illicéité et sur l'enregistrement obligatoire dans le casier judiciaire au sens de l'art. 366, al. 2, let. a, CP (en cas de crime et de délit).

Il est proposé de limiter ledit *délit* aux cas de mise en circulation ou de traitement à *titre professionnel et industriel* de substances et déchets spéciaux. En complément, la violation de ces prescriptions par des *utilisateurs privés* serait désormais plutôt conçue comme des *contraventions* selon l'art. 61 LPE. La limite supérieure des amendes de 20 000 francs est certainement suffisante pour la répression de ces cas mineurs ou peu graves. Naturellement, il faudrait alors désormais faire la distinction entre, d'une part, l'activité « professionnelle ou industrielle » et, d'autre part, l'« utilisation privée », mais ceci ne devrait guère poser plus de problèmes que pour d'autres délimitations auxquelles le code pénal est tenu. Les soucis exprimés à ce propos sont donc probablement quelque peu exagérés. Quant à savoir si les notions choisies sont optimales, ceci est une autre discussion qui mérite certainement d'être menée. La notion d'« utilisateur privé » nous semble préférable à celles de consommateur ou d'utilisateur, mais la question reste ouverte. Le qualificatif « privé », nouvellement introduit depuis le rapport intermédiaire, tient compte de la critique soulevée à juste titre par le groupe d'accompagnement selon laquelle l'utilisation professionnelle d'engrais de ferme, p. ex., ne saurait être privilégiée.

Une différenciation analogue dans le *domaine de la LGG* nous semble peu indiquée, en raison du potentiel d'impact incontrôlable des OGM. Pourtant, la reclassification éventuelle des *infractions d'étiquetage* inscrits à l'art. 35, al. 1, let. g-h, LGG, en *contraventions* serait à examiner.

Concernant l'infraction prévue à l'art. 26, al. 1, LCITES, il est recommandé de l'élever au rang de *délit*.

## Section 4. Dispositions comparables d'actes législatifs ne concernant pas l'environnement

---

### A. Généralités

#### I. Critères de sélection

Le choix des actes législatifs ne concernant pas l'environnement à intégrer dans la section 4 ressort des directives du donneur d'ordre. Il s'agit des lois suivantes

1. LF sur du 15 décembre 2000 sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (loi sur les produits chimiques, LChim)<sup>1310</sup>,
2. LF du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (loi sur les denrées alimentaires, LDAI)<sup>1311</sup> et
3. LF du 29 avril 1998 sur l'agriculture (loi sur l'agriculture, LAgr)<sup>1312</sup>.

En moyenne, ces lois sont (parfois nettement) plus récentes que les onze actes concernant l'environnement analysés. Ceci vaut en particulier (aussi) pour les dispositions pénales. En référence aux dispositions pénales de la LAgr, les dernières grandes révisions ont été adoptées les 27 juin 2007 et 22 mars 2013. La nouvelle LDAI date de 2014.

Les dispositions pénales de ces trois lois sont largement, mais pas totalement, conçues comme étant de type accessoire d'acte administratif. Dans la LChim et la LAgr, les renvois se font explicitement par indication des normes d'exécution entre parenthèses à la fin des énoncés de fait.

Une analyse individuelle des dispositions pénales spécifiques, telles que réalisée dans la section 3, n'est *pas* objet du mandat. Ces lois ne concernant pas l'environnement sont évoquées à seule fin de comparaison des contenus législatifs utilisés et de la technique des énoncés de fait correspondante avec les actes législatifs concernant l'environnement. A cet égard, l'intérêt porte prioritairement sur les *catégories et le typage des infractions* de même que les *sanctions*. S'il devait en ressortir d'autres constats essentiels pour la législation pénale de l'environnement, ceux-ci seront pareillement évalués.

#### II. Particularités

Les dispositions pénales des trois lois ne concernant pas l'environnement présentent *une structure générale de nature différente* de celles analysées dans les actes législatifs concernant l'environnement, dans la mesure où elles comprennent, outre des énoncés de fait constitutifs de délit (art. 49, al. 1 et 3, LChim ; art. 63, al. 1, LDAI ; art. 172, al. 1, LAgr) ou de contraventions (art. 50 LChim, art. 63, al. 1, LDAI et art. 172, al. 1, LAgr), également des *énoncés de fait constitutifs de crime*. Cette division tripartite des catégories d'infraction, qui contraste avec celle se limitant aux délits et aux contraventions prévue dans les actes législatifs concernant l'environnement, porte exclusive-

---

<sup>1310</sup> RS 813.1.

<sup>1311</sup> RS 817 (LDAI du 9.10.1992 actuellement encore en vigueur).

<sup>1312</sup> RS 910.1.



ment sur les énoncés de fait (constitutifs de délit) intentionnels ; les délits par négligence de l'art. 49, al. 5, LChim et de l'art. 63, al. 3, LDAI ne connaissent aucune qualification.

Dans la *loi sur les produits chimiques*, dont les dispositions pénales n'ont jamais été modifiées depuis sa publication, le titre de l'art. 49 LChim ne mentionne pas cette division tripartite correspondant à l'état de la partie générale du CP avant sa révision, qui permettait<sup>1313</sup> dans des cas spéciaux des crimes passibles jusqu'à cinq ans de prison. L'art. 49, al. 2, LChim prévoit l'emprisonnement (aujourd'hui peine privative de liberté) jusqu'à cinq ans ou une amende jusqu'à 500 000 francs si les délits visés à l'art. 49, al. 1, LChim « *ont mis des personnes gravement en danger* ». Il en est de même de l'art. 49, al. 4, LChim avec référence aux délits visés à l'al. 3, quand bien même l'amende se monte en l'occurrence à 100 000 francs. Selon le message, ce danger «de nature générale » doit « concerner un nombre élevé de personnes au hasard » et « menacer gravement leur vie ou leur intégrité ». <sup>1314</sup> Ainsi, il en résulte une contradiction avec la clause correspondante de l'art. 60, al. 1, ancienne LPE, *in fine*, supprimée dans le cadre d'une révision de la LGG du 19 mars 2010.

Aussi bien la *loi sur l'agriculture* que la *loi sur les denrées alimentaires* se distinguent en ce sens des art. 172 LAgr et art. 63 LDAI<sup>1315</sup> de par le titre « Délits et crimes ». Dans les deux prescriptions, les délits sont réglés au premier alinéa (art. 172, al. 1, LAgr ; art. 63, al. 1, let. a-c, LDAI). Le deuxième alinéa contient la qualification qui fait du délit un crime : à l'art. 172, al. 2, LAgr, c'est le fait d'agir *par métier* ; à l'art. 63, al. 2, LDAI, c'est le fait d'agir *à titre professionnel* ou *avec l'intention de s'enrichir*.<sup>1316</sup>

## B. Im Einzelnen

### I. Chemikaliengesetz

Das Chemikaliengesetz soll das Leben und die Gesundheit des Menschen vor schädlichen Einwirkungen durch Stoffe und Zubereitungen schützen (Art. 1 ChemG).<sup>1317</sup>

### 3. Sanktionen

Auf die *Sonderdelikte* des Art. 49 Abs. 1 ChemG stehen Gefängnis bis zu drei Jahren oder Busse bis zu 200'000 SFr. Die Qualifikation der schweren Gefährdung von Menschen i.S.v. Abs. 2 führt zur Erhöhung der Strafdrohung auf fünf Jahre Gefängnis oder Busse bis zu 500'00 SFr.<sup>1318</sup> Die *gemeinen Vergehenstatbestände* von Art. 49 Abs. 3 ChemG sehen Gefängnis oder Busse vor. Bei schwerer Gefährdung ergibt sich ebenfalls Gefängnis bis zu fünf Jahren. Hingegen beträgt das Maximum der alternativ angedrohten Busse hier 100'000 SFr. Auf diese Qualifikation ist in der Synthese zurückzukommen.

Die *fahrlässige* Tatbegehung ist nach Art. 49 Abs. 5 ChemG im Fall eines Vergehens nach Abs. 1 mit einem Jahr Gefängnis oder Busse bis 100'000 SFr. bedroht, im Fall von Abs. 3 mit Gefängnis bis zu sechs Monaten oder Busse.

<sup>1313</sup> Cf. ancien art. 9, al. 2, en lien avec l'ancien art. 36.

<sup>1314</sup> Message concernant la LChim du 24.11.1999, FF 2000, (623) 783.

<sup>1315</sup> Message concernant la LDAI du 25.5.2011, FF 2011, (5181) 5252.

<sup>1316</sup> Dans la LDAI de 1992, le 2<sup>e</sup> critère était « dans un esprit de lucre » au lieu de l'intention de s'enrichir, cf. message concernant la LDAI du 30.1.1989, FF 1989 I, (849) 918.

<sup>1317</sup> Zur Entwicklung und als Überblick *Kappes/Näf*, 49 ff.

<sup>1318</sup> *Streuli/Kappes/Näf/von Arx*, 192 sprechen insoweit von einer drakonischen Höchststrafe.

Die *Übertretungen* von Art. 50 ChemG ziehen bei Vorsatz eine Busse bis 20'000 SFr. nach sich (Abs. 1), bei Fahrlässigkeit Busse (Abs. 2). Versuch und Gehilfenschaft sind gem. Art. 50 Abs. 4 ChemG strafbar. In *besonders leichten* Fällen kann nach Abs. 5 auf Strafverfolgung und Bestrafung verzichtet werden.<sup>1319</sup>

#### 4. Strafbestimmungen

Art. 49 Abs. 1 ChemG ist trotz der Verweisung auf den Grundsatz der Selbstkontrolle gem. Art. 5 ChemG ein in der Sache *nicht* verwaltungsakzessorisches, *echtes Sonderdelikt*<sup>1320</sup> auf Vergehensstufe und wendet sich an die Herstellerin.

Nach dem *konkreten Gefährdungsdelikt* von lit. a wird, gleichsam als Kehrseite zum Prinzip der Selbstkontrolle gem. Art. 5 ChemG<sup>1321</sup>, die Herstellerin bestraft, die „Stoffe oder Zubereitungen für eine Verwendung *in Verkehr bringt*, von welcher sie weiss oder wissen muss, dass diese das Leben oder die Gesundheit unmittelbar gefährdet (Art. 5 Abs. 1)“.<sup>1322</sup> Die komplizierte Formulierung des subjektiven Tatbestands soll sicherstellen, dass (auch) für das Wissenselement des Vorsatzes der Gefährdung von Leben oder Gesundheit Eventualvorsatz genügt, was sich auch schlanker hätte ausdrücken lassen. Lit. b-f sind reine *Tätigkeits- (und abstrakte Gefährdungs-)delikte* und tragen somit einen grds. andersartigen Charakter.

Art. 49 Abs. 3 ChemG enthält die *Allgemeindelikte auf Vergehensstufe*, was auch erklärt, dass sich in lit. i eine mit dem Sonderdelikt von Abs. 1 lit. f text- und verweisungsidentische Strafnorm findet. Art. 49 Abs. 3 lit. b ist als nicht verwaltungsakzessorisches, *konkretes Gefährdungsdelikt* ausformuliert, das an den sorgfaltspflichtwidrigen Umgang mit gefährlichen Stoffen oder Zubereitungen anknüpft, wobei hier im Unterschied zu Abs. 1 lit. a die Gefährdung des Lebens oder der Gesundheit anderer Menschen bloss (einfach) gefährdet werden muss und *nicht* „unmittelbar“ wie dort. Die Gründe für diesen Unterschied werden aus der Botschaft nicht ersichtlich. Andererseits muss die Gefährdung in Abs. 3 lit. b „wissentlich“ erfolgen – und erfordert mithin *direkten* Vorsatz. Systematisch liesse sich dies ggf. mit dem Umstand begründen, dass das gemeine Delikt im Gegensatz zu Art. 49 Abs. 1 ChemG auch Laien erfasst. Um gefährliche Stoffe oder Zubereitungen drehen sich auch die verwaltungsakzessorischen lit. a, f und g. „Gefährlich“ meint hier stets *abstrakt* gefährlich, die mögliche Gefährlichkeit ist somit Grund der Strafbewehrung. Andere Tatbestände wie bspw. lit. c und e bestrafen Verwaltungsungehorsam. Nach dem *Sonderdelikt* von lit. h ist strafbar, wer die Schweigepflicht gem. Art. 30 Abs. 4 (Schutz von Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnissen durch die „Auskunftsstelle für Vergiftungen“), Art. 43 oder 44 („Schweigepflicht“ bzw. „Vertraulichkeit der Angaben“) verletzt.

*Übertretungen:* Der Ungehorsamstatbestand des Art. 50 Abs. 1 lit. i ChemG genügt den rechtsstaatlichen Anforderungen, da er die Strafbarkeit letztlich im Anschluss an das Vorbild von Art. 292 StGB an den Verstoß „gegen eine unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels an ihn oder sie gerichtete Verfügung“ bindet. *Keine* entsprechende Verknüpfung mit einer ausdrücklichen Strafdrohung in der Verfügung findet sich – wie bei Art. 61 Abs. 1 lit. o USG, wo das bemängelt worden ist<sup>1323</sup> – bei lit. h ChemG betr. Verletzung der Auskunftspflicht und der Abgabe unrichtiger Angaben (sowie bei der

---

<sup>1319</sup> S. Went, 184 m.w.H.

<sup>1320</sup> BBl 2000, 784.

<sup>1321</sup> Streuli/Kappes/Näf, 54 f., 56 ff.

<sup>1322</sup> Streuli/Kappes/Näf, 54.

<sup>1323</sup> S. oben Teil 3/B.II.2.n.

Verletzung der Mitteilungspflicht gegenüber kantonalen Vollzugsbehörden gem. Art. 50 Abs. 1 lit. g ChemG).

Art. 50 Abs. 3 ChemG ermächtigt den Bundesrat auf ähnliche Weise wie etwa Art. 17 Abs. 1 lit. c BGF<sup>1324</sup>, Widerhandlungen gegen seine Ausführungsbestimmungen, die nicht bereits nach Abs. 1 oder Art. 49 strafbar sind, „mit Haft<sup>1325</sup> oder Busse bis zu 20 000 Franken bei vorsätzlicher Begehung beziehungsweise Busse bei fahrlässiger Begehung“ zu belegen.<sup>1326</sup> Diese Blankodelegation der chemikalienrechtlichen Strafgesetzgebung mag allenfalls demokratietheoretisch heikel sein, für die strafrechtliche Perspektive ist dagegen primär relevant, ob die gestützt darauf erlassenen Strafbestimmungen im Rahmen der Delegation verbleiben und ausreichend bestimmt sind.

## 5. Gemeinsamkeiten und Unterschiede

Der Titel bezieht sich auf mögliche Parallelen oder Differenzen zu den in Teil 3. erörterten Umwelterlassen (bzw. den jeweils anderen Nicht-Umwelterlassen).

In begrifflicher Hinsicht erinnern das in Verkehr bringen (Art. 49 Abs. 1 lit. a, c und Abs. 3 lit. a ChemG) an die Terminologie in USG und GTG. Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG definiert den Begriff als „Bereitstellung für Dritte und die Abgabe an Dritte sowie die Einfuhr zu beruflichen oder gewerblichen Zwecken.“ Mit Blick auf die Bereitstellung als eine Art des *in Verkehr Bringens* gem. Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG ist anzumerken, dass nach Art. 155 Ziff. 1 Abs. 3 StGB („Warenfälschung“) Ware schon mit dem Verkaufsangebot als in Verkehr gebracht angesehen wird.<sup>1327</sup> Art. 3 Abs. 1 lit. k FrSV umschreibt das In Verkehr bringen kasuistisch als „Abgabe von Organismen an Dritte in der Schweiz für den Umgang in der Umwelt, insbesondere das Verkaufen, Tauschen, Schenken, Vermieten, Verleihen und Zusenden zur Ansicht, sowie die Einfuhr für den Umgang in der Umwelt.“

Gleiches gilt vom Begriff „Umgang bzw. „umgehen (Art. 49 Abs. 3 lit. b und f sowie Art. 50 Abs. 1 lit. b ChemG). „Umgang“ ist nach Art. 4 Abs. 1 lit. j ChemG „jede Tätigkeit im Zusammenhang mit Stoffen oder Zubereitungen, insbesondere das Herstellen, Einführen, Ausführen, Inverkehrbringen, Lagern, Aufbewahren, Transportieren, Verwenden oder Entsorgen“. Zusätzlich findet sich mit Art. 49 Abs. 3 lit. g ChemG auch die *Abgabe* gefährlicher Stoffe oder Zubereitungen *an Unberechtigte*. Hinsichtlich der Definition dieser Begriffe ergeben sich *keine* neuen Befunde. Art. 4 Abs. 1 lit. i ChemG definiert das In Verkehr bringen als „Bereitstellung für Dritte und die Abgabe an Dritte sowie die Einfuhr zu beruflichen oder gewerblichen Zwecken“ definiert. Der Begriff des *Umgangs* ist gem. Art. 7 Abs. 6<sup>ter</sup> USG deutlich weiter, da er „jede Tätigkeit im Zusammenhang mit Stoffen, Organismen oder Abfällen“ umfasst, so „insbesondere das Herstellen, Einführen, Ausführen, Inverkehrbringen, Verwenden, Lagern, Transportieren oder Entsorgen.“ Das In Verkehr bringen ist somit lediglich ein Anwendungsfall des Umgangs.<sup>1328</sup> Mit „Abgabe“ dürfte die entgeltliche oder unentgeltliche Ab- oder Weitergabe an beliebige Dritte gemeint sein.

Die im Vergleich mit Art. 61 Abs. 1 lit. o USG vorbildhafte Ausgestaltung des Ungehorsamsdelikts von 50 Abs. 1 lit. i ChemG ist bereits erwähnt worden.

---

<sup>1324</sup> S. oben Teil 3/K.II.2.c.

<sup>1325</sup> Haft wurde mit der Revision des Allgemeinen Teils abgeschafft, Art. 103 StGB sieht bei Übertretungen nur noch Busse vor.

<sup>1326</sup> BBl 2000, 785.

<sup>1327</sup> Trechsel/Pieth-Crameri, Art. 155 N 11.

<sup>1328</sup> S. oben Teil 3/B.I.4.

## II. Lebensmittelgesetz

Das neue Lebensmittelgesetz von 2014<sup>1329</sup> bezweckt nach Art. 1, Konsumentinnen und Konsumenten vor Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen zu schützen, die nicht sicher sind (lit. a), und den hygienischen Umgang mit ihnen sicherzustellen (lit. b) sowie die Konsumentinnen und Konsumenten im Zusammenhang mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen vor Täuschungen zu schützen (lit. c) und ihnen die für deren Erwerb notwendigen Informationen zur Verfügung zu stellen (lit. d).<sup>1330</sup>

### 1. Sanktionen

Die aktuelle Form der *oben* unter A. vermerkten Dreiteilung der Deliktskategorisierung findet sich in Art. 63 LMG (Art. 47 aLMG). Art. 63 Abs. 1 LMG enthält drei *Vergehenstatbestände*, die mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bedroht werden. Erfolgt deren Zuwiderhandlung *gewerbsmässig oder mit Bereicherungsabsicht*, so wird nach Abs. 2 die Strafe auf fünf Jahre Freiheitsstrafe oder Geldstrafe erhöht.<sup>1331</sup> Auf fahrlässige Tatbegehung steht Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen (Art. 63 Abs. 3 LMG). Die Erfüllung der Meldepflicht gem. Art. 27 Abs. 2 kann nach Art. 63 Abs. 4 LMG als Strafmilderungsgrund berücksichtigt werden.<sup>1332</sup>

Art. 64 Abs. 1 LMG sieht für die vorsätzliche *Übertretung* Busse bis zu 40'000 SFr. vor.<sup>1333</sup> Die Strafdrohung wird gem. Abs. 2 bei Gewerbsmässigkeit oder Bereicherungsabsicht auf Busse bis zu 80'000 SFr. erhöht. Auf die fahrlässige Begehung steht Busse bis zu 20'000 SFr. (Art. 64 Abs. 4 LMG). Versuch und Gehilfenschaft sind nach Art. 64 Abs. 3 LMG strafbar.

### 2. Strafbestimmungen

Das *Allgemeindelikt* des Art. 63 Abs. 1 LMG bestraft denjenigen, der vorsätzlich: a. Lebensmittel so herstellt, behandelt, lagert, transportiert oder in Verkehr bringt, dass sie bei normaler Verwendung die Gesundheit gefährden; b. Gebrauchsgegenstände so herstellt, behandelt, lagert, transportiert oder in Verkehr bringt, dass sie bei normaler oder vernünftigerweise vorhersehbarer Verwendung die Gesundheit gefährden; c. gesundheitsgefährdende Lebensmittel oder Gebrauchsgegenstände ein-, aus- oder durchführt.<sup>1334</sup> Definitionen dieser Begriffe enthalten LMG und LGV mit Ausnahme von Art. 6 LMG nicht. Danach gilt „(a)ls Inverkehrbringen im Sinne dieses Gesetzes ... der Vertrieb von Lebensmitteln oder Gebrauchsgegenständen, jede Form der entgeltlichen oder unentgeltlichen Weitergabe, das Bereithalten für die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe, das Anbieten zur Abgabe und die Abgabe selber.“

Die Botschaft zum im Kern gleich konzipierten Art. 47 Abs. 1 lit. a aLMG, der von „Nahrungsmitteln“, „abgibt“ und „übliche(m) Gebrauch“ spricht, führte aus:

---

<sup>1329</sup> S. den Überblick über die Situation zu Beginn der Revision *Kirchsteiger-Meier*, 32 ff.

<sup>1330</sup> *Kirchsteiger-Meier*, 40 f. Dabei schützt das LMG den ganzen „Lebensweg“ eines Lebensmittels, „von der Mast von Tieren bis zur Abgabe des Endproduktes an die Konsumenten“, BGer 6B\_652/2011, zit. nach Regeste in *forum*poenale 2012, 299.

<sup>1331</sup> Ebenso Art. 47 Abs. 2 aLMG, wo aber die Alternative zur Gewerbsmässigkeit Gewinnsucht ist.

<sup>1332</sup> S. dazu Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik (Agrarpolitik 2011) vom 17.5.2006, BBl 2006, (6337) 6509.

<sup>1333</sup> BBl 2006, 6509.

<sup>1334</sup> Definitionen dieser Begriffe enthalten LMG und LGV nicht. Die Ausnahme betrifft die Legaldefinition des Inverkehr bringen gem. Art. 6 LMG: „Als Inverkehrbringen im Sinne dieses Gesetzes gilt der Vertrieb von Lebensmitteln oder Gebrauchsgegenständen, jede Form der entgeltlichen oder unentgeltlichen Weitergabe, das Bereithalten für die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe, das Anbieten zur Abgabe und die Abgabe selber.“

„Gefordert ist also nicht eine konkrete Gefährdung einzelner Menschen. Die Umschreibung des Tatbestandes ist auf die Artikel 2 und 11 Abs. 1 abgestimmt. Für die Erfüllung des Tatbestands reicht es aus, wenn die fraglichen Nahrungsmittel von ihrer Beschaffenheit her geeignet sind, um bei üblichem Gebrauch die Gesundheit zu gefährden. Es ist dabei berücksichtigt, dass viele Nahrungsmittel bei übermässiger Aufnahme ein Gesundheitsrisiko bewirken.“<sup>1335</sup>

Gerne hört man die Botschaft, es handle sich bei diesen nicht oder nur sehr allgemein an Verwaltungsnormen gebundenen Vorschriften um *Eignungsdelikte*, was auch in teleologischer Hinsicht Sinn macht. Die Botschaft zum neuen LMG (2014) bekräftigt die Einordnung (diesmal) als abstraktes Gefährdungsdelikt.<sup>1336</sup> Dazu führt sie aus, dass eine Bestrafung nicht voraussetze, „dass jemand krank geworden ist. Es genügt, wenn die Gefahr einer Erkrankung besteht.“ Soweit so klar. Leider gerät diese Präzisierung im nachfolgenden Satz, wonach „die Gesundheitsgefährdung ... jedoch ein wesentliches Tatbestandsmerkmal“ sei, in Mitleidenschaft. Wäre diese Gefährdung (normales) Tatbestandselement, dann käme man an einer Einordnung der Vorschrift als konkretes Gefährdungsdelikt kaum vorbei. Gemeint ist aber wohl eher, dass die kriminalisierte Umgangsweise mit Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände *typischerweise geeignet* sein müssen, bei normaler (bzw. vernünftig voraussehbarer) Verwendung – nicht aber im konkreten Einzelfall – eine Gesundheitsgefährdung herbeizuführen.

Zu den verwaltungsakzessorischen *Übertretungen* des Art. 64 LMG, die vielfach reinen Verwaltungsungehorsam bestrafen, ergeben sich aus Sicht des Auftrags zur Überprüfung der Umwelterlasse keine besonderen Bemerkungen. Bei Art. 64 Abs. 1 lit. g wäre bei Einholung von Auskünften gem. Art. 29 Abs. 1 LMG (Unterstützungs- und Auskunftspflicht) die Verknüpfung mit einem Hinweis auf die Straffolge im Verweigerungsfall zu erwägen. Die Botschaft merkt insoweit allerdings rechtlich korrekt an, dass Art. 292 StGB genüge.<sup>1337</sup> Um konsumentenschutz- bzw. betrugs-<sup>1338</sup> und wettbewerbsrechtliche<sup>1339</sup> Aspekte geht es (in dieser Reihenfolge) in Art. 64 Abs. 1 lit. h-j LMG.

Könnte nach Art. 48 Abs. 3 aLMG in besonders leichten Fällen auf Strafverfolgung und Bestrafung verzichtet werden,<sup>1340</sup> erweitert Art. 37 Abs. 2 LMG diesen Verzicht auf leichte Fälle schlechthin.

### 3. Gemeinsamkeiten und Unterschiede

Spezielles Augenmerk verdient Art. 64 Abs. 5 LMG, nach dem Informationen, die die Vollzugsbehörden „unter Berufung auf die Unterstützungs- oder Auskunftspflicht nach Artikel 29 Absatz 1 erlangt“ haben, „gegen die betreffende in einem Strafverfahren nur verwendet werden dürfen, wenn die Person zustimmt oder die Informationen auch ohne ihre Mitwirkung hätten erlangt werden können.“ Damit entspricht das Gesetz dem verfassungsrechtlichen Verbot des Zwangs zur Selbstbelastung. Gegenüber beschuldigten Personen ist nach diesem Grundsatz (*nemo tenetur se ipsum accusare vel prodere*)<sup>1341</sup> „jegliche Androhung oder Ausübung von physischen Zwang wie auch die Androhung oder Ausfällung von Strafen für den Fall der Aussage- oder Mitwirkungsverweigerung“ verboten.<sup>1342</sup>

---

<sup>1335</sup> BBl 1989 I, 959.

<sup>1336</sup> BBl 2011, 5644.

<sup>1337</sup> BBl 2011, 6545.

<sup>1338</sup> Lit. i i.V.m. Art. 18 LMG (Täuschungsschutz), *Kirchsteiger-Meier*, 41. Die Bestimmungen von Art. 155 (BGE 81 IV 99) und 146 StGB gehen vor.

<sup>1339</sup> BBl 2011, 6545.

<sup>1340</sup> Botschaft zum aLMG, BBl 1989 I, 961.

<sup>1341</sup> S. SG-Komm.BV-Vest, Art. 32 N 6 ff. m.H.

<sup>1342</sup> BBl 2011, 5645.

Die Bestimmung hat insoweit deshalb weitgehend deklaratorische Bedeutung, da sie nur die Praxis des Bundesgerichts und des EGMR übernimmt. Gegenüber den Strafbehörden erfüllt sie damit eine Informationsfunktion.

### III. Landwirtschaftsgesetz

Art. 1 LwG fordert vom Bund die Sorge für eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete landwirtschaftliche Produktion, die einen wesentlichen Beitrag zur sicheren Versorgung der Bevölkerung, der Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen, der Pflege der Kulturlandschaft, der dezentralen Besiedelung des Landes und der Gewährleistung des Tierwohls erbringt.

#### 1. Sanktionen

Die *Vergehensvorschrift* von Art. 172 Abs. 1 LwG dreht sich um die Verletzung wettbewerbs- und materialgüterrechtlicher<sup>1343</sup> Anliegen, wenn sie widerrechtliche Verwendung geschützter Ursprungsbezeichnungen oder geschützter geographischer Angaben nach Art. 16 oder einer Klassierung oder Kennzeichnung nach Art. 63 ahndet.<sup>1344</sup> Auf das Antragsdelikt<sup>1345</sup> ist Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe angedroht. Die Erhöhung des Strafmaximums im Fall des gewerbsmässigen Handelns gem. Abs. 2 Satz 1 und 2, das das Vergehen zu einem von Amtes wegen verfolgbaren Verbrechen heraufstuft, ist dramatisch: statt ein nun ganze fünf Jahre Freiheitsstrafe.<sup>1346</sup> Damit ist nach Art. 172 Abs. 2 Satz 3 LwG eine Geldstrafe zu verbinden. Ein Fahrlässigkeitstatbestand fehlt wohl aufgrund der spezifischen Deliktsnatur.

Auf die mittlerweile 23 *Übertretungstatbestände* des Art. 173 LwG stehen bei vorsätzlicher Begehung nach dem Ingress von Abs. 1 Busse bis zu 40'000 SFr., sofern die Tat nach der gesetzlichen Subsidiaritätsklausel „nicht nach einer anderen Bestimmung mit höherer Strafe bedroht ist“.<sup>1347</sup> Die Höchststrafe für die fahrlässige Begehung beläuft sich auf 10'000 SFr. (Abs. 2). Zudem sieht Abs. 3, wiederum unter dem Vorbehalt einer anderen Bestimmung mit höherer Strafe bei Verstössen gegen eine Ausführungsbestimmung, deren Übertretung strafbar erklärt worden ist, Busse bis zu 5'000 SFr. vor. Versuch und Gehilfenschaft sind strafbar (Abs. 4). Nach Abs. 5 kann in besonders leichten Fällen auf Strafverfolgung und Bestrafung verzichtet werden.

#### 2. Strafbestimmungen

Die Stossrichtung von Art. 172 LwG ist, da nicht mit derjenigen der Umwelterlasse vergleichbar, *nicht* zu erörtern.

In Art. 173 Abs. 1 LwG findet sich eine breite Palette von Übertretungsstrafvorschriften, die sich in je unterschiedlicher Weise als teilweise mit solchen der Umwelterlasse vergleichbar erweisen. Von vornherein nicht angesprochen werden Tatbestände, die sich u.a. auch auf konsumentenschutz-

---

<sup>1343</sup> Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik in den Jahren 2014-2017 (Agrarpolitik 2014-2017) vom 1.2.2012, BBl 2012, (2075) 2269.

<sup>1344</sup> S. schon Botschaft zur Reform der Agrarpolitik: Zweite Etappe (Agrarpolitik 2002) vom 26.6.1996, BBl 1996 IV, (1) 279.

<sup>1345</sup> S. dazu BBl 2006, 6470.

<sup>1346</sup> S. Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik (Agrarpolitik 2011) vom 17.5.2006, BBl 2006, (6337) 6470, wo auf die 40 Empfehlungen der FATF/GAFI – und die Möglichkeit der Erfassung als Vortat zur Geldwäscherei (Art. 305<sup>bis</sup> StGB) hingewiesen wird. Offenbar bestimmt sich heute der Strafraum nicht mehr primär nach dem Unrechtsgehalt, sondern nach dem staatlichen Einziehungsinteresse. S. auch BBl 2012, 2269.

<sup>1347</sup> S. dazu etwa BGE 86 IV 97.

darunter auch kennzeichnungsrechtliche (z.B. lit. a-a<sup>ter</sup>) oder betrugsrechtliche (z.B. lit. d), Aspekte beziehen.

Zahlreiche Übertretungen regeln das *in Verkehr bringen* von Produkten und Produktionsmitteln (lit. e, g<sup>ter</sup>, k, k<sup>bis</sup>, k<sup>quater</sup> und l sowie lit. c<sup>bis</sup>, wo sich dies über die Ausfüllungsnorm des Art. 27a Abs. 1 LwG ergibt.

173 Abs. 1 lit. c<sup>bis</sup> LwG erstreckt sich neben dem in Verkehr bringen auf die *Erzeugung, Züchtung, Einführung und Freisetzung* gentechnisch veränderter landwirtschaftlicher Erzeugnisse oder Produktionsmittel. Lit. e bezieht sich alternativ auf die Herstellung (von Milch oder Milchprodukten), lit. g<sup>ter</sup> alternativ auf die Zucht und Einfuhr von gentechnisch veränderten Nutztieren. Lit. k und k<sup>bis</sup> regeln nicht nur das in Verkehr bringen, sondern auch die *Produktion, Einführung, Lagerung, Beförderung, das Angebot und die Anpreisung* von der Zulassungspflicht gem. Art. 160 LwG unterstellten Produktionsmittel ohne Zulassung bzw. ohne bei der zuständigen Stelle zugelassen oder registriert zu sein, lit. k darüber hinaus die *Verwendung* von Antibiotika und ähnlicher Stoffe als Leistungsförderer für Tiere sowie die unterlassene Meldung ihres Einsatzes zu therapeutischen Zwecken. Lit. k<sup>quater</sup> erfasst die Einfuhr, Lagerung, Beförderung sowie das in Verkehr bringen, das Anbieten oder Anpreisen von gem. Art. 159a LwG verbotener Produktionsmittel, lit. l die Einfuhr, Verwendung und das in Verkehr bringen von pflanzlichem Vermehrungsmaterial, das nicht in einem Sortenkatalog (Art. 162 LwG) aufgeführt ist.

(Engere) Belange des Umweltschutzes tangiert ggf. auch lit. b, der die Zuwiderhandlung gegen nach Art. 18 Abs. 1 LwG erlassenen Vorschriften über die Deklaration von Erzeugnissen ahndet, die nach in der Schweiz verbotenen Produktionsmethoden hergestellt werden.

Lit. c regelt die Auskunftsverweigerung und die Abgabe falscher oder unvollständiger Angaben bei Erhebungen gem. Art. 27 oder 185 LwG, wo u.a. auch ökologische Belange in Frage stehen.<sup>1348</sup> Eine Androhung der Strafdrohung des Artikels ist nicht vorgesehen, wäre aber mittels Art. 292 StGB möglich. Auch lit. e enthält eine vergleichbare Anbindung an eine Verfügung (alternativ: an Vorschriften).

### 3. Gemeinsamkeiten und Unterschiede

LMG und LwG regeln die gewerbsmässige Begehung von Vergehen als qualifizierten Tatbestand in Form eines Verbrechens.<sup>1349</sup>

## C. Synthèse récapitulative

### I. Sanctions

Le fait d'avoir renoncé à des peines plus sévères que celles prévues pour le *délit de mise en danger abstraite de l'art. 63 LDAI* (peine privative de liberté jusqu'à trois ans au maximum, cinq ans dans les cas qualifiés) est justifié dans le message au motif que les cas graves (mise en danger concrète) relèvent en outre de l'art. 111 CP (homicide intentionnel) ou de l'art. 129 CP (mise en danger de la vie) ou encore de la contamination d'eau potable (art. 234 CP), de l'altération de fourrage ou la mise en

<sup>1348</sup> Keinen eindeutigen Umweltbezug weisen lit. n und o auf, wo es gleichfalls um Verstösse gegen die Mitwirkungspflicht geht.

<sup>1349</sup> Dazu gleich mehr unten IV.

circulation de fourrage altéré (art. 235, 236 CP).<sup>1350</sup> Il convient d'approuver eu égard à l'éventail des peines.

Le système est par contre nettement plus problématique si seul le fait d'agir par métier ou avec l'intention de s'enrichir peut justifier l'élévation du niveau de catégorie au crime avec une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à cinq ans.<sup>1351</sup> Cette réserve s'accroît encore eu égard à l'art. 172 L'Agr, où la sanction maximale en lien avec l'énoncé de fait légal de base est fixée à une peine privative de liberté d'une année. A ce stade, le CP ne prévoit apparemment une telle conversion d'un délit en crime via le critère de l'agissement par métier que pour la mise en circulation de logiciels dans le but de détérioration de données prévue à l'art. 144bis, ch. 2, CP et pour la falsification de marchandises prévue à l'art. 155, ch. 2, CP. Sinon, l'énoncé de fait légal de base est toujours déjà un crime (p. ex. art. 139, 140, 146, 147, 148, 156, 157, 160, 182 CP).<sup>1352</sup>

L'art. 49, al. 2, LChim renvoie par contre à la notion, difficile à concrétiser, de danger grave pour des personnes et constitue ainsi un délit de mise en danger concret. En soi, ce type de conception correspond largement à l'orientation générale qu'attend le citoyen du droit pénal de protection de l'environnement.

A l'instar des délits en matière d'environnement, les énoncés de fait constitutifs de délit dans les trois lois ne concernant pas l'environnement prévoient des maxima pénaux *différents*. Alors que les art. 49 LChim et art. 63 LDAI exploitent l'éventail des sanctions pour le délit conformément à l'art. 10, al. 3, CP avec la prison ou peine privative de liberté jusqu'à trois ans, la sanction maximale de l'art. 172, al. 1, L'Agr se limite à une peine privative de liberté d'une année. Les écarts dans les délits en matière d'environnement sont toutefois plus importants, puisque l'art. 24 LNP ne menace que d'une peine privative de liberté de six mois. En tout cas, on peut voir apparaître malgré tout effectivement une *légère tendance* à stabiliser la sanction maximale à une peine privative de liberté de trois ans. Il existe à ce titre, au moins dans les nouveaux actes législatifs concernant l'environnement, une convergence dans la manière dont se dessine généralement sur la durée une certaine augmentation de la sévérité des sanctions (de délits) dans le droit pénal accessoire.

Le droit pénal de l'environnement actuel ne connaît aucune clause de minimis du type de celle prévue à l'art. 50, al. 5, LChim et à l'art. 173, al. 5, L'Agr. Sur ce point, la nouvelle LDAI suit la ligne de la suppression des clauses de minimis.

## II. Dispositions pénales

La perspective, ouverte dans les lois ne concernant pas l'environnement, d'une division tripartite des infractions en contraventions, délits *et crimes* est intéressante.

Ceci vaut à tout le moins dans le principe, car aussi bien la conception concrète que la question de l'emplacement<sup>1353</sup>, déjà traitée et qui sera reprise plus loin, méritent toutefois d'être complètement

---

<sup>1350</sup> FF 2011, (5181) 5252.

<sup>1351</sup> On doit douter que les prescriptions de l'art. 63 LDAI soient toutefois toujours en véritable concurrence avec les délits de mise en danger de nature général du titre 8 du CP, comme le suggère le message dans ce contexte.

<sup>1352</sup> Cf. toutefois la proposition à l'art. 26, al. 2, LCITES, *ci-dessus* section 3/D.III. Mais la conception de l'énoncé de fait légal de base en tant que contravention apparaît là problématique.

<sup>1353</sup> A ce propos, cf. *ci-dessus* section 2/B.II.3 et *ci-après* section 7.



repensées. Eu égard au montage, la voie empruntée dans la LDAI et la LAgr via le *critère de culpabilité personnel* lié au *fait d'avoir agi par métier* pourrait s'avérer problématique. Ceci notamment parce que, sans être *professionnel*, l'auteur pourrait être très actif dans le domaine en question, ce qui promet de rendre la délimitation *difficile sur le plan dogmatique*. Selon la pratique (récente) du Tribunal fédéral, l'auteur n'agit par métier (de manière professionnelle) que lorsqu'il résulte du temps et des moyens qu'il consacre à ses agissements délictueux, de la fréquence des actes pendant une période déterminée, ainsi que des revenus envisagés ou obtenus, qu'il exerce son activité coupable à la manière d'une profession.<sup>1354</sup> Tout ceci concerne dans ces cas déjà l'activité *légale* de l'auteur. A quoi le caractère professionnel doit-il se référer dans ces circonstances?

L'*intention de s'enrichir* inscrite à l'art. 63, al. 2 LDAI comme critère de qualification ne rencontre certes aucune objection de principe dogmatique en tant que critère subjectif de l'illégalité, à la différence de l'ancienne loi de 1992 qui mentionnait le dessein de lucre – soit une caractéristique liée à la mentalité de l'auteur proscrite dans le droit pénal actuel. Pourtant, le cas pourrait se présenter si souvent que l'énoncé constitutif du délit s'en trouverait en pratique presque évincé par l'énoncé de fait constitutif du crime, au point de faire en l'espèce de la commission de l'infraction qualifiée l'énoncé de fait légal de base.

De par leur caractère, les deux éléments de qualification ne se prêtent pas à un éventuel acte de négligence qualifié.

### III. Bilan

Eu égard au principe de précision de la base légale en lien avec la législation en matière d'environnement, l'analyse somme toute assez superficielle n'a pas mis en lumière de difficultés spécifiques (ou spécifiquement autres) ni aucunes solutions envisageables nouvelles.

Concernant la perspective d'étendre la *tri-articulation du domaine de l'illicéité par la différenciation des énoncés de fait constitutifs de crime* également aux actes pénaux concernant l'environnement, tel que proposé par les auteurs, le parcours des lois ne concernant pas l'environnement ne donne pas lieu à des recommandations concrètes. Ceci vaut en particulier aussi pour les menaces de sanction.

L'éventualité de lacunes de punissabilité n'est *pas* objet de l'analyse.

---

<sup>1354</sup> ATF 129 IV 253, 117 IV 63, 116 IV 319. A propos de l'art. 47, al. 2, ancienne LDAI, cf. TF 6S.261/2001 du 4.7.2001 concernant la psilocybine et TF 6S.101/2002 du 10.5.2002 concernant divers stupéfiants où il s'agissait apparemment de sociétés créées spécifiquement dans ce but.

## Section 5. Dispositions cantonales de droit pénal de l'environnement

---

### A. Introduction

Le fédéralisme très marqué en Suisse a retardé la codification au niveau fédéral du droit pénal de l'environnement en comparaison européenne. La loi fédérale sur l'environnement, édictée en 1985, se trouve toutefois au début d'une évolution qui tend vers l'ancrage des compétences au niveau fédéral. L'ancien Office fédéral de la protection des eaux est devenu l'Office fédéral de l'environnement. Mais les 26 cantons disposent toujours de leur propre administration de l'environnement.<sup>1355</sup>

Conformément à l'art. 335, al. 1, CP, les cantons conservent (également) dans le domaine de l'environnement une marge de compétence pour le *droit pénal cantonal en matière de contraventions* tant que la Confédération n'a pas réglementé de manière définitive ou exclusive. Cette réserve *proprement dite* se réfère « au droit pénal cantonal complémentaire en matière de contraventions; la Confédération renonce à ce stade à exploiter complètement sa compétence législative dans le domaine des délits mineurs ». <sup>1356</sup> Cependant, dès que la matière est traitée par la législation pénale fédérale<sup>1357</sup>, la compétence cantonale est limitée voire abrogée. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, dès lors que la Confédération a réglé la matière par un « système de normes exhaustives », il ne reste aucune place pour le droit pénal cantonal en matière de contraventions. Il en va autrement lorsqu'elle ne réglemente pas du tout ou que partiellement un domaine, ce qu'il faut examiner dans le cas d'espèce.<sup>1358</sup> La législation fédérale peut en outre aménager aux cantons également des compétences pénales *explicitement* complémentaires.

On parle de réserve *improprement dite* lorsqu'il s'agit d'infractions au droit administratif et procédural *cantonal*. « Improprement dite » car les cantons disposent de cette compétence déjà de par le régime général des compétences issu de la Constitution. Ainsi, selon l'art. 335, al. 2, CP, les cantons sont libres d'édicter du droit pénal et habilités aussi à prévoir des peines privatives de liberté relevant d'un délit.<sup>1359</sup> Les cantons, comme on le verra plus loin, font largement usage des compétences législatives qui leur restent en matière pénale au sens de l'art. 335 CP, également dans le domaine de l'environnement. En principe, selon le droit fédéral, la partie générale du CP (PG) ne vaut pas pour le droit pénal cantonal, sauf s'il s'agit de prescriptions dont la teneur relève du droit constitutionnel (p. ex. art. 1 CP). Les cantons peuvent édicter leurs propres prescriptions et reprendre tout ou partie de la PG. Le cas échéant, cette reprise fait de la PG du droit pénal cantonal.<sup>1360</sup>

L'analyse ci-après s'intéresse aux dispositions de droit pénal de l'environnement de trois cantons (Berne, St-Gall et Fribourg). L'objectif est de déterminer quels sont les domaines réglés au niveau fédéral et ceux réglés au niveau cantonal, où se situent les éventuels chevauchements et comment les cantons ont mis en œuvre les compétences législatives dont ils disposent. Au besoin, les disposi-

---

<sup>1355</sup> Fürst, p. 189.

<sup>1356</sup> Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 3; SG-Komm.BV-Vest, Art. 123 N 6.

<sup>1357</sup> ATF 125 I 375.

<sup>1358</sup> BSK StGB II-Wiprächtiger, Art. 335 N 7 ff.; Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 3, 8 ff m.z.H.; SG-Komm.BV-Vest, Art. 123 N 6 m.H..

<sup>1359</sup> Cf. Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 3, 12 ff. m.H.; SG-Komm.BV-Vest, Art. 123 N 7.

<sup>1360</sup> Trechsel/Pieth-Lieber, Art. 335 N 15.

tions édictées par la Confédération qui donnent un cadre à la législation cantonale sont également mentionnées.<sup>1361</sup>

Dans un premier temps, l'analyse examine au niveau macroscopique comment les cantons organisent la législation et l'exécution du droit pénal de l'environnement dont ils ont la charge. Dans un deuxième temps, les dispositions de droit pénal cantonal matérielles sont comparées entre elles.

## **B. Directives constitutionnelles**

### **IV. Berne**

Conformément à l'art. 31 Cst. BE, l'environnement naturel doit être préservé et assaini (al. 1). La durabilité des bases naturelles doit être garantie (al. 2). Les articles suivants contiennent des normes de compétence en faveur du Grand Conseil pour édicter des lois.

Le canton et les communes assurent l'utilisation mesurée du sol (art. 33, al. 1, Cst. BE), s'emploient à promouvoir une utilisation rationnelle et économe de l'eau (art. 35, al. 3, Cst. BE) et veillent à l'épuration des eaux et à l'élimination des déchets (art. 36 Cst. BE). L'art. 51 Cst. BE charge le canton de prendre des mesures en faveur d'une agriculture et d'une sylviculture respectueuses de l'environnement mais en même temps performantes (al. 1). Il revient au canton, selon l'art. 52, al. 1, Cst. BE, les droits exclusifs d'utilisation (droits régaliens) sur les eaux (let. b) ainsi que sur la chasse et la pêche (let. d). Le canton peut concéder ce droit aux communes.

### **V. Fribourg**

L'art. 71, al. 1, Cst. FR définit l'objectif général selon lequel l'Etat et les communes veillent à la sauvegarde de l'environnement naturel et luttent contre toute forme de pollution ou de nuisance. Le canton veille aussi à protéger la diversité de la faune et de la flore ainsi que leurs milieux vitaux (art. 71, al. 1).

### **VI. St-Gall**

L'art. 16 Cst. SG règle la protection de l'environnement. La disposition comprend la protection contre les atteintes nuisibles ou incommodantes (let. a), le maintien du pouvoir de régénération des ressources (let. b) et le principe du pollueur-payeur (let. c).

En vertu de l'art. 20, al. 1, Cst. SG, l'objectif de l'Etat consiste à assurer une économie agricole et forestière produisant de manière à la fois durable et performante, capable de remplir les multiples tâches qu'elle assure au service de la nature, de la communauté et de l'économie. L'art. 21, al. 1, cite d'autre buts de l'Etat, à savoir l'approvisionnement économe en eau et en énergie (let. a), l'utilisation des ressources avec ménagement (let. b) et l'évitement des déchets (let. c). Dans l'accomplissement de ces tâches, l'Etat s'attache à réaliser les buts qu'il s'est fixés (art. 24 al. 1).

---

<sup>1361</sup> La jurisprudence en matière de droit pénal cantonal n'est que rarement publiée. Les arrêts qui touchent au droit de l'environnement portent le plus souvent sur le droit de construction ou sur des affaires touchant au droit de l'environnement général sans lien avec le droit pénal. Cf. toutefois BE: n° dossier 100.2012.460U du Tribunal administratif, relatif aux déchets (7.11.2013); SG: décision du Tribunal administratif B 2004/85 concernant la protection de l'air (25.10.2005), B 2010/110 concernant la forêt (16.12.2010).

Aux termes de l'art. 29 Cst. SG, les eaux relèvent de la souveraineté de l'Etat.

## **C. Umwelterlasse und Strafbestimmungen**

### **I. Allgemeines**

#### **1. Bern**

Der Zweck des NSchG ist der Schutz, die Wiederherstellung oder die Schaffung von Lebensräumen von wildlebenden Tiere und Pflanzen (lit. a), sowie allgemein die Bewahrung oder Wiederherstellung des Gleichgewichts im Naturhaushalt (lit. c). Laut Art. 8 NSchG werden die schutzwürdigen Objekte nach ihrer nationalen, regionalen und lokalen Bedeutung unterschieden. Nach Art. 9 NSchG ist der Kanton für die Erstellung eines Inventars der schutzwürdigen Gebiete von nationaler oder regionaler (Abs. 1) und die Gemeinden für jene von lokaler Bedeutung (Abs. 2) zuständig. Allerdings haben die Inventare nur hinweisende Funktion (Art. 10 Abs. 1). In Naturschutzgebieten dürfen keine Gifte oder umweltgefährdende Stoffe verwendet werden (Art. 11 Abs. 1 NSchG). Die Kantonale Fachstelle für Naturschutz erteilt Ausnahmegewilligungen (Art. 15). In den Art. 19 ff. wird die Unterschutzstellung präzisiert. Gemäss Art. 31 Abs. 1 trifft der Kanton Massnahmen zur Erhaltung seltener oder bedrohter Pflanzen- und Tierarten.

Der Vollzug der Naturschutzgesetzgebung obliegt der Volkswirtschaftsdirektion, der zuständigen Stelle dieser Direktion, den Gemeinden, den vom Regierungsrat bezeichneten Organen der Naturschutzaufsicht und den beauftragten Naturschutzorganisationen im Rahmen ihres Auftrages (Art. 12 Abs. 1 lit. b bis f NSchG). Wenn es gesetzlich vorgesehen ist, können auch andere Behörden zuständig sein (Abs. 2). Die Schutzbestimmungen betreffen verschiedene Bereiche (Biotopschutz; Schutz von geologischen und botanischen Objekten; Schutz der Tier- und Pflanzenwelt; Unterschutzstellung von Gebieten und Objekten). Mit Art. 31 Abs. 2 wird der Regierungsrat ermächtigt, durch Verordnung Tiere und Pflanzen zu schützen, die nicht bereits vom Bundesrecht erfasst sind. Art. 62 postuliert allgemein, dass der Regierungsrat die zum Vollzug nötigen Ausführungsbestimmungen erlässt. Die Volkswirtschaftsdirektion kann Ausnahmegewilligungen erteilen (Art. 31).

Das VBWG wurde insb. gestützt auf Art. 703 ZGB (Güterzusammenlegung bei Bodenverbesserungen) und Art. 50 des eidg. WaG erlassen. Es ist anwendbar auf Boden- und Waldverbesserungen, die unter amtlicher Mitwirkung durchgeführt werden (Art. 1 Abs. 1). Trägerin einer Boden- oder Waldverbesserung können gemäss Art. 2 Abs. 1 lit. a bis e eine Boden- oder Waldverbesserungsgenossenschaft, eine Gemeinde, eine Bäuerin, eine andere bereits bestehende Körperschaft sowie eine oder mehrere Einzelpersonen sein.

#### **2. Fribourg**

In Fribourg gibt es unter den verglichenen Kantonen die grösste Anzahl Erlasse, die jeweils aber nur einen beschränkten Regelungsgegenstand haben. Der Kanton hat acht kantonale Naturschutzgebiete<sup>1362</sup>, die durch spezifische Reglemente geschützt werden.

---

<sup>1362</sup> Südufer Neuenburgersee, Sensegraben, Düringer Möser, Perolles-See, Vanil Noir, Les Auges de Neirivue, Lac de Lussy, Lac des Joncs, vgl. <http://www.fr.ch/snp/de/pub/naturschutzgebiete.htm>.

Das NatG hat gemäss Art. 1 zum Ziel, die Reichhaltigkeit und Vielfalt der Natur- und Landschaftsgüter des Kantons als Schlüsselemente der nachhaltigen Entwicklung zu bewahren und zu fördern (Abs. 1). Es ergänzt die Bundesgesetzgebung über den Natur- und Heimatschutz und regelt deren Vollzug ausser im Bereich der Denkmäler, historischen Stätten und archäologischen Fundstellen (Abs. 3). Der Kanton ist verantwortlich für die Schutzmassnahmen bzgl. Biotopen und Moorlandschaften (Art. 13). Die Gemeinden berücksichtigen diese in ihrer Ortsplanung und vollziehen sie (Art. 14).

### **3. St. Gallen**

In Art. 124bis des Einführungsgesetzes zum eidg. ZGB ist die Kompetenz der Regierung zum Erlass von Verordnungsvorschriften bzgl. der Sicherung von Naturkörpern sowie dem Schutze wildlebender Tiere und wildwachsender Pflanzen u.a. erfasst.

Das EG-USG wurde in Ausführung von Art. 36 des eidg. USG erlassen. Gemäss Art. 1 Abs. 1 EG-USG wird im Erlass insb. die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden geregelt. Das Gesetz ist in verschiedene Teile gegliedert, entsprechend der Vorgaben des USG. Dazu gehören die Umweltverträglichkeitsprüfung; Luftreinhaltung; Lärm; Erschütterungen; nicht ionisierende Strahlung, einschliesslich Licht; Katastrophenschutz und Störfallvorsorge; umweltgefährdende Stoffe; umweltgefährdende Organismen; Abfälle; belastete Standorte; Bodenschutz. Kanton und Gemeinden arbeiten beim Vollzug der eidg. Umweltschutzgesetzgebung eng zusammen (Art. 4 Abs. 1). In Art. 14 wird die Vorbildfunktion von Kanton und Gemeinden im Umweltschutz unterstrichen.

## **II. Schutz vor Störfällen**

### **1. Schweiz**

Unter dem Eindruck folgeschwerer Chemieunfälle in den siebziger und achtziger Jahren (bspw. Schweizerhalle<sup>1363</sup>) wurde gestützt auf die Art. 10 Abs. 4 USG und 47 Abs. 1 GSchG die StFV erlassen. Der Zweck der StFV ist der Schutz der Umwelt und des Menschen vor schweren Schädigungen infolge eines Störfalls (Art. 1 Abs. 1). Die Kantone müssen eine Meldestelle für Störfälle einrichten (Art. 12). Sie sind auch zuständig für die Information der Öffentlichkeit (Art. 13).

### **2. Bern**

Das ABAG wurde insb. gestützt auf Art. 36 des eidg. USG erlassen. Gemäss Art. 1 Abs. 1 lit. e ABAG dient das Gesetz der Ausführung oder Ergänzung von Bundesrecht im Bereich des Umweltschutzes. Der Anwendungsbereich des Gesetzes ist beschränkt auf Anlagen (Abs. 2). Der Regierungsrat erlässt Ausführungsbestimmungen (Art. 2). Die Aufsicht über den Vollzug obliegt der Volkswirtschaftsdirektion (Art. 3 Abs. 1). Diese kann Aufgaben sowie Verfügungsbefugnisse im gegenseitigen Einvernehmen an Gemeinden delegieren, sofern die notwendigen fachlichen und personellen Voraussetzungen vorhanden sind (Art. 3 Abs. 2). Der Vollzug wird von den Gemeinden gewährleistet, soweit ihnen die Kompetenz durch das ABAG oder Delegation zugewiesen wurde (Art. 6). Ihnen kommt gemäss Art. 14 eine Überwachungsfunktion bzgl. der Einhaltung der Bundesgesetze zu (lit. a), sie können Feststellungen über Unzulänglichkeiten der Volkswirtschaftsdirektion melden (lit. b) und vollziehen deren Anordnungen (lit. c).

---

<sup>1363</sup> In der Nacht auf den 1.11.1986 brannte ein Sandoz-Lager in der Nähe von Basel, in der über 1300 Tonnen Chemikalien lagerten. Der Rhein färbt sich von giftigem Löschwasser rot, Tausende Fische verenden.

Die EV StFV führt die Art. 36, 42 und 48 des eidg. USG und Art. 23 StFV aus. Laut den Art. 1-11 EV StFV sind sieben unterschiedliche Behörden für den Vollzug des Gesetzes zuständig.<sup>1364</sup> In der EG-StFV findet sich keine Strafnorm. Art. 15 hält lediglich fest, dass die Behörden die nötigen Massnahmen anordnen, wenn rechtswidrige Zustände festgestellt werden (Abs. 1). Wenn der Adressat der Verfügung diese nicht befolgt, werden sie von Amtes wegen vorgenommen (Abs. 2).

### **3. Fribourg**

Die AB-StFV wurde auf Antrag der freiburgischen Baudirektion gestützt auf das eidg. USG (Art. 10 und 36) und die StFV erlassen. Im AB-StFV sind fünf unterschiedliche Behörden für den Vollzug der Bundesgesetzgebung vorgesehen (Art. 1).<sup>1365</sup> Es wurde allerdings eine ämterübergreifende interdisziplinäre Koordinationsgruppe für Störfälle (KOST) gegründet, um die Effizienz bei der Bekämpfung von Störfällen zu steigern.

Im AB-StFV findet sich keine Strafbestimmung.

### **4. St. Gallen**

Der Katastrophenschutz und die Störfallvorsorge ist in den Art. 37 f. EG-USG geregelt. Der Kanton ist für den Vollzug der eidg. Bestimmungen zuständig.

Im EG-USG findet sich in Art. 54 zwar eine Strafbestimmung, die sich aber nicht auf den Katastrophenschutz und die Störfallvorsorge gemäss Art. 37 bezieht.<sup>1366</sup> Art. 38 Abs. 1 erklärt die Verfahrensregelung des eidg. USG für anwendbar, wenn die eidg. StFV nicht gilt.

## **III. Flora und Fauna**

### **1. Geschützte Gebiete**

#### **f. Schweiz**

Das WaG hat zum Ziel, die vorhandenen Waldbestände zu erhalten und die Erfüllung verschiedener ihrer Funktionen zu sichern (Abs. 1). Die Kantone können Bewilligungen erteilen, mit denen Rodungen ausnahmsweise erlaubt werden (Art. 6 Abs. 1 lit. b). Zudem können sie teilweise eigene Regelungen bzgl. des Betretens und Befahrens von Wald vorsehen (Art. 14 ff.). Auch bei der Pflege und Nutzung von Wald kommen den Kantonen Aufgaben zu (Art. 20 ff.), die positive Schutzpflichten bilden. Gesetzesvollzug und Strafverfolgung obliegen grds. den Kantonen (Art. 50 und 45), dem Bund kommt

---

<sup>1364</sup> Das kantonale Laboratorium (Art. 1-3); die Gebäudeversicherung des Kantons Bern (Art. 5); das Amt für Bevölkerungsschutz, Sport und Militär (Art. 6 und 8); die Kantonspolizei (Art. 7); das Amt für Wasser und Abfall (Art. 9); das Tiefbauamt (Art. 10); das Amt für Umweltkoordination und Energie (Art. 11). Die Ämter sind an drei unterschiedliche Direktionen angegliedert (die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion; die Polizei- und Militärdirektion; Gesundheits- und Fürsorgedirektion). Die Gebäudeversicherung ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit (Art. 3 GVG).

<sup>1365</sup> Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (Art. 2); das Amt für Umwelt (Art. 3); die Koordinationsgruppe für Störfälle (Art. 4); die kantonale Gebäudeversicherung (Art. 4a); das Amt für Bevölkerungsschutz und Militär (Art. 5). Zwei verschiedene Direktionen sind zuständig (Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion und die Sicherheits- und Justizdirektion). Die Kantonale Gebäudeversicherung (KGV) ist eine autonome öffentlich-rechtliche Anstalt des Staates Fribourg. Sie ist administrativ der Sicherheits- und Justizdirektion zugewiesen.

<sup>1366</sup> Sie richtet sich auf den Betrieb von Abfallanlagen ohne Bewilligung (lit. a), resp. die Missachtung angeordneter Massnahmen zur Verminderung ausserordentlich hoher Luftbelastungen (lit. b). Dazu werden später Ausführungen gemacht.

aber eine Aufsichtsfunktion zu (Art. 49 Abs. 1). Vor der Inkraftsetzung kantonaler Ausführungsvorschriften müssen diese dem BAFU mitgeteilt werden.

Das JSG legt die Grundsätze fest, nach denen die Kantone die Jagd zu regeln haben (Art. 1 Abs. 2). Bei der Gesetzgebung müssen die Kantone den Naturschutz berücksichtigen (Art. 3) und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel vor Störungen sicherstellen (Art. 7 Abs. 4). Gemäss Art. 18 Abs. 5 können die Kantone Widerhandlungen gegen kantonales Recht *als Übertretung* ahnden. Kantonales Recht kann weitergehen als Bundesrecht (vgl. bspw. Art. 20 Abs. 3). Die Kantone sind für Verfolgung und Beurteilung aller strafrechtlichen Widerhandlungen zuständig (Art. 21 Abs. 1). In Art. 25 wird die generelle Vollzugskompetenz der Kantone unter Aufsicht des Bundes statuiert. Die Kantone sind zuständig für die Erteilung aller Bewilligungen, unter Vorbehalt der Bundeskompetenzen (Abs. 1). Kantonale Gesetze sind vor Inkrafttreten dem Bundesamt mitzuteilen (Abs. 3).

Das BGF bezweckt gemäss Art. 1 Abs. 1 den Schutz von Fischen, Krebsen sowie ihren Lebensräumen (lit. a und b) und normiert die Grundsätze der kantonalen Regelungen (Art. 1 Abs. 2). Im 2. und 3. Abschnitt des Gesetzes (Art. 3 bis 11), welche Schutz und Nutzung der Fische und Krebse bzw. den Schutz derer Lebensräume betreffen, wird genau abgegrenzt, welche Bereiche in die Zuständigkeit des Bundes oder der Kantone fällt. Die Strafverfolgung muss durch die Kantone gewährleistet werden (Art. 20 Abs. 1). Die Gesetzgebungs- und Vollzugskompetenz der Kantone ist explizit in Art. 22 statuiert. Einige kantonale Bestimmungen bedürfen der Gutheissung des Bundes (Art. 26 Abs. 1). Der Vollzug wird vom Bundesrat beaufsichtigt (Art. 21 Abs. 2).

Seit der Annahme der eidg. Volks-Initiative zum Schutz der Moore (Rothenthurm-Initiative) 1987<sup>1367</sup> geniessen Moorlandschaften in der Schweiz einen besonderen Schutzstatus. Den Kantonen werden positive Schutzpflichten bzgl. der Erhaltung der Gebiete auferlegt.

#### **g. Bern**

Das FiG wurde gestützt auf Art. 22 Abs. 2 BGF sowie in Ausführung von Art. 31 Abs. 2 und Art. 52 Abs. 1 lit. d KV-BE erlassen. Die Zielbestimmung in Art. 1 FiG ist eine wortwörtliche Wiederholung von Art. 1 BGF. Die Fischerei ist ein Kantonsregal (Art. 28 FiG).

Das JWG wurde in Ausführung von Art. 31 und 52 KV-BE, gestützt auf Art. 25 JSG erlassen. Es vollzieht und ergänzt die Jagdgesetzgebung des Bundes (Art. 1 Abs. 1 JWG). Die präzisen Ziele sind in Abs. 2 lit. a bis f aufgeführt und betreffen insb. den Schutz wilder Tiere. Aus Art. 4 geht hervor, dass die Jagd ein kantonales Regal ist. Der Kanton stellt persönliche Bewilligungen aus (Art. 4). Gemäss Art. 34 erlässt der Regierungsrat Ausführungsvorschriften des Gesetzes (Abs. 1) und kann insb. ergänzendes Recht zu Kontroll- und Meldepflichten erlassen. Er kann seine Befugnisse ausserdem durch Verordnung an die Volkswirtschaftsdirektion übertragen (Abs. 3). Die meisten Bestimmungen des JWG sind verwaltungsrechts- oder verwaltungsaktakzessorisch. Art. 31 Abs. 1 JWG beinhaltet eine Subsidiaritätsklausel zugunsten des Bundesrechts.

Das KWaG basiert auf Art. 50 des WaG und Art. 51 KV-BE. In Art. 1 Abs. 1 KWaG sind ähnliche Ziele beschrieben wie in der eidg. Bestimmung. Laut Abs. 2 vollzieht und ergänzt das Gesetz die Waldgesetzgebung des Bundes. Der Kanton ist verantwortlich für die Erstellung der planerischen Grundlagen der Waldbewirtschaftung (Art. 29). Die Gemeinden sollen die Bevölkerung vor Naturereignissen schützen (Art. 30). Für den Vollzug der Waldgesetzgebung ist die zuständige Stelle der Volkswirt-

---

<sup>1367</sup> S. oben Teil 3/L.

schaftsdirektion, das Amt für Wald, zuständig (Art. 48 Abs. 1). Dem Regierungsrat wird die Kompetenz zum Erlass von Ausführungsvorschriften übertragen (Art. 52 Abs. 1).

Gemäss Art. 57 Abs. 1 NSchG wird mit Geldbusse von 100 bis 50'000 SFr. bestraft, wer ein Naturschutzgebiet oder Naturschutzobjekt beschädigt oder zerstört (lit. a), einem Verbot oder einer Massnahme gemäss Art. 31, 36 oder 41 zuwiderhandelt (lit. b), unbefugt eine Handlung vornimmt, die nach diesem Gesetz bewilligungspflichtig ist (lit. c), eine Bewilligung überschreitet (lit. d) oder Anordnungen, die ihm gegenüber ergangen sind, nicht nachkommt. In schweren Fällen kann die Busse auf bis zu 100'000 SFr. erhöht werden (Abs. 2), während in besonders leichten Fällen gänzlich von Strafe Abstand genommen werden kann (Abs. 3). Die verschiedenen Tatbestandsvarianten sind verwaltungsaktakzessorisch ausgestaltet.

Es gibt Regierungsratsbeschlüsse zu verschiedenen Naturschutzgebieten im Kanton.<sup>1368</sup> Widerhandlungen gegen die meisten der Beschlüsse werden mit Busse oder Haft bestraft. Der Regierungsrat ist gemäss Art. 4 KStrG befugt, für Widerhandlungen gegen seine Beschlüsse Bussen anzudrohen. Der Höchstbetrag der Busse beträgt 10'000 SFr. (Art. 335 i.V.m. 106 StGB).

#### **h. Fribourg**

Das FiG wurde gestützt auf das eidg. BGF, dessen Vollziehungsverordnung und interkantonale Konkordate erlassen und ergänzt die Bundesgesetzgebung bzgl. der Fischerei (Art. 1 Abs. 1 lit. a und b).

Das WSG stützt sich auf das eidg. WaG und dessen Vollziehungsverordnung. Es regelt den Vollzug der eidg. Waldgesetzgebung, bezeichnet die Vollzugsbehörden und setzt deren Befugnisse fest. In Art. 1 Abs. 2 werden drei Sonderziele, insb. die Nachhaltigkeit der Waldnutzung betreffend, genannt.

Gemäss Art. 57 Abs. 1 NatG werden strafbare Handlungen im Bereich des Natur- und Landschaftsschutzes im Bundesrecht festgelegt. Laut Abs. 3 definiert der Staatsrat auf kantonaler Ebene Rechtsverletzungen für Bereiche, die vom Bundesrecht nicht abgedeckt werden. In Art. 22 NatR werden zusätzlich zu den Bestimmungen in der Gesetzgebung über die Jagd, die Fischerei sowie den Schutz der wildlebenden Säugetiere und Vögel auf Kantonsebene zusätzliche Arten unter speziellen Schutz gestellt. Diese sind in Anhang 2 präzisiert. Die Übertretung von Art. 45 NatR wird mit Busse von 20'000 SFr. belegt. Kantonale Rechtsverletzungen sind in Art. 46 NatR geregelt. Die Höhe der Strafe wird allerdings nicht festgelegt.

Es existieren auch Verordnungen bzgl. bestimmter Schutzgebiete, so bspw. das Reglement betreffend das Naturschutzgebiet des Pérolles-Sees oder des Vanil-Noirs. Als Strafe für Zuwiderhandlungen wird jeweils eine Busse vorgesehen. Ausserdem gibt es den Beschluss betreffend den Schutz der freiburgischen Tier- und Pflanzenwelt; den Beschluss über das Pilzreservat Moosboden, Gemeinde Cerniat, Staatswald Höllbach; sowie die Verordnung über das Pilzreservat La Chanéaz, Gemeinde Montagny, Staatswald La Chanéaz.

#### **i. St. Gallen**

Es ist Aufgabe der Gemeinden, wertvolle Landschaften, Lebensräume etc. langfristig zu erhalten. Die gebietstypische Flora und Fauna soll in ihrem Bestand gesichert werden. Die Gemeinden müssen eine

---

<sup>1368</sup> S. Verzeichnis der Schutzbeschlüsse und Schutzpläne aller Naturschutzgebiete des Kantons Bern (NSG), abrufbar unter: [http://www.vol.be.ch/vol/de/index/natur/naturfoerderung/naturschutzgebiete\\_naturschutzobjekte/schutzbeschluesse\\_der\\_naturschutzgebiete.html](http://www.vol.be.ch/vol/de/index/natur/naturfoerderung/naturschutzgebiete_naturschutzobjekte/schutzbeschluesse_der_naturschutzgebiete.html).



Schutzplanung erstellen, die im BauG geregelt ist. Der Kanton nimmt dabei eine beratende Funktion wahr und prüft im Rahmen des Genehmigungsverfahrens die Recht- und Zweckmässigkeit des Erlasses.<sup>1369</sup>

Mit der NSV sollen das NHG und dessen Vollziehungsverordnung ausgeführt werden. Ausserdem stützt sich das NSV auf Art. 124<sup>bis</sup> EG-ZGB. Einerseits enthält die NSV Bestimmungen zum Pflanzen- und Tierschutz, andererseits zu den Schutzgebieten. Der Gesetzesvollzug wird in Art. 20 ff. geregelt. Eine Besonderheit ist, dass in wichtigen Fragen Naturschutzvereinigungen angehört werden müssen und die Öffentlichkeit informiert werden muss. Die Aufsicht über den Gesetzesvollzug kommt den Gemeinden zu.

Das EG-WaldG wurde in Ausführung der eidg. Waldgesetzgebung und Art. 1 Abs. 1 lit. a und c sowie Art. 7 Abs. 4 des eidg. JSG erlassen, gestützt auf Art. 20 KV-SG. Die Regierung hat die Kompetenz zu bestimmen, ab welcher Grösse eine Fläche als Wald gilt (Art. 1 Abs. 1 EG-WaldG), Waldziele festzulegen (Art. 2), Waldregionen zu bezeichnen (Art. 3 Abs. 2) und deren Aufgaben zu bestimmen (Art. 3). Gemäss Art. 41 EG-WaldG regelt die Regierung u.a. Forstreservate (Abs. 1 lit. a) und die Verwendung umweltgefährdender Stoffe im Wald (Abs. 1 lit. g). Der Regierung kommt ausserdem die Kompetenz zu, Vereinbarungen mit anderen Kantonen und Staaten abzuschliessen (Abs. 2).

Das FiG wurde zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über die Fischerei erlassen und bezweckt den Schutz und die Förderung der Lebensräume der Wassertiere sowie ihren Erhalt (Art. 1). Gemäss Art. 3 Abs. 1 steht das Fischereiregal dem Kanton zu. Als Aufsichtsorgane sind die kantonale Fischereiaufsicht, private Fischereiaufseher und weitere Organe, bspw. Polizei, Forstdienst und Wildhut vorgesehen. Gemäss Art. 40 besteht eine *Anzeigepflicht* für die Organe der Fischereiaufsicht bzgl. Widerhandlungen gegen die Fischerei-, Tierschutz- und Gewässerschutzgesetzgebung, soweit fischereiliche Interessen betroffen sind.

Das JagdG entstand zur Ausführung des eidg. JSG. Gemäss Art. 1 JagdG sollen die Lebensräume wildlebender Tiere geschützt bzw. verbessert werden (lit. a bis e). Die Gemeinden trifft eine Mitwirkungspflicht (Abs. 2). Das Jagdregal steht dem Kanton zu (Art. 2 Abs. 1).

Die Vollzugsverordnung zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (VTs) wurde von Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen in Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Tierschutz erlassen. Das Gesundheitsdepartement ist für die Aufsicht über den Vollzug zuständig (Art. 1) und das Amt für Verbraucherschutz und Veterinärwesen ist die grds. zuständige Behörde (Art. 2). Die Gemeinden unterstützen den Kanton in ihren Aufgaben (Art. 6 Abs. 1).

In Art. 11 UeStG werden zwar nicht spezifisch Verstösse gegen Vorschriften für geschützte Gebiete sanktioniert, der Artikel belegt aber verbotenen Verkehr ausserhalb von Strassen mit Busse (Abs. 1). Der Regierungsrat regelt die Bewilligungsvoraussetzungen für den Verkehr mit Raupenfahrzeugen durch Verordnung (Abs. 2) und die politischen Gemeinden können für umgrenzte Gebiete das Befahren gestatten (Abs. 3).

---

<sup>1369</sup> Kanton St. Gallen; Amt für Natur, Jagd und Fischerei; Erstellung/Revision von Schutzverordnungen im Bereich Natur und Landschaft. Abrufbar unter: [http://www.anjf.sg.ch/home/natur\\_und\\_landschaft/Schutzgebiete/Schutzverordnung.html](http://www.anjf.sg.ch/home/natur_und_landschaft/Schutzgebiete/Schutzverordnung.html).

Übertretungen gegen die NSV sind in Art. 25 ff. geregelt. Art. 25 ist verwaltungsaktakzessorisch bzw. verwaltungsrechtsakzessorisch ausgestaltet. Es wird das unerlaubte Sammeln von Pflanzen mit Busse belegt, wozu Kontrollen und Beschlagnahmen möglich sind (Art. 27).

Es gibt mehrere Regierungsratsbeschlüsse bzgl. spezifischer Naturschutzgebiete, so etwa zu jenem in Thurau bei Wil, Fleuben in Altstätten sowie Dürrenmoos in Hemberg und St. Peterzell. Diese enthalten allerdings keine Strafbestimmungen. Der Regierungsrat könnte nur für Widerhandlungen gegen Verordnungen und Allgemeinverfügungen eine Strafe vorsehen (Art. 3 UeStG).

Die Kompetenz zum Erlass von Schutzmassnahmen bezüglich der in Art. 98 Abs. 1 BauG aufgezählten Schutzgegenstände<sup>1370</sup> liegt primär bei den Gemeinden (Art. 101 Abs. 1 BauG). Gemäss Art. 132 Abs. 1 lit. c BauG wird mit Busse bis zu 30'000 SFr. bestraft, wer gegen Schutzverordnungen oder öffentlich-rechtliche Eigentumsbeschränkungen, die im Interesse des Natur- und Heimatschutzes erlassen oder verfügt wurden, verstösst

## **2. Lebewesen**

### **a. Schweiz**

BV 74 weist dem Bund eine konkurrierende verpflichtende, mit Zielvorgaben verbundene Grundsatzgesetzgebungskompetenz betreffend die Ausübung der Jagd zu.<sup>1371</sup> Die Jagd gehört zu den traditionellen staatlichen Regalien – die Kantone können sie monopolisieren und der Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit ist auf sie nicht anwendbar.<sup>1372</sup> Die Kantone gestalten die Jagd entweder als Patentjagd (Einzelbewilligung für Personen) oder als Revierjagd (Übertragung des Jagdmonopols in einem Teilgebiet an eine Jagdgesellschaft) aus, im Kanton Genf ist die Jagd ganz verboten.<sup>1373</sup> Aufgrund der föderalistischen Grundkonzeption können die Kantone das JSG in verschiedenster Hinsicht ergänzen oder davon abweichen (vgl. Art. 5 Abs. 4 und 5, Art. 7 Abs. 4, Art. 11 Abs. 4, Art. 12 JSG).

### **b. Bern**

Im KStrG finden sich keine Bestimmungen, welche den strafrechtlichen Umweltschutz zum Gegenstand haben. Am ehesten könnte man noch Art. 17 so qualifizieren. Dieser belegt bspw. in lit. a das unangemessene Verwahren eines wilden oder aggressiven Tiers und in lit. b das Herbeiführen einer Gefahr für Menschen oder Tiere durch Reizen oder Scheumachen eines Tiers mit Geldbusse. Die Bestimmung scheint eher anthropozentrisch ausgestaltet zu sein und bezieht sich zumindest vorwiegend auf domestizierte Tiere. Das konkrete Gefährdungsdelikt in lit. b schafft Beweisprobleme. Es bleibt unklar, wie die Gefährdung zu erkennen ist.

Gemäss Art. 26 Abs. 1 NSchV ist es verboten, geschützte Tiere absichtlich zu fangen, zu verletzen oder zu töten (lit. a), ihre Eier, Larven, Puppen sowie ihre Nester zu beschädigen oder wegzunehmen (lit. b), ihre Brutstätten oder bevorzugten Aufenthaltsorte zu stören oder zu beschädigen (lit. c), lebend oder tot mitzuführen, zu versenden, anzubieten, auszuführen, anderen zu überlassen, zu er-

---

<sup>1370</sup> Bäche, Flüsse, Seen und ihre Ufer (lit. a); besonders schöne und naturkundlich oder kulturgeschichtlich wertvolle Landschaften (lit. b); bedeutende Ortsbilder, geschichtliche Stätten sowie Natur- und Kulturdenkmäler (lit. c); Lebensräume für schutzwürdige Tiere und Pflanzen (lit. d); Aussichtspunkte von allgemeinem Interesse (lit. e); künstlerisch oder geschichtlich wertvolle Bauten oder Bauteile (lit. f); markante Einzelbäume und Gehölze (lit. g).

<sup>1371</sup> SG-Komm.BV-Marti, Art. 74 N 2 ff.

<sup>1372</sup> SG-Komm.BV-Marti, Art. 74 N 5 f.

<sup>1373</sup> SG-Komm.BV-Marti, Art. 74 N 5; JFK-CSF-CCP (Hrsg.), Jagen in der Schweiz. Auf dem Weg zur Jagdprüfung, 22.

werben, in Gewahrsam zu nehmen oder bei solchen Handlungen mitzuwirken; dies gilt auch für die Eier, Larven, Puppen und Nester dieser Tiere (lit. d). Die in Anhang 2 aufgeführten Tierarten<sup>1374</sup> gelten als geschützt (Ar. 25 Abs. 1 NSchV). Die NSchV wurde vom Regierungsrat erlassen, der gemäss Art. 4 KStrG dazu befugt ist, für Widerhandlungen Bussen anzudrohen. Da im KStrG keine Obergrenze dafür angegeben ist, beträgt der Höchstbetrag der Busse 10'000 SFr. (Art. 335 i.V.m. 106 StGB).

Übertretungen der verwaltungsrechts- bzw. verwaltungsaktakzessorischen Bestimmungen des JWG werden mit Busse bis zu 20'000 SFr. geahndet. Die entsprechenden Strafbestimmungen, die gegenüber bundesstrafrechtlichen Strafnormen zurücktreten, finden sich in Art. 31 Abs. 1 JWG. Bestraft wird, wer gegen die ausführenden oder ergänzenden Vorschriften des Regierungsrates oder der Volkswirtschaftsdirektion über die Weidgerechtigkeit, die Kontroll- oder Meldepflichten sowie den Gebrauch von Transportmitteln, Waffen oder Munition verstösst (lit. a), wer durch unwahre Angaben oder Verheimlichung von Tatsachen die Erteilung einer Jagdbewilligung erwirkt (lit. b), wer die verbindlichen Anordnungen zum Schutz von Wildtieren missachtet (lit. c), wer vorsätzlich für Wildforschungsprojekte markierte Tiere erlegt (lit. d). Nach Art. 31 Abs. 3 JWG geben die Strafjustizbehörden der zuständigen Stelle der Volkswirtschaftsdirektion, dem Amt für Landwirtschaft und Natur, von allen gestützt auf die Jagdgesetzgebung erlassenen, rechtskräftig gewordenen Urteilen unverzüglich Kenntnis. Wenn Tiere unerlaubt erlegt wurden, werden sie beschlagnahmt oder es wird eine Gebühr bis zur Höhe des Verwertungserlöses erhoben (Art. 32). Es können auch administrative Massnahmen zur Bestrafung vorgesehen werden (Art. 33).

Gemäss Art. 6 FiG kann die zuständige Stelle der Volkswirtschaftsdirektion, das Amt für Landwirtschaft und Natur, Schutzvorschriften zur Erhaltung von Rassen und Arten erlassen. Der Schutz der Gewässerabschnitte, in denen Fische und Krebse mit dem Gefährdungsstatus 1 bis 3 leben, erfolgt mittels Fang- oder Bewirtschaftungsbeschränkungen und Fischereiverboten. Der Kanton Bern ist zwar bemüht, gefährdete und bedrohte Fischarten zu fördern.<sup>1375</sup> Konkrete Schutzvorschriften, die auf der Grundlage von Art. 6 FiG erlassen wurden sind jedoch nicht ersichtlich. Widerhandlungen gegen das Gesetz werden gemäss Art. 60 mit Busse bis zu 20'000 SFr. bestraft. Nach Art. 60 Abs. 1 wird bestraft, wer die Fischerei ohne Berechtigung ausübt (lit. a), ohne Bewilligung eine bewilligungspflichtige Handlung vornimmt oder eine Bewilligung verletzt (lit. b), eine Handlung begeht, die zu einer nachhaltigen Schädigung der Fische, Krebse oder Fischnährtiere führt (lit. c), die Vorschriften über die Schongebiete und -zeiten, die Fang- und Bewirtschaftungsbeschränkungen, die Fischereiverbote, die Sorgfaltspflichten, die Fang- und Hilfsgeräte, die Fangmethoden, die Fangmindestmasse, den Laichfischfang, den Fang von Köderfischen und Fischnährtieren, die Wettfischen, die Schutz- und Nutzungsvorschriften missachtet (lit. d), ohne Zustimmung der zuständigen Stelle der Volkswirtschaftsdirektion die Begehung der Ufer mit kantonalem Fischereirecht behindert oder verunmöglicht (lit. e), die Pflicht zur Führung und Einreichung der Fangstatistik missachtet oder zu seinem Patent mehr als eine Fangstatistik besitzt (lit. f), die Vorschriften über die Beschränkung zur Ausübung von sportlichen Aktivitäten missachtet (lit. g), einer unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels an ihn gerichteten vollstreckbaren Anordnung nicht nachkommt (lit. h) oder beim Bezug von Patenten unwahre oder irreführende Angaben macht (lit. i). Lit. a, b, e und g sind verwaltungsaktakzesso-

---

<sup>1374</sup> Schläfer (alle Arten, einschliesslich Haselmaus); Spitzmäuse (alle Arten); Igel; Weinbergschnecke; Libellen (alle Arten); Schwalbenschwanz; Segelfalter; Aurorafalter; Landkärtchen; Hochmoorgelbling; Grosser Schillfalter; Kleiner Eisvogel; Kaisermantel; C-Falter; Trauermantel; Grosser Fuchs; Hochmoorperlmutterfalter; Kurzschwänziger Bläuling.

<sup>1375</sup> Kanton Bern, Volkswirtschaftsdirektion, gefährdete und bedrohte Arten fördern, abrufbar unter: <http://www.vol.be.ch/vol/de/index/natur/fischerei/artenfoerderung.html>.

risch ausgestaltet, lit. d und f verwaltungsrechtsakzessorisch. Lit. c ist ein Erfolgsdelikt, dessen Tatbestandsverwirklichung die nachhaltige Schädigung der Bestände voraussetzt.

Die Strafbestimmungen von Art. 15 des Hundegesetzes sind anthropozentrisch ausgestaltet und sehen als Sanktion eine Busse vor. In der THV finden sich keine Strafbestimmungen. Gemäss Art. 4 KStrG kann der Regierungsrat allerdings für Verstösse gegen seine Verordnungen Bussen vorsehen.

### **c. Fribourg**

Es gibt Beschlüsse und Verordnungen des Staatsrats zum Schutz von Lebewesen in spezifisch genannten Gegenden des Kantons.<sup>1376</sup> Ausserdem wurden zwei Konkordate über die Fischerei im Murtensee und im Neuenburgersee abgeschlossen.

Darüber hinaus besteht das JaG (FR), welches gestützt auf das JSG die Jagd von wildlebenden Tieren im Kanton Fribourg regelt und organisiert (vgl. Art. 1 lit. a Nr. 1, 2 JaG). Vorsätzliche und fahrlässige Verstösse gegen die Bestimmungen der Ausführungsgesetzgebung oder gegen Art. 9 (Schutzpflichten), 11 (Veranstaltungen und Projekte), 14 (Wildlebende Tiere) und 18 (Jagssystem) des JaG werden als Übertretungen mit einer Busse von bis zu 3'000 SFr. bestraft (Art. 54 Abs. 1 JSG). Jedoch nur soweit der Sachverhalt nicht bereits unter die Strafbestimmungen des JSG fallen (Art. 54 Abs. 2 JaG). Versuch und Gehilfenschaft sind ebenfalls strafbar (Art. 54 Abs. 3 JaG). Bei geringfügigen Verstösse ist eine Ahndung mit einer Ordnungsbusse möglich (Art. 54a JaG). Des Weiteren besteht die Möglichkeit der Einziehung von verbotenen Hilfsmitteln durch die Gerichtsbehörde (Art. 57 JaG).

Im kTSchG sind keine eigentlichen Strafbestimmungen enthalten. Gemäss Art. 12 kTSchG werden Widerhandlungen gegen das Gesetz nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Es gibt eine Mitteilungspflicht bzgl. Urteilen und anderen Strafverfügungen für Widerhandlungen gegen die Vorschriften der Tierschutzgesetzgebung (Art. 13).

### **d. St. Gallen**

Wer die Erhaltung geschützter Tierarten beeinträchtigt bzw. Weinbergschnecken fängt oder tötet, wird gebüsst (Art. 25 Abs. 1 lit. b bis d NSV). Die NSV sieht keine Obergrenze für die Busse vor, weshalb der Höchstbetrag 10'000 SFr. beträgt (Art. 335 i.V.m. 106 StGB). Wenn es sich um einen leichten Fall handelt, kann eine blosser Verwarnung ausgesprochen werden (Abs. 2). Die Bestrafung nach Bundesrecht bleibt vorbehalten (Abs. 3).

Art. 43 Abs. 1 FiG ist nur anwendbar, wenn kein anderer Erlass in Betracht kommt. Bestraft wird, wer vorsätzlich Wassertiere oder deren Lebensräume schädigt (lit. a), ohne Berechtigung oder mit unzulässigen Hilfsmitteln Wassertiere fängt (lit. b), ohne Bewilligung Wassertiere in Gewässer einsetzt oder Auflagen und Bedingungen der Besatzbewilligung missachtet (lit. c), Auflagen und Bedingungen der Fischereiausübung nicht einhält (lit. d), die Statistik nicht korrekt führt oder sie nicht innert Frist einreicht (lit. e), die Mithilfe bei der Bewirtschaftung verweigert (lit. f), zu gewerblichen oder neben-

---

<sup>1376</sup> Beschluss des Staatsrats des Kantons Freiburg vom 12.3.1973 betreffend den Schutz der freiburgischen Tier- und Pflanzenwelt (Ordnungs-Nr. 721.1.11); Beschluss des Staatsrats des Kantons Freiburgs vom 24.3.1981 über den Schutz von Weinbergschnecken (Ordnungs-Nr. 721.1.21); Verordnung des Staatsrats des Kantons Freiburg vom 14.12.2009 über das Pilzreservat La Chanéaz, Gemeinde Montagny, Staatswald La Chanéaz (Ordnungs-Nr. 721.1.52); Beschluss des Staatsrats des Kantons Freiburg vom 12.10.1999 über das Pilzreservat Moosboden, Gemeinde Cerniat, Staatswald Höllbach (Ordnungs-Nr. 721.1.53).

gewerblichen Zwecken fischt, ohne ein Berufsfischerpatent zu haben (lit. g). Die Busse, die für Verstösse gegen das Gesetz verhängt werden kann, beläuft sich auf maximal 20'000 SFr.

Übertretungen des JagdG werden gemäss Art. 65 Abs. 1 ebenfalls mit 20'000 SFr. Busse belegt. Bestraft wird, wer Lebensräume von Pflanzen und wildlebenden Tieren in schwerwiegender Weise beeinträchtigt oder örtlich und zeitlich begrenzte Verbote erheblich störender Freizeitbetätigungen missachtet (lit. a), ohne die vorgeschriebene Versicherung jagt oder als Mitglied der Jagdgesellschaft das Bestehen der Versicherung nicht kontrolliert (lit. b), als Mitglied der Jagdgesellschaft Personen ohne Fähigkeitsausweis bei der Jagd unbeaufsichtigt lässt (lit. c), nicht wahrheitsgemässe Angaben zum Jagdbetrieb macht (lit. d), für die Jagdausübung ein Entgelt anbietet oder entgegennimmt. Vorbehalten bleibt die Anstellung von Jagdaufsehern (lit. e), ohne Registrierung geschützte Tiere präpariert, präparieren lässt oder damit Handel treibt (lit. f).

In der VTs sind keine Strafbestimmungen vorgesehen.

### **3. Wald**

#### **a. Bern**

Gemäss Art. 46 Abs. 1 KWaG wird mit Busse bis zu 20'000 SFr. belegt, wer vorsätzlich im Wald ohne Bewilligung bewilligungspflichtige Veranstaltungen durchführt (lit. a), abseits von Wegen und besonders bezeichneten Pisten reitet oder radfährt (lit. b), gegen Vorschriften über nachteilige Nutzungen (lit. c) oder gegen die Vorschriften des Regierungsrates über das Feuern im Wald (lit. d) verstösst. Lit. a ist verwaltungsaktakzessorisch und lit. b bis d sind verwaltungsrechtsakzessorisch ausgestaltet. Auch Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben werden unter Strafe gestellt (Art. 47 KWaG). Bewilligungspflicht sind laut Art. 29 Abs. 1 KWaV Veranstaltungen unter Verwendung technischer Hilfsmittel wie Licht- oder Verstärkeranlagen (lit. a), internationale oder gesamtschweizerische Orientierungsläufe sowie kantonale Mannschaftsorientierungsläufe (lit. b), radsportliche Veranstaltungen mit voraussichtlich mehr als 200 Teilnehmerinnen und Teilnehmern (lit. c), reitsportliche Veranstaltungen mit voraussichtlich mehr als 50 Teilnehmerinnen und Teilnehmern (lit. d), Veranstaltungen in Waldreservaten (lit. f). Die Bewilligung kann verweigert werden, wenn Zeitpunkt, Ort oder Routenwahl Tiere, Pflanzen oder Wald erheblich beeinträchtigen oder wenn die Gegend durch Veranstaltungen bereits stark beansprucht ist (Art. 29 Abs. 2 KWaV). Die Veranstalterinnen und Veranstalter haben die Einwilligung der besonders betroffenen Grundeigentümerinnen und -eigentümer einzuholen (Art. 29 Abs. 3 KWaV).

#### **b. Fribourg**

In Art. 77 WSG werden Verstösse gegen bestimmte Artikel des Gesetzes sanktioniert und mit Busse bis 20'000 SFr. bedroht. Die Bestimmungen sind teils verwaltungsrechts- und teils verwaltungsaktakzessorisch ausgestaltet. Gemäss Abs. 1 wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Bestimmungen der Artikel 26, 27 Abs. 2, 28 Abs. 1, 30, 32 Abs. 1, 33 Abs. 1, 44 Abs. 2 und 58 Abs. 3 dieses Gesetzes (lit. a) oder die Vollzugsbestimmungen (lit. b) verstösst. Art. 26 betrifft die Einhaltung des Waldabstands, Art. 27 Abs. 2 die Einschränkung des Zugangs zum Wald durch die Waldeigentümer, Art. 28 Abs. 1 den Verstoß gegen die Beschränkung der Zugänglichkeit durch das Amt, Art. 30 den Verstoß gegen das Fahr- und Reitverbot ausserhalb besonders gekennzeichneten Strecken, Art. 32 Abs. 1 den Verstoß gegen das Verbot des Entzündens von Feuer im Wald, Art. 33 Abs. 1 die verbotene Abfallablagerung im Wald, Art. 44 Abs. 2 die Gewinnung von forstlichem Vermehrungsgut ohne Zustimmung des Waldeigentümers und Bewilligung des Amtes, Art. 58 Abs. 3 das Unterlassen von

Massnahmen gegen die Ausbreitung schädlicher Organismen im Fall der Gefährdung der Erhaltung und Stabilität der Waldbestände.

In schweren Fällen kann die Busse bis 50'000 SFr. betragen. Ein Strafverschärfungsgrund ist insb. die Beeinträchtigung eines Waldes mit einer wichtigen Schutzfunktion oder eines wertvollen Lebensraums (Abs. 3). Laut Art. 6 Abs. 1 WSG vollzieht die Direktion, die für den Wald und die Schutzmassnahmen gegen Naturkatastrophen zuständig ist, dieses Gesetz über ihr Amt für Wald, Wild und Fischerei (Amt).

Es gibt Verordnungen und Beschlüsse des Staatsrats, die Reservate in bestimmten Gemeinden schützen.<sup>1377</sup> Sie enthalten Verbote, die mit Busse strafbewehrt sind. Im EGStGB ist nicht aufgeführt, wie hoch diese Strafe sein kann. Deshalb kann sie potentiell bis zu 10'000 SFr. betragen (Art. 335 i.V.m. 106 StGB).

### **c. St. Gallen**

Art. 39 EG-WaldG enthält Strafbestimmungen. Sie sind teils verwaltungsaktakzessorisch und teils verwaltungsrechtsakzessorisch ausgestaltet. Die maximale Strafdrohung ist eine Geldbusse von 20'000 SFr. Bestraft wird laut Abs. 1 wer im Wald bauliche Vorhaben ohne forstrechtliche Bewilligung erstellt, zweckentfremdet oder erweitert oder die Bedingungen und Auflagen missachtet (lit. a), im Waldbestand verbotene Freizeitbetätigungen ausübt (lit. b), ohne Bewilligung nachteilige Nutzungen vornimmt (lit. c), Lebensräume von Pflanzen und wildlebenden Tieren in schwerwiegender Weise beeinträchtigt, die Meldepflicht für Veranstaltungen missachtet, Veranstaltungen ohne Bewilligung durchführt oder Bedingungen und Auflagen verletzt (lit. d).

In Art. 40 sind polizeiliche Befugnisse und Anzeigepflichten verankert. Gemäss dessen Abs. 1 kann die Polizei bei begründetem Verdacht von Widerhandlungen Verdächtige anhalten (lit. a) und verwendete Werkzeuge sicherstellen (lit. b).

## **IV. Abfall**

### **1. Schweiz**

Der Umgang mit Abfall ist im 4. Kapitel des USG geregelt (Art. 30 ff.). Die Kantone sind massgeblich für die Entsorgung von Abfall zuständig (vgl. bspw. Art. 31b ff. USG). Die Bewilligung zum Betrieb einer Abfalldeponie wird ebenfalls vom Kanton erteilt (Art. 30e). In den untersuchten Kantonen sind Abfallwirtschaft und Abwasserableitung bzw. -reinigung primär kommunale Aufgaben.

In Art. 26a f. LRV wird das Verbrennen von Abfällen normiert, das schädliche Emissionen zur Folge hat.

Die VVEA wird von den Kantonen vollzogen, soweit die Kompetenz nicht dem Bund übertragen wurde (Art. 44 Abs. 1). Die VVEA definiert verschiedene Abfallbegriffe (Art. 13 ff.) und legt Pflichten für Kantone (vgl. bspw. Art. 4 ff.) und Anlagenbetreiber (vgl. bspw. Art. 12 ff., 26 f.) fest.

---

<sup>1377</sup> Vgl. Verordnung über das Waldreservat La Souche auf dem Gebiet der Gemeinde Arconciel, Verordnung über das Pilzreservat La Chanéaz, Gemeinde Montagny, Staatswald La Chanéaz, Beschluss über das Waldreservat Vanil du Paradis und Vanil de la Fayère auf dem Gebiet der Gemeinde Estavannens.

Auch die AltIV betraut die Kantone mit dem Vollzug, soweit diese Aufgabe nicht dem Bund übertragen wurde (Art. 21 Abs. 1).

## **2. Bern**

Das AbfG, das die Abfallbewirtschaftung regelt, basiert auf Art. 36 des eidg. USG. Die Ziele des AbfG sind gemäss Art. 2 die umweltgerechte Entsorgung von nicht verwertbaren Abfällen (lit. b) und die Vermeidung einer Gefährdung der Umwelt durch mit Abfällen belastete Standorte (lit. c). Aus den Art. 3 und 31 wird ersichtlich, dass dem Kanton eine Kontroll-, Steuerungs- und Untersuchungsfunktion zukommt. Für den Gesetzesvollzug zuständig sind gemäss Art. 29 aber primär die Gemeinden, soweit diese Kompetenz nicht explizit dem Kanton zugewiesen wurde (Abs. 1). Auf Gemeindeebene muss eine Fachstelle für Abfall eingerichtet werden (Abs. 3).

Den Gemeinden obliegt eine Entsorgungspflicht (Art. 10). Sie sind zuständig für den Transport zu den Entsorgungsanlagen (lit. a), schreiben Abfalltrennung vor (lit. b) und kümmern sich um die Verwertung kompostierbarer Abfälle (lit. c). Der Kanton entsorgt insb. Sonderabfälle, wenn Inhaber der Betriebe nicht ermittelt werden können (Art. 11). In den Art. 13 ff. ist die Entsorgung der übrigen Abfälle geregelt.

Für Abfallanlagen wird gemäss Art. 17 eine kantonale Betriebsbewilligung benötigt. Art. 19 hat Bauten und Anlagen auf belasteten Standorten zum Gegenstand. Die Bewilligungsbehörde muss einen Fachbericht des Kantons einholen.

Es werden sämtliche Bereiche der Abfallbewirtschaftung vom Berner AbfG abgedeckt, die in den anderen Kantonen auf mehrere Erlasse verteilt sind. Das führt zu Übersichtlichkeit und ein solches Gesetz ist angesichts der Bedeutung der Abfallbewirtschaftung auch in anderen Kantonen erstrebenswert.

In Anhang 1 der KOBV werden präzise die Fälle aufgeführt, in denen das Wegwerfen von Kleinabfällen sanktioniert wird, auch wenn der Begriff Littering nicht explizit erwähnt wird. Gemäss Abs. 5 Bst. E Nr. 14 wird das Zurücklassen, Wegwerfen oder Ablagern von Kleinabfällen ausserhalb von Abfallanlagen oder Sammelstellen bestraft. Für das Wegwerfen von Hundekot wird eine Busse von 80 SFr. (Nr. 14.1), für den Inhalt eines Aschenbechers auch 80 SFr. (Nr. 14.2), für einzelne Kleinabfälle wie Dosen, Flaschen, Papier, Verpackungen, Zigarettenstummel, Kaugummi, Essensreste 40 SFr. (Nr. 14.3), für Kleinabfälle wie Dosen, Flaschen, Papier, Verpackungen, Zigarettenstummel, Kaugummi, Essensreste bis zu einer Menge von fünf Litern 80 SFr. (Nr. 14.4) erhoben. Für das Wegwerfen von Siedlungsabfällen wird gemäss Nr. 14.5 bei einer Menge von fünf bis 17 Liter 100 SFr. (lit. a), ab 17 bis 35 Liter 150 SFr. (lit. b), ab 35 bis 60 Liter 220 SFr. (lit. c) und ab 60 bis 110 Liter 300 SFr. (lit. d) Busse erhoben.

Art. 37 AbfG sieht eine Subsidiaritätsklausel zum Bundesrecht vor. Die Sanktion beträgt allerdings 40'000 SFr., ist also höher als im Bundesrecht. Mit dieser Busse wird gemäss Abs. 1 bestraft, wer vorsätzlich Abfälle ausserhalb von Abfallanlagen oder Sammelstellen zurücklässt, wegwirft oder ablagert (lit. a), Abfälle, die für den Bestand, den Betrieb oder die Umweltauswirkungen von Kanalisationen, Abwasser- oder Abfallanlagen schädlich sind und die in diesen Anlagen nicht angenommen werden dürfen, in diese Anlagen abgibt (lit. b), dauernde Brandplätze errichtet oder betreibt und dadurch übermässige Immissionen entstehen lässt (lit. c), den Entsorgungsnachweis nach Artikel 14 nicht während der vorgeschriebenen Zeit aufbewahrt (lit. d), eine ausgediente Sache nach Artikel 16

nicht innert der vorgeschriebenen Zeit entsorgt (lit. e), Abfallanlagen, die einer Betriebsbewilligung bedürfen, ohne Bewilligung betreibt (Art. 17 und 18) (lit. f), dem Kanton die zur Erhebung der Abfallabgabe notwendigen Angaben über die Abfallmengen nicht oder in unzutreffender Weise vermittelt (Art. 25 Abs. 4) (lit. g), gestützt auf dieses Gesetz und seine Ausführungsvorschriften erlassene und vollstreckbare Verfügungen, deren Auflagen oder Bedingungen nicht einhält (lit. h).

Laut Art. 22 i.V.m. Art. 4 LHG wird mit Busse bestraft, wer Abfälle im Freien verbrennt. Die Gemeinden können hier die Bestimmungen des Art. 30c USG verschärfen.

### **3. Fribourg**

Das ABG wurde gestützt auf die eidg. USG, GSchG, LRV, die technische Verordnung über Abfälle und die Verordnung über den Verkehr mit Sonderabfällen erlassen. Das ABG legt die Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung und die entsprechenden kantonalen Vorschriften fest (Art. 1 Abs. 1). Besondere Bestimmungen zur Entsorgung von Tierkörpern und speziellen Abfällen bleiben vorbehalten (Art. 1 Abs. 2).

Das AltLastG entstand in Ausführung von Art. 32c bis 32e USG, die AltIV des Bundes und die Bundesverordnung über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten. Das AltLastG regelt den Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Altlasten und die kantonale Finanzierung der Untersuchung, der Überwachung und der Sanierung der belasteten Standorte (Art. 1). Der Staatsrat wird ermächtigt ein Ausführungsreglement zu erlassen (Art. 2 lit. b).

Das Littering ist durch zwei kommunale Reglemente verboten, dem Gemeinde-Reglement zur Polizei und dem Reglement über die Abfallwirtschaft. Gemäss beiden Erlassen kann für Littering eine Busse von 20 bis 1'000 SFr. ausgesprochen werden.

### **4. St. Gallen**

Es wurde kein separates kantonales Abfallgesetz erlassen. Die abfallrechtlichen Bestimmungen sind über verschiedene Erlasse verteilt.

Der Kanton ist gemäss Art. 41 ff. EG-USG zuständig für den Vollzug der eidg. Bestimmungen zur Abfallbeseitigung, ausser es gelten besondere Vorschriften. Für den Betrieb einer Abfallanlage wird eine Bewilligung nach Art. 48 benötigt. Gemäss Art. 66 muss auch für Abfallanlagen, die vor Vollzugsbeginn des Erlasses rechtskräftig bewilligt wurden, innerhalb einer Übergangsfrist von zwei Jahren, eine neue Betriebsbewilligung nach EG-USG beantragt werden. Dies allerdings nur, wenn von der Anlage eine besondere Umweltgefahr ausgehen kann und die umweltverträgliche Behandlung nach dem Stand der Technik anderweitig nicht gewährleistet wird.

Das EG-USG definiert in Art. 24 bis 27 die Zuständigkeiten für die Aufsicht über die Einhaltung der eidg. Bestimmungen von Art. 26a LRV<sup>1378</sup>.

Daneben sind im Baurecht noch einige Bestimmungen enthalten. Im UeStG befindet sich ausserdem ein Littering-Tatbestand (Art. 7bis).

---

<sup>1378</sup> „Abfälle dürfen nur in Anlagen nach Anhang 2 Ziffer 7 verbrannt oder thermisch zersetzt werden; ausgenommen ist die Verbrennung von Abfällen nach Anhang 2 Ziffer 11“.



Gemäss Art. 54 lit. a EG-USG wird mit Busse von bis zu 30'000 SFr. bestraft, wer eine bewilligungspflichtige Abfallanlage ohne Bewilligung betreibt. Die Strafnorm ist somit verwaltungsaktakzessorisch. Die Anforderungen an die Betriebsbewilligung sind in Art. 48 EG-USG vorgegeben.

Im UeStG findet sich ein Littering-Tatbestand (Art. 7bis). Das Wegwerfen von Kleinabfällen ausserhalb von Abfallbehältnissen im öffentlichen Raum wird mit Busse bestraft. Was der Term „Kleinabfälle“ umfasst, wird weder im UeStG noch im EG-USG definiert. Auch die Höhe der Busse wird nicht näher präzisiert. Deshalb könnte sie theoretisch bis zu 10'000 SFr. betragen (Art. 335 i.V.m. 106 StGB).

## **V. Gewässer**

### **1. Schweiz**

Mit dem GSchG sollen Gewässer vor nachteiligen Einwirkungen geschützt werden (Art. 1). Kantone erteilen etwa Bewilligungen im Bereich der Abwasserbeseitigung oder lassen Schüttungen zu (Art. 7, 39 Abs. 2), ihnen werden positive Schutzpflichten auferlegt (Art. 10, 36a, 38a, 49 Abs. 1, 51, 56, 58) und Regelungskompetenzen erteilt (Art. 12 Abs. 1). Laut Art. 45 GSchG wird das Gesetz von den Kantonen vollzogen, unter Vorbehalt der Bundeskompetenzen gem. Art. 48.

### **2. Bern**

Das KGSchG stützt sich auf Art. 45 GSchG. Laut Art. 1 Abs. 1 KGSchG regelt das Gesetz den Vollzug der eidg. Gewässerschutzgesetzgebung. Gemäss Art. 19 Abs. 1 übt die Bau-, Verkehrs- und Betriebsdirektion die Aufsicht über den Gewässerschutz aus. Der Schwerpunkt des Vollzugs liegt allerdings bei den Gemeinden (vgl. Art. 21).

Gegenstand des WBG sind der Unterhalt der Gewässer und der Wasserbau (Art. 1 Abs. 1). Ziel ist es einerseits, die Naturnähe der Gewässer zu erhalten und andererseits, Gefahren des Gewässers für Tiere u.a. abzuwehren (Art. 2).

Gemäss Art. 44 Abs. 2 meldet der Anstösser der Gemeinde neue Gefahrenherde und Schäden an Gewässern. Die Gemeinden müssen diese Beobachtungen der Aufsichtsbehörde und dem Regierungsstatthalter weiterleiten. Die Oberaufsicht über die Gewässer steht dem Regierungsrat zu, der durch die zuständigen Stellen bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion handelt (Art. 43). Der Regierungsrat hat auch die Kompetenz, Verordnungen zum Vollzug des Gesetzes zu erlassen (Art. 58).

Der verwaltungsaktakzessorische Tatbestand von Art. 55 WBG sieht ein Strafmass von 1'000 bis 40'000 SFr. vor für jenen, der vorsätzlich oder grobfahrlässig und ohne im Besitze der nötigen wasserbaupolizeilichen Bewilligungen zu sein oder in Abweichung von einer solchen Bewilligung Bauten, Anlagen oder andere Vorkehren im, am, über oder unter dem Gewässer (Art. 48) ausführt. In schweren Fällen, im Wiederholungsfall und bei Gewinnssucht kann diese Summe auf bis 100'000 SFr. erhöht werden (Abs. 2). Wenn die Tat als leicht zu bewerten ist, beträgt die Busse 50 bis 1'000 SFr. (Abs. 3). Die Spannbreite der Höhe der Geldbussen ist somit sehr weit.

Art. 29 KGSchG beinhaltet eine Subsidiaritätsklausel zugunsten des GSchG. Bestraft wird, wer vorsätzlich Bauten oder Anlagen erstellt, erweitert, ändert oder andere Vorkehren trifft, ohne über die nach diesem Gesetz dazu erforderliche Bewilligung zu verfügen (Art. 11 und 12) (lit. a), der zuständi-

gen Stelle der BVE die zur Erhebung der Abwasserabgabe notwendigen Angaben nicht oder in unzutreffender Weise vermittelt (Art. 15), (lit. b) oder in anderer Weise diesem Gesetz oder dessen Ausführungsvorschriften zuwiderhandelt (lit. c). Die zuständige Stelle ist das Amt für Wasser und Abfall. Die Tatbestandsvarianten sind verwaltungsakt- bzw. verwaltungsrechtsakzessorisch. Die Strafandrohung beläuft sich auf 20'000 SFr. und ist somit tiefer als im eidg. GSchG.

### 3. Fribourg

Das GewG wurde gestützt auf die eidg. GSchG, GSchV, WBG und WBV erlassen. Es regelt den Vollzug der Bundesgesetzgebung über den Schutz der Gewässer und den Wasserbau und enthält die kantonalen Bestimmungen über die Gewässerbewirtschaftung (Art. 1 Abs. 1). Der Kanton erstellt dazu die Pläne (Art. 3 f.). In Art. 6 ff. sind verschiedene Vollzugsorgane aufgeführt. Der Staatsrat hat die Oberaufsicht (Art. 6), die aus dem Gesetz hervorgehenden Aufgaben werden von der Raumplanungs-, Umwelt und Baudirektion erfüllt (Art. 7), für die Gewässerbewirtschaftung wird eine Kommission eingesetzt (Art. 8). Die Ausführung der Aufgaben obliegt den Gemeinden (Art. 9). Ein Ausführungsreglement soll geschaffen werden (Art. 60).

Die Wasserqualität wird im Murtensee, Greyerzersee und Schiftenensee gemessen.<sup>1379</sup>

Laut Art. 61 Abs. 1 GewG wird mit Busse bestraft, wer den in den Plänen und Reglementen der Grundwasserschutzzonen festgelegten Bestimmungen zuwiderhandelt (Art. 17) (lit. a), die Arbeiten an Ufern von künstlichen Seen nicht ausführt (Art. 27 Abs. 3) (lit. b), die Arbeiten, die infolge von Bauten oder Anlagen an Fließgewässern oder Seen nötig sind, nicht ausführt (Art. 27 Abs. 4) (lit. c), gegen Verbote der Wasserbaupolizei verstösst (Art. 34) (lit. d), ohne Bewilligung Material aus öffentlichen Gewässern gewinnt (Art. 36 Abs. 1) (lit. e) oder einer Verfügung, in der er oder sie unter Hinweis auf die Strafandrohung dieses Artikels zur Umsetzung dieses Gesetzes aufgefordert wird, zuwiderhandelt (lit. f). Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt (Abs. 2). In Abs. 3 ist ein Vorbehalt zugunsten des Bundesrechts vorgesehen.

### 4. St. Gallen

Das VG-GSchG regelt den Vollzug der eidg. Gewässerschutzgesetzgebung (Art. 1 Abs. 1). Die Regierung kann auf Antrag Befugnisse kantonaler Stellen der politischen Gemeinde übertragen (Art. 1 Abs. 2). Diese Befugnisse sind im Anhang des Gesetzes aufgeführt (Art. 8).

Das GNG basiert insb. auf dem eidg. WRG. Das GNG regelt die Gewässernutzung, die gemäss Art. 1 staatlicher Hoheit untersteht. Die Aufsicht über die Gewässernutzung steht dem Gemeinderat zu, der allerdings unter der Oberaufsicht der Regierung steht (Art. 5). Die zuständige Stelle des Staates wird durch Verordnung bezeichnet (Art. 46), die durch die Regierung erlassen wird (Art. 53 Abs. 1). In Art. 18 GNG-V werden die Aufgaben entweder dem Baudepartement, dem Amt für Umwelt und Energie oder dem Tiefbauamt übertragen.

Das WBG wurde in Ausführung der eidg. Gesetzgebung über Wasserbau, Fischerei, Natur- und Heimatschutz sowie Gewässerschutz erlassen. Das WBG regelt laut Art. 1 Abs. 1 den Gewässerunterhalt (lit. a), den Wasserbau (lit. b) und die Renaturierung von Gewässern (lit. d). Gemäss Art. 2 Abs. 1 sollen u.a. Tiere vor schädlichen Einwirkungen des Wassers (lit. a) geschützt werden und naturnahe Gewässer erhalten beziehungsweise wiederhergestellt werden (lit. b und c). Die Aufsicht über die

---

<sup>1379</sup> Staat Freiburg, Amt für Gemeinden, Umweltbericht des Kantons Freiburg von 2012, abrufbar unter: [http://www.fr.ch/scom/de/pub/aktuelles.cfm?fuseaction\\_pre=Detail&NewsID=40698](http://www.fr.ch/scom/de/pub/aktuelles.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=40698).

Gewässer stehen laut Art. 8 Abs. 1 dem zuständigen Departement für die kantonalen Gewässer (lit. a) und andernfalls der politischen Gemeinde zu (lit. b).

Laut Art. 48 Abs. 1 GNG wird mit Busse bis zu 20'000 SFr. bestraft, wer die Einholung einer Bewilligung nach Art. 9, 10 und 14 oder einer Verleihung nach Art. 13 unterlässt (N. 1), wer sich über die an eine Bewilligung oder Verleihung geknüpften Bedingungen oder Auflagen hinwegsetzt (N. 2), wer beim Bau oder Betrieb von Wassernutzungsanlagen eine Verfügung der zuständigen Behörde missachtet (N. 3). Gemäss Art. 9 Abs. 1 GNG bedürfen einer Bewilligung der zuständigen Stelle des Staates alle Nutzungen, die den Gemeingebruch überschreiten. Damit sind insbesondere der Bezug von Kies, Steinen, Sand, Schlamm und dergleichen aus öffentlichen Gewässern (N. 1), der Wasserbezug aus einem oberirdischen Gewässer oder aus einem öffentlichen Grundwasservorkommen im Umfang von 50 bis 300 Minutenlitern zum häuslichen, landwirtschaftlichen oder gewerblichen Eigengebrauch (N. 2), das Graben oder Sondieren nach öffentlichem Grundwasser (N. 3), die Nutzung von Privatgewässern zur Krafterzeugung (N. 4), Bauten und Anlagen über, in oder unter Gewässern (N. 5) gemeint. Nach Art. 10 Abs. 1 bedarf einer Bewilligung des zuständigen Departementes die Fortleitung von Quellwasser oder Grundwasser über die Kantonsgrenze. Laut Art. 14 bedürfen die Änderung der Nutzungsart sowie der Umbau oder die Erweiterung der Nutzungsanlagen einer Bewilligung der zuständigen Stelle des Staates (Abs. 1). Werden der Wasserlauf, der Wasserverbrauch, die Qualität des Wassers oder die Abflussverhältnisse beeinflusst, so ist eine Verleihung erforderlich (Abs. 2).

## **VI. Luft**

### **1. Schweiz**

Art. 1 Abs. 1 LRV schützt Menschen, Tiere, Pflanzen, ihre Lebensgemeinschaften und Lebensräume sowie der Boden vor schädlichen oder lästigen Luftverunreinigungen. Dazu regelt sie die Vorsorgliche Emissionsbegrenzung bei Anlagen (lit. a); Abfallverbrennung im Freien (lit. a<sup>bis</sup>); Anforderungen an Brenn- und Treibstoffe (lit. b); Immissionsgrenzwerte (lit. c); Vorgehen bei übermässigen Immissionen (lit. d). Die Kantone haben den Entwicklungsstand der Immissionen auf ihrem Gebiet festzustellen (Art. 27) und die Wirksamkeit der Massnahmen gegen übermässige Immissionen (Art. 33) zu überprüfen. Der Vollzug des Gesetzes erfolgt grds. durch die Kantone (Art. 35), unter Vorbehalt der Bundeskompetenzen.

### **2. Bern**

Das LHG basiert auf Art. 36 USG und Art. 35 LRV. Gemäss Art. 1 LHG führt das Gesetz das Recht des Bundes über die Luftreinhaltung aus und ergänzt dieses. Art. 4 gibt den Gemeinden das Recht, die Vorschriften der eidg. USG (Art. 30c) und LRV (Art. 26a) über das Verbrennen von Abfällen zu verschärfen beziehungsweise das Verbrennen von Abfällen im Freien ganz zu verbieten. Die oberste Regelungskompetenz bzgl. den Vorschriften des LHG obliegt dem Regierungsrat (Art. 7). Die Volkswirtschaftsdirektion hat die Aufsicht über den Vollzug, prüft Massnahmenpläne und kann Aufgaben an Gemeinden delegieren (Art. 8). Die Gemeinden sind teilweise für den Vollzug des Gesetzes zuständig (Art. 10).

Laut Art. 22 LHG werden Verstösse gegen Art. 2 bis 6 des Gesetzes oder gegen darauf basierende Verfügungen mit Busse belegt (Abs. 1). Zudem sind im Übrigen, kraft Verweises in Abs. 2, die Strafbestimmungen der Art. 60 bis 62 USG vorbehalten.

Gemäss Art. 2 LHG dürfen Tätigkeiten im Freien weder schädliche noch lästige Luftverunreinigungen verursachen (Abs. 1). Luftverunreinigungen sind lästig, wenn sie das Wohlbefinden von Menschen in unzumutbarem Ausmass stören (Abs. 2).

Die normale Geruchsbildung, wie sie bei einer gebräuchlichen und ordentlichen Führung eines herkömmlichen Landwirtschaftsbetriebs entsteht, gilt nicht als lästig (Art. 3 Abs. 1 LHG). Bei der Düngung sind die örtlichen Gegebenheiten zu berücksichtigen und der Zeitpunkt so zu wählen, dass lästige Einwirkungen unterbleiben (Art. 3 Abs. 2).

Die Gemeinden können die Vorschriften nach Artikel 30c USG und Artikel 26a LRV über das Verbrennen von Abfällen im Freien verschärfen oder das Verbrennen von Abfällen im Freien ganz verbieten (Art. 4 Abs. 1 LHG).

Art. 5 LHG wurde aufgehoben.

Gemäss Art. 6 Abs. 1 LHG sind Brände zu Übungs- und Vorführzwecken im Freien unter Vorbehalt der Verwendung von Brennstoffen nach Anhang 5 LRV gestattet; verboten ist die Verwendung von Heizöl «Mittel» oder «Schwer».

### **3. Fribourg**

Der vom Staatsrat erlassene AB-Luft stützt sich auf die eidg. USG (insb. Art. 11 bis 18 sowie 36) und LRV. Das AB-Luft beschäftigt sich mit schädlichen und lästigen Einwirkungen. Gemäss Art. 1 Abs. 1 sind der Staatsrat (lit. a), die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (lit. b), das Amt für Umwelt (lit. c), das Amt für Wald, Wild und Fischerei (lit. c<sup>bis</sup>), das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Fribourg (lit. c<sup>ter</sup>) und die Gemeinden (lit. d) vollziehende Behörden im Sinne der Bundesgesetzgebung. Der Vollzug durch die im Beschluss betreffend die obligatorische Kontrolle gewisser Heizungs- und Warmwasseraufbereitungsanlagen vorgesehenen Organe bleibt vorbehalten (Abs. 2). Die Gemeinden sind zuständig für die Klagen (Art. 4a Abs. 1).

Im AB-Luft sind keine Strafbestimmungen vorhanden.

### **4. St. Gallen**

Die Luftreinhaltung ist in den Art. 24 ff. EG-USG geregelt. Der Kanton ist zuständig für den Vollzug der eidg. Gesetzesbestimmungen, ausser eine lex specialis sieht etwas anderes vor.

Im EG-USG ist keine Strafbestimmung explizit für Verstösse gegen die Bestimmungen zur Luftreinhaltung enthalten.

Es gibt allerdings einen Grossratsbeschluss über Luftreinhaltemassnahmen. Gemäss dessen Art. 7 Abs. 2 wird, wer Abfälle im Freien verbrennt, mit Haft oder Busse bestraft.

## **VII. Boden**

Der Schutz des Bodens wird in keinem der untersuchten Kantone in einem eigenen Erlass sichergestellt.

### **1. Schweiz**

Gemäss Art. 61 Abs. 1 lit. m USG wird mit Busse bis zu 20'000 SFr. bestraft, wer Vorschriften, die im USG zum Bodenschutz erlassen wurden, verletzt.

Die VBBo hat die langfristige Erhaltung der Bodenfruchtbarkeit zum Ziel. Die Verordnung wird vorwiegend von den Kantonen vollzogen (Art. 13 Abs. 1).

## **2. Bern**

Laut Art. 11 Abs. 1 NSchG dürfen in Naturschutzgebieten und an Naturschutzobjekten u.a. keine Bodenzusätze verwendet werden. Wenn dies trotzdem gemacht wird, kann der Täter gemäss Art. 57 Abs. 1 lit. c mit einer Busse von 100 bis 50'000 SFr. belegt werden. In schweren Fällen kann sie bis zu 100'000 SFr. betragen (Abs. 2), in besonders leichten Fällen dagegen kann ganz darauf verzichtet werden (Abs. 3).

In Art. 22 NSchV ist das Aufreissen der Bodendecke verboten. Geschützt werden sollen damit aber vorwiegend Pflanzen; die Bestimmung findet sich im Abschnitt über das Sammeln von Pflanzen.

## **3. Fribourg**

Im Gesetz über die Bodenverbesserung befinden sich keine Strafbestimmungen, die die Einführung von Schadstoffen in den Boden sanktionieren.<sup>1380</sup>

## **4. St. Gallen**

Gemäss Art. 24 Abs. 1 EG-USG kommt dem Kanton die Vollzugskompetenz der eidg. Vorschriften über Luftreinhaltung zu, soweit nicht die Gemeinden gem. Art. 25 dafür verantwortlich sind.

## **D. Résumé**

### **I. Suisse**

A défaut de disposition contraire dans le droit fédéral, les cantons et les communes sont libres d'édicter leur propre droit. Ils font usage de cette possibilité notamment en matière de gestion des déchets et pour le traitement des eaux usées, étant entendu que les compétences y relatives sont souvent accordées aux communes.<sup>1381</sup> Les cantons reprennent principalement le principe du pollueur-payeur ancré à l'art. 2 LPE<sup>1382</sup> (cf. art. 13 LPAir BE, 22 LGD FR, 10 LCPE BE, 16 VG-GSchG SG, 42 WBG SG).

Comme constaté, la situation varie beaucoup entre les cantons pour ce qui est de l'exécution de la législation en matière d'environnement eu égard à la vitesse du processus, aux ressources administratives et à l'organisation des autorités. Ces différences peuvent s'expliquer par des éventuels désavantages concurrentiels propres à chaque canton. La Confédération ne dispose d'aucun instrument légal permettant de contraindre les cantons à mettre en œuvre la législation fédérale. A des fins d'uniformisation, des « mécanismes d'harmonisation secondaires » ont été développés, tels p. ex. les organes de coordination horizontaux que sont les conférences intercantionales des chefs de service. Ces mécanismes coopératifs récents sont en partie une conséquence de l'intégration européenne.<sup>1383</sup>

---

<sup>1380</sup> Vgl. aber Art. 178 des Gesetzes über die Bodenverbesserung, der Art. 145 StGB für anwendbar erklärt, wenn ein Werk beschädigt wurde.

<sup>1381</sup> *Fürst*, 190.

<sup>1382</sup> « Celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par la présente loi en supporte les frais. »

<sup>1383</sup> Sur l'ensemble, cf. *Fürst*, 190.

Le fait que l'exécution du droit pénal de l'environnement intervienne en premier lieu au niveau des cantons et des communes est logique dans la mesure où le domaine de l'environnement requiert une connaissance spécifique des conditions locales. Toutefois, les directives pourraient être plus claires au niveau fédéral et donner un cadre pénal défini pour les infractions aux différentes lois.

## **II. Zones protégées**

Dans les cantons de Berne et de Fribourg, les infractions aux décisions du Conseil d'Etat concernant les zones protégées sont sanctionnées par des amendes ; dans le canton de St-Gall, l'amende est définie au niveau communal.

## **III. Berne**

La LD BE fait fonction de modèle, avec des domaines de responsabilité clairement délimités entre canton et communes. Il est peu utile de réglementer les différents secteurs liés à la gestion des déchets dans des actes législatifs différents, comme c'est le cas dans les cantons de Fribourg et de St-Gall.

## **IV. St-Gall**

Le rapide développement du droit de l'environnement au niveau fédéral a entraîné de nouvelles tâches d'exécution pour le canton et les communes. Les décisions du Grand Conseil saint-gallois, pensées tout d'abord comme une solution transitoire, ne pouvaient plus satisfaire aux exigences liées à l'exécution. Il en est résulté des lacunes qui n'ont été comblées qu'avec l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la loi cantonale d'introduction à la LPE (EG-USG).<sup>1384</sup> L'édiction de cette loi d'introduction aux directives de droit fédéral rend la situation législative à St-Gall plus claire que dans les autres cantons. La seule disposition pénale est la prescription en matière de droit des déchets de l'art. 53 EG-USG ; pour le reste, les dispositions du droit pénal fédéral de l'environnement sont considérées comme suffisantes.

---

<sup>1384</sup> *Baudepartement des Kantons St. Gallen, Vernehmlassungsentwurf Einführungsgesetz zur eidg. Umweltgesetzgebung*, 9.

## Section 6. Droit pénal européen de l'environnement

---

### A. Internationalisation du droit pénal de l'environnement

Les pollutions environnementales ne connaissent en principe pas de frontière : les conséquences d'un comportement dommageable pour l'environnement sont donc en général supportées non seulement par le seul Etat pollueur ou Etat d'émission mais le plus souvent aussi par les Etats limitrophes.<sup>1385</sup> Dans le contexte de cette globalisation croissante, la protection de l'environnement a par conséquent gagné en importance au niveau international.

La première conférence des Nations Unies sur l'environnement s'est tenue dans les années 1970 déjà, à Stockholm. A cette occasion, les Etats participants ont adopté la « Déclaration de Stockholm » portant sur la coopération transfrontalière en matière de protection de l'environnement.<sup>1386</sup> Outre le principe général de droit international consacrant l'intégrité territoriale, qui garantit aussi le droit à l'absence sur son territoire de toute atteinte à l'environnement par les autres Etats, sont ensuite apparues des obligations concrètes liées au droit de l'environnement conscrées par toute une série de traités internationaux négociés au sein de divers organes internationaux.<sup>1387</sup> On citera, à titre d'exemple, les conventions suivantes:

- Convention du 29 décembre 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets ;
- Convention du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ;
- Convention de Vienne du 22 mars 1985 sur la protection de la couche d'ozone ;
- Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontière de déchets dangereux et de leur élimination ;
- Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international ;
- Convention-cadre des Nations Unies du 9 mai 1992 sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 ainsi que l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 adopté lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur le climat.

La majorité des traités internationaux concernant la protection de l'environnement laisse aux Etats signataires la compétence de déterminer les moyens à mettre en œuvre au niveau national pour respecter les obligations souscrites.<sup>1388</sup> Dans les cas où ces traités contiennent aussi des obligations

---

<sup>1385</sup> Cf. *Kloepfer*, Umweltrecht, 625.

<sup>1386</sup> Déclaration finale des Nations Unies sur l'environnement, du 16 juin 1972, disponible sous: <http://www.unep.org/Documents.multilingual/Default.asp?DocumentID=97&ArticleID=1503>; cf. aussi *Birnie/Boyle/Redgwell*, International Law and the Environment, 329.

<sup>1387</sup> Cf. *Kloepfer*, Umweltrecht, 636 ff., 648 ff. Vgl. *Hecker*, in: *Ackermann/Hilf*, 2.

<sup>1388</sup> *Kloepfer*, Umweltrecht, 658.

de sanctionner, celles-ci ne relèvent que très rarement du droit pénal.<sup>1389</sup> Dans ce contexte, les obligations internationales particulièrement importantes pour la Suisse sont :

- Art. VIII, n° 1, lit. a) de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)<sup>1390</sup> ; les parties sont tenues de punir le commerce ou la détention de tels spécimens en violation de la convention.
- Art. 4, ch. 2 et 4, de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires dans la version du Protocole du 17 février 1978 à ladite convention<sup>1391</sup> : toute violation des dispositions de la convention commise dans la juridiction d'une partie à la convention doit être sanctionnée par la législation de cette partie (ch. 2) ; ces sanctions doivent être de nature à décourager les contrevenants éventuels (ch. 4).
- Art. 217, al. 8, de la Convention sur le droit de la mer<sup>1392</sup> : les Etats parties sont tenu de prévoir à l'encontre des navires battant leur pavillon des sanctions dans leurs lois et règlements suffisamment rigoureuses pour décourager les infractions en quelque lieu que ce soit.
- Art. 4, al. 3 et 4, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets<sup>1393</sup> : l'art. 4 oblige les Etats parties à légiférer et sanctionner les mouvements non autorisés de déchets ; selon l'al. 3, les Etats considèrent que le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets constitue une infraction pénale et, aux termes de l'al. 4, chaque partie prend les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre et faire respecter les dispositions de la présente Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention.

Indépendamment des accords internationaux concrets en matière d'environnement, tous les Etats sont tenus, en vertu de la résolution sur « The rôle of criminal law in the protection of nature and the environment » adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1990, de garantir la protection de l'environnement également par le droit pénal.<sup>1394</sup> Cette résolution s'est trouvée plus tard encore appuyée par les résolutions 1993/28, 1994/15 et 1995/27 de l'ECOSOC.<sup>1395</sup>

Par ailleurs, le droit pénal international connaît aussi la sanction des atteintes à l'environnement en tant que crimes.<sup>1396</sup> Ainsi, l'art. 8, al. 2, let. b), ch. iv, du Statut de Rome de la Cour pénale internationale tient pour punissable les dommages à l'environnement naturel qui sont « étendus, durables et

---

<sup>1389</sup> Vgl. *Birnie/Boyle/Redgwell*, International Law and the Environment, 330.

<sup>1390</sup> Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, RS 0.453. Entrée en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> juillet 1975.

<sup>1391</sup> Protocole du 17 février 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, RSR 0.814.288.2. Entré en vigueur pour la Suisse le 15 mars 1988.

<sup>1392</sup> Convention des Nations Unies du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer, RS 0.747.305.15. Entrée en vigueur pour la Suisse le 31 mai 2009.

<sup>1393</sup> Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, RS 0.814.05. Entrée en vigueur pour la Suisse le 5 mai 1992.

<sup>1394</sup> Vgl. GA-Resolution 45/121 vom 14.12.1990; voir aussi *Albrecht*, Organisierte Umweltkriminalität – Konzepte, Ausmass und Strukturen, in: *Arnold et al.*, Menschengerechtes Strafrecht – Festschrift für Albin Eser zum 70. Geburtstag, 1274.

<sup>1395</sup> Cf. *Albrecht*, Organisierte Umweltkriminalität – Konzepte, Ausmass und Strukturen, in: *Arnold et al.*, Menschengerechtes Strafrecht – Festschrift für Albin Eser zum 70. Geburtstag, 1274 s.

<sup>1396</sup> *Kloepfer*, Umweltrecht, 658.



graves » et qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu.<sup>1397</sup>

## **B. Droit pénal de l'environnement au niveau européen**

Au niveau européen également, on observe une internationalisation ou continentalisation du droit de l'environnement et du droit pénal de l'environnement (on rencontre parfois aussi dans la littérature de langue allemande l'expression « européisation du droit pénal de l'environnement »)<sup>1398</sup>. Cette évolution se traduit par la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal, d'une part, et par la législation de l'Union européenne sous la forme de la directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, d'autre part.

### **I. Europaratsübereinkommen über den Schutz der Umwelt durch das Strafrecht**

Den Beginn der Harmonisierung des Umweltstrafrechts in Europa markiert das Übereinkommen des Europarates über den Schutz der Umwelt durch das Strafrecht vom 4. November 1998.<sup>1399</sup> Dieses ist getragen von der Überzeugung, dass eine gemeinsame und wirksame Strafrechtspolitik, die den Schutz der Umwelt zum Ziel hat, für einen effektiven Umweltschutz unabdingbar ist.<sup>1400</sup> Gemäss dem Europaratsabkommen verpflichten sich die Vertragsparteien, die im Übereinkommen definierten Straftaten ins nationale Recht umzusetzen und in ihrem Hoheitsgebiet zu verfolgen.<sup>1401</sup> Das Abkommen ist bisher jedoch, wegen der mangelnden Anzahl von Ratifikationen, nicht in Kraft getreten.<sup>1402</sup>

#### **1. Strafbare Verhaltensweisen**

In Art. 2 des Europaratsabkommens sind die zentralen kriminalstrafrechtlichen Tatbestände normiert. Erfasst sind gem. Art. 2 Abs. 1 lit. a das vorsätzliche aber auch fahrlässige (i.V.m. Art. 3 Abs. 1) Einleiten, Abgeben oder Einbringen einer Menge von Stoffen oder ionisierender Strahlung in die Luft, den Boden oder das Wasser, welches den Tod eines Menschen oder eine schwere Körperverletzung verursacht (i) oder eine erhebliche Gefahr für den Tod eines Menschen oder eine schwere Körperverletzung Herbeiführt (ii)<sup>1403</sup>.

Darüber hinaus listet Art. 2 Abs. 1 des Europaratsabkommens auch die folgenden Verhaltensweisen auf, die von den Vertragsparteien sanktioniert werden müssen, soweit sie vorsätzlich oder fahrlässig (i.V.m. Art. 3 Abs. 1) begangen werden:

---

<sup>1397</sup> Vgl. *Werle*, Völkerstrafrecht, 1302 f., 1305; *Heger* in: *Lackner/Kühl*, StGB, Vor. zu 29. Abschnitt, N 8. Ausführlich zum Völkerstrafrecht für Umweltschäden siehe auch: *Tomuschat*, in: *Arndt*, FS Rudolf, 105 ff.; *Reichart*, Umweltschutz durch völkerrechtliches Strafrecht.

<sup>1398</sup> Vgl. z.B. *Schmitz*, MüKo StGB, Vor. zu den §§ 324 ff., N 8 ff.

<sup>1399</sup> ETS Nr. 172.

<sup>1400</sup> Vgl. Präambel des Übereinkommens über den Schutz der Umwelt durch das Strafrecht.

<sup>1401</sup> Vgl. Art. 5 Abs. 1 lit. a des Europaratsübereinkommens. Darüber hinaus besteht auch gem. dem Flaggenprinzip die Gerichtsbarkeit an Bord eines Schiffes oder Luftfahrzeuges, welches in dem Vertragsstaat registriert ist oder unter der Flagge des Vertragsstaates fährt Art. 5 Abs. 1 lit. b. Gerichtsbarkeit ist auch gegeben, soweit die Straftat durch einen Staatsbürger des Vertragsstaates begangen wurde und doppelte Strafbarkeit besteht (Art. 5 Abs. 1 lit. c).

<sup>1402</sup> Für das Inkrafttreten der Konvention sind mindestens drei Ratifikationen gem. Art. 13 Abs. 3 notwendig. Bisher hat lediglich Estland das Europaratsabkommen ratifiziert (Stand: 30.9.2016).

<sup>1403</sup> Es handelt sich in Bezug auf Ziff. ii um eine sprachliche Präzisierung der offiziellen deutschen Übersetzung, die insoweit im Gegensatz zum englischen Vertragstext missverständlich formuliert ist.

- das rechtswidrige Einleiten, Abgeben oder Einbringen einer Menge von Stoffen oder ionisierender Strahlung in die Luft, den Boden oder das Wasser, welches deren anhaltende Verschlechterung, den Tod eines Menschen, eine schwere Körperverletzung oder erhebliche Schäden an geschützten Denkmälern, anderen geschützten Gegenständen, an Vermögensgegenständen, Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann (Art. 2 Abs. 1 lit. b);
- das rechtswidrige Beseitigen, Behandeln, Lagern, Befördern, Ausführen oder Einführen von gefährlichen Abfällen, welches den Tod eines Menschen oder eine schwere Körperverletzung oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität sowie an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann (Art. 2 Abs. 1 lit. c);
- das rechtswidrige Betreiben einer Fabrik, in der eine gefährliche Tätigkeit durchgeführt wird, welche den Tod eines Menschen oder eine schwere Körperverletzung oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität sowie an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann (Art. 2 Abs. 1 lit. d);
- das rechtswidrige Herstellen, Behandeln, Lagern, Verwenden, Befördern, Ausführen oder Einführen von Kernmaterial oder anderen gefährlichen radioaktiven Stoffen, welches den Tod eines Menschen oder eine schwere Körperverletzung oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität sowie an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann (Art. 2 Abs. 1 lit. e).

*Rechtswidrigkeit* ist gem. Art. 1 lit. a des Europaratsabkommens immer dann gegeben, wenn ein Verstoß gegen ein Gesetz, eine verwaltungsrechtliche Vorschrift oder eine Entscheidung einer zuständigen Behörde vorliegt, die jeweils dem Schutz der Umwelt dienen.

Gem. Art. 2 Abs. 2 des Europaratsabkommens sind die Vertragsstaaten verpflichtet, auch die Strafbarkeit der Beihilfe und der Anstiftung (Art. 2 Abs. 2) der unter Art. 2 Abs. 1 definierten Tatbestände in nationales Recht umzusetzen.

Die Straftaten des Art. 2 des Europaratsabkommens sind als *Allgemeindelikte* ausgestaltet und mit Ausnahme von Art. 2 lit. a *reine Tätigkeitsdelikte*, die keinen Taterfolg voraussetzen.<sup>1404</sup> Es handelt sich um *Eignungsdelikte* als Untergruppe der *abstrakten Gefährdungsdelikte* (Art. 2 lit. b, c, d, e), die drauf abstellen, dass ein erheblicher Schaden durch die tatbestandsmäßigen Handlungen verursacht werden kann. Lediglich Art. 2 lit. a, der im Gegensatz zu den anderen Straftaten des Abs. 1 kein *rechtswidriges* „Einleiten, Abgeben oder Einbringen“ von Stoffen in die Umwelt verlangt, ist in Bezug auf Ziff. i ein *Erfolgsdelikt*, welches das Herbeiführen des Todes eines Menschen oder einer schweren Körperverletzung verlangt. Ziff. ii dagegen ist als ein *konkretes Gefährdungsdelikt ausgestaltet, das den Erfolg*, nämlich das Herbeiführen einer erheblichen Gefahr für Leib und Leben verlangt.

Neben den zentralen Straftatbeständen in Art. 2 des Europaratsabkommens normiert Art. 4 weitere Tatbestände die jeweils als Straftatnormen oder verwaltungsrechtliche Delikte ausgestaltet werden können, soweit sie nicht bereits unter Art. 2 fallen. Erfasst sind das rechtswidrige Einleiten, Abgeben oder Einbringen einer Menge von Stoffen oder ionisierender Strahlung in die Luft, den Boden oder das Wasser (lit. a); das rechtswidrige Verursachen von Lärm (lit. b); das rechtswidrige Beseitigen, Behandeln, Lagern, Ausführen oder Einführen von Abfällen (lit. c); das rechtswidrige Betreiben einer

<sup>1404</sup> Vgl. auch Hecker, in: Ackermann/Hilf, 13.

Fabrik (lit. d); das rechtswidrige Herstellen, Behandeln, Verwenden, Befördern, Ausführen oder Einführen von Kernmaterial, anderen radioaktiven Stoffen oder gefährlichen Chemikalien (lit. e); das rechtswidrige Verursachen von Veränderungen, die natürliche Bestandteile eines Nationalparks, eines Naturschutzgebietes, eines Wasserschutzgebietes oder anderer geschützter Gebiete beeinträchtigen (lit. f); sowie das rechtswidrige Besitzen, Wegnehmen, Beschädigen oder Töten geschützter Arten freilebender Tiere und Pflanzen oder das Handeltreiben damit (lit. g). Dabei handelt es sich ebenfalls um *abstrakte Gefährdungsdelikte* in Form von *reinen Tätigkeitsdelikten* (mit Ausnahme von lit. g, welcher in Bezug auf „wegnehmen“, „beschädigen“ und „töten“ ein *Erfolgsdelikt* ist).

## **2. Verantwortlichkeit von juristischen Personen**

Die Verantwortlichkeit von juristischen Personen ist in Art. 9 des Europaratsabkommen normiert. Dieser überlässt es jedoch den Vertragsstaaten, ob sie diese als straf- oder lediglich verwaltungsrechtliche Sanktion oder sonstige Massnahme ausgestalten. Die Verantwortlichkeit von juristischen Personen kommt gem. Art. 9 Abs. 1 immer dann in Betracht, wenn von ihren Organen, einem Mitglied ihrer Organe oder einem anderen Vertreter eine in Art. 2 oder 3 genannte Straftat begangen worden ist. Die Verantwortlichkeit einer juristischen Person schliesst dabei ein Strafverfahren gegen eine natürliche Person nicht aus (Art. 9 Abs. 2).

## **3. Sanktionen**

Das Europaratsabkommen sieht keine konkreten Strafraumen vor. Vielmehr besagt Art. 6 lediglich, dass die Sanktionen, welche Freiheitsstrafen und finanzielle Sanktionen umfassen, aber auch die Wiederherstellung der Umwelt einschliessen können (Art. 8), der jeweiligen Schwere der Straftaten Rechnung tragen müssen.

Darüber hinaus ist auch das Instrument der Einziehung von Tatwerkzeugen, Erträgen oder Vermögensgegenständen, deren Wert solchen Erträgen entspricht, in Art. 7 Abs. 1 des Europaratsabkommen vorgesehen.

## **4. Parteirechte**

Fakultativ können die Vertragsparteien gem. Art. 11 Gruppen, Stiftungen oder Vereinigungen, die nach ihrer Satzung den Schutz der Umwelt zum Ziel haben, das Recht gewähren, an Strafverfahren teilzunehmen.

## **II. EU-Richtlinie 2008/99/EG zum Schutz der Umwelt durch das Strafrecht**

Neben den Harmonisierungsbemühungen auf Ebene des Europarats sind seit Anfang der 2000er Jahre auch innerhalb der EU, auf Grundlage der eigenen Zielbestimmung in Art. 3 Abs. 2 EUV (ex Art. 2 EGV), nach der die Union auf „ein hohes Mass an Umweltschutz und Verbesserung der Umweltqualität“ hinzuwirken hat, die eigenen Bestrebungen zur Harmonisierung des Umweltstrafrechts vorangeschritten. Einen ersten Schritt dazu stellte der Rahmenbeschluss des Rates der EU vom 27. Januar 2003 über den Schutz der Umwelt durch das Strafrecht dar.<sup>1405</sup> Dieser wurde jedoch durch den EuGH mit Urteil vom 13. September 2005 für nichtig erklärt (berühmter Streit betreffend die Kompetenzen in der ersten und dritten Säule).<sup>1406</sup> In Umsetzung der Rechtsprechung des EuGH legte die EU-Kommission am 9. Februar 2007 gestützt auf Art. 175 Abs. 1 EGV (heute Art. 192 AEUV) einen Ent-

<sup>1405</sup> Rahmenbeschluss 2003/80/JI, ABl. L 29/55 vom 5.2.2003.

<sup>1406</sup> EuGH vom 13.9.2005 – C-176/03, EuGHE 2005, I-7879. Vgl. auch *Saliger*, Umweltstrafrecht, N 22.

wurf einer Richtlinie über den strafrechtlichen Schutz der Umwelt durch das Strafrecht vor, welche schliesslich in die Richtlinie 2008/99/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über den strafrechtlichen Schutz der Umwelt mündete.<sup>1407</sup>

Zweck der Richtlinie ist es, strafrechtliche Mindeststandards festzulegen, die einem wirksamen Umweltschutz dienen sollen.<sup>1408</sup> Den Mitgliedsstaaten steht es dabei frei, strengere Massnahmen für den wirksamen Schutz der Umwelt zu erlassen.<sup>1409</sup> Getragen wird die Richtlinie von der Überzeugung, dass ein effektiver Umweltschutz insbesondere auch abschreckende strafrechtliche Sanktionen für umweltschädigende Tätigkeiten umfassen muss<sup>1410</sup> und dass eine Sicherstellung eines wirksamen Umweltschutzes allein auf Ebene der Mitgliedsstaaten nicht ausreichend verwirklicht werden kann<sup>1411</sup>. Insofern werden die Mitgliedsstaaten durch die Richtlinie verpflichtet, in ihren nationalen Rechtsvorschriften kriminalstrafrechtliche Sanktionen für schwere Verstösse gegen das gemeinschaftliche Umweltschutzrecht vorzusehen.<sup>1412</sup> Die Frist zur Umsetzung der Richtlinie durch die Mitgliedsstaaten endete zum 26. Dezember 2010 (siehe dazu unten im Fazit).<sup>1413</sup>

## 1. Strafbare Verhaltensweisen

Art. 3 der EU-Richtlinie listet die Handlungen auf, die unter Strafe gestellt werden, soweit sie rechtswidrig sind und vorsätzlich oder zumindest grob fahrlässig begangen werden.

Im Einzelnen sind strafbar:

- Lit. a) die Einleitung, Abgabe oder Einbringung einer Menge von Stoffen oder ionisierender Strahlung in die Luft, den Boden oder das Wasser, die den Tod oder eine schwere Körperverletzung von Personen oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität oder an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann;
- Lit. b) die Sammlung, Beförderung, Verwertung und Beseitigung von Abfällen, einschliesslich der betrieblichen Überwachung dieser Verfahren und der Nachsorge von Beseitigungsanlagen sowie der Handlungen, die von Händlern oder Maklern übernommen werden (Bewirtschaftung von Abfall), die den Tod oder eine schwere Körperverletzung von Personen oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität oder an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann;
- Lit. c) die Verbringung von Abfällen, sofern diese Tätigkeit unter Art. 2 Nummer 35 der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen<sup>1414</sup> fällt und in nicht unerheblicher Menge erfolgt, unabhängig davon, ob es sich bei der Verbringung um eine einzige Verbringung oder um mehrere, offensichtlich zusammenhängende Verbringungen handelt;

---

<sup>1407</sup> ABl. L 328/28 vom 6.12.2008.

<sup>1408</sup> Art. 1 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1409</sup> Erwägungsgrund 12 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1410</sup> Erwägungsgründe 3 und 5 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1411</sup> Erwägungsgrund 14 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1412</sup> Erwägungsgrund 10 Richtlinie 2008/99/EG

<sup>1413</sup> Art. 8 Abs. 1 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1414</sup> ABl. L 190 vom 12.7.2006.

- Lit. d) der Betrieb einer Anlage, in der eine gefährliche Tätigkeit ausgeübt wird oder in der gefährliche Stoffe oder Zubereitungen gelagert oder verwendet werden, wodurch ausserhalb dieser Anlage der Tod oder eine schwere Körperverletzung von Personen oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität oder an Tieren oder Pflanzen verursacht werden oder verursacht werden können;
- Lit. e) die Herstellung, Bearbeitung, Handhabung, Verwendung, der Besitz, die Lagerung, der Transport, die Einfuhr, Ausfuhr oder Beseitigung von Kernmaterial oder anderen gefährlichen radioaktiven Stoffen, die den Tod oder eine schwere Körperverletzung von Personen oder erhebliche Schäden hinsichtlich der Luft-, Boden- oder Wasserqualität oder an Tieren oder Pflanzen verursacht oder verursachen kann;
- Lit. f) die Tötung, die Zerstörung, der Besitz oder die Entnahme von Exemplaren geschützter, wildlebender Tier- oder Pflanzenarten, mit Ausnahme der Fälle, in denen die Handlung eine unerhebliche Menge dieser Exemplare betrifft und unerhebliche Auswirkungen auf den Erhaltungszustand der Art hat;
- Lit. g) der Handel mit geschützten wildlebenden Tier- oder Pflanzenarten, Teilen oder Erzeugnissen davon, mit Ausnahme der Fälle, in denen die Handlung eine unerhebliche Menge dieser Exemplare betrifft und unerhebliche Auswirkungen auf den Erhaltungszustand der Art hat;
- Lit. h) jedes Verhalten, das eine erhebliche Schädigung eines Lebensraums innerhalb eines geschützten Gebiets verursacht;
- Lit. i) die Produktion, Einfuhr, Ausfuhr, das Inverkehrbringen oder die Verwendung von Stoffen, die zum Abbau der Ozonschicht beitragen.

Als *rechtswidrig* gelten dabei gem. Art. 2 der Richtlinie diejenigen Handlungen, die gegen EU-Rechtsakte (in Anhang A der Richtlinie aufgeführt) oder nationale Gesetze, Verwaltungsvorschriften oder Entscheide zuständiger Behörden eines Mitgliedsstaates, die der Umsetzung der Rechtsakte der Gemeinschaft dienen, verstossen. Insofern bringt die Richtlinie die „*europarechtsakzessorische* Tatbestandsstruktur“ des europäischen Umweltstrafrechts zum Ausdruck.<sup>1415</sup>

Die Katalogtaten des Art. 3 der Richtlinie sind als *Allgemeindelikte* und mit Ausnahme von Art. 3 lit. f als *reine Tätigkeitsdelikte* ausgestaltet, die keinen *Taterfolg* wie z.B. eine Gewässer- oder Bodenverunreinigung voraussetzen.<sup>1416</sup> Grösstenteils stellt die Tatbestandsumschreibung darauf ab, dass ein schwere Beschädigungen an Rechtsgütern „verursacht werden kann“ (Art. 2 lit. a, b, d, e). Insofern handelt es sich um *Eignungsdelikte* als Untergruppe der *abstrakten Gefährdungsdelikte*, die keinen *konkreten Gefährdungserfolg* erfordern.

Gem. Art. 4 der Richtlinie sind auch die Anstiftung und Beihilfe zu den in Art. 3 genannten vorsätzlichen Handlungen unter Strafe zu stellen. Da die Richtlinie davon ausgeht, dass das Unterlassen einer

<sup>1415</sup>Vgl. Hecker, in: Ackermann/Hilf, 13; Vgl. auch Hecker, Europäisches Strafrecht, § 1 N 5 ff.; Kloepfer/Heger, Umweltstrafrecht, N 88 ff.

<sup>1416</sup>Vgl. auch Hecker, in: Ackermann/Hilf, 13.

gesetzlich vorgeschriebenen Handlung dieselbe Wirkung entfalten kann, wie aktives Handeln soll das Unterlassen ebenfalls mit entsprechenden Sanktionen belegt werden.<sup>1417</sup>

## 2. Verantwortlichkeit von juristischen Personen

Die Richtlinie sieht nach dem Vorbild des Zweiten Protokolls zum EU-Finanzschutzübereinkommens aus dem Jahr 1997 (siehe oben Teil 2/F.) auch die Verantwortlichkeit von juristischen Personen gem. Art. 6 Abs. 1 vor, wenn die Straftat zugunsten der juristischen Person von einer natürlichen Person begangen wurde, die entweder allein oder als Teil eines Organs der juristischen Person gehandelt oder eine *leitende Stellung* innerhalb dieser hat. Eine solche leitende Stellung ist gegeben, wenn die Person die Befugnis zur Vertretung der juristischen Person (Art. 6 Abs. 1 lit. a), die Befugnis Entscheidungen im Namen der juristischen Person zu treffen (Art. 6 Abs. 1 lit. b) oder eine Kontrollbefugnis innerhalb der juristischen Person innehat (Art. 6 Abs. 1 lit. c).

Als „juristische Personen“ gelten gem. Art. 2 lit. d alle Rechtssubjekte, die den Status einer juristischen Person nach nationalem Recht innehaben, mit Ausnahme von öffentlich-rechtlichen internationalen Organisationen, Staaten und Körperschaften des öffentlichen Rechts, die hoheitliche Rechte ausüben.

Juristische Personen sind gem. Art. 6 Abs. 2 auch dann verantwortlich zu machen, wenn die *man- gelnde Überwachung oder Kontrolle* durch eine Leitungsperson eine Straftat zugunsten der juristischen Person durch eine ihr unterstellte natürliche Person ermöglicht hat.

Darüber hinaus schließt die strafrechtliche Verfolgung natürlicher Personen als Täter, Anstifter oder Gehilfe die Verantwortlichkeit juristischer Personen nach Art. 6 Abs. 1 und 2 nicht aus.<sup>1418</sup>

## 3. Sanktionen

In Bezug auf die Sanktionierung verlangt die Richtlinie sowohl für natürliche (Art. 5) als auch für juristische Personen (Art. 7) jeweils die Einführung von *wirksamen, angemessenen* und *abschreckenden* Sanktionen. Es erfolgt jedoch keine konkrete Vorgabe bzgl. der Sanktionsart oder des Strafrahmens. Insoweit werden bei juristischen Personen, da Art. 7 auch lediglich von „Verantwortlichkeit“ spricht, nichtkriminalstrafrechtliche Sanktionen von vielen als ausreichend erachtet.<sup>1419</sup>

## C. Bilan

En lien avec la codification croissante en droit international public de la protection de l'environnement, ce domaine comme aussi les efforts d'harmonisation en droit pénal de l'environnement ont pris de l'importance également au niveau européen.

Un premier pas en Europe est marqué à ce titre par la Convention du Conseil de l'Europe de 1998 sur la protection de l'environnement par le droit pénal. Ce texte prévoit l'harmonisation des législations nationales et la promotion de la coopération internationale dans le domaine du droit pénal de l'environnement. L'élément central dans ce cadre est l'engagement des Etats parties à la convention à régler au niveau national les atteintes graves à l'environnement et à les sanctionner comme des délits menacés de peines adéquates, qui incluent également une responsabilité en droit pénal ou

---

<sup>1417</sup> Erwägungsgrund 6 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1418</sup> Vgl. Art. 6 Abs. 3 Richtlinie 2008/99/EG.

<sup>1419</sup> Vgl. auch Hecker, in: Ackermann/Hilf, 14; Zimmermann, ZRP 2009, 75.

en droit administratif des personnes morales. Comme indiqué, les délits sont alors conçus le plus souvent comme des *infractions d'aptitude* qui n'impliquent pas comme *résultat une mise en danger concrète*.

Cependant, la Convention du Conseil de l'Europe n'est pour l'instant pas déterminante puisque quatorze Etats l'ont bien signée mais seule l'Estonie l'a ratifiée.<sup>1420</sup> Or, conformément à l'art. 13, al. 3, l'entrée en vigueur de la convention exige au moins la ratification de trois Etats signataires. En l'occurrence, il semble même peu probable que le texte entre jamais en vigueur car, pour les Etats membres de l'UE en tout cas, il est déjà dépassé par la directive de l'UE.<sup>1421</sup>

La Suisse non plus ne fait pas partie des Etats signataires de la convention et ne prévoit à ce stade pas d'y adhérer.<sup>1422</sup> La Commission de politique extérieure du Conseil national avait certes, dans un postulat du 15 février 2000<sup>1423</sup>, invité le Conseil fédéral à clarifier les adaptations législatives nécessaires pour signer et ratifier la convention, mais le gouvernement est arrivé à la conclusion en avril 2005 que « l'utilité des normes pénales supplémentaires requises par la Convention est très hypothétique. »<sup>1424</sup> « Etant donné les adaptations législatives auxquelles il faudrait procéder et le fait que seul un pays a ratifié la Convention à ce jour, le Conseil fédéral estime qu'il n'y a pas de priorité ni de nécessité à signer et ratifier cette dernière dans l'immédiat. »<sup>1425</sup> La Commission de politique extérieure du Conseil national s'est finalement aussi ralliée à cette conclusion.<sup>1426</sup>

En revanche, le droit pénal national des Etats membres de l'UE est largement déterminé par les prescriptions de droit européen prévues dans la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 sur la protection de l'environnement par le droit pénal. Ce texte, depuis lors transposé par les Etats membres dans leur droit national respectif,<sup>1427</sup> favorise une harmonisation minimale entre les Etats membres au niveau de l'ampleur des atteintes graves à l'environnement à punir et de la responsabilité des personnes morales. Les énoncés de fait constitutifs d'une infraction s'inspirent, sur le fond, étroitement de la convention du Conseil de l'Europe et sont également conçus la plupart comme des *infractions d'aptitude* qui n'impliquent pas comme *résultat une mise en danger concrète*. Une harmonisation complète du droit pénal de l'environnement eu égard aux types et à la sévérité des sanctions fait toutefois défaut au niveau de l'UE.

---

<sup>1420</sup> Etat: 30.9.2016.

<sup>1421</sup> Cf. *Kloepfer/Heger*, Umweltstrafrecht, N 393.

<sup>1422</sup> Cf. Neuvième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 21 mai 2008, FF 2008, (4077) 4117, qui indique que la Suisse n'a pas l'intention de ratifier la convention (priorité pour la Suisse: D).

<sup>1423</sup> Cf. postulat de la Commission de politique extérieure CN du 15.2.2000, CPE n° 00.003.

<sup>1424</sup> Neuvième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 21 mai 2008, FF 2008, (4077) 4118.

<sup>1425</sup> Neuvième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 21 mai 2008, FF 2008, (4077) 4118.

<sup>1426</sup> La proposition sur une motion de la commission exigeant l'adhésion à la convention a été rejetée par 14 voix contre 6 et 3 absentions. Cf. aussi les déclarations de la députée *Markwalder Bär*, séance du Conseil national du 17.9.2008, BO 2008 N 1147.

<sup>1427</sup> Cf. *Schmitz*, MüKo StGB, Vor. zu §§324 ff., N 8. La transposition au niveau national a été jugée insuffisante dans certains Etats membres lors d'une première évaluation en 2003, notamment en Slovaquie, au Portugal et en Lettonie. Cf. Evaluation Study on the Implementation of Directive 2008/99/EC, disponible sous: [http://ec.europa.eu/justice/criminal/criminal-law-policy/environmental-protection/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/justice/criminal/criminal-law-policy/environmental-protection/index_en.htm).

La Suisse n'est bien entendu soumise à aucune contrainte juridique qui l'obligerait à adapter sa législation aux prescriptions des directives de l'Union européenne. Néanmoins, du fait de l'enchevêtrement économique étroit entre la Suisse et l'UE<sup>1428</sup> et le caractère potentiellement transfrontière (notamment) des atteintes (graves) à l'environnement, un certain rapprochement avec les standards européens semble souhaitable du point de vue suisse, justement aussi dans le domaine de la responsabilité des personnes morales. Un tel rapprochement de la part de la Suisse permettrait, de par la situation géographique de notre pays au centre du continent, d'appuyer les efforts visant à poser un standard minimum effectif et général dans le domaine de la protection de l'environnement par le droit pénal en Europe.

---

<sup>1428</sup> Cf. *König/Ohr*, Messung ökonomischer Integration in der Europäischen Union – Entwicklung eines EU-Integrationsindex, cege-Diskussionspapier Nr. 135.



## Section 7. Conclusions et mesures recommandées

---

En lien avec les conclusions finales, il convient de se rapporter à la section 3/M ci-dessus, l'idée étant d'éviter de répéter ici ce qui a été dit auparavant. Les conclusions et les mesures recommandées ci-après suivent (largement) la structure du rapport. On commencera donc par se référer aux explications générales de la section 2.

### A. Généralités

Au sein de la section 2, les questions du mandat portent sur les points suivants :

#### I. Loi sur les amendes d'ordre (Section 2/B.III.)

L'intégration d'énoncés de fait constitutifs de contravention relevant du droit pénal de l'environnement dans la *loi sur les amendes d'ordre* est à saluer du point de vue du droit pénal matériel et ne soulève *aucune* objection fondamentale. Tout dépend ici de savoir si et, le cas échéant, dans quelle mesure les infractions listées dans la LAO répondent au critère de *la constatabilité directe et indéniable de l'infraction sur place*. Selon le message du Conseil fédéral, le fait que les actes législatifs relatifs à l'environnement fixent des maxima d'amende différents selon que l'auteur agit intentionnellement ou par négligence *pourrait s'avérer problématique*.<sup>1429</sup>

La véritable difficulté réside cependant au niveau du *droit procédural institutionnel* dans la mesure où le personnel d'agences de sécurité privées peut désormais également dresser des amendes d'ordre. La délégation de mesures de contrainte à des privés n'est pas complètement sans poser problème au niveau du droit constitutionnel et surtout du droit de procédure pénale. Les retouches linguistiques apportées au cours du processus législatif à l'art. 6, al. 1, LAO, qui – contrairement à l'art. 7, al. 1 LAO parle d'identification du prévenu (auteur « intercepté » ou « appréhendé »), ne sont qu'une tentative de masquer ce point. Cela ne change rien au problème de fond, lequel pourrait advenir dès lors que des prévenus refuseraient de donner leur identité.

*Aucune autre mesure nécessaire a priori*

#### II. Abus de droit (Section 2/D.II.5.)

Les experts estiment qu'il faut renoncer à une clause d'illicéité générale telle que proposée par l'avant-projet Jenny/Kunz. Elle n'apporte aucun avantage voire présente plutôt un inconvénient dans la mesure où elle répète des évidences tout en permettant de fausses conclusions lors de l'application du droit (p. ex. dans le cas d'une erreur à ce titre).<sup>1430</sup>

En lieu et place, il est proposé de régler au niveau législatif la problématique – fondamentale sur le plan dogmatique et déterminante en raison de la nature accessoire administrative des normes de droit pénal de l'environnement – des autorisations obtenues de manière abusive plutôt que de laisser (encore) ces affaires à l'appréciation circonstancielle et confuse des juges. On pense ici

---

<sup>1429</sup> FF 2015, 924 ; plus en détail à ce propos, cf. *ci-dessus* section 2/B.III.1.

<sup>1430</sup> Cf. *ci-dessus* section 2/D.II.4.

à une norme qui s’inspirerait de l’art. 330d, al. 1, ch. 5, du CP allemand et qui pourrait être libellée comme suit :

Proposition : Art. 230f CP

« Le fait d’agir en se fondant sur une autorisation officielle obtenue de manière frauduleuse par la menace, la corruption ou la collusion ou grâce à des indications erronées ou incomplètes équivaut à agir sans autorisation officielle. »

La question de l’emplacement d’une telle disposition est sujette à discussion. Dans l’hypothèse où la proposition d’édicter les nouveaux art. 230b et suivants est suivie, le plus simple consisterait vraisemblablement à prévoir une réglementation dans le CP. On pourrait aussi penser à la LPE, mais il faudrait alors indiquer dans la prescription pour quel acte législatif concernant l’environnement elle vaut et prévoir un renvoi correspondant dans chacune des lois concernées.

La solution proposée permet de *sanctionner de manière généralisée l’obtention frauduleuse d’autorisations*. Au besoin, il serait aussi envisageable de réglementer la violation des *conditions* impératives pour l’octroi de l’autorisation. Une telle réglementation serait à formuler en parfaite conformité matérielle avec la proposition concernant les autorisations.

#### Mesure requise selon les explications

### **III. Principe de précision de la base légale (section 2/E.)**

L’examen de toutes les dispositions pénales quant à leur compatibilité avec le principe de précision de la base légale est l’une des missions centrales de l’expertise, raison pour laquelle les experts ont mis l’accent sur ce point. Le principe de précision est un principe d’optimisation, à tout le moins si l’on s’adresse au législateur. Autrement dit, ce dernier devrait en tenir compte dans la mesure du possible eu égard à la matière et au type de norme (crime, délit, contravention).

Les solutions inadéquates ne conduisent néanmoins pas toujours ni obligatoirement à une annulation par les tribunaux (en particulier au niveau du Tribunal fédéral et de la CourEDH). Pour en arriver là, il faut comparativement beaucoup, étant entendu que les exigences augmentent en fonction de la gravité de la catégorie d’infraction. Ceci est à considérer en particulier pour les *délits* (prévoir alors en règle générale une peine privative de liberté) – et spécialement s’il s’agit là de *qualifications* (év. aussi sous la forme de crime). Le destinataire de la norme pénale concernée, à savoir le commun des mortels ou l’expert, constitue là également un critère d’appréciation important. Si on peut se montrer exigeant en termes de prévisibilité de la peine et d’accessibilité de la norme voire imposer le recours à un conseil professionnel dans le cas des infractions spéciales, on doit se montrer plus souple pour les normes qui s’adressent aux privés – sans toutefois pouvoir expliciter précisément ce que cela signifie.

Le principe de précision de la base légale se trouve transgressé dès lors que les destinataires de la norme pénale ne sont pas en mesure d’en détecter le sens général (TF 6B\_711/2011 du 11.12.2012). Les clauses générales semblent aussi délicates. L’expertise apporte à ce titre de nombreuses propositions d’amélioration qu’il serait trop long de détailler ici (cf. à ce propos *ci-dessus* section 3 et le tableau synoptique en annexe, ainsi que *ci-dessus* section 3/M.II.). A relever en particulier à cet égard les délits analysés encore en détail dans la section 3/M. *ci-dessus*.

#### **IV. Révision de la punissabilité des entreprises (section 2/F.)**

Une autre problématique fondamentale, et précisément très importante dans le domaine de la criminalité environnementale, concerne la réglementation de la punissabilité des entreprises. A défaut de la révision de fond souhaitable en la matière, il conviendrait au minimum d'harmoniser les renvois aux art. 6 et 7 DPA et d'inscrire les délits contre l'environnement à l'art. 102, al. 2, CP.

L'idéal consisterait cependant à réviser totalement l'art. 102 CP – et, pourquoi pas, ne pas profiter de la réforme du droit pénal de l'environnement pour initialiser ce projet déjà attendu depuis longtemps – en supprimant l'alinéa 1 et en optimisant l'alinéa 2 de l'article (avec abrogation év. de l'art. 7 DPA).

#### **V. Droits de partie des autorités compétentes en matière d'environnement (section 2/G.)**

L'octroi de droits de partie aux autorités compétentes en matière d'environnement est, de l'avis des experts, un moyen judicieux d'améliorer le pouvoir d'impact du droit pénal de l'environnement. Le plus simple à cette fin serait de s'appuyer sur l'art. 104, al. 2, CPP pour édicter dans les différents actes législatifs concernant l'environnement (ou, p. ex., dans la LPE par le biais d'une liste des actes concernés à ce titre) des prescriptions qui accordent des droits de partie aux autorités cantonales compétentes en matière d'environnement dans les procédures pénales cantonales, à l'exemple – mise à part la référence à l'obligation de dénoncer - de l'art. 154 GOG ZH (Gesetz über die Gerichts- und Behördenorganisation im Zivil- und Strafprozess/ loi sur l'organisation des tribunaux et des autorités dans la procédure civile et pénale) qui prévoit la possibilité pour les autorités de recourir contre des décisions de non-entrée en matière ou de non-lieu. Une telle prescription, complétée par une deuxième phrase sur le droit de consulter les pièces, pourrait être libellée comme suit :

« Les autorités et les services (év. l'administration compétente en matière d'environnement) peuvent, pour protéger les intérêts qui leur sont confiés, faire recours contre des décisions de non-entrée en matière ou de non-lieu. Ils obtiennent le droit de consulter les pièces. »

Ce système permet à l'autorité compétente en matière d'environnement de contrôler les autorités pénales dans la mesure où elle peut, au besoin via la saisie des chambres de recours des tribunaux cantonaux de dernière instance, contraindre celles-ci à des instructions complémentaires.

Etant donné que la solution passant par la législation fédérale apparaît comme problématique en raison du régime de compétence constitutionnel, les cantons seraient tenus de légiférer eux-mêmes. L'octroi de droits de partie *intégraux* est possible et naturellement préférable si l'on veut appuyer l'optimisation de l'exécution. Il convient d'examiner à part le point de savoir si un tel droit de recours accordé contre une décision de condamnation peut aussi viser le type et l'ampleur de la sanction (cf. la restriction à la qualité de recourir des particuliers prévue à l'art. 382, al. 2, CPP).

En référence à la position de l'OFEV, le droit de recours ouvert par l'ordonnance sur la communication en lien avec l'art. 381, al. 4, let. a, CPP contre des décisions cantonales (arrêts, mandats de répression<sup>1431</sup>, décisions de non-entrée en matière et de non-lieu) s'avère inadapté et peu praticable *dans la mesure où* il est exercé via le Ministère public de la Confédération, lequel n'est que peu au fait du droit pénal de l'environnement. Il serait indiqué que l'OFEV, qui doit rédiger de toute façon lui-même les mémoires correspondants, puisse mener lui-même les recours. A ce propos, mais aussi eu égard aux autres parties à la procédure, une prolongation du délai de 10 jours prévu à l'art. 322, al. 2, (cf. aussi art. 310, al. 2) et 354, al. 1, CPP doit être envisagée.

#### Mesure requise selon explications

### **VI. Obligation de dénoncer (section 2/H.)**

Les réflexions relatives à l'obligation de dénoncer, présentées dans la section 2/H. portent à conclure que l'élaboration concrète d'une réglementation s'avère une entreprise complexe, raison pour laquelle il convient au stade actuel attende les prises de positions du groupe central et du groupe d'accompagnement pour savoir notamment dans quelle mesure une telle réglementation concrète est souhaitée.

## **B. Dispositions pénales**

### **I. Crimes contre l'environnement (sections 3/B.IV. et 3/C.V.2.)**

Il est proposé, à condition de maintenir le droit pénal de l'environnement dans le droit pénal accessoire de la Confédération, d'introduire dans le titre 8 de la partie spéciale du CP des crimes conçus comme infractions de mise en danger concrète pour « atteinte au sol par des substances ou autre organismes » (art. 230b P-CP), « atteinte aux eaux par des produits ou des organismes » (art. 230c P-CP), « mise en danger par une altération de l'air » (art. 230d P-CP) et pour « mise en danger par des déchets » (art. 230e P-CP). Ceci donnerait aussi l'occasion de renuméroter l'actuel art. 230<sup>bis</sup> CP en art. 230a P-CP.

Pour les motifs, il est renvoyé aux explications *ci-dessus section 3/B.IV concernant la LPE*, où la solution suggérée, qui franchement s'impose de l'avis des experts, est soutenue en détail. Ces explications sont à lire comme partie intégrante des présentes conclusions. Etant donné qu'il s'agirait d'infractions de résultat, les Etats étrangers seraient ainsi également visés en présence de conséquences transfrontalières, ce qui comblerait les lacunes de punissabilité correspondantes au niveau du champ d'application de la norme et de l'application des peines (art. 3 ss CP).

#### Mesure requise selon explications

## **II. Principe de précision de la base légale**

### **1. Généralités (section 3/B.-L.)**

---

<sup>1431</sup> A ce titre, la possibilité d'attaquer ici aussi la sévérité de la peine est judicieuse dans la mesure où elle favoriser l'uniformité de l'application du droit.

Eu égard au principe de précision de la base légale, il est renvoyé d'une part aux explications y relatives sur les énoncés de fait en question à la section 3/B.-L. et d'autre part au tableau synoptique en annexe. De plus, la section 3/M. contient un *résumé systématique* et une liste des normes les plus problématiques *au niveau du délit*.

### Mesure requise selon explications

## **2. Cas d'insoumission (section 3.B.-L.)**

Bon nombre de dispositions sont, par nature, des *duplicata inscrits dans des lois spéciales de la clause générale d'insoumission à une décision de l'autorité de l'article 292 CP*. Contrairement à cette dernière, le libellé de ces dispositions ne part toutefois *pas toujours* du principe que l'autorité compétente en matière d'environnement doit rendre l'ordonnance pénale sous commination de la peine « prévue au présent article ». L'art. 61, al. 1, let. o, LPE, l'art. 43, al. 1, let. f, loi sur le CO<sub>2</sub> ainsi que l'art. 24, al. 1, let. b, LPN – qui couvre non seulement des actes législatifs mais aussi des décisions – ne contiennent *aucun* passage de ce type.

Dans sa jurisprudence constante, le Tribunal fédéral traite l'art. 292 CP en tant que *clause générale subsidiaire* aussi bien en lien avec d'autres prescriptions pénales du CP qu'avec le droit pénal accessoire.<sup>1432</sup> Aussi a-t-il pareillement admis que l'art. 15 ancienne LEaux a la préséance sur l'art. 292 CP et qu'une menace de l'art. 292 CP serait dès lors inadmissible.<sup>1433</sup> L'art. 71, al. 1, let. b, LEaux en vigueur présuppose expressément « sous commination des peines prévues par le présent article ». L'art. 17, al. 1, let. c in fine, LFSP ainsi que l'art. 24a, al. 1, let. a, LPN procèdent de la même manière. Il semble toutefois *incertain* de savoir comment le Tribunal fédéral interpréterait des objections au principe de précision de la base légale dans le cas des énoncés de fait constitutifs d'insoumission mentionnés ci-avant, dans la mesure où ceux-ci ne contiennent *aucune* référence à la menace pénale. Par sécurité, il est recommandé d'introduire l'expression « sous commination des peines prévues par le présent article » partout où elle ne figure pas encore dans la loi. Il est donc procédé de la sorte dans les recommandations spécifiques.

En guise d'alternative, on pourrait supprimer ces prescriptions ou des éléments déterminants pour laisser place à l'application de l'art. 292 CP, avec pour conséquence toutefois, d'une part, de faire baisser les sanctions pécuniaires comminatoires et, d'autre part, de couvrir uniquement les infractions intentionnelles. Il n'est pas du ressort des experts de déterminer s'il s'agirait là d'un inconvénient pratique, mais il est difficile d'imaginer des exemples d'infraction par négligence contre une décision.

D'une certaine façon sont apparentés à cette problématique les états de fait pénaux qui sanctionnent le *refus de donner des renseignements* ou les *fausses déclarations* p. ex. sur demande des autorités (p. ex. art. 61, al. 1, let. o, LEP, art. 43, al. 1, let. f, LFo, art. 43, al. 1, let. c in fine, loi sur le CO<sub>2</sub>). Il est proposé ici de compléter ces prescriptions par une clause similaire qui pourrait être libellée comme suit : « sous commination des peines prévues par le présent article ». Il convient toutefois dans ce cadre de considérer que, conformément au principe *nemo tenetur*, la demande de renseignements est anticonstitutionnelle dès lors que le destinataire est amené de ce fait à contribuer activement à démontrer sa culpabilité dans la procédure pénale. L'art. 64,

<sup>1432</sup> BSK StGB II-Riedo/Boner, Art. 292 N 20 ff., insb. N 26.

<sup>1433</sup> ATF 97 I 461 consid.5, 471 avec renvois

al. 5, tient compte de ce principe par une prescription qui peut être transposée aux actes législatifs concernant l'environnement.<sup>1434</sup>

#### Mesure requise selon explications

### **III. Lacunes de punissabilité et incohérences systémiques**

#### **1. Lacunes de punissabilité (section 3/M.III.2)**

Concernant les lacunes de punissabilité dans le CP, cf. point I. *ci-dessus*.

L'expertise n'avait pas pour objectif principal d'examiner le *droit pénal de l'environnement dans les lois spéciales* sous l'angle des lacunes de punissabilité. Les experts en ont néanmoins identifié quelques-unes (*section 3/B.-L. ; cf. aussi le tableau synoptique en annexe*) ; les *lacunes au niveau des délits* sont résumées dans la section 3/M.III.2.

#### Mesure requise selon explications

#### **2. Dépénalisation**

Le groupe d'accompagnement a proposé de supprimer (toutes) les dispositions qui ne sont (à ce stade) pas appliquées. Cette proposition radicale n'est pas totalement inintéressante, à notre avis. Il nous *manque* toutefois la vue d'ensemble correspondante – statistique et/ou pratique – qui permettrait de se prononcer concrètement. En outre, une telle dépénalisation globale n'est guère réalisable politiquement.

Mis à part l'art. 61, al. 1, let. d, LEP, nous n'avons pas identifié d'énoncés de fait pénaux qui, même du point de vue théorique, pourraient être supprimés avec certitude.

#### Mesure requise selon explications

### **IV. Contradictions de classification**

Les questions liées à l'adéquation et à la systématisation de l'éventail des peines et des maximas pénaux font l'objet du point C. ci-après.

#### **1. Conversion d'infractions ordinaires en infractions spéciales (section 3/B.II. et IV.)**

La conversion en infraction spéciale de l'art. 60, al. 1, let. c, d, n et p ainsi que de l'art. 61, al. 1, let. c-e et j, LPE a été examinée dans le contexte spécifique concret (section 3/B.II.). Il y est renvoyé ici ; il se trouve par ailleurs un bref résumé à la section 3/IV.

#### Mesure requise selon explications

#### **2. Art. 26, al. 1, LCITES**

La prescription est actuellement conçue comme une contravention. Il s'agit (largement) de droit pénal d'expert. Dans la mesure où la protection des espèces menacées porte sur un bien juridique qu'il convient de classer à un niveau élevé, on devrait envisager ici de *faire passer l'infraction au rang de délit*.

---

<sup>1434</sup> Sur l'ensemble, cf. *ci-dessus* sections 3/B.II.2.n. et 4/B.II.3.

### Mesure requise selon explications

#### **3. Dispositions d'étiquetage selon l'art. 35, al. 1, let. g-i, LGG**

Il convient d'examiner dans quelle mesure les prescriptions de la LGG mentionnées, qui se trouvent dans l'énoncé de fait constitutif d'un délit de l'art. 35 LGG, peuvent être ramenées au niveau de la contravention. Le cas échéant, il faudrait créer une norme spécifique (art. 35a LGG).

Les *dispositions d'étiquetage* des let. g-i sont concrétisées par l'art. 17, al. 1, 4 et 5 LGG. L'art. 35, al. 1, let. g, LGG protège la liberté des acheteurs et des consommateurs de choisir entre des produits génétiquement modifiés et des produits « naturels ». L'art. 35, al. 1, let. i, LGG, qui pénalise le fait de désigner des OGM comme étant « non génétiquement modifiés » constitue la contrepartie de la let. g. Pour ce qui est de l'art. 35, al. 1, let. h LGG, il s'agit de la violation des prescriptions d'étiquetage pour des produits (p. ex. aliments ou additifs) issus d'organismes génétiquement modifiés. L'art. 64, al. 1, let i, LDAI (protection contre la tromperie relative aux denrées alimentaires) constitue en revanche un énoncé de fait constitutif d'une contravention. Cela vaut aussi pour l'art. 173, al. 1, let. a<sup>bis</sup>, LAgr. En revanche, l'art. 49, al. 1, let. b, LChim, met également au rang de délit le fait d'étiqueter incorrectement des substances ou des préparations. Les experts ne peuvent se prononcer sur ces questions faute de connaissances suffisantes sur les faits précis visés par les prescriptions en question. Les lettres g et i pourraient – en l'occurrence ou lors d'une réforme requise pour d'autres raisons – être réunies dans une seule prescription.

### Mesure requise selon explications

#### **C. Eventail des peines**

L'éventail des peines dans les dispositions pénales des actes législatifs concernant l'environnement peut présenter des écarts très variables, difficiles à expliquer de manière rationnelle. La conception de la politique pénale au moment de l'élaboration de l'acte comme aussi d'autres circonstances politiques peuvent fournir quelques éléments de réponse.

Le tableau ci-après donne une vue d'ensemble :

[Légende : ppl = peine privative de liberté ; pp = peine pécunière ; j-a = jour-amende]

|                                                        | LPE                                                                               | LEaux                                          | LCITES                                                                | LFo                                             | LChP                                                              | LGG                                      | Loi CO <sub>2</sub>                                                       | LACE | Loi Parc national                                            | LFSP                                                                 | LPN                                                |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Délit                                                  | Art. 60 I :<br>pp jusqu'à<br>3 ans ou pp                                          | Art. 70 I :<br>pp jusqu'à<br>3 ans ou pp       |                                                                       | Art. 42 I :<br>pp jusqu'à<br>1 an ou pp         | Art. 17 I :<br>pp jusqu'à<br>1 an ou pp                           | Art. 35 I :<br>pp jusqu'à<br>3 ans ou pp |                                                                           |      |                                                              | Art. 16 I :<br>pp jusqu'à<br>180 j-a                                 | Art. 24 I :<br>pp jusqu'à<br>1 an ou pp            |
| Délit commis par<br>négligence (* =<br>contravention)  | Art. 60 II :<br>pp jusqu'à<br>180 j-a                                             | Art. 70 II :<br>pp jusqu'à<br>180 j-a          |                                                                       | Art. 42 II :<br>amende<br>jusqu'à<br>40 000 fr. | Art. 17 II :<br>amende<br>jusqu'à<br>10 000 fr.                   | Art. 35 II :<br>pp jusqu'à<br>180 j-a    |                                                                           |      |                                                              | Art. 16 II :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.                      | Art. 24 II :<br>amende<br>jusqu'à<br>40 000 fr.    |
| Qualification                                          |                                                                                   |                                                | Art. 26 II :<br>pp jusqu'à<br>3 ans ou pp<br>(cas grave<br>art. 26 I) |                                                 |                                                                   |                                          | Art. 43 II :<br>amende<br>jusqu'à<br>30 000 fr., (cas<br>grave art. 43 I) |      |                                                              |                                                                      |                                                    |
| Contravention                                          | Art. 61 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.                                    | Art. 71 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr. | Art. 26 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>40 000 fr.                        | Art. 43 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.  | Art. 18 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.                    |                                          | Art. 42 I :<br>amende<br>jusqu'à 3x le<br>montant de<br>l'avantage indu   |      | Art. 8 LPN :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                  | Art. 17 I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.                       | Art. 24a I :<br>amende<br>jusqu'à<br>20 000 fr.    |
| Contravention<br>commise par<br>négligence             | Art. 61 II :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                                       | Art. 71 II :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)    | Art. 26 V :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                            | Art. 43 III :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)    | Art. 18 IV :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                       |                                          | Art. 44 II :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                               |      | Art. 8 OPN :<br>amende pour cas<br>mineurs,<br>avertissement | Art. 17 II :<br>amende (max.<br>10 000 fr.)                          | Art. 24a II :<br>amende<br>jusqu'à<br>100 000 fr.) |
| Contravention (par<br>négligence et<br>intentionnelle) | Art. 61a :<br>amende<br>jusqu'à 3x le<br>montant de la<br>taxe /<br>avantage indu |                                                |                                                                       |                                                 |                                                                   |                                          | Art. 42 III :<br>amende<br>jusqu'au<br>montant de<br>l'avantage indu      |      |                                                              |                                                                      |                                                    |
| Autres sanctions                                       |                                                                                   |                                                |                                                                       |                                                 | Art. 20 :<br>retrait du<br>permis de<br>chasse pour 1<br>à 10 ans |                                          |                                                                           |      |                                                              | Art. 19 :<br>interdiction<br>d'exercer la<br>pêche pour 1 à<br>5 ans |                                                    |



Le type d'infraction caractérisé au niveau technique de l'énoncé de fait des normes pénales peut diverger considérablement d'un acte législatif à l'autre, voire au sein d'un même acte.

Ainsi, l'art. 24 LPN (180 jours-amende) constitue une *infraction de lésion*. Il en va de même de l'art. 42, al. 1, let. b, LFo (peine privative de liberté d'une année). L'art. 70, al. 1, let. a et b, LEaux énonce des *infractions de mise en danger concrètes* (peine privative de liberté de trois ans). Toutes ces prescriptions sont en même temps aussi des *infractions de résultat*.

Il s'avère difficile de catégoriser les dispositions pénales de la LFo, LChP et LFSP. Selon la conception du bien juridique, il s'agit d'infractions de lésion *ou* de mise en danger. Les objectifs larges des art. 1 LFo, art. 1 LChP et art. 1 LFSP laissent à penser que les arbres, les animaux ou les poissons ne sont pas protégés en tant que tels mais par rapport à leur utilisation durable ou leur appartenance à une espèce menacée. Ceci plaide en faveur d'une classification de ces délits en tant qu'infractions de mise en danger. Bon nombre d'énoncés de fait pénaux (p. ex. art. 42, al. 1, let. a et c, ainsi qu'art. 43, al. 1, let. e LFo, art. 17, al. 1, let. a-d et f-h, ainsi qu'art. 18, al. 1, let. a, f-h LChP, art. 16, al. 1, let. c LFSP) sont toutefois individuellement, du point de vue technique de l'énoncé de fait, des infractions de résultat.

Les délits de la LPE, de la LCITES et de la LGG constituent des *infractions de pure activité*, parmi lesquelles celles qui servent à la prévention d'autres atteintes au bien juridique sont aussi désignées comme des infractions de mise en danger abstraites. L'art. 60, al. 1, let. b, d et i, ainsi que l'art. 61, al. 1, let. e LPE (une contravention) ou l'art. 35, al. 1, let. a LGG sont des *infractions d'aptitude* (aussi nommées infractions de mise en danger potentielle). On parle d'*insoumission administrative* lorsque l'énoncé de fait concerne en premier lieu les intérêts de l'administration de l'environnement. Il s'agit généralement de contraventions qui sont de surcroît souvent des infractions de pure activité mais peuvent aussi être des infractions de résultat, d'aptitude ou de mise en danger abstraite.

En lien avec les *maximas pénaux*, les énoncés de fait constitutifs de délit dans les actes législatifs concernant l'environnement peuvent être répartis en deux groupes. D'une part, dans le groupe constitué par les art. 60 LPE, art. 70 LEaux et art. 35 LGG – actes récents ou révisés récemment en considération des prescriptions pénales –, ce maximum se situe au niveau de la *peine privative de liberté de trois ans*. Dans le deuxième groupe, composé des art. 42 LFo, art. 17 LChP, art. 16 LFSP, le maxima est fixé à une *peine privative de liberté d'une année* ou, pour la LFSP et la LPN, à des *peines pécuniaires de 180 jours-amende* (ou, selon le CP révisé, une *peine privative de liberté de six mois*).<sup>1435</sup> La LChP de 1986 remplaçait une LF datant de 1925, la LFSP une loi de 1973, et pour la LFo, son art. 54 abroge divers actes législatifs fédéraux antérieurs. Il s'agit en moyenne d'*actes législatifs anciens* qui présentent un maxima pénal nettement plus bas.

L'énoncé de fait de base de l'art. 26, al. 2, LCITES, datant de 2012, constitue en revanche une simple contravention.

La forme de l'infraction semble cependant n'avoir eu *aucune influence (déterminante)* sur le maxima de la peine. En tout cas, l'art. 24 LPN, qui punit quiconque détruit ou endommage « sérieusement » une curiosité naturelle ou un monument protégé (infraction de lésion et de résultat), prévoit une

---

<sup>1435</sup> Si on ajoute les prescriptions des lois ne concernant pas l'environnement, l'art. 49 LChim (infraction de mise en danger abstraite) et l'art. 63 LDAI (selon message, infraction d'aptitude ; cf. toutefois *ci-dessus* section 4/B.II.2) font partie du premier groupe et l'art. 172 LAgr du deuxième groupe.

peine délictuelle inférieure (un an). En comparaison avec l'infraction du dommage à la propriété au sens de l'art. 144 CP, qui prévoit une peine privative de liberté de trois ans dans sa forme de base (al. 1) et une peine privative de liberté de cinq ans (al. 3) dans les cas qualifiés, caractérisés par un dommage considérable, cette peine traduit une clémence étonnante, difficile à expliquer par des motifs (convaincants). Il est donc proposé de fixer le maximum pénal à une peine privative de liberté de trois ans. Il est par ailleurs intéressant de constater que les actes législatifs concernant l'environnement du deuxième groupe comprennent un nombre souvent supérieur à la moyenne d'infractions de résultat avec des maxima pénaux plus bas.

La contradiction formelle qui ressort de la comparaison des deux groupes d'énoncés de fait peut être résolue d'une manière générale en harmonisant simplement les maxima pénaux *vers le haut* (relevé des énoncés de fait du groupe 2 à trois ans) ou *vers le bas* (réduction des énoncés de fait du groupe 1 à un an). La première solution correspondrait à une tendance – sur laquelle il convient de rester critique – à prévoir sur la durée des peines toujours plus sévères. Une réflexion concrète pourrait et devrait en revanche pondérer les spécificités propres à chaque infraction comme *la structure, le bien juridique protégé et le type de l'atteinte, etc.* Dans cette perspective, les experts estiment que l'art. 42 LFo se prêterait tout à fait à une augmentation du maxima à une peine privative de liberté de trois ans. En référence aux art. 60 LPE ou art. 35 LGG, la conception en tant qu'infraction d'aptitude notamment plaiderait par ailleurs pour un maxima fixé à trois ans de prison alors que celle en tant qu'infraction de pure activité et celle en tant qu'infraction de mise en danger abstraite plaideraient pour un maxima fixé à un an de prison. En accord avec le donneur d'ordre, aucune proposition définitive n'est soumise.

Mis à part peut-être les délits intentionnels, l'harmonisation est urgente : la commission par négligence d'un délit puni d'une peine privative de liberté de trois ans dans les cas intentionnels devrait entraîner en général *une peine pécuniaire de 180 jours-amende*, correspondant au maxima pour ce type de peine décidé dans la dernière révision. Si la peine pour les infractions intentionnelles est d'un an de prison, il faudrait alors prévoir *soit* une amende pouvant aller jusqu'à 40 000 francs (cf. art. 42, al. 2, LFo) *ou* une peine pécuniaire de 60 jours-amende.

Il serait également souhaitable voire indispensable d'harmoniser les maxima pour les contraventions. On pourrait envisager 20 000 francs (intention) ou 10 000 francs (négligence). Les cas spéciaux tels que l'art. 24a, al. 2, LPN, introduit en 2014, concernant l'utilisation de ressources génétiques (100 000 francs respectivement 40 000 francs) restent naturellement réservés.

## D. Tentative et complicité

Le tableau ci-après montre que la tentative et la complicité dans les contraventions en matière d'environnement sont en règle générale *punissables* et ce, en dérogation à l'art. 105, al. 2, en lien avec l'art. 333, al. 1, CP.

### Punissabilité à titre de contravention de la tentative et de la complicité

(avec indication des articles de loi pertinents)

| Acte législatif concernant l'environnement | Punissabilité de la tentative | Punissabilité de la complicité |
|--------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| LPE                                        | 61 III<br>61a II              | 61 III                         |
| LEaux                                      |                               | 71 III                         |
| LCITES                                     | 26 III                        | 26 III                         |
| LFo                                        | 43 II                         | 43 II                          |
| LChP                                       | 18 II                         | 18 II                          |
| LGG                                        |                               |                                |
| Loi sur le CO <sub>2</sub>                 | 42 II                         | 42 II                          |
| LACE                                       |                               |                                |
| Loi sur le Parc national/NPO (GR)          |                               |                                |
| LFSP                                       | 17 II                         | 17 II                          |
| LPN                                        |                               |                                |
| Lois ne concernant pas l'environnement     | Punissabilité de la tentative | Punissabilité de la complicité |
| LChim                                      | 50 II                         | 50 II                          |
| LDAI                                       | 48 II                         | 48 II                          |
| LAgr                                       | 173 IV                        | 173 IV                         |

**Légende :**

|  |                                                                         |
|--|-------------------------------------------------------------------------|
|  | La loi ne contient aucun énoncé de fait constitutif d'une contravention |
|--|-------------------------------------------------------------------------|

Les seules *exceptions* sont les art. 24a LPN et art. 71 LEaux (uniquement pour la complicité) ; la LGG ne contient aucun énoncé de fait constitutif d'une contravention. L'art. 8 loi sur le Parc national est concrétisé via l'ordonnance grisonne selon laquelle le droit cantonal situe la tentative et la complicité au rang des contraventions.

Il convient ici de penser à réglementer *de manière uniforme* la (non-)punissabilité de la tentative et/ou de la complicité, comme suggèrent par ailleurs également plusieurs représentants du groupe d'accompagnement. Les experts ne peuvent *pas juger* le point de savoir si la poursuite pénale pour complicité correspond à un besoin pratique effectif. Ils supposent que ce pourrait être le cas pour la tentative, mais ne peuvent guère ou que difficilement se l'imaginer pour la complicité. De plus, pour la complicité, les situations qui présenteraient une illicéité et une culpabilité moindres devraient *impérativement* être classées faute d'intérêt à punir au sens de l'art. 52 CP. C'est pourquoi il est suggéré d'examiner sérieusement *l'abrogation* des dispositions correspondantes, en tout cas pour celles qui portent sur la complicité.

#### Mesure requise selon explications

### **E. Confiscation**

Les prescriptions sur la confiscation des art. 69 ss CP, notamment la confiscation des valeurs patrimoniales (art. 70 ss CP ; dit « Verfall » en Allemagne et en Autriche), valent pour tout le droit pénal accessoire via l'art. 333, al. 1, CP. Les quelques renvois à la confiscation dans le titre « dispositions pénales » des actes législatifs concernant l'environnement ne sont dès lors qu'une clarification en soi inutile. Il en va de même des lois (p. ex. art. 42 ss loi sur les CO<sub>2</sub>) ou de certaines infractions (p. ex. art. 61a LPE) qui soumettent la poursuite pénale de première instance à des autorités administratives de la Confédération (art. 2, 66 DPA). En pratique, la confiscation notamment au sens des art. 70ss CP est un instrument important<sup>1436</sup> qui est actuellement (encore) trop peu utilisé.

De plus, les art. 376 ss CP permettent désormais une procédure de confiscation indépendante uniforme au niveau suisse.

#### Aucune mesure requise a priori

### **F. Bilan**

Spécialiste renommé du droit pénal suisse et européen de l'environnement, Günter Heine a esquissé en 2011 – peu avant son décès subi – une solution à quelques questions jugées centrales pour le développement du droit pénal suisse de l'environnement. Il s'agit notamment de l'ancrage dans le CP des énoncés de fait pénaux constitutifs d'atteintes graves à l'environnement, l'extension du champ d'application aux faits commis à l'étranger, la clarification des conséquences liées au caractère accessoire administratif du droit pénal de l'environnement, la punissabilité des entreprises, la révision de l'obligation de dénoncer pénalement des autorités administratives compétentes en matière d'environnement et des autorités d'exécution.<sup>1437</sup> A l'exception du thème récurrent que constitue le renforcement de l'exécution du droit pénal de l'environnement, le présent rapport aborde, espérons-le, tous ces domaines en fournissant des explications circonstanciées complétées en règle géné-

---

<sup>1436</sup> *Knobel/Anderegg*, URP 2016, 201 ff.

<sup>1437</sup> *Heine*, URP 2011, 95 ff., 100.

rale par des propositions de solutions concrètes. Le projet de l'OFEV consistant à examiner le droit pénal de l'environnement en vigueur et, si nécessaire, de le compléter ou de le réviser est important et mérite qu'on lui prête dûment attention. Il est à espérer que ce désidérata soit aussi reconnu du côté de la politique et poursuivi avec détermination.

- Ackermann, Jürg-Beat/  
Egli, Samuel* Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht: Rechtsgüter – Normkonzepte – Sanktionen, in: Ackerman/Hilf (Hrsg.), Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht (im Erscheinen).
- Ackermann, Jürg-Beat/  
Heine, Günter* (Hrsg.) Wirtschaftsstrafrecht der Schweiz. Hand- und Studienbuch, Bern 2013.
- Ackermann, Jürg-Beat/  
Schröder, Kerstin* Gen-„Mais“ als Gefahr? Zum rechtlichen Gefährdungsbegriff - insbesondere in Art. 230<sup>bis</sup> StGB, in: Recht des ländlichen Raums, Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät Luzern für Paul Richli zum 60. Geburtstag, Zürich 2006, 1 ff.
- Aeppli, Heinz* Verstärkter Gewässerschutz mit Mitteln des Strafrechts, in: SJZ 59/1963, 145 ff.
- Akyürek, Metin* Wasserrecht, in: Raschauer Nicolas/Wessely Wolfgang (Hrsg.), Handbuch Umweltrecht. Eine systematische Darstellung, 2. Aufl., Wien 2010, 236 ff.
- Albrecht, Hans.Jörg* Organisierte Umweltkriminalität. Konzepte, Ausmass und Strukturen, in: Arnold Jörg et al. (Hrsg.), Menschengerechtes Strafrecht, Festschrift für Albin Eser zum 70. Geburtstag, München 2005, 1274 ff.
- Alkalay, Michael* Umweltstrafrecht im Geltungsbereich des USG, Zürich 1992.
- Anderegg, Martin* Kommentierung der Art. 70 ff. GSchG, in: Hettich/et al. (Hrsg.), GSchG, WBG – Kommentar zum Gewässerschutzgesetz und zum Wasserbaugesetz, Zürich/Basel/Genf 2016 (zit. GSchG-Anderegg, Art.).
- Bally, Jürg* Das CO<sub>2</sub>-Gesetz. Instrument der Zusammenarbeit und Selbstregulierung, in: URP 5/2000, 501 ff.
- Barraqué, Bernard* Les politiques de l'eau en Europe, in: Revue française de science politique, Vol. 45 No. 3, 420 ff.
- Baudepartement des Kantons  
St. Gallen* Vernehmlassungsentwurf Einführungsgesetz zur eidg. Umweltgesetzgebung. Erläuternder Bericht und Entwurf des Baudepartements, 2009.
- Bergmann, Susanne* Der Schutz der Umwelt im französischen Recht. Eine Darstellung von Grundstrukturen privatrechtlichen verwaltungsrechtlichen und strafrechtlichen Umweltschutzes unter besonderer Berücksichtigung der Rechtsverfolgungschancen Privater, in: Michael Kloepfer (Hrsg.), Schriften zum Umweltrecht, Bd. 73, Berlin 1996.

|                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Birnie, Patricia/<br/>Boyle, Alan/<br/>Redgwell, Catherine</i>     | International Law and the Environment, Oxford 2009.                                                                                                                                                                                                                                        |
| <i>Bohnet, Francois/<br/>Kuhn, André (Hrsg.)</i>                      | La procédure pénale applicable aux mineurs, Neuchâtel 2011.                                                                                                                                                                                                                                |
| <i>Bolliger, Gieri/<br/>Richner, Michelle/<br/>Rüttimann, Andreas</i> | Schweizer Tierschutzstrafrecht in Theorie und Praxis, Zürich 2011.                                                                                                                                                                                                                         |
| <i>Bönke, Detlef Otto/<br/>Haspl, Rüdiger</i>                         | Das Ordnungswidrigkeitenrecht, in: Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz (Hrsg.), Berlin 2012.                                                                                                                                                                            |
| <i>Boulloc, Bernard</i>                                               | Droit pénal général, 23. Aufl., Paris 2013.                                                                                                                                                                                                                                                |
| <i>Braun, Dietmar</i>                                                 | Dezentraler und unitarischer Föderalismus. Die Schweiz und Deutschland im Vergleich, in: Swiss Political Science Review, 9/2003, 57 ff.                                                                                                                                                    |
| <i>Brunner, Ursula</i>                                                | Bauen im Uferbereich. Schützen die Schutznormen?, in: URP 10/1996, 744 ff.                                                                                                                                                                                                                 |
| <i>Buchli, Martin/ Friedrich Ueli</i>                                 | Handbuch Informationsaustausch unter Behörden, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion des Kantons Bern (Hrsg.), Bern 2012.                                                                                                                                                                |
| <i>Bundesamt für Umwelt<br/>(BAFU)</i>                                | Sicherung des Gewässerraums, 2015.                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <i>Dass.</i>                                                          | Revision der Gewässerschutzverordnung für bessere Wasserqualität, 2014.                                                                                                                                                                                                                    |
| <i>Dass.</i>                                                          | Littering kostet. Fraktionsspezifische Reinigungskosten durch Littering in der Schweiz, 2011 (zit. BAFU-Littering)                                                                                                                                                                         |
| <i>Dass.</i>                                                          | Teilrevision der Jagdverordnung. Bericht zur Vernehmlassung vom 31. März 2011,<br>( <a href="http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR_JSV_ERLAEUTERUNGEN_D_2011.pdf">www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/1861/TR_JSV_ERLAEUTERUNGEN_D_2011.pdf</a> ), zuletzt besucht am 08.09.2016. |
| <i>Dass.</i>                                                          | Für naturnahe Gewässer. Geändertes Gewässerschutzgesetz ab Januar in Kraft, 2010.                                                                                                                                                                                                          |
| <i>Dass.</i>                                                          | Schutz- und Nutzungsplanung nach Gewässerschutzgesetz, 2009.                                                                                                                                                                                                                               |
| <i>Dass.</i>                                                          | 50 Jahre Gewässerschutzgesetz. Lohnender Einsatz für „lebendiges Wasser“, 2007.                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Dass.</i>                                                          | Düngung und Umwelt, 2006.                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) (Hrsg.)</i>          | Nährstoffe und Verwendung von Düngern in der Landwirtschaft. Ein Modul der Vollzugshilfe Umweltschutz in der Landwirtschaft, 2012.                                                                                                                                                                             |
| <i>Dass.</i>                                                              | Reduktion der Umweltrisiken von Düngern und Pflanzenschutzmitteln. Dokumentation, 2003.                                                                                                                                                                                                                        |
| <i>Dass.</i>                                                              | Unverschmutztes Aushub- und Ausbruchmaterial. Schüttungen in Seen im Rahmen des GSchG, Mitteilungen zum Gewässerschutz Nr. 32, 1999.                                                                                                                                                                           |
| <i>Dass.</i>                                                              | Sanierungsbericht Wasserentnahmen. Sanierung nach Art. 80 Abs. 1 Gewässerschutzgesetz, 1997.                                                                                                                                                                                                                   |
| <i>Dass.</i>                                                              | Die Sanierung nach Art. 80 ff. Gewässerschutzgesetz vom 24.1.1991 bei der Wasserkraftnutzung. Rechtliche Probleme, 1991.                                                                                                                                                                                       |
| <i>Cans, Chantal/<br/>Billet, Philippe/<br/>Makowiak, Jessica (Hrsg.)</i> | Code de l'environnement, 16. Aufl., Paris 2013.                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <i>Chaumont, Paul</i>                                                     | Rapport de la Cour de cassation de France sur le droit pénal de l'environnement, in: L'association des Hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) (Hrsg.), Actes de la Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, Porto-Novo 2008, 137 ff. |
| <i>Cohen, Emanuel</i>                                                     | Im Zweifel für die Strafe. Der Umgang mit dem Legalitätsprinzip im materiellen Strafrecht unter besonderer Berücksichtigung des Bestimmtheitsgebotes und des Analogieverbotes, Zürich 2015.                                                                                                                    |
| <i>Conradin, Fritz</i>                                                    | Das neue Gewässerschutzgesetz, in: Verband schweizerischer Abwasserfachleute, 1993.                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Daphinoff, Michael</i>                                                 | Das Strafbefehlsverfahren in der Schweizerischen Strafprozessordnung, AISUF Nr. 316, Zürich 2012.                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Donatsch, Andreas (Hrsg.)</i>                                          | StGB Kommentar. Schweizerisches Strafgesetzbuch und weitere einschlägige Erlasse mit Kommentar zu StGB, JStG, den Strafbestimmungen des SVG, BetmG und AuG, 19. Aufl., Zürich 2013.                                                                                                                            |
| <i>Donatsch, Andreas et al. (Hrsg.)</i>                                   | Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung (StPO), 2. Aufl., Zürich 2014 (zit. Donatsch et al., StPO-Komm.-Bearbeiter).                                                                                                                                                                                 |
| <i>Donatsch, Andreas/<br/>Tag Brigitte</i>                                | Strafrecht I. Verbrechenslehre, 9. Aufl., Zürich/Basel/Genf 2013.                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Dubs, Hans</i>                                                         | Die Forderung der optimalen Bestimmtheit belastender                                                                                                                                                                                                                                                           |



|                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                     | Rechtsnormen, in: ZSR 2/1974, 223 ff.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Ehrenzeller, Bernhard et al.<br/>(Hrsg.)</i>                     | St. Galler Kommentar. Die Schweizerische Bundesverfassung, 3. Aufl., Zürich/St. Gallen 2014 (zit. SG-Komm.BV-Bearbeiter).                                                                                                                                                                                                                          |
| <i>Eicker, Andreas</i>                                              | Zur Ermittlung des Bestimmtheitsgefälles von Strafvorschriften im Nebenstrafrecht, in: ZStrR 2/2014, 168 ff. (zit. <i>Eicker</i> , Strafvorschriften).                                                                                                                                                                                             |
| <i>Ders.</i>                                                        | Beurteilung der Tatbestandsbestimmtheit von Strafvorschriften des Umweltstrafrechts. Exemplarische Untersuchung anhand des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (USG), Bern 2013.                                                                                                                                                                  |
| <i>Ders.</i>                                                        | Sind die Strafvorschriften des Nebenstrafrechts oft zu unbestimmt und daher unanwendbar?, in: Weblaw dRSK 2/2013.                                                                                                                                                                                                                                  |
| <i>Eicker, Andreas/<br/>Frank, Friederich/<br/>Achermann, Jonas</i> | Verwaltungsstrafrecht und Verwaltungsstrafverfahrensrecht, Bern 2012.                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Eicker, Andreas/<br/>Meier, Manuel</i>                           | Entscheidbesprechung BGer 1B_432/2011, AJP 1/2013, 141.                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Eidgenössisches Justiz- und<br/>Polizeidepartement</i>           | Begleitbericht zum Vorentwurf für eine Schweizerische Strafprozessordnung, Bern 2001,<br>( <a href="https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/gesetzgebung/archiv/strafprozessrecht/vn-ber-1-d.pdf">https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/gesetzgebung/archiv/strafprozessrecht/vn-ber-1-d.pdf</a> ), zuletzt besucht am 08.09.2016. |
| <i>Erbguth, Wilfried/<br/>Schlacke, Sabine</i>                      | Umweltrecht, 5. Aufl., Baden-Baden 2014.                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <i>Erbs, Georg/<br/>Kohlhaas, Max</i>                               | Strafrechtliche Nebengesetze, 2. Aufl., München 1971.                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Erras, Christoph</i>                                             | Öffentliches Recht der Gentechnologie im Ausserhumanbereich, Bern 2006.                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Faure, Michael/<br/>Heine, Günter</i>                            | Environmental Criminal Law in the European Union, Freiburg i. Br. 2011.                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Forster, Matthias</i>                                            | Die strafrechtliche Verantwortlichkeit des Unternehmens nach Art. 102 StGB, Bern 2006.                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Fortun, Steffen</i>                                              | Die behördliche Genehmigung im strafrechtlichen Deliktsaufbau, in: Schriften zum Strafrecht, Bd. 111, Berlin 1998.                                                                                                                                                                                                                                 |
| <i>Freiburghaus, Edi</i>                                            | Der Vollzug des Gewässerschutzes im Kanton Bern, Bern 2014.                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <i>Frisch, Wolfgang</i>                                             | Verwaltungsakzessorietät und Tatbestandsverständnis im Umweltstrafrecht. Zum Verhältnis von Umweltverwaltungs-                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                      |                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                      | recht und Strafrecht und zur strafrechtlichen Relevanz behördlicher Genehmigungen, Heidelberg 1993.                                                                                                                                |
| <i>Fuchs, Allen</i>                                  | Erfahrungen mit dem Gewässerschutzgesetz, in: Wasser, Energie, Luft, 87/1995, Baden 1995, 220 ff.                                                                                                                                  |
| <i>Fuchs, Helmut</i>                                 | Österreichisches Strafrecht Allgemeiner Teil I, Wien/New York 2008.                                                                                                                                                                |
| <i>Fürst, Volker</i>                                 | Umweltpolitisches Regieren im Wandel. Zur Transformation von Staatlichkeit in weltmarktoffenen Staaten, Diss. Berlin, Berlin 2004 (zit. <i>Fürst</i> ).                                                                            |
| <i>Ders.</i>                                         | Umweltpolitisches Regieren im Wandel. Zur Transformation von Staatlichkeit in weltmarktoffenen Staaten. Dissertation Freie Universität Berlin, Berlin 2004.                                                                        |
| <i>Gentzcke, Dieter</i>                              | Informales Verwaltungshandeln und Umweltstrafrecht. Eine verwaltungs- und strafrechtsdogmatische Untersuchung am Beispiel der behördlichen Duldung im Wasserrecht, in: Arbeiten zum Umweltrecht 3, Bd. S 21, Freiburg i. Br. 1990. |
| <i>Giesberts, Ludger/<br/>Reinhardt, Michael</i>     | Beck'scher Online-Kommentar. Umweltrecht, 30. Aufl., München 2015.                                                                                                                                                                 |
| <i>Giudici, Erminio et al.</i>                       | Der Wald als Erholungs- und Freizeitraum. In Zukunft nur noch für Privilegierte?, in: Referate Forum 1992, Sport und Umwelt, Bern 1994.                                                                                            |
| <i>Godfrin, Valérie</i>                              | Quelle effectivité de la sanction pénale en droit de l'environnement?, in: Risque Sécurité Environnement, n°4, mai-juin 2010.                                                                                                      |
| <i>Grabenwarter, Christoph/<br/>Pabel, Katharina</i> | Europäische Menschenrechtskonvention. Ein Studienbuch, 6. Aufl., Basel/Wien 2016.                                                                                                                                                  |
| <i>Graf, Anna</i>                                    | Die Pflicht zur Strafanzeige im Schweizerischen Rechte, Zürich 1949 (zit. <i>Graf</i> , Anzeigepflicht).                                                                                                                           |
| <i>Graf, Jürgen P.</i>                               | Beck'scher Online-Kommentar OWiG, 7. Aufl., München 2015.                                                                                                                                                                          |
| <i>Griffel, Alain</i>                                | Umweltrecht, Zürich 2015.                                                                                                                                                                                                          |
| <i>Gygi, Fritz</i>                                   | Zur strafrichterlichen Überprüfung von Verfügungen, in: Festgabe zum 65. Geburtstag von Hans Schultz, enthalten in ZStrR 94/1977, Bern 1977, 399 ff.                                                                               |
| <i>Häberling, Walter R.</i>                          | Waffenhandel, Erwerb, Besitz und Tragen von Waffen aus Sicht des Nebenstrafrechts, Diss. Zürich 1989, Zürich 1990.                                                                                                                 |
| <i>Häfelin, Ulrich/</i>                              | Allgemeines Verwaltungsrecht, 7. Aufl., Zürich/St. Gallen                                                                                                                                                                          |

|                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Müller Georg/<br/>Uhlmann, Felix</i>                        | 2016.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <i>Hannich, Rolf (Hrsg.)</i>                                   | Karlsruher Kommentar zur Strafprozessordnung. Mit GVG, EGGVG und EMRK, 7. Aufl., München 2013.                                                                                                                                                                                                               |
| <i>Hassemer, Winfried</i>                                      | Das Symbolische am symbolischen Strafrecht, in: Schünemann Bernd et al. (Hrsg.), Festschrift für Claus Roxin zum 70. Geburtstag, Berlin/new York 2001, 1001 ff.                                                                                                                                              |
| <i>Hauenstein, Walter</i>                                      | Die Restwassersanierung nach dem revidierten Gewässerschutzgesetz, in: Wasser, Energie, Luft, 89/1997, Baden 1997, 77 f.                                                                                                                                                                                     |
| <i>Hauri, Kurt</i>                                             | Verwaltungsstrafrecht (VStrR). (Bundesgesetz vom 22. März 1974 über das Verwaltungsstrafrecht). Motive, Doktrin, Rechtsprechung, Bern 1998.                                                                                                                                                                  |
| <i>Hauser, Matthias</i>                                        | Überblick über das aktuelle schweizerische Klimarecht, in: URP 8/2010, 811 ff.                                                                                                                                                                                                                               |
| <i>Hauser, Robert/<br/>Schweri, Erhard/<br/>Lieber, Viktor</i> | GOG Kommentar zum zürcherischen Gesetz über die Gerichts- und Behördenorganisation im Zivil- und Strafprozess vom 10. Mai 2010. Überarbeitete und ergänzte Weiterführung des Kommentars Hauser/Schweri zum Gerichtsverfassungsgesetz (GVG), Zürich 2012 (zit. <i>Hauser/Schweri/Lieber</i> , GOG Kommentar). |
| <i>Hecker, Bernd</i>                                           | Europäisches Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht – Fokus: Praktische Bedeutung für Schweizer Unternehmen, in: Ackermann/Hilf (Hrsg.), Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht (im Erscheinen) (zit. <i>Hecker</i> , in: <i>Ackermann/Hilf</i> ).                                                                               |
| <i>Ders.</i>                                                   | Europäisches Strafrecht, 4. Aufl., Heidelberg 2012.                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <i>Hefendehl, Roland</i>                                       | Kollektive Rechtsgüter im Strafrecht, Habil. München, Köln 2002.                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Hefendehl, Roland et al.<br/>(Hrsg.)</i>                    | Die Rechtsgutstheorie. Legitimationsbasis des Strafrechts oder dogmatisches Glasperlenspiel?, Baden-Baden 2003.                                                                                                                                                                                              |
| <i>Heine, Günter</i>                                           | Reform des Umweltstrafrechts. Internationale Entwicklung und nationaler Stand, in: URP 25/2011, 95 ff. (zit. <i>Heine</i> , URP 2011).                                                                                                                                                                       |
| <i>Ders.</i>                                                   | Straftäter Unternehmen. Das Spannungsfeld von StGB, Verwaltungsstrafrecht und Steuerstrafrecht, recht 2005, 1 ff. (zit. <i>Heine</i> , recht 2005).                                                                                                                                                          |
| <i>Ders.</i>                                                   | Europäische Entwicklung bei der strafrechtlichen Verantwortlichkeit von Wirtschaftsunternehmen und deren Führungskräften, ZStrR 2001, 22 ff. (zit. <i>Heine</i> , ZStrR 2001).                                                                                                                               |

- Ders.* Die strafrechtliche Verantwortlichkeit von Unternehmen, Baden-Baden 1995.
- Ders.* Verwaltungsakzessorietät des Umweltstrafrechts. Rechtsvergleichende Funktionsanalysen. Unbestimmte Rechtsbegriffe. Reichweite von Genehmigungen, in NJW 39/1990, 2425 ff. (zit. *Heine*, NJW 1990).
- Ders.* Empfehlen sich Änderungen im strafrechtlichen Umweltschutz, insbesondere in Verbindung mit dem Verwaltungsrecht?, Gutachten (Teil D) für den 57. Deutschen Juristentag, München 1988.
- Ders.* Umweltschutzrecht in der Schweiz, in: URP 1985, 345 ff. (zit. *Heine*, URP 1985).
- Hilf, Marianne J.* Unternehmensstrafbarkeit im Bereich der Umwelt(schutz)delikte, in: Ackerman/Hilf (Hrsg.), Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht (im Erscheinen) (zit. *Hilf*, Unternehmensstrafbarkeit im Bereich der Umwelt(schutz)delikte).
- Dies.* Die Strafbarkeit juristischer Personen im schweizerischen, österreichischen und liechtensteinischen Recht, in: ZStW 2014, 1 ff. (zit. *Hilf*, ZStW 2014).
- Dies.* Herausforderungen der neuen Normen über Produkthaftungspflicht und -sicherheit für das Unternehmensstrafrecht, in: Bühler/Killias (Hrsg.), Unternehmensstrafrecht und Produktsicherheit, Zürich/Basel/Genf 2013.
- Dies.* (Wieder)Belebung des Unternehmensstrafrechts durch Geldwäschereiverantwortlichkeit, in: Ackermann/Hilf (Hrsg.), Geldwäscherei - Asset Recovery: 6. Schweizerische Tagung zum Wirtschaftsstrafrecht, Zürich/ Basel/Genf 2012, 175 ff. (zit. *Hilf*, in: *Ackermann/Hilf*).
- Dies.* Das neue Unternehmensstrafrecht in Liechtenstein im Spiegel seiner Nachbarrechtsordnungen, in: ZStrR 2011, 258 ff. (zit. *Hilf*, ZStrR 2011).
- Hilf, Marianne J./ Vest, Hans* Reform des schweizerischen Umweltstrafrechts – eine Standortbestimmung –, in: Gropp/et al. (Hrsg.), Strafrecht als ultima ratio. Gießener Gedächtnisschrift für Günter Heine, Tübingen 2016 (zit. *Hilf/Vest*, in: GS Heine).
- Dies.* Unternehmensstrafrecht in der Schweiz, in: Kert/Záhora (Hrsg.), Tretná zodpovednost' právnických osôb, Die strafrechtliche Verantwortlichkeit von juristischen Personen. Bratislava, 2009, 74 ff.
- Hoyer, Andreas* Die Eignungsdelikte, in: Schmidhäuser (Hrsg.), Strafrechtliche

|                                                     |                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                     | Abhandlungen, Bd. 61, Berlin 1987.                                                                                                                                                                                        |
| <i>Huber-Wälchli, Veronika</i>                      | Zum Vollzug des Umweltrechts im Kanton Graubünden. Bericht aus der Praxis, in: URP 25/2011, 819 ff.                                                                                                                       |
| <i>Huber-Wälchli, Veronika/<br/>Keller Peter M.</i> | Rechtsprechung zum Gewässerschutzgesetz 2003-2012, in: URP 27/2013, 201 ff.                                                                                                                                               |
| <i>Dies.</i>                                        | Zehn Jahre Rechtsprechung zum neuen Gewässerschutzgesetz, in: URP 17/2003, 1 ff.                                                                                                                                          |
| <i>Hunger, Regula</i>                               | Die Sanierungspflicht im Umweltschutz- und im Gewässerschutzgesetz, Diss. Zürich 2013, Zürich 2013.                                                                                                                       |
| <i>Interface/BAFU</i>                               | Stärkung des Vollzugs im Umweltbereich, 2013.                                                                                                                                                                             |
| <i>Jäger, Christoph</i>                             | Das schweizerische Umweltschutzgesetz. Rechtsprechung von 2006-2010, in: URP 26/2012, 409 ff.                                                                                                                             |
| <i>Jaworski, Véronique</i>                          | L'état du droit pénal de l'environnement français – Entre forces et faiblesses, in: Les Cahiers de droit, vol. 50, nos 3-4, sept.-déc. 2009, 889 ff.                                                                      |
| <i>Dies.</i>                                        | La charte constitutionnelle de l'environnement face au droit pénal, in: Revue Juridique de l'Environnement (RJE), numéro spécial 2005, 177 ff.                                                                            |
| <i>Jenni, Hans-Peter</i>                            | Vor lauter Bäumen den Wald doch noch sehen. Ein Wegweiser durch die neue Waldgesetzgebung, in: Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) (Hrsg.), Schriftenreihe Umwelt Nr. 210 Wald, Bern 1993 (zit. Wegweiser). |
| <i>Jenny, Guido</i>                                 | Verschuldensprinzip und Strafzumessungsregeln im Steuerstrafrecht, in: ASA 66/1997, 257 ff.                                                                                                                               |
| <i>Ders.</i>                                        | Tatbestands- und Verbotsirrtum im Nebenstrafrecht, ZStrR 1990, 241 ff.                                                                                                                                                    |
| <i>Jenny, Guido/<br/>Kunz, Karl-Ludwig</i>          | Bericht und Vorentwurf zur Verstärkung des strafrechtlichen Schutzes der Umwelt, Basel 1996.                                                                                                                              |
| <i>Jetzer, Laura</i>                                | Das Bestimmtheitsgebot im Kartellstrafrecht, recht 2013, 169 ff.                                                                                                                                                          |
| <i>JFK-CSF-CCP (Hrsg.)</i>                          | Jagen in der Schweiz. Auf dem Weg zur Jagdprüfung, Zürich 2012.                                                                                                                                                           |
| <i>Joecks, Wolfgang/ et al.<br/>(Hrsg.)</i>         | Münchener Kommentar zum Strafgesetzbuch Bd. 5, [Paragrafen] 263-358 StGB, 2. Aufl., München 2012.                                                                                                                         |
| <i>Jünemann, Matthias</i>                           | Rechtsmissbrauch im Umweltstrafrecht. Zugleich ein Beitrag zur befugnisverleihenden Wirkung behördlicher Genehmigun-                                                                                                      |

|                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                 | gen, in: Umweltrecht, Bd. 5, Berlin 1998.                                                                                                                                                                                         |
| <i>Kappes, Dag/Näf, Urs</i>                                     | Chemikalien. Ein dynamisches Rechtsgebiet, in: Sicherheit & Recht 1/2014, 49 ff.                                                                                                                                                  |
| <i>Kareklas, Stefanos E.</i>                                    | Die Lehre vom Rechtsgut und das Umweltstrafrecht, Tübingen 1990                                                                                                                                                                   |
| <i>Kegler, Reinhard/<br/>Legge, Ingeborg</i>                    | Umweltschutz durch Strafrecht? Anzeigeverhalten im Umweltstrafrecht, Pfaffenweiler 1989.                                                                                                                                          |
| <i>Keller, Peter M.</i>                                         | Elemente eines wirksamen Vollzugs des Umweltrechts, in: URP 25/2011, 416 ff.                                                                                                                                                      |
| <i>Keller, Peter M./ et al.<br/>(Hrsg.)</i>                     | Kommentar NHG. Kommentar zum Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz, Zürich 1997.                                                                                                                                          |
| <i>Keller, Peter M./<br/>Bernasconi, Andreas</i>                | Juristische Aspekte von Freizeit und Erholung im Wald, in: Umwelt-Materialien Nr. 196, Bundesamt für Umwelt, Bern 2005.                                                                                                           |
| <i>Keller, Peter M./<br/>Zuffrey, Jean-Baptiste<br/>(Hrsg.)</i> | Kommentar NHG. Commentaire LPN. Kommentar zum Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz. Commentaire de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (deutsch/französisch), Zürich 1997.                      |
| <i>Kemme, Matthias</i>                                          | Das Tatbestandsmerkmal der Verletzung verwaltungsrechtlicher Pflichten in den Umweltstraftatbeständen des StGB, in: Achenbach/et al. (Hrsg.), Osnabrücker Abhandlungen zum gesamten Wirtschaftsstrafrecht, Bd. 8, Osnabrück 2007. |
| <i>Kindhäuser, Urs</i>                                          | Strafrecht Allgemeiner Teil, 7. Aufl., Baden-Baden 2015.                                                                                                                                                                          |
| <i>Kirchsteiger-Meier, Evelyn</i>                               | Schweizer Lebensmittelrecht im Umbruch, in: Sicherheit & Recht 1/2012, 32 ff.                                                                                                                                                     |
| <i>Kleinlein, Thomas</i>                                        | Der EGMR und das Völkerstrafrecht im Rahmen von Art. 7 EMRK. Die Fälle Kolk und Kislyiy ./ Estland, Penart ./ Estland sowie Korbely ./ Ungarn und Kononov ./ Lettland, EuGRZ 2010, 544 ff.                                        |
| <i>Kloepfer, Michael</i>                                        | Umweltrecht, 3. Aufl., München 2004.                                                                                                                                                                                              |
| <i>Kloepfer, Michael/<br/>Heger, Martin</i>                     | Umweltstrafrecht, 3. Aufl., München 2014.                                                                                                                                                                                         |
| <i>Kluth, Winfried/<br/>Smeddinck, Ulrich</i>                   | Umweltrecht. Ein Lehrbuch, Wiesbaden 2013.                                                                                                                                                                                        |
| <i>Knobel, Anna/<br/>Anderegg, Martin</i>                       | Die Einziehung im Dienst der Umwelt: Abschöpfung von unrechtmässigen Vermögensvorteilen bei Umweltstraftaten – mit Fallbeispielen aus den aKantonen St. Gallen und Zürich, in:                                                    |

URP 3/2016, 201 ff.

- Kohler, Stefan* Freisetzung von gentechnisch veränderten Organismen in der Schweiz. Eine Studie zum neuen Gentechnikrecht im Aussen-humanbereich unter Berücksichtigung von übernationalen Rahmenbedingungen, Diss. St. Gallen 2004, St. Gallen 2004.
- Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter der Schweiz (KVU)* Glossar für Tankanlagen vom Mai 2010.
- König, Jörg/  
Ohr, Renate* Messung ökonomischer Integration in der Europäischen Union – Entwicklung eines EU-Integrationsindexes, cege-Diskussionspapier Nr. 135, Göttingen 2012.
- Lackner, Karl/Kühl, Kristian* Kommentar StGB, 28. Aufl., München 2014.
- Largey, Thierry* Le cadre juridique des atteintes licites à la nature et au paysage, in : Revue de droit administratif et de droit fiscal. Revue genevoise de droit public. Section 1, Droit administratif, 6/2014, 535 ff.
- Lasserre Capdeville, Jérôme* Le droit pénal de l'environnement. Un droit encore à l'apparence redoutable et à l'efficacité douteuse, in: Nérac-Croisier (Hrsg.), Sauvegarde de l'environnement et droit pénal, Paris 2005.
- Laufhütte, Heinrich W./ et al. (Hrsg.)* Leipziger Kommentar. Strafgesetzbuch, 12. Aufl., Berlin 2010 (zit. LK-Bearbeiter).
- Livschitz, Mark* Unternehmensstrafrecht in der Schweiz, in: Europäische Anwaltsvereinigung „DACH“, Tagungsband Nr. 29, Zürich 2007, 1 ff.
- Lötscher, Andreas* Immer nur „nur“?, in: LeGes 2002, S. 127-132.
- Lustenberger, Erik* Koordination von Störfallvorsorge und Raumplanung, in: Sicherheit & Recht 1/2005, 39 ff.
- Maeder, Stefan* Dem Legalitätsprinzip die Hosen herunterlassen. Anmerkungen zum „Nacktwanderer“-Urteil des Bundesgerichts, in: Jusletter 11. Juni 2012.
- Malaurie, Philippe/  
Morvan, Patrick* Introduction au droit, 4. Aufl., Defrénois 2012.
- Michalke, Regina* Umweltstrafsachen, 2. Aufl., Heidelberg 2000.
- Michel, Peter* Welches sind die wichtigsten Neuerungen im Gewässerschutzgesetz?, in: Schweizer Umwelt-Jahrbuch, Zürich 1994, 53 ff.

|                                                                                |                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Mohler, Markus H.F.</i>                                                     | Anmerkungen zur vorgeschlagenen Revision des Ordnungsbussengesetzes, in: Jusletter 10. August 2015.                                                                                                             |
| <i>Morell, Reto/<br/>Vallender, Klaus A.</i>                                   | Umweltrecht, Bern 1997.                                                                                                                                                                                         |
| <i>Müller, Georg</i>                                                           | Elemente einer Rechtssetzungslehre, 2. Aufl., Zürich/Basel/Genf 2006.                                                                                                                                           |
| <i>Müller-Stahel, Hans-Ulrich</i>                                              | Schweizerisches Umweltschutzrecht, Zürich 1973                                                                                                                                                                  |
| <i>Munz, Robert/ Bryner,<br/>Andri/Siegrist, Dominik</i>                       | Landschaftsschutz im Bundesrecht, Chur/Zürich 1996.                                                                                                                                                             |
| <i>Nelken, David</i>                                                           | Comparative Law and Comparative Legal Studies, in: Nelken /Örücü (Hrsg.), Comparative Law. A handbook, Oregon 2007.                                                                                             |
| <i>Neumann, Ulfrid/ Kindhäuser,<br/>Urs/ Paeffgen, Hans-Ulrich<br/>(Hrsg.)</i> | Nomos Kommentar. Strafgesetzbuch, 4. Aufl., Bd. 1, Baden-Baden 2013 (zit. NK-Bearbeiter).                                                                                                                       |
| <i>Niering, Christoph</i>                                                      | Der strafrechtliche Schutz der Gewässer. Rechtsvergleich zwischen der Bundesrepublik Deutschland, Österreich und der Schweiz, Köln 1993.                                                                        |
| <i>Niggli, Marcel A./ et al. (Hrsg.)</i>                                       | Basler Kommentar. Bundesgerichtsgesetz, 2. Aufl., Basel 2011.                                                                                                                                                   |
| <i>Niggli, Marcel A./ Maeder<br/>Stefan</i>                                    | Verwaltungsstrafrecht, Strafrecht und Strafprozessrecht. Grundprobleme, in: Eicker (Hrsg.), Aktuelle Herausforderungen für die Praxis im Verwaltungsstrafverfahren, Bern 2013, 27 ff.                           |
| <i>Niggli, Marcel A./<br/>Heer, Marianne/<br/>Wiprächtiger, Hans (Hrsg.)</i>   | Basler Kommentar. Schweizerische Strafprozessordnung. Jugendstrafprozessordnung, (Art. 1-195 StPO), 3. Aufl., Basel 2013 (zit. BSK StPO I-Bearbeiter).                                                          |
| <i>Dies. (Hrsg.)</i>                                                           | Basler Kommentar. Schweizerische Strafprozessordnung. Jugendstrafprozessordnung, (Art. 196-497 StPO), 3. Aufl., Basel 2013 (zit. BSK StPO II-Bearbeiter).                                                       |
| <i>Niggli, Marcel A./<br/>Wiprächtiger, Hans (Hrsg.)</i>                       | Basler Kommentar. Strafrecht I und II, 3. Aufl., Basel 2013.                                                                                                                                                    |
| <i>Niggli, Marcel A./<br/>Riedo, Christof</i>                                  | Quasi-Strafrecht im engeren und weiteren Sinne und „Sozial-ethisches Unwerturteil“, in: Amstutz/et al. (Hrsg.), Die Praxis des Kartellgesetzes im Spannungsfeld von Recht und Ökonomie, Zürich 2011.            |
| <i>Niggli, Marcel A./<br/>Fiolka, Gerhard</i>                                  | Ordnungswidrigkeit, einfache und grobe Verkehrsregelverletzung. Strafrechtliche Grenzziehungen und deren Problematik, in: Probst/Werro (Hrsg.) Strassenverkehrsrechts-Tagung 2014 14.-15. Juni 2012, Bern 2012. |



|                                                        |                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Noll, Peter</i>                                     | Strafrechtlicher Umweltschutz, in: Müller-Stahel, Hans-Ulrich, Schweizerisches Umweltschutzrecht, Zürich 1973, 393 ff.                                                                                                            |
| <i>Oberholzer, Niklaus</i>                             | Strafrecht und Umweltschutz. Zur Problematik der strafrechtlichen Zuordnung im Umweltschutzrecht, in: URP 9/1995, 394 ff.                                                                                                         |
| <i>Örücü, Esin</i>                                     | Developing Comparative Law, in: Nelken/Örücü (Hrsg.), Comparative Law. A handbook, Oregon 2007.                                                                                                                                   |
| <i>Papier, Hans-Jürgen</i>                             | Strafbarkeit von Amtsträgern im Umweltrecht, in: NJW 18/1988, 1113 ff.                                                                                                                                                            |
| <i>Pfund, Robert W.</i>                                | Verwaltungsrecht-Strafrecht (Verwaltungsstrafrecht), in: ZSR 2/1971, 107 ff.                                                                                                                                                      |
| <i>Piraccini, Sandro</i>                               | Die objektiven Vergehenstatbestände des Gewässerschutzgesetzes vom 8. Oktober 1971, Zürich 1978.                                                                                                                                  |
| <i>Portmann, Wolfgang/<br/>Uhlmann, Felix (Hrsg.)</i>  | Stämpfli Handkommentar zum Bundespersonalgesetz (BPG) vom 24 März 2000, Bern 2013 (zit. Portmann/Uhlmann, BPG-Handkomm.-Bearbeiter).                                                                                              |
| <i>Pradel, Jean</i>                                    | Droit pénal comparé, 2. Aufl., Paris 2002.                                                                                                                                                                                        |
| <i>Raschauer Nicolas/<br/>Wessely Wolfgang (Hrsg.)</i> | Handbuch Umweltrecht. Eine systematische Darstellung, 2. Aufl., Wien 2010.                                                                                                                                                        |
| <i>Reichart, Matthias</i>                              | Umweltschutz durch völkerrechtliches Strafrecht, Frankfurt/Berlin/Bern/New York/Paris/Wien 1999.                                                                                                                                  |
| <i>Reindl-Krauskopf, Susanne/<br/>Salimi, Farsam</i>   | Umweltstrafrecht. Eine systematische Darstellung des gerichtlichen Umweltstrafrechts. Handbuch, Wien 2013.                                                                                                                        |
| <i>Riklin, Franz</i>                                   | StPO Kommentar. Schweizerische Strafprozessordnung mit JStPO, StBOG und weiteren Erlassen, 2. Aufl., Zürich 2014.                                                                                                                 |
| <i>Roelli, Bruno</i>                                   | Die neuen Kernenergiedelikte im Schweizerischen Strafgesetzbuch, in: ZStrR 2/2006, 208 ff.                                                                                                                                        |
| <i>Röhl, Klaus F./<br/>Röhl, Hans C.</i>               | Allgemeine Rechtslehre. Ein Lehrbuch, 3. Aufl., Köln/München 2008.                                                                                                                                                                |
| <i>Ronzani, Marco</i>                                  | Erfolg und individuelle Zurechnung im Umweltstrafrecht. Eine Studie zur Funktionalität der Strafrechtsdogmatik im Umweltschutz unter Berücksichtigung des Schweizer Rechts, in: Arbeiten zum Umweltrecht 7, Freiburg i. Br. 1992. |
| <i>Roxin, Claus</i>                                    | Strafrecht. Allgemeiner Teil Bd. 1: Grundlagen. Der Aufbau der Verbrechenslehre, 4. Aufl., München 2005.                                                                                                                          |

|                                                                                         |                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Rüthers, Bernd/<br/>Fischer, Christian/<br/>Birk, Axel</i>                           | Rechtstheorie. Mit Juristischer Methodenlehre, 8. Aufl., München 2015.                                                                                                          |
| <i>Saliger, Frank</i>                                                                   | Umweltstrafrecht, Köln 2012.                                                                                                                                                    |
| <i>Samuel, Geoffrey</i>                                                                 | An introduction to comparative law theory and method, Oxford 2014.                                                                                                              |
| <i>Schindler, Dietrich</i>                                                              | Rechtsfragen des Gewässerschutzes in der Schweiz, Basel 1965.                                                                                                                   |
| <i>Schmid, Niklaus</i>                                                                  | Handbuch des schweizerischen Strafprozessrechts, 2. Aufl., Zürich 2013 (zit. <i>Schmid</i> , Handbuch).                                                                         |
| <i>Ders.</i>                                                                            | Praxiskommentar. Schweizerische Strafprozessordnung (StPO), 2. Aufl., Bern 2013. (zit. <i>Schmid</i> , Praxiskommentar)                                                         |
| <i>Schmid, Raphael</i>                                                                  | Wenn Wildtiere verschwinden: Jagd und Wild in der Geschichte der Schweiz 1798-1970, Diss. Bern 2009, Aarau 2010.                                                                |
| <i>Schmid, Reto</i>                                                                     | Workshop-Bericht: „Den Vollzug des Umweltrechts stärken. Massnahmen und Instrumente eines wirksamen Vollzugs“, in: URP 7/2015, 673 ff. (zit. <i>Schmid</i> , Workshop-Bericht). |
| <i>Schmitz, Roland</i>                                                                  | Verwaltungshandeln und Strafrecht, Zur Verwaltungsakzessorietät des Umweltstrafrechts, in: Schriften zum gesamten Wirtschaftsstrafrecht, Bd. 19, Heidelberg 1992.               |
| <i>Schönke, Adolf/<br/>Schröder, Horst</i>                                              | Strafgesetzbuch. Kommentar, bearb. von Albin Eser et al., 29. Aufl., München 2014 (zit. <i>SS-Bearbeiter</i> ).                                                                 |
| <i>Schröder, Horst</i>                                                                  | Die Gefährdungsdelikte im Strafrecht, ZStW 81/1969, S. 5 ff.                                                                                                                    |
| <i>Schuberth, Martin/<br/>Albrecht, Peter</i>                                           | Kommentar zum schweizerischen Strafrecht. Besonderer Teil. Bd. 2. Art. 137-172 StGB, Bern 1990.                                                                                 |
| <i>Schweizerische Greina-<br/>Stiftung zur Erhaltung der<br/>alpinen Fliessgewässer</i> | Revision Gewässerschutzgesetz und Ausgleichsleistungen, 1989.                                                                                                                   |
| <i>Seiler, Hansjörg et al.</i>                                                          | Stämpfli Handkommentar. Bundesgerichtsgesetz (BGG). Bundesgesetz über das Bundesgericht, 2. Aufl., Bern 2015.                                                                   |
| <i>Seitz, Andreas/<br/>Zimmermann, Willi</i>                                            | Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz NHG. Bundesgerichtliche Rechtsprechung 1997-2007, in: URP 22/2008, 103 ff.                                                        |
| <i>Senge, Lothar et al.<br/>(Hrsg.)</i>                                                 | Karlsruher Kommentar zum Gesetz über Ordnungswidrigkeiten (OWiG), München 2006.                                                                                                 |

|                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Sieber, Josef</i>                                | Der Begriff des Beamten im Schweizerischen Strafgesetzbuch, Baden 1962                                                                                                                                                                                             |
| <i>Siems, Mathias</i>                               | Comparative Law, Cambridge 2014.                                                                                                                                                                                                                                   |
| <i>Spaniol, Margret/<br/>Hilgers, Benno</i>         | Frankreich, in: Heine (Hrsg.), Umweltstrafrecht in mittel- und südeuropäischen Ländern, Freiburg i. Br. 1997.                                                                                                                                                      |
| <i>Stratenwerth, Günter</i>                         | Schweizerisches Strafrecht. Allgemeiner Teil I. Die Straftat, 4. Aufl., Bern 2011                                                                                                                                                                                  |
| <i>Ders.</i>                                        | Zukunftssicherung mit den Mitteln des Strafrechts?, in: ZStW 1993, 679 ff.                                                                                                                                                                                         |
| <i>Stratenwerth, Günter/<br/>Bommer, Felix</i>      | Schweizerisches Strafrecht, Besonderer Teil II: Straftaten gegen Gemeininteressen, 7. Aufl., Bern 2013.                                                                                                                                                            |
| <i>Stratenwerth, Günter/<br/>Wohlers, Wolfgang</i>  | Schweizerisches Strafgesetzbuch. Handkommentar, 3. Aufl., Bern 2013.                                                                                                                                                                                               |
| <i>Streuli, Christoph/Kappes,<br/>Dag/ Näf, Urs</i> | Chemikalienrecht. Ein weitgehend unbekanntes Rechtsgebiet, in: Sicherheit & Recht 1/2011, 51 ff.                                                                                                                                                                   |
| <i>Stumm, Andrea</i>                                | Analyse der strafrechtlichen Judikatur im Gewässerschutz, in: Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung im Rahmen des nationalen Forschungsprogrammes Nr. 2 "Grundlegende Probleme des schweizerischen Wasserhaushaltes", 1988. |
| <i>Stutz, Hans W.</i>                               | Gelockerter Grundwasserschutz?, in: URP 23/2009, 673 ff.<br><br>Schweizerisches Abwasserrecht, Zürich 2008.                                                                                                                                                        |
| <i>Suilmann, Martin</i>                             | Bekämpfung der Umweltkriminalität. Zur Zusammenarbeit von Strafverfolgern und Umweltbehörden. Eine Untersuchung in den neuen Bundesländern, Halle 2006.                                                                                                            |
| <i>Tag, Brigitte</i>                                | Tatbestandselastizität und Gesetzesbestimmtheit im Wirtschaftsstrafrecht, in: Von der Crone (Hrsg.), Aktuelle Fragen des Bank- und Finanzmarktrechts, Festschrift für Dieter Zobl zum 60. Geburtstag, Zürich 2004.                                                 |
| <i>Tiedemann, Klaus</i>                             | Wirtschaftsstrafrecht. Einführung und allgemeiner Teil mit wichtigen Rechtstexten, 4. Aufl., München 2014.                                                                                                                                                         |
| <i>Ders.</i>                                        | Die Neuordnung des Umweltstrafrechts, Berlin 1980 (zit. Neuordnung).                                                                                                                                                                                               |
| <i>Tomuschat, Matthias</i>                          | Schädigung der Umwelt als Verbrechen nach Völkerstrafrecht, in: Arndt (Hrsg.) Völkerrecht und deutsches Recht, FS Walter Rudolf, München 2001, 105 ff.                                                                                                             |

|                                                         |                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Trechsel, Stefan/<br/>Pieth, Mark (Hrsg.)</i>        | Praxiskommentar. Schweizerisches Strafgesetzbuch, 2. Aufl., Zürich/St.Gallen 2013 (zit. Trechsel/Pieth-Bearbeiter).                                                       |
| <i>Vallende, Klaus A./<br/>Morell, Reto</i>             | Umweltrecht, Bern 1997.                                                                                                                                                   |
| <i>Verband schweizerischer Ab-<br/>wasserfachleute</i>  | Das neue eidgenössische Gewässerschutzgesetz mit besonderer Berücksichtigung seiner Auswirkungen auf die Planung, 1972.                                                   |
| <i>Vereinigung für Landespla-<br/>nung (VLP)</i>        | Das neue eidgenössische Gewässerschutzgesetz. Die Grundzüge des neuen Bundesgesetzes, in: Schweizerische Bauzeitung, 91/1973, 123 ff.                                     |
| <i>Vereinigung für Umweltrecht<br/>(Hrsg.)</i>          | Kommentar zum Umweltschutzgesetz, 2. Aufl., Zürich 2011, (zit. Komm.USG-Bearbeiter).                                                                                      |
| <i>Vest, Hans</i>                                       | Dogmatik für die Praxis, Verwaltungsakzessorietät am Beispiel bewilligungsbezogener Tatbestände, in: Ackerman/Hilf (Hrsg.), Umwelt-Wirtschaftsstrafrecht (im Erscheinen). |
| <i>Ders.</i>                                            | Vorsatznachweis und materielles Strafrecht, Bern 1986.                                                                                                                    |
| <i>Vest Hans/<br/>Frei, Sonja/<br/>Montero, Sabrina</i> | Betriebsanleitung zum Schweizerischen Strafgesetzbuch. Allgemeiner Teil, Bern 2015                                                                                        |
| <i>Vest, Hans/<br/>Ronzani, Marco</i>                   | Landesbericht Schweiz, in: Heine (Hrsg.), Umweltstrafrecht in mittel- und südeuropäischen Ländern, Freiburg i. Br. 1998, 373 ff.                                          |
| <i>Von der Grün, Ursula-Isabel</i>                      | Garantenstellung und Anzeigepflichten von Amtsträgern im Umweltbereich, Konstanz 2003.                                                                                    |
| <i>Von Heintschel-Heinegg,<br/>Bernd</i>                | Beck'scher Online-Kommentar StGB, 30. Aufl., München 2015.                                                                                                                |
| <i>Wäckerling, Roland</i>                               | Die Jagdvergehen nach eidgenössischem und kantonalem Recht, Diss. Zürich 1947, Zürich 1947.                                                                               |
| <i>Wagner Pfeifer, Beatrice</i>                         | Umweltrecht. Besondere Regelungsbereiche. Handbuch zu Chemikalien, GVO, Altlasten, Gewässerschutz, Energie u.a., Zürich/St. Gallen 2013.                                  |
| <i>Weber, Ulrich</i>                                    | Das deutsche Umweltstrafrecht nach dem 45. StrRG, in: Kühl/et al. (Hrsg.), Festschrift für Kristian Kühl zum 70. Geburtstag, München 2014, 747 ff.                        |
| <i>Went, Florian H.</i>                                 | Das Opportunitätsprinzip im niederländischen und schweizerischen Strafverfahren. Eine rechtsvergleichende Studie unter besonderer Berücksichtigung der                    |

|                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                               | Rechtsgeschichte und des internationalen Rechts, in: ZStV 171/2012, 171 ff.                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Werle, Gerhard</i>                         | Völkerstrafrecht, 3. Aufl., Tübingen 2012.                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Welzel, Hans</i>                           | Das deutsche Strafrecht. Eine systematische Darstellung, 11. Aufl., Berlin 1969.                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Wildhaber, Isabelle</i>                    | Die Verantwortung von Experten beim Risikomanagement von Naturkatastrophen. Lehren aus L'Aquila für die Schweiz, in: ZSR 1/2015, 257 ff.                                                                                                                                                                                               |
| <i>Winkelbauer, Wolfgang</i>                  | Zur Verwaltungsakzessorietät des Umweltstrafrechts, Berlin 1985.                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Wohlers, Wolfgang</i>                      | Deliktstypen des Präventionsstrafrechts: zur Dogmatik „moderner“ Gefährdungsdelikte, Berlin 2000.                                                                                                                                                                                                                                      |
| <i>Wohlers, Wolfgang/<br/>Giannini, Mario</i> | Geldwäschereiverdachtsmeldung (Art. 305 <sup>ter</sup> Abs. 2 StGB; Art. 9 Abs. 1 GwG) und Vermögenssperre (Art. 10 GwG). Mindestanforderungen an die haftungsbefreienden Verdachtsschwellen, in: Von der Crone (Hrsg.), Aktuelle Fragen des Bank- und Finanzmarktrechts, Festschrift für Dieter Zobl zum 60. Geburtstag, Zürich 2004. |
| <i>Wolter, Jürgen (Hrsg.)</i>                 | Systematischer Kommentar zum Strafgesetzbuch, Bd. 6, 9. Aufl., Köln 2016 (zit. SK2016-Schall).                                                                                                                                                                                                                                         |
| <i>Ders.</i>                                  | Systematischer Kommentar zum Strafgesetzbuch, 8. Aufl., Berlin 2012 (zit. SK-Bearbeiter).                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Wüst, Hans</i>                             | Schweizer Waffenrecht, Zürich 1999.                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <i>Zimmermann, Frank</i>                      | Wann ist der Einsatz von Strafrecht auf europäischer Ebene sinnvoll? – Die neue Richtlinie zum strafrechtlichen Schutz der Umwelt, ZRP 2009, 74 ff.                                                                                                                                                                                    |

## Annexe I: Tableau synoptique des lois

### I. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE)

| Version actuelle : art. 60 LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Proposition : art. 60 LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. aura omis de prendre les mesures de sécurité arrêtées en vue de la protection contre les catastrophes ou aura recouru à des entreposages ou à des procédés de fabrication interdits (art. 10);</li> <li>b. aura mis dans le commerce des substances pour des utilisations dont il savait ou devait savoir qu'elles pouvaient constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement, pour l'homme (art. 26);</li> <li>c. aura mis dans le commerce des substances sans informer le preneur des propriétés qui peuvent avoir un effet sur l'environnement (art. 27, al. 1, let. 1, let. a) ou sans communiquer au preneur les instructions relatives à leur utilisation (art. 27, al. 1, let. b);</li> <li>d. aura utilisé contrairement aux instructions, des substances de manière telle qu'elles-mêmes, leurs dérivés ou leurs déchets pouvaient constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement pour l'homme (art. 28);</li> <li>e. aura contrevenu aux prescriptions sur les substances et les organismes (art. 29, 29b, al. 2, 29f, 30a, let. b, et 34, al. 1);</li> </ul> | <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <u>en qualité de détenteur ou d'exploitant d'installations</u>, aura omis de prendre les mesures de sécurité arrêtées ou <u>requises</u> en vue de la protection contre les catastrophes, <u>n'aura pas communiqué immédiatement à l'organe d'alerte un événement extraordinaire</u> ou aura recouru à des entreposages ou à des procédés de fabrication interdits (art. 10);</li> <li>b. aura, <u>à titre professionnel ou industriel</u>, mis dans le commerce des substances pour des utilisations <u>qui peuvent</u> constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement, pour l'homme (art. 26);</li> <li>c. aura, <u>à titre professionnel ou industriel</u>, mis dans le commerce des substances sans informer <u>de manière objective</u> le preneur des propriétés qui peuvent avoir un effet sur l'environnement (art. 27, al. 1, let. a) ou sans communiquer <u>de manière objective</u> au preneur les instructions relatives à leur utilisation (art. 27, al. 1, let. b);</li> <li>d. aura, <u>à titre professionnel ou industriel</u>, utilisé contrairement aux instructions<sub>2</sub> des substances de manière telle qu'elles-mêmes, leurs dérivés ou leurs déchets pouvaient constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement, pour l'homme (art. 28);</li> <li>e. aura contrevenu aux prescriptions sur <u>les substances (art. 29), les organismes (art. 29b, al. 2, et 29f) ou les sols contaminés (art. 33 al. 2, et</u></li> </ul> |

Annexe I: Tableau synoptique des lois

| I. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>f. aura utilisé des organismes d'une manière qui contrevenait aux principes définis à l'art. 29a, al. 1;</p> <p>g. aura omis de prendre toutes les mesures de confinement nécessaires lors de l'utilisation d'organismes pathogènes (art. 29b, al. 1);</p> <p>h. aura, sans autorisation, disséminé à titre expérimental des organismes pathogènes dans l'environnement ou mis de tels organismes dans le commerce en vue d'une utilisation dans l'environnement (art. 29c, al. 1, et 29d, al. 3 et 4);</p> <p>i. aura mis dans le commerce des organismes dont il savait ou devait savoir que certaines utilisations contreviendraient aux principes définis à l'art. 29a, al. 1 (art. 29d, al. 1);</p> <p>j. aura mis dans le commerce des organismes sans fournir au preneur les informations et instructions nécessaires (art. 29e, al. 1);</p> <p>k. aura utilisé des organismes sans observer les instructions (art. 29e, al. 2);</p> <p>l. ...</p> <p>m. aura aménagé ou exploité une décharge sans autorisation (art. 30e, al. 2);</p> | <p><u>34, al. 1); [cf. également la proposition alternative du groupe de travail, qui exige de compléter l'art. 61 LPE]</u></p> <p>f. aura utilisé des organismes <u>qui eux-mêmes, leurs dérivés ou leurs déchets peuvent constituer une menace pour l'environnement ou pour l'homme, ou qui portent atteinte à la diversité biologique;</u></p> <p>g. [aucune modification proposée]</p> <p>h. [aucune modification proposée]</p> <p>i. aura mis dans le commerce des organismes <u>qui peuvent constituer une menace pour l'environnement ou pour l'homme, ou qui portent atteinte à la diversité biologique</u> (art. 29d, al. 1).</p> <p>j. aura mis dans le commerce des organismes <u>qui peuvent constituer une menace pour l'environnement ou pour l'homme, ou qui portent atteinte à la diversité biologique sans informer le preneur de manière objective sur les propriétés qui peuvent avoir un effet sur l'environnement ni lui donner de manière objective les instructions nécessaires</u> (art. 29e, al. 1);</p> <p>k. aura utilisé des organismes <u>d'une manière qui peut constituer une menace pour l'environnement ou pour l'homme</u> (art. 29e, al. 2);</p> <p>l. ... [supprimer]</p> |

Annexe I: Tableau synoptique des lois

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>n. n'aura pas désigné comme tels les déchets spéciaux pour la remise (art. 30f, al. 2, let. a) ou aura remis de tels déchets à une entreprise non titulaire d'une autorisation (art. 30f, al. 2, let. b);</p> <p>o. aura, sans autorisation, pris en charge, importé ou exporté des déchets spéciaux (art. 30f, al. 2, let. c et d);</p> <p>p. aura enfreint les prescriptions sur les mouvements de déchets spéciaux (art. 30f, al. 1);</p> <p>q. aura enfreint les prescriptions sur les déchets (art. 30a, let. b).</p> <p><sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, la peine sera une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.</p> | <p>m. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>n. <u>dans l'exercice d'une activité professionnelle ou industrielle</u>, n'aura pas désigné comme tels les déchets spéciaux pour la remise (art. 30f, al. 2, let. a) ou aura remis de tels déchets à une entreprise non titulaire d'une autorisation (art. 30f, al. 2, let. b); <u>[proposition 1]</u></p> <p>n. n'aura pas désigné comme tels les déchets spéciaux pour la remise (art. 30f, al. 2, let. a) ou aura remis de tels déchets à une entreprise <u>dont il sait qu'elle n'est pas titulaire d'une autorisation</u> (art. 30f, al. 2, let. b); <u>[proposition 2]</u></p> <p>o. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>p. <u>dans l'exercice d'une activité professionnelle ou industrielle</u>, aura enfreint les prescriptions sur les mouvements de déchets spéciaux (art. 30f, al. 1);</p> <p>q. aura enfreint les prescriptions <u>sur les substances et les organismes qui concernent leur élimination</u> (art. 30a, let. b).</p> <p>r. <u>aura disséminé dans l'air des substances nocives en grande quantité de sorte à mettre en danger l'environnement ou indirectement les personnes</u> <u>[nouvelle lettre]</u></p> <p><sup>2</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> |
| Version actuelle : art. 61 LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Proposition : art. 61 LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |



## Annexe I: Tableau synoptique des lois

### I. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE)

| Contraventions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Contraventions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. aura enfreint des limitations d'émissions édictées en vertu de la présente loi (art. 12 et 34, al. 1);</li> <li>b. ne se sera pas conformé aux décisions relatives aux assainissements (art. 16 et 32c, al. 1);</li> <li>c. n'aura pas pris les mesures de lutte contre le bruit prescrites par les autorités (art. 19 à 25);</li> <li>d. aura communiqué des informations ou des instructions inexactes ou incomplètes (art. 27);</li> <li>e. aura utilisé des substances non accompagnées d'informations ou d'instructions de manière telle que ces substances, leurs dérivés ou leurs déchets pouvaient constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement, pour l'homme (art. 28);</li> <li>f. aura incinéré des déchets ailleurs que dans des installations d'élimination (art. 30c, al. 2);</li> <li>g. aura stocké définitivement des déchets ailleurs qu'en décharge contrôlée autorisée (art. 30e, al. 1);</li> <li>h. aura contrevenu à l'obligation de communiquer à l'autorité les activités liées aux déchets (art. 30f, al. 4, 30g, al. 2, et 32b, al. 2 et 3);</li> </ul> | <p><sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <u>[aucune modification proposée]</u></li> <li>b. <u>[aucune modification proposée]</u></li> <li>c. <u>[aucune modification proposée]</u></li> <li>d. <u>[supprimer ; cf. aussi la proposition alternative mentionnée dans l'expertise]</u></li> <li>e. <u>en qualité d'utilisateur privé</u>, aura utilisé des substances non accompagnées d'informations ou d'instructions de manière telle que ces substances, leurs dérivés ou leurs déchets pouvaient constituer une menace pour l'environnement ou, indirectement, pour l'homme (art. 28);</li> <li>f. <u>[aucune modification proposée]</u></li> <li>g. <u>[aucune modification proposée]</u></li> <li>h. aura contrevenu à l'obligation de communiquer à l'autorité les activités liées aux déchets (<u>32b, al. 2 et 3</u>);</li> <li>i. <u>[aucune modification proposée]</u></li> </ul> |

Annexe I: Tableau synoptique des lois

| I. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>i. aura enfreint les prescriptions sur les déchets (art. 30a, let. a et c, 30b, 30c, al. 3, 30d, 30h, al. 1, 32abis, 32b, al. 4, et 32e, al. 1 à 4);</p> <p>j. ...</p> <p>k. aura enfreint les prescriptions sur les mouvements d'autres déchets (art. 30g, al. 1);</p> <p>l. n'aura pas garanti la couverture des frais résultant de la fermeture et de l'assainissement d'une décharge contrôlée ainsi que des travaux ultérieurs (art. 32b, al. 1);</p> <p>m. aura enfreint les prescriptions sur les atteintes physiques et l'utilisation des sols (art. 33, al. 2, et 34, al. 1 et 2) ainsi que sur les mesures visant à réduire les atteintes aux sols (art. 34, al. 3);</p> <p>n. aura enfreint les prescriptions sur la mise sur le marché d'installations fabriquées en série<sup>2</sup> (art. 40);</p> <p>o. aura refusé de donner des renseignements ou fait de fausses déclarations à l'autorité compétente (art. 46);</p> <p>p. aura enfreint les prescriptions sur la couverture de la responsabilité civile (art. 59b).</p> <p><sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, la peine sera l'amende.</p> <p><sup>3</sup> La tentative et la complicité sont punissables.</p> | <p>j.---... [supprimer]</p> <p>k. [aucune modification proposée]</p> <p>l. [aucune modification proposée]</p> <p>m. aura enfreint les <u>décisions</u> sur les atteintes physiques et l'utilisation des sols (art. 33, al. 2, et 34, al. 1 et 2) ainsi que sur les mesures visant à réduire les atteintes aux sols (art. 34, al. 3) <u>ou les prescriptions sur le compactage du sol (art. 33, al. 2, et 34, al. 1 et 2);</u></p> <p>n. [aucune modification proposée]</p> <p>o. aura refusé de donner <u>les renseignements exigées par l'autorité compétente sous la menace de la peine prévue dans le présent article</u> ou fait de fausses déclarations (art. 46);</p> <p>p. [aucune modification proposée]</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>3</sup> [aucune modification proposée]</p> |
| Version actuelle : art. 61a LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Proposition : art. 61a LPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Annexe I: Tableau synoptique des lois

I. Loi fédérale sur la protection de l’environnement (loi sur la protection de l’environnement, LPE)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Infractions aux prescriptions sur les taxes d'incitation                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Infractions aux prescriptions sur les taxes d'incitation<br><br><sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement ou par négligence, aura éludé une taxe <u>d'incitation</u> au sens des art. 35 <u>et suivants</u> , en aura mis en péril la perception ou aura procuré à lui-même ou à un tiers un avantage fiscal illicite relatif à l'acquittement de cette taxe (exonération ou remboursement) sera puni d'une amende <u>de ... francs au plus en cas d'infraction intentionnelle et de... francs au plus en cas d'infraction par négligence</u> [montants concrets à proposer par les services spécialisés]. S'il n'est pas possible de chiffrer précisément le montant à acquitter au titre de la taxe, il est estimé.<br><br><sup>2</sup> [aucune modification proposée] |
| <b>Version actuelle : art. 62 LPE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Proposition : art. 62 LPE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Application du droit pénal administratif                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | [aucune modification proposée]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <sup>1</sup> Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif <sup>1</sup> s'appliquent aux infractions à la présente loi.<br><br><sup>2</sup> Les infractions au sens de l'art. 61a sont également régies par les autres dispositions de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

Tableau synoptique des lois

II. Loi fédérale sur la protection des eaux (loi sur la protection des eaux, LEaux)

| Version actuelle : art. 70 LEaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Proposition : art. 70 LEaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. aura de manière illicite introduit dans les eaux, directement ou indirectement, des substances de nature à les polluer, aura laissé s'infiltrer de telles substances ou en aura déposées ou épandues hors des eaux, créant ainsi un risque de pollution pour les eaux (art. 6);</li> <li>b. en sa qualité de détenteur d'une installation contenant des liquides de nature à polluer les eaux, n'aura pas, conformément à la présente loi, installé les appareils et aménagé les constructions nécessaires à la protection des eaux ou ne les aura pas maintenus en état de fonctionner, polluant ainsi l'eau ou créant un risque de pollution (art. 22);</li> <li>c. n'aura pas respecté le débit de dotation fixé par l'autorité ou n'aura pas pris les mesures prescrites afin de protéger le cours d'eau à l'aval du prélèvement (art. 35);</li> <li>d. aura, de manière illicite, endigué ou corrigé un cours d'eau (art. 37);</li> </ul> | <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. [aucune modification proposée]</li> <li>b. en sa qualité de détenteur <u>ou d'exploitant</u> d'une installation contenant des liquides de nature à polluer les eaux, n'aura pas, <del>conformément à la présente loi</del>, installé les appareils et aménagé les constructions nécessaires à la protection des eaux <u>prescrits au sens de la présente loi</u> ou ne les aura pas maintenus en état de fonctionner (art. 22), <u>ou n'aura pas signalé immédiatement une fuite et pris les mesures exigées conformément à l'art. 22, al. 6,</u> polluant ainsi l'eau ou créant un risque de pollution (art. 22);</li> <li>c. [aucune modification proposée]</li> <li>d. [aucune modification proposée]</li> </ul> |

Tableau synoptique des lois

II. Loi fédérale sur la protection des eaux (loi sur la protection des eaux, LEaux)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>e. aura, sans autorisation ou en violation des conditions énoncées dans l'autorisation, couvert ou mis sous terre un cours d'eau (art. 38);</p> <p>f. aura, sans autorisation de l'autorité cantonale ou en violation des conditions énoncées dans l'autorisation, introduit des substances solides dans un lac (art. 39, al. 2);</p> <p>g. aura, sans autorisation ou en violation des conditions énoncées dans l'autorisation, exploité du gravier, du sable ou d'autres matériaux ou entrepris des fouilles préliminaires à cette fin (art. 44).</p> <p><sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, la peine sera une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.</p> | <p>e. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>f. aura, sans autorisation de l'autorité cantonale ou en violation des conditions énoncées dans l'autorisation, <u>procédé à des remblayages</u> dans un lac (art. 39, al. 2);</p> <p>g. <u>en qualité de détenteur ou d'exploitant d'un ouvrage de retenue, aura porté atteinte à la faune et à la flore dans la partie aval du cours d'eau lors du curage ou de la vidange des bassins (art. 40);</u><br/>[nouveau]</p> <p>h. [actuelle lettre f; aucune modification proposée]</p> <p><sup>2</sup> <u>[aucune modification proposée]</u>.</p> |
| <p><b>Version actuelle : art. 71 LEaux</b></p> <p>Contraventions</p> <p>1 Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <p>a. aura de toute autre manière contrevenu à la présente loi;</p> <p>b. aura contrevenu à une décision d'espèce à lui communiquée sous commination des peines prévues par le présent article.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p><b>Proposition : art. 71 LEaux</b></p> <p>Contraventions</p> <p>1 Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <p>a. <u>aura introduit, directement ou indirectement, dans une eau des substances de nature à la polluer (art. 6 al. 1 LEaux); il en va de même en cas d'infiltration de telles substances ;</u></p> <p>b. <u>aura, en qualité de détenteur ou d'exploitant d'installations contenant des liquides de nature à polluer les eaux, omis de signaler une fuite conformément à l'art. 22, al. 5 ;</u></p>                                      |

Tableau synoptique des lois

II.      Loi fédérale sur la protection des eaux (loi sur la protection des eaux, LEaux)

|                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                        | <p>c. <u>[év. reprendre toutes le violations de l'obligation de signaler dans un énoncé de fait constitutif d'une contravention ? : contrairement à cette loi et aux prescriptions d'exécution]</u></p> <p>d. <u>aura, sans autorisation, déversé des eaux polluées dans une eau ; il en va de même en cas d'infiltration (art. 7, al. 1 et 2) ;</u></p> <p>e. <u>en qualité de détenteur ou d'exploitant d'une installation servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées, d'une installation d'entreposage ou d'installations de traitement technique des engrais de ferme et de digestats liquides, ainsi que de silos à fourrage, n'aura pas veillé à ce que ceux-ci soient construits, utilisés, entretenus et réparés correctement (art. 15) ;</u></p> <p>f. <u>aura introduit des substances solides [ne constituant pas des remblayages] dans les lacs (art. 39, al. 1) ;</u></p> <p>g. <u>aura, sans autorisation, rejeté en aval les débris flottants recueillis en amont (art. 41) ;</u></p> <p>h. <u>aura, sans autorisation, exploité du gravier, du sable ou d'autres matériaux ou entreprendre des fouilles préliminaires (art. 44).</u></p> <p><sup>2</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>3</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>4</sup> <u>... [supprimer]</u></p> |
| <p><sup>2</sup> La peine sera l'amende si l'auteur a agi par négligence.</p> <p><sup>3</sup> La complicité est punissable.</p> <p><sup>4</sup> ...</p> | <p><b>Proposition : art. 73 LEaux</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Version actuelle : art. 73 LEaux</b></p>                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Tableau synoptique des lois

II.      Loi fédérale sur la protection des eaux (loi sur la protection des eaux, LEaux)

|                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Application du droit pénal administratif</p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</p> | <p>Application du droit pénal administratif <u>aux infractions commises dans une entreprise</u></p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Tableau synoptique des lois

III. Loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (loi sur les espèces protégées, LCITES)

| Version actuelle : art. 26 LCITES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Proposition : art. 26 LCITES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Contraventions et délits</p> <p><sup>1</sup> Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus quiconque enfreint intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. les art. 6, al. 1, 7, al. 1, ou 11, al. 1;</li> <li>b. les dispositions édictées par le Conseil fédéral ou le DFI en application des art. 7, al. 2, 9 ou 11, al. 3, et dont la violation est déclarée punissable.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Dans les cas graves, la peine est une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire. Le cas est grave notamment dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. l'infraction porte sur une quantité telle de spécimens d'espèces inscrites dans l'annexe I CITES que l'espèce est menacée d'extinction;</li> <li>b. l'infraction est commise par métier ou de manière répétée.</li> </ul> | <p>Contraventions et délits</p> <p><sup>1</sup> Est puni d'une <u>peine pécuniaire</u> quiconque enfreint intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c. les art. 6, al. 1 (<u>obligation de déclarer</u>), 7, al. 1 (<u>assujettissement à autorisation</u>), ou 11, al. 1 (<u>obligation des entreprises commerciales de tenir un registre</u>);</li> <li>d. les dispositions édictées par le Conseil fédéral ou le DFI en application des art. 7, al. 2 (<u>obligation de déclarer</u>), 9 (<u>interdiction d'importer</u>) ou 11, al. 3 (<u>obligation des entreprises commerciales de s'enregistrer</u>), et dont la violation est déclarée punissable.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Dans les cas de <u>peu de gravité</u>, la peine est une <u>amende de 20 000 francs au plus</u>.</p> <p><sup>3</sup> Dans les cas graves, la peine est une peine privative de liberté de <u>cinq</u> ans au plus ou une peine pécuniaire. Le cas est grave notamment dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. l'infraction porte sur une quantité telle de spécimens d'espèces inscrites dans l'annexe I CITES (<u>espèces de faune et de flore menacées d'extinction</u>) que l'espèce est menacée d'extinction;</li> <li>b. l'infraction est commise par métier ou <u>par association à une organisation criminelle</u>.</li> <li>c. [év. autres cas graves explicitement formulés ...]</li> </ul> |



Tableau synoptique des lois

III.      Loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (loi sur les espèces protégées, LCITES)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><sup>3</sup> La tentative, la complicité et l'instigation sont punissables.</p> <p><sup>4</sup> Si l'auteur agit par négligence, la peine est une amende de 20 000 francs au plus.</p> <p><sup>5</sup> Est puni d'une amende quiconque enfreint d'autres dispositions d'exécution édictées par le Conseil fédéral ou le DFI dont la violation est déclarée punissable.</p> | <p><sup>4</sup> La tentative <u>est</u> punissable. [si al. 1 <u>contravention est maintenu</u>]</p> <p><sup>5</sup> [aucune modification proposée] [év. introduire un énoncé de fait intentionnel qualifié (pour des cas graves), avec menace de peine adaptée en conséquence]</p> <p><sup>6</sup> [doit être complété <b>au moins</b> par les normes d'exécution]</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Tableau synoptique des lois

IV. Loi fédérale sur les forêts (loi sur les forêts, LFo)

| Version actuelle : art. 42 LFo                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Proposition : art. 42 LFo                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> La personne qui intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. défriche sans autorisation;</li> <li>b. obtient, pour lui-même ou pour un tiers, une prestation à laquelle il n'a pas droit en fournissant des indications fausses ou incomplètes ou de toute autre manière;</li> <li>c. omet ou empêche l'exécution d'un reboisement prescrit,</li> </ul> <p>est punie d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire.</p> <p><sup>2</sup> Si le délinquant agit par négligence, il est passible d'une amende de 40 000 francs au plus.</p> | <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> La personne qui intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. défriche sans autorisation (<u>art. 5</u>);</li> <li>b. [aucune modification proposée]</li> <li>c. omet <u>la compensation d'un défrichement (art. 7)</u>, l'exécution d'un <u>autre</u> reboisement prescrit (art. 23, 36, al. 1, let. b) ou la réalisation d'une mesure équivalente (art. 7, al. 2), <u>ou</u> empêche <u>la création d'une forêt ou le reboisement naturel à l'emplacement prévu à cet effet</u>.</li> </ul> <p>est punie d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire.</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> |
| Version actuelle : art. 43 LFo                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Proposition : art. 43 LFo                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>Contraventions</p> <p><sup>1</sup> La personne qui intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. désaffecte des constructions ou des installations forestières;</li> <li>b. limite l'accès à une forêt;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>Contraventions</p> <p><sup>1</sup> La personne qui intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. [aucune modification proposée]</li> <li>b. limite l'accès à une forêt (<u>art. 14, al. 1</u>);</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Tableau synoptique des lois

IV. Loi fédérale sur les forêts (loi sur les forêts, LFo)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>c. ne respecte pas les limitations d'accès selon l'art. 14;</p> <p>d. circule en forêt ou sur des routes forestières avec des véhicules à moteur;</p> <p>e. abat des arbres en forêt;</p> <p>f. entrave l'établissement des faits ou contrevient à l'obligation d'informer en donnant des indications fausses ou incomplètes, ou refuse de donner des renseignements;</p> <p>g. ne respecte pas, à l'intérieur ou à l'extérieur de la forêt, les prescriptions sur les mesures de prévention et de réparation des dégâts aux forêts ainsi que les mesures contre les maladies et les parasites, qui peuvent constituer une menace pour les forêts; l'art. 233 du code pénal suisse est réservé;</p> <p>h. ne respecte pas les prescriptions sur la provenance, l'utilisation, le commerce et la sauvegarde des plants et semences d'essences forestières. Lorsqu'une telle infraction constitue en même temps une infraction à la législation douanière, elle sera poursuivie et jugée conformément à la loi fédérale du 1<sup>er</sup> octobre 1925 sur les douanes</p> <p>est passible d'une amende de 20 000 francs au plus.</p> | <p>c. <u>organise sans autorisation une grande manifestation dans une forêt ou ne respecte pas les limitations d'accès à des zones forestières ou les limitations d'utilisation de ces zones (art. 14, al. 2);</u></p> <p>d. circule en forêt ou sur des routes forestières avec des véhicules à moteur <u>(art. 15);</u></p> <p>e. abat des arbres en forêt <u>ou procède à une coupe rase (art. 21 et 22);</u></p> <p>f. entrave l'établissement des faits <u>lors de relevés</u> ou contrevient <u>sous la menace de la peine prévues au présent article</u> à l'obligation d'informer en donnant des indications fausses ou incomplètes, ou refuse de donner des renseignements <u>(art. 33);</u></p> <p>g. ne respecte pas, à l'intérieur ou à l'extérieur de la forêt, les prescriptions sur les mesures de prévention <u>contre des organismes nuisibles</u> et de réparation des dégâts aux forêts ainsi que les mesures contre les maladies et les parasites, qui peuvent constituer une menace pour les forêts <u>(art. 26, al. 2, 27 et 27a);</u> l'art. 233 du code pénal suisse est réservé;</p> <p>h. ne respecte pas les prescriptions sur la provenance, l'utilisation, le commerce et la sauvegarde des plants et semences d'essences forestières <u>(art. 24)</u>. Lorsqu'une telle infraction constitue en même temps une infraction à la législation douanière, elle sera poursuivie et jugée conformément à la loi fédérale du <u>18 mars 2005</u> sur les douanes</p> <p>est passible d'une amende de 20 000 francs au plus.</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

<sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.

Tableau synoptique des lois

IV. Loi fédérale sur les forêts (loi sur les forêts, LFo)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><sup>3</sup> Si le contrevenant agit par négligence, il est passible de l'amende.</p> <p><sup>4</sup> Les cantons peuvent considérer les infractions au droit cantonal comme des contraventions.</p>                                                                                                                                                                                                                                            | <p><sup>3</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>4</sup> [aucune modification proposée]</p>                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Version actuelle : art. 44 LFo</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p><b>Proposition : art. 44 LFo</b></p>                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p>Contraventions et délits commis par des entreprises commerciales</p> <p>Si une contravention ou un délit est commis dans le cadre de la gestion d'une personne morale, d'une société de personnes, d'une entreprise individuelle ou dans le cadre de la gestion d'une collectivité ou d'un établissement de droit public, les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>1</sup> sont applicables.</p> | <p><u>Application du droit pénal administratif aux infractions commises dans une entreprise</u></p> <p><u>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</u></p> |

Tableau synoptique des lois

V. Loi fédérale sur la chasse (loi sur la chasse, LChP)

| Version actuelle : art. 17 LChP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Proposition : art. 17 LChP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Délits</b></p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. chasse ou tue du gibier et des animaux d'espèces protégées, ou capture, ou garde en captivité des animaux protégés, ou se les approprie;</li> <li>b. déniche des œufs ou de jeunes oiseaux d'espèces protégées ou dérange les oiseaux pendant la couvaison;</li> <li>c. importe, fait transiter, exporte, met en vente ou aliène des animaux protégés vivants ou morts, des parties ou produits de ces animaux, ainsi que des œufs;</li> <li>d. acquiert, reçoit en don ou en gage, prend sous sa garde, dissimule, écoule ou aide à écouler des animaux vivants ou morts ou des produits de ceux-ci, qu'il sait ou doit présumer avoir été obtenus par un acte délictueux;</li> <li>e. pénètre sans motif suffisant dans une zone protégée, muni d'une arme de tir;</li> <li>f. rabat ou attire des animaux hors de zones protégées;</li> <li>g. lâche des animaux;</li> </ul> | <p><b>Délits</b></p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. chasse ou tue du gibier et des animaux d'espèces protégées, ou capture, ou garde en captivité des animaux protégés, <del>ou</del> se les approprie <u>ou les refoule hors de leur habitat</u>;</li> <li>b. déniche des œufs <del>ou de jeunes oiseaux</del> d'espèces protégées ou dérange les oiseaux <u>protégés</u> pendant la couvaison;</li> <li>c. importe, fait transiter, exporte, met en vente, <del>offre</del> ou aliène des animaux protégés vivants ou morts, des parties ou produits de ces animaux, ainsi que des œufs;</li> <li>d. acquiert, reçoit en don ou en gage, prend sous sa garde, dissimule ou aide à <u>aliéner</u> des animaux vivants ou morts, <u>des parties</u> ou des produits de ceux-ci, <u>ainsi que des œufs qu'un tiers a obtenu</u> par un acte délictueux <u>au sens de la présente loi</u>;</li> <li>e. [aucune modification proposée]</li> <li>f. [aucune modification proposée]</li> <li>g. [aucune modification proposée]</li> </ul> |

Tableau synoptique des lois

V. Loi fédérale sur la chasse (loi sur la chasse, LChP)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>h. enfume, gaze, noie ou empale des renards, des blaireaux et des marmottes;</p> <p>i. aura utilisé des moyens et engins de chasse prohibés.</p> <p><sup>2</sup> Si le délinquant a agi par négligence, il sera puni de l'amende.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>h. [aucune modification proposée]</p> <p>i. aura utilisé <u>tout autre moyen</u>, engin ou <u>méthode (OChP)</u> de chasse prohibé.</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Version actuelle : art. 18 LChP</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p><b>Proposition : art. 18 LChP</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Contraventions</p> <p><sup>1</sup> Est puni de l'amende jusqu'à 20 000 francs quiconque, intentionnellement et sans raison valable:</p> <p>a. capture, tient en captivité ou s'approprie des espèces pouvant être chassées, ou les importe dans le but de les lâcher;</p> <p>b. pénètre sans motif suffisant sur le territoire de chasse, muni d'une arme de tir;</p> <p>c. conserve, en dehors de la période de chasse, des armes ou des pièges sur les mayens et les alpages;</p> <p>d. laisse chasser des chiens;</p> <p>e. n'observe pas les mesures visant à protéger les animaux contre les dérangements;</p> <p>f. déniche des œufs ou de jeunes oiseaux d'espèces pouvant être chassées;</p> | <p>Contraventions</p> <p><sup>1</sup> Est puni de l'amende jusqu'à 20 000 francs quiconque, intentionnellement et sans raison valable:</p> <p>a. [aucune modification proposée]</p> <p>b. pénètre sans motif suffisant <u>sur des territoires propres ou ouverts à la chasse</u>, muni d'une arme de tir;</p> <p>c. conserve, en dehors de la période de chasse, des armes ou des pièges <u>dans des bâtiments non occupés toute l'année et situés hors des zones résidentielles</u>;</p> <p>d. [aucune modification proposée]</p> <p>e. n'observe pas les mesures visant à protéger les animaux contre les dérangements <u>dans les districts francs, les réserves d'oiseaux et de sauvagine</u>;</p> <p>f. déniche des œufs d'espèces pouvant être chassées;</p> |

Tableau synoptique des lois

V. Loi fédérale sur la chasse (loi sur la chasse, LChP)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>g. brûle sur de grandes surfaces des talus, des lisières de champs ou des pâturages ou élimine des haies;</p> <p>h. entrave l'exercice de la chasse.</p> <p><sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.</p> <p><sup>3</sup> Si le délinquant a agi par négligence dans les cas visés à l'al. 1, let. a à g, il sera puni de l'amende.</p> <p><sup>4</sup> Celui qui se sera livré à la chasse sans avoir sur lui les pièces de légitimation prescrites ou aura refusé de les montrer aux organes de surveillance compétents sera puni de l'amende.</p> <p><sup>5</sup> Les cantons peuvent réprimer en tant que contravention d'autres infractions au droit cantonal.</p> | <p>g. <u>[év. transfert dans la LPN]</u></p> <p>h. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>2</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>3</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>4</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>5</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> |
| <b>Version actuelle : art. 19 LChP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>Proposition : art. 19 LChP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>Application aux personnes morales et aux sociétés commerciales</p> <p>L'art. 6 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif est applicable.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>Application <u>du droit pénal administratif aux infractions commises dans une entreprise</u></p> <p><u>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</u></p>                                                   |

Tableau synoptique des lois

VI. Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (loi sur le génie génétique, LGG)

| Version actuelle : art. 35 LGG                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Proposition : art. 35 LGG                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. utilise des organismes génétiquement modifiés d'une manière qui contrevient aux principes visés aux art. 6 à 9;</li> <li>b. utilise des organismes génétiquement modifiés sans prendre toutes les mesures de confinement nécessaires ou exerce une activité en milieu confiné sans l'avoir notifiée ou sans être titulaire d'une autorisation (art. 10);</li> <li>c. sans autorisation, dissémine à titre expérimental des organismes génétiquement modifiés dans l'environnement ou met de tels organismes en circulation (art. 11, al. 1, et 12, al. 1);</li> <li>d. met en circulation des organismes génétiquement modifiés sans fournir à l'acquéreur les informations et instructions nécessaires (art. 15, al. 1);</li> <li>e. utilise des organismes génétiquement modifiés d'une manière qui contrevient aux instructions (art. 15, al. 2);</li> <li>f. contrevient à des dispositions sur la séparation des flux des produits et sur les mesures à prendre en vue de prévenir les risques de contamination (art. 16);</li> </ul> | <p><u>Délits</u></p> <p><sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. [aucune modification proposée]</li> <li>b. [aucune modification proposée]</li> <li>c. [aucune modification proposée]</li> <li>d. met en circulation des organismes génétiquement modifiés sans fournir <u>de manière objective</u> à l'acquéreur les informations et instructions nécessaires (art. 15, al. 1);</li> <li>e. [aucune modification proposée]</li> <li>f. [aucune modification proposée]</li> </ul> |



Tableau synoptique des lois

VI. Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (loi sur le génie génétique, LGG)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>g. met en circulation des organismes génétiquement modifiés sans les désigner comme tels (art. 17, al. 1);</p> <p>h. contrevient aux prescriptions sur la désignation des produits issus d'organismes génétiquement modifiés (art. 17, al. 4);</p> <p>i. met en circulation des organismes génétiquement modifiés en les désignant comme non génétiquement modifiés (art. 17, al. 5);</p> <p>j. contrevient à des prescriptions spécifiques concernant l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (art. 19).</p> <p><sup>2</sup> ...</p> <p><sup>3</sup> Si l'auteur de l'infraction agit par négligence, la peine est une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.</p> | <p>g. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>h. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>i. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>j. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p><sup>2</sup> ... <u>[supprimer]</u></p> <p><sup>3</sup> <u>[aucune modification proposée]</u></p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Tableau synoptique des lois

VII. Loi fédérale sur la réduction de émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>)

| Version actuelle : art. 42 Loi sur le CO <sub>2</sub>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Proposition : art. 42 Loi sur le CO <sub>2</sub>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Soustraction à la taxe sur le CO<sub>2</sub></p> <p><sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement, se procure ou procure à un tiers un avantage illicite, notamment en se soustrayant à la taxe ou en obtenant, de manière illicite, une exemption, une bonification ou un remboursement de la taxe, est puni d'une amende pouvant atteindre le triple de la valeur de l'avantage illicite.</p> <p><sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.</p> <p><sup>3</sup> Quiconque obtient un avantage illicite par négligence, pour lui ou pour un tiers, est puni d'une amende pouvant atteindre la valeur de l'avantage illicite.</p> | <p>Soustraction à la taxe sur le CO<sub>2</sub></p> <p><sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement, se procure ou procure à un tiers un avantage illicite en se soustrayant à la taxe ou en obtenant, de manière illicite, une exemption, une bonification ou un remboursement de la taxe est puni d'une amende <u>de ... francs au plus</u> [montant concret à déterminer par les services spécialisés].</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>3</sup> [aucune modification proposée]</p>                                                                                                                                                                   |
| Version actuelle : art. 43 Loi sur le CO <sub>2</sub>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Proposition : art. 43 Loi sur le CO <sub>2</sub>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>Mise en péril de la taxe sur le CO<sub>2</sub></p> <p><sup>1</sup> A moins que l'acte ne soit réprimé par une autre disposition prévoyant une peine plus élevée, est puni d'une amende quiconque, intentionnellement ou par négligence:</p> <p>a. ne s'annonce pas, en violation de la loi, comme assujetti à la taxe;</p> <p>b. ne tient, établit, conserve ou produit pas dûment les livres de comptes, pièces justificatives, papiers d'affaires et autres documents requis, ou ne remplit pas son devoir d'information;</p>                                                                                                                  | <p>Mise en péril de la taxe sur le CO<sub>2</sub></p> <p><sup>1</sup> A moins que l'acte ne soit réprimé par une autre disposition prévoyant une peine plus élevée, est puni d'une amende <u>de 20 000 francs au plus en cas d'infraction intentionnelle et de 10 000 francs au plus en cas d'infraction par négligence</u> quiconque:</p> <p>a. ne s'annonce pas, en violation de la loi, comme assujetti à la taxe (<u>art. 30</u>);</p> <p>b. ne tient, établit, conserve ou produit pas dûment les livres de comptes, pièces justificatives, papiers d'affaires et autres documents requis, ou ne remplit pas un devoir d'information <u>ordonné par le présent article</u>;</p> |

Tableau synoptique des lois

VII. Loi fédérale sur la réduction de émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>c. donne, en déposant une demande d'exemption, de bonification ou de remboursement de la taxe, ou en tant que tiers astreint à fournir des renseignements, de fausses indications, dissimule des faits importants ou présente des pièces justificatives fausses à l'appui de tels faits;</p> <p>d. omet de déclarer ou déclare de façon inexacte des données et des biens déterminants pour la perception de la taxe;</p> <p>e. justifie, dans des factures ou d'autres documents, une taxe sur le CO<sub>2</sub> qui n'a pas été payée ou une taxe d'un montant différent;</p> <p>f. complique, entrave ou empêche l'exécution réglementaire d'un contrôle.</p> <p><sup>2</sup> Dans les cas graves ou en cas de récidive, une amende pouvant atteindre 30 000 francs ou la valeur de la taxe mise en péril <u>est</u> prononcée, pour autant qu'il en résulte un montant plus élevé.</p> | <p>c. donne, en déposant une <u>demande d'exemption ou de remboursement de la taxe</u>, ou <u>sous la menace de la peine pénale prévue au présent article</u> en tant que tiers astreint à fournir des renseignements, de fausses indications, dissimule des faits importants ou présente des pièces justificatives fausses à l'appui de tels faits;</p> <p>d. [aucune modification proposée]</p> <p>e. [aucune modification proposée]</p> <p>f. complique, entrave ou empêche l'exécution <u>légitime</u> d'un contrôle.</p> <p><sup>2</sup> Dans les cas graves, une amende pouvant atteindre 30 000 francs ou la valeur de la taxe mise en péril <u>est</u> prononcée, pour autant qu'il en résulte un montant plus élevé. <u>Le cas est grave notamment dans les cas suivants:</u><br/>...</p> |
| <b>Version actuelle : art. 44 Loi sur le CO<sub>2</sub></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>Proposition : art. 45 Loi sur le CO<sub>2</sub></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>Fausse déclarations concernant les voitures</p> <p><sup>1</sup> Quiconque fournit intentionnellement de fausses indications pour les calculs définis à l'art. 12 est puni d'une amende de 30 000 francs au plus.</p> <p><sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, la peine est une amende.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>Fausse déclarations concernant les voitures</p> <p><sup>1</sup> Quiconque fournit intentionnellement de fausses indications pour <u>le calcul de la valeur cible spécifique et des émissions moyennes de CO<sub>2</sub></u> défini à l'art. 12 est puni d'une amende de 30 000 francs au plus.</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

Tableau synoptique des lois

VII. Loi fédérale sur la réduction de émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>)

| Version actuelle : art. 45 Loi sur le CO <sub>2</sub>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Proposition : art. 45 Loi sur le CO <sub>2</sub> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <p>Relation avec la loi fédérale sur le droit pénal administratif</p> <p><sup>1</sup> Les infractions sont poursuivies et jugées conformément à la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>1</sup>.</p> <p><sup>2</sup> La poursuite et le jugement incombent à l'Administration fédérale des douanes.</p> <p><sup>3</sup> Si l'acte constitue à la fois une infraction visée à l'art. 42 ou 43 et une infraction à la législation douanière ou à d'autres actes législatifs fédéraux régissant les taxes que l'Administration fédérale des douanes est chargée de poursuivre, la peine applicable est celle prévue pour l'infraction la plus grave, augmentée de manière appropriée.</p> | <p>[Aucune modification proposée]</p>            |

Tableau synoptique des lois

VIII. Loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (LACE)

Aucune modification proposée puisqu'il n'existe à ce stade aucune norme pénale de droit fédéral.

## Tableau synoptique des lois

### IX. Loi fédérale sur le Parc national suisse dans le canton des Grisons (loi sur le Parc national)

| <b>Version actuelle : art. 8 Loi sur le Parc national</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>Proposition : art. 8 Loi sur le Parc national</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| <p>Dispositions pénales</p> <p><sup>1</sup> Celui qui aura enfreint une prescription du règlement du parc, contenant la menace de la peine prévue au présent article, sera puni de l'amende.</p> <p><sup>2</sup> La poursuite des infractions incombe aux cantons.</p> <p><sup>3</sup> Les organes du parc peuvent confisquer les objets acquis en contravention au règlement du parc.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p>[Aucune modification proposée]</p>                |
| <b>Version actuelle : Art. 8 Nationalparkordnung</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>Proposition : Art. 8 Nationalparkordnung</b>      |
| <p>Strafbestimmungen</p> <p><sup>1</sup> Verstösse gegen Artikel 2 Absatz 1, Artikel 3 Absatz 1 und 2, Artikel 4 und Artikel 5 dieser Parkordnung werden gemäss Artikel 8 des Bundesgesetzes über den Schweizerischen Nationalpark im Kanton Graubünden vom Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement mit Busse geahndet, sofern nicht andere Strafbestimmungen in Betracht fallen. In Bagatellfällen kann es eine Verwarnung aussprechen.</p> <p><sup>2</sup> Übertretungen können auch im Ordnungsbussenverfahren nach kantonalem Recht geahndet werden.</p> <p><sup>3</sup> Die Parkaufsichtsorgane können Personen, welche gegen die Parkordnung verstossen haben, ein angemessenes Bussdepositum gemäss Artikel 268 StPO abnehmen. Dieses ist mit der Verzeigung der zuständigen Behörde zu übermitteln.</p> | <p>[Aucune modification proposée]</p>                |

Tableau synoptique des lois

IX.      Loi fédérale sur le Parc national suisse dans le canton des Grisons (loi sur le Parc national)

|                                                                                                                                                                                       |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <sup>4</sup> Die Parkaufsichtsorgane ziehen Gegenstände ein, die sich Parkbesucher entgegen der Parkordnung angeeignet haben. Diese Gegenstände sind der Parkverwaltung zu übergeben. |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

Tableau synoptique des lois

X. Loi fédérale sur la pêche (LFSP)

| Version actuelle : art. 16 LFSP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Proposition : art. 16 LFSP                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Délits</b></p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus celui qui, intentionnellement, aura nui aux peuplements de poissons ou d'écrevisses ou en aura compromis l'existence:<sup>1</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. en procédant à une intervention technique sans autorisation (art. 8);</li> <li>b. en n'observant pas les conditions et les charges liées à une autorisation (art. 9, al. 1);</li> <li>c. en important ou en introduisant sans autorisation dans les eaux des espèces, des races ou des variétés de poissons et d'écrevisses étrangères au pays ou à la région (art. 6, al. 1);</li> <li>d. en vendant ou en utilisant comme appâts vivants des poissons d'espèce, de race ou de variété étrangère au pays ou à la région (art. 6, al. 4).</li> </ul> <p><sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, il sera passible d'une amende de 20 000 francs au plus.</p> | <p>[Aucune modification proposée]</p>                                                                                                                                                                               |
| Version actuelle : art. 17 LFSP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Proposition : art. 17 LFSP                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Contraventions</b></p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. n'aura pas respecté les mesures de protection prescrites;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p><b>Contraventions</b></p> <p><sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. [aucune modification proposée]</li> </ul> |



Tableau synoptique des lois

X. Loi fédérale sur la pêche (LFSP)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b. aura acquis, reçu en don ou écoulé des poissons, des écrevisses ou des organismes leur servant de pâture s'il savait ou devait présumer qu'ils avaient été obtenus par un acte punissable;</p> <p>c. aura contrevenu d'une autre manière aux dispositions de la présente loi, aux prescriptions du Conseil fédéral qui prévoient la punissabilité de l'infraction ou à une décision individuelle faisant référence au présent article.</p> <p><sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.</p> <p><sup>3</sup> Si l'auteur a agi par négligence, il sera passible de l'amende.</p> | <p>b. aura acquis, reçu en don ou <u>aidé à aliéner</u> des poissons, des écrevisses ou des organismes leur servant de pâture <u>qu'un tiers a obtenus</u> par un acte punissable <u>au sens de la présente loi</u>;</p> <p>c. aura contrevenu aux prescriptions du Conseil fédéral qui prévoient la punissabilité de l'infraction ou à une décision individuelle faisant référence au présent article.</p> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>3</sup> [aucune modification proposée]</p> |
| <p><b>Version actuelle : art. 18 LFSP</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p><b>Proposition : art. 18 LFSP</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p>Application du droit pénal administratif</p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>1</sup> s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <p>Application <u>du droit pénal administratif aux infractions commises dans une entreprise</u></p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif <u>s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</u></p>                                                                                                                                                                                                                                |

Tableau synoptique des lois

XI. Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN)

| Version actuelle : art. 24 LPN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | Proposition : art. 24 LPN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. détruit ou endommage sérieusement une curiosité naturelle ou un monument protégés en vertu de la présente loi, un site protégé évocateur du passé, un site naturel protégé ou un biotope protégé;</li> <li>b. essarte, recouvre ou anéantit d'une autre manière la végétation riveraine au sens de l'art. 21;</li> <li>c. détruit ou endommage sérieusement des curiosités naturelles ou des antiquités enfouies qui offrent un intérêt scientifique (art. 724, al. 1, CC2);</li> <li>d. ...</li> </ul> <p><sup>2</sup> Si le délinquant agit par négligence, il est passible d'une amende jusqu'à 40 000 francs.</p> |  | <p>Délits</p> <p><sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté <u>de trois ans</u> au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement et sans autorisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. détruit, endommage <u>ou met sérieusement en danger</u> une curiosité naturelle ou un monument protégés en vertu de la présente loi, un site protégé évocateur du passé, un site naturel protégé ou un biotope protégé;</li> <li>b. essarte, recouvre ou anéantit d'une autre manière, <u>ou met sérieusement en danger</u> la végétation riveraine au sens de l'art. 21;</li> <li>c. détruit, endommage <u>ou met sérieusement en danger</u> des curiosités naturelles ou des antiquités enfouies qui offrent un intérêt scientifique (art. 724, al. 1, CC2);</li> </ul> <p><del>d. ...</del> [supprimer]</p> <p><sup>2</sup> Si le délinquant agit par négligence, il est passible d'une <u>peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus</u>.</p> |  |
| Version actuelle : art. 24a LPN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |  | Proposition : art. 24a LPN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |  |
| <p>Contraventions</p> <p>1 Sera puni d'une amende jusqu'à 20 000 francs celui qui:</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |  | <p>Contraventions</p> <p>1 Sera puni d'une amende jusqu'à 20 000 francs celui qui:</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |  |

Tableau synoptique des lois

XI. Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>a. nonobstant le renvoi à la présente disposition pénale, n'aura pas respecté une condition ou une charge à laquelle a été lié l'octroi d'une subvention fédérale;</p> <p>b. aura enfreint une disposition d'exécution édictée en vertu des art. 16, 18, 18a, 18b, 18c, 19, 20, 23c, 23d, et 25a et dont la violation a été déclarée punissable;</p> <p>c. se sera livré sans droit à un acte soumis à une autorisation en vertu des art. 19, 22, al. 1, ou 23.</p> <p><sup>2</sup> Est puni d'une amende de 100 000 francs au plus celui qui, intentionnellement, omet de fournir les informations au sens de l'art. 23o ou fournit des informations fausses; si le délinquant agit par négligence, il est puni d'une amende de 40 000 francs au plus. Le juge peut ordonner la publication du jugement.</p> | <p>a. <u>[aucune modification proposée]</u></p> <p>b. aura enfreint une disposition d'exécution édictée en vertu des art. 16 (<u>mesures conservatoires</u>), 18, 18a, 18b, 18c (<u>protection des biotopes</u>), 19, 20 (<u>protection des espèces</u>), 23c, 23d, et 25a (<u>protection des sites marécageux</u>) et dont la violation a été déclarée punissable;</p> <p>c. se sera livré sans droit à un acte soumis à une autorisation en vertu des art. 19, 22, al. 1, ou 23 (<u>protection des espèces</u>).</p> <p><sup>2</sup> Est puni d'une amende de 100 000 francs au plus celui qui, intentionnellement, omet de fournir les informations <u>lors de la notification</u> au sens de l'art. 23o (<u>ressources génétiques</u>) ou fournit des informations fausses; si le délinquant agit par négligence, il est puni d'une amende de 40 000 francs au plus. Le juge peut ordonner la publication du jugement.</p> |
| <p><b>Version actuelle : art. 24b LPN</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p><b>Proposition : art. 24b LPN</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>Application aux personnes morales et aux sociétés commerciales</p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif sont applicables.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p>Application <u>du droit pénal administratif aux infractions commises dans une entreprise</u></p> <p>Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif <u>s'appliquent par analogie aux actes punissables en vertu de la présente loi.</u></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

Tableau synoptique des lois

XII. Code pénal suisse (CP)

| Version actuelle : art. 102 CP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Proposition : art. 102 CP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Punissabilité</p> <p><sup>1</sup> Un crime ou un délit qui est commis au sein d'une entreprise dans l'exercice d'activités commerciales conformes à ses buts est imputé à l'entreprise s'il ne peut être imputé à aucune personne physique déterminée en raison du manque d'organisation de l'entreprise. Dans ce cas, l'entreprise est punie d'une amende de cinq millions de francs au plus.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'infraction prévue aux art. 260ter, 260quinquies, 305bis, 322ter, 322quinquies, 322septies, al. 1, ou 322octies, l'entreprise est punie indépendamment de la punissabilité des personnes physiques s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction.</p> <p><sup>3</sup> Le juge fixe l'amende en particulier d'après la gravité de l'infraction, du manque d'organisation et du dommage causé, et d'après la capacité économique de l'entreprise.</p> <p><sup>4</sup> Sont des entreprises au sens du présent titre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. les personnes morales de droit privé;</li> <li>b. les personnes morales de droit public, à l'exception des corporations territoriales;</li> <li>c. les sociétés;</li> <li>d. les entreprises en raison individuelle.</li> </ul> | <p>Punissabilité</p> <p><sup>1</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>2</sup> En cas d'infraction prévue aux art. 260<sup>ter</sup>, 260<sup>quinquies</sup>, 305<sup>bis</sup>, 322<sup>ter</sup>, 322<sup>quinquies</sup>, 322<sup>septies</sup>, al. 1, ou 322<sup>octies</sup> <u>ou en cas de crime ou de délit contre l'environnement</u>, l'entreprise est punie indépendamment de la punissabilité des personnes physiques s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction.</p> <p><sup>3</sup> [aucune modification proposée]</p> <p><sup>4</sup> Sont des entreprises au sens du présent titre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e. les personnes morales de droit privé;</li> <li>f. les personnes morales de droit public, à l'exception des corporations territoriales;</li> <li>g. les sociétés;</li> <li><del>h. les entreprises en raison individuelle.</del></li> </ul> |

Tableau synoptique des lois

XII. Code pénal suisse (CP)

| Proposition alternative : art. 102 CP |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                       | <p>Punissabilité</p> <p><sup>1</sup> Un crime ou un délit qui est commis au sein d'une entreprise dans l'exercice d'activités commerciales conformes à ses buts est imputé à l'entreprise <u>indépendamment de la punissabilité des personnes physiques et donne lieu à une amende de cinq millions de francs au plus à sa charge s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction.</u></p> <p><sup>2</sup> Le juge fixe l'amende en particulier d'après la gravité de l'infraction, du manque d'organisation et du dommage causé, et d'après la capacité économique de l'entreprise.</p> <p><sup>3</sup> Sont des entreprises au sens du présent titre:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. les personnes morales de droit privé;</li><li>j. les personnes morales de droit public, à l'exception des corporations territoriales;</li><li>k. les sociétés;</li><li><del>l. les entreprises en raison individuelle.</del></li></ul> |

Tableau synoptique des lois

XII. Code pénal suisse (CP)

| <b>Version actuelle : art. 230<sup>bis</sup> CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <b>Proposition : art. 230a CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mise en danger par des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes</p> <p><sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement, aura disséminé dans l'environnement des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes, l'exploitation d'une installation destinée à la recherche sur ces organismes, à leur conservation ou à leur production, ou aura généré leur puni d'une peine privative de liberté de un à dix ans, s'il savait ou devait savoir que par ses actes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. il mettait en danger la vie et l'intégrité corporelle des personnes ou</li> <li>b. il mettait gravement en danger la composition naturelle des populations animales et végétales ou leur habitat.</li> </ul> <p><sup>2</sup> La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi par négligence.</p> | <p>Mise en danger par des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes</p> <p><sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement <u>et sans droit</u>, aura disséminé dans l'environnement des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes, aura perturbé l'exploitation d'une installation destinée à la recherche sur ces organismes, à leur conservation ou à leur production, ou aura généré leur transport, sera puni d'une peine privative de liberté de <u>cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire</u> si par ses actes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c. il <u>met en danger</u> la vie ou <u>[menace sérieusement]</u> la <u>santé</u> des personnes ou</li> <li>d. il <u>met</u> gravement en danger <u>la faune et la flore</u> ou leur habitat.</li> </ul> <p><sup>2</sup> [aucune modification proposée]</p> |
| <b>Nouvel article à insérer</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>Proposition : art. 230b CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><u>Beeinträchtigung des Bodens durch Stoffe oder andere Organismen</u></p> <p><sup>1</sup> <u>Wer unbefugt vorsätzlich Stoffe oder Organismen in den Boden einbringt, auf ihm ausbringt oder ablagert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bestraft, wenn er durch diese Handlungen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <u>eine Gefahr für Leben oder die Gesundheit von Menschen verursacht; oder</u></li> <li>b. <u>eine erhebliche Gefahr für Tiere oder Pflanzen oder deren Lebensräume verursacht.</u></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><u>Atteinte au sol par des substances ou des organismes</u></p> <p><sup>1</sup> <u>Celui qui, intentionnellement et sans droit, aura introduit des substances ou des organismes dans le sol ou en aura épandu ou déposé sur le sol sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire si par ses actes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <u>il met en danger la vie ou la santé des personnes ou</u></li> <li>b. <u>il met gravement en danger la faune et la flore ou leur habitat.</u></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                           |

Tableau synoptique des lois

XII. Code pénal suisse (CP)

|                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u><sup>2</sup> Handelt der Täter fahrlässig, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.</u> | <u><sup>2</sup> La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi par négligence.</u>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Nouvel article à insérer</b>                                                                                               | <b>Proposition : art. 230c CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|                                                                                                                               | <u>Pollution des eaux par des substances ou des organismes</u><br><br><u><sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement et sans droit, aura pollué une eau par des substances ou des organismes sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire si par ses actes :</u><br><br><ul style="list-style-type: none"><li>a. <u>il met en danger la vie ou la santé des personnes ou</u></li><li>b. <u>il met gravement en danger la faune et la flore ou leur habitat.</u></li></ul><br><u><sup>2</sup> La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi par négligence.</u> |
| <b>Nouvel article à insérer</b>                                                                                               | <b>Proposition : art. 230d CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|                                                                                                                               | <u>Mise en danger par une altération de l'air</u><br><br><u><sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement et sans droit, aura altéré l'air sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire si par ses actes :</u><br><br><ul style="list-style-type: none"><li>a. <u>il met en danger la vie ou la santé des personnes ou</u></li><li>b. <u>il met gravement en danger la faune et la flore ou leur habitat.</u></li></ul><br><u><sup>2</sup> La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi par négligence.</u>                                                     |
| <b>Nouvel article à insérer</b>                                                                                               | <b>Proposition : art. 230e CP</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

Tableau synoptique des lois

XII. Code pénal suisse (CP)

|                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                              | <p><u>Mise en danger par des déchets</u></p> <p><sup>1</sup> <u>Celui qui, intentionnellement et sans droit, aura traité, stocké, déposé, éliminé ou de toute autre manière fait disparaître des déchets, à l'exception des déchets urbains, ou qui aura transféré des déchets qui ne tombent pas sous le coup de la présente loi sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire si par ses actes :</u></p> <p>a. <u>il met en danger la vie ou la santé des personnes ou</u></p> <p>b. <u>il met gravement en danger la faune et la flore ou leur habitat.</u></p> <p><sup>2</sup> <u>La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi par négligence.</u></p> |
| <p><b>Nouvel article à insérer</b></p>                                                                                                                                                                                                       | <p><b>Proposition : art. 230f CP</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>Dem Handeln ohne amtliche Bewilligung ist das Handeln auf Grund einer durch Drohung, Bestechung oder durch Kollusion erwirkten oder durch unrichtige oder unvollständige Angaben erschlichenen amtlichen Bewilligung gleichgestellt.“</p> | <p><u>Le fait d'agir en se fondant sur une autorisation officielle obtenue de manière frauduleuse par la menace, la corruption ou la collusion ou grâce à des indications erronées ou incomplètes équivaut à agir sans autorisation officielle.</u></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |